



HAL
open science

L'ÉCONOMIQUEMENT CORRECT Analyse du discours euphémique sur la crise dans la presse française et italienne

Loredana Ruccella

► **To cite this version:**

Loredana Ruccella. L'ÉCONOMIQUEMENT CORRECT Analyse du discours euphémique sur la crise dans la presse française et italienne. Linguistique. Université Paris Ouest Nanterre La Défense; Università degli Studi di Torino, 2014. Français. NNT: . tel-01134095

HAL Id: tel-01134095

<https://theses.hal.science/tel-01134095>

Submitted on 22 Mar 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITÉ PARIS OUEST NANTERRE-LA DÉFENSE

ÉCOLE DOCTORALE 139
Connaissance Langage Modélisation
UMR 7114 MoDyCo

Thèse en cotutelle internationale en vue de l'obtention du grade de
Docteur en Sciences du Langage
de l'Université Paris Ouest Nanterre-La Défense
et de l'Université de Turin

Présentée et soutenue publiquement par

Loredana RUCCELLA

Le 1^{er} avril 2014

L'ÉCONOMIQUEMENT CORRECT

Analyse du discours euphémique sur la crise dans la presse française et italienne

Sous la direction de

M. Jean-François JEANDILLOU, Professeur à l'Université Paris Ouest
Mme Carla MARELLO, Professeur à l'Université de Turin

Jury

M. Jean-François JEANDILLOU, Professeur à l'Université Paris Ouest, directeur
Mme Carla MARELLO, Professeur à l'Université de Turin, directrice
M. Denis LE PESANT, Professeur à l'Université Paris Ouest
Mme Mirna VELCIC-CANIVEZ, Professeur à l'Université de Lille 3
M. Michele PRANDI, Professeur à l'Université de Gênes

Remerciements

Si aujourd'hui on devait me demander pourquoi j'ai écrit une thèse, je répondrais « un peu par hasard et un peu par défi » ; par hasard, car j'ai eu la chance de croiser sur mon chemin des personnes extraordinaires qui, d'une manière ou d'une autre, m'ont permis d'arriver au bout de cette aventure scientifique et humaine. Par défi car, malgré cette réalité un peu cynique qui, par moment, nous pousse à baisser les bras, à renoncer à nos passions et à nos rêves, j'ai voulu tenter ma chance.

Si aujourd'hui on devait me demander ce que j'ai obtenu en écrivant une thèse, je répondrais « la certitude d'avoir été fidèle à moi-même, d'avoir fait le bon choix, de ne pas avoir étouffé mes passions ». Cela n'a pas de prix et nous fait oublier les moments de fatigue, de solitude et de doutes.

C'est donc avec cet état d'esprit que j'adresse un grand merci aux personnes qui m'ont aidée à mener à terme ce travail.

J'aimerais tout d'abord remercier mes directeurs de thèse, Jean-François Jeandillou et Carla Marelllo pour leur disponibilité et leur soutien, pour les paroles dites précisément au moment où j'avais besoin de les entendre, pour m'avoir permis de travailler de façon autonome tout en prenant soin de relire ma thèse et de répondre à mes questions.

Je remercie Mirna Velcic-Canivez et Michele Prandi d'avoir prêté attention à mon travail et d'avoir souligné certains aspects qui m'ont permis de réfléchir à partir d'une perspective différente de la mienne. Je tiens à remercier également Denis Le Pesant d'avoir accepté de présider le jury.

J'adresse aussi mes remerciements à Maria Margherita Mattioda grâce à qui j'ai découvert ce passionnant sujet qu'est l'euphémisme, à Sophie Nezri-Dufour pour sa relecture avisée et ses paroles d'encouragement et à tous les étudiants qui se sont montrés très disponibles lors de mon enquête.

Je tiens également à remercier mon École Doctorale d'avoir pris en charge les frais de déplacements des membres italiens du jury en permettant un déroulement, sans doute, plus agréable de la soutenance.

Mes remerciements vont aussi à ma famille qui m'a toujours soutenue et encouragée sans vraiment jamais comprendre ce que je faisais et surtout pour quelle raison !

Je remercie mes amis d'avoir été présents dans les moments de stress comme dans ceux d'enthousiasme ; je remercie surtout Stéphanie et Chiara.

Merci aussi à mes collègues doctorants, les seuls pouvant réellement comprendre tous les états d'âme d'un thésard.

Et, pour finir, un énorme merci à Claire pour l'intérêt porté à mon travail, pour l'écoute, l'aide, la confiance et le réconfort.

« Si le langage était parfait, l'homme cesserait de penser » (P. Valéry)

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction générale</i>	10
Première partie	15
<i>Introduction</i>	16
I. EUPHÉMISME ET DISCOURS EUPHÉMIQUES	17
1.1. Aperçu historique.....	17
1.1.1. De l'euphémia à l'euphémisme.....	17
1.1.2. De l'euphémisme au « politiquement correct ».....	21
1.2. Problèmes définitionnels : une nouvelle définition	28
1.2.1. L'euphémisme : <i>fait de langue</i> ou <i>acte de parole</i> ?.....	29
1.2.1.1. L'euphémisme : « bonne » ou « mauvaise » parole ?.....	31
1.2.2. Doutes à propos du pouvoir d'atténuation de l'euphémisme.....	35
1.2.2.1. L'euphémisme dans la théorie du signe linguistique.....	35
1.2.2.2. L'euphémisme : un procédé d'atténuation ?.....	38
1.2.3. La figuralité de l'euphémisme.....	40
II. LE JOURNALISME ÉCONOMIQUE : ÉTUDE DES CONDITIONS DE COMMUNICATION	45
2.1. Le champ journalistique.....	46
2.2. Aperçu diachronique du journalisme économique.....	48
2.2.1. Le journalisme économique contemporain	53
Deuxième partie	57

<i>Introduction</i>	58
III. LE CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE	59
3.1. Problématiques.....	59
3.2. Approche théorique.....	60
3.2.1. Approche théorique de l'analyse.....	60
3.2.2. Approche théorique du « corpus »	62
3.2.2.1. Choix terminologique.....	63
3.3. Méthodologie de la recherche.....	64
3.3.1. La constitution du « corpus ».....	65
3.3.2. La constitution du « sous-corpus »	67
IV. LA VULGARISATION DU DISCOURS DE L'ÉCONOMIE	68
4.1. La <i>vulgarisation</i> de la crise des <i>subprimes</i>	71
4.1.1. Les traits graphiques.....	72
4.1.2. Les procédés métalinguistiques.....	79
4.1.3. Les acquis de la <i>vulgarisation</i> de la crise.....	86
4.1.3.1. Les acquis lexicaux : la <i>vulgarisation</i> du vocabulaire de la crise.....	87
4.1.3.2. La transmission des informations : <i>vulgarisation</i> et enjeux.....	96
4.1.3.2.1. Premier axe : les coupables et les victimes...97	
4.1.3.2.2. Deuxième axe : le pragmatisme.....	108
4.1.3.2.3. Troisième axe : l'axiologie.....	115
4.2. La <i>vulgarisation</i> de la crise de la dette publique.....	116
4.2.1. Les acquis de la <i>vulgarisation</i> de la crise de la dette publique...117	

4.2.1.1. Premier axe : les coupables et les victimes.....	117
4.2.1.2 Deuxième axe : le pragmatisme.....	131
4.2.1.3. Troisième axe : l'axiologie.....	135
V. LES PROCÉDÉS LINGUISTIQUES DANS LA CRÉATION DES SPE ÉCONOMIQUES.....	139
5.1. Procédés morpho-lexicaux.....	140
5.2. Procédés syntaxiques.....	143
5.3. Procédés rhétoriques.....	151
5.4. Procédés sémantiques.....	155
5.5 Procédés pragmatiques.....	159
5.5.1. Le contexte extralinguistique.....	160
5.5.2. Les raisons incitant l'émetteur à recourir à un SPE.....	162
5.5.2.1. Les procédés s'adressant au locuteur.....	164
5.5.2.2. Les procédés s'adressant à l'allocutaire 2.....	166
5.5.2.3. Les procédés s'adressant à l'interlocuteur.....	174
5.5.3. Les effets issus du recours aux SPE.....	174
Troisième partie.....	178
<i>Introduction.....</i>	<i>179</i>
VI. L'ÉCONOMIQUEMENT CORRECT : UNE NOUVELLE FORME DE MANIPULATION ?.....	180
6.1. Le rôle de la presse dans la diffusion de l' <i>économiquement correct</i>	181
6.2. Les techniques de manipulation de l' <i>économiquement correct</i>	187
6.2.1. La dénonciation des discours manipulateurs.....	187
6.2.2. L'euphémisation de la langue de l'économie.....	189
6.2.3. D'autres techniques de manipulation.....	200

VII. ANALYSE DE LA PERCEPTION DU DISCOURS ÉCONOMIQUEMENT CORRECT	218
7.1. Méthodologie de la recherche.....	219
7.1.1. La présentation du questionnaire d'enquête.....	219
7.1.2. L'échantillon.....	223
7.1.3. La méthode d'analyse.....	225
7.2. Analyse des données récoltées.....	228
7.3. <i>Observations</i>	234
Quatrième partie	237
<i>Introduction</i>	238
VIII. LE CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE	241
8.1. Problématiques.....	241
8.2. Approche théorique.....	241
8.3. La méthodologie de la recherche.....	243
IX. ANALYSE DES SUBSTITUTS POTENTIALLEMENT EUPHÉMIQUES	247
9.1. Le champ thématique de la crise et de la récession.....	248
9.1.1. Les SPE métaphoriques.....	250
9.1.2. Les SPE hyperonymiques.....	253
9.1.3. Les SPE issus de l'antonymie, de l'oxymore et de la métonymie.....	255
9.2. Le champ thématique de la titrisation.....	259
9.3. Le champ thématique de la spéculation.....	265
9.3.1. Les prêts « vicieux ».....	266

9.3.2. Les « fonds spéculatifs »	270
9.4. Le champ thématique de la croissance.....	274
9.4.1. La décélération.....	275
9.4.2. La stagnation.....	276
9.4.3. La décroissance.....	277
9.5. Le champ thématique de la rigueur budgétaire	278
X. LA CRÉATION D’UN OUTIL LEXICOGRAPHIQUE.....	281
10.1. La traduction des SPE.....	282
10.2. Enregistrement des SPE (français-italien).....	290
10.3. Enregistrement des SPE (italien-français).....	320
<i>Considérations conclusives.....</i>	<i>347</i>
Bibliographie.....	353
Index des noms propres.....	367
Index des notions principales.....	369

Introduction générale

« Il est faux de penser que l'usage du langage humain se caractérise par le fait d'apporter de l'information. Le langage humain peut être utilisé pour informer ou pour tromper, pour clarifier ses propres pensées, pour prouver son habileté ou tout simplement pour jouer » (N. Chomsky)

La crise économique est probablement aujourd'hui et depuis désormais quelques années la protagoniste incontestable de la scène politique, économique et sociale. La crise nous hante tel un démon qui sème ses maléfices sans jamais se révéler, qui change d'apparence pour mieux tromper et qui, comme tout démon digne de ce nom, accorde ses faveurs uniquement en échange de très durs sacrifices. La force de ce démon est remarquable et la presse, ensorcelée, l'encourage, le défend, ne le démasque pas. Ce travail, traitera de ce démon, de ses ruses, de son grand pouvoir, de ses amis et de ses ennemis ; nous traiterons, en effet, ici de la crise économique, connue sous le nom de crise des *subprimes* ainsi que des conséquences que celle-ci a engendrées dans le système économique européen et mondial. N'ayant pas une très large connaissance en matière économique, mais néanmoins soucieuse de comprendre cette crise « inédite », de donner un sens à un problème social d'une telle ampleur, nous avons décidé de l'examiner à travers un outil précieux : le langage ou plus exactement la linguistique. Notre travail s'inscrit dans le contexte d'une linguistique « ouverte », qui trouve sa raison d'être dans un cadre épistémologique d'interdisciplinarité où les frontières entre linguistique, anthropologie, psychologie et sociologie s'affaiblissent, où le discours devient le point de départ d'une réflexion profonde relative à une question sociale sérieuse et d'actualité. Loin d'être des experts de ces disciplines sociales et humaines, nous voulons toutefois afficher l'état d'esprit qui nous accompagnera tout au long de cette recherche, à savoir la volonté de mettre en avant la manière dont la linguistique se lie aux autres sciences humaines. À notre avis, c'est proprement dans ce lien que réside l'intérêt de cette discipline ; pour nous, en effet, la force de la linguistique s'exprime réellement lorsque celle-ci fournit un outil nécessaire au déploiement d'une réflexion ouverte sur des questions d'intérêt social.

Notre recherche trouve sa raison d'être au cours de l'été 2007 lorsque le marché américain des prêts immobiliers hypothécaires – les désormais célèbres prêts *subprimes*, octroyés aux ménages en situation de difficulté financière et dont la capacité de remboursement était très faible, voire nulle – s'effondre en engendrant une crise très violente qui, en l'espace de quelques mois, s'étend au monde entier et frappe les secteurs les plus divers de la finance jusqu'à atteindre, comme il était prévisible, l'économie réelle. Au fil des mois, les informations circulent et la crise prend une forme bien précise : celle de l'opportunité du changement, de l'amélioration, de l'occasion de distinguer la « bonne » finance de la « mauvaise » et pour réglementer les marchés. En même temps, les causes de la crise s'éclaircissent et c'est ainsi que nous découvrons, avec étourdissement, la « complexité » des produits financiers et la « sophistication » du traitement du risque, pour lesquelles nous ne pouvons que regarder d'un œil indulgent les « erreurs » commises. C'est ainsi que nous plongeons dans l'obscur univers des « dérivés » de la « titrisation » et en apprenant qu'il s'agit d'outils « de sécurisation » nous hésitons à les condamner totalement. C'est ainsi que nous découvrons, avec soulagement, que les abus d'un « petit nombre » d'agents financiers sans scrupule seront sévèrement sanctionnés ; il s'agit tout de même de « voyous » qui ont fait « perdre la face » à la finance ! Pendant que les contours de la crise se délimitent et que ses causes s'éclairent, ses conséquences commencent à être annoncées : la crise est une opportunité, c'est vrai, mais n'oublions pas qu'elle est aussi une « tragédie » qui pourrait déterminer une « faillite générale du système bancaire » et, par ricochet, « l'arrêt de l'ensemble de l'économie ». Face à cette éventualité, personne n'oserait remettre en discussion ni la mobilisation sans précédent de la part des États et des Banques Centrales, ni la « nécessité » d'accepter certains sacrifices, tantôt sous forme d'« incitation fiscale », de « plan d'adaptation » ou d'« optimisation », tantôt sous forme de « contrats atypiques » ou de « flexibilité ». Confrontée à ces faits et inondée par une avalanche de mots identiques, de discours dangereusement uniformes, de solutions uniques étrangement partagées par tout le monde, nous avons été envahie par un sentiment de mécompréhension, de perplexité et de méfiance qui nous a incitée à lire entre les lignes, à analyser, filtrer et interpréter l'information qui nous parvenait. Cette activité nous a permis de porter notre réflexion sur l'hypothèse que la presse diffuse un type de discours homogène, unique et standardisé se caractérisant par le recours à certaines techniques discursives permettant de soutenir le modèle économique néolibéral et d'orienter le lecteur vers une perception de la réalité économique façonnée à l'image de celui-ci. Nous appellerons ce discours, discours *économiquement correct*.

Cette hypothèse sera vérifiée suite à l'analyse d'un ensemble d'articles issus des pages économiques de trois quotidiens français et de trois quotidiens italiens d'information générale et d'importance majeure : *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *La Stampa*, *La Repubblica* et *Il Corriere della Sera*. Compte tenu de ces considérations, notre objectif sera celui d'analyser la manière dont la presse traite le problème de la crise et notre domaine de recherche sera celui des pages économiques de la presse générale ; nous serons donc confrontée à l'analyse d'un langage – ou plus exactement, d'un discours – de *vulgarisation* économique.

Cette analyse, effectuée sur la base d'outils linguistiques et extralinguistiques, sera menée dans l'objectif d'identifier les différents procédés linguistiques et discursifs participant à la propagation du discours *économiquement correct*. Pour ce faire, nous avons estimé important de présenter un aperçu général de tels procédés, mais étant donné la remarquable variété des procédés linguistiques reconnus, nous avons décidé de prêter une attention particulière à ceux issus du processus d'euphémisation. Ce choix repose sur deux raisons principales ; d'une part, l'euphémisme – que nous appellerons ici *substitut potentiellement euphémique* ou SPE - tout en étant un procédé considérablement exploité dans la presse, n'a pas encore fait l'objet d'études significatives dans le domaine de l'information économique. D'autre part, sa présence, se distinguant sous de nombreux aspects différents, fait de ce procédé un sujet de recherche très hétérogène et riche d'intérêt linguistique.

Compte tenu de ces considérations et de l'exigence de donner un aspect cohérent aux différents éléments d'analyse, ce travail se déroulera en quatre temps, chacun faisant l'objet d'une section regroupant différents chapitres.

Dans la première partie de notre travail - conçue comme un état des lieux de la problématique posée, et organisée en deux chapitres - nous introduirons les concepts clés de notre recherche. Nous approcherons ainsi dans le premier chapitre, les questions définitionnelles en proposant, dans un premier temps, une description historique retraçant les étapes principales du développement de l'euphémisme du Moyen Âge au XXI^e siècle et, dans un deuxième temps, une réflexion autour du concept même d'euphémisme. Dans le deuxième chapitre, nous prêterons attention à l'évolution du journalisme économique. L'analyse purement théorique, exposée dans la première partie de notre travail, sera suivie par trois autres sections au cours desquelles nous aborderons concrètement notre hypothèse de recherche. Chacune de ces sections présentera une ou plusieurs problématiques qui seront développées dans l'objectif de vérifier notre hypothèse générale.

La deuxième partie de notre travail fera donc l'objet d'une étude dont la problématique s'inscrit dans la volonté de préciser la nature du discours *économiquement correct*. Dans cette optique, la section sera organisée en quatre chapitres ; le chapitre III sera consacré au cadre théorique et méthodologique, et les chapitres IV et V feront respectivement l'objet d'une analyse qui abordera une sous-problématique liée à la problématique générale de cette section. C'est ainsi qu'au cours du chapitre IV, nous proposerons un aperçu des différents procédés pouvant justifier la présomption de ce type de discours au sein de l'activité de *vulgarisation* de l'information économique, opérée par la presse analysée.

Le chapitre V sera consacré à la description des principaux procédés linguistiques – morpho-lexicaux, syntaxiques, rhétoriques, sémantiques et pragmatiques – qui sont à la base de la création des *substituts potentiellement euphémiques*, ces outils d'importance majeure auxquels le discours *économiquement correct* fait appel.

La troisième partie de notre thèse se présentera comme une réflexion autour du caractère manipulateur du discours *économiquement correct*, et elle sera organisée en deux chapitres ; le chapitre VI et le chapitre VII.

Au cours du chapitre VI, nous mettrons en avant celles qui, d'après nous, sont les techniques qui se prêtent majoritairement à la manipulation.

Le chapitre VII sera consacré à l'analyse – à travers un questionnaire d'enquête soumis à un échantillon de 120 locuteurs français – de la perception des *substituts potentiellement euphémiques* dans l'objectif d'en évaluer les effets réels.

La quatrième partie de notre recherche se situe dans le cadre d'une réflexion autour de la manière la plus efficace d'exploiter les informations dont nous disposons ; nous sommes, en effet, convaincue qu'un travail de recherche ne devrait pas être une fin en soi, mais plutôt une tentative de proposer une réponse, même partielle, à une question, de fournir une ressource utile, d'apporter, en somme, une contribution, aussi minime qu'elle soit, à une cause. Compte tenu de cette considération, dans la quatrième section, nous élaborerons un outil lexicographique bilingue, répertoriant les *substituts potentiellement euphémiques* identifiés au cours de notre recherche. Le but – ou plus exactement l'espoir – de cette activité est, d'une part, celui de faciliter l'accès à l'information économique et d'autre part, celui d'en proposer une clé de lecture différente ; cette partie réunira les chapitres VIII, IX et X.

Au cours du chapitre VIII, nous présenterons le cadre méthodologique.

Le chapitre IX sera dédié à l'analyse détaillée d'un certain nombre de *substituts potentiellement euphémiques* choisis sur la base de cinq thématiques récurrentes : la récession, la titrisation, la spéculation, la croissance et la rigueur.

Pour terminer, en nous appuyant sur l'analyse déployée dans le chapitre IX, nous présenterons, dans le chapitre X, notre enregistrement lexicographique.

Première partie

« Les mots ne suppriment pas la réalité, mais ils
servent à l'affronter » (Simone de Beauvoir)

Introduction

Dans cette première partie, nous nous proposons d'introduire et de définir notre sujet d'étude. Pour ce faire, au cours d'un premier chapitre, d'une part nous retracerons - à travers une synthèse diachronique - l'évolution du concept d'euphémisme et le rôle que celui-ci a joué et joue dans la diffusion des discours propagandistes. D'autre part, nous examinerons celles qui sont, à notre avis, les problématiques définitionnelles de ce procédé. Au cours d'un deuxième chapitre, dans le but de définir au mieux le contexte de notre travail de recherche, nous prêterons attention, dans un premier temps, à la notion de champ journalistique et nous présenterons, ensuite, un aperçu diachronique du journalisme économique.

I. EUPHÉMISME ET DISCOURS EUPHÉMIQUES

« Le langage est une chose, la façon de parler en est une autre. La façon de parler peut être une tricherie. On confond une certaine façon de parler avec un langage certain » (E. Ionesco)

Dans ce chapitre, nous nous proposons de définir le concept d'euphémisme et de mettre en exergue la valeur qu'il a acquis au cours des siècles. Pour ce faire, nous présenterons, dans une première partie, une analyse diachronique de l'euphémisme et, dans une deuxième partie, une réflexion visant à reconsidérer la notion d'euphémisme.

1.1. APERÇU HISTORIQUE

Dans cette première partie, nous présenterons un aperçu historique à travers lequel nous soulignerons les principales modifications qui ont caractérisé la notion d'euphémisme et les raisons qui ont poussé à recourir à ce procédé. C'est ainsi que dans un premier paragraphe, nous étudierons les origines de l'euphémisme ainsi que ses domaines de récurrence et les différentes formes sous lesquelles il a été reconnu au cours des siècles. Dans un deuxième paragraphe, nous prêterons attention à l'euphémisme « moderne » et à son utilisation dans les langues artificielles des systèmes totalitaires et démocratiques. Enfin, nous prêterons attention, dans un troisième paragraphe, à une forme relativement récente de *langue de bois* : « la langue de bois économique ».

1.1.1. De l'euphémia à l'euphémisme

Le terme *euphémismos*, du grec *euphêmia* - *eu* « bien » et *phêmê* « présage, parole » – relève à l'origine du vocabulaire sacré et désigne l'emploi de mots de « bon augure » au sein du sanctuaire. Les premiers témoignages qui définissent le terme lui confèrent une signification

positive^[1], mais à partir du V^e siècle av. J.-C., on commence à découvrir des exemples de textes dans lesquels le terme acquiert un sens négatif, rattaché au désir d'« éviter les paroles de mauvais augure » d'où l'idée de « garder le silence»^[2]. L'euphémisme est donc associé au malheur et commence à être employé afin de remplacer des mots considérés comme néfastes. Les deux acceptions du terme sont, cependant, liées l'une à l'autre et propres au contexte religieux. L'idée d'euphémisme cesse d'être uniquement limitée au domaine de la sacralité pendant l'antiquité gréco-romaine, quand le recours aux moyens euphémiques répond à l'exigence d'agrémenter les discours politiques des grands orateurs de l'époque (Aristote, Démosthène, Cicéron et Quintilien). C'est à partir de cette époque que l'euphémisme commence à être considéré comme un procédé de persuasion important pour ceux qui détiennent le pouvoir. Au V^e siècle l'euphémisme n'est plus consacré essentiellement au domaine politique mais il se fixe de façon de plus en plus stable dans la littérature. L'euphémisme médiéval se révèle sous trois formes principales : euphémisme *de superstition*, *de pudeur* et *de bienséance*^[3]. Le premier est utilisé pour remplacer les mots et les expressions de mauvais présage, ceux que l'on croyait capables de posséder le pouvoir d'attirer le malheur :

C'est par euphémisme que l'on appelle Pacifique un océan dont les colères sont terribles ; par euphémisme que l'on nomme Satan l'Autre ou le Malin ; par euphémisme que mourir se change en rendre le dernier soupir ou rendre l'âme à Dieu^[4].

La deuxième forme d'euphémisme désigne les expressions suppléantes des idées interdites par la morale du groupe social et généralement liées à la sexualité, à la maladie et à la mort. Ce type d'euphémisme peut être considéré comme une forme de respect et de délicatesse des individus entre eux. La troisième forme, enfin, se développe au XI^e siècle, suite à l'essor de la littérature courtoise, caractérisée par toute une série d'interdits sociaux et religieux qui doivent être dissimulés. En effet, l'amour courtois, thème-clé de cette littérature, repose sur un conflit entre le désir pour l'être aimé et l'assouvissement du désir qui amènera inexorablement à la fin de l'amour. Il s'agit donc d'un amour qui ne peut pas exister dans le mariage, d'un amour adultère qui doit être masqué à travers le recours à des outils euphémiques.

[1] É. Benveniste propose « acquiescer par une clameur auspiciuse » et « pousser des clameurs auspiciuses » in : « Euphémismes anciens et modernes », in *Problèmes de linguistique générale*, Paris, Gallimard, 1966, p. 309.

[2] É. Benveniste, *op. cit.*, Paris, Gallimard, 1966, p. 308.

[3] J. Orr, « Le rôle destructeur de l'euphémie », in *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, Vol. 3, Numéro 3-5, Année 1953, p. 168.

[4] H. Morier, *Dictionnaire de Poétique et Rhétorique*, Paris, Puf, 1989, p. 469.

L'euphémisme au XVI^e siècle se présente sous les trois formes médiévales ; l'euphémisme de *bienséance* se retrouve surtout chez les grands rhétoriciens du début du siècle tels que Molinet, Bouchet et Marot, et l'euphémisme de *pudeur* apparaît de façon récurrente chez les poètes de la Pléiade. Il faut, enfin, remarquer d'une part, la diminution des euphémismes de *superstition*, liée à l'abandon progressif des craintes primitives et, d'autre part, l'essor d'un nouveau type d'euphémisme que l'on peut définir *comique et critique*^[5]. Ce dernier, sous l'élan de Rabelais et de Montaigne, est utilisé comme un moyen efficace de critique sociale.

Le XVII^e siècle n'apporte pas de réels changements au thème euphémique. En effet, au cours de ce siècle, l'euphémisme est caractérisé par l'essor de la préciosité, qui prolonge la tradition de l'euphémisme de *bienséance*, et par un mouvement anti-euphémique qui se fait porteur des formes ironiques répandues par Rabelais et Montaigne à la fin du siècle précédent. La préciosité naît dans les salons parisiens du début du siècle et s'exprime à travers l'ostentation d'un comportement irréprochable soutenu par de vraies règles de conversation. Madeleine de Scudéry présente de manière exhaustive les idéaux précieux en les résumant dans la « Carte de Tendre », au tome I de *Clélie*^[6]. Les précieux, dans l'ostentation exagérée de la distinction et de la galanterie, développent un langage recherché qui rend au mieux leur souci d'élégance et qui aboutit à la création d'un véritable jargon euphémique (le miroir devient le *conseiller des grâces* ; la fenêtre la *porte du jour* ; les yeux, les *miroirs de l'âme*)^[7]. Les précieux jouent volontairement avec les mots, la conversation devient un véritable art et les euphémismes, les périphrases et les circonlocutions trouvent une place privilégiée dans une langue qui vise à la pureté et à la suppression de tout terme « obscène ». Au cours de cette époque, l'usage de procédés euphémiques semble seconder les grands préjugés du temps. Ces préjugés sont ceux d'une aristocratie trop attentive au paraître plutôt qu'à l'être, ceux d'une société mondaine qui cache ses vices par la rhétorique et qui dédaigne la « vulgarité » des gens communs. À côté de ce type d'euphémisme se développe un euphémisme *simulé*, qui sous prétexte d'adoucir, aggrave, et qui vise à dépasser les préjugés. Cet euphémisme est le résultat d'une réaction de tous ceux qui, comme Molière, Furetière, Somaize, font recours à un lexique précieux dans le but de ridiculiser cette conception de vie et la façon dont elle est exprimée en littérature.

^[5] M.-B. Munteano, « Les Implications esthétiques de l'euphémisme en France au XVIII^e siècle », in *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, Vol. 3, Numéro 3-5, Année 1953, pp. 162-163.

^[6] J. Landry, I. Morlin, *La littérature française du XVII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 9.

^[7] *Ibid.*, p. 10.

Le langage « précieux » survit, même si de manière différente, au cours du XVIII^e siècle, grâce à l'apport de Marivaux. Cet écrivain, à travers un langage innovateur, obscur et recherché, décrit l'amour et le désir, et donne naissance à un nouveau genre d'euphémisme qu'on pourrait définir *novateur*. Ce type d'euphémisme se présente sous forme de termes et d'expressions en mesure de révéler les interdits sexuels et les sentiments bouleversants que ces interdits provoquent. Le XVIII^e siècle maintient également les formes d'euphémisme *comique* et *critique* développées au cours des siècles précédents. C'est ainsi que Voltaire, recourant à cet outil euphémique, écrit dans *Candide* :

Un jour, Cunégonde, en se promenant auprès du château, dans le petit bois qu'on appelait parc, vit entre des broussailles le docteur Pangloss qui donnait une leçon de physique expérimentale à la femme de chambre de sa mère [...] Elle vit clairement la raison suffisante du docteur, les effets et les causes, et s'en retourna tout agitée, toute pensive, toute remplie de désir d'être savante, songeant qu'elle pourrait bien être la raison suffisante du jeune Candide, qui pouvait être la sienne^[8].

L'euphémisme *comique* fait écho dans la littérature libertine qui se développe à partir de la fin du XVIII^e siècle et dont Laclos est l'un des représentants les plus importants. Dans *Les liaisons dangereuses*, nombreux sont les euphémismes de ce genre. À titre d'exemple, nous proposons le passage qui suit :

Vous êtes cause que je suis arrivée *indécemment* tard chez Madame de Volanges, et que toutes les vieilles femmes m'ont trouvé *merveilleuse* [...]. Pourrais-je causer avec vous ce matin ? Si vous êtes *occupée*, au moins écrivez-moi un mot^[9].

L'euphémisme au XIX^e siècle se distingue dans les mêmes formes qui se sont développées au cours des siècles précédents, même si elles assument parfois une valeur différente. L'euphémisme de *bienséance* ne se présente plus uniquement comme un outil visant à exhiber une feinte honnêteté, mais plutôt comme une façon de décrire, à travers un langage raffiné, une certaine liberté de mœurs. D'une part, il semble être lié à un souci de forme langagière et non pas à l'hypocrisie qui l'avait caractérisé auparavant. D'autre part, il montre l'opposition envers ceux qui à l'époque refusaient de nommer certaines réalités, surtout sexuelles. Ce type d'euphémisme est exploité essentiellement pour créer des effets humoristiques. On en découvre des exemples dans les œuvres d'auteurs tels que Balzac, Baudelaire, Maupassant, Théophile Gautier et Nerval. À côté de cet euphémisme, on retrouve celui de *pudeur*, lié surtout à la mort.

[8] F. Voltaire, *Candide*, Genova, Cideb, 1993, p. 6.

[9] J. Renaud, *La littérature française du XVIII^e siècle*, Paris, Arman Colin, 1994, pp. 165-166.

L'euphémisme du XIX^e siècle se présente également comme une réaction à la censure qui suit la Restauration de l'Ancien Régime. En effet, de nombreux écrivains de l'époque essaient de laisser transparaître la réalité de leur temps, l'opposition à la monarchie nouvellement rétablie et la critique d'une société inégalitaire et injuste. Maurice Blanchot écrira : « Ainsi le poème est-il le voile qui rend visible le feu, qui le rend visible par cela même et le dissimule »^[10]. Ce type d'euphémisme est particulièrement récurrent durant cette période et on le retrouve dans les œuvres de Balzac, Hugo, Maupassant et Baudelaire. Ce dernier prévient même le lecteur des *Fleurs du Mal* qu'il fera recours à ce type d'expédient linguistique :

Lecteur paisible et bucolique,
Sobre et naïf homme de bien,
Jette ce livre saturnien
Orgiaque et mélancolique

Si tu n'as fait ta rhétorique
Chez Satan, le rusé doyen,
Jette ! Tu n'y comprendrais rien [...] ^[11].

L'euphémisme du XX^e siècle, enfin, peut être étudié à partir de quatre tendances différentes qui le caractérisent. D'une part, on relève le maintien de l'euphémisme de *pudeur* tel qu'il s'est développé au cours des siècles précédents. D'autre part, on assiste à une deuxième modification de la valeur de l'euphémisme de *bienséance* qui, grâce à son pouvoir de suggestion, donne la possibilité de transposer en littérature les idées issues de la naissante psychologie. La troisième tendance euphémique qui demeure durant ce siècle est celle de l'euphémisme *comique et critique* que l'on retrouve surtout dans les œuvres d'Anatole France^[12]. Enfin, le XX^e siècle connaît une nouvelle forme d'euphémisme, issue de la propagande linguistique des systèmes totalitaires et qui amènera à l'apparition des « langues » artificielles caractérisant notre époque.

1.1.2. De l'euphémisme au « politiquement correct »

Au cours du XX^e siècle, on voit donc apparaître un nouveau type d'euphémisme, issu de la propagande linguistique caractérisant la période de la deuxième Guerre Mondiale. Cet euphémisme se présente comme un outil de persuasion très efficace et comme l'un des

^[10] P. Ory (éd), *La censure en France à l'ère démocratique*, Bruxelles, Édition complexe, 1999, p. 186.

^[11] C. Baudelaire, *Les Fleurs du Mal*, Paris, Gallimard, 1996.

^[12] H. Godin, « L'euphémisme littéraire : fonctions et limites », in *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, Vol. 3, N° 3-5, Année 1953, p. 144.

procédés les plus récurrents dans ce que George Orwell, en 1948, définira le *novlangue*^[13], c'est-à-dire une langue manipulée qui influence l'esprit dans son état le plus profond jusqu'à empêcher toute capacité de raisonnement. C'est une langue qui vise à imposer une vision unique du monde afin d'éviter la propagation d'idées subversives et de garantir le maintien et le renforcement de l'ordre établi. L'auteur présente cette langue comme suit :

Le vocabulaire du novlangue était construit de telle sorte qu'il pût fournir une expression exacte, et souvent très nuancée, aux idées qu'un membre du Parti pouvait, à juste titre, désirer communiquer. Mais il excluait toutes les autres idées et même les possibilités d'y arriver par des méthodes indirectes. L'invention de mots nouveaux, l'élimination surtout des mots indésirables, la suppression dans les mots restants, de toute signification secondaire, quelle qu'elle fût, contribuaient à ce résultat [...]. Le novlangue était fondé sur la langue que nous connaissons actuellement, bien que beaucoup de phrases novlangues, même celles qui ne contiennent aucun mot nouveau, seraient à peine intelligibles à notre époque^[14].

Le *novlangue* dont parle Orwell n'est qu'une transposition mythique de la *langue de bois*^[15], qui a eu son origine en Europe de l'Est pendant l'ère bolchévique et qui, initialement, était « exclusivement associée au totalitarisme soviétique et à une phraséologie figée qui reflétait le dogmatisme idéologique de la propagande officielle »^[16].

Le concept de *langue de bois* se retrouve dans de nombreuses œuvres caractérisant la période de la deuxième Guerre Mondiale et les années qui l'ont suivie. En 1947, le philologue Victor Klemperer, fournit un témoignage de la *langue de bois* de l'Allemagne nazie dans son œuvre *LTI, Lingua Tertii Imperii* :

^[13] Calque français de *newspeak*, néologisme créé par G. Orwell, in G. Orwell, 1984, Paris, Gallimard, 2009, p. 395.

^[14] G. Orwell, *op. cit.*, p. 396.

^[15] « On pourrait définir la langue de bois comme un ensemble de procédés qui, par les artifices déployés, visent à dissimuler la pensée de celui qui y recourt pour mieux influencer et contrôler celle des autres. Convenu, généralisant, préfabriqué, déconnecté de la réalité, le discours de la langue de bois reconstruit le réel en mobilisant et répétant inlassablement les mêmes mots et formules stéréotypés, les mêmes lieux communs, les mêmes termes abstraits. Pas d'information vérifiable, pas d'argument susceptible d'être contredit, mais des affirmations non étayées, des assertions immobiles, de fausses évidences, des questions purement rhétoriques, des approximations et omissions volontaires, des euphémismes à foison, des métaphores vides de sens, des comparaisons vagues, des tautologies comme s'il en pleuvait, des formules impersonnelles, des généralisations portées par la précieuse voix passive qui ôte toute responsabilité individuelle (« il a été décidé... »), et puis des mots chocs, des mots fétiches, des néologismes et expressions faussement savantes qui impressionnent... Les ressources de la langue de bois sont inépuisables, pour cacher en feignant de montrer, pour esquiver en donnant l'illusion de l'engagement, pour intoxiquer par de trompeuses vérités, pour manipuler l'autre en flattant sa raison. », in C. Delporte, *Une histoire de la langue de bois*, Flammarion, Paris, 2009, p. 10.

^[16] C. Delporte, *op. cit.*, p. 10.

Ce n'est pas seulement les actions qui doivent disparaître, mais aussi les convictions et les habitudes de pensée nazies, de même que le terreau qui les a nourries : la langue du nazisme. » [...]. Le nazisme s'insinua dans la chair et le sang du grand nombre à travers des expressions isolées, des tournures, des formes syntaxiques qui s'imposaient à des millions d'exemplaires et qui furent adoptées de façon mécanique et inconsciente » [...]. La LTI s'efforce par tous les moyens de faire perdre à l'individu son essence individuelle, d'anesthésier sa personnalité, de le transformer en tête de bétail, sans pensée ni volonté, dans un troupeau mené dans une certaine direction et traqué, de faire de lui un atome dans un bloc de pierre qui roule^[17].

L'auteur, dans son œuvre, souligne l'importance que l'euphémisme revêt dans la LTI^[18] et note l'apparition d'expressions telles que « mettre en sûreté », signifiant « interdire aux juifs »^[19], « venir chercher », signifiant « emmener discrètement en prison ou à la caserne »^[20], ainsi que le recours à des adjectifs tel que « combatif », qui, écrit Klemperer, est un « adjectif nouveau et rare, réservé jusqu'ici aux esthètes néo-romantiques, pour en dire un de ses mots favoris ; “Guerrier” était trop étroit ; il n'évoquait que les choses de la guerre et c'était aussi un adjectif trop franc qui trahissait l'humeur querelleuse et la soif de conquêtes»^[21].

Un autre témoignage de *langue de bois* nous a été laissé par Armand Robin dans son essai *La Fausse Parole*, où il montre l'emprise de la *langue de bois* sur la pensée profonde de l'homme jusqu'à la contaminer. À propos du pouvoir de formatage de la pensée, propre à cette langue métamorphosée, il écrit :

Le fait que des millions d'hommes sont tués dans les conditions les plus sottes et les plus ironiques, que des millions encore plus nombreux sont tués d'une mort qu'ils ne connaissent même pas, d'une mort qui les laisse apparemment vivants, automates de la personne spontanée qu'ils furent, décapités et désensibilisés, le fait qu'on ne dit pas aux hommes que la mort en pleine vie à eux destinée en ces temps est une mort qui ne paraîtra pas la mort, mais qui plus mortellement les cadavérise, ce fait est le seul fait [...]. Le pouvoir d'expression vient d'être ôté de la surface du globe; aucun mot pour nommer la situation réelle où nous sommes tous. L'homme continue à remuer les lèvres, mais tout usage de sa parole vient de lui être enlevé [...]. Et l'homme ne veut toujours pas reconnaître que tous ces mots sont morts ; alors on lui tue cent fois ces morts ; il ne veut toujours pas reconnaître que ces morts tués sont bien morts ; alors on les lui met de travers au bord de la bouche, cadavres absurdes, signes à l'envers, parodie ; et on lui dit “Répète ! Répète ! Répète ! Tu n'es plus que répétition permanente de tous tes mots tués!”^[22].

^[17] V. Klemperer, *LTI, la langue du III^e Reich*, Paris, Pocket, 2010, pp. 24, 40, 49.

^[18] « C'est ainsi qui figure dans mon memento l'euphémisme mensonger, qui joue un rôle si extraordinaire dans la structure de la LTI. », in *ibid.*, p.169.

^[19] *Ibid.*, p.191.

^[20] *Ibid.*, p.244.

^[21] *Ibid.*, p.28.

^[22] A. Robin, *La Fausse Parole*, Bazas, Le Temps qu'il fait, 1979, pp. 44-45.

L'auteur explique les raisons de l'énorme pouvoir de ce « non-langage » totalitaire comme suit :

Le processus qui mène au langage obsessionnel, c'est-à-dire en fin de compte à la suppression du sens des mots, a quelque chose de fascinant, d'ensorcelant : dans ce surgissement d'un non-langage, il y a comme la promesse d'une nouvelle façon d'être, laquelle, tel le vide, attire et fait chuter; si affreux que cela puisse paraître, nous irions jusqu'à dire qu'à des millions et des millions d'hommes, cette biblique extermination du langage peut apparaître comme un repos inespéré, comme la Terre Promise; le silence totalitaire, parfaitement réalisé sous forme de fausse parole imposée à toutes les lèvres, a ses chances de réussir à hypnotiser une humanité harassée [...]^[23].

De la même année, le témoignage donné par l'intellectuel polonais Czesław Miłosz qui nous fait part de son « impression de participer à un spectacle d'hypnose collective »^[24]. Quelques années plus tard, Eugène Ionesco, obligé par le déclenchement de la guerre de quitter la France et de retourner en Roumanie, remarque l'effrayant impact que la langue de la propagande fasciste a eu sur la façon d'être, de penser et d'agir de ses compatriotes ; et il souligne, dans son Journal, comment cette langue métamorphosée a métamorphosé les individus :

Imaginez-vous un beau matin où vous vous apercevez que les rhinocéros ont pris le pouvoir. Ils ont une morale de rhinocéros, une philosophie de rhinocéros, un univers rhinocérique. Le nouveau maître de la ville est un rhinocéros qui emploie les mêmes mots et cependant ce n'est pas la même langue^[25].

Le concept de *langue de bois* est, comme nous venons de le voir, très présent au cours de cette époque. L'expression, en revanche, est apparue bien plus tard; en effet, elle ne se retrouve qu'en 1961, lorsque le sociologue Edgar Morin en fait usage dans un article qu'il rédige pour la revue *Arguments*^[26], peut-être à son tour, influencé par *La pensée captive* de Miłosz^[27]. L'expression *langue de bois* apparaît dans la presse française (notamment dans *Libération*) à la suite du mouvement initié par le syndicat *Solidarnosc* entre 1978 et 1981 et fait son apparition officielle dans le *Larousse encyclopédique* en 1981^[28]. Cependant, en France et en Europe de l'Ouest en général, l'expression n'est plus uniquement associée au totalitarisme soviétique, mais également aux systèmes démocratiques. Cette « langue de bois

^[23] A. Robin, *op. cit.*, pp. 51-52.

^[24] C. Miłosz, *La Pensée Captive*, Paris, Gallimard, 2007, p. 35.

^[25] E. Ionesco, *Présent passé, passé présent*, Paris, Idées Gallimard, 1976, p. 151.

^[26] C. Delporte, *op. cit.*, p. 13.

^[27] C. Miłosz écrit : « Et il aura, dans son appartement luxueux, cinq table de travail, avec sur chacune, un roman commencé, et il hurlera de désespoir, parce qu'il sait que ce qu'il écrit, c'est du bois ! », in C. Miłosz, *op. cit.*, p.221.

^[28] « Phraséologie stéréotypée utilisée par certains partis communistes et par les médias de divers États où ils sont au pouvoir », in C. Delporte, *op.cit.*, p.13.

démocratique », qui avait déjà été analysée en 1790 dans le *Dictionnaire national et anecdotique* du grammairien Pierre-Nicolas Chantreau^[29], est considérée par Orwell, dans son essai *La politique et la langue anglaise*, comme la langue de la « défense de l'indéfendable ».

Orwell écrit :

Les discours et les écrits politiques sont aujourd'hui pour l'essentiel une défense de l'indéfendable. Des faits tels que le maintien de la domination britannique en Inde, les purges et les déportations en Russie, le largage de bombes atomiques sur le Japon peuvent sans doute être défendus, mais seulement à l'aide d'arguments d'une brutalité insupportable à la plupart des gens, et qui ne cadrent pas avec les buts affichés des partis politiques. Le langage politique doit donc principalement consister en euphémismes, pétitions de principe et imprécisions nébuleuses. Des villages sans défense subissent des bombardements aériens, leurs habitants sont chassés dans les campagnes, leur bétail est mitraillé, leurs huttes sont détruites par des bombes incendiaires : cela s'appelle la "pacification". Des millions de paysans sont expulsés de leur ferme et jetés sur les routes sans autre viatique que ce qu'ils peuvent emporter : cela s'appelle un "transfert de population" ou une "rectification de frontière". Des gens sont emprisonnés sans jugement pendant des années, ou abattus d'une balle dans la nuque, ou envoyés dans les camps de bûcherons de l'Arctique pour y mourir du scorbut : cela s'appelle l'"élimination des éléments suspects". Cette phraséologie est nécessaire si l'on veut nommer les choses sans évoquer les images mentales correspondantes^[30].

À partir des années 90, la fréquence de l'expression *langue de bois* décroît en faveur de celle, toute nouvelle, venue des États-Unis : le *politiquement correct (p.c.)*^[31]. Cette expression, calque de l'anglais *politically correctness*, apparaît pour la première fois aux États-Unis, à l'époque stalinienne^[32] et se retrouve ensuite, au cours des années 70, dans le langage des féministes et des militants du mouvement du Black Power qui l'associent au besoin et à la volonté d'un langage égalitaire, privé de tout mot dénigrant^[33]. Le *p.c.*, déjà dans la décennie suivante, commence à être employé sarcastiquement pour critiquer l'« honnêteté » trop poussée de ce langage et acquiert définitivement cette connotation, très différente de celle originaire, durant les années 90. Le *politiquement correct* atteint l'Europe, chargé de cette signification et privé du sens identitaire qui l'avait caractérisé à l'origine. Dans les années qui

^[29] Dans le *Dictionnaire*, nous retrouvons des expressions ou des termes à valeur euphémique tels que « aller prendre les eaux » signifiant « déloger pour éviter la pendaison », « mettre à la lanterne » ou « lanterner » signifiant « pendre », « éclairer » signifiant « incendier », in P.-N. Chantreau, *Dictionnaire National Et Anecdotique*, Politicopolis, Les Marchands de Nouveautés, 1790, pp. 16, 99, 64.

^[30] G., Orwell, *Tels, tels étaient nos plaisir et autres essais*, Éditions Ivrea, Paris, 2005, p. 154.

^[31] « Se dit d'un discours, d'un comportement visant à bannir tout ce qui pourrait blesser les membres de catégories ou de groupes minoritaires en leur faisant sentir leur différence comme une infériorité ou un motif d'exclusion. (Calque de l'Amér. *politically correct.*) », in Y. Garnier, M. Vinciguerra, *Le Petit Larousse illustré 2007*, Paris, Larousse 2006.

^[32] « Le *political (ly) correctness* est, à l'origine, une forme de plaisanterie. La locution se répand aux États-Unis, à l'époque stalinienne, chez les sociaux-démocrates et les anarchistes américains pour rire de leurs rivaux communistes [...]. Péjoratif, le politiquement correct désigne donc le dogmatisme le plus obtus », in C. Delporte, *op. cit.*, pp. 301-302.

^[33] J. Nowicki, M. Oustinoff, A.-M. Chartier (éd), « Les langues de bois », in *Hermès n°58*, Paris, CNRS Éditions, 2010, p. 111.

suivent, ce langage prend une dimension de plus en plus vaste et touche tous les domaines de la communication. À ce propos, Viktor Valkoff écrit :

Il ne semble pas que le monde ait jamais connu un politiquement correct aussi omniprésent, aussi insidieux, aussi triomphant que le nôtre. Ce n'est pas que les modes et les totalitarismes datent d'aujourd'hui, loin de là [...]. D'innombrables Églises, sectes, gouvernements, partis politiques, dictatures, oligarchies, démocraties, sociétés secrètes ou non, papo-césarismes et césaro-papismes divers, ont cherché à imposer, au cours des siècles, non seulement l'obéissance mais une adhésion totale à une doctrine présentée comme une vérité absolue [...]. Notre politiquement correct est une autre, une toute autre affaire. Loin de prétendre qu'il existe une vérité unique, qu'il est seul à la détenir et qu'il se propose de l'inculquer ou de l'imposer à tous en vue de leur salut, il débîne toutes les vérités quelles qu'elles soient et n'en met pas d'autres à la place. Nihiliste par nature et pas vocation, le politiquement correct ne se fonde pas sur une révélation, mais sur l'impossibilité de toute révélation^[34].

La même notion du *politiquement correct* se retrouve sous d'autres désignations ; en effet, l'académicien Robert Beauvais parlait, déjà en 1973, de langage *hexagonal*^[35] et dans *L'hexagonal tel qu'on le parle*, il écrit avec ironie :

L'alphabétisation est impérative, exonérée et désacralisante...

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Cela signifie que l'Instruction publique est obligatoire, gratuite et laïque.

En quelle langue ?

En hexagonal.

Qu'est-ce que c'est l'hexagonal ?

C'est la langue qu'on parle dans l'Hexagone.

Qu'est-ce que l'Hexagone ?

C'est la France.

Mais le mot "France", entaché d'une affectivité suspecte, petite-bourgeoise, tend à basculer vers le folklore ; le langage contemporain lui préfère celui d'Hexagone qui, dans sa pureté fonctionnelle, semble mieux adapté à la définition d'une grande nation moderne [...]. Pendant des siècles, la France a été la France : aujourd'hui la France est encore la France, mais on l'appelle l'Hexagone. Et j'appelle "hexagonal" le nouveau langage qui est en train de s'élaborer à l'intérieur de l'Hexagone, et cela à une telle cadence que le français ne sera bientôt plus qu'une langue morte enseignée dans les établissements secondaires, jusqu'au jour où la loi dispensera les jeunes Hexagonaux de son étude^[36].

La place de l'euphémisme dans cette langue est majeure car ce procédé permet de contourner les sujets « tabous » par le biais de mots et d'expressions ordinaires, vidés de leur signification et utilisés pour banaliser les problèmes et masquer la réalité afin de la faire

^[34] V. Valkoff, *Manuel du politiquement correct*, Monaco, Éditions du Rocher, 2001, pp. 9-10.

^[35] « Le nouveau langage qui est en train de s'élaborer à l'intérieur de l'Hexagone. Largement propagé par les moyens de diffusion actuels, Presse, Radio et Télévision, l'hexagonal est en train de gagner les masses auxquelles il s'impose par ces deux vertus à quoi le public contemporain résiste difficilement : la laideur et la prétention », in R. Beauvais, *L'Hexagonal tel qu'on le parle*, Paris, Hachette, 1970, p. 8.

^[36] R. Beauvais, *op. cit.*, pp.7-8.

apparaître moins inquiétante. Beauvais souligne le rôle de l'euphémisme dans cette langue comme suit :

Là nous nous trouvons en présence de la démarche euphémique, autre aspect de l'hexagonal, dont certaines créations semblent avoir une fonction essentiellement exorcisante : l'hexagonal conjure le mot brutal ou tabou : c'est en vertu de cette démarche que les peuples sous-développés deviennent les "nations en voie de développement"^[37].

Plus récemment, on retrouve cette même conception du langage et le même esprit critique – exprimé auparavant par Beauvais – dans *La langue de Coton (LDC)*^[38] de Huyghe, dans *De la Nouvelle Langue Française (NLF)* d'Arouet le Jeune^[39] et dans *LQR. La propagande du quotidien* d'Éric Hazan^[40].

Ce dernier, met en relief l'importance que l'euphémisme revêt dans la LQR, « *Lingua Quintae Republicae* ». Il écrit :

La LQR vise au consensus et non au scandale, à l'anesthésie et non au choc du cynisme provocateur. C'est pourquoi l'un de ses principaux tours est l'euphémisme [...]. Le grand mouvement euphémistique qui a fait disparaître au cours des trente dernières années les surveillants généraux des lycées, les grèves, les infirmes, les chômeurs - remplacés par des conseillers principaux d'éducation, des mouvements sociaux, des handicapés, des demandeurs d'emploi – a enfin permis la réalisation du vieux rêve de Louis-Napoléon Bonaparte, l'extinction du paupérisme. Il n'y a plus de pauvres mais des gens *modestes*, des conditions *modestes*, des familles *modestes*^[41].

Politiquement correct, hexagonal, LDC, LQR ou *Nouvelle Langue Française* sont donc des expressions différentes employées pour désigner une notion unique, c'est-à-dire une langue qui vise à la vigilance linguistique et à l'évitement des conflits, une langue « mystérieuse et impalpable »^[42] qui a « le triple mérite de penser pour vous, de paralyser toute contradiction et de garantir un pouvoir insoupçonné sur le lecteur et l'auditeur [...]. Ses mots sont séduisants, obscurs et répétitifs ; elle s'orne d'ébouriffantes parures [...]. Elle ne trahit jamais. Qu'elle opte pour l'obscurité ou la platitude, le flou ou la redondance, elle sacrifie chaque fois l'information. [...] Elle a réponse à tout parce qu'elle n'énonce presque rien. Ou trop, ce qui revient au même. C'est surtout la langue sans réplique. Elle émet des propositions qui laissent une telle place à l'interprétation que chacun est libre d'entendre ce qu'il espère [...]. C'est une

^[37] R. Beauvais, *op. cit.*, p. 14.

^[38] F.-B. Huyghe, *La Langue de coton*, Paris, Robert Laffont, 1991.

^[39] Arouet le Jeune, *De La Nouvelle Langue Française*, Lille, MUYCHKINE, 2007.

^[40] É. Hazan, *LQR. La propagande du quotidien*, Paris, Raison d'Agir, 2006.

^[41] *Ibid.*, p.27.

^[42] F.-B. Huyghe, *op. cit.*, p. 11.

langue de pouvoir. Pouvoir de celui qui la possède sur celui qui l'ignore. Pouvoir de le séduire, parfois, de l'épater, souvent, de le faire taire, toujours [...]. C'est la langue consensuelle par excellence »^[43].

1.2. PROBLÈMES DÉFINITIONNELS : UNE NOUVELLE DÉFINITION

Après avoir présenté l'euphémisme à partir d'une perspective diachronique, nous nous proposons de définir le concept d'euphémisme et d'en redessiner les contours trop flous et généraux en proposant une nouvelle définition qui tentera d'être la plus claire et complète possible. Ce propos naît de la conviction que les définitions dont nous disposons à présent ne décèlent pas véritablement toute la spécificité de ce procédé si particulier. Pour ce faire, nous exposerons celles qui sont, d'après nous, les trois imprécisions majeures qui doivent être clarifiées à propos de ce procédé: la première concerne l'idée que l'euphémisme puisse se lexicaliser, c'est-à-dire laisser une trace dans la *langue*, considérée en termes saussuriens ; la deuxième concerne l'idée que ce procédé puisse adoucir ou améliorer la perception d'une réalité « taboue » et enfin, la dernière concerne le statut de figure auquel l'euphémisme est généralement soumis. Afin d'atteindre notre but, nous nous intéresserons, dans un premier paragraphe à la distinction entre euphémisme et faux-euphémisme. Ce qui nous permettra d'expliquer les raisons qui nous amènent à contredire l'idée d'une possible lexicalisation de l'euphémisme. Nous étudierons, dans un deuxième paragraphe, ce procédé en nous appuyant sur la théorie du signe linguistique. Ce qui nous permettra, d'une part, d'approfondir et de compléter la réflexion amorcée au cours du premier paragraphe et, d'autre part, de donner les éléments nécessaires pour exposer nos doutes et notre réflexion par rapport au pouvoir d'atténuation de ce procédé. Enfin, nous tâcherons, dans un dernier paragraphe, de présenter une réflexion qui nous conduira à ôter à l'euphémisme, non seulement le statut de figure, mais toute valeur figurative, statut et valeur qui seront relégués au faux-euphémisme. Nous terminerons notre analyse en proposant une nouvelle définition d'euphémisme, issue de l'ensemble des idées développées au cours de notre analyse.

^[43] F.-B. Huyghe, *op. cit.*, p.12.

1.2.1. L'euphémisme : *fait de langue* ou *acte de parole* ?

Suite aux lectures effectuées^[44] au cours de notre recherche, nous avons observé que l'euphémisme est indifféremment décrit comme possible *fait de langue* (en cas de lexicalisation) ou comme *acte de parole*, trouvant son sens dans et par le discours. Cette idée, généralement partagée, reflète, d'après nous, une vision trop générale et banalisée du concept d'euphémisme ; en effet, affirmer que ce procédé peut être un *fait de langue*, signifie, pour nous, l'assimiler à des procédés linguistiques (sémantiques et morphosyntaxiques) desquels il devrait, au contraire, être distinct. Afin d'éclaircir notre point de vue, nous partirons du principe qu'un euphémisme est la réalisation en discours (dans la *parole*, reprenant la terminologie saussurienne) d'un *potentiel d'euphémisation* (PE). À partir de ce concept, considéré comme la possibilité intrinsèque à chaque signe de devenir euphémisme, nous distinguerons l'euphémisme du faux-euphémisme. Cette distinction part du principe que tout signe qui en remplace un autre, désignant une réalité « taboue » – nous l'appellerons *substitut potentiellement euphémique* ou SPE – peut véritablement devenir un euphémisme uniquement si son PE se réalise en discours. Si son PE ne se réalise pas en discours, nous parlerons de faux-euphémisme. En d'autres termes, nous pouvons, d'une part, considérer l'euphémisme comme un *substitut potentiellement euphémique* dont le *potentiel d'euphémisation* se réalise effectivement en discours (dans la *parole*) et, d'autre part, le faux-euphémisme comme un *substitut potentiellement euphémique* dont le *potentiel d'euphémisation* ne se réalise pas en discours. Tout ce qui fait partie de la *langue* (traits morphosyntaxiques et sémantiques) constitue l'aspect externe de ce SPE, choisi par un destinataire quelconque qui emploie – en altérant volontairement les conventions partagées par l'ensemble des locuteurs – des règles fixées de manière abstraite dans la *langue*. Tout ce qui est externe à la *langue*, qui existe dans la *parole* et qui dépend de certaines variables pragmatiques (cf. 1.2.3.), constitue, en revanche, son aspect interne, et permet la réalisation ou la non réalisation en discours du

^[44] 1. « Participant à la fois du plan de la désignation et de celui de la signification, ce phénomène met en tension, en outre, la dichotomie classique entre la langue et la parole. On peut parler en fait, de manière tout aussi légitime, d'euphémisme tout court (mots ayant surgi pour des besoins euphémiques, que la collectivité des locuteurs a consacrés dans cet emploi) et d'*usages* euphémiques d'un mot ou d'une expression, entendant par là ces cas dans lesquels la fonction d'euphémisation n'est redevable que des conditions de parole, du contexte discursif, voire de la situation d'énonciation », in P. Paissa, « Euphémismes et stratégies d'atténuation du dire », in *Synergies Italie*, n° spécial-2009, p. 6.

2. « L'euphémisme serait alors une simple variation discursive, ou bien laisse-t-il une trace dans la langue ? Cela représente une de ses multiples contradictions. Bien qu'il soit par nature purement discursif, il laisse ses traces, ses empreintes dans la langue [...]. On parle souvent comme d'une expression, ou d'un tour, ce qui laisse entendre qu'il peut être figé. Il existe alors deux types d'euphémismes : l'euphémisme neuf – le seul et vrai euphémisme – et l'euphémisme usé, mort, qui devient un cliché. Ainsi, se trouve-t-on entre langue et discours, entre langagier et énonciativo-discursif », in D. Jamet, M. Jobert (éd.), *Empreintes de l'euphémisme. Tours et détours*, L'Harmattan, Paris, 2010, p. 14.

PE^[45] qui le détermine. La réalisation du PE en discours dépend de l'absence de connaissances individuelles et circonstancielles (variable pragmatique X, cf. 1.2.3.) chez le récepteur et la non réalisation du PE dépend de deux facteurs : de la lexicalisation du signe, c'est-à-dire son avènement dans la *langue* ou bien de la présence de connaissances individuelles et circonstancielles (variable pragmatique Y, cf. 1.2.3.) chez le récepteur. Dans le premier cas, nous parlerons de faux-euphémisme lexicalisé et dans le deuxième cas, de faux-euphémisme non lexicalisé^[46]. Afin d'éclaircir cette idée, pensons au signe *dégraissage*, à l'origine^[47] SPE produit par un émetteur attribuant, dans son énoncé, le signifié *licenciement* au signifiant *dégraissage*. Cet émetteur, à un certain moment, a employé la *langue* en altérant volontairement, à travers un *acte de parole*, la convention établie par l'ensemble des locuteurs qui assignait au signifiant *dégraissage* le signifié « action d'éliminer de la graisse ou des sécrétions grasses » ou bien « opération consistant à nettoyer un vêtement des taches de graisse »^[48]. Suite à ce fait, certains récepteurs n'ont pas saisi l'allusion et pour eux le SPE a véritablement eu une valeur euphémique. D'autres ont interprété correctement le signe en attribuant au signifiant le même signifié assigné par l'énonciateur ; le SPE n'a pas eu, pour ces récepteurs, une valeur euphémique, mais le PE du SPE ne s'était pas entièrement estompé car l'allusion n'avait pas été saisie par l'ensemble des locuteurs (faux-euphémisme non lexicalisé). Ce nouveau signifié, saisi par quelques locuteurs, a été, au fur et à mesure, employé dans sa nouvelle acception et reconnu enfin, suite à un processus de lexicalisation, par l'ensemble des locuteurs. Par ce fait, le signe, désormais entré dans la *langue*, a perdu entièrement son PE (faux-euphémisme lexicalisé). En effet, ce SPE (euphémisme pour certains, à un certain moment et dans un certain contexte) – qui a enrichi la langue d'un nouveau signe, composé d'un signifiant déjà existant et d'un nouveau signifié (néologie sémantique) – n'a plus aucun *potentiel d'euphémisation*, sauf, bien évidemment, en cas de méconnaissance du code de la part du locuteur. L'« être euphémisme » donc est incompatible avec l'avènement d'un SPE dans la *langue* (lexicalisation) et cette incompatibilité nous porte à affirmer que l'euphémisme ne peut qu'être considéré comme un procédé étranger à la *langue* et trouvant sa valeur et son existence uniquement dans le discours, dans la *parole*. Cela parce

^[45] Par réalisation du PE en discours nous entendons la non reconnaissance, de la part du récepteur, de la relation allusive entre un signe-tabou et un SPE. Au contraire, par non réalisation du PE en discours, nous entendons la reconnaissance de la part du récepteur, de la relation allusive entre un signe-tabou et un SPE.

^[46] Malgré le fait de ne pas appartenir à la *langue*, ces SPE ne peuvent pas être classés parmi les euphémismes car leur PE ne se réalise pas en discours. En effet, il est saisi suite à certaines connaissances et capacités individuelles du récepteur.

^[47] À présent lexicalisé dans le DAFA.

^[48] Définition donnée par le CNRTL.

que son accès dans la *langue* supposerait instantanément sa disparition en tant que tel. Nous pourrions le comparer à une chenille qui disparaît en laissant sa place au papillon.

1.2.1.1. L'euphémisme : « bonne » ou « mauvaise » parole ?

Après avoir défini l'euphémisme en tant que parole, nous proposerons une analyse de celui-ci, destinée à établir s'il est légitime de le considérer, conformément à son étymologie^[49], comme une « bonne » parole, une « parole de bon augure » ou bien si, en référence à sa définition^[50], on ne doit pas le considérer comme une « mauvaise » parole.

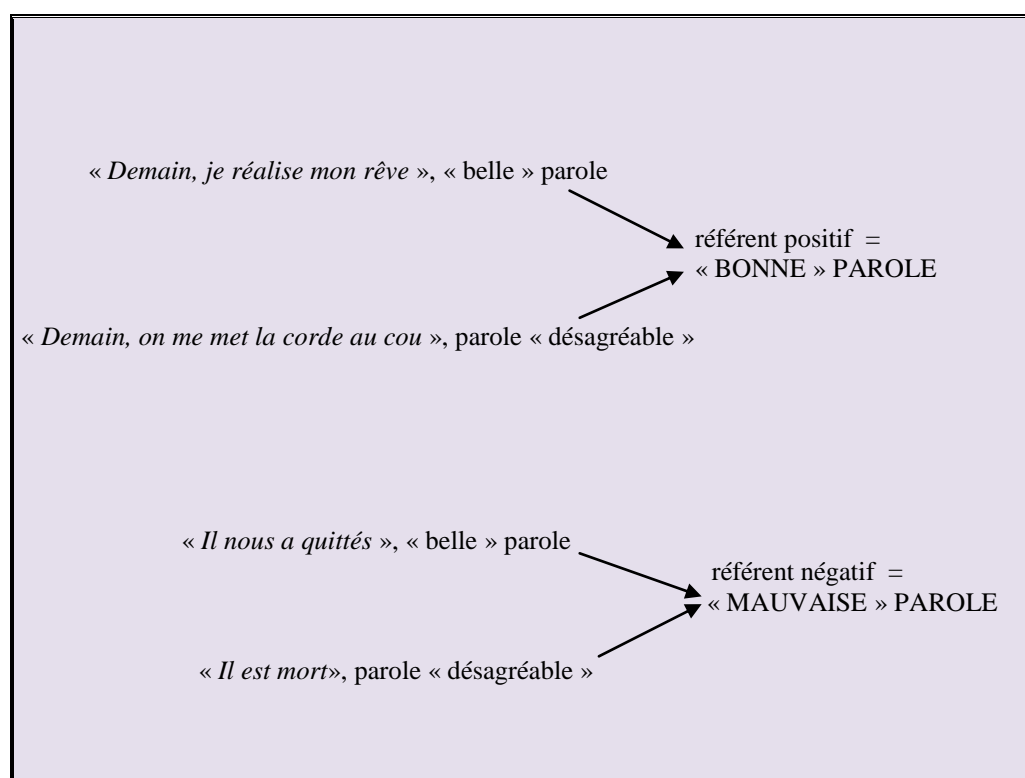
Avant de procéder à cette analyse, il nous paraît important d'essayer de comprendre en quoi une parole peut être qualifiée de bonne ou de mauvaise. Les expressions « bonne parole » et « mauvaise parole » contiennent des jugements contradictoires (bon VS mauvais) portés sur l'objet déterminé « parole », ces jugements dépendant du contexte, des conditions de l'énonciation, du vécu et du ressenti de l'énonciateur et de l'énonciataire. Ce ressenti issu de l'expérience, du vécu de chacun, varie d'un individu à l'autre, d'une société à une autre. « Bonne » et « mauvaise » paroles, en outre, peuvent, toutes les deux, être considérées en tant que « belle » parole ou en tant que parole « désagréable ». Notons qu'on ne peut associer automatiquement la « bonne » parole à la « belle » parole, ni la « mauvaise » parole à la parole « laide » ou « grossière », car un beau discours peut être une très mauvaise parole à l'endroit de l'interlocuteur. Cette dernière considération, nous amène à préciser ce que nous entendons par « belle » parole et parole « désagréable ». La distinction entre « belle » parole et parole « désagréable » est, pour nous, tout simplement le résultat d'un choix lexical privilégiant pour des raisons extralinguistiques (politesse, peur de blesser l'autre, besoin de reconnaissance personnelle, tabous, etc.) un signe/syntaxe plutôt qu'un autre. Il s'agit, en d'autres termes, de choisir un registre de langue, d'adapter un signe à la situation d'énonciation. Ayant le même référent, la « belle » parole et la parole « désagréable » ne peuvent qu'appartenir à la même « catégorie ». Elles sont donc, toutes les deux, de « bonnes » paroles – si le référent est perçu comme positif – ou bien de « mauvaises » paroles, si le référent est perçu comme négatif. En d'autres termes, cela signifie qu'une « bonne » parole,

^[49] Euphémisme, du grec *euphêmia*, *eu* « bien » et *phêmê* « parole ».

^[50] « Une figure par laquelle on déguise des idées désagréables, odieuses ou tristes, sous des noms qui ne sont point les noms propres de ces idées : ils leur servent comme de voile, et ils en expriment en apparence de plus agréables, de moins choquantes, ou de plus honnêtes, selon le besoin [...] On peut encore rapporter à l'euphémisme ces périphrases ou circonlocutions dont un orateur délicat enveloppe habilement une idée, qui, toute simple, exciterait peut-être dans l'esprit de ceux à qui il parle, une image ou des sentiments peu favorables à son dessein principal », in C. Dumarsais, *Des Tropes ou des différents sens*, Paris, Imprimerie de Prud'homme 1811, p. 129.

peut s'exprimer à travers une « belle » parole (« demain, je réalise mon rêve ») ou bien à travers une parole « désagréable » (« demain, on me met la corde au cou»). De même, une « mauvaise » parole peut s'exprimer à travers une parole « désagréable » (« il est mort ») ou bien à travers une « belle » parole (« il nous a quittés »). Afin de mieux comprendre cette idée, observons le schéma ci-dessous :

Schéma 1



Cette précision faite, nous pouvons revenir à l'euphémisme et essayer de donner une réponse à notre question : l'euphémisme est une « bonne » ou une « mauvaise » parole ? Ou est-il plutôt une « belle » parole ? L'euphémisme peut, d'après nous, être défini comme une « bonne » parole si l'interlocuteur, ne reconnaissant pas l'allusion entre le signe substitut et le signe « tabou », attribue au *substitut potentiellement euphémique*, un référent « positif » qui ne correspond pas au référent « négatif » auquel renvoie le signe « tabou » qu'il remplace (cf. 1.2.2.1.). C'est cette altération de la fonction référentielle du langage – qui comporte l'élimination du référent négatif au seul niveau du destinataire – qui permet de considérer l'euphémisme comme « bonne parole ». Cependant, si l'euphémisme est une « bonne » parole, ce ne peut être que d'un point de vue relatif, car le référent négatif (« tabou ») qui n'est pas

présent dans la conscience du récepteur, est quand même présent dans celle du sujet énonciateur du discours (pour ce dernier le SPE est une « mauvaise » parole). Le fait d'être une « bonne » parole ne fait pas nécessairement de l'euphémisme une « belle » parole. En effet, comme nous l'avons déjà dit, une parole peut être « belle » uniquement si elle peut être opposée à une parole « désagréable » ; dans le cas de l'euphémisme, cette opposition est impraticable. Le syntagme *technicien de surface*, par exemple, pourra être considéré en tant que « belle » parole uniquement si les interlocuteurs sont en situation de pouvoir l'opposer à *balayeur*, mais ils pourront l'être uniquement en ayant saisi le vrai référent du SPE et, dans ce cas, il ne serait plus possible de parler d'euphémisme. En outre, malgré le fait d'être une « bonne » parole, l'euphémisme est issu de la mauvaise volonté de l'énonciateur qui, transgressant volontairement les règles du code linguistique partagé par l'ensemble des locuteurs, produit un énoncé non-pertinent (cf. 5.5.1.).

Le faux-euphémisme est, en revanche, une véritable « mauvaise » parole, puisque le référent « tabou »/négatif est présent dans la conscience des interlocuteurs – du destinataire qui produit le message ou du destinataire qui dispose des compétences cognitives et culturelles lui permettant de reconnaître le vrai référent – qui reconnaissent la relation allusive entre le signe « tabou » et le SPE, et savent que *technicien de surface* et *balayeur* sont synonymes. « Mauvaise » parole au niveau du signifié, le faux-euphémisme peut prendre la forme d'une « belle » parole car l'interlocuteur est en mesure d'opposer la « belle » parole (*technicien de surface*) à la parole « désagréable » (*balayeur*). Mais son jugement esthétique ne masquera cependant pas le contenu « mauvaise parole », le *technicien de surface* restant un *balayeur*.

Bien qu'étant de « mauvaises » paroles, les faux-euphémismes sont issus de la bonne volonté qui se manifeste lorsque le destinataire, employant les mêmes règles du code linguistique que celles du récepteur, produit un énoncé pertinent, c'est-à-dire un énoncé demandant au récepteur un effort d'interprétation minimal (cf. 5.5.1.). Les schémas ci-dessous illustrent notre propos:

Schéma 2

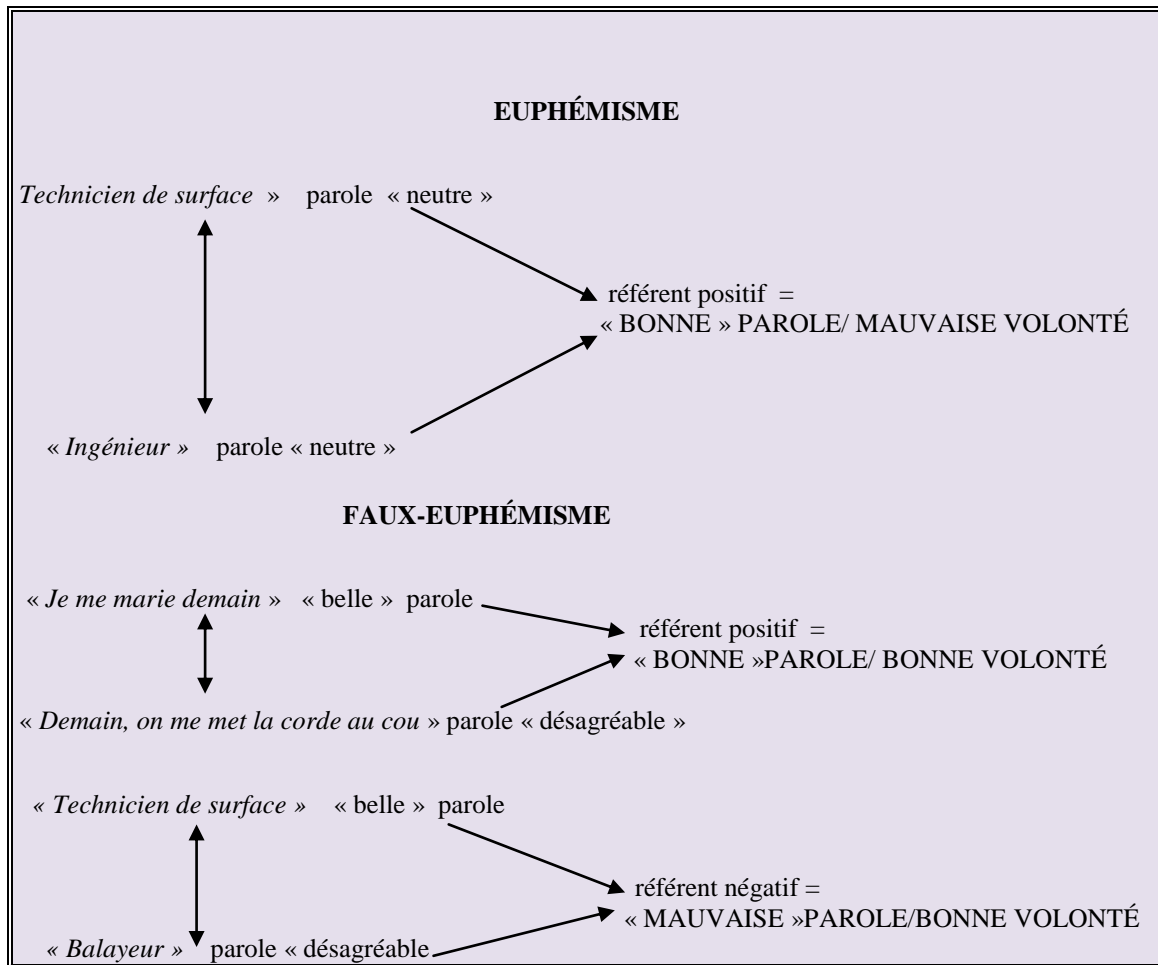


Schéma 3

<i>FAUX- EUPHÉMISMES</i>	<i>EUPHÉMISMES</i>
Elle nous a quittés	Pacification
Une longue maladie	Mettre en sureté
Troisième âge	Dégraissage
Technicien de surface	Optimiser la gestion du personnel
Hôtesse de caisse	Modernisation du marché du travail
Centre de détention	Actifs illiquides
Centre de soins hospitaliers	Véhicules hybrides
Accident de personne	
TABOU SOCIAL: bonne volonté	TABOU NON-SOCIAL: mauvaise volonté

En conclusion, l'euphémisme est, pour nous, une « bonne » parole si l'on se situe du côté du destinataire qui ne reconnaît pas le référent négatif masqué par le PE du SPE. Au contraire, il est « mauvaise » parole lorsque le référent négatif est présent dans la conscience de l'interlocuteur (destinateur ou destinataire), c'est-à-dire lorsque les interlocuteurs saisissent le véritable sens du message, et donc au moment où se vérifie le passage de l'euphémisme au faux euphémisme.

1.2.2. Doutes à propos du pouvoir d'atténuation de l'euphémisme

Après avoir exposé notre point de vue par rapport à une des imprécisions majeures qui, d'après nous, concerne l'euphémisme, nous exposerons, dans ce paragraphe, notre réticence à considérer l'euphémisme en tant que procédé d'atténuation. Pour ce faire, nous nous appuierons sur la théorie des signes linguistiques.

1.2.2.1. L'euphémisme dans la théorie du signe linguistique

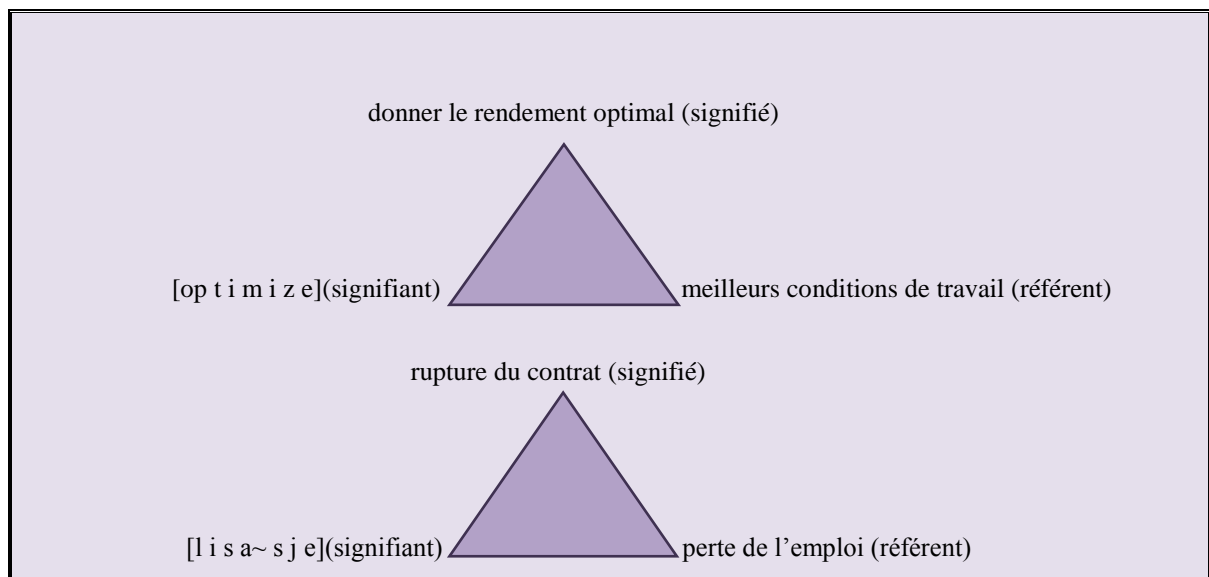
Un signe linguistique se caractérise par l'association d'un signifiant à un signifié et cette association est possible car l'ensemble des locuteurs accepte que tel signifiant rende compte de tel signifié. C'est ainsi, par exemple, que le signifiant *licencier* [l i s a ~ s i m a ~], sera généralement associé au signifié « rupture du contrat de travail de la part de l'employeur ». Pour une raison quelconque (sociale, politique, économique, etc.) le licenciement (référent) devient un sujet « tabou » et, par conséquent, le signe *licencier* devient également « tabou ». Afin de pouvoir parler d'une réalité existante, de pouvoir nommer ce référent extralinguistique « tabou », il sera nécessaire de trouver un substitut mélioratif de ce signe qui renvoie de manière allusive au même référent auquel lui-même renvoie. Ce signe substitut, *optimisation*, par exemple, pourra cependant être défini euphémisme uniquement si le récepteur ne reconnaît pas la relation allusive entre les deux signes. C'est cette reconnaissance manquée qui permet la réalisation du PE du SPE^[51]. Afin de mieux comprendre cette idée, nous pouvons observer le schéma ci-dessous dans lequel nous montrons, à l'aide du triangle

^[51] C'est à la suite de cette considération que nous ne partageons pas le point de vue de D. Jamet et M. Jobert ni celui d'A. Horak ; les premiers soutenant que « Comme dans le cas de la métaphore, on peut poser qu'un euphémisme cesse d'être euphémique quand il n'est plus perçu comme tel [...]. L'euphémisme n'existe plus en soi car c'est seulement dans sa reconnaissance par le co-énonciateur qu'il prend vit. Le processus d'euphémisation [...] nécessite donc à la fois un savoir partagé avec le co-énonciateur, pour que la reconnaissance ait lieu, et une volonté de coopération », in D. Jamet, M. Jobert, (éd.), *op. cit.*, 2010, p. 19. Le deuxième affirmant que le « "vrai" référent du signe euphémique [...] reste pourtant présent - bien qu'implicitement - dans la conscience du récepteur », in A. Horak, *L'euphémisme entre tradition et perspectives nouvelles*, Lincom, Muenchen, 2010, p. 53.

sémiotique d'Ogden et Richards ^[52], le remplacement du signe *licencié* par le signe *optimisé* dans un énoncé tel que :

« Pour parvenir à ce miracle, le ministère a **optimisé** la gestion du personnel, jusqu'ici trop dispendieuse »^[53].

Schéma 4



Dans ce cas, le SPE est réellement euphémique car chacun des deux signes possède son propre signifié qui renvoie à un référent propre et, par conséquent, la fonction référentielle du langage est compromise^[54]. Telle situation se vérifie lorsque le récepteur ne perçoit pas la relation allusive entre le signe tabou et son *substitut potentiellement euphémique*. En d'autres mots, le SPE est un signe caractérisé par un signifiant dont le signifié est mis en attente ; si le récepteur, ne reconnaissant pas l'allusion, assigne au signifiant un signifié qui renvoie à un référent différent du signe tabou, on parlera d'euphémisme. Dans ce cas, il aura une réception faussée de l'énoncé, compromise par son incapacité à établir une relation conforme entre signifiant, signifié et référent.

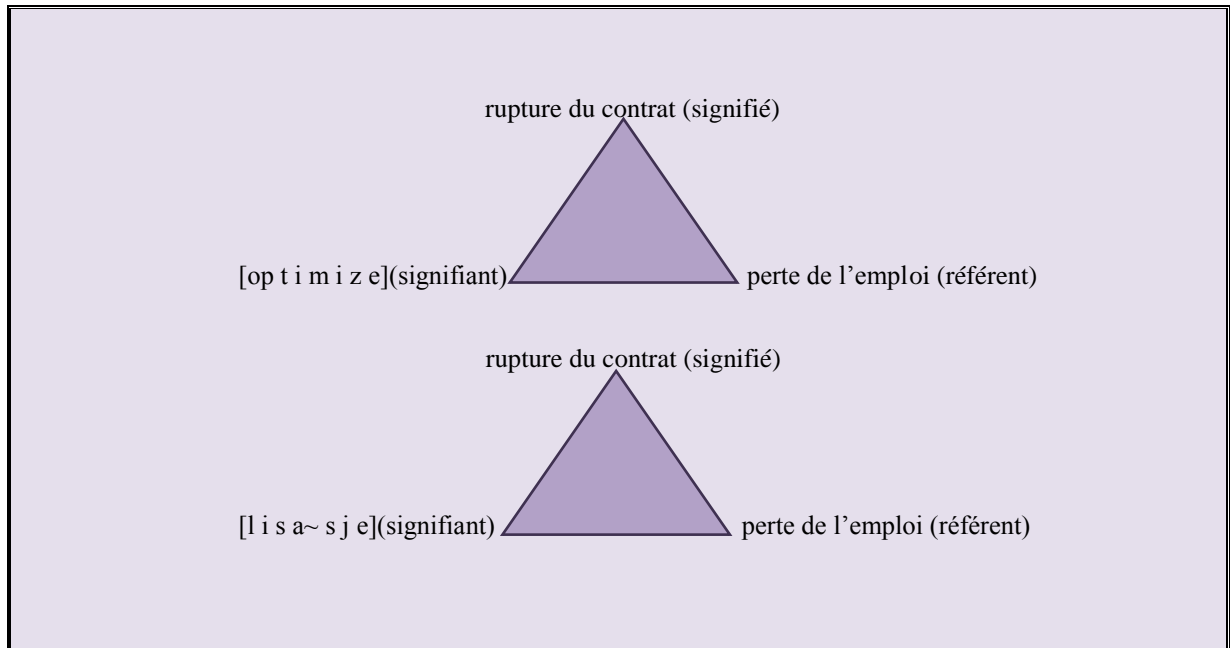
^[52] U. Eco, *Trattato di semiotica generale*, Studi Bompiani, Milano, 2008, p. 89.

^[53] *Libération*, 16/04/2008.

^[54] C'est à la suite de cette réflexion que nous ne partageons pas le point de vue de S. Sorlin d'après qui la fonction référentielle du langage n'est pas affectée, in S. Sorlin, « Euphémisme et idéologie », in D. Jamet, M. Jobert (éd.), *op. cit.*, p.95.

Si, au contraire, le récepteur, reconnaissant la relation allusive entre le signe tabou et le SPE, assigne au signifiant un signifié qui renvoie au même référent du signe tabou, on parlera de faux-euphémisme (lexicalisé ou non lexicalisé). Observons le schéma ci-dessous, représentant ce dernier cas :

Schéma 5



Dans une telle situation, le récepteur attribue aux deux signifiants (*optimisé* et *licencié*) le même signifié (rupture du contrat de travail de la part de l'employeur) qui renvoie au même référent (perte de l'emploi). Dans ce cas, d'après nous, il est plus correct de parler de synonymie (approchante) plutôt que d'euphémisme car nous nous trouvons face à des signes/syntagmes de signification quasi identique pouvant coréférer en discours. En même temps, si l'on considère que la polysémie est la caractéristique d'un signifiant, de correspondre à deux ou plusieurs signifiés, nous pouvons également affirmer qu'un *substitut potentiellement euphémique (optimisé)*, une fois reconnu son lien avec le signe « tabou », ne sera rien d'autre qu'un signe polysémique car ce signe se caractérisera par un signifiant (*optimisé*), deux signifiés (*améliorer* et *licencier*) et deux référents distincts (perfectionnement de l'entreprise et rupture du contrat de travail).

Les considérations développées dans ce paragraphe nous ont amené à une réflexion à propos de ce qui est en général considéré comme le trait distinctif de l'euphémisme, c'est-à-dire, son pouvoir d'atténuation. C'est pour cette raison que nous exposerons, dans le paragraphe suivant, nos doutes à propos de la pertinence à décrire l'euphémisme en tant que procédé d'atténuation.

1.2.2.2. L'euphémisme : un procédé d'atténuation ?

L'idée que l'euphémisme soit un procédé d'atténuation d'une réalité est sans doute partagée par un grand nombre de linguistes, rhétoriciens et chercheurs. Malgré l'unanimité de cette idée, nous voulons remettre en cause la fonction méliorative et adoucissante de l'euphémisme.

Procédons par étapes et considérons quelques définitions d'euphémisme :

1. Atténuation dans l'expression de certaines idées ou de certains faits dont la crudité aurait quelque chose de brutal ou de déplaisant. (Exemple : *il s'est éteint, il est parti pour un monde meilleur*, etc., à la place de *il est mort*)^[55].
2. Expression atténuée d'une notion dont l'expression directe aurait qqch. de déplaisant, de choquant → adoucissement^[56].
3. L'euphémisme est un procédé figuré qui améliore la négativité d'une réalité (subjectivement) tabou »^[57].
4. Une forme d'énonciation d'un implicite volontaire dont la vocation est d'adoucir l'expression de la réalité. Cette figure du discours dit ainsi la difficulté pour le locuteur de dire et de faire entendre cette réalité^[58].
5. L'atténuation non feinte d'une vérité que l'on déguise parce qu'elle renvoie à des domaines tabous : besoins naturels, maladie, sexe, mort...^[59].

^[55] Larousse, version informatisée.

^[56] A. Rey, J. Rey-Debove, in *Le nouveau Petit Robert 2008, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2007.

^[57] A. Horak, *op. cit.*, p. 62.

^[58] G. Roudière, *Traquer le non-dit : une sémantique au quotidien*, E.S.F. Éditeur, Issy-les-Moulineaux, 2002, p. 159.

^[59] C. Fromilhague, *Les figures de style*, Nathan, Paris, 1995, p.115.

6. L'euphémisme consiste en une atténuation de l'expression par rapport à l'information véhiculée^[60].
7. Figure de pensée par laquelle on adoucit l'expression d'une idée jugée brutale ou trop amère^[61].

Comme nous pouvons immédiatement remarquer, toutes ces définitions mettent en relief celle qui est considérée comme étant la fonction distinctive de l'euphémisme, c'est-à-dire la capacité d'atténuer ou d'améliorer une réalité « taboue »^[62]. Mais cela est-il vrai ? La réponse est pour nous négative et cela tout simplement parce qu'une réalité « taboue » ne peut pas vraiment être atténuée si on reconnaît l'allusion à cette réalité, exprimée par le signe/syntagme substitut. Saisir l'allusion comporte donc une prise de conscience, de la part du récepteur, de la réalité « taboue » ; cette réalité est bien présente dans la conscience du locuteur et c'est pour cette raison que nous ne pouvons pas considérer qu'elle soit atténuée. D'après nous, l'euphémisme existe uniquement si sa force d'atténuation ou d'amélioration n'est pas perçue par le récepteur. La vraie nature de l'euphémisme ne résiderait donc pas, comme conventionnellement affirmé, dans sa force méliorative ou d'atténuation, mais plutôt dans l'affectation de la fonction référentielle du langage, c'est-à-dire dans le remplacement d'un « faux-référent » – auquel le signe substitut renvoie – à un vrai. L'euphémisme est donc pour nous une hypothèse interprétative erronée, suite à laquelle un récepteur, faute d'analyse non pertinente des éléments linguistiques et extralinguistiques qui caractérisent l'emploi d'un SPE dans une situation communicative donnée, ne saisit pas la relation entre ce SPE et le signe « tabou » qu'il remplace, compromettant ainsi la fonction référentielle du langage et, par conséquent, sa perception de la réalité. Après avoir souligné celles qui, d'après nous, sont deux des principales imprécisions concernant l'euphémisme, nous exposerons, dans ce dernier paragraphe, notre opinion à propos de la pertinence à classer l'euphémisme parmi les figures.

^[60] G. Molinié, *Dictionnaire de rhétorique*, Livre de Poche, Paris, 1992.

^[61] H. Morier, *op. cit.*

^[62] Il est vrai que la plupart des auteurs parlent d'atténuation de l'expression, mais une expression en elle-même est « neutre » ; c'est la valeur donnée par les locuteurs au référent auquel elle renvoie qui permet de la considérer atténuée. Notre réflexion s'attache donc à l'ensemble des définitions car, pour nous, *expression* et *réalité* ont une valeur identique.

1.2.3. La figuralité de l'euphémisme

L'euphémisme, à l'origine lié au domaine de la sacralité, commence, à partir du I^e siècle et jusqu'au IV^e, époque des rhéteurs impériaux, à être considéré comme un outil dont dispose la rhétorique. Démétrius emprunte *euphémismos* au langage sacré et il donne au mot une définition imprécise qui demeurera telle tout au long de cette période. Il le définit comme « l'un des moyens généraux dont dispose la *deinotês*, qualité du style oratoire correspondant à un idéal de force, d'expressivité et d'intensité suggestive »^[63].

Le V^e siècle marque d'une part, la disparition du terme *euphémismos* (redécouvert au XVIII^e siècle) et, d'autre part, l'évolution du concept même d'euphémisme et sa plus claire définition. À ce propos Zumthor écrit :

Mais exclu de la terminologie scolaire, et par là comme libéré, l'euphémisme envahit l'atmosphère de la rhétorique, y demeure en suspension, imprègne à l'état potentiel quelques-unes de ses plus importantes parties. Il s'"actualise" ça et là, en empruntant la forme de figures et de procédés exactement définis. Toutefois, à aucun moment, au Moyen Âge, on ne le conçoit, on ne l'"isole"^[64].

Durant cette période, l'idée d'euphémisme se retrouve dans la notion de *decor materiae*^[65] et, plus précisément, dans celle de *circumlocutio*^[66], correspondant à la notion de trope^[67]. Malgré la disparition du terme donc, la notion d'euphémisme ne disparaît pas et se découvre dans un grand nombre d'œuvres médiévales surtout sous forme d'antiphrase (liée au domaine des êtres et des réalités préternaturels), de périphrase (liée au domaine sexuel et de la mort) et de litote (liée au domaine social)^[68]. Le concept d'euphémisme demeure le même au cours du XVI^e et XVII^e siècle, mais il connaît une évolution importante au cours du XVIII^e siècle, grâce surtout aux approfondissements de Dumarsais, Beauzée et Fontanier. C'est à ce moment que le mot *euphémisme* apparaît dans la langue française et que la notion d'euphémisme acquiert une signification plus précise. Le grammairien César Dumarsais, en 1730, le classe parmi les tropes et lui confère le statut de figure isolée. Il le définit comme :

^[63] P. Zumthor, « Euphémisme et rhétorique au Moyen Âge », in *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, Vol. 3, N° 3-5, Année 1953, p. 179.

^[64] *Ibid.*, p. 180.

^[65] « La notion de *decor materiae* assume au Moyen Âge la même valeur attribuée par les Anciens au terme *amplificatio*, c'est-à-dire un travail de création et d'invention stylistique voué à rehausser, à orner le sujet », in P. Zumthor, *op. cit.*, p. 180.

^[66] « La *circumlocutio* est considérée, avec la *descriptio*, comme un moyen propre au *decor materiae* », in *Ibid.*, p.181.

^[67] « Figure entraînant, pour un mot ou une expression, un changement ou un détournement de sens », in *TLFi, Le Trésor de la langue française informatisé*.

^[68] Classification opérée par P. Zumthor in *op. cit.*, p. 181.

Une figure par laquelle on déguise des idées désagréables, odieuses ou tristes, sous des noms qui ne sont point les noms propres de ces idées : ils leur servent comme de voile, et ils en expriment en apparence de plus agréables, de moins choquantes, ou de plus honnêtes, selon le besoin [...] On peut encore rapporter à l'euphémisme ces périphrases ou circonlocutions dont un orateur délicat enveloppe habilement une idée, qui, toute simple, exciterait peut-être dans l'esprit de ceux à qui il parle, une image ou des sentiments peu favorables à son dessein principal^[69].

Le choix de Dumarsais d'attribuer un caractère figuré à l'euphémisme sera contesté d'abord par Beauzée, puis par Fontanier. Le premier écrira :

Il me semble que M. du Marsais s'est mépris ici sur la véritable nature de l'Euphémisme. Ce détour adroit et heureux n'est point une figure, puisqu'il assujettit à ses vûes tantôt un trope, tantôt une figure d'Élocution, une autre fois une figure de pensée ou de style. Le dirai-je ? L'*Euphémisme* est une qualité essentielle à tous les styles, à tous les genres d'Éloquence [...]^[70].

Fontanier soutiendra le point de vue de Beauzée dans sa préface aux *Tropes* de Dumarsais (1818), en écrivant :

Je ne lui [*scil.* Dumarsais] contesterai qu'un seul point [...] ; c'est que l'*euphémisme* soit une figure particulière. Je pense, avec Beauzée, que c'est un nom générique, par lequel on désigne l'usage plus ou moins heureux de diverses figures, tropes ou non tropes^[71].

Ce même point de vue se retrouve dans le *Dictionnaire Universel des Connaissances Humaines*^[72] et sera, plus récemment, repris par Bacry qui écrit :

L'euphémisme, bien qu'il consiste en somme à remplacer un mot par un autre, n'est pas toujours considéré comme une véritable figure. En effet, au contraire d'une métaphore, d'une métonymie ou d'une périphrase, il ne met pas en œuvre des moyens techniques qui lui seraient propres. Usant donc des *moyens variable* pour remplir son rôle, l'euphémisme *s'appuie* en fait sur diverses figures, en particulier sur celles du voisinage^[73].

À côté de ces perspectives, refusant à l'euphémisme le statut de figure, il y en a d'autres^[74] qui soulignent la légitimité de le considérer en tant que telle. L'hétérogénéité d'opinions est à notre avis révélatrice de la complexité de l'étude de l'euphémisme et de l'importance que le

^[69] C. Dumarsais, *op. cit.*, p. 129.

^[70] C. Dumarsais, N. Beauzée, J.-F. Marmontel, F. Voltaire, *Grammaire et littérature*, T II, Slatkine, Genève, 2002.

^[71] P. Fontanier, in C. Dumarsais, *op.cit.*

^[72] « L'euphémisme n'est point une figure particulière, puisque celui qui y recourt peut employer plusieurs figures différentes pour atteindre le but qu'il se propose », in B. Lunel (éd), *Dictionnaire universel des connaissances humaines*, Tome 5, Lacroix-Comon, Paris, 1857, p. 217.

^[73] P. Bacry, *Les figures de style et autres procédés stylistiques*, Belin, 1992, p. 106.

^[74] J. Gardes-Tamine, in *La Rhétorique*, Paris, Armand Colin, 1996 ; M. Bonhomme, in *Les figures clés du discours*, Paris, Le Seuil, 1998 ; A. Horak, in *op. cit.*

potentiel d'euphémisation revêt dans l'étude de ce procédé. En effet, ce concept nous paraît indispensable afin de donner une réponse à trois questions controversées : l'euphémisme est-il une figure ? Est-il doté de figuralité ? Peut-il être considéré comme un trope^[75]? En partant de la distinction entre euphémisme et faux-euphémisme (cf. 1.2.1.), l'euphémisme ne pourra pas être considéré comme une figure, car il existe uniquement si le récepteur assigne au SPE sa valeur littérale. En d'autres mots, pour nous, seul le SPE peut acquérir une valeur figurative et peut le faire uniquement si son PE ne se réalise pas dans le discours (s'il ne devient pas euphémisme). L'euphémisme en tant que tel n'a pas de figuralité et cela tout simplement parce qu'il existe uniquement du côté du récepteur ignorant d'avoir affaire à une figure. La figuralité existe, pour nous, uniquement si elle est reconnue. L'euphémisme ne peut donc exister que sur le plan littéral. Le syntagme *actifs non liquides (actifs illiquides)*, par exemple, pourra acquérir une valeur euphémique uniquement si le récepteur l'interprète, dans un contexte donné^[76], comme l'équivalent du syntagme *actifs immobilisés* en l'opposant à la notion technique de *liquidité*. Au contraire, lorsqu'il reconnaît sa valeur figurative, en l'occurrence *créances non négociables*, voire *actifs toxiques*, le syntagme *actifs illiquides* perd sa valeur euphémique. D'après nous donc, contrairement à l'opinion générale, non seulement l'euphémisme n'est pas une figure, ni tropique ni non tropique, mais il n'a pas non plus de figuralité. Pour nous, l'euphémisme est l'union d'une figure (trope ou non trope) et d'une variable que nous appellerons X, correspondant à un ensemble de facteurs pragmatiques qui empêchent de reconnaître cette figure. La variable X, rendant impossible la reconnaissance de la figure, ôte à l'euphémisme toute valeur figurative. L'euphémisme est donc pour nous une hypothèse interprétative erronée due à une interprétation littérale d'un sens figuré, suite à quoi, pour un récepteur, en présence de la variable X, le PE d'un SPE se réalise en discours. La question de la figuralité, au contraire, est indiscutable lorsqu'on a affaire à un faux-euphémisme que nous pouvons considérer comme l'union d'une figure (trope ou non trope) et d'une variable que nous appellerons Y, correspondant à un ensemble de facteurs pragmatiques qui permettent de reconnaître cette figure et qui confère au faux-euphémisme une valeur figurative. Le faux-euphémisme est donc pour nous une hypothèse interprétative correcte suite à quoi, pour un récepteur, en présence de la variable Y, le PE

^[75] Nous proposons ici deux définitions de trope qui font autorité : **1** « Des figures par lesquelles on fait prendre à un mot une signification, qui n'est pas précisément la signification propre de ce mot », in C. Dumarsais, *op.cit.* **2** « Sont [les tropes] certains sens plus ou moins différents [sic] du sens primitif, qu'offrent, dans l'expression de la pensée, les mots appliqués à de nouvelles idées. Les tropes « proprement dits » – une sous-catégorie des tropes – ne s'étendent même pas au-delà d'un seul mot », in P. Fontanier, *op.cit.*

^[76] « Enfin, la banque suisse a décidé de créer une structure dédiée à la gestion de ses actifs non liquides et liés au secteur immobilier américain. » (*Le Figaro*, 03/04/2008).

d'un SPE ne se réalise pas en discours. Malgré sa figuralité, cependant, le faux-euphémisme est une figure macrostructurale^[77] car sa figuralité dépend d'autres figures, tropiques (métaphore, métonymie, allégorie et synecdoque) ou non tropiques (antiphrase, oxymore, périphrase). C'est ce dernier et non pas l'euphémisme – qui n'est point une figure et n'a point de figuralité – qui ne peut être considéré comme une figure à part entière et, par conséquent, ne peut être classé parmi les tropes. Le faux-euphémisme est un procédé qui consiste à recourir à certains tropes ou non tropes, mais il n'est pas à lui seul trope ou non trope. Afin d'éclaircir cette idée, considérons des faux-euphémismes^[78] tels que *turbulences économiques* ou *optimisation du personnel*. Ces faux-euphémismes se composent d'un trope – car il y a une substitution du sens figuré (*turbulences, optimisation*) au sens propre (crise économique, licenciement) – plus la variable Y qui permet de reconnaître le trope. Dans ce cas, il nous semblerait légitime de parler de *faux-euphémisme par dérivation tropique*. Considérons maintenant des faux-euphémismes tels qu'*involontairement privé d'emploi, les personnes les plus éloignées de l'emploi, emploi atypique, environnement économique défavorable* ; nous pouvons nous rendre compte qu'il existe une différence par rapport aux deux autres (*turbulences économique et optimisation du personnel*). En effet, ces derniers exemples ne comportent aucun changement de sens, en aucun cas le sens propre des mots est modifié. Ces faux-euphémismes, comme les autres, ne sont pas des figures à part entière, mais la différence est que leur figuralité n'est pas liée à l'emploi de tropes, mais plutôt au recours aux non-tropes. Nous pourrions donc parler, dans ce cas, de *faux-euphémisme par dérivation non-tropique*. En résumant, il serait souhaitable de distinguer deux classes de SPE : les euphémismes, qui ne sont point des figures et qui n'ont point de figuralité et les faux-euphémismes, qui sont des figures par dérivation, ultérieurement distinguées en tropiques et non-tropiques. Les premières sont des figures non autonomes dont la figuralité est dérivée par le recours à des figures autonomes appartenant à la classe des tropes. Les deuxièmes sont des figures non autonomes qui « habillent » une idée sans pour autant modifier le sens des mots utilisés pour l'exprimer. Dans ce deuxième cas, la figuralité n'est pas véhiculée par le recours à des tropes, mais par certains procédés lexico-syntaxiques particuliers aux non tropes.

^[77] « Elle peut s'exprimer au moyen d'autres figures », in S. Sorlin, « Euphémisme et idéologie », in D. Jamet, M. Jobert (éd.), *op. cit.*, 2010, p. 100.

^[78] Nous parlons ici de faux-euphémismes car pour nous le PE de ces SPE est nul.

Nous voulons terminer cette analyse en proposant une définition d'euphémisme qui tente de résumer au mieux les aspects abordés au cours de ce chapitre et qui permette, nous l'espérons, de décrire de manière claire et pertinente, notre vision de ce procédé. Nous définirons donc l'euphémisme comme un procédé discursif issu d'une hypothèse interprétative erronée, due à une interprétation littérale d'un sens figuré. Cette erreur affecte la fonction référentielle du langage et se produit lorsque le récepteur – à cause d'une analyse non pertinente des éléments linguistiques et extralinguistiques qui caractérisent l'emploi d'un *substitut potentiellement euphémique* dans une situation communicative donnée – ne reconnaît pas la relation allusive entre le *substitut potentiellement euphémique* et le signe tabou qu'il remplace.

II. LE JOURNALISME ÉCONOMIQUE : ÉTUDE DES CONDITIONS DE COMMUNICATION

«En première page, les journalistes écrivent en anticipant les attentes de lecteurs qui se demandent: *Que s'est-il passé dans le monde aujourd'hui que je devrais connaître en tant que citoyen, membre de ma communauté, de mon pays, du monde ?* Dans les pages économiques, les journalistes présument des lecteurs qui se demandent : *Que s'est-il passé dans le monde aujourd'hui que je devrais connaître en tant qu'actionnaire pour préserver ou améliorer mes intérêts financiers ?* »

(M. Schudson)

Étant donné le caractère de notre travail – à savoir l'analyse du discours économique de la presse générale – il nous semble important de présenter les caractéristiques majeures nous permettant de définir le contexte de notre étude. Pour ce faire, après avoir prêté attention, dans le chapitre précédent, à l'euphémisme et aux discours euphémiques, nous présenterons ici, dans un premier paragraphe – en nous appuyant sur les travaux du sociologue Pierre Bourdieu – la notion de champ journalistique, afin d'observer – sans se limiter à proposer une analyse prenant uniquement en compte la dépendance des journaux vis-à-vis des grands groupes capitalistes qui les possèdent – les enjeux qui règlent le fonctionnement de l'espace journalistique et les contraintes liées à celui-ci. Dans un deuxième paragraphe, nous proposerons un aperçu diachronique du journalisme économique.

2.1. LE CHAMP JOURNALISTIQUE

Avant de procéder à une analyse du discours de presse, il convient de prendre en considération la notion de champ journalistique et l'emprise que celui-ci exerce sur les journaux ou, plus précisément, sur les journalistes. Il s'agit, en d'autres termes, d'examiner le fonctionnement du champ journalistique et d'en mettre en exergue les mécanismes qui le caractérisent, le façonnent et l'influencent.

Le champ journalistique s'est constitué en tant que tel au XIX^e siècle autour de l'opposition entre les journaux « à sensation » – ayant comme finalité celle d'attirer le lectorat en présentant des nouvelles « sensationnelles », des scoops dont la fiabilité n'était toujours pas de mise – et les journaux plus attentifs à l'information « objective » et à l'analyse des faits présentés. Le champ journalistique peut être défini comme suit :

Le lieu d'une opposition entre deux logiques et deux principes de légitimation : la reconnaissance par les pairs, accordée à ceux qui reconnaissent le plus complètement les "valeurs" ou les principes internes, et la reconnaissance par le plus grand nombre, matérialisée dans le nombre d'entrées, de lecteurs, d'auditeurs ou de spectateurs, donc le chiffre de vente (*best-sellers*) et le profit en argent, la sanction du plébiscite étant inséparablement en ce cas un verdict du marché^[79].

Ce lieu d'opposition est donc caractérisé, d'une part, par une déontologie dont l'ensemble des journalistes se fait juge et, d'autre part, par le marché et le profit. Cependant, les contraintes issues de ces deux logiques n'ont pas la même portée ; en effet, le respect des valeurs déontologiques est subordonné à la logique du marché et le contrôle qui devrait théoriquement être exercé par les pairs ne devient qu'illusion. À ce propos, P. Bourdieu écrit :

En fait, en dehors peut-être des "reprises", dont la valeur et la signification dépendent elles-mêmes de la position dans le champ de ceux qui les font et de ceux qui en bénéficient, il y a peu de sanctions positives relativement indiscutables ; quant aux sanctions négatives, contre celui qui omet de citer ses sources par exemple, elles sont à peu près inexistantes [...]. Mais, comme le champ politique et le champ économique, et beaucoup plus que le champ scientifique, artistique ou littéraire ou même juridique, le champ journalistique est soumis en permanence à l'épreuve des verdicts du marché, à travers la sanction, directe, de la clientèle ou, indirecte, de l'audimat^[80].

^[79] P. Bourdieu, *Sur la télévision suivie de L'emprise du journalisme*, Paris, Raisons D'agir, 2008, pp. 83-84.

^[80] *Ibid.*, p. 84.

Ou :

Or on observe aujourd'hui par exemple que les sanctions internes tendent à perdre de leur force symbolique et que les journalistes et les journaux "sérieux" perdent de leur aura et sont eux-mêmes contraints de faire des concessions à la logique du marché et du marketing [...]^[81].

Les contraintes qui s'imposent aux journalistes sont donc essentiellement dépendantes du marché et, par conséquent, orientent la transmission de l'information en fonction de celui-ci. La contrainte majeure est sans doute la concurrence pour l'acquisition du public qui, d'une part, oblige le journaliste à écrire dans la précipitation, à fournir le scoop, à ne pas approfondir les arguments présentés et à ne pas y revenir dessus pour les analyser *a posteriori*. La concurrence – et, par conséquent, la rapidité avec laquelle l'information est donnée pour ne pas se faire dépasser par d'autres journaux – non seulement oblige le journaliste « à vivre et à penser au jour le jour »^[82], mais – avec l'essor et la diffusion de la presse en ligne – au fil des heures, des minutes, des secondes. Il s'agit donc d'un journalisme fonctionnant dans l'urgence et privilégiant la vitesse de transmission, plutôt que la qualité de l'information présentée.

Une deuxième contrainte, directement liée à la concurrence pour l'acquisition du lectorat, est la forte dépendance de la presse aux attentes du public ; cela implique une activité de sélection de l'information qui permet de construire « l'objet conformément aux catégories de perception du récepteur »^[83].

Une troisième contrainte issue du champ journalistique est la position – « le pouvoir spécifique qui détient un organe de presse et qui se mesure, entre autre indices, à son poids économique, aux parts de marché, mais aussi à son poids symbolique, plus difficile à quantifier »^[84] – du journal à l'intérieur de celui-ci. La position du journal – dominant ou dominé^[85] – impose aux journalistes qui y écrivent le respect de certaines « règles » répondant aux besoins de maintenir la position (si on est en position dominante) ou de la modifier (si on est en position dominée). Ces règles peuvent être parfois perçues comme des interdits ou des limitations, mais, dans la plupart des cas, elles deviennent un *cela-va-de-soi*, un réflexe, un automatisme pour le journaliste.

La dernière contrainte est, enfin, celle de répondre aux exigences des annonceurs.

^[81] P. Bourdieu, *op. cit.*, p. 88.

^[82] *Ibid.*, p. 86.

^[83] *Ibid.*, p. 54.

^[84] *Ibid.*, p.47.

^[85] « Un champ est un espace social structuré, un champ de forces – il y a des dominants et des dominés, il y a des rapports constants, permanents, d'inégalité qui s'exercent à l'intérieur de cet espace – qui est aussi un champ de luttes pour transformer ou conserver ce champ de forces. Chacun, à l'intérieur de cet univers, engage dans sa concurrence avec les autres la force (relative) qu'il détient et qui définit sa position dans le champ et, en conséquence, ses stratégies », in *ibid.*, p. 46.

Cette brève présentation du champ journalistique et des contraintes imposées par celui-ci, permet, d'une part, de mettre en avant l'importance de la structure dans laquelle les agents de presse sont placés et, d'autre part, de souligner que notre travail d'analyse ne veut pas être une critique du journalisme, mais plus simplement une photographie de celui-ci. Prendre en compte les enjeux intrinsèques au champ permet, d'une part, d'avoir une approche plus réaliste de l'analyse du discours de presse – dont l'autonomie ne peut qu'être faible – et, d'autre part, d'orienter notre étude non pas vers une vision idéaliste d'un journalisme libre et indépendant, mais plutôt vers un processus interprétatif permettant d'évaluer – en gardant toujours à l'esprit les contraintes du champ – les informations que le journaliste nous fournit. En d'autres termes, il ne s'agit pas de critiquer les agents journalistiques ou de dénoncer la soumission des journaux aux lois de l'argent et de la concurrence, mais plutôt de mettre en avant une façon de lire la presse dans le contexte qui la caractérise : si les mécanismes intrinsèques à la presse ne changent pas, il appartiendra au lecteur d'interpréter au mieux les informations dont il dispose.

2.2. APERÇU DIACHRONIQUE DU JOURNALISME ÉCONOMIQUE

Après avoir exposé, dans le paragraphe précédent, la notion de champ journalistique et compte tenu de notre sujet d'analyse, nous présenterons, dans celui-ci, un aperçu du journalisme économique.

Le journalisme économique fait son apparition entre les années 20 et 30 du XIX^e siècle :

Recherchant des ancêtres et des préfigurant à la presse économique et financière, certains auteurs remontent jusqu'à l'Antiquité ou à la Venise du XV^e siècle. Dans le cas français, une vague de nouveaux périodiques accompagnent, entre les années 1750 et 1770, le succès de la physiocratie, cette première forme de libéralisme économique inspiré par les encyclopédistes. Sous la Révolution, des journaux publient les cours d'effets négociables. Mais le XIX^e, siècle marque une rupture, en introduisant un changement d'échelle décisif pour ce type de journaux comme pour l'ensemble de la presse. À partir des années 1820 et 1830, le nombre des "journaux financiers" se multiplie très fortement. Les plus anciens des journaux financiers contemporains apparaissent à cette époque. Le développement de cette presse est lié à l'affirmation d'un capitalisme industriel et financier^[86].

Le journalisme économique des premières décennies du siècle – moment où on assiste à l'industrialisation de la presse et à la naissance des premiers journaux financiers – est

^[86] J. Duval, *Critique de la raison journalistique. Les transformations de la presse économique en France*, Paris, Seuil, 2004, p. 25.

étroitement lié aux milieux financiers et à l'argent. Cette première période se distingue très nettement de la période qui suit – celle de l'entre-deux-guerres – pendant laquelle la critique – surtout de la part du Parti Communiste Français, de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et aussi de l'extrême droite – à ce type de journalisme, considéré « vénale »^[87] et « pourri »^[88], devient féroce et permet de jeter les fondements pour un renouvellement qui atteindra son moment culminant à la fin la deuxième Guerre Mondiale, quand le Comité de la Libération rédigera, entre mai et novembre 1944, une série d'ordonnances^[89] – appelées « les ordonnances de 1944 » – en faveur d'une presse libre et indépendante.

La période de l'après-guerre voit également la constitution, en 1957, de l'Association des journalistes économiques et financières (AJEF) ; ce qui dénote un changement dans la manière de considérer le journalisme économique et marque, en même temps, une étape importante pour le développement de celui-ci. À ce propos, Julien Duval écrit :

Les décennies d'après-guerre constituent, au moins jusque dans les années 1970, une période déterminante dans l'histoire des rubriques économiques. Elles fournissent un point de comparaison très précieux pour juger de l'état actuel de ces rubriques, mais elles marquent surtout l'apparition d'un certain nombre d'innovations dans leur contenu, qui, pour certaines d'entre elles, survivent dans les années 1980 et 1990 [...]. Les pratiques de communication, aujourd'hui très importantes dans le fonctionnement des rubriques économiques, se développent également durant cette même période au sein des grandes entreprises^[90].

^[87] A. Raffalovich, *L'abominable vénalité de la presse...d'après les documents des archives russes (1897-1917)*, Paris, Librairie du travail, 1931.

^[88] R. Modiano, *La presse pourrie aux ordres du Capital*, Paris, Librairie populaire, 1935.

^[89] « Ces ordonnances sont guidées par trois principaux enjeux :

- Réquisitionner et transférer : l'ordonnance du 6 mai 1944 rétablit le principe de liberté de la presse tout en maintenant la censure et l'autorisation préalable jusqu'à la fin des combats. Elle définit surtout le processus de réquisition et de transfert des biens (locaux, imprimeries) des entreprises de presse collaboratrice vers les nouvelles. Dès le 19 août 1944, les équipes de la presse clandestine s'installent dans les locaux attribués par la Commission de presse et, deux jours plus tard, les quotidiens parisiens sont édités au grand jour. Ce processus de transfert est clarifié par l'ordonnance du 30 septembre 1944. Celle-ci donne naissance à la SNEP (Société nationale des entreprises de presse) qui loue aux journaux les équipements confisqués à la Libération. [...]
- Fixer les principes d'autorisation : l'ordonnance du 22 juin 1944 stipule que les autorisations de publication ne seront accordées qu'aux journaux sabordés ou suspendus avant le 25 juin 1940 pour la zone Nord et avant le 26 novembre 1942 (date de l'invasion allemande) pour la zone Sud.
- Définir le cadre juridique des entreprises de presse : l'ordonnance du 26 août fixe plusieurs conditions supposées garantir l'indépendance des entreprises de presse. Tout d'abord, elle exige la transparence dans la direction et le capital du journal [...]. Ensuite, elle s'efforce de limiter toute forme de concentration économique : il devient impossible légalement de posséder plus d'un quotidien ou de procéder à une concentration verticale (sur le modèle de Hachette dont les activités allaient du papier à la distribution). De même, le directeur d'un quotidien de plus de 10000 exemplaires (ou d'un hebdomadaire de plus de 50000) ne peut exercer une fonction industrielle et commerciale qui fournirait l'essentiel de ses revenus », in I. Chupin, N. Hubé, N. Kaciaf, *Histoire politique et économique des médias en France*, Paris, La Découverte, 2009, pp. 58-59.

^[90] J. Duval, *op. cit.*, p. 53.

Au cours de cette période, le journalisme économique acquiert une dimension essentiellement macroéconomique et le journaliste engage ouvertement sa responsabilité vis-à-vis de l'information qu'il présente. Cette dimension d'un journaliste – et d'un journalisme – engagé est mise en exergue par Duval :

Ce "traitement" de l'information économique, constituée d'emblée en enjeu politique et non plus simplement technique, amène les journalistes "pionniers" à s'engager et à se prononcer "à la première personne" sur la plupart des problèmes économiques et sociaux. L'inclination militante, loin d'être sanctionnée à la manière du défaut d'objectivité, confère parfois une compétence accrue au journaliste par le biais de l'expertise critique. L'information économique promue par les journalistes "pionniers" ne saurait par conséquent se borner à n'être qu'une pure et simple information de service (à la manière du journalisme financier "recommandant" des valeurs boursières), mais revendique, au contraire, pleinement une distance critique ainsi qu'un rôle pédagogique^[91].

Le développement, extrêmement fort, que ce type de journalisme traverse pendant cette époque est dû, d'une part, à l'accent mis sur le retard économique de la France par rapport à l'Amérique et, d'autre part, à la mise en valeur de l'importance de l'économie en tant que source de richesse. À ce propos, Riutort écrit:

Les discours tenus sur l'économie convergent vers un objectif commun d'ordre résolument macroéconomique. L'impératif de modernisation du pays, qui, en confrontant systématiquement la France aux États-Unis, en "dramatise" considérablement l'enjeu [...]. La thématique du "retard français", en devenant une topique en vogue dans l'espace du pouvoir, assure indirectement la promotion de l'économie^[92].

Et il ajoute, en citant J. Boissonnat :

L'économie [...] détermine la puissance et, de ce fait, intéresse les États, tous les États, quel que soit le régime économique du pays considéré, quelle que soit la doctrine politique du gouvernement en place^[93].

Ces deux aspects entraînent une véritable mobilisation – qui s'appuie sur le constat que les gens communs ne sont pas correctement informés sur la réalité économique – en faveur de la « démocratisation » de l'économie^[94]. Cette idée de « démocratisation » de l'économie

^[91] P. Riutort, « Le journalisme au service de l'économie. Les conditions d'émergence de l'information économique en France à partir des années 50 », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol. 131, n° 131-132, 2000, pp. 54-55.

^[92] *Ibid.*, pp. 43-44.

^[93] J. Boissonnat, « Introduction à la connaissance de la vie économique », in *Cours de l'Institut d'études politiques de Paris 1967-1968* fascicule 1 p. 3-4. Cité par P. Riutort, in *op.cit.*, pp. 49-50.

^[94] « On découvre que le Français est bien mal informé des réalités économiques et financières ; de tous les pays où l'opinion publique joue un grand rôle, la France est sans doute celui dont le retard est le plus grand en ce domaine [...]. Il s'agit donc d'imposer le "savoir" économique érigé en savoir légitime – souvent contre le droit – à l'Université et dans les écoles de pouvoir (principalement l'ENA), jusqu'à l'intégrer désormais à la "culture

devient un souci majeur pour l’AJEF qui « milite pour rendre possible un journalisme économique qui se conforme aux valeurs démocratiques et professionnelles de façon à servir “l’intérêt général” ou “l’opinion publique”, et à remplir le “lourd devoir qui lui confie l’opinion, informer complètement les citoyens et les aider à choisir librement”. L’AJEF aspire à “apporter une contribution au progrès économique et social” et invoque la notion, très utilisée à l’époque de “démocratie économique” »^[95].

Au cours de cette période, on assiste également à une diversification importante des sources auxquelles les journalistes économiques font appel ; en effet, à côté des sources traditionnelles – à savoir les organisations patronales et les services de presse des entreprises – en apparaissent de nouvelles, telles que l’INSEE, les syndicats et les cabinets ministériels. Cette période marque donc une véritable rupture avec la presse d’avant-guerre – qui traitait les questions financières sans se préoccuper de leur impact dans l’économie réelle – et favorise le développement d’un journalisme économique « qui [fait] primer l’information économique non immédiatement utilisable pour la réalisation d’un gain matériel, qui permet aux citoyens non avertis de comprendre les rouages et ainsi de pouvoir intervenir sur les décisions et qui [fait] advenir un journalisme économique libéré du secret des affaires, des bouderies des spécialistes, de l’orgueil des techniciens [...]. La nouvelle économie journalistique mêle les problèmes politiques, économiques et financiers, dans une inspiration qui se dit parfois “humaniste” [...]. Le fait économique ou financier cesse d’être examiné en lui-même ; il est systématiquement relié à ces incidences sociales »^[96].

Le développement de ce type de journalisme passe également par une moralisation de la profession, par une sorte de nouveau code déontologique qui impose au journaliste économique une ligne de conduite irréprochable. Le but est celui de marquer une nette distinction avec le journaliste corrompu d’avant la guerre ; il s’agit, en d’autre terme, de conquérir une crédibilité dont il ne jouissait pas auparavant. À ce propos, Riutort écrit :

générale”. “Il est frappant de voir combien l’élite de ce pays, formée par des siècles de culture classique, ne considère pas encore l’économie comme faisant partie de la “culture générale” », in A. Lewin, « La presse et l’information économique et financière en France », in *Promotions* n° 71 1964 pp. 53,60. Cité par Riutort, in *op.cit.*, p. 50.

^[95] J. Duval, *op. cit.*, p. 61.

^[96] *Ibid.*, p. 67.

Le “renouveau” du journalisme économique est ainsi en partie héritier d’un engagement moral reconverti en déontologie professionnelle : la démarcation à l’égard de son devancier, le journalisme financier qui fait alors figure de repoussoir, devient ainsi une nécessité impérieuse. Les fondateurs de l’*Expansion* rappellent avec vigueur à quel point la “moralisation” se révèle indispensable afin d’instaurer une rupture définitive avec les pratiques anciennes [...]. La crédibilité du “nouveau” journalisme économique repose ainsi sur une vaste entreprise morale dont l’Association des journalistes économiques et financiers – qui regroupe dans son bureau les principaux “pionniers” – se fait l’instigatrice^[97].

Cependant, les changements survenus au cours de cette période ne résistent pas dans les années 1980 et 1990, au cours desquelles une nouvelle conception de journalisme économique prend forme. Ces années sont caractérisées par de nouvelles (ou vieilles) questions telles que les impératifs commerciaux, et par un souci de rentabilité et de dépolitisation. On assiste au passage de la macro-économie à la micro-économie ; les rubriques économique-sociales des années précédentes cèdent la place aux pages consacrées au monde de l’entreprise et à la bourse^[98], et la figure du « journaliste militant » est discréditée et remplacée par un journaliste-spécialiste qui, suivant le modèle du *The Economist*, transmet les informations d’une manière technique. F. Lebaron écrit à ce sujet :

Les journalistes de la période antérieure sont disqualifiés comme “militants” et effectivement, les nouveaux journalistes économiques ont un côté sérieux, ils mobilisent des compétences spécifiques, se détournent du discours “idéologique”, etc. Leur modèle c’est *The Economist* : anonymat, technicité, bon sens. Au fond, il s’agit ici de rationaliser et techniciser le point de vue de la finance qui avait été disqualifié après la deuxième guerre mondiale^[99].

Il ne faut, cependant, pas confondre ce journalisme avec celui d’avant-guerre ; en effet « cette réorientation ne saurait pour autant se réduire à un simple retour à la situation de la presse financière d’avant-guerre. Partie prenante du processus de professionnalisation qui saisit l’activité journalistique dans son ensemble, le journalisme économique et financier d’aujourd’hui peut se targuer d’une rigueur et d’une indépendance – certes relatives – mais inconnues par le passé. Son adhésion spontanée aux “réalités” de l’économie envisagées comme des “nécessités” – l’acceptation des délocalisations, des “licenciements boursiers”, ou

^[97] P. Riutort, *op. cit.*, pp. 51-52.

^[98] « Le journalisme économique rapporte la vie des sociétés commerciales, les événements extérieurs qui en déterminent le succès, mais aussi les mutations internes, les changements de responsables, les restructurations, les fusions et les acquisitions. Même si la part réservée à la politique économique et à la “macro-économie” s’est accrue dans les décennies d’après-guerre, les rubriques économiques restent principalement consacrées au monde de l’entreprise. Elles le sont d’autant plus que les années 1980 et 1990 ont marqué un retour à la “micro” », in J. Duval, *op. cit.*, p. 83.

^[99] F. Lebaron, « La construction de l’opinion économique par les médias », in *Observatoire des médias ACRIMED*, 2001, p. 3.

encore les “solutions” individuelles face au chômage – participe de la (re)définition de cette activité »^[100].

En résumant, nous pouvons identifier trois étapes majeures dans l’histoire du journalisme économique ; la première – qui va des années 20 à l’entre-deux-guerres – est caractérisée par un lien très étroit entre journalisme et capitalisme. La deuxième – celle qui s’étend de l’entre-deux-guerres jusqu’aux années 1970 – est caractérisée par la relation entre le domaine économique et le domaine social et donne naissance à un nouveau modèle de journaliste économique. Enfin, la troisième étape – débutée autour des années 1980-1990 – qui, comme le journalisme d’avant-guerre, s’oriente vers des problèmes plus financiers que sociaux, mais qui, différemment de celui-ci, manifeste une moralité, une déontologie méconnue à cette époque-là.

2.2.1. Le journalisme économique contemporain

Après avoir présenté les évolutions et les changements qui ont caractérisé le journalisme économique jusqu’aux années 1990, nous essaierons de présenter ici celles qui sont, à notre avis, les caractéristiques principales du journalisme économique contemporain – c’est-à-dire qui recouvre la période débutant à la fin des années 1990. Cette période se présente en continuité avec la précédente et se caractérise par une consolidation de la promiscuité entre journalisme et économie. Il est vrai, comme nous l’avons observé dans le paragraphe précédent, que ce lien a toujours existé, mais il nous paraît qu’à présent, différemment des autres périodes, la majorité des journalistes partagent les mêmes valeurs et les mêmes opinions que celles des milieux d’affaires. À ce sujet, J.-P. Tailleux écrit :

Beaucoup de journalistes partagent les valeurs et les convictions des milieux d’affaires, sans donner assez d’importance aux autres centres d’intérêts de la société. Presque partout, la logique libérale semble tenir lieu de ligne rédactionnelle^[101].

Cela est lié essentiellement à un changement – débuté au cours des années 80 et 90 – au niveau de la formation des journalistes qui, différemment d’autrefois, ont aujourd’hui une formation essentiellement économique portant sur des valeurs néolibérales. À ce propos,

^[100] P. Riutort, *op.cit.*, p.137.

^[101] J.-P. Tailleux, « Journalistes et entreprises : promiscuité et passivité », in *Observatoire des médias ACRIMED*, 2001, p. 4.

Serge Halimi parle de néolibéralisme « naturel »^[102] chez les journalistes économiques et justifie son affirmation, en citant Éric Izraelewicz. Il écrit :

En France, explique Izraelewicz, les journalistes qui ont créé le journalisme économique venaient soit de la science politique, soit du domaine social. Ils sont devenus des journalistes économiques sur le tas. Depuis une vingtaine d'années, on assiste à une professionnalisation et à une spécialisation des journalistes économiques. Les plus jeunes ont pour la plupart reçu une formation en sciences économiques : ils sont diplômés soit de l'université ou de sciences po (section éco-fi) soit d'une école de commerce. Mais des journalistes économiques sont parfois directement issus du monde de l'entreprise (où ils ont occupé des fonctions de direction commerciale ou financière)^[103].

La différence entre le journalisme économique d'autrefois et celui contemporain pourrait donc se résumer au renforcement du conformisme idéologique des journalistes envers la vision du monde qui ressort du champ économique. En d'autres termes, le journalisme économique contemporain tend à traiter l'information de la perspective des agents économiques ; le journaliste, appartenant au champ, le décrit de l'intérieur et, dans une telle situation, son esprit critique peut facilement être neutralisé. Ce conformisme idéologique se traduit par la transmission circulaire de l'information et par une conséquente homogénéisation de celle-ci ; le résultat de ce processus est, à notre avis, l'homogénéisation du lectorat. L'information économique devrait être une information relative à l'économie, c'est-à-dire une information portant sur une science humaine et sociale visant à la satisfaction des besoins humains. Ce type d'information devrait donc avoir une visée sociale et une portée générale permettant de s'adresser à l'ensemble de la population ou, du moins, de développer des stratégies permettant d'atteindre un public-cible hétérogène, issu de groupes sociaux distincts et ayant un capital économique et culturel différent. L'économie touche notre quotidien de manière très profonde et cela implique la nécessité de divulguer des informations accessibles à la majorité des lecteurs et surtout traitant des questions d'ordre social qui suscitent un intérêt général, dû au fait que le lecteur les vit au quotidien. L'information économique devrait donc être une information « démocratique » ; cependant, les pages économiques de la presse ont reproposé et soutenu le développement d'un modèle de distribution de l'information élitaire. La raison de cette « élitairisation » de l'information économique est, d'après nous, à rechercher dans le traitement de problématiques très spécifiques qui n'intéressent que les acteurs faisant partie du champ économique^[104]. En d'autres termes, le traitement de l'information économique par

^[102] S. Halimi, « La pensée de marché », in *Observatoire des médias ACRIMED*, 2001, p. 6.

^[103] *Ibid.*

^[104] « Les agents créent l'espace, c'est-à-dire le champ économique, qui n'existe que par les agents qui s'y trouvent et qui déforment l'espace à leur voisinage, lui conférant une certaine structure. Autrement dit, c'est dans la relation entre les différentes « sources de champ », c'est-à-dire entre les différentes entreprises de production,

la presse générale est de plus en plus proche de celui de la presse spécialisée. La spécialisation de l'information économique s'inscrit dans une optique de réponse aux exigences des grands groupes capitalistes, propriétaires des journaux, qui nécessitent, d'une part, des informations pratiques (cours de la Bourse) et, d'autre part, des informations profitables à leurs intérêts. La presse transmet une vision micro-économique où les problèmes économiques d'intérêt social ont laissé la place aux problématiques très spécifiques d'une élite d'homme d'affaires, d'industriels et d'acteurs financiers. La vision qui ressort de ce changement de perspective est, d'une part, l'homogénéisation d'un lectorat minoritaire – qui différemment d'autrefois n'est pas choisi sur une base intellectuelle, mais plutôt par rapport à son pouvoir d'achat – et, d'autre part, l'exclusion de la majorité des individus « hors-champ » économique pour qui l'économie reste une réalité sociale et non une idéologie de marché issue d'une vision néolibérale du monde. Les conséquences qui dérivent de cette dimension ne sont pas négligeables et se manifestent, d'une part, par le manque d'intérêt du public extérieur au champ économique vis-à-vis de ce type d'informations et, d'autre part, par la difficulté de les interpréter correctement.

Après avoir introduit de manière générale, dans cette première partie, notre sujet d'étude – l'euphémisme ou, plus précisément, le SPE – dans sa dimension contextuelle – les pages économiques de la presse générale – nous étudierons, dans la deuxième partie de notre travail, les principaux procédés qui caractérisent la diffusion du discours que nous avons défini *économiquement correct*. Le discours *économiquement correct* se présente comme une tendance de la presse à soutenir, volontairement ou involontairement, le modèle économique néolibéral, et à le présenter comme seul modèle possible, comme un modèle unique et « intouchable ». Ce discours se caractérise par le recours à certains procédés linguistiques – que nous observerons au cours de notre travail – dont la portée pragmatique peut diriger le lecteur vers l'élaboration d'une vision homogène de la réalité économique. Il est évident que la presse, comme d'ailleurs les autres médias, est un instrument d'importance majeure qui

que s'engendrent le champ et les rapports de force qui le caractérisent. Plus concrètement, ce sont les agents, c'est-à-dire les entreprises, définies par le volume et la structure du capital spécifique qu'elles possèdent, qui déterminent la structure du champ, et, par là, l'état des forces qui s'exercent sur l'ensemble (communément appelé « secteur » ou « branche ») des entreprises engagées dans la production de biens semblables. Les entreprises exercent des effets potentiels qui varient dans leur intensité, leur loi de décroissance et leur direction. Elles contrôlent une part du champ (part de marché) d'autant plus grande que leur capital est plus important. Quant aux consommateurs, leur comportement se réduirait entièrement à l'effet du champ s'ils n'avaient une certaine interaction avec lui (en fonction de leur inertie, tout à fait minime) », in P. Bourdieu, « Le champ économique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 119, septembre 1997. p. 52.

permet la diffusion de ce discours ; la mise en circulation de celui-ci serait impossible sans la collaboration, consciente ou inconsciente, des médias.

Deuxième partie

« D'abord on cède sur les mots, et puis par degrés aussi sur la chose ».

(S. Freud)

Introduction

Après avoir défini, dans la section précédente, les éléments principaux de notre étude, nous nous proposons, dans cette section, de dessiner les contours du discours que nous appellerons dorénavant le discours *économiquement correct*. Notre hypothèse est la suivante : le discours économique de la presse contemporaine, différemment des autres types de discours, échappe à l'hétérogénéité de points de vue qui caractérise les journaux en fonction de leur orientation politique. En d'autres termes, l'information économique à laquelle nous avons accès ne nous paraît pas présenter le même traitement réservé aux autres types d'informations. En effet, en analysant le discours économique diffusé par la presse considérée, nous avons constaté la propagation d'informations homogènes, indépendantes de l'orientation politique du support dans lequel elles apparaissent, et traduisant la doxa néolibérale. Cette propagation nous semble se traduire, d'une part, par la *vulgarisation* de l'information à travers l'utilisation de stratégies discursives permettant une défense du modèle néolibéral ou une critique résignée de celui-ci et, d'autre part, par l'usage récurrent des *substituts potentiellement euphémiques*. Cette section – au cours de laquelle nous espérons montrer de quelle manière la presse répand l'*économiquement correct* - sera organisée en trois chapitres ; dans le chapitre III, nous présenterons le cadre théorique et méthodologique de notre recherche. Dans le chapitre IV, nous observerons de quelle manière les quotidiens pris en compte *vulgarisent* l'information économique. Dans le chapitre V, enfin, nous exposerons les procédés linguistiques qui sont à la base de la création des SPE.

III. LE CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

« Je me suis efforcé de décrire le monde, non
pas comme il est mais comme il est quand je m'y ajoute,
ce qui, évidemment, ne le simplifie pas » (J. Giono)

Ce chapitre présentera le cadre théorique et méthodologie qui caractérise cette première phase de notre recherche. Nous exposerons, dans un premier paragraphe, les problématiques qui nous ont amenée à nous engager dans cette recherche. Dans un deuxième paragraphe, nous présenterons notre approche théorique et, enfin, dans un dernier paragraphe, nous présenterons la méthodologie sous-jacente à la constitution de notre « corpus » d'étude.

3.1. PROBLÉMATIQUES

Notre quotidienneté économique est remplie d'incertitudes, d'ambiguïtés, d'informations voilées qui se répandent dans les médias à travers une rhétorique de plus en plus déstabilisante, faite de mots, de termes ou d'expressions qui peuvent signifier une chose, une autre chose ou bien plusieurs choses en même temps, qui peuvent décrire la réalité ou la dissimuler, dire le vrai ou bien induire au faux, informer ou bien essayer de faire régner l'ignorance. C'est ainsi qu'une récession économique apparaît parfois comme une *turbulence*, parfois comme un *dommage collatéral sur le business*. C'est ainsi que des travailleurs licenciés sont des *personnes* qui, suite à une *optimisation*, à un *réajustement* ou à un *plan d'adaptation*, sont *involontairement privées d'emploi* et deviennent des *chercheurs d'emploi* et non pas des chômeurs. Mais une récession est-elle une *turbulence économique* ? Un travailleur licencié ne devient-il pas un chômeur ? Question de points de vue sans doute ! Question de rhétorique ! Et quel est le but ? S'agit-il d'atténuer l'impact qu'un sujet potentiellement menaçant peut avoir sur le lecteur ? Pas vraiment, à notre avis, ou du moins, pas seulement ; l'*économiquement correct* a une portée bien plus large et son effet nous paraît inquiétant. Il nous semble, en effet, que ce discours peut neutraliser l'esprit critique du lecteur et l'encadrer dans un système de pensée en conformité avec la pensée néolibérale. Dans ce contexte, notre questionnement initial peut s'exprimer ainsi : quelle est la place de

l'économiquement correct dans la diffusion d'informations économiques ? (chapitre IV)
Comment le lecteur peut l'identifier ? (chapitre V).

3.2. APPROCHE THÉORIQUE

Dans ce paragraphe, nous présenterons notre approche théorique ; nous en simplifierons la présentation en distinguant l'approche théorique de l'analyse et l'approche théorique du « corpus ».

3.2.1. Approche théorique de l'analyse

Après avoir exposé notre problématique, il nous paraît important de préciser de quelle manière nous avons décidé de l'aborder et quelles sont les raisons qui nous ont guidée dans nos choix. Il sera, tout d'abord, nécessaire de souligner que nous nous positionnons dans le cadre d'une analyse interprétative de la réception de l'information ; nous voulons donc essentiellement prendre en considération l'information du point de vue du lecteur de presse, tel que nous sommes. Une analyse de ce type ne pourra pas, à notre avis, ne pas être déterminée par la subjectivité du chercheur. Est-il risqué de parler de subjectivité dans le cadre d'un travail de recherche scientifique qui, *a priori*, tend à l'objectivité ? Il se pourrait, mais prétendre à l'objectivité, lorsqu'on s'apprête à interpréter un discours, est invraisemblable. « L'interprétation », écrit légitimement Victor Allouche, « n'est pas du domaine du collectif mais de l'individuel, et à ce titre, elle est de l'ordre du pari et de l'aventure de sorte qu'elle peut permettre de reconstruire de prêt ou de loin les “filtres constructeurs” du discours »^[105]. Nous nous positionnons donc du côté de ceux qui considèrent la subjectivité non comme un défaut, mais plutôt comme une ressource scientifique à part entière. Il nous semble souhaitable de « dépasser le hiatus qui oppose communément “scientificité” et “subjectivité”, laquelle, bien que souvent imputée de toute distance critique, (ré)attribue pourtant à l'acteur-chercheur sa légitimité critico-réflexive : la conscience critique dépend d'abord de celle de soi. Enfin, puisque les rapports aux terrains, à la temporalité, à la technicité, etc., constituent autant de variables de recherche, l'intégration

^[105] V. Allouche, *Approche interprétative des discours de presse*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 95.

de l'imparfait permet de rappeler que la scientificité ne peut être uniquement circonscrite à une évaluation normative »^[106].

Il faut, cependant, préciser qu'il s'agit d'une subjectivité de fond – dépendante des expériences socioculturelles, personnelles ou professionnelles du chercheur – qui ne doit pas emprisonner le chercheur dans des préjugés ou des *a priori*. La subjectivité est donc, pour nous, le point de départ de la recherche – c'est la base du questionnement du chercheur, la source de ces doutes, de ses hypothèses et de son parcours vers la construction de sa scientificité – et elle joue un rôle essentiel dans la construction du point de vue initial sur l'objet d'étude, mais ce point de vue devra être mis à l'épreuve des faits observables, de la réflexion née de l'observation de situations réelles. En d'autres termes, le chercheur ne doit pas désavouer sa subjectivité, mais il doit être prêt à se remettre en jeu, à modifier son point de vue initial, à faire face à l'imprévisible auquel il ne s'attendait pas. Nous partageons donc l'idée selon laquelle « la genèse d'un travail de recherche et le processus qui mène au produit diffusé constituent autant de moment– évoluant en complexité sans être forcément conscientisés comme tels – à partir desquels l'auteur-chercheur peut construire sa scientificité. Parmi ces moments-ressources figurent ceux où se négocient les entrées au terrain (participants, modes d'observation, observables, etc.). Plus qu'un simple exécutant, l'acteur-chercheur est en effet un “artisan intellectuel” (Kaufmann, 2001 :12), en ce sens qu'il réinvestit les protocoles préexistants à la lumière de sa propre expérientiation du terrain et des spécificités du projet relié »^[107].

C'est à la lumière de cette conviction que nous proposerons notre interprétation du discours économique et que nous tenterons – tout étant consciente que notre interprétation ne sera qu'une interprétation possible parmi d'autres – de produire une signification pertinente de celui-ci. S'intéressant à la construction de la signification, notre approche sera sémiotique et, plus précisément, sémiotique subjective ; nous irons donc dans le sens de Victor Allouche :

Il y a, pour nous, sémiotique subjective du discours à chaque fois que le sujet-producteur est au centre de sa production dans une relation symbolico-imaginaire à son ou ses destinataire(s). De la même manière, le sujet-interprétant est au centre de son entreprise de signification dans une relation symbolico-imaginaire au producteur du discours qu'il interprète^[108].

^[106] M. Patrascu, J. Brusq, S. Canivenc, D. Le Gal, *Corpus et méthodes. Épistémologies critiques et appropriations multidisciplinaires*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 50.

^[107] M. Patrascu, J. Brusq, S. Canivenc, D. Le Gal, *op. cit.*, pp. 56-57.

^[108] V. Allouche, *op. cit.*, p. 11.

Cependant, ce travail ne s'inscrit pas uniquement dans le cadre d'une sémiotique subjective, mais également dans celui de l'analyse du discours^[109], intégrant la linguistique de l'énonciation – s'appuyant sur les travaux de Patrick Charaudeau et considérée comme l'étude des procédés linguistiques employés par l'énonciateur dans une situation de communication donnée, en relation avec les conditions de production qui la caractérisent – et la pragmatique – s'appuyant sur les travaux de D. Sperber et D. Wilson, autour de l'étude des inférences, et sur les travaux de P. Brown et S. Levinson et C. Kerbrat-Orecchioni, associés à la notion de *politesse*.

Notre modèle interprétatif sera donc construit sur la base de deux paramètres principaux :

- Une subjectivité constructive visant à l'observation et à la compréhension plutôt qu'à la critique.
- Une analyse de discours vouée à l'élaboration de « possibles interprétatifs » établis à travers la mise en relation du linguistique (marques formelles, composantes syntaxiques et sémantiques) et de l'extralinguistique (procédures pragmatiques sous-jacentes).

3.2.2. Approche théorique du « corpus »

Le premier problème qui se pose lorsqu'on s'apprête à se livrer à une analyse du discours est le choix du « corpus » de référence. Un « corpus » est comme un voyage à la découverte d'un pays méconnu ; nous savons dès le départ quelle sera notre destination, mais c'est seulement en choisissant nos activités sur place, en côtoyant un peuple dans son environnement, en apprenant à connaître les habitudes d'une culture différente de la nôtre que nous pouvons acquérir un nouveau savoir, tirer des enseignements, nous enrichir et découvrir, souvent par hasard, des réalités auxquelles nous ne songions pas lorsque nous nous apprêtions à partir. Le choix du « corpus » est donc capital car c'est celui-ci qui mènera le chercheur dans une direction ou qui l'obligera à en emprunter une nouvelle et différente. À ce propos, le constat des auteurs du *dictionnaire d'analyse du discours* nous paraît pertinent. Ils affirment :

^[109] « L'étude de l'usage réel du langage, par des locuteurs réels dans des situations réelles » (Van Dijk, 1985), in P. Charaudeau, D. Maingueneau, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 2002, p. 42.

En analyse du discours comme dans d'autres sciences sociales, c'est souvent le corpus qui, en fait, définit l'objet de recherche qui ne lui préexiste pas. Ou plutôt, c'est le point de vue qui construit un corpus, qui n'est pas un ensemble prêt à être enregistré. Les discours abordés le sont à partir d'une problématique qui les constitue en ensemble homogène et dont ils sont en même temps les données^[110].

3.2.2.1. *Choix terminologique*

La définition de « corpus » nous paraît demeurer plutôt ambiguë ; il ne nous semble pas, en effet, possible d'affirmer qu'il y en a seulement une faisant autorité et à laquelle, instinctivement, on se réfère lorsqu'on se trouve face à cette question. À ce propos, Charaudeau écrit :

Les problèmes que pose la notion de corpus sont relativement bien connus pour avoir été longuement discutés dans le champ des sciences du langage, mais ils n'ont toujours pas donné lieu à un consensus qui aurait permis de s'en remettre à une définition faisant autorité et à laquelle on se référerait chaque fois que l'on aurait à justifier un corpus d'analyse. Cela est peut-être le symptôme de ce que le corpus n'existe pas en soi, mais dépend [...] du positionnement théorique à partir duquel on l'envisage^[111].

Charaudeau n'est pas le seul à souligner cette question. Manuel Barbera écrit :

D'altra parte è un fatto che non esiste in realtà una definizione esplicita che sia completamente soddisfacente, ossia che da un lato copra almeno la maggior parte degli oggetti che il linguista di corpora chiama "corpus", e che dall'altro consenta *sempre* di stabilire non ambigualmente se un oggetto è o non è un "corpus"^[112].

La difficulté de parvenir à une définition faisant autorité réside dans la complexité de relier deux approches d'analyse différentes, mais également utiles: l'une textuelle et l'autre discursive.

Suite à cette considération, nous proposerons ici deux définitions ; l'une répondant aux besoins de l'analyse textuelle, et l'autre à ceux de l'analyse discursive :

^[110] P. Charaudeau, D. Maingueneau, *op. cit.*, p. 149.

^[111] P. Charaudeau, « Dis-moi quel est ton corpus, je te dirai quelle est ta problématique », in *revue Corpus* n° 8, Nice, 2009.

^[112] « D'autre part, c'est une certitude qu'il n'existe pas, en réalité, une définition explicite qui est entièrement satisfaisante, c'est-à-dire qui, d'une part, s'applique, au moins, à la plupart des objets que le linguiste de *corpora* appelle "corpus" et qui, d'autre part, permet *toujours* d'établir sans ambiguïté si un objet est un "corpus" ou non », in M. Barbera, E. Corino, C. Onesti, *Corpora linguistica in rete*, Perugia, Guerra Edizioni, 2007, p. 26.

1. « Raccolta di testi in formato elettronico uniformemente trattati (ossia almeno tokenizzati ed addizionati di un markup adeguato) in modo da essere gestibili ed interrogabili informaticamente »^[113].
2. « Ensemble d'énoncés d'une langue donnée (écrits ou oraux enregistrés) qui ont été recueillis pour constituer une base d'observation permettant d'entreprendre la description et l'analyse de la langue en question »^[114].

Comme nous pouvons l'observer, le traitement informatique ou automatique des textes, capital pour Barbera, ne se retrouve pas dans la définition de Charaudeau ; il n'est pas ici question de discuter ces définitions, mais simplement de remarquer que le choix de la définition traduit la finalité que le linguiste se propose d'atteindre. En d'autres termes, celle-ci dépend du traitement que l'on fait du « corpus », en fonction des problématiques que nous souhaitons partager et des objectifs que nous avons déclaré être ceux de l'analyse. Ce qui est, cependant, essentiel, est que le « corpus » se compose d'éléments « issus du réel, appelés « observables »^[115].

Suite à ces considérations, le terme « corpus » sera ici pris au sens d'un ensemble d'énoncés issus du réel, traités automatiquement et manuellement et identifiables dans le genre^[116] « discours économique », dans le type^[117] « discours médiatique », dans le sous-type « discours de presse numérique ». À partir du « corpus », nous réaliserons un « sous-corpus » que nous considérons au sens d'un ensemble de séquences de discours choisies dans le « corpus » en fonction de notre problématique. Enfin, à partir du « sous-corpus », nous constituerons une « base de données » que nous considérons au sens de récolte de données – signes ou syntagmes – choisies dans le « sous-corpus » et qui feront l'objet d'une analyse plus approfondie (cf. chap. IX).

3.3. MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Dans ce paragraphe, nous observerons de quelle façon nous avons constitué et analysé notre « corpus » et notre « sous-corpus ».

^[113] « Collection de textes en format électronique traités uniformément (à savoir qu'ils sont au moins segmentés et annotés de manière adéquate) afin de rendre possible leur gestion et leur consultation », in Barbera M., Corino E., Onesti C., *op. cit.*, p. 26.

^[114] M. Arrivé, F. Gadet, M. Galmiche, *La grammaire aujourd'hui*, Paris, Flammarion, 2010, p. 198.

^[115] Terme emprunté à De Robillard, in M. Patrascu, J. Brusq, S. Canivenc, D. Le Gal, *op. cit.*, p. 35.

^[116] « Des dispositifs de communication qui ne peuvent apparaître que si certaines conditions socio-historiques sont réunies », in D. Maingueneau, *Analyser les textes de communication*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 50.

^[117] « Vastes secteurs d'activité sociale » desquels « les genres de discours relèvent », in *ibid.*

3.3.1. La constitution du « corpus »

Compte tenu de nos problématiques, nous avons choisi un « corpus » de presse écrite – en format numérique et accessible en ligne sur le site Internet du journal de référence – constitué des quotidiens français et italiens suivants : *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *Il Corriere della Sera*, *La Repubblica* et *La Stampa*.

Ces quotidiens ont été choisis car tous les six sont des organes de presse importants dans leur pays respectif et ils jouissent donc d'une large notoriété et d'une forte crédibilité auprès de leur lectorat. En outre, il s'agit des trois premiers quotidiens nationaux payants, d'information générale en termes de nombre de lecteurs pour l'Italie, et du deuxième (*Le Monde*), troisième (*Le Figaro*) et quatrième (*Libération*) pour la France. Le quotidien français le plus lu est *Le Parisien-Aujourd'hui en France* ; cependant, son lectorat est essentiellement résidant en Ile-de-France et le nombre de lecteurs de *l'Aujourd'hui en France*, version national du quotidien régional *Le Parisien*, est légèrement inférieur à celui de *Libération*. C'est à la suite de ces données que nous avons décidé de ne pas le considérer.

L'orientation politique des journaux n'a pas été prise en considération car notre analyse n'est pas une analyse du discours politique. Cependant, les quotidiens choisis sont représentatifs de la droite (*Le Figaro*), du centre-droite (*Il Corriere della Sera*), de la gauche (*Libération* et *La Stampa*) et du centre-gauche (*Le Monde* et *La Repubblica*). Le tableau ci-dessous présente les données relatives au lectorat hebdomadaire des quotidiens considérés, ainsi que leur orientation politique.

Journal	Nombre de lecteurs 2012 ^[118]	Orientation politique
Le Monde	1.861.000	Centre-gauche
Le Figaro	1.233.000	Droite
Libération	863.000	Gauche
La Repubblica	3.008.000	Centre-gauche
Il Corriere della Sera	2.964.000	Centre-droite
La Stampa	1.667.000	Gauche

^[118] Source *Audipresse* pour les données relatives aux quotidiens français et *Audipress* pour les données relatives aux quotidiens italiens.

Nous avons choisi d'établir notre « corpus » à partir de la rubrique économique des quotidiens d'information générale car notre intérêt était de prendre en compte la diffusion de l'*économiquement correct* dans un contexte de *vulgarisation* de l'information. La période de collecte a été fixée à quatre ans, de juillet 2007 à décembre 2010. L'intégralité des pages économiques collectées au cours de cette période présente les caractéristiques suivantes :

1. Appartenance à la rubrique économique
2. Présence du mot *crise* dans le moteur de recherche du site Internet

L'intégralité des articles répondant à ces critères généraux a été visionnée afin de pouvoir prendre en compte seulement les articles se référant aux critères thématiques suivants:

1. Le contexte de la crise économique qui s'est déclenchée en 2007 aux États-Unis suite à l'écroulement du secteur immobilier (*crise des subprimes*).
2. Les conséquences qu'elle a provoquées dans le système économique-financier européen et mondial.

Ce premier filtrage de données récoltées nous a permis de constituer notre « corpus », dont nous présentons ci-dessous les caractéristiques :

Quotidien	Diffusion	Durée	Paroles
Le Figaro	National	4 ans	498.020
Le Monde	National	4 ans	267.694
Libération	National	4 ans	632.400
Il Corriere della Sera	National	4 ans	318.356
La Repubblica	National	4 ans	315.990
La Stampa	National	4 ans	261.131
			Total : 2.293.591

L'élaboration du « corpus » se présente donc, essentiellement, comme un travail de lecture et de sélection des données ; il s'agit d'un pré-repérage permettant de procéder à la constitution du « sous-corpus ».

3.3.2. La constitution du « sous-corpus »

À partir de notre « corpus » d'articles, nous avons identifié des séquences de discours :

- Se référant à la crise des *subprimes* et aux manifestations économico-financières reliées à celle-ci (critère thématique)
- Représentatives du discours *économiquement correct* (critère formel)
- Porteuses d'ambiguïtés et donc susceptibles de modifier la façon dont le lecteur perçoit la réalité (critère sémantico-pragmatique)

La constitution du « sous-corpus » ayant été effectuée par traitement manuel du « corpus », la comptabilisation des mots n'a pas été possible.

IV. LA VULGARISATION DU DISCOURS DE L'ÉCONOMIE

« Ce n'est pas au langage technique que s'en prend cet ouvrage. Des langages techniques, il en faut. On ne peut enseigner ni la médecine, ni les mathématiques supérieures, ni l'électronique dans la langue de Voltaire et Céline. Les techniques nouvelles ont besoin de terminologies nouvelles. Ce qui nous inquiète, c'est la dégradation affolante de la langue française contaminée par l'abus des mots savants vulgarisés par la cinquième colonne des cuistres en exercice et des officieux inconscients » (R. Beauvais)

Après avoir réfléchi, dans la section précédente, au rôle de la presse et, plus précisément, au rôle du journalisme économique, nous nous concentrerons, dans ce chapitre, sur l'activité de *vulgarisation* du discours économique, accomplie par la presse analysée. Cela nous permettra, d'une part, de présenter un aperçu général de l'activité de divulgation de l'information économique et, d'autre part, de mettre en exergue les spécificités du discours *économiquement correct*. La langue de l'économie, comme toute autre langue « en situation d'emploi professionnel »^[119], peut être définie comme une langue spécialisée, c'est-à-dire comme « un sous-système linguistique qui utilise une terminologie et d'autre moyen linguistique et qui vise à la non-ambiguïté de la communication [...], [comme] l'usage d'une langue naturelle pour rendre compte techniquement de connaissances spécialisées [...] Les connaissances spécialisées sont dénommées linguistiquement par des termes, qui sont principalement des mots et groupes de mots sujets à des définitions conventionnelles »^[120]. Cette définition nous permet de remarquer que la langue de l'économie est une *langue* au sens saussurien^[121], caractérisée par la récurrence de certains phénomènes morphosyntaxiques et

^[119] P. Lerat, *Les langues spécialisées*, Paris, Puf, 1995, p. 21.

^[120] *Ibid.*, pp. 21-22.

^[121] « C'est un produit social de la faculté du langage et un ensemble de conventions nécessaires, adoptées par le corps social pour permettre l'exercice de cette faculté chez les individus [...]. C'est un trésor déposé par la pratique de la parole dans les sujets appartenant à une même communauté, un système grammatical existant virtuellement dans chaque cerveau, ou plus exactement dans les cerveaux d'un ensemble d'individus ; car la langue n'est complète dans aucun, elle n'existe parfaitement que dans la masse [...]. La langue n'est pas une fonction du sujet parlant, elle est le produit que l'individu enregistre passivement ; elle ne suppose jamais de préméditation [...]. Elle est la partie sociale du langage, extérieure à l'individu, qui à lui seul ne peut ni la créer

non pas, par des règles morphosyntaxiques qui lui sont spécifiques. La spécificité de la langue de l'économie, ainsi que de toute autre langue spécialisée, ne réside donc pas dans le recours à des règles syntaxiques propres, mais à l'emploi d'une terminologie distinctive. Une deuxième spécificité de la langue spécialisée est le degré de technicité. Comme l'affirme P. Lerat « la technicité de la formulation est variable selon les besoins de la communication »^[122]. Ce qui montre la nécessité de considérer les langues spécialisées à travers un point de vue pragmatique car toute langue, celles spécialisées incluses, a un but communicatif. Cette considération nous paraît particulièrement significative dans le domaine de l'économie où nous sommes de plus en plus amenés à la *vulgarisation* du savoir technique. En effet, la *vulgarisation* de la matière économique est un processus de plus en plus présent dans notre réalité car l'économie, étant une science sociale, a un fort impact sur notre quotidien. Le journaliste (ou médiateur linguistique) est donc amené à comprendre et interpréter les faits économiques dans leur cadre institutionnel et à les traduire dans un langage accessible aux non-économistes. C'est proprement cela l'objectif à atteindre à travers la *vulgarisation*, qui peut être définie de manière générale comme « une activité de paraphrase qui se cristallise autour de termes scientifiques »^[123]. « Il s'agit d'un processus métalinguistique voué à rendre accessible aux non-spécialistes les savoirs propres à un domaine de spécialité. Elle vise à transférer et diffuser des connaissances spécialisées à travers une langue capable de transmettre des informations à la fois précises et adaptées aux connaissances présumées du public visé »^[124]. L'activité métalinguistique devra donc avoir une portée pragmatique. À ce propos, Helena Calsamiglia écrit :

La conception qui dirige nos réflexions est d'origine plutôt pragmatique ; elle tient compte, comme point de départ pour l'analyse linguistico-discursive, des conditions de communication établies à partir des protagonistes, en tant que partenaires d'une interaction. Elle est ancrée dans l'hypothèse que les pratiques divulgatrices consistent fondamentalement en une "recontextualisation" des connaissances dans chaque situation de communication nouvelle et qu'elles exigent une modulation du discours en adéquation avec les relations spécifiques entretenues par les "interactants". Par conséquent, chaque acte divulgateur est une création textuelle en fonction de finalités et de propos différents^[125].

ni la modifier ; elle n'existe qu'en vertu d'une sorte de contrat passé entre les membres de la communauté », in F. De Saussure, *Cours de linguistique générale*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 1995, pp. 25, 30, 31.

^[122] P. Lerat, *op.cit.*, p. 17.

^[123] S. Reboul-Touré, « Écrire la vulgarisation scientifique aujourd'hui », in *Actes du colloque Sciences, Médias et Société*, 15-17 juin 2004, Lyon, ENS-LSH, 2005, p. 199.

^[124] S. Reboul-Touré, *ibid.*

^[125] H. Calsamiglia, « Pratiques discursives dans la communication sociale de la science », in F. Cusin-Berche (éd.) « Rencontres discursives entre sciences et politiques dans les médias », in *Les carnets du CEDISCOR*, Paris Presse de la Sorbonne Nouvelle, 6|2000, pp. 33-42.

Nous soulignerons également l'idée de J.-C. Beacco, d'après laquelle, « si l'on souhaite que de telles descriptions linguistiques des discours scientifiques continuent à s'inscrire dans la problématique de l'analyse du discours, il apparaît nécessaire de ne pas réduire les conditions de production, de circulation et de réception des discours de divulgation aux seules incidences que peuvent avoir les discours scientifiques savants sur leurs formes linguistiques et génériques. Il devient indispensable de les mettre en relation avec leur médium de diffusion et leur auditoire, de les confronter entre eux, sans en limiter la description à la confrontation avec les discours dont proviennent les connaissances mises en circulation »^[126].

La *vulgarisation* est donc, pour nous, une situation de communication qui, comme telle, dépend de l'intention du locuteur, des exigences et de la capacité interprétative du récepteur et, enfin, du contexte extralinguistique.

L'intention du locuteur, le journaliste, est strictement dépendante de son statut d'appartenance à un journal et aux « lois » du support dans lequel il écrit, à savoir la formation d'opinion et la construction de savoirs partagés, en ligne avec l'orientation économique-politique des journaux, les contraintes spatio-temporelles du support et l'impératif de la presse à répondre aux attentes d'un lectorat d'acheteurs ou d'acheteurs potentiels.

Considérée du côté du récepteur, la *vulgarisation* pourrait se définir en termes d'acquisition, plus ou moins aléatoire^[127], d'un savoir scientifique lui permettant d'accéder à une information (nouvelle) d'intérêt général, issue d'un domaine de spécialité. L'accès à cette information doit, d'une part, répondre aux attentes (Où ? Quand ? Jusqu'à quand ? Quelles sont les causes ? Quelles sont les conséquences ?) du lecteur et, d'autre part, lui permettre de se forger une opinion autour de l'information transmise. Il est donc logique et parfois souhaitable que les locuteurs, supposés adhérer à la ligne éditoriale d'un journal plutôt que d'un autre, puissent avoir une opinion contrastante par rapport à la même information.

Du point de vue du contexte extralinguistique, enfin, l'activité de *vulgarisation* pourrait se définir comme une recontextualisation, c'est-à-dire l'adaptation – présupposant l'évaluation du savoir hypothétique du récepteur – d'un savoir issu d'un univers culturel d'experts à un univers culturel de non-experts. En d'autres termes, elle pourrait être envisagée comme une traduction interlinguale entre deux communautés culturelles distinctes : celle des spécialistes

^[126] J.-C. Beacco, « Écritures de la science dans les médias », in F. Cusin-Berche (éd.), *op.cit.*, pp. 15-24.

^[127] Cela dépend du niveau de compréhension du texte qui dépend, à son tour, du savoir encyclopédique du locuteur et de ses connaissances culturelles.

et celle des non-spécialistes, qui pourraient, à leur tour, être encore départagés en différentes sous-communautés culturelles. La *vulgarisation* économique ne devrait pas être considérée en dehors de la chronique des événements économiques ; en d'autres termes, elle devrait permettre au lecteur de s'approprier des compétences économiques nécessaires pour comprendre et évaluer l'événement présenté. C'est cette fonction, et non pas la transmission d'un savoir scientifique intégral, qui constitue la spécificité de l'activité de *vulgarisation*. À notre avis, en effet, le processus de *vulgarisation* dans la presse trouve son sens à l'instar de la communication d'une information appropriée et adaptée aux exigences du lecteur, et cela malgré la perte indéniable de données scientifiques ou l'acquisition d'une connaissance non parfaitement scientifique. La *vulgarisation* est donc, pour nous, une façon « de traiter les textes de communication scientifique comme actualisation d'une fonction sociale »^[128]. À partir de cette perspective, nous aborderons la question de l'efficacité et de la pertinence de l'activité de *vulgarisation*, non pas en évaluant les pertes de savoir scientifique que celle-ci pourrait engendrer, mais plutôt le degré d'accessibilité à l'événement réel qu'elle permet d'atteindre. Pour ce faire, dans une première partie, nous prêterons attention aux procédés récurrents dans l'activité de *vulgarisation* de la crise des *subprimes* et au cours d'une deuxième partie, nous étudierons le processus de *vulgarisation* de la crise de la dette publique. Cette analyse nous permettra d'identifier un modèle de transmission de l'information commun aux deux crises et propre au discours *économiquement correct*.

4.1. LA VULGARISATION DE LA CRISE DES SUBPRIMES

Nous allons examiner, dans cette première partie, comment le processus de *vulgarisation* de la crise des *subprimes* a été développé par les quotidiens analysés et quelles sont les connaissances transmises aux lecteurs suite à cette activité de diffusion de l'information économique concernant la crise. Nous essaierons ici d'établir si ce processus répond au principe que nous avons considéré propre à l'activité de *vulgarisation*, c'est-à-dire la responsabilité de transmettre des connaissances permettant au lecteur d'accéder à la compréhension de l'événement. Pour ce faire, nous analyserons, dans un premier paragraphe, le rôle des traits graphiques – identifiés à partir de notre « corpus » de référence – dans le processus de *vulgarisation* de la crise. Au cours d'un deuxième paragraphe, nous examinerons de quelle manière les principaux procédés métalinguistiques employés par la presse contribuent à la *vulgarisation* de la crise et nous analyserons, enfin, dans un troisième

^[128] Y. Jeanneret, « Des media, des sciences, des textes », in F. Cusin-Berche (éd.), *op.cit.*, p. 8.

paragraphe, l'efficacité des procédés de *vulgarisation* au niveau de la transmission des connaissances économiques.

4.1.1. Les traits graphiques

Les traits graphiques peuvent jouer un rôle important dans le processus de *vulgarisation* car ils sont porteurs de renseignements utiles à la compréhension de l'information économique. Avant de procéder, il convient tout de même de souligner que nous les analyserons séparément du contenu énonciatif qu'ils encadrent, en prêtant uniquement attention à la valeur qu'ils véhiculent par eux-mêmes. Cette précision faite, nous pouvons distinguer ces traits graphiques comme suit :

- Les guillemets et le style italique qui permettent d'encadrer une citation à travers une rupture syntaxique déterminant ce que J. Authier-Revuz désigne comme autonymie simple^[129] (exemple [1]) ou bien d'isoler un signe/syntaxme sans rupture syntaxique déterminant ce qu'elle désigne en tant que connotation autonymique^[130] (exemples de [2] à [7]).

[1] « À New York, Wall Street creusait aussi ses pertes, le Dow Jones perdant 1,09 % à 13 175,65 et le Nasdaq 1,37 %, mardi à 18 heures. “*Ce n'est pas choquant en soi*”, a commenté un responsable des ventes d'actions d'une banque européenne, cité par l'AFP, soulignant le fait que “*la volatilité du marché est encore trop élevée pour qu'on remonte durablement*”. » (*Le Monde*, 28/08/2007)

En [1], nous pouvons observer que dans une citation, à travers le recours au discours rapporté de l'expert ou d'un tiers, le journaliste emploie, en même temps, les guillemets pour délimiter typographiquement la citation et faciliter la lisibilité du texte, et l'italique pour souligner qu'il s'agit d'un discours rapporté, de la voix d'un autre. Dans ce cas, la

^[129] « Dans l'autonymie simple, l'hétérogénéité que constitue un fragment *mentionné*, parmi des éléments linguistiques dont il est fait usage, s'accompagne d'une rupture syntaxique. Le fragment cité dans le cadre d'un discours rapporté direct ou indirect introduit par un terme métalinguistique (le mot, l'expression, la formule “X”, nettement délimité dans le fil du discours, est montré comme objet ; il est extrait du fil énonciatif normal et renvoyé ailleurs : celui de l'autre acte d'énonciation (*Z a dit : “X”, l'expression de Z, “X”...*) ou, dans un geste métalinguistique au sens strict, celui de la langue (*le mot, le terme “X”*) », in J. Authier-Revuz, « Hétérogénéité(s) énonciative(s) », in *Langages*, 19^e année, n°73, 1984, p. 103.

^[130] « Dans le cas [...] de la connotation autonymique, le fragment mentionné est en même temps un fragment dont il est fait usage : c'est le cas de l'élément mis entre guillemets, en italique ou (parfois) glosé par une incise. Contrairement au cas précédent [autonymie simple], le fragment désigné comme autre est intégré au fil du discours, sans rupture syntaxique : de statut complexe, l'élément mentionné est inscrit dans la continuité syntaxique du discours en même temps que, par des marques qui ne sont pas redondantes, il est renvoyé à l'extérieur de celui-ci », in *ibid.*

fonction de ces traits graphiques est celle de marquer un changement au niveau de l'énonciation. Ce changement permet au journaliste, d'une part, de pourvoir d'autorité son énoncé en faisant intervenir la voix de l'expert et, d'autre part, de ne pas être considéré comme responsable du contenu qu'il présente, car il n'en est que le simple messenger, chargé d'informer le lecteur. Dans ce cas, l'information pragmatique véhiculée par les guillemets et l'italique – et non pas, par leur contenu, dont il n'est pas ici question – peut être considérée « légitimante » et « déresponsabilisante » et non pas explicative. Il nous paraît également important de mettre l'accent sur l'imprécision de la source (un responsable d'une banque) ; cette imprécision dénote l'inclination du journaliste à fixer l'intérêt sur la citation plutôt que sur les faits. À ce propos M. Mouillaud et J.-F. Tétu écrivent :

Suivant qu'il endosse des discours comme des informations ou, au contraire, qu'il en expose directement les sources, le journal oriente le regard du lecteur soit vers des faits soit vers des citations. Endosser un énoncé comme une information – sans l'affecter de sa source – c'est le légitimer comme un réel et, du même coup, véhiculer, s'ils existent, les intérêts que la supposée source a investi dans son discours^[131].

Ce qui nous porte à considérer ce type de recours aux traits graphiques inefficace du point de vue de l'activité de *vulgarisation*.

En revanche, dans les énoncés de [2] à [7], la fonction des guillemets et de l'italique est efficace dans un projet de *vulgarisation*.

- [2] « C'est ce qui aujourd'hui explique le **credit crunch**, c'est-à-dire le fait que les banques ont rendu les conditions de prêt beaucoup plus dures même pour les “bons” emprunteurs, et qui a de fortes chances de plonger les États-Unis dans la récession. » (*Libération*, 12/11/2007)
- [3] « Anche la Federal Reserve americana è tornata ad agire con un rifinanziamento “**overnight**” da due milioni di dollari che ha portato l'immissione totale di liquidità in tre giorni a 9,25 miliardi. » (*La Stampa*, 23/08/2007)
- [4] « Da settembre 2007 a oggi (con una pausa nei mesi dell’“**infarto**” Lehman fra agosto e novembre), la Immsi di Roberto Colaninno sale invece del 2,38% nella Piaggio che già controlla, comprando a prezzi sempre più bassi mentre la crisi avanza. » (*Il Corriere della Sera*, 15/01/2009)

^[131] M. Mouillaud, J.-F., Tétu, *Le journal quotidien*, Lyon, Presse Universitaire de Lyon, 1989, p. 131.

En [2], le recours à l'italique dans *credit crunch* dénote l'emploi d'un terme technique et les guillemets dans « bons » *emprunteurs* sous-entendent que le mot employé n'est pas le terme technique – qui pourrait être *solvable* – mais son équivalent dans la langue standard. En [3], les guillemets soulignent le recours à un technicisme emprunté à l'anglais. En [4], la mise entre guillemets marque le recours à un signe inadapté au contexte dans lequel il est utilisé ; cet emploi marque, à notre avis, la responsabilité du journaliste qui recourt à un terme connotativement fort. Ces deux exemples relèvent, comme nous l'avons déjà affirmé plus haut, de la connotation autonymique.

[5] « La Chine, premier créancier des États-Unis, s'inquiète de l'émission massive de billets verts : pour financer des déficits record en 2009, la Réserve fédérale américaine (Fed) va “**monétiser**” une partie de la dette publique, c'est-à-dire créer de la monnaie pour acheter 300 milliards de dollars (221 milliards d'euros) d'emprunts du Trésor. » (*Le Monde*, 30/03/2009)

[6] « Non siamo al grande massacro della nuova finanza, quella dei titoli derivati, tanto sofisticati da essere definiti “**esotici**”, che hanno cavalcato il boom dei mercati di questi anni. Ma, di sicuro, siamo alla grande paura. » (*La Repubblica*, 10/08/2007)

En [5], les guillemets se prêtent à deux interprétations ; d'une part, ces traits graphiques pourraient être considérés comme un moyen employé par le journaliste afin d'annoncer au lecteur l'appartenance du terme *monétiser* au langage spécialisé (fonction identique à l'italique de *credit crunch*, en [2] et relevant de la connotation autonymique, au sens que nous avons expliqué ci-dessous). D'autre part, ils pourraient dénoter une modalisation autonymique du journaliste qui prend ses distances vis-à-vis du terme. Dans ce deuxième cas, les guillemets sont chargés d'une fonction de modalisation, car le journaliste atteste une attitude critique à l'égard de son énoncé. En d'autres termes, les guillemets pourraient signifier ici : « je recours à ce terme, mais je ne pense pas que *monétiser* soit un terme approprié lorsque l'objet à transformer en monnaie n'a aucune valeur ». En [6], les guillemets indiquent – de la même manière que « monétiser » en [5] – une « distanciation ironique »^[132] par rapport au signe auquel le journaliste recourt ; les guillemets, dans ce cas, permettent au journaliste de proposer un commentaire implicite, de donner son opinion par rapport à la question traitée.

Il convient, cependant, de distinguer les exemples [2], [3] et [4] des autres ; en effet, dans les premiers – qui permettent d'isoler un signe/syntaxe en tant qu'étranger à une langue donnée (*credit crunch* et « overnight »), au langage standard (« bons ») ou bien

^[132] G. Komur, « Que se cache-t-il sous les guillemets dans la presse écrite française ? », in *Synergies Pologne*, n°6 – 2009, pp. 69-78.

au contexte d'énonciation (« infarto »^[133]) – la connotation autonymique pourrait être définie « conventionnelle ». En revanche, dans les autres énoncés, celle-ci pourrait être considérée « distanciante » car le journaliste paraît prendre ses distances par rapport à l'énoncé formulé. Nous pourrions reprendre la terminologie de Jacqueline Authier-Revuz – qui recourt indifféremment aux syntagmes *connotation autonymique* et *modalisation autonymique* – et attribuer à la première typologie d'exemples la terminologie *connotation autonymique* et à la deuxième typologie d'exemples celle de *modalisation autonymique*. En ce sens, la connotation autonymique se caractériserait par la spécificité propre au segment mentionné d'avoir déjà été mentionné auparavant, d'appartenir à la catégorie du déjà-dit et du déjà-entendu et d'être ainsi susceptible de renvoyer à une connotation devenue usuelle ou conventionnelle pour une majorité de lecteurs. En revanche, la modalisation autonymique ne se caractériserait plus par la connotation à laquelle le segment mentionné – suite à sa présence dans les discours déjà formulés – peut renvoyer, mais plutôt au désir du locuteur de modaliser – la distanciation est, à notre avis, une forme de modalisation – pour maintes raisons, son discours. Dans un tel contexte, à notre avis, la première est une parole hétérogène – ou la parole du « non-un », comme la désigne Authier-Revuz – dont l'énonciateur s'approprie ; elle est donc une parole qui englobe le « un », elle est la parole du « un + non-un ». La deuxième, en revanche, est une réfutation, une résistance à la parole du « non-un » ; celle-ci est, pour nous, l'expression d'une singularité, d'un « un » qui maîtrise la parole hétérogène, mais qui ne s'en approprie pas. En d'autres termes, dans le premier cas, il y aura une coïncidence entre la parole de l'énonciateur et la parole des autres, alors que dans le deuxième il y aura une différenciation générée du fait que celui-ci ne la considère pas comme propre.

[7] « Les valeurs immobilières étaient en revanche chahutées des deux côtés de l'Atlantique. Aux États-Unis, deux importants **hedge funds** de Bear Stearns, embarqués dans la crise de secteur des prêts immobiliers à risque, ces fameux *subprime loans*, se trouvent menacés de débâcle. Une nouvelle qui fait craindre que la crise de l'immobilier outre-Atlantique ne se propage aux marchés financiers. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)

En [7], le recours à l'italique dans *subprime loans* pourrait être interprété comme un fait de modalisation autonymique et non pas comme une marque de technicité (cf. *credit crunch* en [2]). Nous pourrions en effet supposer qu'ici l'italique signale, de manière

^[133] Traduc. : « infarctus »

ironique^[134], la réticence du journaliste à recourir à cette désignation. Cette interprétation s'appuie sur la considération que le journaliste ne recourt ni aux guillemets ni à l'italique lorsqu'il emploie *hedge funds* qui, tout comme *subprime loans*, appartient à la catégorie des termes de spécialité issus d'une langue étrangère. Nous tenons, tout de même, à souligner qu'il ne s'agit que d'une hypothèse d'interprétation et que seul le journaliste pourrait l'éclaircir. Cette considération, nous permet de mettre en avant l'importance et la difficulté du travail interprétatif sous-jacent à l'usage de ces marques typographiques qui peuvent comporter la mobilisation de connaissances externes au contexte discursif. En d'autres termes, ces traits typographiques ne sont pas nécessairement un atout pour le lecteur qui ne pourra en reconnaître la valeur que de manière aléatoire et suite à un processus d'interprétation parfois complexe.

Nous terminerons ce premier paragraphe en exprimant un avis mitigé quant à l'efficacité de ces traits graphiques dans l'activité de *vulgarisation* car si, d'une part, le recours à ceux-ci ajoute des éléments pouvant aider le lecteur dans le processus d'interprétation de l'information proposée, d'autre part, ces outils passent nécessairement par un processus d'interprétation qui n'est pas toujours facile et qui pourrait être évité à travers le recours à des traits typographiques moins ambigus (parenthèses, par exemple). Compte tenu de ces considérations, l'efficacité de ces marques typographiques dans l'activité de *vulgarisation*, est, à notre avis, incertaine. À ce propos, nous proposons un extrait tiré d'un écrit de J. Authier-Revuz :

La représentation opacifiante, par *X* [l'italique] ou “*X*” [les guillemets] de l'énonciation de *X* [le passage en italique ou entre guillemets], qui en suspend l'évidence, fait de cet élément “une manière de dire”, relative, particulière, mais renvoie toute entière du côté de l'interprétation, en discours, la spécification de cette “particularité”.

Autrement dit, le je dis *X*' dont le signal est porteur constitue le *X* énoncé en objet du dire, l'arrachant ainsi au statut transparent des éléments voisins, mais, à la différence des formes verbales, qui énoncent “quelque chose” à propos du fait représenté – le dire de l'élément *X* –, le signal ne dit “rien” d'autre que le fait de l'énonciation de l'élément *X*, pur redoublement de celle-ci par son reflet ; mais c'est cette neutralité même qui – forme particulière de tautologie, si l'on veut, constituant à dire un élément et à signaler, seulement, à son sujet, qu'on est en train de le dire – ouvre sur “autre chose”, un complément, un commentaire, non dit, mais nécessaire ; paradoxalement, par rapport à la simple énonciation du signe standard, ce qu'ajoute sa représentation par le moyen du signal, c'est une sorte de manque, de creux à combler interprétativement, un “appel de glose” si l'on veut^[135].

^[134] Recours à l'adjectif *fameux*.

^[135] J. Authier-Revuz, *Ces mots qui ne vont pas de soi : Boucles réflexives et non-coïncidence du dire*, Paris, Larousse, 1995, p. 36.

- Les parenthèses ou les tirets par lesquels le journaliste isole les explications ou les commentaires qu'il juge importants afin d'apporter au lecteur des connaissances dont il pourrait manquer. Ces signes graphiques, se substituant aux signes linguistiques, jouent un rôle important dans l'activité de *vulgarisation* car ils améliorent la lisibilité, et permettent « au journaliste de s'adresser à des publics multiples, notamment aux non-spécialistes sans alourdir le texte »^[136]. En d'autres termes, les parenthèses et les tirets répondent à un principe d'économie linguistique, et même s'il est vrai que ceci est, en partie, dicté par des exigences d'espace du support, il est également vrai que ces traits graphiques facilitent la recevabilité de l'information de la part du lecteur. Il est possible, d'après nous, de différencier trois sortes de parenthèses et tirets par rapport au type de substitution qui les caractérise. Nous les distinguerons en parenthèses qui remplacent :



Un marqueur de reformulation dont le but est explicatif (cf. 4.1.2.)

- [8] « Elle pourrait en effet ne pas se limiter aux fonds spéculatifs ("*hedge funds*"), mais toucher aussi ceux de capital-risque ou d'investissement, accusés d'avoir amplifié la crise financière en encourageant la spéculation. » (*Le Monde*, 14/09/2010)
- [9] « La veille, le taux des emprunts d'État espagnols avait encore flambé : l'écart de taux (*spread*) entre les obligations espagnoles et le Bund allemand avait battu des records, atteignant les 300 points de base (3 %) » (*Le Monde*, 02/12/2010)
- [10] « De grandes banques européennes se sont engagées sur le marché immobilier américain via, souvent, des LBO [*Leverage Buy Out, le rachat d'entreprises à crédit, ndlr*] » (*Libération*, 10/08/2007)
- [11] « Intanto alla Borsa di Francoforte il titolo Volkswagen ha fatto un balzo del 40%, per ragioni ancora sconosciute. "Deve essere un immenso short-squeeze (*ricoperture di scoperto ndr*)". » (*Il Corriere della Sera*, 07/10/2008)
- [12] « In Italia, insomma, non risulta nulla che assomigli alle insolvenze americane sui mutui subprime. Chi ha contratto debiti li paga. Sul totale degli impieghi le "sofferenze" (**prestiti con difficoltà nella restituzione**) dovrebbero risultare in discesa, sotto l'1,2% a fine 2007 contro l'1,3% del 2006. » (*La Stampa*, 17/01/2008)



Un marqueur de point de vue

^[136] I. Behr, D. Hentschel, M. Kauffmann, A. Kern (éd.), *Langue, économie, entreprise. Le travail des mots*, Paris, Presse Sorbonne Nouvelle, 2007 p. 166.

- [13] « La Fed a baissé son taux d'intérêt directeur à deux reprises récemment, sans effet. Une autre réduction, craignent les experts, pourrait augmenter l'inflation (**à l'heure actuelle minime**), et accroître le risque d'une récession. Un péril accru par le fait que l'impact de la crise du crédit est désormais perceptible dans la consommation, moteur de l'économie américaine. » (*Libération*, 22/11/2007)
- [14] « Ce business des subprimes a connu un essor sans précédent depuis cinq ans. Pour atteindre, selon la banque JP Morgan (**une évaluation parmi d'autres, la transparence n'étant pas de mise**) 805 milliards de dollars en 2006, soit près de 20 % des crédits immobiliers, contre 5 % cinq ans plus tôt. » (*Libération*, 03/08/2007)
- [15] « È assurdo che Italia, Francia, Inghilterra e Germania vi occupino ciascuno una sedia (**sarebbe più logico un unico rappresentante europeo**) mentre indiani e cinesi non ne fanno parte. Perché si assumano le loro responsabilità bisogna prendere atto che il loro peso è mutato. » (*La Repubblica*, 08/11/2007)
- [16] « Intanto la crisi di oggi e quella del '29 cominciano allo stesso modo: una gigantesca bolla immobiliare, mutui facili, esposizione di istituti bancari specializzati in questo settore, fame di case concentrata soprattutto in California e in Florida, emissione di azioni da parte di società-fantasma, cieca fiducia dei risparmiatori, rifinanziamenti a breve da parte del sistema bancario, interventi (**inutili**) della Banca centrale e delle principali istituzioni finanziarie, in particolare le banche d'affari che facevano allora capo ai Rockefeller, ai Morgan, ai Rothschild. » (*La Repubblica*, 12/08/2007)

Dans les exemples proposés, les parenthèses remplacent des incises telles que *à mon avis, d'après moi, que je considère*. Ce remplacement permet de dissimuler la modalisation du journaliste à l'égard de son énoncé, de manière à ne pas rendre manifeste une marque de subjectivité – son opinion par rapport au niveau modique de l'inflation en [13], sa critique par rapport au manque de transparence en [14], sa précision polémique en [15] et, pour finir, son opinion concernant l'efficacité des interventions de la BCE en [16] – dans un texte qui se doit d'apparaître le plus objectif possible.



Une subordonnée

- [17] « Un'opera di sostegno, quindi, che cammina su un doppio binario: agli stimoli fiscali che Bush annuncerà (**che dovrebbe avere un valore compreso tra 50 miliardi e 150 miliardi di dollari**) si affiancherà, come ha spiegato lo stesso Bernanke nell'audizione al cospetto della Commissione di bilancio della Camera, un ulteriore taglio dei tassi d'interesse. » (*Il Corriere della Sera*, 17/01/2008)

Dans ces cas, la mise entre parenthèses permet une plus grande fluidité rédactionnelle et, par conséquent, une plus grande facilité de lecture.

4.1.2. Les procédés métalinguistiques

Après avoir prêté attention à la fonction des signes graphiques, nous prêterons attention aux procédés métalinguistiques récurrents dans le processus de *vulgarisation* de la culture économique. Il s'agit de procédés de reformulation marquant l'équivalence sémantique entre deux termes/expressions et pouvant être distingués comme suit :

- Connecteurs de reformulation se présentant sous forme de marqueurs de reformulation (*c'est-à-dire, en d'autres termes, autrement dit, à savoir*) et de marqueurs de clôture (*en résumé, somme tout, en somme*) ou bien sous forme de verbes métalinguistiques (*signifier, désigner, nommer, appeler*). Nous différencierons, ci-dessous, ces deux catégories de connecteurs par rapport à la manière dont ils marquent la reformulation :

✚ Connecteurs « à reformulation fidèle », à savoir les verbes métalinguistiques. Ce type de connecteurs est, généralement, employé par le journaliste afin de traduire un terme technique issu d'une langue étrangère ou bien afin de marquer l'équivalence ou, plus précisément, la semi-équivalence entre un signe de la langue standard et un terme spécialisé. Dans ce cas, nous avons pu remarquer une reformulation « objective » de la part du journaliste dont la visée didactique est plutôt tournée vers la lexicologique.

✚ Connecteurs « à reformulation personnelle », à savoir les marqueurs de reformulation et les marqueurs de clôture. Ce type de connecteurs laisse une plus grande liberté au journaliste.

Afin de mieux comprendre cette différenciation, observons ces exemples :

[1] « Attirés par la perspective de gagner rapidement de l'argent en achetant des titres adossés à des prêts hypothécaires consentis à des ménages financièrement fragiles, **dits** “*subprime*”, des fonds d'investissements se sont précipités sur ce marché. » (*Libération*, 09/08/2007)

- [2] « Giovedì sera a Wall Street gli indici hanno chiuso in netto calo, condizionati dal timore che il mercato dei mutui immobiliari meno garantiti (**i cosiddetti** “subprime”) possa provocare una profonda crisi finanziaria. » (*Il Corriere della Sera*, 27/07/2007)
- [3] « En l'espace de six mois, la planète finance a découvert la crise des subprimes, **c'est-à-dire** des crédits immobiliers usuraires pratiqués outre-Atlantique. » (*Le Figaro*, 29/01/2008)
- [4] « Sarà un caso ma dovunque vai l'argomento numero uno è sempre quello dei mutui subprime, **cioè** di quella specie di scandalo scoppiato la scorsa estate in America. » (*La Repubblica*, 07/10/2007)
- [5] « C'est ce qui aujourd'hui explique le *credit crunch*, **c'est-à-dire** le fait que les banques ont rendu les conditions de prêt beaucoup plus dures même pour les “bons” emprunteurs, et qui a de fortes chances de plonger les États-Unis dans la récession. » (*Libération*, 12/11/2007)
- [6] « Riuscirà l'Italia, presidente di turno del G8 per tutto il 2009, a frenare uno dei rischi maggiori del momento, **cioè** lo strapotere che stanno riprendendo gli Stati rispetto all'economia e alla finanza? » (*Il Corriere della Sera*, 28/01/2009)

En [1] et [2], le recours au verbe *dire* et à l'adjectif *cosiddetti* (« appelés ») laisse sous-entendre que ce sont les experts, les économistes à définir les *subprimes* en tant que « prêts hypothécaires consentis à des ménages financièrement fragiles ». Cette valeur pragmatique dont le connecteur est chargé, semble imposer une reformulation plus stricte de la part du journaliste par rapport à [3] et [4]. En effet, en [3] et [4] les connecteurs *c'est-à-dire* et *cioè* ont une portée pragmatique différente et signalent tout simplement qu'il y aura une précision de la part du journaliste à l'égard du contenu de son énoncé. En d'autres termes, *dits* et *cosiddetti* présupposent un sujet collectif (ils) alors que *c'est-à-dire* et *cioè* généralement présupposent un sujet singulier (je). En [3], nous pouvons remarquer que la reformulation définit les *subprimes* en tant que crédits usuraires. Il y a donc ici une connotation péjorative dont le terme technique est dépourvu. Dans ce cas, il y a une perte de l'objectivité scientifique, mais le processus de *vulgarisation* est efficace. Ici, en effet, le journaliste souligne l'irresponsabilité/malhonneté des banques qui demandent des taux de remboursement usuraires. Également péjorative la connotation de *subprime* en [4] où la crise des *subprimes* est définie comme un scandale (même si le déterminant *specie* (une sorte de) atténue l'information véhiculée par le substantif *scandalo*). En [1] et [2], la portée du geste est nuancée, la reformulation est plus « objective », mais moins efficace du point de vue de la *vulgarisation* car il n'y a aucun renvoi aux taux de remboursement de

ces crédits. Dans ce cas, le journaliste attire l'attention sur le fait que les familles ont un faible revenu alors qu'en [3], l'attention est portée sur le fait que le vrai problème sont les taux usuraires et en [4] sur le caractère méprisable de cette démarche. En [5] et [6], tout comme en [3] et [4], on remarque à nouveau une connotation péjorative, donnée à travers la reformulation du terme technique, *credit crunch*. Connotation qui souligne le point de vue opposé du journaliste ou du journal au *raisonnement de crédit*. Dans ce cas, la reformulation permet au lecteur d'acquérir un terme technique (le *credit crunch* est considéré comme « le fait que les banques ont rendu les conditions de prêt beaucoup plus dures ») et, en même temps, d'inférer que le *credit crunch* pourrait ne pas être une solution efficace contre la crise, car il pourrait engendrer une récession (« même pour les “bons” emprunteurs », « qui a de fortes chances de plonger les États-Unis dans la récession »). Ici, la reformulation du journaliste, malgré l'efficacité du point de vue de l'acquisition terminologique, néglige le contexte dans lequel le *credit crunch* intervient – à savoir le fait que la crise a été déclenchée par l'élargissement des conditions d'accès au crédit qui a amené à l'augmentation du niveau d'endettement des ménages américains et a engendré une croissance fictive, bâtie sur la dette – et, par conséquent, l'interprétation de l'événement réel, véhiculée par le processus de *vulgarisation*, pourrait être imprécise. Il nous semble retrouver la même imprécision en [6] où le journaliste donne au lecteur une information tendancieuse – dénotant une évidente opposition du journaliste à l'interventionnisme étatique dans la finance et l'économie – en identifiant le très grand pouvoir (*strapotere*) de l'État sur la finance et l'économie comme l'un des plus grands risques de l'Italie.

- L'anaphore qui permet de reformuler une idée, de définir un terme technique tout en garantissant la cohésion du texte. La reformulation par anaphore – où la relation entre le reformulant et le reformulé n'est pas explicite – est moins directe par rapport aux autres types car elle comporte une ou plusieurs inférences. Observons les exemples :

[7] « C'est la prise de conscience par les acteurs financiers des difficultés réelles du marché immobilier américain des **subprimes, ces crédits accordés aux ménages modestes**, plus importantes que ce qu'ils croyaient. » (*Le Figaro*, 07/09/2007)

- [8] « Les valeurs immobilières étaient en revanche chahutées des deux côtés de l'Atlantique. Aux États-Unis, deux importants hedge funds de Bear Stearns, embarqués dans la crise de secteur **des prêts immobiliers à risque, ces fameux subprime loans**, se trouvent menacés de débâcle. Une nouvelle qui fait craindre que la crise de l'immobilier outre-Atlantique ne se propage aux marchés financiers. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)

En [7] et [8], l'équivalence – marquée par le déterminant démonstratif – entre anaphorisé et anaphorisant est plutôt simple à établir, d'une part grâce à l'incise qui la met en relief de manière plutôt claire et d'autre part, grâce à l'interdiscours.

- [9] « Ces dernières semaines, de plus, les marchés financiers ont été préoccupés par la déconfiture du secteur des “**subprime mortgage**”, **le crédit hypothécaire à risques**, qui a représenté 13,6 % du crédit immobilier accordé en 2006. **Ces crédits** ont un taux d'intérêt variable mais très élevé - de 4 à 5 points supérieur au taux normal. **Ils** sont aussi souvent qualifiés d'“exotiques” car ils comportent des clauses inhabituelles et dangereuses, comme la désormais célèbre “2-28” : deux ans de remboursements très faibles, avant un coup de massue de... 28 ans ! » (*Le Monde*, 03/04/2007)

Les mêmes remarques exprimées en [8] sont valables pour l'énoncé [9] où, différemment des exemples précédents, l'équivalence est marquée par le déterminant défini. On remarquera la présence dans cet exemple de deux autres reprises anaphoriques – la première marquée, à nouveau par un déterminant démonstratif (« ces crédits ») et la deuxième par un pronom – dont l'interprétation nous paraît également simple.

- [10] « In aggiunta, il Tesoro ha preso due altre misure eccezionali. La prima è stata mettere a disposizione una somma da 50 miliardi per garantire i sottoscrittori di **money market funds**, dopo i due primi casi di chiusura, che non perderanno un centesimo del capitale depositato: **i “fondi correnti”**, che hanno un valore complessivo di 3.400 miliardi di dollari, sono l'alternativa “gestita” dei normali conti correnti bancari e una fuga dei depositanti avrebbe paralizzato l'economia. » (*La Stampa*, 22/08/2008)

En [10], l'équivalence peut être recherchée, d'une part, dans les éléments du cotexte – la reprise du même signe (*fondi* à la place de *funds*) même si les deux occurrences sont issues de deux langues différentes – et dans les éléments du contexte extralinguistique (connaissances encyclopédique). Il nous paraît, cependant, que dans cet exemple, l'interprétation soit moins évidente par rapport aux autres exemples, où l'anaphorisé est contigu à l'anaphorisant et marqué, comme nous l'avons déjà dit, par une incise. Ici, en revanche, il n'y a pas d'éléments typographiques facilitant la lisibilité du texte.

Compte tenu de ces remarques, la reprise anaphorique nous paraît être dans les trois premiers énoncés – où l'équivalence est marquée par un déterminant démonstratif placé en incise, immédiatement après l'anaphorisé – un procédé efficace de *vulgarisation*. En revanche, son efficacité est redoutable dans le dernier exemple, où seulement le savoir encyclopédique peut assurer le lecteur de la pertinence de son inférence.

- Les formes idiomatiques et la phraséologie savante. Les premières, qui font partie du savoir partagé par les locuteurs natifs, « permettent de transmettre des informations banalisées à travers un langage qui n'est quasiment jamais obscur pour le natif » ^[137]. La deuxième suppose des connaissances préalables, sans lesquelles le lecteur ne pourra pas saisir l'information.

[11] « L'immobilier américain semble toujours cristalliser bon nombre d'inquiétudes. Les grandes places boursières mondiales ont en effet **plongé** un peu plus **le nez** hier à l'annonce d'un nouveau recul des mises en chantier de logements aux États-Unis pourtant parfaitement anticipé par les analystes. » (*Le Figaro*, 20/06/2007)

[12] « Cela ne lui évite pas de se voir **prise le doigt dans le pot de confiture** de la bulle de l'immobilier américain. Ni de se faire toiser avec condescendance par la tribu des Goldman Sachs, Morgan Stanley, Lehman Brothers, voire la Deutsche Bank, qui, si elles sont parvenues à éviter les cahots du subprime, ont **pris de plein fouet**, par ricochet, la crise des financements LBO et CDO. » (*Le Figaro*, 02/10/2007)

[13] « Il ministro dell'Economia parla anche del futuro. “La soluzione è **separare il grano dal loglio**. Bisogna salvare famiglie, risparmiatori e industrie. Se qualcuno ha speculato troppo, pazienza”. Nessun accenno sull'immediato: “Il 2009? È l'anno che viene dopo il 2008. Io non mi occupo di astrologia”. » (*Il Corriere della Sera*, 09/01/2009)

En [11], le locuteur peut facilement interpréter le syntagme figé *plonger le nez* comme un coréférent discursif du verbe *effondrer*. En [12], les formes idiomatiques *être pris les doigts dans la confiture* et *être pris de plein fouet* sont tout aussi faciles à interpréter, la première remplaçant le syntagme *être en flagrant délit* et la deuxième l'adverbe *violemment*. En [13] également, l'interprétation de l'expression idiomatique *separare il grano dal loglio* – séparer le bon grain de l'ivraie – est aisée pour le locuteur italien. Dans ces trois exemples, l'activité de *vulgarisation* ne s'appuie pas sur la transmission du savoir économique au sens strict (terminologie, culture économique), mais plutôt sur la volonté de rendre la narration de l'événement plaisante et compréhensible.

^[137] M.-B. Vittoz, *Les locutions en discours. Vers un inventaire de formes idiomatiques dans la langue des affaires Français-Italien*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 2005, p. 11.

- [14] « C'est avec ce type de système, qui repose sur un jeu d'accords, qu'on ouvre la porte à l'arrivée en Europe d'un fonds des îles Caïmans qui n'aura jamais été contrôlé directement par l'Union européenne. Et là, le danger c'est de devenir le **cheval de Troie** des fonds offshore ! » (*Le Figaro*, 27/04/2009)
- [15] « Les semaines se suivent et se ressemblent sur les places financières. Celles-ci continuent d'afficher la schizophrénie que nous évoquions la semaine dernière (nos éditions du 14 Juillet). Le "**Mister Hyde**" des marchés d'actions est à chercher du côté de l'immobilier américain. Il revêt plus spécialement les habits du marché de crédit hypothécaire le plus risqué, le "subprime". » (*Le Figaro*, 21/07/2007)
- [16] « Le mosse della Fed non sono bastate ad arginare la bufera. Il contagio è continuato, complice un mercato dove nessuno si fida più a prestar soldi e i contanti sono merce rarissima. Bear Stearns e il fondo Carlyle Capital sono vittime secondarie della **Caporetto subprime**. La banca d'affari, appena entrata in difficoltà, non è riuscita a trovare i mezzi per affrontare l'emergenza; fino al salvataggio di Jp Morgan. » (*La Repubblica*, 18/03/2008)

En [14], [15] et [16], la phraséologie peut ne pas être si évidente pour le locuteur qui, pour l'interpréter, doit posséder un certain bagage culturel – à savoir avoir lu Homère et Stevenson et connaître suffisamment l'histoire de la Première Guerre Mondiale pour savoir que la défaite de Caporetto est considérée comme la pire défaite de l'armée italienne. Similairement à [11], [12] et [13], la phraséologie a pour but de présenter les événements de manière agréable, mais, contrairement aux trois autres exemples ici la communication pourrait échouer faute d'un manque de connaissances qui empêchent le lecteur d'inférer le message implicite.

- Les figures de rhétorique telles que la métaphore cognitive, la comparaison, l'analogie, l'hyperbole qui ont généralement un but didactique et informatif

- [17] « La crise financière des subprimes, **c'est un peu comme une crue. Quand des digues lâchent, elles emportent tout.** Même les banques françaises. » (*Libération*, 21/12/2007)
- [18] « Il **virus** che covava da mesi all'interno del mercato dei mutui non primari americani si è manifestato ieri anche in Europa coinvolgendo poi i mercati dei capitali di tutto il mondo. » (*La Stampa*, 10/08/2007)

En [17], l'analogie entre la « crise des subprimes » et « une crue emportant tout au moment où les digues lâchent », permet au lecteur de se faire une idée très précise à propos de l'intensité de la crise financière. Le même résultat est obtenu en [18] à travers l'analogie entre la crise et un virus. Ici, l'activité de *vulgarisation* peut être considérée comme efficace.

[19] « Nous ne voulons pas devenir une seconde Islande », s'inquiète une journaliste de télévision, faisant allusion au **tsunami** financier qui a submergé l'île aux geysers. » (*Le Figaro*, 15/01/2009)

[20] « Intanto sono entrate nel **ciclone-mutui** le società di buyout, che fanno ricorso a prestiti per finanziare acquisizioni: ieri, alla Borsa di Amsterdam, il titolo Kkr Private Equity Investors è arrivato a perdere il 9,5% e il giorno precedente un'altra società del gruppo, la Kkr Financial Holdings, aveva visto la sua capitalizzazione assottigliarsi di un terzo. » (*La Stampa*, 17/08/2007)

En [19] et [20], le lexique de la crise est remplacé par celui de la catastrophe naturelle et ici aussi la *vulgarisation* nous paraît efficace car cette reformulation hyperbolique permet au lecteur de se rendre aisément compte de la gravité de la crise financière. Il est cependant important de souligner que le recours à ce type de reformulants agit en tant que « déresponsabilisateur » ; ici on souligne la fatalité de la crise qui, comme un tsunami ou bien une tornade, n'est ni prévisible ni évitable.

- Hyponymie et hyperonymie. La première, efficace du point de vue de l'activité de *vulgarisation*, donne au lecteur des informations spécifiques. Au contraire, la deuxième présente les informations de manière générique et comporte ainsi un manque de précision.

[21] « L'annonce de BNP Paribas montre que “**le problème des subprime** va prendre plus de temps qu'attendu avant de se dissiper. Il ne faudra pas quelques jours ou quelques semaines, mais des mois avant de connaître son impact total”, a expliqué Owen Fitzpatrick, analyste de la Deutsche Bank. » (*Le Figaro*, 10/08/2007)

[22] « Nel complesso, comunque, la maggior parte degli analisti è concorde nel sostenere che Ubs si è mossa con maggiore incisività, rispetto a istituti americani come Merrill Lynch, nell'affrontare **il problema dei mutui**. » (*Il Corriere della Sera*, 01/11/2007)

En [21] et [22], la reformulation par hyperonyme ne semble pas répondre de manière efficace aux buts de l'activité de *vulgarisation*. En effet, le recours à un hyperonyme, renvoyant à un référent générique (*problème*) à la place d'un hyponyme, renvoyant à un référent spécifique (*crise*), peut causer une certaine ambiguïté sémantique, due à une extension^[138] élevée et une intension^[139] réduite de l'hyperonyme par rapport à l'hyponyme.

^[138] « Concept d'origine logique utilisé dans la description sémantique pour désigner l'ensemble des entités qui constituent la *dénotation* d'un terme (nom ou expression nominale) au niveau de la langue, ou bien l'ensemble auquel *réfère* un terme dans un univers de discours donné au niveau de l'énoncé », in M. Arrivé, F. Gadet, M. Galmiche, *op. cit.*

- Euphémisme. La reformulation par euphémisme paraît contradictoire par rapport à la fonction métalinguistique propre à l'activité de *vulgarisation* car elle ne porte pas sur l'équivalence référentielle entre le contenu du discours spécialisé et celui du discours *vulgarisé*. Cela est dû au fait qu'un signe euphémique renvoie à un référent différent de celui auquel le terme spécialisé renvoie. En économie, par exemple, une *récession* n'est pas ce que par SPE on définit un *ralentissement économique*. Contrairement à d'autres procédés rhétoriques (la métaphore, la comparaison, l'analogie, etc.) récurrents dans l'activité de *vulgarisation* de l'économie, l'euphémisme ne recouvre pas une fonction didactique et informative. L'euphémisme est, en effet, la figure du « non-dit », du « dire moins », alors que pour divulguer des connaissances spécialisées, il faut les expliciter de façon claire, il faut donner des moyens précis et instantanés qui permettent de décoder un langage spécialisé. Ce procédé ne semble donc pas posséder les caractéristiques nécessaires pour rendre accessible le savoir économique aux non-initiés ; au contraire, il peut parfois amener le lecteur à juger les réalités économiques de manière inexacte. Cela est dû au fait que l'euphémisme permet de présenter la matière économique non seulement avec une forme (signifiant) différente, mais avec une valeur (signifié) et, par conséquent, un référent différents. Ce procédé ne comporte donc pas seulement « un affaiblissement de la portée informative des énoncés »^[140], mais aussi et surtout l'accès à une information inexacte, à un savoir non seulement partiel, mais incorrect car il nuit, de façon plus ou moins volontaire, à la clarté de l'énoncé.

4.1.3. Les acquis de la *vulgarisation* de la crise

Si d'un point de vue économique – que nous ne remettons pas en cause par manque de compétences en matière économique, d'une part, et parce que cela n'est pas pertinent ni intéressant, dans le cadre de notre recherche – la crise des « subprimes » a été définie, par les « experts », comme la pire des crises depuis la dépression des années 29, d'un point de vue discursif, celle-ci ne nous semble pas véritablement s'écarter des autres crises. Il s'agit, en effet, d'une crise qui, comme tant d'autres, pointe du doigt les « spéculateurs », mais défend le système, qui transforme les coupables en victimes et ne fait pas véritablement allusion aux

^[139] « Concept emprunté à la logique équivalent à celui de *compréhension*. L'intensité désigne l'ensemble des propriétés sémantiquement pertinentes (ou traits distinctifs) d'une unité lexicale, qui permettent de la distinguer de l'ensemble des autres unités appartenant à la même catégorie syntaxique », in *ibid.*

^[140] M. Bonhomme, *Pragmatique des figures du discours*, Paris, Champion, 2005, p. 243.

vraies victimes, qui provoque le scandale et fait surgir les faux moralisateurs ; qui ne laisse pas de place au débat hétérogène et aux analyses constructives, mais à un seul et unique dogme qui existe au-dessus de toute discussion. Si nous nous plaçons donc du côté du lecteur non-spécialiste – et nous le sommes d’ailleurs – nous nous trouvons face à un type d’information qui, très habilement, nous présente l’orientation économique dominante, à savoir l’orientation néolibérale, à travers une analyse aléatoire et à sens unique de la crise. Suite à cette considération et après avoir examiné les procédés graphiques et métalinguistiques de *vulgarisation* récurrents dans la presse analysée, nous voulons prêter attention aux principaux procédés discursifs récurrents dans l’activité de *vulgarisation* ainsi qu’à leur rôle dans la transmission d’un savoir issu du domaine économique. Nous soulignerons ici la faiblesse de l’activité de *vulgarisation* effectuée par la presse et nous émettrons l’hypothèse que celle-ci n’est pas vouée à la transmission de données instructives et réellement profitables à la compréhension des événements et à l’acquis de vraies connaissances autour de la crise, mais plutôt à l’endoctrinement au néolibéralisme économique.

4.1.3.1. Les acquis lexicaux : la vulgarisation du vocabulaire de la crise

Suite à l’activité de diffusion accomplie par la presse, le lecteur a eu accès à un ensemble de notions nouvelles issues du milieu économique et financier ; nous proposons donc d’observer de quelle manière cette diffusion a été conduite par les quotidiens considérés. À travers l’analyse de notre « corpus », nous avons observé que l’activité de *vulgarisation* lexicale s’est concentrée sur un ensemble de termes spécialisés, liés à la crise financière, dont les plus récurrents sont les termes *subprime*, *titrisation*, *monolines*, *rating* et *swaps*, les sigles *ABS*, *CDO*, *LBO*, *Sicav*, *SPV* et les composés lexicaux *hedge funds*, *credit crunch*, *assouplissement monétaire* et *véhicules spéciaux*. Le terme *subprime* est, bien évidemment, celui qui compte le plus grand nombre d’occurrences et il est explicité, dans la majorité des occurrences, par une définition. Nous avons cependant pu observer une certaine ambiguïté autour de l’explicitation du signifié ; en effet, nous avons constaté une incohérence sémantique qui s’exprime à travers le recours à une définition homogène exprimant trois notions hétérogènes et qui, par conséquent, détermine une confusion au niveau de concepts différents, désignés indistinctement. Comme nous pouvons le remarquer en observant les exemples de [1] à [9], la presse française analysée ne s’arrête pas sur la distinction entre *subprime*, *subprime loans* et *subprime mortgages*. En réalité, le terme *subprime* désigne une catégorie d’emprunteurs non-

prime, c'est-à-dire classés à l'intérieur d'une catégorie de risque d'impayé supérieure à celle des emprunteurs *primes*, les plus sûrs pour les crédateurs. Le composé lexical *subprime loans* désigne les prêts octroyés aux emprunteurs *subprime* et, pour finir, le composé *subprime mortgages* désigne les prêts hypothécaires octroyés aux *subprimes*.

- [1] « L'une après l'autre, les entreprises américaines spécialisées dans le “**subprime**”, les **crédits immobiliers à risque**, ferment boutique. » (*Libération*, 4/08/2007)
- [2] « Cette déclaration a relancé les craintes d'extension au secteur financier de la crise immobilière, provoquée au départ par les difficultés de ménages ayant contracté des **crédits hypothécaires à risque** (“**subprime mortgages**”). » (*Libération*, 01/08/2007)
- [3] « Le boulet de l'économie mondiale a un nom : “**subprime loans**”. Ce marché des **prêts immobiliers à risque** consentis aux emprunteurs les moins solvables. » (*Libération*, 03/08/2007)

Dans *Libération*, l'ambiguïté sémantique est limitée aux concepts de *subprime* et *subprime loans*. En revanche, la définition de *subprime mortgages* est précise et permet de distinguer cette notion des deux autres.

- [4] « Aux États-Unis, deux importants hedge funds de Bear Stearns, embarqués dans la crise de secteur des **prêts immobiliers à risque**, ces fameux *subprime loans*, se trouvent menacés de débâcle. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)
- [5] « En effet, les marchés craignent que les difficultés rencontrées récemment par deux fonds spéculatifs gérés par la banque Bear Stearns ne soient révélatrices de nouvelles tensions sur le marché des **prêts hypothécaires à risque (subprimes)** et que cette crise puisse se propager à l'ensemble du secteur financier. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)
- [6] « Le vent mauvais était venu des États-Unis avec les inquiétudes de plus en plus vives de propagation de la crise des “**subprimes**”, ces **sociétés spécialisées dans le crédit hypothécaire à hauts risques**, dont plusieurs sont déjà sous la protection de la loi américaine sur les faillites. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)
- [7] « Cette estimation est basée sur une prévision de 15 milliards de dollars de dépréciation due aux **crédits subprimes (CDO)**, avec également une dépréciation de 3 milliards pour d'autres investissements. » (*Le Figaro*, 04/03/2008)

Dans *Le Figaro*, l'ambiguïté concerne les trois concepts étudiés et devient encore plus évidente en [6], où le journaliste définit les *subprimes* en tant que « sociétés spécialisées dans le crédit hypothécaire à hauts risques », alors que ce type de sociétés renvoie aux *subprime lenders*. Également imprécise l'information donnée en [7], où le journaliste reformule le

syntagme *crédit subprimes* en recourant au sigle CDO^[141] (*Credit Debt Obligation*). En réalité, les CDO sont des crédits adossés à des crédits (ABCP^[142] ou ABS^[143]) qui, à leur tour sont adossés aux crédits *subprimes*. En définissant les crédits *subprimes* en tant que CDO, d'une part, le journaliste risque de confondre le lecteur et, d'autre part, il ne fournit aucun renseignement à propos de la *titrisation* et des risques qui lui sont propres.

Dans le *Monde*, nous ne retrouvons pas le syntagme *subprime loans* ; en revanche, nous retrouvons le syntagme *subprime lenders*^[144] définissant, de manière correcte, les compagnies de crédit immobilier à risque. Dans ce quotidien, l'ambiguïté lexicale concerne uniquement le terme *subprime* et le syntagme *subprime mortgages*, glosés indifféremment en tant que crédit immobilier à risque ou crédit hypothécaire à risque. Ici, l'imprécision est double car, d'une part, l'absence du syntagme *subprime loans* ne permet pas de différencier les crédits immobiliers à risque (*subprime loans*) et les crédits immobiliers à risque, gravés d'hypothèque (*subprime mortgages*). D'autre part, car la distinction entre les *subprimes*, considérés comme emprunteurs avec un risque d'impayé élevé et les *subprime mortgages* n'est pas présenté. Observons les exemples :

- [8] « En Asie, le recul était également sensible, les investisseurs s'inquiétant des conséquences de l'effondrement de l'industrie américaine des prêts immobiliers à risques (**subprime mortgages**) sur la consommation aux États-Unis, et donc les exportations chinoises et japonaises. » (*Le Monde*, 18/03/2007)
- [9] « De fait, l'origine de la crise est spécifique. Elle réside dans les difficultés des "**subprime mortgages**", ces crédits octroyés aux ménages américains les plus modestes. » (*Le Monde*, 03/08/2007)
- [10] « Exposée à la crise américaine du marché du crédit hypothécaire à risque ("**subprime**") , la banque Natixis a tenté, lundi 6 août, de rassurer les investisseurs. » (*Le Monde*, 08/08/2007)

^[141] « Sigle pour *Credit Debt Obligation*. Titres de taux émis en contrepartie d'un portefeuille d'ABCP ou d'ABS. On peut aussi constituer des CDO de CDO (*CDO square*) », in A. Silem (éd), *Lexique d'économie*, Paris, Éditions Dalloz, 2012.

^[142] « Sigle pour *Assets Backed Commercial Papers*. Produit d'une opération de *titrisation* correspondant à des créances sécurisées par un portefeuille d'actifs (des crédits, des titres) émises par un véhicule *ad hoc* aussi appelé conduit si les titres proposés sont à court terme », in A. Silem (éd), *op. cit.*

^[143] « Sigle pour *Asset Backed Securities*. Instruments financiers, produits de crédit purs peu risqués émis en contrepartie d'un portefeuille de créances, utilisant la technique de la *titrisation* ; traduction : « titres garantis par des actifs », in *ibid.*

^[144] « Fin février, ils s'inquiétaient : la Bourse, volatile, redoutait alors une crise systémique déclenchée par les premières faillites des compagnies de crédits immobiliers à risque (*subprime lenders*). » (*Le Monde*, 27/04/2007).

- [11] « Depuis le début de l'année, aux États-Unis, une cinquantaine d'organismes spécialisés dans la distribution de crédits immobiliers à risques – **subprime** – ont fait faillite. » (*Le Monde*, 09/08/2007)
- [12] « “L'un des risques est que la correction immobilière soit plus importante que prévu avec une contagion à la consommation”, a déclaré M. Bernanke. Il a jugé que les problèmes économiques et sociaux liés à l'augmentation des défauts de paiement des emprunteurs les plus fragiles financièrement (“**subprime mortgage**”) “vont probablement encore empirer avant qu'une amélioration soit en vue”. » (*Le Monde*, 20/07/2007)

En ce qui concerne la presse italienne analysée, l'ambiguïté lexicale ne se retrouve pas car seul le terme *subprime* apparaît. En revanche, l'imprécision de l'activité de *vulgarisation* est supérieure par rapport à la presse française. Observons les exemples :

- [13] « L'euro chiude sopra 1,33 dollari dopo aver toccato un massimo da tre mesi sul biglietto verde, per il timore che la crisi del settore dei cosiddetti **mutui subprime**, cioè i mutui ad alto rischio di insolvenza, possa estendersi a tutto il settore immobiliare Usa e affossare l'economia americana. » (*Il Corriere della Sera*, 19/03/2007)
- [14] « Insomma, si tratta di una situazione parecchio intricata e legata alla crisi che si è aperta nel settore dei **mutui subprime**, quelli meno garantiti. » (*Il Corriere della Sera*, 30/07/2007)
- [15] « La flessione dell'indicatore è stata provocata dalla crisi del credito, che si è estesa dal settore dei “**subprime**”, mutui erogati a clienti con basso merito creditizio e senza garanzie reali, ai prestiti tradizionali e “jumbo”, concessi a clienti con alto merito creditizio. » (*Il Corriere della Sera*, 24/10/2007)

Comme nous pouvons le remarquer en observant les exemples ci-dessous, dans *Il Corriere della Sera*, seul le terme *subprime* est employé. Il est vrai qu'on pourrait supposer que, dans ces exemples, le journaliste recourt à une métonymie afin de simplifier la tâche du lecteur, mais il est également vrai qu'il y a une omission d'informations essentielles à la compréhension de l'information présentée, à savoir le fait qu'il s'agit de crédits hypothécaires ayant un taux d'intérêt variable et très élevé. En omettant ces informations, la presse masque le vrai problème, c'est-à-dire la spéculation qui a été faite sur ces crédits.

Dans *La Stampa*, comme dans les autres quotidiens analysés, nous retrouvons uniquement le terme *subprime*, utilisé, dans ce cas aussi, pour désigner les crédits et non pas le public auquel ceux-ci ont été octroyés. Malgré l'ambiguïté relative à ces deux notions différentes, dans *La Stampa*, cependant, différemment du *Corriere*, l'information est plus précise car ce quotidien ne néglige pas de préciser que les *subprimes* sont des crédits hypothécaires. L'ambiguïté lexicale n'est pas, pour autant, éclaircie car, dans *La Stampa* aussi, les *subprimes* sont parfois considérés comme des crédits hypothécaires et parfois comme de simples crédits immobiliers ; la distinction entre *subprime mortgages* et *subprime loans* n'est pas soulignée.

[16] « La crisi dei mutui ipotecari non primari (**subprime**) ha funzionato così e per quanto grave non ha veramente contagiato le famiglie americane. » (*La Stampa*, 09/07/2007)

[17] « La crisi dei prestiti immobiliare **subprime** (quelli ad alto rischio di insolvenza) negli Usa fa paura alle Borse di tutto il mondo. » (*La Stampa*, 06/08/2007)

Les mêmes remarques faites pour *La Stampa* sont valables pour le dernier quotidien analysé, *La Repubblica*.

[18] « In un report la Morgan Stanley, la banca d'affari con sede a New York, giudica quello delle banche italiane un settore attraente, in cui “il rischio di cattive sorprese” è considerato “basso”, dato che non è in vigore il sistema dei **prestiti ipotecari a rischio, i subprime** appunto. » (*La Repubblica*, 20/08/2007)

[19] « Ragione di più per escludere che la crisi dei mutui **subprime** possa contagiare il nostro Paese: “Negli Stati Uniti si sono erogati i mutui senza tenere conto della capacità di rimborso del cliente, ma contando esclusivamente sulla continua rivalutazione della garanzia, l'immobile”. » (*La Repubblica*, 22/10/2007)

L'ambiguité et l'imprécision issues d'une activité de *vulgarisation* faible se retrouvent, de manière plus évidente, lorsque nous examinons les autres termes ou sigles relevant de la crise économique et financière ; en effet, ils reviennent, souvent, sans qu'aucune définition ne soit fournie au lecteur. Observons ces quelques exemples :

[20] « Le groupe est exposé, indirectement et de manière marginale, sur différentes activités: **titrisation, dette LBO** et **mortgage**. En terme d'activité, certains compartiments de banque de financement et d'investissement comme la **titrisation** ou les activités de **trading ont** naturellement été affectés au mois d'août. D'ailleurs, il ne s'agit que d'une fraction de la banque d'investissement. » (*Le Figaro*, 07/09/2007)

[21] « La division “gestion d'actifs et services aux investisseurs” affiche un résultat net en progression de 3,8%. Pour la gestion d'actifs, la crise financière a entraîné une décollecte nette de 12,6 milliards d'euros (sorties de **Sicav monétaires dynamiques** et décollecte de **CDOs**) et des dépréciations d'actifs d'un montant de 76 millions d'euros ». (*Libération*, 07/11/2007)

[22] « Une autre société de gestion a informé en début de semaine ses clients des difficultés traversées par trois de ses fonds de trésorerie, également dits “*dynamiques*” et qui s'étaient en partie porté sur des **CDO**. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)

[23] « Pourquoi une telle décision, rarissime dans le monde la gestion? BNP Paribas se déclare dans l'incapacité de calculer la valeur liquidative de ces **OPCVM** en raison de la disparition de la liquidité sur le marché des **produits de titrisation** adossés à des *subprime mortgage*, les emprunts immobiliers à haut risque. » (*Le Monde*, 10/08/2007)

[24] « Faute de régulation stricte, les investisseurs ne savent plus le niveau de risques auxquels ils s'exposent. Un exemple : les **Sicav monétaires dynamiques** [*plus risqués que les Sicav classiques*], un vrai piège quand les marchés baissent. » (*Libération*, 11/08/2007)

- [25] « Quanto alla **cartolarizzazione** dei mutui subprime (quelli concessi a chi in passato s'è dimostrato insolvente) “il sistema finanziario non ha mostrato problemi significativi, anche se l'impatto sugli **hedge fund** è ancora tutto da verificare”. » (*La Stampa*, 16/07/2007)
- [26] « La diffusione della **cartolarizzazione** ha ampliato le poste fuori bilancio delle banche e contribuito alla nascita di nuovi intermediari non bancari, alcuni dei quali stanno assumendo una sempre maggior rilevanza. » (*Il Corriere della Sera*, 21/11/2007)
- [27] « La Société Générale a annoncé, lundi 10 décembre, qu'elle allait rapatrier, dans son bilan, des actifs d'une valeur de 4,3 milliards d'euros, auparavant logés dans un “**véhicule d'investissement structuré**” (SIV). Ces actifs sont, pour partie, adossés aux prêts immobiliers américains à risques, les fameux subprimes. L'agence de notation Moody's les avait récemment jugés risqués, ce qui pouvait entacher la réputation de la banque. » (*Le Monde*, 12/12/2007)
- [28] « Bank of America, Citigroup e JPMorgan Chase hanno lanciato il “cosiddetto SuperSiv”, il superfondo di salvataggio voluto dal segretario al Tesoro Henry Paulson che dovrà rimettere in sesto i **veicoli di investimento nel credito strutturato** (SIV) colpiti dalla crisi dei mutui. » (*Il Corriere della Sera*, 09/12/2007)
- [29] « I **fondi alternativi** confermano la propria fama di maratoneti delle performance anche in un periodo di mercato cedente. Secondo uno studio di Hedge Invest, uno dei principali gruppi italiani attivi nel settore, chi a gennaio 2002 avesse investito 100 euro in fondi di hedge si sarebbe trovato in tasca a fine maggio ben 130 euro. » (*Il Corriere della Sera*, 14/07/2008)
- [30] « Le attività in gestione ai **fondi di fondi**, stimate intorno ai 1.500 miliardi di dollari, sono cresciute enormemente, ma sono inferiori per dimensioni ai diversi segmenti dei mercati finanziari e alla raccolta dei fondi comuni d'investimento. » (*La Repubblica*, 24/09/2007)
- [31] « Muoversi tra **fondi flessibili e fondi hedge** evita la desolante sensazione di passeggiare tra un mare di rovine. Le due categorie più sofisticate di investimento create dall'industria del risparmio gestito in questi anni, riescono infatti a “tener su”, almeno in parte, il morale (e le performance) dei risparmiatori e dell' industria nel suo complesso. La crescita della raccolta testimonia di questo successo, anche se le performance non sono sempre pari alle aspettative. » (*Il Corriere della Sera*, 11/02/2008)

Dans d'autres cas, les journaux examinés, faute de proposer une explication des notions désignées par des sigles, se limitent simplement à expliciter ces dernières par leur forme non abrégée, entre parenthèses ou en incise. De même, la forme non abrégée est, parfois, simplement glosée par le sigle.

- [32] « L'inquiétude grandit : ces banques ne parviennent toujours pas à évaluer l'ampleur de leurs pertes. Elles ont acquis ces dernières années d'énormes quantités d'“obligations adossées à des actifs” (**CDO**). Ces titres sont censés refléter la valeur de biens immobiliers acquis via des subprimes. » (*Libération*, 09/11/2007)
- [33] « En effet, la dette des “subprime” était titrisée sur les marchés, par le biais de **CDO (Collateral Debt Obligation)**. Or les institutionnels ont indirectement investi dans le “subprime” à travers les crédits titrisés sur les marchés, par le biais de **CDO (Collateral Debt Obligation)**. Mais elles comptabilisaient leurs opérations de **CDO**, en opérations de portefeuille. » (*Le Figaro*, 24/10/2007)

[34] « Le sigle **ABS** signifie **asset backed securities**, il concerne donc les titres assis sur des actifs ou des créances. Or, ce marché est touché depuis plusieurs semaines par la crise du “subprime”. » (*Le Figaro*, 09/08/2007)

[35] « E davanti alle telecamere di Class-Cnbc, Profumo spiega anche che “il peggio della crisi finanziaria è passato”, escludendo che ci siano in programma altre svalutazioni sugli **Abs**, gli strumenti finanziari legati ai famigerati mutui subprime. » (*La Stampa*, 09/05/2008)

Les reformulants *ABS* et *CDO* relèvent de l’hyponymie et se présentent sous forme de sigles paraphrasés. Étant donné le caractère extrêmement hétérogène des titres *dérivés subprimes*, le recours aux hyponymes semblerait utile dans le but de les départager en favorisant la compréhension du lecteur non-expert auquel ce type d’information s’adresse. Cependant, la reconnaissance de cette relation sémantique n’est pas facilement identifiable car les deux sigles *ABS* et *CDO* ne marquent pas une hiérarchisation du signifié plus spécifique par rapport aux autres reformulants ; au contraire, ils se présentent comme des synonymes de ceux-ci. Ces procédés de formation ainsi conçus jouent, à notre avis, un rôle important au niveau de l’interprétation implicite de l’énoncé ; cela parce que la reconnaissance de l’hyponyme relève essentiellement d’inférences cognitives issues de la connaissance du domaine économique-financier. En effet, nous savons ici, grâce au contexte linguistique, d’une part, qu’un *CDO* est une *obligation adossée à un actif* et, d’autre part, qu’il s’agit d’un titre qui provoque une inquiétude grandissante auprès des banques. Nous pouvons, ensuite, paraphraser, grâce à une inférence interdiscursive, le sigle *CDO* avec le syntagme *credit debt obligation* et nous pouvons donc l’inscrire dans la catégorie des titres de dette^[145]. Cependant, pour réellement comprendre ce qu’un *CDO* représente, le lecteur doit détenir certaines connaissances économique-financières qui relèvent donc du contexte extralinguistique. Afin de préciser lesquelles, observons les définitions que nous avons pu repérer dans notre « corpus » d’articles :

[A] « Titres représentatifs de portefeuilles de créances bancaires ou d’instruments financiers de natures diverses. » (*Le Monde*, 28/08/2007)

[B] « Produits de dette complexes dont la valeur de marché s’est effondrée à la suite de la crise des “subprimes”. » (*Le Monde*, 21/12/2007)

[C] « Crédits structurés contenant des subprimes. » (*Le Figaro*, 07/03/2008)

^[145] Voici quelques définitions données par la presse : « titres représentatifs de portefeuilles de créances bancaires ou d’instruments financiers de natures diverses. » (*Le Monde*, 28/08/2007) ; « produits de dette complexes dont la valeur de marché s’est effondrée à la suite de la crise des “subprimes” ». (*Le Monde*, 21/12/2007) ; « crédits structurés contenant des subprimes. » (*Le Figaro*, 07/03/2008) ; « une catégorie de titres de dette. » (*Le Figaro*, 23/01/2008).

En [A], les CDO sont définis comme des titres représentatifs de portefeuilles de créances bancaires, mais techniquement ces titres ne sont pas des CDO ; il s'agit, en revanche, des ABS, produits de crédit purs et peu risqués. Les CDO sont, en revanche, des titres émis en contrepartie d'un portefeuille d'ABS. Le journaliste du *Monde* les définit également comme étant des titres représentatifs de portefeuilles d'instruments financiers de natures diverses, sans expliciter lesquelles. Nous pouvons donc inférer que ces instruments financiers sont les ABS et les ABCP. Ces précisions pourraient paraître inutiles et trop techniques, mais elles sont importantes pour comprendre le développement d'un système financier totalement hors de contrôle.

En [B] et [C], les CDO sont définis en tant que produits complexes ou structurés et, dans ces cas aussi, il n'y a pas vraiment d'éléments pouvant nous faire découvrir comment fonctionne le système. Nous savons, simplement, que ces titres sont des « *dérivés subprimes* », tout comme les ABS.

La reconnaissance de ces *substituts potentiellement euphémiques* en tant qu'hyponyme des « *dérivés subprimes* » peut se déterminer uniquement au niveau contextuel ; en revanche, sur le plan cotextuel, ils apparaissent comme des synonymes. Le *potentiel d'euphémisation* réside dans la difficulté à reconnaître la relation hyponymique qui rattache ces SPE à la catégorie générale de titres *subprimes*. Cette difficulté détermine une connaissance très générale et ambiguë du processus de titrisation et du fonctionnement du système

[36] « Sur l'ensemble du trimestre, le ratio de solvabilité Tier One de l'établissement bancaire progresse légèrement à 7,7 % au 30 septembre contre 7,6 % fin juin. La Société générale n'a, à ce jour, "consolidé aucun de ses six conduits commerciaux ni son unique **véhicule SIV**", contrairement à certaines banques américaines, contraintes, du fait de la crise financière, de réintégrer ces produits dans leur bilan. » (*Le Figaro*, 08/11/2007)

[37] « Sembra quindi già esaurito l'effetto delle manovre sui tassi della Fed, del piano di "stimolo fiscale" voluto da Bush o di quello di salvataggio delle società di riassicurazione dei bond, come Ambac, travolte dal collasso dei mutui subprime. Tanto più che, secondo gli analisti di Barclays Capital, le banche mondiali potrebbero aver bisogno di raccogliere fino a 143 miliardi di dollari di capitale in più per coprire le possibili perdite sulle obbligazioni garantite dagli assicuratori di bond, i cosiddetti "**Credit default swap**". » (*La Stampa*, 26/01/2008)

Enfin, nous avons repéré un certain nombre de cas où le journaliste propose, certes, une explication, mais les données les plus importantes, dans un but de compréhension de l'information, ne sont pas fournies aux lecteurs. Observons ces exemples :

[38] « De grandes banques européennes se sont engagées sur le marché immobilier américain via, souvent, des **LBO** [*Leverage Buy Out, le rachat d'entreprises à crédit, ndlr*]. » (*Libération*, 10/08/2007)

En [38], le sigle est glosé en *Leverage Buy Out* et ensuite défini en tant que « rachat d'entreprise à crédit ». D'après nous, cependant, l'explication est imprécise car la spécificité, sans doute dérangeante, de ces rachats – à savoir l'effet de levier^[146] – n'est pas mentionnée. Une façon plus précise de présenter ce type d'achats serait peut-être, tout d'abord, de recourir à sa traduction française, « achat avec effet de levier » et, ensuite, d'expliquer aux lecteurs qu'il s'agit de « prises de contrôle de sociétés réalisées avec peu de fonds propres et beaucoup d'endettement »^[147].

[39] « L'obiettivo era aiutare le banche a far fronte soprattutto ai problemi che hanno colpito i loro **SIV** (structured investment vehicles), ovvero i fondi che emettono debito a breve termine per finanziare l'acquisto di asset a lungo, come i titoli garantiti dai mutui. » (*La Stampa*, 23/12/2007)

En [39], l'explication existe, mais aucun détail concernant le manque de régularisation de ces structures, généralement *offshore*, n'est donné.

[40] « L'inquiétude grandit : ces banques ne parviennent toujours pas à évaluer l'ampleur de leurs pertes. Elles ont acquis ces dernières années d'énormes quantités d'"obligations adossées à des actifs" (**CDO**). Ces titres sont censés refléter la valeur de biens immobiliers acquis via des subprimes. » (*Libération*, 09/11/2007)

En [40], une explication est proposée (« ces titres sont censés refléter la valeur de biens immobiliers acquis via des subprimes »), mais la portée de l'information est faible. En effet, il est vrai que les CDO reflètent la valeur des biens immobiliers acquis via des *subprimes*, mais cette explication ne fournit pas aux lecteurs les éléments nécessaires pour comprendre la dangerosité du système financier et, éventuellement, pour émettre une critique vis-à-vis de celui-ci. Ce que le lecteur aurait dû savoir ici est que les CDO sont des titres de dette adossés à d'autres titres de dette (ABS) qui, à leur tour, sont adossés aux crédits octroyés aux publics *subprime*. La marge de profit des CDO étant très élevée, cela implique la prise de risques démesurés.

^[146] « Accroissement de la *rentabilité* des capitaux propres par l'utilisation intensive de capitaux empruntés, lorsque le coût de l'*endettement* (intérêt plus commission) est inférieur à la rentabilité économique (le bénéfice). Il mesure l'influence de l'endettement (dettes financières) sur la rentabilité des capitaux propres, ou rentabilité financière », in A. Silem (éd), *op.cit.*

^[147] *Ibid.*

À travers l'analyse lexicale de notre « corpus » de référence, nous avons donc pu observer que l'activité de *vulgarisation* effectuée par la presse française et italienne est imprécise ; il nous paraît plus pertinent, dans les deux cas, de parler de diffusion du terme plutôt que de véritable *vulgarisation*. Il y a ici, en effet, un brouillage référentiel non négligeable qui nous fait supposer que l'explicitation approximative de ces termes est liée à la volonté de permettre au lecteur de suivre l'événement plutôt qu'au désir de le rendre compétent et en mesure de comprendre et d'évaluer par lui-même la réalité économique et financière. Il est vrai que la diffusion lexicale effectuée par la presse aura permis au lecteur d'enrichir son bagage lexicale, mais il s'agit d'un enrichissement aléatoire puisqu'il n'a pas véritablement accès aux données nécessaires pour comprendre l'information présentée. C'est comme si quelqu'un prétendait nous avoir appris à réparer une voiture tout simplement parce qu'il nous a montré et nommé les pièces détachées composant le moteur, sans pour autant nous en avoir indiqué l'emplacement, expliqué la fonction et informé de l'interdépendance qui les détermine et qui permet le bon fonctionnement de la voiture.

4.1.3.2. La transmission des informations : vulgarisation et enjeux

Après avoir analysé, dans le paragraphe précédent, de quelle manière la presse diffuse le lexique spécialisé, nous voulons ici prêter attention aux acquis informationnels transmis aux lecteurs. À travers l'observation de notre « corpus », nous avons pu remarquer qu'un travail de transmission d'informations, issues du domaine économique et financier est, sans doute, effectué par la presse considérée ; en effet, nous retrouvons des explications autour de la crise, de ses causes et de ses conséquences. Cependant, la transmission des informations et, par ricochet, les commentaires explicatifs, nous sont apparus artificiels. Afin d'éclaircir notre point de vue, nous proposerons un modèle de transmission d'informations économiques, relevant de la crise, qui nous semble récurrent dans notre « corpus ». Ce modèle se caractérise sur la base de la distinction de trois axes principaux sur lesquels la transmission de l'information s'inscrit et qui nous semblent donner accès à une image homogène de la réalité économique, construite autour de certains procédés répondant plus au besoin de défendre le modèle économique en vigueur qu'à l'exigence d'éclaircir le cadre d'un événement social tel qu'une crise économique. À la suite de l'analyse de notre « corpus », nous avons donc, tout d'abord, pu observer l'activité de *vulgarisation* de la crise économique à travers la diffusion d'un ensemble d'informations liées à la volonté de dénoncer les coupables et de plaindre les victimes; ce sera le premier de nos trois axes. Le deuxième réunit les informations

pragmatiques - au sens non linguistique – indiquant les possibles manœuvres à suivre afin de résister à la crise. Enfin, le troisième axe regroupe les informations axiologiques s'appuyant sur l'éthique, sur le sens moral, sur la transparence des agents et des institutions qui font partie du système financier. Ces trois axes d'informations nous paraissent converger vers un seul objectif : celui de ne pas remettre en cause le système économique néolibéral, mais tout simplement la mauvaise gestion de ses acteurs – parfois incompetents ou naïfs, parfois imprudents et avides – qui contraignent le système, non coupable et utile, voire essentiel pour garantir la richesse mondiale, à engendrer une crise après l'autre. Passons donc à l'observation de ces trois axes, à l'aide de quelques exemples qui nous permettront de découvrir la nature implicite des informations présentées.

4.1.3.2.1. Premier axe : les coupables et les victimes

Le premier axe reconnu est construit autour d'informations visant à dénoncer les coupables, les erreurs faites et les conséquences engendrées sur les victimes touchées par l'ampleur de la crise. Les premiers coupables qui apparaissent sont les banques centrales :

- [1] « **Les banques interviennent pour éteindre le feu qu'elles ont allumé.** Portées par leur mission première – la stabilisation de l'inflation – **elles ont-elles-même fragilisé le marché en augmentant les taux**, ce qui a favorisé la crise de l'immobilier [...] Les banques réagissent en augmentant les taux, et les **opérateurs financiers**, qui tablaient sur la stabilité, **se retrouvent fragilisés.** » (*Libération*, 10/08/2007)

En [1], le journaliste met l'accent sur le rôle de la Fed dans la fragilisation du marché immobilier. Deux remarques peuvent être faites : d'un côté, la Fed, en particulier, et les autres banques centrales ne peuvent qu'intervenir (en injectant des liquidités sur le marché ou en baissant les taux) car ce sont elles qui ont causé cette crise. Nous pouvons observer la déculpabilisation des opérateurs financiers et des marchés qui sont implicitement présentés comme les victimes indirectes de la décision de la Fed de procéder à une augmentation des taux directeurs.

- [2] « È d'accordo con gli interventi fatti dalla Federal Reserve? “Colpisce che tanto la Federal Reserve che la Banca Centrale Europea siano intervenute per sostenere il credito sui mercati confermando che il principale timore resta l'inflazione. È il loro dogma, una verità a tal punto vera che nessuno può tentare di metterla in dubbio”. Lei ci crede? “Non credo che loro credano in quel che dicono. Hanno come principale punto di riferimento l'inflazione e se scendesse dal 2,1 all'1,9 per cento ballerebbero felici nelle strade. Ma è ridicolo: fra il 2,1 e l'1,9 non c'è praticamente differenza”. » (*La Stampa*, 10/08/2007)

En [2], ressort une critique plutôt explicite de l'activité de la Fed et de la BCE, toutes deux accusées de prêter une attention exagérée et ridicule (« ma è ridicolo ») à l'inflation. Cet énoncé nous paraît défendre implicitement la cause de la nécessité de baisser les taux directeurs.

[3] « Ne sommes-nous pas en train de contempler les dégâts d'une nouvelle "défaillance des marchés financiers", lesquels, poussés par l'appât du gain, accordent des prêts fort hasardeux à des taux très élevés ? Cette analyse sera probablement celle de nombreux gouvernements qui trouveront là un bon prétexte pour intervenir en contrôlant de manière toujours plus intrusive l'activité économique. Pourtant, le niveau des prêts accordés par une banque commerciale dépend aujourd'hui essentiellement de deux variables, les taux directeurs et le niveau des réserves obligatoires, tous deux imposés par la Banque Centrale. Il est donc paradoxal que les déterminants principaux de l'activité d'une entreprise privée – la banque commerciale – dépendent directement du bon vouloir d'un acteur public – la Banque Centrale. » (*Le Figaro*, 27/08/2007)

En [3], la critique contre les banques centrales et, indirectement, contre l'État régulateur de la finance, est encore plus explicite et s'exprime à travers la mise en valeur – sous forme de question – de l'idée à laquelle l'énonciateur s'oppose – à savoir le sentiment que la crise pourrait être le résultat d'une « nouvelle défaillance des marchés ». La rhétorique développée ici consiste à freiner la diffusion de l'argument considéré menaçant par le biais d'un contre-argument que le réfute en faisant valoir des arguments tendancieux. En effet, accuser la Banque Centrale signifie, d'une part, occulter les vices intrinsèques aux prêts *subprimes* (octroyés à des ménages pauvres ne remplissant pas les critères d'octroi, en absence de documentation concernant les débiteurs et à des taux atteignant 18%) et, d'autre part, lutter contre le pouvoir régulateur de l'État (« il est donc paradoxal que les déterminants principaux de l'activité d'une entreprise privée – la banque commerciale – dépendent directement du bon vouloir d'un acteur public – la Banque Centrale »).

[4] « Et comme de bien entendu, ces souverains non-élus que sont les dirigeants des banques centrales, effrayés par leur propre prodigalité, envisagent ensuite de relever les taux d'intérêt, sans qu'aucun signe d'inflation ne se manifeste, menaçant le crédit, l'investissement et bientôt la croissance. Il faut le dire tout net : une telle mesure consisterait à faire payer au citoyen les folies de quelques acteurs du marché financier. Faute d'avoir prévu les régulations nécessaires, on reporte la responsabilité sur les autres. Ainsi vont les choses au royaume des banquiers centraux. » (*Libération*, 16/08/2007)

En [4], la critique prend la forme d'une satire, accusant les « souverains non-élus » d'avoir engendré la crise – à la suite d'un jugement erroné de la conjoncture économique – en relevant « les taux d'intérêt, sans qu'aucun signe d'inflation ne se manifeste, menaçant le

crédit, l'investissement et bientôt la croissance » et en reportant la faute sur le système financier. On remarquera l'exercice rhétorique par lequel le journaliste souligne que « une telle mesure consisterait à faire payer au citoyen » « les folies de quelques acteurs du marché financier ». Ici, le journaliste paraît vouloir dresser les citoyens contre le pouvoir des banques centrales et, par ricochet, de l'État, et non pas contre un système financier gangréné qui lui ne peut rien, se limitant à suivre les cours provoqués par les décisions de ses « souverains », ou à devoir faire preuve de sang-froid lorsqu'il se trouve à faire face « aux folies de quelques acteurs isolés ».

Cette idée d'isolement – et nous retrouvons ainsi la deuxième catégorie de coupables – de certains acteurs « fous » est souvent reprise sous différentes formes de discours qui, cependant, visent toutes à désigner un coupable isolé, à souligner une action indépendante du système en vigueur, à insister sur le fait que ce n'est que la faute de certains. Nous pouvons observer cette technique dans les exemples [5], [6] et [7].

- [5] « Le président de la première banque suisse, UBS, a reconnu que son groupe avait mal évalué la crise des subprimes, dans un entretien paru samedi dans *Neue Zürcher Zeitung*. Il a admis que des erreurs personnelles avaient été commises au sein de l'exécutif qui a été remanié. » (*Le Figaro*, 08/10/2007)

En [5], le journaliste choisit de rapporter un discours du président de la banque UBS visant à souligner explicitement que des erreurs personnelles ont été commises et, implicitement, que le système n'est pas à remettre en question.

- [6] « Richard Bierbaum, surnommé “Chip”, n'était peut-être pas un trader **fou**, mais sans aucun doute un **mégalo**. A 26 ans, le jeune trader à l'origine d'une perte record pour la banque Calyon [...] “*En fait, il ne s'était jamais distingué jusqu'à nous faire perdre 250 millions d'euros*”, note un haut responsable. [...] La porte-parole de Calyon à Paris, Anne Robert, maintient qu'il s'agit d'un “*incident isolé*”, résultat “*d'un salarié qui a dépassé les limites et n'a pas respecté les procédures de risques*”. Bierbaum refuse, lui, de porter le chapeau et dit avoir envoyé des rapports quotidiens à ses superviseurs, ainsi qu'au département de gestion des risques. [...] Cette version des faits d'un salarié **désobéissant** collerait à sa biographie. Après une scolarité dans une école huppée de Manhattan, Chip a été envoyé en maison de correction pour ados - irrespectueux, ou drogués. En 2001, il a été arrêté pour conduite en état d'ivresse. » (*Libération*, 12/10/2007)

- [7] « Il (Stanley O'Neal) entre à Merrill Lynch en 1986, montant un à un les échelons, pour en prendre la tête fin 2002, se faisant peu d'amis. Solitaire au tempérament odieux, il a perdu ses alliés en les montant les uns contre les autres et en ignorant leurs conseils quand ils l'ont prévenu des risques liés aux subprimes. Sa stratégie a fait gagner 5,2 milliards de dollars à la banque entre 2003 et 2006, mais les pertes énormes annoncées la semaine dernière ont mis fin à sa *success story*. Il pourra jouer au golf, sa passion. Seul, comme il l'aime. » (*Le Figaro*, 31/10/2007)

En [6] et [7], les « accusés » sont directement pointés du doigt ; ils ont, cette fois-ci, un nom, un prénom et un passé qui ne peut que confirmer leur « culpabilité ». En [6], le coupable est décrit comme un mégalo, voire un fou, comme un salarié désobéissant, une personne arrêtée pour conduite en état d'ivresse, un ado envoyé en maison de correction. Avec un tel dossier, personne ne pourrait supposer que ce qui est arrivé à Calyon^[148] n'est que de sa faute. Il faut donc bien comprendre qu'il s'agit d'un « incident isolé », résultat « d'un salarié qui a dépassé les limites et n'a pas respecté les procédures de risques », et surtout pas d'un problème en amont lié au système.

En [7], nous retrouvons un autre type de coupable, le « solitaire au tempérament odieux » qui a ignoré les conseils des autres « quand ils l'ont prévenu des risques liés aux subprimes » et qui, à présent, « pourra jouer au golf, sa passion. Seul, comme il l'aime ».

[8] « Ha vissuto le turbolenze finanziarie di Wall Street trincerandosi nelle 18 **buche dei campi da golf**, o rifugiandosi fra i **tavoli da bridge** dei club del jet set americano. Ha pilotato solo a distanza la sua banca d'investimento nei mari in burrasca della crisi dei mutui facili **preferendo le partite di poker su Internet**, e, nei momenti di maggiore tensione, trovando un po' di pace in **svaghi al limite della legalità**. É James Cayne, amministratore delegato di Bear Stearns, finito sotto accusa per essere stato il grande assente nella cabina di regia di Wall Street durante il momento più difficile degli 84 anni di vita della quinta banca d'investimento americana. Cayne, uno dei manager di Wall Street più pagati nel 2006 con 34 milioni di dollari intascati e una partecipazione nel capitale della società superiore al miliardo, è noto per **stravaganza**, ma mai prima d'ora era stata mossa una critica così severa alla sua gestione degli affari e che potrebbe costargli il posto [...] “Le condizioni del mercato obbligazionario sono le peggiori mai viste” dice. Wall Street crolla e il Dow Jones perde sino a 300 punti. É in momenti come questi, di particolare tensione, così come al termine di **stancanti partite a bridge**, che Cayne troverebbe **un po' di serenità in una canna di marijuana**, dicono alcune fonti al Wsj che chiede conferme al diretto interessato: “Ha mai fumato erba durante un torneo di bridge o in altre occasioni?”. “Mi spiace” – replica Cayne – “non rispondo ad accuse generiche”. » (*La Stampa*, 02/11/2007)

En [8], le journaliste décrit James Cayne comme un homme irresponsable (« ha pilotato solo a distanza la sua banca d'investimento nei mari in burrasca della crisi dei mutui facili preferendo le partite di poker su Internet^[149] ») et révélant sa disposition aux vices (« svaghi al limite della legalità »^[150], « Cayne troverebbe un po' di serenità in una canna di marijuana »^[151]). Dans cet exemple, le manager n'est pas directement accusé de la crise, mais le journaliste l'accuse indirectement, en soulignant que la crise de Bear Stearns aurait pu être

^[148] À présent Crédit Agricole Corporate Investment Bank, ou Crédit Agricole CIB. Il s'agit d'une banque d'investissement et de financement, affiliée au Crédit Agricole.

^[149] Traduc. : « Il a piloté de loin sa banque d'affaires dans les mers déchaînées de la crise du crédit facile en préférant les parties de poker sur Internet ».

^[150] Traduc. : « Loisirs à la limite de la légalité ».

^[151] Traduc. : « Cayne trouverait un peu de sérénité dans un joint de cannabis ».

moins néfaste si son administrateur délégué n'avait pas préféré le jeu et la drogue à son travail.

Les exemples proposés montrent donc différents types de coupables, mais le résultat est le même : une singularité a corrompu un système. Les exemples de ce type ne manquent pas et, à côté du « voyou-mégalo », et du « solitaire-odieux », nous retrouvons le « tentateur »^[152], l'« indélicat »^[153], le « hors-la-loi »^[154], le « spéculateur »^[155], le « prédateur »^[156], le « dipendente-canaglia »^[157].

À côté de ces deux catégories, les autres grands coupables de la crise sont la politique et les agences de notation ou de *rating*^[158]. Observons les exemples :

[9] « **Comment en est-on arrivé là ?** [...] Durant la décennie Thatcher (1979-1990) et reaganienne, une mutation fondamentale s'est produite. Pour lutter contre la socialisation du logement encouragée par les aides publiques (HLM, APL en France ou leur équivalent ailleurs, en Allemagne en particulier), qui nourrissait les bataillons de la gauche, les gouvernements conservateurs ont mené des programmes d'accès à la propriété. Déprolétarianiser les classes ouvrières était le meilleur moyen de les détacher de la gauche. » (*Libération*, 08/11/2007)

En [9], c'est la lutte politique qui semble avoir déclenché ce système de prêts risqués et, par conséquent, la crise. Dans ce cas aussi, les vices du système financier ne sont pas rapportés.

^[152] « C'est en promettant aux acheteurs pauvres que le prix de leur maison acquise à crédit augmenterait que les sociétés américaines spécialisées ont développé leur activité. Et comme le prix du mètre carré ne cesse d'augmenter, chassant les classes modestes et moyennes des centres-villes, les nouveaux propriétaires ont cru sur parole les tentateurs, pour s'endetter au-delà du raisonnable. » (*Libération*, 16/08/2007).

^[153] « Nombre des courtiers indélicats ont falsifié les documents qu'ils remettaient aux organismes de prêts pour s'assurer de leur approbation, souvent avec la connivence des clients. » (*Libération*, 11/08/2007).

^[154] « Le temps est donc peut-être venu de calmer les ardeurs de ces "hors-la-loi" de la finance. "Mais il faut être malin, sinon ils s'orienteront vers d'autres niches", avance Christian de Boissieu. » (*Libération*, 17/08/2007).

^[155] « Dominique Strauss-Kahn reste cependant prudent à son sujet : "Les politiques injectent de l'argent public pour éviter que tout l'édifice financier s'écroule, parce que c'est la stabilité de nos économies qui en dépend. Mais ensuite, il faut réformer. Sinon, s'imposera l'idée du puits sans fond, de l'État qui vole au secours des managers incompetents et des spéculateurs cupides". » (*Le Figaro*, 28/09/2008).

^[156] « L'accumulation de créances à risque auprès de débiteurs insolubles contamine désormais les banques, comme le prouve le cas de la BNP. La voilà victime du modèle proie-prédateur. Si les prédateurs mangent trop les populations pauvres qui se sont surendettées pour acheter un bien immobilier, ils se retrouvent à leur tour en danger. À l'arrivée, on est face à un effet domino qui peut engendrer une crise de très grande ampleur. » (*Libération*, 10/08/2007).

^[157] « La mattina di giovedì, SocGen, la seconda banca francese e il più sofisticato operatore europeo in derivati, ha svelato una truffa di poco meno di 5 miliardi di euro ai propri danni, ad opera di un "dipendente canaglia". Simultaneamente ha annunciato un immediato aumento di capitale, necessario per coprire le perdite. » (*La Stampa*, 27/01/2008).

^[158] « Attribution de notes, par des agences spécialisées (Moody's, Standard & Poor's, Fitch, etc.), aux grands emprunteurs : sociétés importantes, États, collectivités territoriales à forte population, organismes internationaux, etc. Ces notes indiquent le risque de défaillance que présente l'emprunteur », in A. Silem (éd), *op.cit.*

[10] « Jeffrey Miron è uno dei 166 economisti che hanno firmato la lettera al Congresso contro i 700 miliardi di dollari di aiuti pubblici agli istituti finanziari, contribuendo a bloccarli. Docente a Harvard, libertario in politica e liberista in economia, Miron è contrario per principio a qualsiasi intervento dello Stato sul mercato. **“È lo statalismo che ha causato la crisi”** dichiara. “È inaccettabile che la debbano pagare i contribuenti, la paghino le banche”. Secondo l'economista, **“se permetteremo al mercato di fare il mercato” la crisi verrà superata** entro un anno o poco più, e si eviterà una grande depressione come negli anni Trenta. “Per ridare fiducia agli investitori americani e stranieri” – sostiene Miron –, “anziché interferire nella finanza privata, il Congresso e il governo dovrebbero ridurre l'indebitamento pubblico e i deficit del bilancio e degli scambi”. La maggioranza degli operatori di mercato è per i 700 miliardi di dollari, vi accusa di aggravare la crisi per motivi ideologici. “È comodo salvarsi a spese altrui. **Ma la verità è che il boom dei mutui subprime, il cui crollo ha provocato la stretta creditizia, è colpa dello Stato. Lo Stato ha creato le due agenzie semigovernative Fannie Mae e Freddie Mac che li hanno finanziati e ne ha garantito il debito.** Le due agenzie non avrebbero rischiato se non fossero state certe della protezione pubblica, e non avrebbero rischiato nemmeno le banche. I mutui subprime sarebbero stati pochissimi”. Ma il governo e il Congresso non potevano lasciarle fallire, si sarebbe verificato un disastro. » (*La Repubblica*, 01/10/2008)

En [10], Jeffrey Miron accuse très explicitement l'État d'avoir été à l'origine de la crise des subprimes (« È lo statalismo che ha causato la crisi^[159] ») et se fait porteur de la doctrine libérale du *laissez-faire*. Ici, la thèse soutenue est que l'éclatement de la crise des *subprimes* doit être imputé aux « government sponsored enterprises » (GSE)^[160]. Cependant, un élément important pour la compréhension est ici omis. Fannie Mae et Freddie Mac sont actives, dans le marché de l'immobilier hypothécaire depuis respectivement 1938 et 1968. À partir de 2004 de nouveaux agents privés ont cherché leur bonheur dans ce secteur. S'agit-il d'un hasard si la crise des *subprimes* a éclatée quelques années après l'entrée en jeu de ces nouveaux acteurs financiers ? Ne seraient-il pas les « innovations » de ces nouveaux acteurs – qui ont voulu prendre le risque (très rentable) d'emprunter à un public de moins en moins solvable – la possible cause du déclenchement de la crise ? Il nous paraît important d'observer, dans ce cas, une défense du néolibéralisme à travers l'incrimination de l'interventionnisme d'État, qui, en régularisant, peut limiter les abus, mais, en même temps, créer le mécontentement parmi tous ceux qui n'aiment pas les règles et les limites. Enfin, il nous paraît intéressant de souligner le recours à l'indicatif futur « permetteremo » – dans la protase « se permetteremo al mercato di fare il mercato^[161] » – et « verrà » – dans l'apodose « la crisi verrà superata ». En effet, en italien, le futur – ou plus précisément un temps de l'indicatif – est utilisé afin de présenter l'hypothèse comme un fait réel ou du moins plausible (dans ce même cas, en français, on utilise l'indicatif présent) ; le recours à ce temps présente l'énoncé comme une évidence qui

[159] Traduc. : « C'est l'étatisme qui a engendré la crise ».

[160] Organisations à caractère commerciale placées sous la tutelle de l'État.

[161] Traduc. : « Si on permet au marché de faire le marché, on sortira de la crise ».

ne laisse pas de place au doute et à l'incertitude. La construction hypothétique nous paraît être utilisée ici à la place de l'impératif impersonnel « il faut » dans le but d'atténuer l'exhortation de Jeffrey Miron.

[11] « Et les **agences de notation**, n'ont, une fois de plus, rien vu venir ; comme lors de la crise asiatique de 1997. Mais que font les gendarmes financiers de la planète ? Pas grand-chose, c'est un autre problème. » (*Libération*, 11/08/2007)

[12] « “*Si les agences de notation croient que les affaires vont continuer comme avant, elles se trompent*”, a averti un fonctionnaire de la commission européenne cité sous couvert de l'anonymat par le quotidien britannique. “*Le marché des prêts hypothécaires à risque n'aurait pas pris autant d'ampleur sans les notes favorables fixées par certaines agences*”, analyse-t-il. » (*Le Monde*, 16/08/2007)

[13] « Intanto la polemica contro **le società di rating per la loro incapacità di prevedere la crisi**, polemica che era partita nei giorni scorsi dall'Europa, è stata rilanciata da Christopher Dodd, presidente della commissione bancaria del Senato di Washington, dopo una riunione con il segretario al Tesoro Henry Paulson e il presidente della Fed, Ben Bernanke. » (*La Stampa*, 22/08/2007)

En [11], [12] et [13], le journaliste aborde le problème des agences de notation, mais il ne l'approfondit pas ; il manque ici une explication importante pour que le lecteur non spécialiste accède à l'essentiel de l'information présentée. Le vrai problème est que les agences de notation sont des entreprises commerciales privées dont les clients sont les émetteurs de titres. En d'autres mots, les émetteurs de ces « dérivés de crédit » paient l'agence de notation pour qu'elle évalue le risque de leurs titres avant qu'ils soient lancés sur le marché. La conséquence est que, comme toute autre entreprise, les agences de rating, ne voulant pas perdre leurs clients, ont eu tendance – peut-être de bonne foi, emportées par l'euphorie ambiante ou peut-être de moins bonne fois, s'apercevant de la possibilité de retirer des profits très élevés de ce marché^[162] – à juger de manière positive la qualité de ces produits.

Les exemples que nous venons de présenter révèlent, à notre avis, la faiblesse de l'activité de *vulgarisation* qui ne permet pas au lecteur de s'approprier des compétences dont il a besoin pour évaluer correctement les événements présentés. La *vulgarisation* ici échoue, car l'aspect pragmatique est négligé ; il n'est pas imaginable de rendre compte de la réalité de la crise, de ses causes et de ses conséquences en omettant des informations que vraisemblablement, le lecteur non-spécialiste ne possède pas. Il est évident que plusieurs questions se posent autour de cette omission ; s'agit-il d'un problème spatio-temporel ? Nous ne le croyons pas vraiment

^[162] « Moody's fera 44% de son chiffre d'affaires sur l'évaluation des produits dérivés de subprime – 53% au premier semestre 2007 », in F. Lordon, *Jusqu'à quand. Pour en finir avec les crises financières*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2008, pp. 44-45.

car si le journaliste a le temps d'aller creuser dans la vie personnelle de quelques individus pour ensuite consacrer plusieurs lignes à la révéler, il devrait également avoir le temps et la possibilité de donner des renseignements essentiels à la compréhension des informations présentées. S'agit-il de manipulation de l'information ? Nous verrons par la suite si c'est le cas et dans quelle mesure (cf. chap. VI). Ce qui nous intéresse à présent est, en revanche, de mettre en évidence l'absence d'une critique constructive contre le dysfonctionnement d'un système financier fondé sur le partage des pertes, mais non des profits. En effet, la critique, qui prend parfois un ton polémique et parfois ironique, s'adresse essentiellement aux comportements irresponsables de quelques singularités qui ont manqué à leur devoir, parfois par négligence, parfois par avidité, parfois par excès de confiance. Ces singularités, dont le comportement est condamnable, doivent être punies. Observons les exemples ci-dessous :

[14] « Ce n'est heureusement pas si mécanique. Le mieux pour échapper à ce dilemme est sans doute d'opter pour une séquence en deux temps : **rassurer d'abord, punir ensuite**. » (*Le Monde*, 28/08/2007)

[15] « Thain ha annunciato che premierà chi ha **fruttato soldi e penalizzerà chi ne è costati**: “**Chi sbaglia pagherà**” ha detto. “Dobbiamo rispondere delle nostre azioni ed essere trasparenti”. Vikram Pandit, il nuovo presidente della Merrill Lynch, l'altra grande malata dei mutui, intende imitarlo. » (*Il corriere della Sera*, 20/12/2007)

[16] « Mai come oggi dunque, il presidente francese della Bce ha un'ottima occasione per dimostrare il valore della propria autonomia colpendo – per esempio con “**tassi punitivi**” – **la banca francese** che ieri ha scosso la finanza globale. » (*La Stampa*, 10/08/2007)

Tous ces exemples ont en commun l'idée de punition, mais il n'y a pas de critique constructive tendant à remettre en cause le système dans son ensemble. Bien au contraire, en [14], on souligne la nécessité de rassurer le secteur financier ; l'essentiel est donc qu'il reprenne à fonctionner à plein régime. En [15], le journaliste, à travers les paroles de John Thain, défend le modèle financier en vigueur, c'est-à-dire un modèle bâti sur le profit maximum. Il nous paraît intéressant d'observer ici l'absence totale de toute morale ; seule la production d'argent compte et c'est ainsi que ceux qui ont permis à l'entreprise de gagner de l'argent recevront une récompense et les autres seront punis.

En [16], on se réfère à la fermeture de la part de BNP de deux fonds d'investissement qu'elle ne pouvait plus gérer. Cette décision a fait basculer la finance et, par conséquent, il serait correct de punir BNP. Encore une fois donc le système n'est pas sous accusation ; au contraire il est la victime.

L'activité de *vulgarisation* est ultérieurement affaiblie par un procédé plutôt récurrent dans notre « corpus » d'analyse : la victimisation des coupables. Les premières victimes de la crise qui ressortent de l'analyse de notre « corpus » sont les banques.

- [17] « À la bourse de Paris, comme sur la plupart des autres grandes places mondiales, les banques sont d'ailleurs les premières **victimes** de la chute des marchés. » (*Le Figaro*, 08/09/2007)
- [18] « La crise du marché immobilier américain a fait sa première **victime** à la Bourse de Francfort : la banque allemande IKB, qui a beaucoup investi outre-Atlantique dans les crédits immobiliers à risque (subprime mortgage), a passé, lundi 30 juillet, un avertissement sur ses résultats annuels. » (*Le Monde*, 01/08/2007)
- [19] « Toujours **victimes** de l'impact de la crise du marché du “*subprime*” américain, les Bourses européennes ont poursuivi leur chute, jeudi 16 août. Paris a clôturé en baisse pour la troisième journée consécutive, le CAC 40 tombant à son niveau le plus bas de l'année (- 3,26 % à 5 265,47 points) dans des échanges soutenus (à hauteur de 10 milliards d'euros). » (*Le Monde*, 16/08/2007)
- [20] « A farne le spese più salate sono stati ancora una volta i titoli bancari e finanziari, trascinati al ribasso dalle notizie provenienti da oltre Manica, dove Northern Rock, l'ultima **vittima** illustre della crisi dei mutui, ha lasciato sul terreno il 35,4%. » (*La Stampa*, 18/09/2007)

Dans ces exemples, l'accès à l'information est nié aux lecteurs car, mise à part recourir à une rhétorique permettant de renverser les rôles de coupable et victime (cf. 6.2.3.), le lecteur n'a pas de renseignements sur les activités bancaires qui ont contribué à la formation de la bulle immobilière et à l'explosion de la crise. Ici, il aurait suffi d'expliquer que lorsqu'on accorde un crédit, couvert d'hypothèque et la valeur de l'immobilier tend à la hausse, même si les débiteurs ne sont plus solvables, la vente des maisons saisies non seulement permettra de couvrir la dette, mais apportera une plus-value, due à l'augmentation de la valeur de la maison au moment de la saisie. La banque est gagnante. Il aurait fallu, ensuite, ajouter que la banque vend une partie, consistante d'ailleurs^[163], de ce crédit, sous forme de titres de dette, dans le but de se refinancer, de récupérer de la liquidité. Cela signifie qu'une partie de l'argent prêté par la banque retourne à la banque même, à travers la vente de créances détenues sur des tiers (l'argent virtuel des ménages américains). Ces créances, ces « nouveaux véhicules de titrisation » (*Mortgage Backed Securities* ou MBS^[164]) sont montés *ad hoc* par les *Special Purpose Vehicles* ou SPV^[165] (des structures juridiques, généralement *offshore*) et permettent

^[163] « 74,8% en 2006 », in S. Diop, « La crise du crédit à risque américain : une interprétation par l'Hypothèse d'Instabilité Financière de Minsky », in *Revue de la régulation. Capitalisme, institution, pouvoir*, 5|2009.

^[164] « Sigle pour Mortgage Backed Securities. Titres issus d'une *titrisation* et dont les actifs sous-jacents sont constitués de prêts hypothécaires (*Mortgage*) [...]. La commission de terminologie préconise la traduction : *créance hypothécaire titrisée (CHT)* », in A. Silem (éd), *op.cit.*

^[165] « Structure juridique, généralement *offshore*, portant les opérations de titrisation », in F. Lordon, *op.cit.*, p. 215.

à la banque de transférer les risques liés à ce type de crédits. C'est ainsi que la banque efface ces crédits de son bilan et qu'elle est ainsi deux fois gagnante. Mais pourquoi, pourrions-nous nous demander, quelqu'un voudrait-il acheter des titres de dette ? La réponse est simple : pour le profit. À savoir que les MBS peuvent, à leur tour, être retitrés et vendus sous forme de titres de dette (les *Collateralized Debt Obligations* ou CDO) encore plus rentables car plus risqués. Concluons en rappelant que les banques elles-mêmes investissent dans les CDO, à travers leurs propres *hedges funds*^[166] ou bien à travers ses départements traditionnels. La banque est trois fois gagnante.

Les deuxièmes victimes de la crise sont les investisseurs.

[21] « Et les agences de notation, n'ont, une fois de plus, rien vu venir ; comme lors de la crise asiatique de 1997. Mais que font les **gendarmes financiers** de la planète ? **Pas grand-chose**, c'est un autre problème. Faute de régulation stricte, les investisseurs ne savent plus le niveau de risques auxquels ils s'exposent. » (*Libération*, 11/08/2007)

[22] « Il rischio di mancato pagamento dei mutui non è stato valutato correttamente al momento di erogarli, e operazioni di cartolarizzazione hanno trasferito ad ancor più **ignari** investitori le conseguenze del fatto che, mentre di solito solo una piccola parte dei mutui va in sofferenza, questa volta i prezzi delle case erano tutti troppo alti, proprio perché i mutui erano così facili da ottenere, e sono scesi tutti insieme. » (*La Stampa*, 04/10/2008)

En [21] et [22] le journaliste, après avoir désigné les coupables, plaint les victimes, les investisseurs, ou du moins les excuse car ils ne savent plus quel est le risque auquel ils s'exposent. Le problème qui émerge ici n'est donc pas celui de la spéculation sans limite, mais l'absence d'informations.

Il nous paraît intéressant, avant de présenter la troisième catégorie de victimes, de prêter attention à la rhétorique employée dans la présentation des investisseurs. Nous avons remarqué la volonté de donner une image positive de l'investisseur ; en effet, il n'est pas seulement une victime de la crise, il en est également le héros.

[23] « Les **investisseurs audacieux, amateurs de risques et de fortes rentabilités**, cherchent déjà plus loin. Des capitaux affluent vers les marchés boursiers pourtant encore balbutiants de l'Ukraine, du Vietnam, ou même de certains pays de l'Afrique. » (*Le Figaro*, 10/09/2007)

^[166] « Organisme de gestion collective alternative à la recherche de la performance absolue. Il s'agit d'un fonds d'investissements spéculatifs ou fonds alternatif », in A. Silem (éd), *op.cit.*

En [23], nous pouvons observer la description élogieuse des investisseurs, de ces « fils de la finance » : ils sont audacieux, ils aiment le risque et l'argent et, loin de s'apitoyer sur leur sort, ils cherchent déjà plus loin, ils réagissent à la crise, ils ont la capacité de rebondir, tout comme la finance. Nous sommes face à un chevalier des temps modernes qui part à la conquête de nouveaux horizons, à un modèle à suivre. Il ne reste donc qu'à prendre exemple. Il est intéressant de remarquer l'habileté avec laquelle le journaliste réussit à donner une connotation positive au risque, aux fortes rentabilités – pour nous, forme euphémisée du terme *spéculation* – et à la poursuite de la richesse sans limite.

[24] « La Countrywide ha visto il titolo crollare da 40 a 8 dollari, ha sfiorato l'amministrazione controllata, ha quindi chiuso il terzo trimestre con una perdita record di 1,2 miliardi di dollari, ed è stata alla fine acquistata per 2 miliardi di dollari. Da chi? Proprio dalla Bank of America. Perché **Lewis non è tipo da tirarsi indietro**: “Bisogna sempre vedere nelle crisi qualche occasione d'affari”, ama ripetere. Con lo stesso **spavaldo coraggio** si era unito pochi mesi fa alla JP Morgan per comprare per ben 25 miliardi di dollari la finanziaria SLM Corp (“Sallie Mae”) specializzata nei prestiti agli studenti. » (*La Repubblica*, 29/10/2007)

En [24], le journaliste exalte le courage effronté (« spavaldo coraggio ») et la propension à accepter les défis (« Lewis non è tipo da tirarsi indietro »^[167]) de Geoff Lewis, directeur général de la Bank of America. Les paroles de Lewis, citées dans ce passage, permettent de présenter la crise comme une opportunité à saisir, mais ce n'est pas chose donnée à tout le monde ; pour y arriver il faut être hardi, il faut oser, risquer.

Les troisièmes victimes, enfin, sont les assurances.

[25] « Les nuages s'amoncellent dans la sphère financière : la crise du subprime, ces crédits accordés à des ménages américains modestes, fait de nouvelles victimes via les “rehausseurs de crédit”, dont le métier consiste à assurer les émissions obligataires des emprunteurs. » (*Le Figaro*, 22/01/2008)

[26] « Aig è un colosso dai piedi d'argilla, un gigante che molti temono possa diventare la prossima grande vittima della crisi dei mutui. Fino a pochi giorni fa Aig era la più grande compagnia di assicurazione del mondo per capitalizzazione di mercato e resta un anello fondamentale del sistema finanziario americano, l'equivalente per le assicurazioni di Citigroup, la prima banca del mondo. » (*La Repubblica*, 16/09/2008)

Les banques, faute de titriser et donc de céder les risques de défaut des crédits accordés aux ménages « peu solvables », les assurent. Mais pourquoi les assurances peuvent-elles bien vouloir souscrire des polices portant sur des produits si risqués ? Tout simplement parce que

^[167] Traduc. : « Lewis n'est pas parmi ceux qui reculent ».

ces polices, les *Credit Default Swaps* ou CDS^[168], leur rapportent une prime très rentable et l'ouverture de gains extraordinaires liés au développement du marché des « subprimes ».

Nous soulignons donc, une fois de plus, l'inconsistance des notions présentées, les lacunes nourries par la presse et la faiblesse de l'activité de *vulgarisation*. Nous sommes donc apparemment confrontés à un travail de rhétorique visant à dissimuler les erreurs, volontaires ou involontaires – là n'est pas le problème – commises par des acteurs financiers aveuglés par un système bâti sur la spéculation et sur la prise de risques démesurés, plutôt qu'à la transmission d'informations pertinentes et utiles pour que le lecteur puisse comprendre le cadre économique et financier contemporain. La presse considérée, loin d'éclaircir les actions qui ont déclenché ou aggravé la crise, se limite à défendre les fautifs car ils font partie d'un système « intouchable » et qui doit être sauvé coûte que coûte.

4.1.3.2.2. Deuxième axe : le pragmatisme

Le deuxième des trois axes reconnus regroupe les informations issues de ce que nous appellerons pragmatisme « externe » ou « élitare »^[169], c'est-à-dire propre à la classe dirigeante. En d'autres termes, ce type de pragmatisme relève uniquement de l'engagement de la classe politique face à la crise. L'analyse de notre « corpus » nous a permis d'identifier deux tendances issues du pragmatisme « externe » ; la première consiste à exhorter les banques centrales à agir pour « sauver » le système (il s'agit, dans ce sens, d'un pragmatisme passif). La deuxième consiste à s'engager directement à travers la recherche de solutions efficaces contre la crise (il s'agit, dans ce cas-là, d'un pragmatisme actif).

La première tendance – celle du sauvetage – se retrouve à plusieurs reprises dans notre « corpus » de référence. Nous avons repéré une technique discursive visant à nourrir l'idée d'après laquelle la finance doit être sauvée à tout prix. En effet, la presse, à travers une rhétorique bien rodée, soutient une série de démarches vouées à accomplir ce sauvetage. Observons les exemples :

^[168] « Contrat d'assurance de la valeur d'une créance obligataire. En échange d'une prime, le «vendeur de protection», s'engage à dédommager l'« acheteur» de toute perte résultant d'un incident de paiement sur le titre obligataire assuré », in F. Lordon, *op.cit.*, p. 213.

^[169] Le pragmatisme « externe » ou « élitare » s'oppose au pragmatisme « interne » ou « collectif », intéressant non seulement la classe politique, mais également l'ensemble de la population (cf. 4.2.1.2.).

- [1] « On se croirait revenu quinze ans en arrière, quand les banques centrales intervenaient massivement sur le marché des changes (souvent autour d'un 15 août, période de faux calme propice aux embardées financières) pour tenter de maintenir les parités entre différentes devises. [...] Habituellement, les banques centrales manient l'arme du taux d'intérêt, à la baisse pour relancer la machine, à la hausse pour refroidir le moteur. En pleine valse-hésitation, ni la BCE ni la Federal Reserve Bank (Fed) n'ont pour l'instant osé faire l'un ou l'autre. A défaut, elles se sont contentées de mettre de l'huile (pour 300 milliards, tout de même) dans les rouages. » (*Libération*, 11/08/2007)
- [2] « S'il (Nicolas Sarkozy) approuve l'intervention de Jean-Claude Trichet, le patron de la BCE, pour calmer les marchés lors de la crise du subprime, il trouve **“curieux d'injecter des liquidités sans baisser les taux”**. » (*Le Figaro*, 15/09/2007)
- [3] « Così Jean-Paul Fitoussi, consigliere economico del presidente francese Sarkozy, s'è concesso una parentesi polemica con la Bce: **“sarebbe sorprendente – ha detto – se la Bce a settembre alzasse i tassi, vista la crisi”**. Il rischio c'è, ha aggiunto Fitoussi “perché in Europa siamo vittime delle dottrine, non siamo pragmatici”. » (*La Stampa*, 21/08/2007)

En [1], le journaliste, après avoir lancé une critique aux banques centrales (« On se croirait revenu quinze ans en arrière »), attire l'attention du lecteur sur le fait que « habituellement, les banques centrales manient l'arme du taux d'intérêt, à la baisse pour relancer la machine, à la hausse pour refroidir le moteur ». L'adverbe *habituellement* permet de souligner qu'il s'agit d'une action usuelle, d'une sorte d'acquis dont la finance bénéficie d'office en cas de difficultés. Le message implicite est qu'il est tout de même étonnant que les banques centrales « se sont contentées de mettre de l'huile dans les rouages » sans prévoir une baisse des taux. Le message est explicité en [2], où le journaliste rapporte le point de vue de Nicolas Sarkozy, d'après qui il est « curieux d'injecter des liquidités sans baisser les taux » et en [3] où il rapporte l'opinion de Jean-Paul Fitoussi d'après qui une hausse des taux de la part de la BCE serait surprenante.

- [4] « La Banque centrale européenne a de son côté immédiatement volé au secours de places financières désemparées en injectant de fortes liquidités. “Nous nous attendons à ce que la Fed ajoute elle aussi des liquidités à court terme sur les marchés financiers dans un délai très court”, ont estimé jeudi les analystes du cabinet Global Insight. » (*Libération*, 09/08/2007)
- [5] « Attali estime qu'il faut “accepter de considérer que l'inflation, si elle reste modérée, n'est pas une tragédie”. Nous nous arc-boutons sur un seuil maximum de 2%. Et la croissance est presque nulle [...] Aujourd'hui, l'argent placé rapporte plus que l'argent que l'on gagne en travaillant. Il nous faut donc une baisse significative du loyer de l'argent. » (*Le Figaro*, 16/12/2007)

En [4] et [5], le ton change car ici, différemment qu'en [1], [2] et [3], le journaliste ne se limite pas à soutenir le point de vue d'après lequel il serait logique que les banques centrales prévoient des mesures pour sauver le système financier, mais il souligne l'attente et la nécessité de procéder à la mise en pratique de ces mesures. En [4], le journaliste choisit de

rapporter la position des analystes de Global Insight^[170] s'attendant « à ce que la Fed ajoute elle aussi des liquidités à court terme sur les marchés financiers dans un délai très court ». La finance est donc dans la position de pouvoir demander et espérer obtenir ce dont elle a besoin ? Apparemment, c'est bien le cas. Nous pouvons le constater en [5], lorsque Jacques Attali affirme qu'« il nous faut donc une baisse significative du loyer de l'argent ». Bien évidemment, le pronom *nous*, d'un point de vue linguistique, remplace le SN *la France*, mais implicitement ne se réfère-t-il pas à la finance ?

[6] « Les situation de crise appelant les grands moyens, la banque centrale américaine (Fed) a réduit hier son taux d'escompte de 50 points de base, à 5,75 % [...] Par ailleurs, la Fed a étendu à trente jours (éventuellement renouvelables) ses habituelles opérations de prêts quotidiennes ("overnight"), le tout dans le but d'offrir aux emprunteurs "une plus grande assurance sur le coût et la disponibilité des sources de financement". Ce double geste a réduit d'un coup les craintes d'un assèchement du marché du crédit qui montaient depuis quelques jours. Jusqu'à présent, Washington s'était contenté d'injecter des liquidités par le biais de ses prises en pensions au jour le jour – ce qu'elle a encore fait hier – soit quelques 95 milliards de dollars depuis le 9 août. Non seulement la baisse du taux d'escompte interrompt un cycle de trois ans de hausse, mais il s'agit du premier geste de la banque hors de ses réunions normales depuis les attentats du 11 Septembre. » (*Le Figaro*, 17/08/2007)

[7] « Quali le opzioni a disposizione del presidente della Federal Reserve Ben Bernanke? "Se la situazione peggiora non potrà continuare a dire che la sua preoccupazione è l'inflazione. Dovrà sostenere i mercati come fece Alan Greenspan dopo il crollo dell'ottobre 1987. Bernanke non ha una palla di cristallo e non sa cosa avverrà, ma le decisioni che prenderà sveleranno se è davvero all'altezza dell'illustre predecessore". » (*La Stampa*, 10/08/2007)

En [6] et [7], le journaliste souligne implicitement le fait qu'il est nécessaire de gérer la crise financière et que les conséquences à payer importent peu ; la finance appelle et la Banque Centrale doit répondre. En [6], il est intéressant de noter la façon dont le discours du journaliste présente l'intervention de la Fed comme une évidence, comme la conséquence logique et inévitable d'un événement d'exception. Il est également intéressant de remarquer la critique qui émerge lorsque nous lisons que « jusqu'à présent, Washington s'était contenté d'injecter des liquidités ». Ici, le message implicite est que ce n'était pas suffisant, qu'il fallait faire plus. Nous voulons enfin mettre l'accent sur le recours au SN *premier geste* qui nous semble chargé de deux sens ; d'une part, nous retrouvons l'esprit critique contre la Banque Centrale qui, enfin, fait un « geste ». D'autre part, il s'agit du « premier » geste, ce qui pourrait implicitement signifier que la finance pourrait en exiger d'autres. En [7], l'évidence

^[170] IHS Global Insight a plus de 3800 clients dans l'industrie, la finance, les organismes gouvernementaux pour un chiffre d'affaires de plus de 100 millions de dollars, 700 employés, 25 bureaux dans 14 pays couvrant le continent Américain, l'Europe, l'Afrique, le Moyen Orient et l'Asie.

se transforme – par le recours au verbe *devoir* au futur – en obligation « Bernanke devra soutenir les marchés ». On remarquera ici l’admiration montrée envers Alan Greenspan, défini comme l’« illustre prédécesseur » qui devrait servir de modèle à Ben Bernanke. Il convient tout de même de souligner qu’Alan Greenspan est considéré par certains économistes – notamment Lordon – comme l’un des principaux responsables de la formation de la bulle immobilière, à cause de sa politique monétaire très permissive.

Ces exemples nous amènent à une observation : la presse essaie de faire passer un message plutôt simple, c’est-à-dire que la finance est reine et que nous devons tout simplement l’accepter et s’incliner face à ces revendications. Pour mieux transmettre ce message, les journaux soulignent à plusieurs reprises les bienfaits du système financier et le secours qu’il apporte aux citoyens, surtout à ceux qui ont le plus de difficultés. Observons l’exemple suivant :

[8] « “On arrive à une pyramide, un système de dilution totale de la propriété. C'est un montage dangereux et malsain, car on perd la notion du sous-jacent en transformant un bien matériel en un bien virtuel”. Pourquoi ça continue ? Parce que c'est devenu une des plus grosses sources de revenu des banques d'investissement, qui transforment en titres boursiers les prêts immobiliers, les prêts de cartes de crédit ou les prêts à la consommation. “Sans ce système dit de sécurisation, les banques n'auraient jamais les moyens de prêter autant d'argent aux Américains, qui sont les gens les plus endettés au monde”. » (*Libération*, 22/11/2007)

En [8], le journaliste de *Libération* choisit de rapporter le point de vue de Gregori Volokhine, conseiller d’investissement de *hedge funds* chez Churchill Capital^[171]. Le message est clair : nous avons, sans doute, à faire à un système « dangereux et malsain », mais ce système de « sécurisation » est le seul pouvant garantir l’accès au crédit et donc, si nous voulons continuer à emprunter de l’argent, il faudra que nous acceptions les « contraintes » de ce système.

[9] « De son côté, Aurel Leven pense lui que cette crise risque d’assécher les marchés en liquidités et de compromettre le financement d’opération de nature à **soutenir les cours**, notamment **les rachats par endettement**. » (*Libération*, 03/08/2007)

En [9], le journaliste propose le point de vue d’Aurel Leven et, implicitement, défend un système bâti sur l’endettement car il permet de « soutenir les cours ».

^[171] Entreprise financière proposant ses services aux États-Unis, en Europe, en Asie, en Australie et dans les marchés des pays émergents.

[10] « Deux solutions s'offrent aujourd'hui. Soit le modèle du singe chinois – qui ni n'entend, ni ne voit, ni ne parle – se généralise et l'on peut craindre le pire. Soit la communauté financière tire les enseignements de ce coup de semonce et l'on peut **espérer** que la finance continuera **durablement** à jouer son rôle d'huile de graissage des mécanismes économiques. » (*Le Figaro*, 07/11/2007)

En [10], nous pouvons observer comment le journaliste se prêle à la défense du système financier et exprime le souhait que celui-ci « continuera durablement à jouer son rôle d'huile de graissage des mécanismes économiques ». Il est intéressant d'observer ici comme les deux solutions proposées par le journaliste mettent l'accent sur la nécessité d'un changement de la gestion du système financier – et non pas du système tel quel – construit autour de la transparence (« le modèle du singe chinois – qui ni n'entend, ni ne voit, ni ne parle – se généralise et l'on peut craindre le pire ») et de la prise de conscience des erreurs faites (« la communauté financière tire les enseignements »).

[11] « Pour Daniel Bouton, PDG de la Société Générale, elle-même détentrice de hedge funds, “la réglementation est un problème compliqué”. D'autant qu'il trouve à ces fonds des avantages “formidables”, notamment celui de répartir les risques. A l'aune de la crise liée aux subprimes américains, ces crédits immobiliers à risque accordés à des ménages peu solvables dans lesquels avaient investi de nombreux fonds, il se réjouit que “les pertes soient subies par une multitude d'intervenants”. Il trouve aussi normales les énormes rétributions perçues par les “gens brillants” et “redoutablement compétents” qui gèrent ces portefeuilles. Pierre Bellon, lui, se demande “ce que veut dire des gens brillants”. Dans la salle, une bonne partie des participants accordent du crédit à la remarque. Ce qui inspire la réaction du dirigeant d'un hedge fund : “Vous voyez, il y a comme une réticence à la financiarisation, ça fait hurler tout le monde, mais c'est consubstantiel à l'économie capitaliste, on n'y peut rien”. » (*Libération*, 30/07/2007)

En [11], malgré la présentation d'une remarque de Pierre Bellon^[172], il nous semble assister à une approbation voilée envers certaines pratiques très risquées qui ont déclenché la crise des *subprimes*. En effet, le journaliste, à travers l'organisation spatio-temporelle de l'information choisie, ainsi que par le choix ironique et provocateur du titre de l'article (« Qui a peur des méchants “hedge funds” » ?), diffuse, à notre avis, un message en faveur des *hedge funds* et des pratiques financières très discutables qui leur sont propres. Ce message se caractérise non pas par un véritable soutien, qui serait trop hasardeux, mais plutôt par la transmission d'un sentiment d'impuissance face à ce type de pratique ; le « on n'y peut rien », par lequel se termine l'intervention de Daniel Buton est le reflet de cette volonté.

[172] Fondateur et président de l'entreprise Sodexo.

- [12] « “Mutui subprime, ad esempio nessuno al momento ne fa più. Ci sono invece derivati più semplici che continueranno a essere usati”. Insomma **l’innovazione finanziaria è “irreversibile”, “i derivati e i prodotti strutturati non vanno demonizzati”**, ma “la lezione non va dimenticata”. » (*La Stampa*, 23/10/2007)
- [13] « La crisi è sistemica e ha bisogno di una soluzione sistemica, ma ogni progetto finisce in falò, travolto dall’incalzare degli eventi. La misura del livello dello sconcerto anche tra gli studiosi la dà il “blog” di Gary Becker e Richard Posner: il premio Nobel per l’Economia che insegna a Chicago continua a pensare che la tempesta finanziaria avrà **alla fine uno sbocco di mercato (“il capitalismo viene dato per morto a ogni crisi, eppure è sempre lì”)**, ma ammette di aver sottostimato la portata della crisi e, dopo averla osteggiata, adesso rivaluta la ricetta Paulson, almeno per evitare il “meltdown”. Nella sua risposta il celebre giurista conservatore si dice anch’egli convinto che **“il capitalismo sopravvivrà perché tutto il resto, dal comunismo classico al corporativismo fascista non è praticabile”**, è fallito. Ma quello che sopravvivrà “sarà un capitalismo danneggiato, costretto al compromesso. Del resto già 80 anni fa la Grande Depressione ci lasciò in eredità una buona dose di collettivismo”. » (*La Repubblica*, 30/09/1008)

En [12], nous observons la défense de la finance « structurée », c’est-à-dire très risquée. Cette défense se construit autour du prétexte de l’impossibilité du changement, de l’irréversibilité de l’« innovation financière ». Cette idée de l’impossibilité du changement se retrouve en [13], où le seul argument justifiant la conviction que l’économie de marché ou capitaliste survivra s’appuie sur la déclaration que tout autre système économique n’est pas praticable.

- [14] « “L’incapacità del governo di varare riforme focalizzate sulla spesa pubblica”, aggiunge Cullinan, è una delle voci che continua a pesare di più sul giudizio dell’economia italiana. “É uno dei nodi più importanti per il rating”, aggiunge l’analista di S&P. Ed è il nodo che l’Italia non riesce ancora a sciogliere nonostante sia una delle ossessioni del governo. **“Progressiva liberalizzazione dell’economia in modo da mettere al centro i diritti dei consumatori” e “semplificazione e alleggerimento della pubblica amministrazione” sono, infatti, due punti del Piano per la crescita e lo sviluppo presentato ieri dal Professore nel vertice di maggioranza.** » (*La Repubblica*, 11/01/2008)

En [14], le journaliste rapporte le point de vue de Trevor Cullinar qui propose un « remède » contre les « maux » de l’économie italienne – qui ne sont pas la lutte contre la corruption et l’économie souterraine, la hausse des salaires dont le niveau est honteux ou la recherche d’un système bâti sur la méritocratie et non pas sur le familialisme – mais plutôt la libéralisation de l’économie et la « simplification »^[173].

Cet exemple, ouvre la voie à la deuxième tendance – centrale dans la presse – de la transparence et de la régularisation de la finance : les crises s’enchaînent et les mêmes mots résonnent.

^[173] SPE qui remplace le syntagme-« tabou » *déréglementation de l’administration*.

- [15] « Qu'il faut plus de **transparence** et justement une **meilleure gouvernance** pour éviter de passer d'une bulle à l'autre. » (*Libération*, 11/08/2007)
- [16] « Hier, Nicolas Sarkozy a réagi à sa manière à la crise financière liée aux *subprimes* américaines. Et a déclaré à des journalistes présents à Wolfeboro, où il passe ses vacances américaines : “*Il faut qu'il y ait de la transparence, il faut qu'il y ait de la régulation*”. » (*Libération*, 17/08/2007)
- [17] « La conclusion n'est pas que la finance est une activité socialement inutile ou nuisible. Tout au contraire, le crédit est essentiel pour la croissance, et les États-Unis vont l'apprendre à leurs dépens avec le *credit crunch*. C'est parce que la finance est si utile qu'il ne faut pas hésiter à interdire certaines pratiques (en particulier celles qui permettent de placer certaines opérations hors du bilan) et à obliger les institutions financières à plus de **transparence**, les plus opaques étant les *hedge funds* qui opèrent sur les marchés. » (*Libération*, 12/11/2007)
- [18] « “Sicuramente per far tornare la fiducia occorrerebbe essere più **trasparenti** e **chiari** sia nell'informazione al mercato sia sulle responsabilità oggettive e soggettive”. E dunque? “Viene da dire: prima le regole e poi i soldi!”. Sembra invece si sia fatto il contrario: prima i soldi. Poi, forse, penseremo alle regole... “É giunto il momento di una riflessione sulle regole e i controlli”. Il ministro dell'Economia lo ha lucidamente indicato e tutti coloro che, in questi anni, hanno esaminato il mondo dei prodotti “tossici” lo hanno compreso e denunciato. Anche se vanamente. In concreto, a che regole pensa? “La riforma del diritto dei mercati finanziari e la riforma delle autorità di controllo devono costituire la priorità dell'intervento governativo e legislativo anche perché queste riforme devono indicare come sarà la nuova finanza che merita di essere aiutata con l'intervento economico degli Stati. Altrimenti si avrà ancora la sensazione di interventi a ‘fondo perduto’, di aiuti ad istituzioni finanziarie che non lo meritano e nelle quali sarà comunque difficile continuare a riporre fiducia”. » (*La Stampa*, 21/10/2008)

Ce ne sont que quelques exemples, mais le recours à ces termes est très largement diffusé dans notre « corpus » de référence. Ces termes sont les mêmes qui ont été utilisés au cours de la crise Internet éclatée en 2000 ; la régulation, la transparence, la dénonciation des opérations hors bilan apparaissent comme des notions vides de sens car elles viennent tout simplement d'individus qui n'ont pas de véritable intérêt à ce que ces mots se transforment en actions concrètes et surtout rapides. En effet, le temps de la mise en application de la réglementation proposée (Bâle 3^[174]) pour éviter les crises futures, permet très aisément de préparer la crise suivante que cette réglementation est censée éviter^[175]. En attendant la mise en pratique de cette réglementation, cependant, il n'est pas question de rester les mains dans les poches ; il y a des urgences à gérer, il faut réagir à la crise, il faut donner à la finance ce dont la finance a besoin. Cette vague régulatrice débute donc, paradoxalement, avec un ultérieur « assouplissement » des règles en vigueur : injections impressionnantes de liquidités de la part

^[174] « Mesures destinées à renforcer la solidité du système bancaire proposées par le comité de Bâle (organisme chargé d'ériger les règles de base des métiers de la banque) qui est hébergé par le BRI (Banque des Règlements Internationaux) dont le siège est Bâle », in A. Sillem (éd), *op.cit.*

^[175] La réforme *Bâle I* a été mise en place en 1988 et appliquée en 1993, permettant la formation de la bulle Internet. *Bâle II* a été mise en place en 2004 et elle est entrée en vigueur en 2008, permettant la formation de la bulle immobilière. *Bâle III* a été mise en place en 2010 et prendra normalement effet entre 2015-2018.

des banques centrales, baisses des taux, accès à la procédure du réescompte^[176] via l'échange de titres de très mauvaise qualité, échéance *d'overnight*^[177] étendue à trente jours, ensuite à quatre-vingt-dix jours et surtout l'accès des banques d'affaires qui, jusqu'à présent, en étaient écartées, aux procédures de refinancement propres aux banques classiques. Cette ouverture au refinancement étatique est une véritable conquête pour le monde de la finance qui se voit ouvrir la voie à un type de refinancement dont elle était écartée. Frédéric Lordon résume très justement le problème :

La formidable ambivalence des relations nouées entre la finance privée et la banque centrale autour de la question névralgique du risque de système nourrit donc le paradoxe qui veut que les conquêtes arrachées par les banques sont proportionnelles à la gravité de la situation ! Aussi chaque crise qui ne se termine pas dans la ruine finale est-elle l'occasion de mettre un coin de plus dans la porte et d'arracher une nouvelle (et bien nommée) "facilité" dont on peut être sûr que la finance saura faire ce qu'il faut pour lui donner tout le lustre jurisprudentiel possible et en faire un acquis irréversible. Qu'a donc conquis la finance à l'occasion de la crise des subprimes ? Elle a conquis que la banque centrale a été capable de ça. Que la politique du bord du gouffre est certaine d'arracher à l'autorité monétaire le dépassement de soi, la répudiation de ses propres limites, le renversement de ses normes, bref l'exception [...]. Voilà donc la banque centrale prise dans un dilemme en apparence insoluble : plus spectaculairement elle rattrape les catastrophes antérieures, plus certainement elle prépare les catastrophes à venir^[178].

4.1.3.2.3. Le troisième axe : l'axiologie

Le troisième axe se présente comme un ensemble d'informations caractérisées par la mise en valeur de la responsabilité dont la classe dirigeante doit faire preuve afin de maîtriser la crise. Dans ce cas, comme dans celui du pragmatisme, nous avons identifié une axiologie passive – exemples [1], [2] et [3] – par laquelle la classe politique sollicite les agents financiers à se montrer responsables, et une axiologie active – exemples [4], [5] et [6] – par laquelle la classe politique engage sa propre responsabilité.

- [1] « Silencieux depuis plus d'une semaine, et critiqué pour cette raison, Nicolas Sarkozy doit évoquer mardi matin la crise financière internationale devant l'assemblée générale des Nations Unies, où il s'exprimera au nom des 27 pays de l'Union européenne (UE). Il prononcera jeudi à Toulon un grand discours de politique économique. Selon son entourage, le président en exercice de l'UE devrait insister à New York sur l'un de ses sujets favoris, la nécessaire "**moralisation du capitalisme financier**", déjà rôdé l'an dernier devant la même assistance. » (*Le Figaro*, 23/09/2008)

^[176] Opération de mobilisation des effets de commerce, c'est-à-dire une opération par laquelle une banque verse au porteur d'un effet de commerce non échu le montant de celui-ci.

^[177] « Opération de crédit à court terme qui consiste à acheter, avant son échéance, un effet de commerce au porteur de celui-ci en remettant le montant de la créance, déduction faite du taux d'escompte officiel, fixé par la banque centrale », in A. Silem (éd), *op. cit.*

^[178] F. Lordon, *op.cit.*, p. 148.

- [2] « Pour Nicolas Sarkozy, le fonctionnement actuel des marchés financiers a “transféré des risques bancaires sur de très nombreux acteurs économiques”, qui sont “très mal identifiés”. Le chef de l’État demande **donc un “examen attentif” du “rôle et de la responsabilité des banques dans le bon fonctionnement des marchés de crédit”**. » (*Le Figaro*, 16/08/2007)
- [3] « Sulla mancata approvazione del piano, l'Europa ha fatto sentire la sua voce. “La Commissione Europea si aspetta che le autorità Usa vadano avanti presto con le decisioni che erano state prese e **si assumano le loro responsabilità**”, ha detto il portavoce della Commissione Johannes Laitenberger. » (*Il Corriere della Sera*, 30/09/2008)
- [4] « Toutefois, face à une situation qui s'aggrave au fil des jours, Nicolas Sarkozy a pris l'initiative. Il a écrit ce jeudi à la chancelière allemande Angela Merkel, qui assure la présidence du G7, pour demander aux dirigeants des sept pays les plus industrialisés du monde d'adopter des mesures pour renforcer la “*transparence du fonctionnement des marchés*”. “*Il me paraît de notre **responsabilité de chefs d’État et de gouvernement** de tirer dès à présent les conséquences et les enseignements*” de la crise des prêts hypothécaires à risques aux États-Unis (subprimes), a indiqué Nicolas Sarkozy. » (*Libération*, 16/08/2007)
- [5] « Intanto i leader del G8 (Usa, Giappone, Gb, Francia, Germania, Italia, Canada, Russia) in un comunicato diffuso dalla Casa Bianca hanno reso noto che si sono impegnati ad una azione congiunta per combattere la crisi finanziaria ed hanno concordato di incontrarsi “in un futuro vicino”. Il comunicato riafferma che i paesi membri “sono uniti nell’impegno di far fronte alla nostra condivisa **responsabilità** per risolvere la crisi, rafforzare le nostre istituzioni finanziarie, restituire fiducia nel sistema finanziario”. » (*Il corriere della Sera*, 15/10/2008)
- [6] « La Banca d’Inghilterra ha raddoppiato la liquidità che provvede per le banche. Abbiamo garantito i nuovi prestiti tra le banche, in modo che il sistema possa riprendere a funzionare, e infine abbiamo messo a disposizione almeno 50 miliardi di sterline per la ricapitalizzazione dei nostri istituti. In cambio, prenderemo quote delle banche e garantiremo i prestiti interbancari a termini commerciali. Al cuore di queste riforme ci sono chiari principi di trasparenza, **integrità, responsabilità, buona gestione e cooperazione senza frontiere**. » (*La Stampa*, 11/10/2008)

4.2. LA VULGARISATION DE LA CRISE DE LA DETTE PUBLIQUE

Après avoir examiné le processus de *vulgarisation* de la crise des *subprimes*, nous voulons maintenant prêter attention à la manière dont l’activité de *vulgarisation* de la crise de la dette (ou des dettes) publique a été menée par la presse analysée. Cela nous paraît soutenir l’hypothèse que nous avons émise précédemment, c’est-à-dire que la *vulgarisation* apparaît comme une activité destinée à l’endoctrinement néolibéral plutôt qu’un outil servant à la transmission de connaissances suffisamment précises pour permettre aux lecteurs de comprendre le cadre économique-financier qui influence tant son quotidien.

4.2.1. Les acquis de la *vulgarisation* de la crise de la dette publique

L'analyse menée dans la partie précédente nous a permis d'identifier un modèle discursif déterminé par l'interdépendance de trois axes de transmission de l'information. Ce modèle, que nous avons également reconnu dans le traitement de la crise de la dette, est caractérisé – nous préférons le rappeler – par la transmission d'informations destinées, en premier lieu, à la dénonciation des coupables et à la compassion des victimes (premier axe), en second lieu, à la mise en valeur d'un esprit pragmatique orienté vers l'urgence générée par la crise (deuxième axe) et, en troisième lieu, à la constitution d'une axiologie construite autour de valeurs telles que le sens moral, la responsabilité et, dans le cas de la crise de la dette, l'orgueil national et européen (troisième axe).

4.2.1.1. Premier axe : les coupables et les victimes

Le premier axe que nous avons identifié est celui des coupables et des victimes de la crise. La dénonciation des coupables s'effectue, comme dans la crise des *subprimes*, par le décèlement de l'« ennemi » sur qui la faute va reposer. Les premiers ennemis, dans cette crise, sont les États, coupables de trop dépenser. La désignation de l'« ennemi-État » permet de fixer l'attention sur l'effet produit par la combinaison de problèmes divers, plutôt que sur les problèmes eux-mêmes. À ce propos, Lordon écrit :

Le décentrement de l'attention depuis les tares de la finance privée vers le “problème de la dette publique” aura porté à son plus haut point un certain art de la diversion, de l'escamotage et de la contre-attaque. Non pas qu'il ne se passe rien du côté des dettes publiques — on aura même rarement vu explosion si spectaculaire. Mais il ne se passe rien qui ne soit l'effet direct de la crise financière privée — et les banquiers qui plastronnent ne plus rien devoir à la société au motif que les aides d'urgence ont été remboursées, faisant comme si la récession qui s'en est suivie, et l'effondrement des recettes fiscales, et l'explosion des déficits, n'étaient pas de leur fait, font penser à des apprentis artificiers qui s'estimeraient quittes d'avoir remboursé la poudre mais laisseraient derrière eux le bâtiment écroulé. Sous les dehors d'une réponse “rationnelle” et “nécessaire” de la politique budgétaire à une conjoncture particulière, c'est en fait une stratégie structurelle de rétrécissement, il faudrait même dire de démantèlement, de l'État social qui voit le jour au printemps 2010, portée par la force d'une situation en laquelle les libéraux croient pouvoir puiser la justification suffisante pour faire passer ce qui jusqu'ici ne passait pas. On connaissait déjà les procédés ordinaires de l'ajustement budgétaire : non-remplacement des fonctionnaires partant en retraite, baisse de leurs salaires nominaux, coupes sauvages dans les dépenses publiques, diminutions des prestations sociales, augmentations de TVA, etc., mais cette conjoncture bénie des dieux autorise à les pratiquer à une échelle sans précédent^[179].

^[179] F. Lordon, « Sur le toboggan de la crise européenne », in *Le Monde diplomatique*, décembre 2011.

Observons les exemples :

- [1] « Enfin la dernière priorité est sans doute la plus importante : rendre cette crise salutaire pour l'Europe. Le citoyen européen moyen a enfin compris que l'État n'avait pas la réponse à tout, que ses marges de manœuvre dans une économie de marché globalisée s'étaient limitées et que comme n'importe qui, **l'État ne pouvait impunément et indéfiniment écrire des chèques en bois**. En Irlande, en Espagne, au Portugal et maintenant en France, les chimères du fameux modèle social européen volent en éclats. Les **Français comprennent** que la retraite à 60 ans n'est pas tenable, que les fameux avantages acquis ne restent acquis que s'il y a quelqu'un pour les financer et que, pour le meilleur et pour le pire, ce quelqu'un est encore le marché sans lequel l'État ne pourrait s'endetter. Paradoxalement, en imposant cette cure de réalisme, les marchés ont peut-être fait pour l'Europe en quelques mois ce qu'aucun responsable politique ne serait parvenu à faire en une génération. C'est une aubaine extraordinaire et il faut en profiter pour faire que l'Europe puisse enfin entrer dans le XXI^e siècle. » (*Le Figaro*, 28/06/2010)
- [2] « Il segnale che aspettano i mercati è evidente. L'Italia è un Paese nel quale lo **Stato deve dimagrire**. La **spesa pubblica**, che è un **macigno** sull'enorme debito che abbiamo accumulato, dev'essere necessariamente ridotta se si vuole riconquistare la fiducia. Per mettersi al riparo dalla speculazione e riprendere la via dello sviluppo. Più chiaro di così... **Purtroppo c'è ancora chi fa finta di non capire**. Qualche alto magistrato, che si dimette per protesta contro un taglio del 10% della sua elevata retribuzione (sempre meritata?). Qualche **funzionario statale che corre a far domanda di pensione, dando così il suo piccolo contributo al peggioramento dei conti**. Ma soprattutto quel grumo di potere abbarbicato alla spesa pubblica, che difende disperatamente lo status quo. » (*Il Corriere della Sera*, 30/05/2010)

En [1] – qui loin de donner des informations pertinentes, nous paraît un exemple très réussi de *novlangue* – nombreux sont les éléments importants à analyser ; commençons par deux énoncés – « l'État ne pouvait impunément et indéfiniment écrire des chèques en bois » et « les marchés ont peut-être fait pour l'Europe en quelques mois ce qu'aucun responsable politique ne serait parvenu à faire en une génération » – dont la mise en relation permet de distinguer le bon du mauvais, le sain du malsain, le « sage » marché de l'État « déraisonné ». Il manque cependant ici la référence aux « chèques en bois » que les États, par le biais des Banques Nationales, ont libellés aux banques lors de la crise des *subprimes*. Il manque aussi ici une donnée statistique : le déficit public moyen dans la zone euro était de 0,7% du PIB et la dette publique de 66,3% du PIB avant la crise de 2007 (la crise des *subprimes* et surtout la récession qui l'a suivie a fait grimper le déficit à 6,2% et la dette à 85,4% en 2010)^[180]. Cependant, les dépenses sont stables ou en baisse dans l'UE depuis les années 90^[181] ; le

^[180] Eurostat, *Fourniture des données de déficit et de dette pour 2010 – 2^{ème} notification. Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 6,2% et 6,6% du PIB*, 153/2011 - 21 octobre 2011, <http://ec.europa.eu/eurostat>.

^[181] Ministère du budget des comptes publics et de la réforme de l'État, *Projet de loi de finances pour 2012. Rapport sur les finances publiques et son évolution*, <http://economie.gouv.fr>, p. 14.

problème de la dette n'est donc pas présenté, à notre avis, du point de vue adéquat. Très rarement, en effet, nous trouvons des informations relatives à la diminution des recettes, issue du manque d'harmonisation fiscale entre les États européens et de la concurrence fiscale bâtie sur la défiscalisation en faveur des sociétés, des patrimoines et des hauts revenus. Ce qui est, en revanche, présent ici est l'exaltation des marchés, qui ne sont pas condamnés pour avoir spéculé sur les dettes souveraines (de la même manière dont ils avaient spéculé sur la dette des *subprimes*) en les faisant augmenter ultérieurement, mais qui sont remerciés pour avoir alerté l'Europe à propos de la nécessité d'atteindre l'équilibre budgétaire. Ce chef-d'œuvre de rhétorique mérite une dernière remarque concernant une compréhension présumée – et donc consentement – des Français (« Les Français comprennent que la retraite à 60 ans n'est pas tenable ») et des Européens (« Le citoyen européen moyen a enfin compris que l'État n'avait pas la réponse à tout ») face à la « priorité » de résoudre le problème de la dette et de punir (« impunément ») enfin (« indéfiniment ») les États. Cette rhétorique est orientée vers la légitimation des réformes proposées (dans ce cas, celle des retraites) à travers la représentation du consentement de l'opinion publique.

En [2], le sémantisme négatif des termes « dimagrire »^[182] et « macigno »^[183] – le premier se référant à l'État et le deuxième à ses dépenses – offre une image claire du « coupable » et permet de soutenir la nécessité de réduire les dépenses publiques (« La spesa pubblica dev'essere necessariamente ridotta »^[184]). Dans cet exemple, comme dans l'exemple [1], nous ne retrouvons pas des informations utiles à la compréhension, mais plutôt une critique très explicite des fonctionnaires (« qualche funzionario statale che corre a far domanda di pensione, dando così il suo piccolo contributo al peggioramento dei conti »^[185]). Il est intéressant de remarquer comme, dans les deux énoncés proposés, le marché joue un rôle majeur ; en effet, l'énoncé [1] se termine avec l'espoir de pouvoir, grâce aux marchés – qui offrent une « aubaine extraordinaire » – voir la porte du XXI^e siècle s'ouvrir à l'Europe. L'énoncé [2] s'ouvre avec la mise en valeur de l'attente d'un signal de la part des marchés (« il segnale che aspettano i mercati è evidente »^[186]). Les marchés sont donc pourvus d'un rôle majeur et c'est en vertu de celui-ci qu'ils peuvent avancer des requêtes, sanctionner et, inquiets, mettre la pression sur les États. Observons les exemples :

^[182] Traduc. : «Maigrir ».

^[183] Traduc. : «Peser une tonne».

^[184] Traduc. : «Les dépenses publiques doivent être nécessairement réduites».

^[185] Traduc. : «Quelques fonctionnaires d'état qui se pressent de demander la retraite donnant ainsi leur petite contribution à la dégradation des comptes publics».

^[186] Traduc. : «Le signal que les marchés attendent est évident».

- [A] « La **sanction des marchés** n'a pas tardé : la note de la Grèce a été dégradée par les agences de notation, ce qui a renchéri le coût du financement de la dette. En effet, les taux d'intérêt à long terme sont librement fixés par les marchés et, depuis le début de la crise financière, ils exigent une prime de risque importante aux États dont la "signature" est jugée fragile. » (*Libération*, 23/01/2010)
- [B] « I mercati **temono la recessione**. Borse ancora in profondo rosso. Si chiude una settimana condizionata dai timori sulla frenata dell'economia Usa. Tutti i listini principali chiudono con ribassi superiori all'1%, solo Londra contiene le perdite. A Milano -1,22% per l'Ftse Mib e -1,15% per l'All share. In calo euro e petrolio". » (*La Repubblica*, 20/08/2010)
- [C] « La **pression des marchés, de plus en plus inquiets de la solidité financière de l'Espagne**, a conduit le chef du gouvernement espagnol, le socialiste José Luis Rodriguez Zapatero, à annoncer dans l'urgence, mercredi 1^{er} décembre devant le Parlement, un nouveau tour de vis budgétaire, des privatisations ainsi qu'une série de mesures pour relancer l'économie. » (*Le Monde*, 02/12/2010)

Le rôle majeur accordé aux marchés s'observe, également, dans la tendance de la presse à diffuser des informations permettant de faire valoir que ceux-ci ne sont pas responsables de la crise et que, par conséquent, il n'est pas nécessaire de remettre en discussion les principes clés du système néolibéral qui doivent, au contraire être défendus. Observons les exemples :

- [3] « On ne réglera pas non plus la crise en s'en prenant à **d'imaginaires boucs émissaires, comme les marchés financiers**. La plupart des États des pays développés se sont considérablement endettés ces dernières années. Or, quand on s'endette, on se met sous la coupe de ses créanciers. **Il est tout aussi vain de critiquer les produits financiers comme les CDS (qui sont, en gros, des contrats d'assurance contre le risque de faillite d'un État)**. » (*Le Figaro*, 29/04/2010)

En [3], la défense des marchés passe par des appréciations privées de renseignements permettant de les partager ou de s'en dissocier. Ici, nous pouvons relever un jeu d'évidences par le biais d'énoncés tels que « On ne réglera pas non plus la crise en s'en prenant à d'imaginaires boucs émissaires, comme les marchés financiers » ou bien « Il est tout aussi vain de critiquer les produits financiers comme les CDS ». Les informations transmises apportent, pour l'essentiel, deux « vérités » : la première est que les États se sont endettés et la deuxième est que les marchés sont leurs boucs émissaires. Hormis ces « certitudes », le lecteur n'aura découvert ni par quel mécanisme l'endettement des États a grimpé si fortement au cours des dernières années ni quelles peuvent être les conséquences engendrées par le recours aux CDS. Ces derniers sont ici présentés comme des produits utiles, « en gros, des contrats d'assurance contre le risque de faillite d'un État » ; aucune information n'est fournie, en revanche, à propos d'éventuels problèmes résultant de ces assurances.

- [4] « Le marché financier n'échappe pas à ce mariage instable entre **risque et innovation** : les “dérivés” financiers, au cœur de la crise mondiale –on ne sait plus quelle est la valeur réelle de ces papiers- avaient, durant vingt-cinq ans, jusqu'en 2008, alimenté la croissance par un capital abondant et bon marché. **Sans ces “dérivés” aujourd'hui diabolisés, nous n'aurions certainement pas connu, de 1983 à 2008, un développement mondial sans précédent historique.** Fallait-il interdire cette **innovation-là** ? Il est tentant d'incriminer le banquier qui a distribué une surabondance de “dérivés” à une clientèle **présumée innocente**. Cette réduction de la crise à un complot de banquiers, motivés par l'appât du gain, n'est pas une explication : on confond l'**innovation** avec l'excès. D'où vint cet abus ? [...] Les discours moralisateurs sur la “régulation du capitalisme” par les États sont peu utiles : les gouvernements ne sont pas plus moraux ni efficaces que les marchés (**la preuve par la Grèce**). Réglementer encore plus un marché qui est déjà très réglementé risque de bloquer l'**innovation** là où elle serait nécessaire. » (*Le Figaro*, 30/04/2010)

En [4], outre la sublimation des bienfaits des *dérivés* sans lesquels « nous n'aurions certainement pas connu, de 1983 à 2008, un développement mondial sans précédent historique », il est intéressant de noter le syntagme *présumée innocente* se référant à la clientèle qui les a achetés. Ce syntagme soulève un doute quant à la moralité des acheteurs en permettant de détourner l'attention des lecteurs du problème principal : le risque structurel de ces produits. Enfin, il nous paraît également important de souligner la récurrence du signe *innovation* (il apparaît quatre fois dans l'énoncé proposé). La répétition de ce signe à plusieurs reprises dénote la volonté d'exploiter – outre la connotation positive que le signe *innovation* est censé susciter – la relation, généralement admise, entre innovation et prise de risque.

- [5] « Oggi cambia la composizione dell'indice Ftse/Mib: il paniere delle 40 maggiori società quotate, che meglio rappresenta Piazza Affari. Esce Mondadori, un'icona della nostra industria, ed entra Azimut, risparmio gestito. Il cambiamento della composizione di un indice di Borsa è un fatto marginale sia per il mercato azionario, sia per le società coinvolte; e irrilevante per l'economia nel suo complesso. Ma ha una valenza simbolica. Ed è un buon pretesto per fotografare il nostro capitalismo, e confrontarlo con quello degli altri, dopo i postumi della crisi e a 15 anni dall'avvio del processo di risanamento economico, privatizzazioni, liberalizzazioni, regolamentazioni, sfociato nella costituzione dell'Eurozona. L'immagine del **capitalismo italiano** che si riflette nello specchio dell'indice Ftse/Mib sembra **una fotografia ingiallita di 15 anni fa**. La cosa dovrebbe farci riflettere perché rappresenta **un'ipoteca sul nostro futuro benessere**. Invece, sembra provocare solo scarso interesse, se non paradossali sussulti d'orgoglio per una ipotetica “via italiana” al capitalismo che, come l'isola di Peter Pan, non c'è, ma è un mito troppo bello per essere sfatato. » (*La Repubblica*, 22/03/2010)

- [6] « Qual è la sua ricetta per creare nuovo lavoro? “**Liberalizzazioni, per cominciare**” [...]. Ma intanto le disuguaglianze sociali crescono. E pure l'iniquità. Lei come la vede? “Astrattamente vorremmo un mondo chiuso, dove tutti stanno bene e hanno diritti senza alcun dovere. Ma non è così. Ora c'è la globalizzazione che pone limiti ma ha anche meriti. **Il primo dei quali è aver portato nel circuito del benessere e fuori della povertà una fetta di mondo finora dimenticata**”. » (*La Repubblica*, 27/06/2010)

[7] « Le tensioni che attraversano l'area euro sono serie. Il Fmi fa un'analisi che offre spunti a chi vede l'unione monetaria europea divisa fra “cicale” del Sud e “formiche” del Nord (fino all'assurda e impraticabile proposta di dividere l'euro in due). Un'istituzione come il Fondo monetario non si può permettere di parlare di cicale e formiche, ma il senso è quello. Le cicale hanno ricevuto notevoli vantaggi dall'ingresso nell'euro, nel senso che hanno potuto permettersi di vivere al di sopra dei propri mezzi (importano più di quanto esportano). Ora si trovano in una situazione pericolosa. La cura consigliata dal Fondo monetario è severa: da subito, più tasse e meno spese; dopo, freno al costo del lavoro e **liberalizzazioni**. » (*La Stampa*, 12/05/2010)

En [5], la transmission de l'information – la sortie de Mondadori et l'entrée d'Azimut dans le panier des 40 plus grandes entreprises cotées en bourse – passe par une critique du capitalisme italien qui n'a pas su évoluer et qui est le même d'il y a 15 ans (« L'immagine del capitalismo italiano che si riflette nello specchio dell'indice Ftse/Mib sembra una fotografia ingiallita di 15 anni fa »^[187]). Cette critique – qui s'appuie sur une comparaison avec les autres pays européens qui ont su, eux, évoluer dans le sens des privatisations et des libéralisations (« ed è un buon pretesto per fotografare il nostro capitalismo, e confrontarlo con quello degli altri »^[188]) – devrait, d'après le journaliste, amener à réfléchir sur les bienfaits de ce type de capitalisme – le capitalisme libéral – qui est présenté comme un pilier pour l'avenir des Italiens. Il nous paraît intéressant de souligner la résolution avec laquelle l'alternative au capitalisme libéral apparaît non seulement comme inenvisageable, mais totalement inexistante, tout comme le Pays imaginaire de Peter Pan (« l'isola di Peter Pan »).

La proposition de réflexion et la suggestion avancée aux Italiens, claire, mais pas explicite, de s'engager avec vigueur dans la voie du libéralisme, est explicitée en [6] (« “qual è la sua ricetta per creare nuovo lavoro?” “Liberalizzazioni, per cominciare” »^[189]) et en [7] (« la cura consigliata dal Fondo monetario è severa: da subito, più tasse e meno spese; dopo, freno al costo del lavoro e liberalizzazioni »^[190]).

Après avoir présenté cette catégorie de « coupables », nous pouvons passer à la deuxième ; les deuxièmes coupables sont la Grèce et les autres *PIGS*.

^[187] Traduc. : « L'image du capitalisme italien qui se reflète dans le miroir de l'indice Ftse/Mib ressemble à une vieille photo jaunie d'il y a 15 ans ».

^[188] Traduc. : « C'est un bon prétexte pour photographier notre capitalisme et le comparer à celui des autres ».

^[189] Traduc. : « “Quelle est votre recette pour créer de nouveaux postes de travail?” “Libéralisations tout d'abord” ».

^[190] Traduc. : « Le remède conseillé par le fonds monétaire est sévère : dès à présent, plus d'impôts et moins de dépenses ; par la suite, frein aux coûts du travail et libéralisations ».

- [8] « La **mauvaise Grèce** qui amaigrit l'euro. » (Libération, 23/01/2010)
- [9] « En Espagne, les jeux sont donc faits, la banque rafle la mise. Avec l'Irlande, l'Espagne a été la plus touchée par la crise financière. Entré bon dernier dans la tourmente, le pays sera le dernier aussi à en sortir. Néanmoins, son cas n'a strictement rien à voir avec celui de la Grèce. À Athènes, l'État n'existe pas, il est un puits sans fond : les Grecs ont fait de la **fraude fiscale et de la corruption un sport national**. Les Espagnols, ces “Prussiens du Sud”, graves, opiniâtres, travailleurs, et aujourd'hui courageux dans l'adversité, n'ont rien de commun avec les peuples des Balkans. » (*Le Figaro*, 25/02/2010)
- [10] « **Depuis vingt ans, la Grèce a promis de faire des réformes structurelles qu'elle n'a jamais faites**... Je peux donner l'exemple du Portugal. En 2005, mon pays était aussi dans une situation difficile : alors qu'il n'y avait aucune crise mondiale, notre déficit était de 6,8% du PIB, le plus élevé de la zone euro, tous nos partenaires de la zone euro étant sous les 3%. Ce dérapage était dû à une explosion du nombre de fonctionnaires publics et à un déséquilibre structurel de la sécurité sociale, en particulier du régime de retraite. En allongeant la durée de la vie active, nous avons ramené la croissance annuelle des dépenses de retraites à 3,4% contre 9% en 2005. » (*Libération*, 03/02/2010)
- [11] « La crisi greca, ha detto il premier, è un prodotto innanzitutto della “**corruzione**” che appesta l'amministrazione pubblica ad ogni livello. Come se attendesse di sentire da anni quelle parole, tutta la Grecia ha annuito. E il consenso è stato così unanime che adesso il politologo Theodore Coloumbis vede la possibilità di riformare tanto uno **Stato elefantino e inefficiente** quanto la cultura che lo ha prodotto – la **cultura del favore, della clientela, della bustarella, dell'eterno ricorso alle “conoscenze” per ottenere un impiego, una cattedra, un'esenzione**. Ma per quanto il governo stia cercando di restituire efficienza a **ispettorati fiscali distratti o corruttibili**, neppure l'ottimista Papoulatos si attende di vedere salpare per le Bahamas la bianca flotta di panfili attraccata al Pireo, tanto vistosa quanto invisibile al fisco [...]. Dunque non è detto che Papandreu riuscirà a **salvare la Grecia da se stessa**. In quel caso chi pagherà il conto delle **cicale**? **Gli altri, pensano non pochi greci. Gli stranieri. Noi?** » (*La Repubblica*, 06/02/2010)
- [12] « Bruxelles lancera probabilmente anche una procedura di infrazione e darà 4 mesi al premier Papandreu per rimettersi in regola. Quindi scatteranno le sanzioni del patto di Stabilità, per la prima volta nella storia dell'euro. L'Unione deve mostrare rigore nel colpire i **fuorilegge dell'economia**. » (*La Stampa*, 18/01/2010)

Dans ces exemples, la transmission de l'information cède la place à une rhétorique portant sur le mépris vis-à-vis de la Grèce ; « la mauvaise Grèce qui amaigrit l'euro », qui promet, mais ne maintient pas (« Depuis vingt ans, la Grèce a promis de faire des réformes structurelles qu'elle n'a jamais faites »), qui est envahie par une classe de fonctionnaires corrompus à tout niveau (« ad ogni livello ») et qui doit être surveillée comme on fait avec un enfant négligent qui n'a pas encore fait ses devoirs^[191], ou bien sauvée comme s'il s'agissait d'une aliénée qu'il faut empêcher de s'autodétruire (« salvare la Grecia da se stessa »^[192]). Il nous semble

^[191] « Sugli aiuti che l'Europa concederà al governo di Atene per uscire dalla situazione di forte crisi continua tuttavia a pesare l'incertezza della Germania. “Prima faccia i compiti a casa, poi avrà gli aiuti” ha detto il ministro degli Esteri tedesco, Guido Westerwelle, parlando dell'esecutivo ellenico che venerdì scorso ha chiesto formalmente gli aiuti. » (*Il Corriere della Sera*, 26/04/2010).

^[192] Traduc. : « Sauver la Grèce d'elle-même ».

qu'une telle activité oublie le contenu en faveur de l'offense. La Grèce est un pays vicieux et cela suffirait à tout expliquer : inutile donc de se demander pourquoi le problème de la dette a commencé à inquiéter très sérieusement l'Union Européenne fin 2009 alors que les statistiques montrent que le pourcentage était sans doute moins élevé, mais déjà très inquiétant avant la crise. Le fait que la dette se soit envolée de 105,6% en 2007 à 127% en 2009 alors qu'elle était à peu près stable dans la décennie d'avant^[193] ne montre-t-elle pas que la récession post crise *subprimes* y est pour quelque chose ? Et le fait que le pourcentage ait augmenté ultérieurement en 2011 jusqu'à atteindre 165% du PIB^[194] ne montre-t-il pas qu'il faudrait peut-être songer à chercher des alternatives à la rigueur ? Inutile, également, d'informer que les firmes allemandes Siemens et Ferrostaal sont poursuivies en justice pour actes de corruption destinés à obtenir des contrats d'armements ou d'équipements pour les jeux olympiques d'Athènes^[195]. À ce propos, nous présentons ces deux passages traitant de ce problème :

As overburdened German taxpayers become indignant over having to pay for the consequences of corruption in Greece, it behooves them to know that German prosecutors are investigating at least two German companies—Siemens and Ferrostaal (a subsidiary of MAN AG)—for promoting that Greek corruption. In Greece itself, a parliamentary commission of inquiry (the Siemens Commission) is going through the motions of investigating which Greek politicians have been bribed by Siemens. It is an exercise in futility because existing Greek law (N. 2509/1997 as revised in 2001) makes it practically impossible to prosecute ministers and even members of parliament for crimes committed while in office^[196].

^[193] Organisation de coopération et de développement économiques, (OCDE), *Dette totale de l'administration centrale (% PIB)*, <http://stats.oecd.org>.

^[194] Eurostat, *Premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011. Dette publique de la zone euro en hausse à 88,2% du PIB*, 111/2012 - 23 juillet 2012, <http://ec.europa.eu/eurostat>.

^[195] 1. « Grèce - Le groupe Siemens conclut un accord pour classer une affaire de pots-de-vin. Mars 2012. Le groupe Siemens a conclu un accord avec la Grèce afin de classer une affaire portant sur des pots-de-vin versés jusqu'en 2007 pour l'obtention de contrats. Par cet accord, qui ne concerne que le volet civil (régulant ainsi les questions des dédommagements et des amendes administratives), Siemens s'engage à faire un don de 170M€ à la Grèce, dont 90 millions qui seront consacrés à des actions de promotion de la lutte contre la corruption et de la bonne gouvernance. L'entreprise s'est également engagée à investir au moins 100M€ dans le pays et à mener un programme de 3 ans contre la corruption dans sa filiale grecque. En retour, Siemens retrouve sa qualification "d'entreprise crédible et responsable" lui permettant de participer aux appels d'offres publics. L'accord doit encore être adopté par le Parlement grec ». 2. « L'allemand Ferrostaal soupçonné d'avoir corrompu pour le compte d'autres entreprises (Source : Spiegel) Le groupe d'ingénierie allemand est soupçonné d'avoir versé de l'argent pour obtenir des contrats et d'avoir organisé, contre rémunération, le paiement de pots-de-vin pour le compte d'autres entreprises », in *Transparency International France*, <http://www.transparency-france.org/>.

^[196] M. Zoakos Criton, « Eye-Popping Greek Corruption And the collusion between Athens officials and EU interests », in *The International Economy*, 2010.

Plusieurs contrats signés entre les autorités grecques et de grandes entreprises privées étrangères ont fait scandale et ont impliqué une augmentation de la dette. Par exemple, la transnationale allemande de Siemens est accusée – tant par la justice allemande que grecque – d’avoir versé des commissions occultes au personnel politique, militaire et administratif grec pour un montant approchant le milliard d’euro. Le principal dirigeant de la firme Siemens-Hellas, qui a reconnu avoir “financé” les deux grands partis grecs s’est enfui en 2010 en Allemagne et la justice allemande a rejeté la demande d’extradition introduite par la Grèce. Parmi ces scandales figure la vente, par Siemens et ses associés internationaux, du système antimissile Patriot (en 1999, 10 millions d’euros en pots-de-vin), de la digitalisation des centres téléphoniques de l’organisme grec des télécommunications (pots-de-vin de 100 millions d’euros), du système de sécurité “C41” acheté à l’occasion des Jeux olympiques de 2004 et qui n’a jamais fonctionné, de matériel aux chemins de fer grecs, du système de télécommunications Hermès à l’armée grecque, d’équipements très coûteux vendus aux hôpitaux grecs^[197].

Inutile encore de s’arrêter sur le fait que le plan de rigueur annoncé par Athènes et fortement voulu par l’UE et surtout par le binôme Allemagne-France ne prévoit pas de « rigueur » dans le budget destiné à l’armement – qui, malgré une réduction de 3,07% en 2010^[198] à 2,8 en 2011, reste le premier de la zone euro^[199] – et inutile enfin d’informer que la Grèce est le premier client d’armes de l’Allemagne (15% des ventes) et le troisième meilleur acheteur de la France (12% des ventes^[200])^[201]. L’État grec est donc corrompu, mais il faudrait également permettre au lecteur de savoir qui sont les corrupteurs. Cependant, cela ne semble pas avoir d’importance ; la Grèce est corrompue et la prodigieuse rigueur à laquelle les « cigales » grecques devront se plier pour payer leur addition à l’UE – en laissant, bien évidemment, un pourboire – est justifiée. Il paraît donc superflu de présenter quelques données supplémentaires et probablement plus utiles, pour que le lecteur puisse évaluer lui-même la réalité grecque et les causes qui pourraient, éventuellement, avoir contribué à creuser la dette du pays hellénique. Ces causes, ou causes éventuelles – l’église orthodoxe, premier propriétaire foncier, ne paie pas d’impôts, les armateurs grecs sont imposés dans des paradis fiscaux – ne sont pas méconnues des experts, mais leur diffusion est difficile ; il suffirait, pour que l’activité de *vulgarisation* soit moins faible, de les évoquer en laissant au lecteur la possibilité d’approfondir ces arguments, s’il le considère utile. La *vulgarisation* devrait passer

^[197] D. Millet, E. Toussaint, AAA, *Audit, Annulation, Autre politique*, Paris, Edition du Seuil.

^[198] GRIP, *Dépenses militaires, production et transferts d’armes – compendium 2012*, p. 37, www.grip.org.

^[199] GRIP, *Dépenses militaires, production et transferts d’armes – compendium 2013*, p. 44, www.grip.org.

^[200] Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *Yearbook 2011: Armaments, Disarmament and International Security*, p.14, www.grip.org.

^[201] Il est intéressant d’observer de quelle manière cet argument est évoqué dans *Libération*, où le journaliste fait remarquer que le choix de ne pas tailler dans le budget des armements ne dérange pas les Grecs : « Les milliers de manifestants de gauche qui ont parcouru les rues du centre de la capitale grecque, hier, défendaient leur salaire et leur retraite. Mais aucun slogan du style “Nos salaires, pas des militaires”. Pourtant, les mesures d’austérité - visant à économiser 30 milliards d’euros sur trois ans afin de ramener le déficit budgétaire de 14% à 3% d’ici à 2014 - ont curieusement omis de tailler massivement dans l’un des plus importants budgets militaires de la planète (rapporté à la richesse du pays bien sûr). Car, en Grèce, il est quasiment intouchable. “On ne s’en rend pas compte en Europe de l’Ouest, mais nous vivons sous la menace permanente de la Turquie”, explique Filios Stangos, journaliste pour la télévision publique. » (*Libération*, 05/05/2010).

par la transmission de renseignements utiles qui instruisent le non-initié, qui lui permettent non seulement de s'approprier d'un langage technique ou quasi-technique, mais aussi, et surtout, d'avoir accès à un univers qui pour lui peut demeurer difficile à saisir.

- [13] « Dei quattro Paesi – Portogallo, Irlanda, Grecia e Spagna – le cui iniziali formano l'acronimo “**Pigs**”, **maiali in inglese**, due sono già entrati in crisi, per motivi e con caratteristiche diverse. Adesso si teme per il Portogallo. Si spera che abbia saputo far tesoro delle lezioni emerse finora. Ma, come direbbe Tremonti, siamo ancora in “terra incognita”, nel senso che la crisi e l'instabilità dei mercati perdurano. » (*Il Corriere della Sera*, 22/11/2010)
- [14] « Mais le problème de fond n'est pas au niveau des chiffres. L'Eurosystème souscrit depuis un bon moment aux emprunts d'État émis par des **pays de second rang** comme l'Irlande, la Grèce, le Portugal ou l'Espagne, les fameux “**PIGS**”. Si un seul se déclarait en faillite, la banque centrale perdrait gros. » (*Le Monde*, 15/12/2010)

En [13] et [14], nous retrouvons les autres coupables : les *PIGS*, sigle pour Portugal, Irlande/Italie, Grèce et Espagne (Spain, en anglais). *Vulgarisation* ou tentative de diffuser une forme de mépris envers ces pays de manière à justifier et à faire passer comme logique toute mesure d'austérité? *Vulgarisation* ou tentative de mettre les peuples européens les uns contre les autres (voir l'énoncé « In quel caso chi pagherà il conto delle cicale? Gli altri, pensano non pochi greci. Gli stranieri. Noi? »^[202], en [11]) afin d'éviter de devoir faire face à des émeutes à échelle européenne, sans doute plus difficiles à contenir par rapport à celles, isolées, qui intéressent un pays au niveau national ?

À côté de ces coupables majeurs, nous en avons identifiés d'autres, même s'il convient de préciser que la dénonciation de ceux-ci est moins récurrente. Il s'agit de la politique en [15] et [18], des agents de notation en [17] et d'individus isolés, dont le comportement est méprisable en [16]. Voici les exemples :

- [15] « Deux questions se posent au sujet de ces attaques contre la monnaie unique européenne. Pourquoi l'Europe et pas les États-Unis ? Ou encore : pourquoi l'euro et pas le dollar ? Pour la plupart des économistes, les spéculateurs ont profité de la situation financière exsangue de la Grèce et d'une crise de gouvernance économique au sein de l'Europe pour mettre la zone euro en panique. “Les Américains ne comprennent rien à la gouvernance de la zone euro, qu'il considère comme très anxiogène”, affirme Nicolas Bouzou, économiste. **La faute serait donc avant tout politique** car l'absence d'une **autorité supranationale** a laissé une marge de manœuvre conséquente pour les spéculateurs. » (*Le Figaro*, 25/05/2010)

^[202] Traduc. : « Dans ce cas-là qui payera l'addition des cigales ? “Les autres”, pensent de nombreux Grecs. “Nous ? ” se demandent les étrangers ».

En [15], un problème structurel de l'Europe est posé : la nécessité d'un fédéralisme non seulement monétaire, mais également politique. Cependant, affirmer que ce manque est la cause de la spéculation signifie, encore une fois, réduire la *vulgarisation* à la transmission d'informations incomplètes ou peu approfondies sur le sujet traité. Si *vulgariser* signifie transmettre un savoir – ou le retransmettre si cela est jugé profitable afin de s'assurer que le lecteur ait accès au savoir que lui est transmis – il aurait peut-être été judicieux d'évoquer ici la réforme de 1973, d'inspiration américaine, qui interdit au Trésor public d'emprunter à des taux d'intérêt faibles, directement à la Banque de France et qui l'oblige, depuis cette date, à se refinancer dans le marché à des taux variables. Cette réforme, reprise pas la BCE, ne peut-elle pas avoir joué un rôle important dans les attaques spéculatives aux pays dont la dette était plus élevée?

[16] « Les causes de cette catastrophe se trouvent dans l'excès **d'arrogance d'une bonne partie de mes confrères** qui se sont aveuglés eux-mêmes et, plus grave, ont aveuglé leurs clients sur la réalité des risques des produits qu'ils fabriquaient et qu'ils vendaient. Or, je peux vous assurer que les banques ont aujourd'hui tiré les enseignements de cette crise. Elles sont devenues beaucoup plus sages et prudentes qu'auparavant. » (*Libération*, 03/04/2010)

[17] « Berlusconi: "**Agenzie senza credibilità**". Il premier exprime disappunto per le **difficoltà che le valutazioni delle agenzie di rating stanno creando** ai paesi europei nel suo discorso di insediamento ad interim al ministero dello Sviluppo economico. Poi, durante il briefing operativo con i viceministri Urso e Romani, il sottosegretario Saglia, i capi di gabinetto e gli alti dirigenti del dicastero, spiega di essere al lavoro "con gli altri capi di governo affinché vengano introdotte regole che impediscano alle società di rating di fare comunicazioni che possano portare **danno**". » (*La Repubblica*, 06/10/2010)

[18] « A segnare i nuovi tempi, del resto, anche la ricerca condotta dal Csf, il Centro per lo studio dell'innovazione finanziaria di Londra, assieme a Price Waterhouse. Per la prima volta in quindici anni il sondaggio sui maggiori rischi per il settore creditizio nel 2010 – "Bucce di banana per le banche", s'intitola – vede comparire, e al primo posto, **la voce "interferenza politica"**, seguita al numero tre dal rischio di "eccessiva regolazione". » (*La Stampa*, 02/02/2010)

Nous ne nous arrêterons pas sur l'analyse de ces trois derniers exemples – le premier insistant sur la responsabilité d'agents arrogants et les deux autres accusant les agences de notation – car elle ne diffère pas de celle proposée lors de l'étude de la crise des *subprimes* (cf. 4.1.3.2.1.).

Après nous être intéressée aux coupables, nous présenterons les victimes de la crise de la dette, c'est-à-dire les générations futures. Dans ce contexte, contrairement à celui de la crise des *subprimes*, nous n'avons pas observé une victimisation des coupables, mais l'accentuation

de leurs erreurs à travers une rhétorique s'appuyant sur des procédés hyperboliques. Cette précision faite, nous pouvons observer les exemples suivants :

[19] « Contrairement à ce qui s'observait il y a quelques années, les Français ne restent plus de marbre devant le sujet de la dette. Bien conscients désormais **qu'il s'agit de l'avenir des générations futures**, ils placent les questions de finances publiques au cœur de leurs préoccupations, au même titre que le chômage, la santé ou l'avenir des retraites. Les trois quarts des Français se disent ainsi “inquiets” de l'évolution des déficits et de la dette de l'État, selon un sondage Ifop réalisé pour la Fondation pour l'innovation politique, que *Le Figaro* publie en avant-première. “Toutes les catégories sociales partagent cette inquiétude”, souligne l'étude. Signe qu'ils estiment que le problème doit être rapidement pris à bras-le-corps par le gouvernement, 72 % des Français pensent que la crise “ne justifie pas” de reporter l'effort de réduction de la dette. Pour parvenir à réduire les déficits, ils privilégient “massivement” la baisse des dépenses de l'État (à 92 %) par rapport à une augmentation des prélèvements obligatoires (8 %). Certes, mais lesquelles ? Les Français citent d'abord une baisse des dépenses militaires (45 %), une réduction des aides versées aux chômeurs (25 %) et une réduction de la prime pour l'emploi (21 %). » (*Le Figaro*, 28/01/2010)

En [19], la *vulgarisation* se limite à la diffusion d'une idée principale – la dette est un fardeau qui pèsera lourd sur les « générations futures » – sans pour autant fournir ni d'indications valables pour la défendre, ni d'arguments pouvant éventuellement permettre de la contester. Notre but étant l'analyse de l'efficacité de l'activité de *vulgarisation*, nous ne prétendons pas nier la pertinence de l'information donnée – nous n'en avons pas les compétences – mais nous voulons montrer qu'il y a une faiblesse dans le mécanisme de transmission de celle-ci. Afin de montrer cela, nous voulons mettre en relief quelques éléments fournissant des indications différentes face à cette idée, très répandue dans la presse analysée :

[A] « La dette publique reporte le prix de nos excès sur nos petits-enfants. C'est une autre affirmation fallacieuse qui confond économie ménagère et macroéconomie, celle selon laquelle la dette publique serait un transfert de richesse au détriment des générations futures. La dette publique est bien un mécanisme de transfert de richesses, mais c'est surtout des contribuables ordinaires vers les rentiers. »^[203]

[B] « La dette publique n'est pas un poids net sur les générations futures. Même si elle peut entraîner de futures charges fiscales (et ce sera le cas pour une part), celles-ci seront transférées des contribuables aux détenteurs d'obligations. Cela pourrait avoir de graves conséquences distributives. Mais tenter de la réduire aujourd'hui se traduira par un poids net sur les générations futures : les revenus seront immédiatement baissés, les profits chuteront, les retraites seront diminuées, les projets d'investissement annulés ou reportés, prohibant la construction de logements, d'hôpitaux et d'écoles. Les générations futures seront dans une situation bien pire, ayant été privées des biens dont elles auraient pu autrement hériter. »^[204]

^[203] P. Askenazy, T. Coutrot, A. Orléan, H. Sterdyniak, *Manifeste d'économistes atterrés : Crise et dettes en Europe : 10 fausses évidences, 22 mesures en débat pour sortir de l'impasse*, Paris LLL les liens qui libèrent, 2010.

^[204] R. Skidelsky, « La dette importe-t-elle ? », in *Les échos*, 20/01/2012.

[C] « L'idée, largement répandue, qu'une dette publique trop importante représenterait un fardeau pour les générations futures est fautive. En revanche, il est tout à fait possible de lui léguer des problèmes très graves en compressant les dépenses publiques sous prétexte de ne pas lui laisser une dette imaginaire. [...] Un des arguments les plus répandus pour stigmatiser ce déficit est qu'il augmente la dette des administrations publiques. Or celle-ci, nous dit-on, constitue un lourd fardeau que nous laissons à la génération future (c'est-à-dire à nos enfants). Cette idée est tellement répandue qu'il n'est guère de jour sans qu'elle apparaisse dans les médias, sous une forme ou sous une autre. »^[205]

Avant de continuer, nous voulons prendre en considération avec plus d'attention le contenu proposé par le journaliste en [19] ; pour ce faire, il convient, tout d'abord, de rapporter un extrait de l'enquête à laquelle *Le Figaro* se réfère :

« Si la lutte contre le chômage (59%), la santé (59%) et l'éducation (55%) sont placées en tête des priorités en matière d'action publique pour les mois à venir, l'étude réalisée par l'Ifop pour *Sud-Ouest Dimanche* indique qu'une majorité de Français inscrit la réduction de la dette publique dans l'agenda politique de la rentrée (50%) au même titre que la lutte contre la délinquance (50%) et surtout que le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat (51%). Ce résultat se révèle particulièrement frappant dans la mesure où seul un peu plus du tiers des interviewés considérait la réduction de la dette publique comme prioritaire au début de l'année 2010 (36%). »^[206]

En premier lieu, nous pouvons observer que le chômage, la santé et l'éducation sont les trois préoccupations principales qui ressortent de cette enquête, mais le titre de l'article d'où cet énoncé est issu est : « La dette au cœur des préoccupations des Français » et le sous-titre « 72 % des Français pensent que la crise "ne justifie pas" de reporter l'effort de réduction de la dette ». Ce 72% est calculé sur un échantillon de 1003 personnes – donnée importante à fournir en considérant qu'en France il y a environ 65 millions d'habitants. On remarquera également l'absence, dans *le Figaro*, du pourcentage des interviewés qui considèrent la lutte contre le chômage une priorité à gérer dès le début de l'année 2010 (65%) ainsi que du pourcentage des interviewés dont la priorité est la santé (57%) et ceux dont la priorité est la hausse des salaires et du pouvoir d'achat (54%). En second lieu, le pourcentage se référant à la réduction des dépenses de l'État – considérée, par 92% des Français, comme le moyen privilégié pour parvenir à la réduction de la dette, comme l'indique le journaliste – est moins convaincant si nous considérons les alternatives proposées dans le questionnaire soumis – à savoir l'augmentation des prélèvements obligatoires (impôts locaux, impôt sur le revenu). Il faudrait savoir, si en proposant, par exemple, de supprimer certains cadeaux fiscaux, le

^[205] B. Guerrien, F. Vergara, « La dette publique, fardeau des générations futures ? », in *Alternatives Economiques* n° 153 - novembre 1997.

^[206] Ifop, *Les Français et la dette publique*, Août 2011, <http://www.ifop.com>.

pourcentage n'aurait pas baissé. Le sociologue Pierre Bourdieu propose une appréciation que nous soutenons autour de la diffusion de données statistiques par la presse. Il écrit :

L'«opinion publique» qui est manifestée dans les premières pages de journaux sous la forme de pourcentages (60 % des Français sont favorables à...), cette opinion publique est un *artefact* pur et simple dont la fonction est de dissimuler que l'état de l'opinion à un moment donné du temps est un système de forces, de tensions et qu'il n'est rien de plus inadéquat pour représenter l'état de l'opinion qu'un pourcentage. On sait que tout exercice de la force s'accompagne d'un discours visant à légitimer la force de celui qui l'exerce ; on peut même dire que le propre de tout rapport de force, c'est de n'avoir toute sa force que dans la mesure où il se dissimule comme tel. Bref, pour parler simplement, l'homme politique est celui qui dit : «Dieu est avec nous». L'équivalent de «Dieu est avec nous», c'est aujourd'hui «l'opinion publique est avec nous». Tel est l'effet fondamental de l'enquête d'opinion : constituer l'idée qu'il existe une opinion publique unanime, donc légitimer une politique et renforcer les rapports de force qui la fondent ou la rendent possible^[207].

[20] « Interrogé sur Europe 1, le président de la banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, a demandé lundi 20 décembre aux gouvernements européens et aux institutions d'être «à la hauteur de leurs responsabilités» face à la crise financière qui traverse la zone euro. Cette responsabilité, les gouvernements européens doivent selon lui l'assumer pour que le poids des dépenses d'aujourd'hui **ne repose pas «sur les enfants et les petits-enfants»**, mais aussi de «façon collégiale par une bien meilleure gouvernance et par un fonds de stabilisation financière capable d'assumer toutes ses responsabilités». » (*Le Monde*, 20/12/2010)

La même idée présentée en [19] – la dette menacera le bien-être des générations futures – se retrouve en [20], mais ici le syntagme *générations futures* est remplacé par *les enfants et les petits-enfants*. Cela permet d'activer un processus de culpabilisation construit autour de l'idée que l'équilibre budgétaire est une preuve de responsabilité et d'amour que les parents et les grands-parents doivent apporter à leurs fils et petits-fils.

Des exemples similaires à [21] et [22] se retrouvent dans le « corpus » de presse italienne :

[21] « Altafaj ha poi stigmatizzato i costi sociali, soprattutto intergenerazionali, di conti pubblici fuori linea. «Non c'è niente di più antisociale e contrario alla crescita e creazione di lavoro che conti pubblici squilibrati. Questo riguarda il deficit, ma anche il debito. Si tratta di un onere pesante sulle **prossime generazioni**», ha detto. » (*La Repubblica*, 06/10/2010)

[22] « Sono ancora più severo con noi francesi perché non è per dare soddisfazione alla Germania e al suo diktat che dobbiamo innescare un processo di riforme, ma per rispetto dell'avvenire delle generazioni che verranno. Non è questione di fare un piacere alla Germania che deve procedere a delle riforme perché il suo debito è altissimo, **bisogna fare le riforme per i nostri figli**. » (*La Stampa*, 28/05/2010)

^[207] P. Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 2002, p. 224.

4.2.1.2. Deuxième axe : le pragmatisme

Le deuxième axe reconnu à travers l'analyse de notre « corpus » est celui qui transmet aux lecteurs des informations concernant la manière d'affronter la crise. Grâce à l'analyse de notre « corpus », nous avons identifié une rhétorique dégageant deux types de pragmatisme : un pragmatisme « externe » ou « élitaire » – que nous avons déjà identifié lors de la crise des *subprimes* et qui consiste à faire ressortir l'engagement de la classe dirigeante (cf. 4.1.3.2.2.) – et un pragmatisme que nous définirons « interne » ou « collectif », intéressant non seulement les dirigeants, mais également l'ensemble de la population.

Le pragmatisme « externe » ou « élitaire » se caractérise essentiellement par la transmission d'informations accentuant la détermination à entreprendre deux démarches principales : la recherche de transparence et la régularisation de la finance. Observons les exemples ci-dessous :

- [1] « Pointant les dangers d'une "économie de casino", la commission d'enquête formule 34 propositions pour assurer une plus grande **transparence** des marchés, **un meilleur encadrement des acteurs financiers** et "éviter une nouvelle débâcle financière". Elle prône une **interdiction de mécanismes financiers permettant aux spéculateurs de ne courir aucun risque**, tels que les contrats d'échange sur défaut (CDS) ou les ventes à terme "nus", ou encore le high frequency trading (HFT), la passation d'ordres par ordinateurs – jusqu'à 2 millions d'ordres en une minute –, impossibles à contrôler. La commission propose de **responsabiliser les agences de notation et les établissements bancaires**, souhaitant que la **responsabilité des membres des conseils d'administration puisse être engagée** "en cas de manquement à leurs obligations et de mauvaise gestion". » (*Le Monde*, 21/12/2010)
- [2] « Les marchés financiers sont également pris pour cible. "Il est aussi **indispensable de renforcer la régulation des marchés financiers**", proclament Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. "La réaction des marchés financiers au cours des derniers jours a amplifié la crise". Paris et Berlin appellent par exemple à "**renforcer la transparence et la sécurité des transactions sur les marchés dérivés**", mettant en cause implicitement le rôle des "CDS" ("credit default swaps", assurance contre le risque de défaut) dans la crise actuelle. » (*Le Figaro*, 05/05/2010)

Les exemples proposés confirment ceux qui a été dit lors de l'analyse de la crise des *subprimes* (cf. 4.1.3.2.2.) : les appels à la transparence et à la régularisation n'ont pas produit les changements attendus ; ils ont été oubliés dans un tiroir pendant quelque temps, prêts à réapparaître lors d'une nouvelle crise. Ils ont été mis de côté pour être, ensuite, recyclés en 2010, ou mieux re-recyclés. En effet, l'argument ou, plus précisément, le leitmotiv de la transparence et de la régularisation remonte à plus loin : on le retrouve dans la presse lors de

la crise financière de 1997-1998^[208] ainsi qu'en 2001-2002^[209] lorsque l'on blâme l'opacité d'Enron, par exemple. Nous voilà donc, à présent, à nouveau face à la promesse – toujours la même – de procéder à la mise en place d'une réglementation efficace et rapidement opérationnelle.

À côté de ce pragmatisme, comme nous l'avons déjà dit, nous avons identifié un pragmatisme « interne » ou « collectif » qui se caractérise par la transmission d'informations accentuant, d'une part, la « nécessité » d'imposer une politique de rigueur (« pragmatisme interne actif », concernant les « élites ») et, d'autre part, le « courage » de l'accepter et de collaborer (« pragmatisme interne passif », concernant les citoyens). Ce type de pragmatisme s'exprime par la récurrence de deux constantes ; la première est l'idée que la seule action efficace contre la crise est la réduction de la dette publique à travers la rigueur. La deuxième est l'avertissement – qui, par moment, devient une véritable menace – de la genèse d'une catastrophe (la faillite des États ou bien le fait de vivre le même destin que la Grèce).

Observons ces exemples afin d'avoir une idée plus précise de la première des deux constantes identifiées :

- [3] « Dit comme ça, cela a le mérite d'être clair : **«On ne peut pas faire autrement»** Alors que trois fédérations syndicales appellent aujourd'hui à la grève contre les suppressions de postes dans la fonction publique, le ministre du Budget et de la Fonction publique, Éric Woerth, a expliqué, hier, que **le gouvernement n'avait pas d'autre choix** que de continuer à réduire ses effectifs. «On a diminué de 100000 le nombre de fonctionnaires depuis près de trois ans, on ne peut pas faire autrement», a déclaré Woerth, ajoutant que le service public devait être «moins coûteux et plus performant». » (*Libération*, 21/01/2010)

^[208] 1. « L'economista statunitense affronta il problema della speculazione dopo il crac LtcM “Nessun vincolo ai mercati”, ma occorre più trasparenza per strumenti come gli “hedge funds”. “Sono favorevole a una maggiore trasparenza degli hedge fund, ma sarebbe sbagliato introdurre controlli e limitazioni alla loro attività”. Allen Sinai è uno dei più ascoltati economisti di Wall Street. » (*Il Corriere della Sera*, 04/10/1998) 2. « Dalle pagine di questo giornale l'ex cancelliere tedesco Helmut Schmidt ha lanciato un j'accuse: gli speculatori sono responsabili della crisi in Asia, Russia e America Latina; per fermarli è necessaria una regolamentazione internazionale del mercato dei capitali ». (*Il Corriere della Sera*, 13/09/1998) 3. « Una svolta finanziaria dal G7. I sette paesi più industrializzati hanno annunciato il varo di un nuovo meccanismo anti-crisi con il coinvolgimento del Fondo monetario internazionale e nuove proposte per una maggiore trasparenza del mercato internazionale. » (*La Repubblica*, 30/10/1998) 4. « Les grands débats sur la “rénovation de l'architecture du système financier international”, qui se sont poursuivis cette semaine, portent donc principalement sur les moyens. Au-delà des positions de principe (“plus de transparence”, “plus de règles de prudence bancaires”) les quelques propositions pratiques n'ont guère reçu d'écho. » (*Libération*, 17/04/1998).

^[209] 1. « Draghi: crisi finanziarie serve più trasparenza. Gli emittenti pubblici dei maggiori Paesi mondiali, i principali operatori finanziari e le agenzie multilaterali sono da ieri riuniti a Roma presso il ministero del Tesoro per il “Forum 2000” organizzato dalla Banca Mondiale. » (*Il Corriere della Sera*, 04/04/2000) 2. « À l'heure où de nombreux gouvernements travaillent à l'élaboration de nouvelles règles pour encadrer les pratiques financières sur les marchés financiers, les experts-comptables d'une centaine de pays se réunissent aujourd'hui à Hong Kong. Objectif : tirer les leçons du scandale financier d'Enron et tenter de redorer l'image des experts-comptables. “Notre profession est très attaquée. En même temps, elle est au cœur de la confiance et de la transparence des marchés financiers”, souligne Guylaine Saucier, membre du comité directeur de la Fédération internationale des experts-comptables (Ifac). » (*Libération*, 18/11/2002).

- [4] « Le gouvernement grec a dévoilé mardi une série de mesures d'austérité supplémentaires pour assainir les finances publiques, dont le gel total des salaires des fonctionnaires et un relèvement de l'âge légal du départ à la retraite. Les syndicats grecs ont appelé à des manifestations les 10 et 24 février. "Il est évident qu'il y aura des réactions, mais nous sommes convaincus que **la grande majorité de la population** va nous soutenir parce qu'elle sait que ces **décisions sont nécessaires**", a souligné M. Papaconstantinou. » (*Libération*, 04/02/2010).
- [5] « Interviewé par *Le Parisien – Aujourd'hui en France*, Dominique Strauss-Kahn (DSK), directeur général du FMI, revient sur le plan d'aide à la Grèce pris en charge par son institution et l'Union européenne. Il admet que «c'est une sortie de crise douloureuse et difficile pour les Grecs» et affirme «comprendre la colère de la population» mais, ajoute-t-il, «**il n'y pas d'autres solutions**». Il exclut clairement la possibilité que la Grèce sorte de la zone euro qui mettrait en péril l'union monétaire, tout en rappelant que cette crise rappelle «l'urgente nécessité de ce fameux gouvernement économique» qui encadrerait la politique économique européenne. » (*Le Figaro*, 05/05/2010).
- [6] « Ma non c'è il rischio che con i tagli si affossi il paese? “No. Non **ci sono alternative al rigore**. L'austerità è dolorosa ma serve a bloccare un meccanismo perverso che ha fatto andare avanti l'Italia a colpi di spesa pubblica”. » (*La Repubblica*, 27/06/2010)

Dans les exemples proposés, l'activité de *vulgarisation* est absente, dans la mesure où la transmission d'un savoir est remplacée par la transmission d'une opinion, peu importe qu'elle soit justifiée ou non. L'activité de *vulgarisation* est en effet efficace lorsque l'on permet aux non-initiés d'avoir accès à un domaine qu'ils ne maîtrisent pas et non pas en leur proposant une solution sans qu'ils aient au moins compris de quoi on parle. C'est comme si un professeur de mathématiques donnait la solution d'une équation compliquée sans distinguer les différents types d'équations et sans expliquer les procédés qui ont permis d'aboutir au résultat final. La solution, même si correcte, ne lui aura pas permis de transmettre un savoir et, en outre, aucun de ses étudiants ne pourra contester la validité du résultat de l'équation, ou bien s'interroger sur la légitimité de recourir à une procédure différente, mais également correcte. Les énoncés présentés – auxquels font échos beaucoup d'autres, identifiés dans notre « corpus » – attestent que la rigueur est le seul chemin à emprunter pour sortir de la crise et cela sans fournir les éléments aidant le lecteur à avoir une idée plus précise de la crise, de ses causes et conséquences et de l'existence – car elles ont été offertes – d'éventuelles solutions alternatives.

La deuxième constante peut être observée à travers les exemples suivants :

- [7] « **La crise que traverse la Grèce est un utile rappel à l'ordre aux pays et aux gouvernements qui pourraient être tentés d'oublier le règlement**, et il est financièrement à la portée de la zone. » (*Le Figaro*, 04/01/2010)

- [8] « “Ces mesures sont douloureuses, mais indispensables”, avait déclaré avant le vote la ministre de l’Economie et des Finances, Elena Salgado, devant un parlement archicomble. Seuls les députés socialistes, qui n’ont pas la majorité absolue, ont approuvé le texte. “**Tout le monde sait** ce qui arriverait si le gouvernement n’avait pas la capacité de faire passer ce texte. La Bourse plongerait et le marché châtierait notre dette [...]. **Je ne veux pas que l’Espagne soit mise sous tutelle comme la Grèce**”, a expliqué leur secrétaire général Josep Antoni Duran i Lleida. » (*Libération*, 27/05/2010)
- [9] « Tagli al debito e multe più severe. Proposte dure della Commissione: sanzioni per chi sfora: ora la parola passa ai ministri e al Parlamento. La Commissione europea stringe i vincoli del patto di stabilità per **scongiurare il rischio di nuovi casi come quello della Grecia**. » (*Il Corriere della Sera*, 29/09/2010)

Les énoncés présentés illustrent un environnement informationnel restreint et renfermé sur une conviction – sans rigueur, l’Italie et l’Espagne finiront par subir le même sort que la Grèce en mettant ainsi en danger la stabilité de la zone euro – qui, légitime ou non, n’est pas porteuse de véritables connaissances. En effet, une transmission efficace de l’information devrait permettre de comprendre les mécanismes sous-jacents à la situation de la Grèce ; en d’autres termes, celle-ci devrait s’intéresser au parcours qui a amené la Grèce – et qui pourrait amener d’autres pays – à être mise sous tutelle. Il y a, en ce sens, un vrai flou de concepts, masqué par une rhétorique de l’évidence (« tout le monde sait », en [8]) qui peut renfermer le lecteur dans un système très simplifié de la crise et, par conséquent, dans le développement de solutions tout autant « évidentes » et simplifiées. Il est évident que personne ne veut finir comme la Grèce, il est évident qu’il faut « se tenir à carreau » et respecter à la lettre les « suggestions » de Bruxelles. Beaucoup moins évidente est la conviction ou, sans aller si loin, la possibilité qu’il existe des alternatives : la presse ne les présente pas.

- [10] « Marcegaglia: rigore tedesco da imitare **senza tagli saremmo come la Grecia** [...]. Il rigore di Tremonti: “Più che benvenuto”. I tagli: “Indispensabili. Dovremmo fare come la Germania”. I disoccupati: “Una piaga. Il lavoro continuerà a sparire ancora fino alla metà del 2011”. Lo sciopero Cgil: “Un errore”. Le relazioni industriali a Pomigliano: “Un modello non esportabile”. La tassa sulle banche: “Sono contraria”. Parla Emma Marcegaglia. » (*La Repubblica*, 27/06/2010)

En [10], nous pouvons observer l’opposition entre la vertu allemande (« dovremmo fare come la Germania »^[210]) et la négligence grecque (« senza tagli saremmo come la Grecia »^[211]); cette crise aussi, tout comme celle des *subprimes*, a ses héros et ses voyous. On remarquera – outre l’argument déjà observé de la rigueur comme seule possibilité – la connotation négative déclenchée par l’association du signe « piaga » (une plaie) au signe « disoccupati » (les

^[210] Traduc. : « Nous devrions faire comme l’Allemagne ».

^[211] Traduc. : « Sans restrictions budgétaires nous serions comme la Grèce ».

chômeurs). La phraséologie « la plaie du chômage » est ici modifiée en « les chômeurs : une plaie », et cela peut engendrer une vision renversée du problème. En effet, dans le premier cas, le chômage est considéré comme le problème, comme une plaie pour les chômeurs ; dans le deuxième, ce sont les chômeurs qui sont considérés comme un problème pour l'économie et pour ceux qui cotisent. La deuxième remarque à faire, naît de l'opinion exprimée par Emma Marcegaglia à propos de la grève organisée par un syndicat italien (Cgil) ; elle la considère comme une erreur. Faut-il se résigner à la rigueur? C'est ce qui émerge de cette analyse à travers laquelle il nous semble que s'activer pour s'y opposer et pour défendre certains acquis sociaux n'est pas seulement une possibilité inutile, mais une idée déraisonnable. Enfin, une dernière remarque se rapporte à la taxe imposée aux banques, à laquelle l'experte s'oppose très clairement sans pour autant donner des explications – ou si elle les a données, elles n'ont pas été rapportées par le journaliste.

4.2.1.3. Troisième axe : l'axiologie

Le troisième axe se présente comme un ensemble d'informations considérées axiologiques par le fait qu'elles exhortent à l'action à travers la mise en relief de certaines valeurs morales telles que le courage, le sens du sacrifice, de la responsabilité et de la solidarité. Nous avons remarqué une corrélation entre le pragmatisme « externe » ou « élitaire » et le recours à un lexique privilégiant des signes tels que *responsabilité* et *devoir*. Il existe également une relation entre le pragmatisme « interne » ou « collectif » et le recours à un lexique privilégiant des signes tels que *courage*, *sacrifice*, *épreuve*, *défi* et *discipline*. Ces liens s'expliquent par le désir de déclencher chez le lecteur – afin d'obtenir son approbation ou, du moins, sa collaboration – deux sentiments différents, mais complémentaires : la fierté nationale et la confiance en la classe dirigeante.

[1] « Notre croissance économique potentielle est faible. Mais surtout, notre pays n'a jamais fait la preuve de sa capacité à se désendetter. À ce titre, le débat qui s'engage sur la réforme des retraites est central et inquiétant. Voir l'opposition tergiverser pour savoir s'il faut repousser l'âge de départ en retraite d'un an ou pas est attristant. Dans un contexte économique si chahuté, **on attend d'un grand parti politique d'un pays comme la France qu'il fasse preuve de responsabilité.** » (*Le Figaro*, 29/04/2010)

Cet énoncé est un exemple de la complémentarité des deux sentiments mentionnés ; d'une part, en effet, le syntagme *un pays comme la France* – qui pourrait suggérer que la France est

un pays majeur, exerçant une influence considérable au niveau européen, ou bien évoquer l'histoire glorieuse de la France, le pays de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, par exemple – vise à éveiller un sentiment de fierté, d'orgueil chez les Français. D'autre part, l'énoncé « *on attend d'un grand parti politique qu'il fasse preuve de responsabilité* » tente d'encourager les Français à faire confiance à leur classe politique.

[2] « La **qualità di un vero uomo di Stato** è di assumere la **buona decisione** spiegando alla gente gli obiettivi che ci sono dietro ai **sacrifici**”, ha detto Cameron. “Un debito enorme deve essere gestito. Incrociare le dita aspettando la crescita e sperando che scompaia non è una risposta”, e poi ha aggiunto: “il Paese è 'scoperto'. E gli interessi su questo scoperto si mangiano ciò che la nazione avrebbe dovuto spendere per altro. **Dobbiamo avere la gente dalla nostra parte nel corso di questo difficile viaggio**”, ha proseguito il leader dei conservatori. » (*La Repubblica*, 06/06/2010)

L'encouragement à la confiance du peuple envers les dirigeants se retrouve en [2], où David Cameron parle de « bonne décision » (« buona decisione ») en se référant aux sacrifices demandés à la population. Cette bonne décision est légitimée par l'énoncé « un vero uomo di stato » (« un vrai homme d'État ») et plus précisément par l'adjectif *vero* (vrai) par lequel Cameron, en mettant en valeur son sens moral, sa déontologie d'homme politique, invite les Anglais à lui faire confiance. Hormis le thème de la confiance, nous avons observé ici le désir de construire un lien de solidarité entre la classe politique et les gens (« dobbiamo avere la gente dalla nostra parte »^[212]).

[3] « Non so se sia una ideologia ma l'austerità certamente è una necessità e una **responsabilità**”. Lo ha detto il ministro dell'Economia, Giulio Tremonti, che all'assemblea di Confcooperative ha sottolineato: “Siamo ad un tornante della storia, non solo per noi ma per tutti i paesi”. L'austerità, ha aggiunto, “è una necessità che significa **solidarietà e responsabilità**”. E ha ricordato che l'austerità è alla base della manovra: stamane il governo ha posto la questione di fiducia nell'Aula del Senato sul maxiemendamento al decreto legge. » (*La Repubblica*, 14/07/2010)

Les thèmes de la solidarité, de la responsabilité et de l'orgueil se retrouvent également en [3]. Ce dernier sentiment s'inscrit dans l'énoncé « siamo ad un tornante della storia »^[213] ; ce qui incite, implicitement, à le parcourir avec le courage des « grands hommes » qui ont écrit l'histoire. Ce même courage est réclamé aux Grecs en [4] et aux Irlandais en [5].

^[212] Traduc. : « Il faut avoir les gens avec nous ».

^[213] Traduc. : « Nous sommes à un tournant de l'histoire ».

- [4] « Le feu vert au programme de prêts intervient après un accord négocié avec Athènes pour appliquer dans le pays une cure d'austérité d'une **dureté inédite**. Le plan imposera au pays de "**grands sacrifices**" et une "**grande épreuve**", a prévenu Papandréou, "**ce sont des sacrifices durs**, mais nécessaires [...] sans lesquels la Grèce ferait faillite". » (*Libération*, 02/05/2010)
- [5] « Il primo ministro Brian Cowen per il momento tiene duro: "Le dimensioni della crisi significano che nessuno sarà esentato dai **sacrifici necessari alla riscossa nazionale**", dice con piglio churchilliano. "Queste misure genereranno fiducia nel Paese e all'estero". » (*La Repubblica*, 25/11/2010)

En [4], nous pouvons identifier une rhétorique visant à faire surgir l'orgueil du peuple grec auquel l'Europe a lancé un défi : celui de réussir une « grande épreuve » : sauver le pays de la faillite à travers de grands sacrifices. En [5], le défi est lancé aux Irlandais qui doivent être les auteurs de la « rescousse nationale » (« *riscossa nazionale* »).

- [6] « Plus exceptionnel encore, cette rigueur budgétaire n'a pas provoqué le moindre début de révolte chez les Irlandais (une seule journée de grève des fonctionnaires en novembre 2009). Au point que Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), ne manquait pas, dès qu'il en avait l'occasion, de **saluer cette discipline et ce sens du sacrifice citoyens**. » (*Le Monde*, 24/09/2010)
- [7] « Il Fondo monetario internazionale apprezza la manovra italiana, dà un giudizio positivo sulla finanza pubblica, parla di una "graduale ripresa" e prevede per il 2010 una crescita dello 0,8 e per 2011 dell'1,2 per cento del Pil. È la radiografia dell'Italia contenuta nel testo dell'Articolo IV, nel quale si plaude in particolare all'"impegno per ridurre il deficit sotto il 3 per cento nel 2012" con le "misure annunciate il 25 maggio". Il consiglio del Fmi esprime inoltre "**elogi per la disciplina** delle finanze pubbliche, sostenendo l'intenzione di ridurre la spesa intervenendo sui salari della pubblica amministrazione. » (*La Stampa*, 27/05/2010)

L'exemple [6], enfin, est un tribut aux Irlandais qui, mis à l'épreuve, se sont conduits de manière exemplaire. Ce tribut vise au déclenchement – à travers l'éloge de la discipline dont la population a fait preuve – d'un sentiment de fierté nationale dont le but est, cette fois-ci, d'inviter les Irlandais à persévérer dans leurs efforts. Voilà donc ces PIGS ressortir de la boue pour devenir, soudainement, le « tigre celtique », fort, courageux et à nouveau digne d'admiration. Les Irlandais deviennent l'exemple à suivre ; un exemple pour tout le monde, mais surtout pour les Grecs belliqueux, qui eux, se rebellent (« plus exceptionnel encore, cette rigueur budgétaire n'a pas provoqué le moindre début de révolte chez les Irlandais »). Les mêmes remarques peuvent être faites à propos de l'énoncé [7], où ce sont les Italiens qui méritent d'être loués.

Cette analyse nous a permis de souligner l'imprécision propre à l'activité de *vulgarisation* qui s'exprime à travers la transmission de connaissances parfois simplistes, parfois erronées. Ces connaissances aléatoires révèlent, d'une part, un souci de lisibilité de l'information plutôt qu'une volonté d'intelligibilité et permettent donc au lecteur de suivre les événements sans véritablement lui donner les moyens de les comprendre. D'autre part, elles visent à défendre et à soutenir de manière plutôt homogène le modèle économique en vigueur.

V. LES PROCÉDÉS LINGUISTIQUES DANS LA CRÉATION DES SPE « ÉCONOMIQUES »

« Le langage est une chose, la façon de parler en est une autre. La façon de parler peut être une tricherie. On confond une certaine façon de parler avec un langage certain » (E. Ionesco)

Au cours du chapitre précédent, nous avons présenté – à travers l’analyse de l’activité de *vulgarisation* de l’information économique – un aperçu général du discours *économiquement correct*. Ici, nous voulons approfondir l’étude de ce discours en prêtant une attention particulière aux *substituts potentiellement euphémiques* (SPE), outils précieux pour l’*économiquement correct*. Nous examinerons donc, dans ce chapitre, les principaux procédés linguistiques qui interviennent dans la création des *substituts potentiellement euphémiques* ; cela dans le double objectif de montrer, d’une part, la remarquable variété formelle qui caractérise ces procédés et de proposer, d’autre part, une approche différente de l’information économique. Pour ce faire, dans un premier temps, nous décrirons les procédés morpho-lexicaux récurrents dans la création des *substituts potentiellement euphémiques* et nous analyserons, dans second temps, les traits syntaxiques pouvant les caractériser. Dans un troisième temps, nous appréhenderons l’étude des SPE à partir d’une perspective sémantique ; cela nous permettra de décrire l’euphémisme comme un procédé qui existe uniquement si le récepteur assigne à un signifiant un signifié erronément connoté. Étant donné que la connotation dépend de l’identification correcte d’indices contextuels et pragmatiques, nous terminerons notre analyse par une étude pragmatique des SPE.

5.1. PROCÉDÉS MORPHO-LEXICAUX

D'une perspective morpho-lexicologique, l'euphémisme peut être défini comme une création lexicale car il est tel uniquement lorsqu'il n'est pas intégré dans le lexique d'une langue, lorsqu'il est nouveau. En effet, une fois lexicalisé, ce procédé cesse d'être un euphémisme et devient, comme nous l'avons précédemment affirmé, un faux-euphémisme (cf. 1.2.1.). À partir de cette idée, nous pouvons distinguer trois types d'euphémisme :

- L'euphémisme par néologie formelle qui consiste à créer un nouveau signe, obtenu par l'association d'un nouveau signifié à un nouveau signifiant.
- L'euphémisme par néologie sémantique, obtenu par la création d'une nouvelle acception pour un terme déjà existant, c'est-à-dire par l'association d'un nouveau signifié à un signifiant déjà existant.
- L'euphémisme par emprunt qui se réalise par le transfert d'un signe linguistique d'une langue à une autre.

Cette précision faite, nous pouvons décrire les principaux procédés morphologiques d'euphémisation. Ils sont :

- La préfixation qui permet essentiellement de masquer, à travers un procédé tout à fait récurrent, le *potentiel d'euphémisation* sous-jacent aux changements de sens de la base d'un signe.

[1] « Il s'agit ni plus ni moins de scinder les fonds en deux nouveaux produits : l'un provenant des actifs toujours liquides et qui continue à fonctionner normalement, l'autre constitué d'actifs **illiquides** dont le portefeuille sera vendu au fur et à mesure des opportunités. » (*Le Figaro*, 20/10/2008)

Dans cet énoncé, le morphème /il/ se présente comme un simple procédé de préfixation négative qui oppose *liquides* à *non liquides*, sur le modèle de *légal/illégal*, par exemple. Cependant, le SPE *illiquides*, contrairement au signe *illégal*, se caractérise par un changement de sens de la base à laquelle le préfixe est adjoint. Si donc *illégal* renvoie à *non-légal* (*légal* et *illégal* sont antonymes), *illiquides* ne renvoie pas ici, à *non-liquides*, mais à *toxiques*. La

même réflexion peut être faite pour des signes tels que *subprime*, *restructuration*, *réajustement*, *dégraissage*.

- La nominalisation qui, malgré une syntaxe simple, se caractérise par une complexité sémantique majeure – due à une densité lexicale élevée – par rapport à la construction verbale. La construction nominale est source d’ambiguïté car, tout d’abord, elle ne permet pas de comprendre si le N désigne le procès en tant que tel ou bien son résultat. En deuxième lieu, contrairement à la construction verbale, celle nominale ne marque pas la relation entre le procès et les actants [2], sauf si elle est suivie par *de* et *par*, introduisant le *patient* et l’*agent* [3] et [4].

[2] « Le retour de la croissance n'a pas créé d'emplois permanents, et s'est fait sur le dos des salariés, qui ont accepté des diminutions de salaires plutôt que d'authentiques **restructurations**. » (*Le Figaro*, 05/09/2007)

Dans cet énoncé, les actants ne sont pas exprimés et seulement l’analyse contextuelle permet au lecteur de les identifier. La construction verbale correspondante serait « Le retour de la croissance n'a pas créé d'emplois permanents, et s'est fait sur le dos des salariés, qui ont accepté que X (\emptyset) diminue leur salaire, plutôt que X (\emptyset) restructure Y (\emptyset) ». La paraphrase que nous avons proposée nous permet d’observer qu’en [2], l’*agent* (X) et le *patient* (Y) ne sont pas cités, même s’il est vrai que nous pouvons facilement les inférer. Malgré la facilité d’inférence, cependant, ce procédé peut être efficace afin de généraliser l’action du licenciement. En effet, affirmer que « X diminue les salaires », signifie parler d’un fait particulier qui concerne un X bien précis, son entreprise et ses employés (Y). En [2], X peut être identifié avec tous les chefs d’entreprise, toutes les entreprises et tous les employés. Cette généralisation du problème du licenciement a, bien évidemment, des conséquences sur la manière dont les travailleurs le perçoivent et sur leur manière d’accepter les actions qui visent à l’éviter (dans l’énoncé présenté, la baisse des salaires).

[3] « Conséquence de décisions industrielles et de la **délocalisation** dans les pays de l’Est **d’une partie de l’activité** des constructeurs, l’industrie automobile ne contribue plus à enrichir le solde des exportations. » (*Le Monde*, 08/08/2008)

Dans cet énoncé, la nominalisation par *-ation* du verbe transitif *délocaliser* permet d'identifier le *patient*, introduit par *de*, mais, contrairement à la construction verbale, ne donne aucun élément linguistique permettant de déterminer l'*agent*. Le syntagme nominal «la délocalisation d'une partie de l'activité» correspond à la construction verbale du type a) «X (∅) a délocalisé Y (une partie de l'activité)» ou b) «Y (une partie de l'activité) a été délocalisé par X (∅)». Dans ce cas, comme en [2], l'*agent* peut facilement être inféré, mais la généralisation de l'action de *délocaliser* diminue la gravité du problème.

[4] «La mort programmée des 35 heures en 2008, le refus de distribuer du pouvoir d'achat frelaté, la relance de la participation et de l'intéressement, l'état d'urgence pour l'hôpital, l'établissement de quotas d'immigration, le **dégraissage de l'État par la réforme des politiques publiques**, attestent que l'hyperprésident n'a pas abandonné l'hyperméforme.» (Le Figaro, 09/01/2008)

Dans cet énoncé, nous observons un procédé typique de nominalisation par *-age* du verbe transitif *dégraissage*, suivie du *patient* introduit par *de* et de l'*agent* introduit par *par*. L'énoncé «le dégraissage de l'État par la réforme des politiques publiques» correspond à une construction verbale active du type «X (la réforme des politiques publiques) dégraisse Y (l'État)». Dans ce cas, l'*agent* est déterminé, mais il s'agit d'un «*faux-agent*» car, comme nous pouvons le remarquer le fait de «dégraissage l'État» est attribué à la *réforme des politiques publiques* et non pas à ceux qui accompliront véritablement l'action de «dégraissage». Dans la construction nominale donc, le *par* n'introduit pas véritablement un *agent*, mais il est synonyme de *via/ à travers/ à l'aide de*. La paraphrase du syntagme nominal pourrait donc être «Nicolas Sarkozy (l'hyperprésident) approuvera une réforme par laquelle X (∅) dégraissera Y (l'État)».

- La composition lexicale qui nuit à la clarté et à la transparence du discours et rend difficile la communication et l'interprétation des énoncés. Parmi les procédés de composition généralement utilisés pour la création d'expressions *potentiellement euphémiques*, nous pouvons distinguer les sigles, les acronymes et les mots-valise qui permettent d'accroître le PE d'un SPE. En effet, ces procédés permettent de créer des SPE dans les SPE. Imaginons, par exemple, le syntagme *plan de sauvegarde de l'emploi*

qui, employé dans certains contextes^[214], acquiert une valeur euphémique et ne se réfère plus à l'ensemble des mesures légales établies afin d'aider les travailleurs en cas de licenciement, mais se réfère au licenciement lui-même. Ce syntagme, devenu SPE, peut, à son tour, renforcer son PE à travers la siglaison qui permet de dissimuler d'avantage la vraie référence, et demande au locuteur un effort d'interprétation encore plus grand.

5.2. PROCÉDÉS SYNTAXIQUES

D'une perspective syntaxique, les SPE, considérés bien évidemment ici en tant que syntagmes ou phrases, peuvent être étudiés en prêtant attention à certains procédés syntaxiques principaux que nous pouvons ainsi distinguer :

➤ Les modalités qui permettent de :

✚ Souligner – par le verbe *vouloir* – l'engagement du destinataire ou bien du tiers dont il rapporte la volonté, face à une nécessité commune.

[1] « Affirmant qu'il ne faut "*pas baisser la garde*", le président de la République a assuré "**vouloir** continuer à consacrer aux politiques de l'emploi tous les moyens nécessaires», dans son allocution liminaire aux partenaires sociaux distribuée à la presse.» (*Libération*, 10/05/2010)

[2] « Anche nei progetti di Obama c'è "un piano molto più ampio dei 175 miliardi di dollari indicati durante la campagna elettorale" – ha spiegato il suo portavoce, Axelrod, che tuttavia non ha fatto cifre – perché il presidente vuole un piano sufficientemente vasto che consenta di rispondere all'ampiezza delle sfide. » (*La Repubblica*, 23/11/2008)

✚ Développer – par le recours au verbe *devoir* ou aux expressions *il est nécessaire*, *il est indispensable*, *devoir + être* – une logique de l'effort commun et du sacrifice.

[3] « L'endettement, en revanche, nous aurons beaucoup plus de mal à le résorber. Les charges d'intérêts de la dette représentent aujourd'hui quasiment le produit de l'impôt sur le revenu ! Un effort considérable **va** donc **être nécessaire**. » (*Le Figaro*, 11/03/2009)

^[214] « Le fabricant de pneumatiques Continental a proposé à ses salariés de l'usine de Clairoix, dans l'Oise, licenciés dans le cadre d'un PSE, des postes au sein du groupe en Tunisie à 137 euros par mois afin de respecter le code du travail, provoquant l'indignation lundi de la CGT du site. » (*Le Figaro*, 29/03/2010)

[4] « E, subito dopo, si è fatto sentire il presidente degli Stati Uniti in persona. Dalla Casa Bianca, George W. Bush ha parlato di “sfide senza precedenti” sulle quali il governo “deve agire adesso per proteggere l'integrità dell'economia della nazione”. Per il presidente, l'intervento è “essenziale” per affrontare di petto il problema. Il presidente non si è nascosto che l'intervento costerà molto ai contribuenti americani: “Ma è **necessario** per salvare famiglie e imprese”. Alla fine, ha assicurato Bush “nessun americano ci rimetterà neppure un dollaro”. » (*La Repubblica*, 19/09/2008)

✚ Alerter le récepteur – par le biais des verbes *savoir* et *pouvoir* – que, malgré l'engagement et les efforts, il existe le risque de ne pas atteindre les buts envisagés. Ces modalités jouent, en effet, un rôle de disculpant en vue d'un éventuel échec. *Savoir* fournit une justification acceptable par le récepteur car ce verbe met en relief que l'éventuel échec ne serait pas dû à un manque de savoir individuel du destinataire ou d'un tiers, mais aux circonstances qui ne permettent pas d'avoir des connaissances précises. À la complexité de la situation, décrite par le verbe *savoir*, s'accompagne l'incertitude – exprimée par *pouvoir, il est possible* et *devoir + être* – d'être en mesure de donner des réponses et de trouver des solutions efficaces.

[5] « **Personne ne sait** combien de temps cette correction de marché va durer et quelle sera son ampleur. » (*Le Figaro*, 17/09/2007)

[6] « Siamo tutti preoccupati per la crisi, se non altro perché non **sappiamo** ancora né quanto durerà né quanto sarà profonda. C'è chi pensa che fra sei mesi l'economia ripartirà, e c'è chi teme che ci vorranno anni per uscire dal tunnel, come nel 1929. » (*La Stampa*, 10/11/2008)

[7] « La Banque de France ajoute cependant **qu'il "est possible"** que la profitabilité de certaines institutions soit affectée, une partie significative de leurs revenus provenant d'activité de marché”, ce qui est d'autant plus vrai que les marges d'intermédiation sont extrêmement basses. » (*Le Figaro*, 04/08/2007)

[8] « “Tuttavia, quando tali rischi verranno meno un'ulteriore stretta **potrebbe essere necessaria**”. Nel caso in cui il rallentamento dell'economia si protragga più a lungo, “l'alleggerimento della stretta monetaria dovrà essere preso in considerazione”. Soprattutto se l'Europa occidentale verrà colpita direttamente dal terremoto del settore dei mutui subprime Usa: in quel caso “l'impatto sulla domanda interna potrebbe rivelarsi più ampio” del previsto. E richiedere una politica monetaria espansiva. » (*Il Corriere della Sera*, 16/10/2007)

➤ Les verbes d'apparence et les formes en *-rait* et *-ebbe* jouent également le rôle de modalisateurs et permettent au destinataire de donner une information sans se porter

garant de son authenticité, « sans prendre en charge ce qu'on dit, et sans le poser non plus comme pris en charge par un autre locuteur identifiable »^[215].

Ces formes permettent de donner une information aléatoire, qui manque de preuves certaines permettant de la valider.

[9] « La crise financière ne **devrait pas avoir** d'impact "sérieux et durable" sur la croissance européenne, a indiqué hier un porte-parole de la Commission, en évoquant les "bons fondamentaux" qui soutiennent l'activité. » (*Le Figaro*, 30/08/2007)

[10] « Dal lato dei consumatori, la Bce "si attende che il calo dei prezzi delle materie prime sostenga il reddito disponibile reale nel prossimo periodo", mentre Eurolandia "**dovrebbe** beneficiare appieno degli effetti delle misure di politica monetaria annunciate nelle ultime settimane". » (*Il Corriere della Sera*, 22/01/2009)

[11] « Le risque concernant Athènes **semble** toutefois s'être considérablement amoindri avec l'annonce, dimanche, du plan de sauvetage commun UE-FMI de 110 milliards d'euros, donc 80 milliards EUR à la charge de la zone euro, en contrepartie d'une sévère cure d'austérité. » (*Libération*, 03/05/2010)

[12] « Viene così ribadito che "l'economia italiana è relativamente meno esposta rispetto agli altri paesi europei ai rischi specifici della crisi globale. Che la correzione del settore immobiliare **sembra** minore rispetto ad altri paesi industrializzati, il sistema bancario italiano appare comparativamente meno esposto alla crisi, le famiglie italiane sono meno indebitate rispetto a quelle degli altri Paesi". » (*La Repubblica*, 05/02/2009)

➤ Les formes impersonnelles suivies par un infinitif permettant de donner une information sans prendre position.

[13] « En premier lieu, les grandes compagnies financières européennes se sont mondialisées. **Il ne faut pas exclure** que certaines d'entre elles soient aussi exposées au "subprime". » (*Le Figaro*, 21/07/2007).

[14] « Non **si esclude** però che Fortis, una volta riequilibrata, possa comunque essere ceduta ai francesi. » (*La Stampa*, 29/09/2008)

Si dans l'exemple proposé, nous remplaçons *je n'exclus pas* à la forme impersonnelle, l'information apparaît plus sûre car, dans ce cas, le lecteur se trouve face au point de vue d'un sujet dont le rôle laisse présupposer une bonne expertise et la connaissance d'un certain nombre d'informations en la matière. La construction avec le *je* ne laisse pas de place à l'ambiguïté car le lecteur est face à un sujet qui exprime son propre point de vue en tant qu'expert. La forme impersonnelle, au contraire, demeure ambiguë car le lecteur reçoit une information qui n'est pas confirmée par le sujet parlant ; celui-ci se

^[215] J. Simonin, « De la nécessité de distinguer énonciateur et locuteur dans une théorie énonciative », in *DRLAV*, n° 30, 1984, p. 60.

fait tout simplement porteur d'une idée générale – celle de tiers méconnus au récepteur au moment où l'information est donnée – qu'il peut partager ou ne pas partager, nous ne pouvons pas le savoir.

- Les formes passives désagentivisées qui permettent de mettre l'accent sur l'action et non pas sur l'actant.

[15] « Pour toutes ces raisons, le diagnostic, aujourd'hui largement partagé par les experts publics et privés, est que “le processus d'ajustement sera probablement de longue durée. Les conditions de crédit risquent de ne pas se normaliser rapidement, et **certaines des pratiques qui se sont développées sur les marchés des crédits structurés devront être modifiées**”, note le FMI. » (*Le Figaro*, 25/09/2007)

Dans cet exemple, la forme passive permet de souligner que certaines pratiques – qui ne sont, d'ailleurs, pas explicitées – devront être (la modalisation laisse une place à l'incertitude) modifiées, mais il n'y a aucune référence à celui qui se chargera de le faire et de quelle manière.

- Les connecteurs argumentatifs *mais*, *néanmoins*, *toutefois* et *cependant*

[16] « Le secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson a répété que la croissance américaine risquait de légèrement pâtir de la crise actuelle. **Mais** “les fondements de l'économie restent robustes et je m'attends à ce que l'économie continue de croître, de créer des emplois et d'élever les niveaux de vie”, a-t-il dit. » (*Le Figaro*, 22/08/2007)

[17] « Certamente esistono ancora focolai di crisi e comportamenti prociclici in grado di aggravare la crisi, per i quali è essenziale l'intervento pubblico. Nell'insieme, **però**, ci sono molti segnali positivi di aggiustamento. Insomma, la situazione economica è molto complessa, **ma** come dice un noto aforisma di Lao Tse, filosofo dell'antica Cina, “ciò che per la crisalide è la fine del mondo, il mondo chiama farfalla”. » (*La Stampa*, 09/12/2008)

En [16], l'inverseur d'orientation argumentatif *mais* détourne l'attention de l'argument « tabou » (le fait que la croissance américaine pâtira de la crise)^[216] en indiquant l'argument le moins important (« les fondements de l'économie restent robustes ») comme le plus fort. La conjonction *mais* amène le récepteur à « négliger l'argument premier au bénéfice du second, donc à retourner l'implication »^[217]. Ce changement de perspective nous permet de mettre en valeur le lien entre la structure syntaxique et la structure informationnelle de *mais* ; en effet, l'utilisation du connecteur est ici dictée

^[216] On remarquera dans cet énoncé trois procédés euphémiques : le recours à l'inverseur *mais*, l'emploi du verbe *risquer* au conditionnel et l'utilisation de l'adverbe *légèrement*.

^[217] J.-F. Jeandillou, *L'analyse textuelle*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 148.

par la volonté du locuteur (le journaliste) d'atténuer la force communicative de l'énoncé directeur dans le but de corriger « positivement » la conclusion « négative » que vraisemblablement le lecteur pourrait inférer en absence de *mais*. En ce sens, comme l'affirme Oswald Ducrot, « le connecteur *mais* a pour antécédent non pas la proposition qui précède mais l'acte illocutoire qui y est lié »^[218] (en absence de *mais*, le lecteur pourrait déduire que la crise est profonde), ainsi que l'acte perlocutoire (sentiment de panique, d'énervement, etc. que la crise pourrait engendrer). Cette valeur pragmatique s'exprime, au niveau syntaxique, par l'organisation interphrastique de l'énoncé; en effet, le choix de la dislocation à gauche ou bien à droite de l'énoncé « menaçant » (« Le secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson a répété que la croissance américaine risquait de légèrement pâtir de la crise actuelle », en [16] et « certamente esistono ancora focolai di crisi e comportamenti prociclici in grado di aggravare la crisi, per i quali è essenziale l'intervento pubblico »^[219] et « insomma, la situazione economica è molto complessa »^[220], en [17]) permet de présenter l'information de manière positive – argument « tabou » en énoncé directeur – ou négative – argument « tabou » en énoncé subordonné. En d'autres termes, la valeur pragmatique de l'énoncé est véhiculée par l'argument rattaché au connecteur *mais*; s'il est positif, vraisemblablement, l'effet perlocutoire le sera aussi et si, au contraire, il est négatif, vraisemblablement, l'effet perlocutoire le sera aussi. Ces considérations montrent l'importance de réfléchir en termes de syntaxe non seulement « formelle »^[221] ou « sémantique »^[222], mais également « pragmatique »; en effet, comme nous avons pu observer dans ces exemples, le rattachement du *mais* à un énoncé à connotation positive ou à connotation négative est en mesure de marquer l'orientation argumentative vers une certaine conclusion et de suggérer ainsi un message – implicite – optimiste ou pessimiste.

^[218] O. Ducrot, *Les mots du discours*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980, p. 15.

^[219] Traduc. : « Il existe sûrement encore des foyers de crise et des comportements pro-cycliques pouvant aggraver la crise qui nécessitent de l'intervention publique. »

^[220] Traduc. : « En somme, la situation économique est très complexe ».

^[221] « Une syntaxe peut partir du plan du signifié : son étude est celle des relations sémantiques qui apparaissent entre les constituants des syntagmes, des phrases, et éventuellement des unités transphrastiques », in M. Arrivé, F. Gadet, M. Galmiche, *op.cit.*, p. 666.

^[222] « Si l'on part du plan formel, on étudiera les relations entre les constituants, indépendamment de leur investissement sémantique : l'ordre des mots, les accords, les concordances, les rections, les contraintes. », in *ibid.*

Les mêmes remarques peuvent être faites pour des connecteurs tels que *néanmoins*, *toutefois* ou *cependant*.

[18] « De fait, l'inflation, dans la zone euro, s'établit à 1,2% en février. Elle devrait encore diminuer, selon la Banque centrale européenne, à 0,4 % en 2009. Cette diminution de 275 points de base en quatre mois n'est pas forcément la dernière. "Nous n'avons pas décidé que c'était le niveau le plus bas possible", a précisé Trichet. **Néanmoins**, il semble exclure une politique des taux zéro, comme aux États-Unis, au Japon (0,10%) et en Grande-Bretagne (0,5% depuis hier). » (*Libération*, 06/03/2009)

[19] « L'esposizione del sistema è pari a circa 150 miliardi di euro. "La dimensione dei rischi a fronte dell'operatività in derivati appare contenuta" dice **tuttavia** il direttore generale di Bankitalia. » (*Il corriere della Sera*, 05/11/2007)

- Le recours à l'embrayeur *nous* – par lequel le destinataire n'assume pas entièrement la responsabilité de ce qu'il dit ou, du moins, il la partage avec des tiers – et au pronom sujet *on*, caractérisé par une indétermination référentielle permettant à l'énonciateur de ne pas afficher sa position :

[20] « "Les fondamentaux de l'économie française sont solides et son système bancaire est l'un des plus solides au monde", a-t-il ajouté lors du compte-rendu du conseil des ministres. "**Nous** avons aussi une détermination sans faille à tenir **nos** objectifs [de réduction des déficits] qui sont intangibles", a poursuivi M. Baroin. » (*Le Monde*, 30/11/2010)

[21] « La Germania – è vero – possiede a sua volta un'arma deterrente potentissima: se non si raggiungesse un accordo che la soddisfi potrebbe decidere di uscire dall'euro e tornare al marco. Si assumerebbe la responsabilità – per la terza volta in un secolo – d'aver ucciso l'Europa e d'aver al tempo stesso suicidato se stessa. Non **crediamo** che possa arrivare a tanto. Non **crediamo** che la sinistra tedesca, i liberaldemocratici, i verdi, l'industria, il sistema bancario, infine la gran parte dell'opinione pubblica tedesca possano accettare un doppio omicidio politico di questo genere. » (*La Repubblica*, 23/10/2010)

[22] « Ce catalogue d'erreurs ne correspond pas à ce que l'**on** pouvait attendre d'un premier ministre mûri par dix ans aux finances, réputé pour sa détermination et son flair politique, qui avait fait un sans –faute lors de ses cent premiers jours à "Number Ten". » (*Le Monde*, 25/12/2007)

Dans ces deux exemples, citant Émile Benveniste, nous relevons un « besoin de donner à "nous" une compréhension indéfinie et volontairement vague d'un "je" prudemment généralisé »^[223].

^[223] É. Benveniste, « Structure des relations de personne dans le verbe », in *op. cit.*, 235.

Cela est d'autant plus vrai dans des énoncés du même type que [22], où *nous* est remplacé par *on* ; dans ce cas, en effet, le lecteur se trouve dans l'impossibilité d'établir si l'énonciateur s'identifie avec *on* – et donc, *on* détient la même valeur de *nous* – ou bien s'il s'en différencie – et dans ce cas, il n'est pas véritablement énonciateur, mais simple locuteur qui rapporte un énoncé émis par d'autres sujets. Dans ce deuxième cas, il n'y a pas seulement un partage de responsabilité, mais une vraie déresponsabilisation vis-à-vis de l'information proposée ; cependant, il est impossible d'établir quel référent assigner à *on* sans éléments contextuels précis qui, malheureusement, manquent dans la plupart des énoncés analysés. Cet emploi de *nous* et *on* comporte, comme dans le cas du conditionnel, l'absence – partielle pour *nous* et *on* avec valeur de *nous* et totale pour *on* n'englobant pas *je* – d'une prise en charge de l'information donnée.

- Les déterminants indéfinis *certains*, *plusieurs*, *quelques*, *peu de*, *quelque peu de*, *assez peu de* et *moins de* et les pronoms négatifs *personne* et *rien* qui, d'une part, permettent au destinataire d'émettre des énoncés ambigus, caractérisés par l'absence, dans le contexte linguistique et dans la situation d'énonciation immédiate, d'informations permettant d'identifier de façon univoque la référence. D'autre part, de minimiser la négativité des informations annoncées.

[23] « Il accélère **certains** investissements publics, crée de nouvelles exonérations de charges sur l'emploi et contient un important volet de soutien à l'industrie automobile. » (*Le Monde*, 15/09/2010)

[24] « Pour toutes ces raisons, le diagnostic, aujourd'hui largement partagé par les experts publics et privés, est que “le processus d'ajustement sera probablement de longue durée. Les conditions de crédit risquent de ne pas se normaliser rapidement, et **certaines** des pratiques qui se sont développées sur les marchés des crédits structurés devront être modifiées”, note le FMI. » (*Le Figaro*, 25/09/2007)

[25] « Dal 2005 a oggi, General Motors ha subito perdite per 12 miliardi, quasi un terzo degli utili del decennio precedente, ed è stata costretta a chiudere **numerosi** stabilimenti e licenziare parte dei dipendenti. » (*Il Corriere della Sera*, 08/11/2007)

[26] « Le alternative possibili per costruire una copertura alternativa con la quale finanziare gli stimoli alla crescita e all'aumento della produttività, sono le seguenti: una riduzione della spesa improduttiva e/o un recupero dell'evasione fiscale e contributiva e/o una riforma tributaria che sposti il prelievo dal lavoro e dalle imprese al patrimonio. La vendita di **alcuni** settori del patrimonio pubblico potrebbe fiancheggiare queste politiche soltanto se destinata a ridurre lo stock di debito pubblico; altre destinazioni sono a nostro avviso da escludere perché finirebbero col trasformare cespiti patrimoniali in spese correnti, con effetti di declassamento del bilancio nazionale. » (*La Repubblica*, 01/05/2010)

[27] « Rodrigo de Rato, directeur général du FMI, a souligné que la crise financière pourrait avoir un “*certain impact*” sur la croissance économique mondiale sans être “*dramatique*” pour autant. » (*Le Figaro*, 23/08/2007)

[28] « L’economia statunitense “dovrebbe continuare a procedere a passo lento, a causa del perdurare della crisi del mercato immobiliare, che potrebbe continuare ancora per un **certo** periodo”. È quanto ha reso noto il presidente della Federal Reserve, Ben Bernanke, nel corso della sua testimonianza alla Commissione servizi finanziari della Camera dei Deputati sullo stato e le prospettive dell’economia americana. » (*Il Corriere della Sera*, 18/07/2007)

Dans les exemples indiqués, nous pouvons observer que les indéfinis *certaines*, *alcuni* et *numerosi* ne renvoient à aucun référent spécifique ; ce qui permet de présenter les faits de manière générale sans donner au lecteur des informations pertinentes, lui permettant de reconnaître sans trop d’effort (cf. 5.5.1.) la valeur référentielle du déterminant. Comme nous pouvons l’observer, en [23] nous n’avons pas d’informations nous permettant de savoir quels sont les investissements publics concernés et en [24], il est impossible, suite à l’analyse du contexte linguistique et de la situation d’énonciation, d’établir quelles sont les pratiques qui doivent être modifiées. En [25], le déterminant indéfini *numerosi* (nombreux) ne nous fournit pas le chiffre exact des établissements qui seront fermés et en [26], le recours à *alcuni* (certains) empêche le lecteur d’être informé sur quels sont et combien sont les secteurs publics qui seront vendus.

Dans l’exemple [27], nous n’avons pas les moyens d’établir quel sera l’impact réel de la crise économique sur la croissance mondiale ; le déterminant indéfini *certain* nous permet tout simplement de prendre connaissance que cette crise pourrait avoir un impact sur la croissance, mais aucun élément contextuel et énonciatif ne nous permet de savoir lequel. La même remarque est valable pour l’exemple [28], où l’indéfini empêche le lecteur d’être mis au courant de la probable ou, du moins possible, durée de la crise immobilière.

- Les adverbes *assez*, *légèrement*, *moins*, *presque*, *probablement*, *peut-être* etc. qui permettent d’atténuer l’intensité de l’adjectif, du participe passé ou de l’adverbe qui les suit et, par conséquent, de l’information présentée.

[29] « En outre, la crise des subprimes risque d'amputer les bénéficiaires des banques et par ricochet l'acompte exceptionnel d'IS qu'elles verseront fin décembre. Quant aux recettes de TVA, elles sont **assez peu** “plates”^[224] depuis le début de l'année : + 1,6 % pour une augmentation attendue de 5 % sur l'année. » (*Le Figaro*, 08/09/2007)

[30] « La stima di un Pil all'1,2% nel 2010 è, “sulla base delle informazioni più recenti, **leggermente ottimistica**”, ha detto il direttore generale. » (*La Repubblica*, 06/10/2010)

En [29], par exemple, l'adverbe *assez peu* pourrait être considéré comme le SPE de la locution adverbiale *pas du tout*. En [30] l'adverbe *leggermente* (légèrement) rattaché à l'adjectif *ottimistica* (optimiste) pourrait être considéré comme un SPE de *erronée*

5.3. PROCÉDÉS RHÉTORIQUES

Les SPE peuvent être créés à partir de cinq procédés rhétoriques principaux. Nous pouvons les distinguer en :

- Métaphore qui peut, d'une part, être considérée comme un procédé utilisé par le journaliste afin de rendre son énonciation attirante et amusante aux yeux de son lecteur et, d'autre part, comme une façon de *vulgariser* l'information économique, pour éclaircir les concepts et les rendre accessibles à un public de non spécialistes. Malgré leur apparente simplicité et même si le journaliste en recourt de manière « innocente », certains énoncés demeurent ambigus et il est donc indispensable de leur assigner un signifié plausible afin d'avoir accès à une information la plus précise possible. La difficulté donc, lorsque nous nous confrontons à ce type de SPE n'est pas celle de le reconnaître, mais de lui assigner un référent approprié. La métaphore permet, d'après nous, la création de deux types de SPE : l'un voilant la négativité du sujet « tabou » remplacé par la métaphore ([1]) et l'autre voilant le degré de négativité de celui-ci ([2] et [3]). Observons les énoncés ci-dessous :

[1] « Il vise à renforcer l'efficacité des réseaux commerciaux, **alléger le poids des fonctions administratives**, rationaliser les dépenses informatiques et optimiser le schéma immobilier de LCL en Ile de France. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)

^[224] L'adjectif *plates* est le SPE de l'adjectif *élevées*. Ici, par le recours aux guillemets, le journaliste recourt à ce qu'A. Krieg-Planque appelle « jugement d'euphémisation », c'est-à-dire, comme l'auteur elle-même le définit, « le fait de désigner explicitement une formulation comme un “euphémisme” ou de la qualifier d’“euphémique” ou d’“euphémistique”, in A. Krieg-Planque, « Souligner l'euphémisme : opération savante ou acte d'engagement? Analyse du “jugement d'euphémisation” dans le discours politique », in *Semen*, 17|2004.

- [2] « Alors que **les nuages s'amoncellent sur la croissance américaine et européenne**, les pays émergents feraient en effet presque figure de refuge. » (*Le Figaro*, 10/09/2007)
- [3] « Le **nubi** che si addensano sui colossi bancari americani stanno proiettando le loro ombre sulle Borse di tutto il mondo. Così, anche oggi i listini hanno perso terreno. » (*Il Corriere della Sera*, 03/11/2007)

En [1] se vérifie une rupture isotopique^[225] entre le syntagme verbal *alléger le poids* qui, dans l'acception qui lui est propre, signifie « rendre moins lourd en débarrassant d'une partie du poids, rendre moins pesant » et le syntagme nominal *fonctions administratives* qui signifie « emploi relatif à l'administration ». L'incohérence sémantique, issue de cette rupture isotopique, peut être résolue à travers l'interprétation métaphorique de l'énoncé. Nous pouvons donc paraphraser la métaphore comme (a) « rendre moins pénible l'emploi relatif à l'administration » ou (b) « licencier le personnel qui travaille dans l'administration ». Si elle est interprétée comme (a) il y aura euphémisme ; au contraire, si elle est interprétée comme (b), il y aura faux-euphémisme.

En [2] et [3], la rupture isotopique se vérifie entre SN + SV *les nuages s'amoncellent* et le SN *la croissance* (en [2]), et SN + SV *le nubi che si addensano* et le Sprep. *sui colossi bancari* (en [3]). Dans ces exemples, l'énoncé métaphorique pourrait être interprété uniquement comme « X (*les nuages*) menace la croissance/les établissements bancaires ». Ici, la relation que le signe *nuages* entretient avec et le signe *croissance* et le syntagme *colossi bancari* (colosses bancaires) donne lieu à un énoncé métaphorique qui permet d'inférer un problème lié à la croissance ou au secteur bancaire. La gravité du problème, cependant, est difficile à inférer et c'est cela qui donne à la métaphore son *potentiel d'euphémisation*. La difficulté de l'inférence est liée au fait que le locuteur peut attribuer au signe *nuages* un nombre théoriquement illimités de sens (crise, récession, dépression, chômage, appauvrissement des ménages, baisse de la consommation, etc.).

La différence entre [1], [2] et [3] est donc liée au fait qu'en [1], le PE de la métaphore est issu de l'ambiguïté de celle-ci ; en effet, dans ce cas, elle permet d'inférer, en même temps, un sens positif ou un sens négatif dans l'énoncé. Alors qu'en [2] et [3], le sens qui peut être inféré est toujours négatif et le PE de la métaphore est issu du degré de négativité inféré.

^[225] L'isotopie peut être définie comme l'« effet de la récurrence d'un même sème » in F. Rastier, *Sémantique pour l'analyse. De la linguistique à l'informatique*, Paris, Masson, 1994 p. 223. C'est ainsi qu'« un message ou une séquence quelconque du discours ne peuvent être considérés comme isotopes que s'ils possèdent un ou plusieurs classèmes en commun », in A.-J. Greimas, *Sémantique structurale*, (rééd) Paris, Presses universitaires de France, 2002, p. 52.

- Métonymie dont le caractère isotopique^[226] réduit la possibilité de créer des SPE à PE très élevé. En [4], par exemple, le signe *problème* et le signe *subprime* se caractérisent par une continuité isotopique qui ne permet pas la création de SPE à PE élevé tels que, par exemple, les SPE métaphoriques *la tempête des subprimes* ou *le barnum des subprimes*. En outre, la métonymie circonscrit les effets euphémiques à une seule cotopie^[227] ; cela réduit ultérieurement les possibilités de création des SPE. Cette figure peut, cependant, être utile en tant que procédé d'euphémisation car elle permet de jouer sur le degré de négativité que le locuteur peut inférer d'un énoncé. En effet, le signe *problème* n'a pas le même degré de négativité que le signe *crise*, qu'il remplace.

[4] « L'annonce de BNP Paribas montre que “*le problème des subprime*” va prendre plus de temps qu'attendu avant de se dissiper. Il ne faudra pas quelques jours ou quelques semaines, mais des mois avant de connaître son impact total », a expliqué Owen Fitzpatrick, analyste de la Deutsche Bank. » (*Le Figaro*, 10/08/2007)

- Antiphrase qui permet de créer des SPE qui renversent la négativité de l'idée « taboue » sous-jacente. En [5] et [6], par exemple, le signe *subprime*, de *sub* « sous » et *primes* « excellents », pourrait être traduit comme « crédits qui ne sont pas excellents ». Ce qui est excellent est par définition très bon, exemplaire, parfait. Logiquement donc les crédits sous-excellents devraient être de bons crédits, à bas risque car ils se trouvent tout juste au-dessous du niveau d'excellence. Cependant ici *subprimes* remplace le tabou à *très haut risque, toxiques*. Le processus d'euphémisation issu de l'antiphrase comporte donc une inversion radicale du sens, due à l'ambiguïté sémantique du signe/syntagme remplaçant l'idée « taboue ».

[5] « Cette estimation est basée sur une prévision de 15 milliards de dollars de dépréciation due aux **crédits subprimes (CDO)**, avec également une dépréciation de 3 milliards pour d'autres investissements ». (*Le Figaro*, 04/03/2008)

^[226] « La métonymie est une “figure isotopique” : “elle opère des décalages de signification entre deux ou plusieurs termes contigus à l'intérieur d'un domaine notionnel (ou isotopie)” », in M. Bonhomme, *op. cit.*, p. 51. ; « Lorsqu'on traite le pape de “chaussette rouge” et qu'on l'identifie à “Rome”, on se contente d'opérer des transferts référentiels à l'intérieur du champ dénotatif de celui-ci, qui porte effectivement des chaussettes rouges et qui habite Rome. Par contre quand on voit dans le pape un lion, un moufti ou un phare, les polarités sollicitées n'appartiennent pas du tout au même domaine thématique, ce qui rend ces assimilations d'autant plus saisissantes. Avec ces transferts référentiels internes au champ dénotatif, on entre dans le cadre de la métonymie. Quant aux jonctions entre champs, elles engendrent la structure de la métaphore », in M. Bonhomme, *Linguistique de la métonymie*, Berne, Peter Lang, 1987, p. 56.

^[227] « La cotopie délimite des ensembles sémantico-référentiels constitués d'un topos (ou d'un thème) de base autour duquel s'agglutinent des polarités lexicales qui sont compatibles à la fois avec le topos et entre elles », in M. Bonhomme, *op. cit.*, 1987, pp. 43-44.

[6] « L'agenzia Bloomberg ha scritto che Fortis ha subito 5 miliardi di perdite secche con la crisi finanziaria scatenata dalla tempesta americana dei **mutui subprime**. » (*La Stampa*, 22/09/2008)

- L'oxymore qui permet, à travers la juxtaposition de deux termes contraires ou contradictoires, la création de SPE sémantiquement non-cohérents, qui relèvent du non-sens.

[7] « Cette réunion a été convoquée peu après l'annonce jeudi d'un recul de 0,3% du PIB au deuxième trimestre, premier cas de **croissance "négative"** depuis la fin 2002. » (*Libération*, 18/08/2008)

[8] « Complessivamente i paesi Ocse avranno una **crescita negativa** dello 0,3% nel 2009, dopo il +1,4% di quest'anno e riprenderanno a crescere dell'1,5% nel 2010. Giù dello 0,9% nel 2009 il Pil Usa, dello 0,1% quello giapponese e dello 0,5% quello dell'Eurozona, dopo una crescita rispettivamente dell'1,4%, dello 0,5% e dell'1,1% quest'anno. » (*La Repubblica*, 13/11/2008)

En [7] et [8], par exemple, le substantif *croissance* et l'adjectif *négative* sont antithétiques. En effet, le premier indique une augmentation du niveau de l'activité économique et le deuxième la nie. Nous ne pouvons pas parler de *croissance négative* car, si on s'en tient aux mathématiques, lorsqu'on est face à une croissance, on ne peut qu'enregistrer des valeurs positives (cf. 9.4.3.).

- Périphrase qui permet de contourner le « tabou », de ne pas le nommer. Le PE des SPE créés par périphrase pourrait sembler peu puissant car, malgré une tournure syntaxique différente, l'idée à laquelle le signe/syntaxme « tabou » remplacé renvoie, est facilement identifiable. En [9], par exemple, malgré la substitution du signe tabou *chômage*, par la périphrase *les plus éloignées de l'emploi*, le locuteur reconnaît assez facilement l'idée implicite. Cependant, la périphrase peut avoir une valeur euphémique car elle permet de modifier la perspective par laquelle le « tabou » est présenté. Le *potentiel d'euphémisation* de la périphrase est donc lié aux effets que ce changement de perspective comporte chez le locuteur.

[9] « **Les personnes "les plus éloignées de l'emploi"** pourront bénéficier d'une formation. » (*Le Monde*, 12/01/08)

En [9], le remplacement du concept de *chômage* par celui de *l'éloignement de l'emploi*, permet de présenter le problème du chômage, surtout le plus ancré et difficile à déraciner, de manière différente. En effet, affirmer qu'une personne est très éloignée de l'emploi signifie que cet emploi existe mais qu'il faut s'activer de manière très sérieuse et faire des efforts considérables afin de s'en « rapprocher ». La négativité du signe *chômage* est neutralisée à travers un processus qui permet un glissement de celle-ci vers l'aptitude des personnes qui sont au chômage. En d'autres mots, ce n'est pas le *chômage* le vrai problème, mais plutôt l'aptitude des chômeurs.

[10] « Le directeur financier, Fritz Henderson, a précisé que la **réduction** envisagée **des coûts de personnel** se ferait via des primes au départ et des plans de retraite anticipée. » (*Le Monde*, 15/07/2008)

[11] « Inoltre il management è chiamato alla **riduzione dei costi** anche **intervenendo sulla spesa del personale**, “ma solo utilizzando strumenti su base volontaria” e al miglioramento dell'efficienza di tutte le aree aziendali. » (*Il Corriere della Sera*, 28/10/2010)

Comme en [9], également en [10] et [11], le SPE obtenu par périphrase est facilement reconnaissable. Ici, on parle de *réduction des coûts de personnel* mais il serait plus correct de parler de réduction de personnel tout court ou mieux encore de licenciement. Le PE n'est donc pas issu de la valeur référentielle de la périphrase, qui est à peu près la même exprimée par l'idée « tabou » qu'elle remplace, mais il est issu, comme en [9], du changement de la perspective du problème présenté. En effet, si le licenciement est un problème pour les travailleurs, la réduction des coûts est un problème pour l'employeur.

5.4. PROCÉDÉS SÉMANTIQUES

D'une perspective sémantique, le SPE peut être considéré comme un signe/syntagme répondant à ce que nous avons défini comme *critère d'ambiguïté sémantique*, c'est-à-dire la particularité d'un signe/syntagme de posséder des traits sémantiques lui conférant le plus élevé degré d'ambiguïté^[228] possible. Les SPE sont donc, en général, créés à partir de trois procédés sémantiques principaux :

^[228] L'ambiguïté est « la propriété d'un énoncé qui présente simultanément une pluralité de lectures et elle se réalise lorsqu'un signifiant unique suscite une pluralité d'interprétations », définition donnée par C. Greimas, in C. Villar, *Pour une théorie du discours diplomatique*, Paris, l'Harmattan, 2003, p. 48.

➤ L'hyperonymie

- [1] « La France n'est "pas à l'abri d'un **accident** systémique", selon le Premier ministre, qui réaffirme que le plan de recapitalisation des banques en difficulté ne coûtera rien au contribuable. » (*Libération*, 15/10/2008)
- [2] « La ragione delle crescenti **difficoltà** dell'economia globale è semplice: con una radicale contrazione del credito e della liquidità tutta l'economia è destinata a soffrire e il credito si deteriora ulteriormente, avviando un circolo vizioso che può diventare molto rischioso. » (*La Stampa*, 09/12/2008)

Dans ces exemples, le SPE est créé à partir d'*accident* et *difficoltà* (difficulté), hyperonymes de *crise*.

➤ L'homonymie

- [3] « "Nous devons nous interroger sur le rôle exact que doivent jouer ces agences dans la cartographie des risques", a précisé le président français Nicolas Sarkozy. Dans la crise actuelle, leur position est plus fragile car elles ont aussi un rôle de conseil auprès des banques dans la création des **véhicules hybrides**. » (*Le Figaro*, 17/08/2007)

Ici, le SPE *véhicules hybrides* signifie *actifs toxiques*, mais le même syntagme signifie également *voitures écologiques* (cf. 9.3., [12]).

➤ La polysémie

- [4] « Le constructeur automobile General Motors (GM) a annoncé, mardi 15 juillet, de nouvelles **restructurations**, qui doivent lui permettre de faire face à un effondrement du marché américain à 14 millions d'immatriculations par an. » (*Le Monde*, 15/07/08)
- [5] « In difficoltà anche il colosso olandese di elettronica Philips, che annuncia 6mila tagli dopo aver registrato la prima perdita trimestrale dal 2003. La **ristrutturazione**, ha detto un portavoce, permetterà di risparmiare circa 400 milioni l'anno, a partire dal secondo semestre del 2009, e tutte le divisioni del gruppo verranno coinvolte. » (*Il Corriere della Sera*, 26/01/2009)

Dans ces exemples, le PE du SPE *restructuration* est issu de la polysémie du signe qui peut signifier au même temps « réorganisation d'une entreprise » et « licenciement ».

L'ambiguïté sémantique qui dérive de ces procédés permet à un SPE d'acquérir une valeur très connotée, dépendant du contenu contextuel du discours et, par conséquent, ce SPE est susceptible de recevoir une connotation erronée de la part de la plupart des récepteurs. Dans

ce cas, le SPE pourra être considéré réellement comme un euphémisme. Cela s'explique par le fait que l'euphémisme existe uniquement si le récepteur assigne à un signifiant un signifié erronément connoté. En effet, à partir du sens dénoté, le récepteur pourra conférer au signe un sens connoté résultant de l'identification correcte ou incorrecte de certains indices contextuels et pragmatiques et dépendant de la relation oppositive que ce signe entretient avec les autres unités sémiotiques dénotant la même référence que celui-ci, c'est-à-dire avec ses synonymes. L'identification correcte des indices contextuels et pragmatiques caractérisant la situation énonciative permettra de connoter un SPE tel qu'*optimisé*^[229] comme un signe appartenant au discours *économiquement correct* et de l'opposer à des termes dénotativement équivalents tels que *licencié*, terme « neutre » utilisé dans la langue standard ou *dégraissé* et *rationalisé*, termes appartenant eux aussi au discours *économiquement correct*. Dans ce cas, le SPE ne pourra pas être considéré comme un euphémisme ; il s'agit pour nous ici d'un registre de langue différent du registre standard, d'un choix lexical privilégiant pour maintes raisons le signe *optimisé* au signe *licencié*. Il s'agit tout simplement d'adapter un mot à la situation d'énonciation et à ses fins. Au contraire, l'identification incorrecte des indices contextuels et pragmatiques caractérisant la situation énonciative donnera lieu à une connotation inexacte du signe *optimisé* qui sera probablement considéré comme un technicisme appartenant au langage de l'entreprise. Ce signe trouvera donc son sens par opposition à des signes dénotativement synonymes tels qu'*amélioré*, *maximisé* ou *perfectionné*, par exemple ; ce qui compromettra la référence – le référent du signe *optimisé* ne correspond pas au référent des signes considérés erronément comme signes équivalents – et provoquera, par conséquent, une connotation incorrecte. Cela car, comme nous le savons, le sens connoté change sans compromettre la référence. Seulement dans ce deuxième cas le *substitut potentiellement euphémique* acquerra la valeur d'euphémisme. Le SPE *optimisé*, qui remplace le signe « tabou » *licencié*, ne joue donc réellement le rôle d'euphémisme que si le récepteur ignore certaines informations supplémentaires qui vont s'ajouter à l'ensemble des traits sémantiques du signe *optimisé*. En d'autres termes, ce signe ne pourra être considéré euphémique que si le récepteur méconnaît un certain registre de langue, en l'occurrence le discours *économiquement correct*. Par conséquent, on pourrait dire que le *substitut potentiellement euphémique* devient euphémisme uniquement si le récepteur ne reconnaît pas une relation de synonymie du point de vue de la dénotation entre le *substitut potentiellement euphémique* et le

^[229] « Pour parvenir à ce miracle, le ministère a optimisé la gestion du personnel, jusqu'ici trop dispendieuse. » (*Libération*, 16/04/2008).

signe « tabou ». Et cela est possible car le SPE est un signe/syntagme ayant le moins possible de sèmes identiques au signe qu'il remplace, sans qu'ils ne soient jamais égaux à zéro.

Observons le schéma ci-dessous :

Schéma 6

	Romp un contrat de travail	Accroître la rentabilité d'une entreprise	Rendre optimal	Améliorer la gestion de l'entreprise	Destituer d'une fonction	Avec une indemnité	Un salarié	Une machine	La production	Congédier
Renvoyer	+	+	-	+	+	+	+	-	-	+
Licencier	+	+	-	+	+	+	+	-	-	+
Optimiser	-	+	+	+	-	-	-	+	+	-

Dans un contexte tel que « l'entreprise est obligée de licencier 300 salariés », le signe *licencier* et *renvoyer* sont interchangeable et peuvent coréférer en discours (synonymie approachante) car, comme nous pouvons l'observer, ils sont caractérisés par des sèmes identiques. Dans une telle situation, le récepteur attribue aux deux signifiants (*licencier* et *renvoyer*) le même signifié (rupture du contrat de travail de la part de l'employeur) qui renvoie au même référent (perte de l'emploi). Cela implique que *renvoyer*, qui est d'ailleurs un faux-euphémisme remplaçant *licencier* (faux-euphémisme car son PE est désormais nul) ne peut pas satisfaire les besoins de l'énonciateur nécessitant de remplacer un signe/syntagme « tabou » par un SPE. *Optimiser*, en revanche, présente huit sèmes différents par rapport à *licencier* et il a donc un PE plutôt élevé (PE qui sera nul une fois que le signe *optimiser* se lexicalisera ou bien lorsqu'il sera reconnu par l'ensemble des locuteurs d'une langue). Ce SPE semble donc posséder les caractéristiques appropriées pour satisfaire le besoin d'euphémisation de l'énonciateur. Nous pouvons donc affirmer qu'un SPE est susceptible de réaliser plus facilement son PE en discours s'il n'appartient pas au même champ sémantique ou associatif du signe « tabou » qu'il remplace. Nous avons remarqué, en effet, qu'un grand nombre de SPE de notre « corpus » n'appartient pas au champ sémantique ou associatif de la crise économique et financière, mais plutôt à ceux de la météorologie, de la guerre, du sport et de la santé.

À travers cette analyse, nous avons voulu mettre en relief le fait qu'un SPE peut véritablement acquérir le statut d'euphémisme uniquement si une erreur de connotation survient, mais il est évident que l'analyse sémantique ne permet de prendre en compte ni les raisons qui provoquent cette erreur ni les effets qu'elle peut engendrer dans le processus de communication. C'est pour cette raison qu'il est indispensable d'étudier l'euphémisme à partir d'une approche pragmatique, car le sens « n'est jamais un pur contenu sémantique que le message, tel un récipient, pourrait transmettre. Le message n'a pas de sens en lui-même, l'énonciateur et son destinataire lui en attribuent un, chacun de leur côté »^[230].

5.5. PROCÉDÉS PRAGMATIQUES

Après avoir prêté attention, dans le paragraphe précédent, aux procédés sémantiques pouvant aider le lecteur à repérer un SPE, nous voulons à présent développer l'aspect pragmatique de l'euphémisme ou du discours euphémique. L'euphémisme est un procédé lexical, syntaxique, sémantique et rhétorique, mais il est surtout un procédé pragmatique^[231]. En effet, seule une approche pragmatique pourra permettre de définir un signe/syntagme en tant qu'euphémisme car, comme nous l'avons déjà dit, un SPE peut réaliser son PE en discours, uniquement en relation avec certaines variables pragmatiques, que nous avons déjà nommées *X* et *Y* (cf. 1.2.3.). La présence ou l'absence de ces variables pragmatiques permet au récepteur de reconnaître, dans une situation communicative donnée, un SPE en tant qu'euphémisme ou que faux-euphémisme, c'est-à-dire d'interpréter correctement le message de l'émetteur, de ne pas compromettre la fonction référentielle du langage. Ces variables pragmatiques peuvent se résumer à deux – l'absence (*X*) ou la présence (*Y*) de connaissances individuelles et circonstancielles chez le récepteur – et peuvent s'expliquer principalement en les rapportant au contexte extralinguistique^[232], aux raisons qui poussent l'émetteur à utiliser un SPE et aux effets que ce dernier produit chez le destinataire.

^[230] J.-F. Jeandillou, *op. cit.*, p. 14.

^[231] « La partie de la sémiotique qui traite du rapport entre les signes et les usagers des signes [...]. Elle concerne la dépendance essentielle de la communication, dans le langage naturel, du locuteur et de l'auditeur, du contexte linguistique et du contexte extralinguistique, de la disponibilité de la connaissance de fond, de la rapidité à obtenir cette connaissance de fond, et de la bonne volonté des participants à l'acte communicatif [...]. La pragmatique aborde le langage comme phénomène à la fois linguistique, communicatif et social », in M. Bracops, *Introduction à la Pragmatique : les théories fondatrices : actes de langage, pragmatique cognitive, pragmatique intégrée*, Bruxelles, De Boeck Duculot, 2005, pp.13-14.

^[232] « L'ensemble des prémisses utilisées pour l'interprétation d'un énoncé constitue ce que l'on appelle un contexte. Un contexte est une construction psychologique, un sous-ensemble des hypothèses de l'auditeur sur le monde. Bien entendu ce sont ces hypothèses, et non l'état réel du monde, qui affectent l'interprétation d'un

5.5.1. Le contexte extralinguistique

Le contexte extralinguistique est indispensable pour reconnaître le PE d'un SPE. C'est donc grâce à l'interprétation du contexte extralinguistique – due à l'environnement physique et à l'*environnement cognitif*^[233] du récepteur – qu'un SPE acquerra effectivement une valeur euphémique ou, au contraire, sera tout simplement reconnu en tant que faux-euphémisme. À titre d'exemple, nous proposons de considérer le SPE *pays en voie de développement (PVD)*. Cette expression n'appartient pas à la catégorie d'euphémisme si elle désigne un pays tel que le Brésil qui a connu une croissance économique remarquable (7,5% en 2010) et qui est aujourd'hui devenu la sixième puissance économique mondiale. Mais, si le même *substitut potentiellement euphémique* est utilisé afin d'éviter l'usage d'expressions telles que *pays sous-développés* ou *pays pauvres*, il peut acquérir une valeur euphémique. Dans ce dernier cas, il se réalise une sorte de rupture, qu'en empruntant le terme à Marc Bonhomme, nous pouvons définir *contraste contextuel* entre le contenu du discours (ce qui est affirmé) et son contexte référentiel (la situation comme elle est réellement)^[234]. La capacité/incapacité du récepteur de déchiffrer ce *contraste contextuel* permettra/ne permettra pas la réalisation du PE du SPE dans le discours. Il y aura euphémisme uniquement si le récepteur ne différenciera pas les deux contextes et leur donnera la même interprétation. Il y aura faux-euphémisme s'il les différencie. Nous sommes tout à fait d'accord avec N. Galli dè Paratesi qui affirme que « l'essere eufemismo non è una proprietà della parola ma il valore che la parola assume in relazione al contesto nel quale è utilizzata »^[235], même s'il faudrait peut-être ajouter à cette définition « e alla capacità del ricevente d'interpretare tale relazione »^[236].

La capacité d'interprétation des SPE est liée à la mauvaise (X₂) ou la bonne (Y₂) volonté de l'énonciateur de faciliter l'interprétation de l'énoncé à travers le *principe de pertinence*^[237].

énoncé. Ainsi défini, un contexte ne contient pas seulement de l'information sur l'environnement physique immédiat de l'énoncé ou sur les énoncés précédents : des précisions, des hypothèses scientifiques, des croyances religieuses, des souvenirs, des préjugés culturels, des suppositions sur l'état mental du locuteur sont susceptibles de jouer un rôle dans l'interprétation », in D. Sperber, D. Wilson, *La Pertinence : communication et cognition*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1989, p. 31.

^[233] « Un *environnement cognitif* d'un individu est un ensemble de fait qui lui sont manifestes », « L'*environnement cognitif* d'un individu est un ensemble d'hypothèses à sa disposition », *ibid.*, pp. 65, 76.

^[234] M. Bonhomme, *op. cit.*, p. 60.

^[235] Traduc. : « Le fait d'être un euphémisme n'est pas une spécificité de la parole mais la valeur que la parole acquiert en relation au contexte dans lequel elle est employée » N. Galli dè Paratesi, *op. cit.*, p. 71.

^[236] « Et à la capacité du récepteur d'interpréter cette relation ».

^[237] « Nos échanges verbaux [...] sont le plus souvent, dans une certaine mesure au moins, des efforts de coopération ; et chaque participant reconnaît en eux, dans une certaine mesure au moins, un but ou un ensemble de buts communs, ou au moins une direction mutuellement acceptée [...]. À chaque étape, certains choix conversationnels possibles seront exclus comme étant conversationnellement inadéquats. Nous pouvons donc

La bonne volonté se manifeste lorsque le destinataire, qui emploie les mêmes règles du code linguistique que le récepteur, produit un énoncé pertinent, c'est-à-dire un énoncé demandant au récepteur un *effort*^[238] d'interprétation minimal. C'est ainsi qu'en répondant au *principe de pertinence*, le destinataire fait recours à des SPE remplaçant une réalité « socialement taboue ». Ces SPE, tenus pour mutuellement manifestes, font partie du *savoir partagé général*^[239] et répondent au principe de *manifesteté mutuelle*^[240]. Dans ce cas il n'y a pas d'euphémisme car, à notre avis, on peut parler d'euphémisme uniquement si la fonction référentielle du langage est affectée.

La mauvaise volonté, en revanche, ne répond pas au *principe de pertinence* et se manifeste lorsque le destinataire, transgressant volontairement les règles du code linguistique partagé par l'ensemble des locuteurs, produit un énoncé non-pertinent, c'est-à-dire demandant aux récepteurs un grand effort d'interprétation pour obtenir un effet moindre.

Ces SPE, qui affectent la fonction référentielle du langage et visent à altérer la perception que le récepteur a d'une réalité « non socialement taboue », sont plus facilement voués à réaliser leur PE en discours et à devenir de véritables euphémismes. Cela car ils font partie du *savoir partagé particulier*^[241] et ils ne répondent pas au principe de *manifesteté mutuelle*. Nous pourrions donc poser qu'un faux-euphémisme est un signe/syntagme qui, en fonction de la situation de communication, se présente comme la manière la plus pertinente de s'exprimer et n'engendre en aucun cas un échec de la communication. Au contraire, un euphémisme est un signe/syntagme qui, en fonction de la situation de communication, ne se présente pas comme la manière la plus pertinente de s'exprimer et comporte dans tous les cas un échec de la communication. À ce point, une précision nous paraît nécessaire ; en effet, pour nous

formuler approximativement un principe général que les participants seront censés respecter (toute chose étant égale par ailleurs) : que votre contribution à la conversation, au moment où elle intervient, soit conforme au but ou à la direction acceptée de l'échange verbal auquel vous participez », in D. Sperber, D. Wilson, *op. cit.*, p. 57.

^[238] « Les effets contextuels sont le produit de processus mentaux. Les processus mentaux, comme tous les processus biologiques, demandent un certain effort, une certaine dépense d'énergie. L'effort de traitement nécessaire pour obtenir des effets contextuels est le deuxième facteur (le premier étant les effets contextuels d'une hypothèse) dont on doit tenir compte pour évaluer le degré de pertinence. L'effort de traitement est un facteur négatif : toutes choses étant égales d'ailleurs, plus l'effort de traitement est grand, plus la pertinence est faible », in D. Sperber, D. Wilson, *op. cit.*, p. 189.

^[239] « Lorsqu'une connaissance est commune à un grand nombre d'individus, elle est appelée savoir partagé général », in M. Bracops, *op. cit.*, p. 122.

^[240] « Le recours à ce qui, dans une situation de communication, est manifeste aux deux intervenants », in *ibid.*, p. 124.

^[241] « Lorsqu'une connaissance n'est commune qu'à quelques individus, elle est appelée savoir partagé particulier », in M. Bracops, *ibid.*, p. 122.

l'euphémisme existe uniquement si la communication est nulle, si le processus communicatif échoue.

5.5.2. Les raisons incitant l'émetteur à recourir à un SPE

Les raisons qui encouragent l'émetteur à utiliser un SPE sont essentiellement liées à la volonté d'embellir « la réalité désignée, son énonciateur et l'interlocution en jeu »^[242]. À travers l'analyse de notre « corpus » de référence, nous avons pu repérer différents procédés pragmatiques pouvant aider le lecteur à reconnaître un SPE employé afin d'atteindre ce but et relevant des principes de *politesse*, d'*impolitesse*, d'*auto-politesse* et d'*auto-impolitesse*. Afin de présenter l'analyse la plus claire possible, il nous paraît nécessaire de définir ces notions qui intéressent tous les aspects du discours.

En premier lieu, la *politesse*, dont la fonction est de préserver le caractère convenable de la relation interpersonnelle, se fonde sur la notion de *face* ; chacun de nous possède une *face négative*, le territoire du moi, et une *face positive*, l'image valorisante que nous construisons et que nous imposons dans l'interaction. Au cours de l'interaction, les interlocuteurs réalisent un certain nombre d'actes verbaux qui constituent des menaces potentielles (FTAs)^[243] ou des éloges, des actes flatteurs et valorisants (antiFTAs ou FFAs)^[244] pour l'une ou l'autre *face*. La distinction entre FTAs et antiFTAs permet de distinguer deux catégorisations différentes de la *politesse*, l'une reliée aux effets négatifs de l'acte du langage (la *politesse négative*) et l'autre reliée aux effets positifs de celui-ci (la *politesse positive*). En rapportant la différenciation, élaborée par Catherine Kerbrat-Orecchioni, entre ces deux catégorisations, nous pouvons définir ces deux types de *politesse* comme suit :

- La *politesse négative* qui « peut être abstentionniste ou compensatoire: elle consiste à éviter de produire un FTA, ou à en adoucir par quelque procédé la réalisation; ce qui revient à dire à son partenaire d'interaction: “(en dépit de certaines apparences), je ne te veux pas de mal” »^[245].

^[242] M. Bracops, *op. cit.*, p. 241.

^[243] Sigle pour « *Face Threatening Act* », in P. Brown, S. Levinson, *Politeness: some universals in language usage*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

^[244] Sigle pour « *Face Flattering Acts* », in C. Kerbrat-Orecchioni, *Le discours en interaction*, Paris, Armand Colin, 2005.

^[245] C. Kerbrat-Orecchioni, *op. cit.*, p. 198.

- La *politesse positive* qui « est de nature productionniste au contraire : elle consiste à accomplir quelque FFA, éventuellement renforcé; ce qui revient à dire à son partenaire : “je te veux du bien” »^[246].

En deuxième lieu, l'*impolitesse* peut être considérée comme la production d'un FTA et se distingue, de même que la *politesse* en deux catégorisations : l'*impolitesse négative* et l'*impolitesse positive*. Kerbrat-Orecchioni propose de considérer l'*impolitesse* comme :

L'absence “anormale” d'un marqueur de politesse (d'une salutation par exemple) en cas d'*impolitesse négative* ; présence d'un marqueur d'*impolitesse* (comme une insulte) en cas d'*impolitesse positive*^[247].

Et précise :

Notons enfin que toute théorie de la politesse est en même temps une théorie de l'*impolitesse*, laquelle peut elle aussi se réaliser positivement, ou négativement.

(i) *Impolitesse positive* : elle consiste à accomplir un FTA non adouci, ou même “durci” :

(ii) *Impolitesse négative* : elle consiste à s'abstenir de produire un acte rituel attendu (salutation, excuse, remerciement, compliment, etc.)^[248].

Enfin, l'*auto-politesse* et l'*auto-impolitesse* peuvent être définies comme la *politesse* et l'*impolitesse* adressées à soi-même.

Après avoir expliqué ces notions, nous pouvons poursuivre dans notre étude et mettre en exergue les procédés pragmatiques pouvant aider le lecteur à identifier un SPE. Cependant, avant de le faire, nous voulons préciser que le modèle de *politesse* et d'*impolitesse* imaginé sur la base des échanges locuteur-allocutaire ne répond pas à nos exigences d'analyse. En effet, la *politesse* et l'*impolitesse*, dans le contexte de la presse, doivent prendre en considération un locuteur supplémentaire, que nous appellerons allocutaire 2, c'est-à-dire le tiers (politique, économiste, banquier) extérieur à la situation de communication entre le locuteur (journaliste) et l'allocutaire (lecteur). À partir de cette idée, nous proposons trois types de procédés issus des notions de *politesse* et d'*impolitesse*, distingués par rapport au destinataire auquel ils s'adressent : les procédés s'adressant au locuteur, les procédés s'adressant à l'allocutaire 2 et les procédés s'adressant à l'allocutaire.

^[246] *Ibid.*, p. 209.

^[247] C. Kerbrat-Orecchioni, « L'*impolitesse* en interaction : aperçus théoriques et étude de cas », in *Lexis Special*, 2|2010, p. 39.

^[248] C. Kerbrat-Orecchioni, « La construction de la relation interpersonnelle : quelques remarques sur cette dimension du dialogue », in *Cahiers de Linguistique Française*, 16|1996, p. 77.

5.5.2.1. Les procédés s'adressant au locuteur

Les stratégies pragmatiques s'adressant au locuteur relèvent, d'après nous, de l'*auto-politesse*.

Les procédés d'*auto-politesse* sont voués soit à la neutralisation de FTAs pouvant être défavorables au locuteur, soit à la production de FFAs pouvant être favorables au locuteur. En d'autres mots, il s'agit de procédés qui permettent au locuteur de « protéger ses propres faces négative et positive, et en particulier à ne pas y attenter soi-même »^[249]. L'analyse de notre « corpus » nous a permis de relever ce type de procédés lorsque le journaliste vise à donner au lecteur une image positive de lui-même. Nous avons distingué ces procédés en deux groupes principaux :

- Les procédés disculpant ou déresponsabilisant qui visent à obtenir la sympathie du lecteur en affichant un comportement qui est censé lui convenir. En d'autres termes, il s'agit de procédés qui permettent d'afficher des valeurs, une morale, des idées qui vraisemblablement pourraient être partagées par le lecteur. Il s'agit d'une technique spécifique de la négociation et, la presse étant un produit négociable, celle-ci peut aisément s'adapter à ce produit commercial. En effet, la presse doit se vendre et elle le fait aussi et surtout en présentant une image de ses journalistes qui soit le plus conforme aux attentes et aux systèmes de valeurs du lecteur et du lecteur potentiel. Observons les exemples suivants:

[1] « Ajoutons à cela le fait que certains États comme les États-Unis ou l'Espagne mènent des plans de soutien à l'activité, par exemple en diminuant les impôts (la France n'en a pas les moyens malheureusement). » (*Le Figaro*, 17/09/2008)

En [1], le journaliste, à travers un commentaire métadiscursif évaluatif, signalé entre parenthèse et exprimé par le recours à l'adverbe *malheureusement* – qui fonctionne ici en tant que complément modalisateur d'une phrase assertive – exprime, d'une part, un jugement personnel qui va à l'encontre de l'opinion vraisemblablement partagée par les lecteurs (il faudrait diminuer les impôts). D'autre part, nous pourrions lire dans les propos du journaliste ou, plus précisément, du journal, un acte de défense envers les acteurs au pouvoir qui, faute de le vouloir, ne peuvent pas recourir à ce même procédé, en France.

^[249] C. Kerbrat-Orecchioni, *Les interactions verbales*, t. II, Paris, A. Colin, 1992, p. 185.

- [2] « La mainmise des plus grands argentiers du monde sur la politique américaine et sur la politique de régulation financière semble plus forte que jamais. Il faudra malheureusement attendre encore longtemps pour voir un gouvernement qui aura la volonté de s'attaquer à ce problème. » (*Le Figaro*, 27/03/2010)

En [2], comme en [1], l'adverbe de modalisation *malheureusement* permet au journaliste d'afficher une opinion qui est censée être partagée par le lecteur (une politique de régulation financière est nécessaire). En revanche, dans ce cas, le recours à l'adverbe souscrit l'attitude polémique du journaliste vis-à-vis de la politique financière du gouvernement américain.

- [3] « **C'est tout de même incroyable** que cette profession ait trouvé formidable de sauter par la fenêtre pour investir dans ces fameux subprimes, oubliant comme un seul homme les failles et les risques de ces placements. » (*Le Figaro*, 04/12/2007)

- [4] « Resta il fatto, **gravissimo**, che le è stato venduto un titolo che lei non aveva chiesto, in palese conflitto d'interessi; un **malcostume che purtroppo** continua ad essere praticato e di cui i clienti dovrebbero comunque diffidare. » (*La Stampa*, 11/10/2008)

En [3] et en [4], les commentaires évaluatifs – construits, dans le premier exemple, avec la locution adjectivale *c'est incroyable* et dans le deuxième, avec l'adjectifs *gravissimo* (très grave), le substantif *malcostume* (indécence) et l'adverbe *purtroppo* (malheureusement) - permettent au journaliste, conscient de l'effet négatif que le contenu de son discours peut provoquer chez le lecteur, d'ématiser son incrédulité et son étonnement (en [3]) ou bien son rejet face à l'activité entreprise par les investisseurs (en [4]). Les journalistes affichent donc ici – même s'il n'est pas possible d'évaluer le degré de sincérité qui les anime – leur mépris pour une pratique qu'ils trouvent insensée.

- Les procédés de protection permettant au journaliste de protéger ses *faces* à travers le recours à un discours désensibilisé qui peut être défini comme un discours objectif et dépersonnalisé obtenu à travers le recours à un langage privé de la fonction émotive. Ce type de discours permet aux locuteurs de dissimuler leur malaise ou leur mauvaise conscience face aux sujets les plus délicats et pénibles de notre quotidien. À travers un discours privé de toute sorte d'émotivité, l'émetteur essaie de neutraliser les réponses émotionnelles des récepteurs tout en surveillant l'impact que les informations dérangeantes peuvent provoquer chez eux.

- [5] « Celui-ci, encouragé par le secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson, rachètera une partie des actifs qui alimentent aujourd’hui la crise. Ceux-ci, constitués en partie d’obligations gagées sur des crédits hypothécaires faits à des **ménages peu solvables** (subprime), ont été cédés à des véhicules de titrisation appelés “SIV”. » (*Le Figaro*, 24/10/2007)
- [6] « Ne hanno beneficiato, in gradi diversi, le maxiacquisizioni operate da quei club per soli miliardari che sono i fondi chiusi di private equity; e tante **famiglie americane di modeste risorse** che hanno comprato case e automobili al di sopra dei propri mezzi. » (*La Repubblica*, 18/09/2007)

En [5], le recours à l’adjectif *solvable* précédé de l’adverbe *peu* permet de ne pas employer le mot *pauvre*, susceptible d’éveiller des émotions négatives et d’afficher de manière trop directe le problème de la pauvreté. En [6], le journaliste utilise le syntagme *famiglie modeste* (familles modestes)

5.5.2.2. Les procédés s’adressant à l’allocutaire 2

Ce type de procédés vise à ne pas faire « perdre la face » à un tiers extérieur à la situation de communication entreprise entre le locuteur (le journaliste) et son allocutaire (le lecteur) et sont issus de la *politesse négative*, de la *politesse positive*, de l’*impolitesse positive* et de l’*auto-impolitesse*. Cependant, étant donné qu’ici celles-ci ne s’adressent pas à l’allocutaire lui-même, mais au tiers, nous proposons de les différencier en les définissant comme *politesse positive*, *politesse négative*, *impolitesse positive*, *auto-politesse* et *auto-impolitesse appliquées*.

Les procédés de *politesse négative appliquée*, identifiés dans notre « corpus », relèvent de la *manipulation axiologique*^[250], considérée comme un moyen de réévaluation des référents négatifs qui peut se réaliser à travers deux procédés différents^[251] :

- La dépréciation minorée qui consiste à présenter le « mal » comme quelque chose de « moins mal »

- [1] « La **crise de confiance** qui sévit sur les marchés financiers depuis l’été dernier s’aggrave. » (*Le Figaro*, 07/02/2008)

^[250] M. Bonhomme, *op. cit.*, p. 252.

^[251] Nous avons emprunté la classification à M. Bonhomme, *op. cit.*, pp. 252-253.

- [2] « La **crisi di fiducia** deriva da una serie di fattori legati tra loro, dice Dominic. “Il rialzo dei tassi d'interesse, i timori sul mercato immobiliare, un problema di redditi derivante dalla ripresa dell'inflazione e la debolezza del mercato del lavoro” con il ritorno di un crescente tasso di disoccupazione, che nel 2009 dovrebbe superare il 12% contro l'8% del 2007. » (*La Stampa*, 19/06/2008)

En [1] et [2], le journaliste, allant à l'encontre de la doxa, parle de *crise de confiance* plutôt que de parler de *prise de conscience* de l'ampleur des dégâts que les crédits *subprimes* peuvent occasionner. Ici donc, le « mal », c'est-à-dire la crise financière et ses effets sur l'économie réelle, apparaît moins épouvantable que les apparences car ses causes nous sont présentées comme n'étant pas réelles ; elles se basent, en effet, sur une croyance, sur un sentiment, sur un ressenti qui n'a rien de scientifique (la confiance). La finance donc, tout comme la psychologie, a ses maladies imaginaires.

- [3] « Les efforts des Européens sont à la hauteur des enjeux de la crise : un risque de faillites en chaîne des banques et une contagion de la crise à l'économie réelle. [...] Dans cette crise **inédite**, la BCE n'est pas la seule à faire prendre des risques à son bilan. Les gouvernements européens vont tous annoncer des plans de sauvetage coûteux pour leurs finances publiques. Ils risquent d'accroître leur dette, **ce qui ne manquera pas de peser sur le contribuable** européen. “**Nous serons attentifs aux intérêts des contribuables**”, insiste le texte de l'Eurogroupe. **Pour l'Europe, c'est bel et bien le plan de la dernière chance**. “Je suis convaincu que, dans les prochains jours, la confiance dans le système bancaire sera restaurée”, a déclaré le premier ministre Gordon Brown, dont le plan audacieux aura fait des émules aux États-Unis comme sur le continent européen. » (*Le Figaro*, 13/10/2008)

En [3], le journaliste, présente au lecteur une série d'informations alarmantes relatives à la crise financière et à ses effets. Il la définit comme une crise *inédite*, adjectif qui permet de la présenter comme une crise nouvelle et sans précédents. Cela lui permet, après avoir insisté sur le caractère spécifique de cette crise, de faire comprendre au lecteur l'importance d'intervenir à travers le recours à des « plans de sauvetage » et cela même si ceux-ci pèseront sur le contribuable. Ici donc, le journaliste annonce le « mal », c'est-à-dire une probable augmentation des impôts, mais il focalise l'attention sur un « mal » bien plus grave, c'est-à-dire sur la récession et sur l'impératif – dissimulé derrière la phrase « pour l'Europe, c'est bel et bien le plan de la dernière chance » – d'accepter de contribuer à ce « sauvetage ». Il est intéressant de prêter attention à la valeur donnée au risque (il faut prendre des risques) et à celle de l'audace (le plan audacieux). Voici donc réunies les valeurs diffusées à l'image de l'esprit néolibéral : le goût du risque et de l'audace.

- [4] « Non ci sarà nessuna crisi del 1929 come dice Tremonti: quella in atto è una **correzione come ce ne sono state altre**, e le Banche centrali stanno reagendo in maniera appropriata. “No, non vedo in arrivo lo scoppio di una bolla come quella della New economy. **I mercati hanno i loro alti e bassi, le pause sono fisiologiche**. Ultimamente si era esagerato un po' a prestare denaro grazie a tassi di interesse troppo bassi, ora è in **atto una forte correzione, tutto qui**”. » (*La Stampa*, 20/08/2007)

En [4], Giulio Tremonti banalise la crise financière, d'une part, à travers le signe *correzione* dont la connotation est positive. D'autre part, par la comparaison de cette « correction » avec les « corrections » survenues dans le passé (« quella in atto è una correzione come ce ne sono state altre »^[252]). Il est vrai que dans sa deuxième occurrence, le signe *correzione* est précédé de l'adjectif *forte* (forte) qui pourrait engendrer une connotation négative ; cependant l'engendrement de celle-ci est découragé par la locution *tutto qui* (rien d'autre), qui exprime insouciance et sérénité. À côté de la banalisation de la crise, nous pouvons observer une rhétorique vouée à la naturalisation de celle-ci (définie, par SPE, *pause* dans l'énoncé « i mercati hanno i loro alti e bassi, le pause sono fisiologiche »^[253]) qui est considérée en tant que processus physiologique et donc tout à fait ordinaire, voire nécessaire.

Cependant, dans ces exemples, le caractère menaçant des FTA n'est pas entièrement neutralisé. En effet, ici un FTA est produit, même si le locuteur produit un FTA considéré moins menaçant par rapport à celui qu'il aurait dû produire et qui aurait décrit la réalité telle quelle. Nous sommes, dans de tels cas, au niveau inférieur de la *politesse négative appliquée*.

- La neutralisation axiologique qui consiste à faire passer le « mal » inobservé. Observons les exemples :

- [5] « Pour arrêter l'hécatombe des valeurs financières en Bourse et relancer le marché du crédit, paralysé depuis la faillite de Lehman Brothers, les Quinze n'ont négligé aucune piste. Ils se sont ainsi entendus avec Gordon Brown pour assouplir les normes comptables européennes qui “handicapent plus nos banques que celles des États-Unis”, en dépréciant plus fortement les actifs. Ces nouvelles règles comptables entreront en vigueur dès le troisième trimestre 2008. » (*Le Figaro*, 13/10/2008)

- [6] « Londra annuncerà un piano di salvataggio delle banche mettendo a disposizione 30 miliardi di sterline, cioè circa 40 miliardi di euro (o 60 miliardi di dollari). Varranno assegnate agli istituti di credito obbligazioni governative accettando come contropartita prestiti immobiliari; le banche potranno utilizzare gli importi per aumentare la liquidità, e la durata di questi prestiti sarà superiore a un anno. » (*La Stampa*, 22/04/2008)

^[252] Traduc. : « La correction qui est en cours est une correction comme d'autres ».

^[253] Traduc. : « Les marchés ont leur hauts et leur bas, les pauses sont physiologiques ».

En [5] et [6], comme dans d'autres exemples issus de notre « corpus », le journaliste informe le lecteur à propos du « plan de sauvetage » des banques mis en place par l'État. Il nous paraît utile d'explicitier l'implicite de ce discours, c'est-à-dire l'« assouplissement » de certaines règles qui, auparavant, ne permettaient d'échanger que des titres de très bonne qualité et empêchaient les banques commerciales de se refinancer auprès des banques centrales. Ici donc, le « mal », c'est-à-dire l'ouverture à de nouvelles possibilités de spéculation pour les banques d'affaires, passe sous silence, il est omis. Dans ces exemples, comme nous pouvons l'observer, le caractère menaçant des FTA est entièrement neutralisé. Ici, le FTA n'est pas produit et la réalité qu'il aurait dû décrire n'apparaît pas. Nous sommes ici au niveau supérieur de la *politesse négative appliquée*.

Après avoir prêté attention aux procédés relevant de la *politesse négative appliquée*, nous analyserons les exemples ci-dessous, relevant de la *politesse positive appliquée* qui consiste – à travers la production d'un FFA – à changer le « mal » en « bien » (énoncés [7], [8], [9], [10] et [11]) ou bien à accentuer le caractère positif de la réalité présentée (énoncés [12], [13], [14] et [15]).

- [7] « La crise doit être saisie comme une “**opportunité**” de rééquilibrer la mondialisation. » (*Le Figaro*, 20/10/2008)
- [8] « “**Questa grave crisi è una disgrazia, ma è anche un'occasione di cambiamento**, di modernizzazione. E il nuovo presidente è il salesman giusto per attuarla”, dice il capo dell'Ibm San Palmisano. “Certo – aggiunge – a noi dell'Ibm serve anche che continui il libero scambio: la nostra è una compagnia globale, operiamo in 170 Paesi”. » (*Il Corriere della Sera*, 07/11/2008)
- [9] « Les équipes du ministère de l'Économie voient dans l'effondrement en cours du système financier américain “**une purge nécessaire**” et... **presque salutaire** ! “Il vaut mieux que cela arrive maintenant, une bonne fois pour toutes, plutôt que la situation se prolonge encore un an, avec un risque que la guérison soit à ce moment-là plus douloureuse”, analyse un haut fonctionnaire. » (*Le Figaro*, 22/09/2008)
- [10] « La settimana scorsa, al convegno di Santa Margherita Ligure, i maggiori operatori del real estate si sono interrogati sulla reale portata del virus che sta contagiando la finanza globale, anche se l'Italia sembra essere immune dal contagio (in America sono fallite oltre 60 società specializzate e circa 35 mila dipendenti sono stati licenziati). Non sono pessimista, perché in queste situazioni il mercato si **pulisce**, e di solito gli operatori con maggiori qualità trovano **grosse opportunità**. » (*La Stampa*, 24/09/2007)

Dans les exemples [7] et [8], la crise est présentée comme un événement positif (« une opportunité de rééquilibrer la mondialisation », en [7] et « un'occasione di cambiamento »^[254], en [8]). Cette valorisation positive de la crise est reprise en [9] et [10], où cette dernière est décrite en tant que processus en mesure de « nettoyer » le système, de remettre le compteur à zéro et de repartir de manière plus sûre et équilibrée (« une purge nécessaire » et...presque salutaire», en [9] et « non sono pessimista, perché in queste situazioni il mercato si pulisce »^[255], en [10]).

- [11] « Le troisième atout des pays nordiques face à la crise est structurel. Champion de la flexisécurité, les pays du Nord n'attendent pas que leurs usines mettent la clé sous la porte pour licencier. Dès que l'économie ralentit, les effectifs sont revus à la baisse, avec l'accord des syndicats, ce qui permet aux entreprises de conserver leur compétitivité. » (*Le Figaro*, 23/09/2008)

En [11], le journaliste, en décrivant le modèle de *flexicurité* des pays du Nord, fait un éloge du licenciement – mot qui d'ailleurs ne revient pas dans le discours et qui est remplacé par le SPE *les effectifs sont revus à la baisse* – qui reçoit même la bénédiction des syndicats.

Dans les exemples ci-dessus, le caractère menaçant des FTAs est évité à travers la production d'un FFA.

- [12] « Le système bancaire a en effet **très largement** les moyens d'amortir le choc, les banques centrales veillent au grain et, surtout, la croissance économique aux États-Unis et dans le monde reste fondamentalement bien orientée. Les profits des grandes entreprises, notamment françaises, en constituent une **illustration éclatante**. » (*Le Figaro*, 03/08/2007)
- [13] « Les fondamentaux des entreprises **sont excellents**. Et les nouveaux marchés nés de l'essor économique des pays émergents (Chine, Inde, Brésil...), de la crise des énergies, ou encore des produits innovants leur offrent plus que jamais de **fantastiques débouchés** de par le monde. Le capitalisme n'est pas mort : il est même sur le point de renaître ! » (*Le Figaro*, 17/10/2008)
- [14] « “La zone euro est **extrêmement solide**”, a ajouté mercredi le patron de l'institut de Francfort, faisant preuve d'optimisme dans ses derniers messages. » (*Le Figaro*, 19/03/2009)
- [15] « La crescita del 3,9% del Pil americano è stata superiore sia al previsto 3,1% sia al 3,8% del secondo trimestre. Motori della crescita il notevole aumento dei consumi, il 3% ; degli investimenti, il 12% ; delle esportazioni, il 16% e della spesa pubblica, quasi il 6%. Al tempo stesso, l'inflazione non ha superato il 2%, il livello di guardia della Fed, fermandosi all'1,8%, contro l'1,4 del trimestre precedente. Ed Lazier, il consigliere economico del presidente Bush, ha elogiato l'exploit: “Straordinario” – ha osservato – “l'economia è **estremamente resistente**”. » (*Il Corriere della Sera*, 01/11/2007)

^[254] Traduc. : « Une opportunité de changement ».

^[255] Traduc. : « Je ne suis pas pessimiste parce que dans ce type de situations le marché se nettoie ».

Dans les exemples ci-dessus, l'accentuation du caractère positif de la réalité est réalisée par le recours aux *renforçateurs*^[256], des procédés linguistiques du type de l'hyperbole renforçant les FFAs. En [12], le recours à l'adverbe *très* intensifie la propriété sémantique dénotée par l'adverbe *largement* qui, même revenant seul, implique déjà une gradation d'intensité élevée. L'adjectif *éclatante* renforce ultérieurement l'intensité de l'information présentée. En [13], le rôle de *renforçateurs* de la positivité de la réalité présentée est joué par les adjectifs *excellents* et *fantastiques* et en [14] et [15] par l'adverbe *extrêmement*.

Après avoir prêté attention aux procédés de création des SPE, issus de la *politesse négative* et de la *politesse positive* et s'adressant au tiers externe à la situation de communication, nous voulons examiner les procédés relevant de l'*impolitesse positive*. Malgré le fait que notre étude concerne, essentiellement, les procédés d'euphémisation du discours, il ne nous paraît pas dénué de sens de considérer les exemples où nous avons pu identifier la production d'un FTA, car ceux-ci peuvent aider à mettre en exergue le caractère *économiquement correct* du discours économique. Suite à cette précision, nous pouvons prêter attention aux procédés d'*impolitesse positive appliquée* en les distinguant comme suit :

- La monopolisation de la parole qui se traduit, dans le discours de la presse analysée, en termes d'espace donné à la parole des tiers, dont le journaliste rapporte les idées et les opinions. Nous avons remarqué que la plupart des experts dont la presse rapporte les points de vue sont des acteurs financiers exposant des idées hétérogènes (cf. 6.2.3., argument d'autorité).

- L'expression systématique du désaccord

[16] « Il faut, en revanche, évaluer à sa juste mesure l'importance de ce plan que la majorité accueille avec un concert de louanges un peu ridicule. A titre de comparaison historique, on rappellera que Jacques Chirac, confronté à l'autre récession de l'après-guerre, celle de 1975, avait consacré à la relance quelque 2,2 % du PIB, alors que Nicolas Sarkozy s'en tient à un petit 1,2 %. On notera aussi que Gordon Brown et surtout Barack Obama ont prévu des mesures de soutien beaucoup plus vigoureuses que le président français. » (*Libération*, 05/12/2008)

^[256] C. Kerbrat-Orecchioni, *op.cit.*, 2005, p. 214.

En [16], le journaliste de *Libération*, journal de gauche, exprime son opposition à la politique de Nicolas Sarkozy à travers le recours à l'adjectif *ridicule* – même si son degré d'intensité est diminué par l'adverbe *peu* – en se référant à la réaction de tous ceux qui montrent un enthousiasme injustifié face au « plan anticrise » proposé par le président de la République d'alors. Afin de justifier le caractère polémique de son discours, le journaliste propose une comparaison avec d'autres plans de relance. Cependant, cette comparaison ne peut pas être validée car elle n'est pas contextualisée ; en effet, il ne nous semble pas possible de prétendre que la France, l'Angleterre ou les États-Unis puissent proposer des mesures identiques pour répondre aux problèmes intrinsèques à leur propre réalité nationale. Encore moins pertinente est la comparaison entre des mesures économiques prises durant deux périodes historiques différentes (l'après-guerre et la période contemporaine).

[17] « “Il team Obama afferma che i tagli fiscali elargiti da Bush ai ricchi hanno privato l'America di capitali da investire in energia pulita, pubblica istruzione e salute”. “Ciò è demagogia pura, come spieghiamo nel nostro editoriale di oggi intitolato *The 2% Illusion*”. “A quale illusione si riferisce?” “Secondo noi è **completamente falso** affermare che basta aumentare le tasse al 2% di super-ricchi per sovvenzionare i monumentali programmi pubblici di Obama. Anche confiscando tutti i beni di quel 2%, i soldi non basterebbero”. » (*Il Corriere della Sera*, 27/02/2009)

En [17], il *Corriere della Sera* se montre fortement critique vis-à-vis de Barack Obama – qui est accusé de démagogie – et surtout par rapport à l'idée du président américain de procéder à une augmentation des impôts pour les 2% d'Américains les plus riches afin de pouvoir améliorer le niveau de vie des plus démunis.

➤ La production d'un FTA

[18] « Malheureusement, dans le domaine économique les entreprises comme les ménages sont déjà soumis à une avalanche de mauvaises nouvelles qui les paralysent. Y rajouter un déluge de mesures, plans et programmes est contre-productif [...]. Or, ce qu'attendent les acteurs de l'économie, c'est d'abord une ligne directrice claire, des priorités, puis un plan et les enveloppes financières qui le soutiennent. C'est cela qui allégera leur angoisse et les remettra en mouvement. Et non la vision d'**un président-pompier s'agitant en tous sens**. » (*Libération*, 04/12/2008)

En [18], comme en [16], le journaliste manifeste de manière explicite son désaccord avec la politique économique de Nicolas Sarkozy. Ici, la critique est plus puissante car elle s'exprime par la production d'un FTA menaçant l'ex-président (« un président-pompier s'agitant en tous sens »). Le verbe *s'agiter* dénote le fait que Sarkozy est dépassé par les événements, ainsi que l'absence, chez le président, de la rationalité nécessaire pour résoudre les questions les plus délicates et urgentes.

Après avoir examiné les procédés issus de *l'impolitesse positive appliquée*, il nous reste à observer ceux issus de *l'auto-impolitesse appliquée*, consistant à produire un auto-FTAs ou, dans notre cas, dans la reproduction, de la part du journaliste, d'un auto-FTA émis par un tiers. Observons les exemples :

- [19] « Le président de la première banque suisse, UBS, a reconnu que **son groupe avait mal évalué la crise des subprimes**, dans un entretien paru samedi dans *Neue Zürcher Zeitung*. Il a admis que des erreurs personnelles avaient été commises au sein de l'exécutif qui a été remanié. » (*Libération*, 08/10/2007)
- [20] « Dans une interview accordée à la chaîne de télévisions ZDF, et qui sera diffusée jeudi soir, le patron de la première banque allemande, **reconnait avoir commis des erreurs** dans la crise des prêts hypothécaires à risques. » (*Le Figaro*, 20/09/2007)
- [21] « Nel frattempo, dimissioni in blocco ai vertici di un altro gruppo in difficoltà: i tre principali dirigenti della banca francese Caisse d'Épargne, il presidente Charles Milhaud, il direttore generale, Nicolas Mérindol, e il responsabile finanze e rischi, Julien Carmona, hanno presentato le loro dimissioni dopo la perdita in Borsa di circa 600 milioni di euro. Lo ha riferito una fonte interna alla banca. In mattinata Milhaud aveva dichiarato di sentirsi "responsabile" per la perdita subita dal suo gruppo. "Sì, **mi sento responsabile**. Credetemi, questo **incidente è grave e mi colpisce profondamente**", ha confidato in un'intervista al *Journal du Dimanche*. » (*Il Corriere della Sera*, 19/10/2008)

En [19], [20] et [21], le président d'UBS et ceux de la Deutsche Bank et de la Caisse d'Épargne, soulignent leur responsabilité personnelle, leurs erreurs ou celles de leur groupe afin de « protéger » le système en tant que tel. En d'autres mots, comme écrit Kerbrat-Orecchioni, « s'il convient parfois de se rabaisser, c'est qu'il y a des chances pour que l'autre s'en trouve du même coup rehaussé »^[257]. Cette idée peut être appliquée non seulement à une quelconque personne, mais à une quelconque idée ou, comme dans notre cas, à un quelconque système.

^[257] C. Kerbrat-Orecchioni, *op. cit.*, 1992, p.188.

5.5.2.3. Les procédés s'adressant à l'interlocuteur

Ce type de procédés est issu de la *politesse négative*, de l'*impolitesse négative* et de l'*impolitesse positive*.

En premier lieu, parmi les procédés de *politesse négative*, nous avons pu identifier la *politesse apparente* qui consiste, d'après Marc Bonhomme, à recourir à un euphémisme (nous préférons parler de SPE) non sincère pouvant être perçu comme sincère.

[1] « Pour le directeur général du BIT, ce sont **les plus “vulnérables”** qui risquent d'être les plus affectés par la crise. » (*Le Figaro*, 20/10/2008)

[2] « Si tratta dei **soggetti più deboli**. Persone che non riescono a pagare il mutuo, fatto per la casa o per altre necessità primarie. Che la nostra banca abbia tentato di guadagnarci tanto da venir multata è una vergogna. » (*La Stampa*, 15/08/2008)

La nominalisation de l'adjectif *vulnérable* en [1] et le recours au syntagme *i soggetti più deboli* (les sujets les plus faibles) en [2] permet au journaliste de produire un FTA moins menaçant par rapport à celui qui aurait pu être produit en recourant au signe *pauvres*. Ce procédé voile, derrière un souci de politesse, le problème de la pauvreté et du chômage.

En deuxième lieu, parmi les procédés issus de l'*impolitesse négative*, nous avons repéré le recours à la langue technique non efficacement *vulgarisée* et, enfin, parmi les procédés de l'*impolitesse positive*, nous avons identifié l'absence d'explications sous prétexte de complexité (cf. 6.2.3, accentuation de la complexité). Cette action peut être considérée comme une marque d'indifférence du locuteur envers ses allocutaires et, par conséquent, appartient, pour nous, au domaine de l'*impolitesse positive*. À propos de ce type d'*impolitesse*, Kerbrat-Orecchioni écrit que « le respect des normes interactionnelles interdit en principe l'emploi de variantes linguistiques qui ne seraient pas partagées par tous les interlocuteurs, puisque la maîtrise d'un registre prestigieux (comme le “jargon” des juristes) peut être un facteur efficace de dominance dans l'interaction »^[258].

Avant de procéder, nous voulons souligner le caractère subjectif de cette classification car l'interprétation des procédés de *politesse* et d'*impolitesse* dépend de la perception que le lecteur a des SPE. En d'autres termes, un SPE qui, pour nous, fait partie d'une certaine catégorisation de *politesse* ou d'*impolitesse*, pourrait, pour un autre lecteur, faire partie d'une catégorisation différente.

^[258] C. Kerbrat-Orecchioni, *ibid.*, 1992, p. 83.

5.5.3. Les effets issus du recours aux SPE

Après avoir prêté attention au rôle du contexte linguistique et aux raisons qui encouragent les locuteurs à recourir aux SPE, nous considérerons ici les effets que ces derniers peuvent entraîner chez le destinataire ; ce qui constitue, d'ailleurs, la vraie valeur des procédés d'euphémisation du discours. En effet, ces procédés accomplissent véritablement leur tâche lorsqu'ils produisent un effet sur le lecteur. Pour cette raison, ils pourraient être considérés comme des *actes perlocutoires*, c'est-à-dire des actes qui décrivent « les effets sur autrui et que l'on ne peut avoir accompli si l'effet sur autrui ne s'est pas produit »^[259]. Nous nous limiterons ici à cette considération générale ; en revanche, une analyse plus précise sera proposée au cours du chapitre suivant, où nous observerons de quelle manière les SPE peuvent contribuer à la distorsion de la réalité et à la manipulation, volontaire ou involontaire, du lecteur.

En résumé...

Au cours de cette section nous avons essayé de mettre en exergue les traits qui caractérisent le discours *économiquement correct* ; ils peuvent être ainsi résumés :

1. La focalisation autour d'informations permettant de prévenir une éventuelle critique du système économique-financier en vigueur à travers :
 - La naturalisation des crises.
 - La banalisation des risques des « innovations » financières – telle que la titrisation, par exemple – et la mise en valeur des bénéfiques.
 - L'étalage des ennemis du système, cause de tous les maux.
 - La limitation importante de l'alternative.

^[259] M. Seymour, *L'institution du langage*, Montréal, PUM, 2005 p. 329.

2. La scientification de l'information à travers l'emploi d'un lexique technique inefficacement *vulgarisé*. Dans ce contexte, le *substitut potentiellement euphémique* détient un rôle majeur ; Pierre Bourdieu affirme que « le mode d'euphémisation le plus répandu aujourd'hui est évidemment la scientification apparente du discours »^[260].

3. Le recours aux *substituts potentiellement euphémiques* qui permettent de:
 - Informer même si c'est souvent de manière sommaire, incomplète ou imprécise.
 - Rassurer en présentant la réalité de manière moins contraignante.
 - Convaincre le récepteur que la crise économique sera rapidement surmontée.
 - Anesthésier le récepteur afin de détourner son attention des véritables problèmes.
 - Encourager le récepteur à faire des efforts, à travailler plus, à être plus flexible et à manifester un esprit de collaboration.
 - Persuader le récepteur qu'il n'y a pas de vrais responsables de la crise économique.

Cette étude nous a permis de souligner l'importance qu'il faudrait accorder à l'analyse de l'implicite dans le discours de la presse. C'est seulement de cette manière que nous pourrions interpréter efficacement le discours *économiquement correct*. Il convient, en effet, de rappeler, comme le dit très justement Patrick Charaudeau que « le positionnement du journaliste énonciateur ne doit pas être évalué à la seule aune des marques d'énonciation explicite qu'il emploie. Son positionnement peut être révélé en partie par celle-ci, mais ce serait une attitude naïve de l'analyste du discours de s'en tenir là. Le positionnement du sujet énonciateur, d'abord n'est pas toujours manifesté de façon explicite, et peut même jouer sur

^[260] P. Bourdieu, *op. cit.*, 2002, p. 265.

des apparences trompeuses en ayant l'air de s'effacer dans l'instant même où il impose son point de vue en assignant certaines places à son destinataire. Son positionnement dépend d'un ensemble de procédés discursifs (descriptifs, narratifs, argumentatifs) et d'un ensemble de mots dont le sémantisme est révélateur de son positionnement au regard de certaines valeurs, le tout en rapport avec les conditions situationnelles de production. Le linguiste du discours est en cela différent du linguiste de la langue : il ne doit accorder qu'une confiance relative aux marques verbales. Il sait qu'il doit traquer le sens au-delà de l'emploi des mots et des constructions phrastiques. Aller voir derrière le masque de l'effacement énonciatif, celui du positionnement discursif »^[261].

^[261] P. Charaudeau, « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », in *Semen* 22|2006.

Troisième partie

À chaque instant, le mensonge imprimé peut me terrasser, s'il m'entourne de toutes parts et si, dans mon entourage, de moins en moins de gens y résistent en lui opposant le doute. » (V. Klemperer)

Introduction

L'analyse développée durant la section précédente nous a permis, d'une part, de définir les contours de l'*économiquement correct* et, d'autre part, de réfléchir à propos du caractère manipulateur de ce discours. Dans cette section, nous nous proposons d'observer de quelle manière le discours *économiquement correct* peut présenter une image altérée de la réalité économique. Ici, nous voulons donc observer plus attentivement le rôle joué par ce discours dans la diffusion de l'idéologie néolibérale. Pour ce faire, cette troisième section sera organisée en deux chapitres ; dans le chapitre VI, nous développerons une réflexion autour de la possibilité de considérer l'*économiquement correct* comme une nouvelle forme de manipulation linguistique et dans le chapitre VII, nous vérifierons, à travers une analyse par questionnaire d'enquête, si ce discours peut encourager une interprétation incorrecte de l'information et, par conséquent, une altération de la perception de la réalité économique.

VI. L'ÉCONOMIQUEMENT CORRECT : UNE NOUVELLE FORME DE MANIPULATION ?

Vous êtes un étudiant lent d'esprit, Winston, dit O'Brien gentiment.

-Comment puis-je l'empêcher ? dit-il en pleurnichant. Comment puis-je m'empêcher de voir ce qui est devant mes yeux ? Deux et deux font quatre.

-Parfois, Winston. Parfois ils font cinq. Parfois ils font trois. Parfois ils font tout à la fois [...].

Presque inconsciemment, [Winston] traça du doigt dans la poussière de la table : $2+2 = 5$ » (G. Orwell)

L'idée de manipulation, dans l'esprit commun, est généralement liée à la propagande exercée par les systèmes totalitaires, mais notre société démocratique n'est pas exempte de cette activité. Les systèmes totalitaires se distinguent par la diffusion d'une information unique qui propage un seul point de vue, qui censure la contre-information et empêche tout débat critique. Dans ce type de système, la manipulation s'exerce dans la privation de la liberté d'expression destinée à atteindre l'homogénéité d'opinion et la formation d'une pensée unique en accord avec celle du système au pouvoir. Les systèmes démocratiques, au contraire, prétendent se caractériser par la diffusion d'une information hétérogène, garantie par la pluralité des médias, par l'accès à différents points de vue, par la critique rationnelle et par la possibilité de se former une opinion personnelle en accord ou pas avec le système au pouvoir. En d'autres termes, si le totalitarisme ôte tout choix d'opinion, la démocratie devrait le garantir. Cependant, malheureusement, il ne s'agit que d'une garantie idéale car, comme nous avons pu l'observer à travers l'analyse de notre « corpus », l'hétérogénéité des opinions n'est qu'une illusion et le libre choix une chimère permettant de développer une nouvelle forme de manipulation : la manipulation démocratique. L'augmentation des moyens de communication et, par ricochet, de l'information, est une des conquêtes de la démocratie, mais comme déclare Dominique Wolton, « il y a peu de rapport direct entre l'augmentation de l'information et l'augmentation de la vérité »^[262]. Malgré donc un plus ample choix de sources d'accès à l'information, le lecteur se trouve prisonnier d'un système de diffusion d'informations

^[262] D. Wolton, *War game. L'information et la guerre*, Paris, Flammarion, 1991, p. 199.

aléatoires et déformées et cela même s'il a l'impression d'être maître de ces choix. En effet, il a essentiellement accès à une information économique formatée, unique et standardisée, expression de l'absence de points de vue différents et pouvant entretenir une vision irréaliste de l'économie.

Suite à ces considérations, nous voulons prêter attention à l'activité « propagandiste » exercée par la presse en faveur de l'idéologie néolibérale. Pour ce faire, dans un premier temps, nous examinerons le rôle de la presse dans la diffusion d'une information volontairement ou involontairement manipulée et manipulant. Ensuite, dans un second temps, nous analyserons les techniques de manipulation les plus récurrentes dans le discours économique.

6.1. LE RÔLE DE LA PRESSE DANS LA DIFFUSION DE L'ÉCONOMIQUEMENT CORRECT

La presse, comme d'ailleurs les autres médias, est un instrument d'importance majeure qui permet la mise en circulation et la diffusion de l'*économiquement correct*. Les médias, en effet, ont le grand pouvoir de détenir le contrôle de l'information et ils l'exercent chaque fois qu'ils décident de présenter un argument plutôt qu'un autre, de donner une plus grande importance à un événement plutôt qu'à un autre ou de privilégier certains mots ou expressions aux dépens d'autres. À travers le recours à l'*économiquement correct* donc, le journaliste établit ce qui est acceptable pour le lecteur et ce qui ne l'est pas, ce qui est préférable de dire et ce qu'il vaut mieux omettre. De son côté, le lecteur concerné est sous-informé et privé des éléments nécessaires pour interpréter la réalité économique. La presse se fait donc modératrice et non pas médiatrice des informations économiques et, même s'il est peut-être vrai que dans certains secteurs de la presse, les stratégies de modération sont nécessaires afin de gommer les conflits sociaux ou bien d'apaiser le lecteur, il faudrait se demander si celles-ci ont réellement du sens dans un domaine tel que l'économie. Ici, la modération tombe souvent dans le mensonge et dans l'hypocrisie. Les médias ont donc souvent tendance à présenter une information incomplète ou incorrecte, à employer des mots ou des expressions à effet, à jouer avec les significations, à donner vie à des néologismes ; tout cela pour essayer de vendre un « produit » ou de diffuser une idéologie. À ce propos, il est bien de s'intéresser à l'analyse de Philippe Schepens :

La presse n'est pas productrice d'idéologie, elle n'est que l'instrument de diffusion sous une forme dégradée d'idéologies pensées ailleurs ; elle n'a finalement qu'une seule fonction, assurer la production ininterrompue, le fil continu de la diffusion d'un sens commun ; en tant qu'institution émettrice de discours, elle filtre la parole en la réservant à ceux qui lui paraissent avoir les insignes nécessaires à cette scansion^[263].

Il semblerait naïf, en effet, d'imaginer que la presse puisse présenter les faits de façon objective car les enjeux qui règlent les discours médiatiques sont nombreux et ils se résument souvent au fait que la presse est soumise aux exigences économiques et à l'orientation politique de ceux qui possèdent les journaux. La presse apparaît donc comme une source de profits qui doit gagner la concurrence et transmettre des informations à la fois attirantes pour le lecteur et favorables aux groupes propriétaires des journaux. À ce propos, dans l'introduction de son essai *Les nouveaux chiens de garde*, Serge Halimi écrit :

En 1932, pour dénoncer le philosophe qui entendait dissimuler sa participation à l'«*actualité impure de son temps*» sous un amas de grands concepts, Paul Nizan écrivit un petit essai, *Les Chiens de garde*. De nos jours, les simulateurs disposent d'une maquilleuse et d'un micro plus souvent que d'une chaire. Metteurs-en-scène des réalités sociales et politiques, intérieures et extérieures, ils les déforment tour à tour. Ils sont les nouveaux chiens de garde^[264].

Les nouveaux chiens de garde dont parle Halimi doivent, d'après nous, être distingués en deux types : ceux qui recourent à certaines techniques manipulatoires, déformant la réalité afin de défendre une orientation politique et ceux qui, au contraire, y recourent afin de naturaliser un modèle économique unique, dans notre cas, le modèle néolibéral. Il existe, pour nous, une différence plutôt marquée entre ces deux types de pratiques car, dans le premier cas, qui est celui des pages non-économiques de la presse – malgré une activité de manipulation évidente, le lecteur a accès à des points de vue différents, à une information qui, somme tout, est hétérogène. Au contraire, dans le deuxième cas – qui est celui des pages économiques de la presse – l'homogénéité des points de vue est effrayante. Les aléas de la manipulation sont donc visibles dans les deux cas, mais les buts de celle-ci ont une portée et une visée différentes. En effet, dans l'information non-économique, la manipulation vise à l'imposition d'un point de vue différent d'autres points de vue et répond aux attentes du lectorat. En d'autres termes, le lecteur, conscient d'adhérer à une certaine orientation politique et à un ensemble de valeurs défendues par un quotidien plutôt que par un autre, décide d'acheter, par exemple, *Le Figaro* plutôt que *Libération* et, par conséquent, il manifeste son choix d'adhésion à une orientation politique de droite plutôt que de gauche. Il connaît avant la

^[263] P. Schepens, « Médias et responsabilité : pour un point de vue bakhtinien », in *Semen* 22|2006.

^[264] S. Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Éditions Raisons D'agir, 2005, introduction.

lecture, le caractère que celle-ci va avoir ; le lecteur du *Figaro* ne s'attendra donc pas à lire des éloges sur la gauche tout comme le lecteur de *Libération* ne s'attendra pas à lire des panégyriques exaltant la droite. Les journaux affichent clairement leur ligne éditoriale et donc tout le monde est prévenu, tout le monde sait à quoi s'attendre ; chacun choisi son camp et l'assume.

Dans l'information économique, en revanche, la manipulation vise à imposer un point de vue unique caractérisé par une homogénéité d'opinions qui est, d'après nous, dangereuse. À ce propos, citons à nouveau Serge Halimi :

Culture d'entreprise, sérénade des "grands équilibre", amour de la mondialisation, fascination pour l'argent et pour ceux qui en possèdent, prolifération des chroniques boursières, réquisitoire incessant contre les conquêtes sociales, acharnement à culpabiliser les salariés au nom des "exclus", terreur des passions collectives : cette gamme patronale, mille institutions, organismes et commissions la martèlent. Mais les médias, qu'ils soient de droite ou qu'ils se disent de gauche, lui servent de ventriloque, d'orchestre symphonique au diapason des marchés qui scandent nos existences^[265].

Voilà donc résumée en quelques lignes la spécificité du discours économique contemporain : il est critique envers les actions entreprises par la droite ou la gauche ; il juge positivement ou négativement un plan destiné à l'amélioration de la situation économique, mais il ne remet pas en question le modèle néolibéral ni le pouvoir absolu et indiscutable du système financier, bâti sur une idéologie où le marché est seul maître d'une économie qui ne peut que céder à ses caprices. Ce modèle est défendu de manière très efficace par la propagation du silence ou, plus précisément, de la « parole silencieuse ». La « parole silencieuse » est, pour nous une parole homogène qui engendre une pensée unique^[266] et, par conséquent, la difficulté d'un échange réel, portant sur des points de vue différents. La « parole silencieuse » réduit à un silence inquiétant car elle est la seule qui permet de décrire la réalité. Cette idée peut paraître abstraite, mais, d'après nous, elle se manifeste plutôt distinctement dans le discours économique lorsque les opposants du libéralisme ne sont pas en mesure de proposer une alternative à cette idéologie. Intéressant, d'après nous, ce passage de Philippe Breton :

^[265] S. Halimi, *op. cit.*, p. 81.

^[266] « La pensée unique n'est pas neutre, elle n'est pas changeante et il n'y en a pas deux comme elle. Elle traduit "en termes idéologiques à prétention universelle les intérêts du capital international", de ceux qu'on appelle les marchés, les gros brasseurs de fonds. Elle a sa source dans les institutions économiques internationales qui usent et abusent du crédit et de la réputation d'impartialité qu'on leur attribue : Banque mondiale, FMI, OCDE, OMC, Banque centrale européenne. Elle prétend soumettre les élus à ses Tables de la Loi, à "la seule politique possible". Celle qui serait "incontournable", celle qui a l'aval des riches. Elle rêve d'un débat démocratique privé de sens puisqu'il n'arbitrerait plus entre les deux termes d'une alternative. Céder à cette pensée-là, c'est accepter que la rentabilité prenne partout le pas sur l'utilité sociale, c'est encourager le mépris du politique et le règne du capital », in S. Halimi, *op. cit.*, p. 80.

L'immense entreprise de conviction mise en œuvre par les tenants du libéralisme suscite des résistances d'autant plus intéressantes à observer que celles-ci n'ont justement rien d'autre à opposer qu'une résistance. Le libéralisme est aujourd'hui la seule idéologie susceptible d'être l'objet cohérent d'une entreprise de conviction et il n'y a guère de système de pensée, de représentation du monde, sans parler d'une théorie politique, susceptible de constituer une nouveauté, un espoir, au moins une alternative dans le débat^[267]

Pendant que les paroles, les mêmes paroles se répandent, se répètent, s'apprennent, un grand silence règne : celui des possibilités de changement, des idées différentes, celui de la résignation. N'est-ce pas cela l'accomplissement d'une œuvre de manipulation grandiose ? Une manipulation qui a permis non pas l'imposition d'un modèle, mais la présentation de celui-ci en tant qu'unique modèle imaginable, auquel nous pouvons ne pas adhérer sans, pour autant, pouvoir le réfuter ou être réellement en mesure de le combattre car nous sommes dépourvus d'idées alternatives, permettant d'imaginer un modèle différent. La nouveauté de cette manipulation réside peut-être dans le fait que le partage des idées libérales soit indépendant de son acceptation. En d'autres mots, il n'y a pas forcément la volonté de faire adhérer le lecteur à cette idéologie, mais de le convaincre qu'il n'y en a pas d'autres. Si nous voulons que notre économie ne s'écroule pas, nous ne pouvons que nous prêter aux lois du marché. À ce propos Philippe Breton, dans *la parole manipulée*, écrit :

Ainsi le libéralisme, comme théorie et surtout comme idéologie, est-il présenté le plus souvent comme le point de vue "maintenant réaliste" sur le monde, comme un regard "désidéologisé". Il n'apparaît plus comme une cause à défendre, ce qu'il est pourtant, qu'on la partage ou non. Nul doute que, dans le futur, le libéralisme apparaîtra comme ayant été une cause à défendre, au service de laquelle des procédés de type propagandiste ont été utilisés. Il est toujours plus facile de voir après coup se découper avec netteté la propagande au service d'idéaux : ceux qui, dans la presse, y étaient soumis n'en avaient guère conscience. Là réside d'ailleurs un des ressorts de la manipulation^[268].

Nous voulons également proposer ce passage d'Alain Minc :

Je ne sais pas si les marchés pensent juste, mais je sais qu'on ne peut pas penser contre les marchés. Je suis comme un paysan qui n'aime pas la grêle mais qui vit avec [...]. Les cent mille analphabètes qui font les marchés de par le monde, si vous ne respectez pas un certain nombre de canons aussi rigoureux que les canons de l'Église, mettent en l'air l'économie d'un pays. Il faut partir de là : agir comme s'il s'agissait d'un phénomène météorologique [...]. Les experts sont au moins les propagandistes de cette réalité [...]. La réalité économique, c'est comme la loi de la pesanteur. Jusqu'à nouvel ordre, on ne s'est pas émancipé de la loi de Newton^[269].

^[267] P. Breton, *La parole manipulée*, Paris, Éditions La Découverte & Syros, 2000, pp. 46-47.

^[268] *Ibid.*, pp. 17-18.

^[269] A. Minc, M. Gauchet, « Les élites, le peuple, l'opinion » Alain Minc : entretien avec Marcel Gauchet, *Le Débat*, 1995/3 n° 85, p. 59.

C'est ainsi que le seul moyen d'information dont dispose le public résulte faussé ; cela est dû, d'une part, à la volonté de seconder les besoins de la classe au pouvoir (manipulation volontaire) et d'autre part, au conditionnement auquel les journalistes ou les responsables de la classe au pouvoir sont eux-mêmes exposés, et qui les amène à une adhésion « naturelle » à l'orthodoxie ambiante (manipulation involontaire). La manipulation volontaire consiste à convaincre un allocataire en le trompant alors que la manipulation involontaire consiste à exposer et expliquer ses propres points de vue, afin de convaincre son allocataire du bien-fondé de ces raisonnements. Nous pourrions donc considérer la manipulation volontaire comme l'énonciation d'un acte linguistique de la part d'un locuteur conscient de la fausseté de celui-ci et la manipulation involontaire comme l'énonciation d'un acte linguistique de la part d'un locuteur convaincu de la véridicité de celui-ci. En d'autres termes, nous considérons la manipulation volontaire en tant qu'acte volontaire de mauvaise foi et la manipulation involontaire en tant qu'acte de bonne foi pouvant entraîner des conséquences négatives sur le récepteur car sa production est influencée par l'exposition aux effets de la manipulation volontaire. Il n'est pas, bien évidemment, facile d'établir si le journaliste agit en bonne ou en mauvaise foi et, à vrai dire, cela n'est pas un sujet qui nous intéresse à présent. Nous ne voulons pas, en effet, nous arrêter sur les problèmes déontologiques du journalisme économique car d'une part, ce thème impliquerait une analyse très approfondie et d'autre part, il n'est pas essentiel à notre sujet d'étude. Ce qui nous intéresse, en revanche, est de souligner la tendance des journalistes à propager, même s'ils n'en sont pas toujours conscients, un discours économique standardisé et manipulateur. À ce propos, Julien Duval explique :

Les journalistes sont, en quelque sorte, les premières "victimes" de leur production dont ils sont les premiers consommateurs. L'espace journalistique a un fonctionnement très souvent circulaire : les journalistes se lisent et se reprennent les uns les autres et chacun tend à voir sa vision du monde confirmée dans le fait que les confrères, qui s'inspirent de lui et qui l'inspirent, la partagent. Les habitudes du travail, le fonctionnement du champ peuvent engendrer, comme cela a été montré, de véritables fictions qui peuvent apparaître très fantaisistes, observées hors du monde journalistique, mais qui font l'objet de croyances, sans doute souvent plutôt sincères, de la part des journalistes, du fait que les fictions ont l'autorité de tous les confrères qui les ont alimentées, en "enquêtant" à leur sujet. De manière analogue, la vision économiciste de l'économie est en permanence renforcée, aux yeux des journalistes des médias dominants, du fait que leurs confrères l'entretiennent également^[270].

^[270] J. Duval, *op. cit.*, p. 182.

Nous volons également faire valoir l'idée que l'information économique n'est pas le lieu d'une immense conspiration, mais plus vraisemblablement, la représentation du champ économique reproduite par ceux qui en font partie. Nous voulons citer, à ce propos, un passage de Serge Halimi, à notre avis très pertinent et lucide :

Il n'est pas nécessaire que les horloges conspirent pour donner pratiquement la même heure en même temps. Il suffit qu'au départ elles aient été mises à l'heure et dotées du même type de mouvement, de sorte qu'en suivant son propre mouvement chacune d'elles s'accordera grosso modo avec toutes les autres. Le même type de mécanisme exclut toute machination^[271].

En effet, les liens très étroits entre journalisme et champ économique peuvent expliquer la diffusion d'une vision entrepreneuriale de l'information qui n'est pas spécialement dictée par la volonté de tromper ou de manipuler le lecteur, mais tout simplement par les effets d'une manipulation à laquelle les journalistes eux-mêmes ont été exposés. En d'autres termes, le fait d'appartenir au champ économique peut donner lieu non seulement à l'acceptation et au partage de valeurs, d'idées et de règles intrinsèques à ce champ, mais à la conviction que celles-ci sont positives et nécessaires. Le journaliste économique n'est donc pas le producteur d'un discours autonome, mais il se présente comme le reflet du discours du champ, comme l'énonciateur d'un discours constitué par la parole des autres, comme le porte-parole d'un discours ambiant, d'une parole commune qu'il a intériorisée à son insu et qui représente la doxa du champ économique dont il fait partie. L'information économique, ainsi transmise, apparaît comme une « polyphonie homophone » car elle se présente comme la reproduction d'une pluralité de voix (celles des politiques, des économistes ou des autres journalistes) qui n'expriment cependant pas une pluralité de points de vue. Le vrai problème n'est donc pas toujours la mauvaise foi du journaliste, mais plutôt son point de vue de plus en plus formaté par la logique du champ. En d'autres termes, il est amené à considérer le modèle dominant comme naturel et légitime du fait qu'il le vit au quotidien et que les autres journalistes, loin de le critiquer, le partagent et le soutiennent car eux-aussi le vivent de l'intérieur. Le résultat de ce conformisme est la diffusion d'une vision plutôt irréaliste de l'économie qui se manifeste à travers une information homogène et de plus en plus « élitaire », excluant la majorité des individus « hors-champ » (cf. 2.2.1.). La manipulation involontaire est probablement la plus dangereuse car elle naît d'une véritable conviction dans la justesse des informations transmises, qui sont donc plus fortement soutenues. Il ne nous paraît donc pas correct d'imaginer que les journalistes puissent avoir participé à une conspiration pour

^[271] S. Halimi, *op. cit.*, p. 76.

manipuler ou tromper le lecteur, mais plutôt que la plupart d'entre eux, étant très imprégnés dans les valeurs du champ, n'arrivent pas à s'en distancier et, de manière très naturelle et sans forcément s'en apercevoir, les considèrent comme des valeurs positives.

Les conséquences de ce type de manipulation pourraient être évitées à travers une prise de distance du journaliste par rapport au champ économique. À ce propos, Duval rapporte le point de vue d'un rédacteur évoquant les journalistes des médias dominants :

“Quand je les lis, je me dis que c'est des gens... pas qui oublient de réfléchir, mais enfin qui devraient prendre de la distance... enfin ce n'est pas comme ça que j'ai appris le journalisme” ; il parle d'une “absence”, d'un “manque” de “distance” par rapport à “l'idéologie dominante” et aux “milieux sociaux” dans lesquels les journalistes évoluent^[272].

6.2. LES TECHNIQUES DE MANIPULATION DE L'ÉCONOMIQUEMENT CORRECT

Après avoir prêté attention au rôle de la presse dans la diffusion d'informations, volontairement ou involontairement manipulateurs, nous voulons observer, au cours de ce paragraphe, les principales techniques manipulateurs identifiées à travers l'analyse de notre « corpus ». Pour ce faire, nous les avons classées en trois types : en premier lieu, la dénonciation destinée à la négation de la manipulation ou à la sous-estimation de ses effets, en second lieu, l'euphémisation et, en troisième lieu, l'ensemble des autres techniques identifiées à partir de notre « corpus »

6.2.1. La dénonciation des discours manipulateurs

La dénonciation des discours manipulateurs en général et de la *langue de bois*^[273] en particulier, paraît être la deuxième conquête, après celle de l'augmentation des moyens de communication, que les systèmes démocratiques, à travers les acteurs politiques et les médias, ont rendu possible au cours de ces dernières années. Cette « honorable » vague dénonciatrice nécessite, cependant, une réflexion destinée à comprendre quelles pourraient être les raisons qui en expliquent l'origine. Il nous semble que les raisons qui expliquent ce besoin de dénoncer les discours manipulateurs pourraient se résumer à deux : la première pourrait être

^[272] J. Duval, *op. cit.*, p. 170.

^[273] M. Rocard, *Parler vrai. Textes politiques précédés d'un entretien avec Jacques Julliard*, Paris, Éditions du Seuil, 1979 ; J.-F. Copé, *Promis j'arrête la langue de bois*, Paris, Hachette Littératures, 2006.

la défiance du lecteur envers le discours politique et, par conséquent, l'affaiblissement de la force manipulatrice dû, d'une part, à l'augmentation de l'attention du lecteur vis-à-vis de ce type de discours et, d'autre part, à l'élévation du niveau de connaissance de celui-ci. La deuxième raison, qui n'est d'ailleurs qu'une conséquence de la première, pourrait être la nécessité de recourir à de nouvelles techniques de manipulation, permettant, d'une part, de contourner cette méfiance du lecteur vis-à-vis du discours politique et, d'autre part, de maîtriser l'augmentation du niveau de ses connaissances. Cette tendance à la dénonciation pourrait donc être considérée comme une nouvelle forme de *langue de bois*, dont le but serait celui de nier toute manipulation. Cette nouvelle *langue de bois* pourrait être appelée la *langue transparente*, c'est-à-dire une langue « courageuse » qui n'a pas peur de dire la vérité, qui ne cache plus rien, qui prétend lutter contre l'hypocrisie et la mauvaise foi de tous ceux qui « parlent faux ». Il est intéressant, à ce propos, de reporter le discours tenu par François Fillon dénonçant le *politiquement correct* dans le but de défendre la politique de son gouvernement :

Je vois renaître les habituels serviteurs de la pensée unique, les gardiens du politiquement correct. [...] Oui, mes amis, je dénonce ce politiquement correct qui interdit de parler lucidement d'immigration sans être soupçonné de xénophobie [...]. Ce politiquement correct qui interdit de parler de revalorisation du travail sans être soupçonné de "faire le jeu des patrons" contre les salariés [...]. Qui interdit de baisser les impôts sans être suspecté de "servir les intérêts du grand capital"^[274].

La dénonciation dans le domaine politique semblerait donc être une « arme de défense » employée pour justifier des choix d'orientation de droite ou de gauche, pour soutenir un point de vue plutôt qu'un autre ou pour discréditer les adversaires politiques. Dans le domaine politique, cette technique, pour tendancieuse et manipulatrice qu'elle puisse apparaître, permet, au moins, de distinguer des courants de pensée différents qui expriment leur diversité de valeurs, d'idées et d'actions ou volonté d'action. En revanche, dans le domaine économique, cette hétérogénéité de perspectives ne s'observe pas. En d'autres termes, à la différence du domaine politique, nous n'avons pas remarqué la volonté de défendre, à travers le recours à la dénonciation – même si elle est feinte – de certains discours manipulatoires, une idéologie différente de celle dominante. Ce qui émerge dans le domaine économique est plutôt une critique de la gestion politique de la crise, non pas la critique d'un modèle économique-financier partagé par l'ensemble des agents économiques. Cela peut amener le lecteur à focaliser son attention sur des choix politiques différents visant, d'une manière ou d'une autre, à défendre une même idéologie. Cette focalisation pourrait engendrer une

^[274] C. Delporte, *op. cit.*, pp. 298-299.

confusion entre des solutions différentes et dépendantes de certains choix politiques et la conformation à un modèle économique unique et indépendant de la ligne politique affichée. En d'autres termes, la manipulation dans le discours économique semble s'exercer grâce à la critique déclenchée sur le plan politique qui donne l'impression de présenter des points de vue hétérogènes du cadre économique alors qu'en réalité ce dernier est caractérisé par une quasi-totale homogénéité d'opinions.

6.2.2. L'euphémisation de la langue de l'économie

Nous avons observé, au cours du chapitre précédent, les procédés permettant de reconnaître un SPE et nous avons brièvement abordé les effets que l'interprétation erronée de ceux-ci peut engendrer chez le lecteur. Nous voulons, à présent, développer cette question et observer de quelle manière l'euphémisation du discours peut altérer la perception de la réalité et être un moyen de manipulation utile. En effet, le SPE, lorsqu'il devient euphémisme, est un procédé de manipulation utilisé afin de désinformer le lecteur et non pas de l'informer. La manipulation peut s'exercer à tout niveau de la relation humaine, là où il existe une relation entre dominant et dominé. Elle peut intervenir dans le rapport entre amis, dans la relation parents-enfants, dans la situation de travail ou bien dans la société en général. C'est proprement la manipulation sociale qui nous intéresse le plus, car elle est la plus dangereuse. Ce type de manipulation, en effet, a une portée plus large par rapport aux autres types et vise à agir sur la totalité de la société. Avant de continuer, il nous paraît nécessaire de préciser que par manipulation sociale, nous n'entendons pas ici les formes extrêmes qui peuvent amener les hommes à accomplir des actes ignobles (guerres, génocide d'autres races, etc.) mais plutôt les formes plus nuancées qui conduisent à anesthésier les gens et qui visent à entretenir un climat serein ; pas de scandale, pas de gestes éclatants, mais tout simplement la volonté de créer une atmosphère paisible. À ce propos, Alex Mucchielli écrit :

Manipuler (ou influencer), c'est intervenir (par l'action ou la parole, c'est-à-dire par la communication) sur des éléments constitutifs de la situation de communication. En modifiant ces éléments, on change la structure de la situation et donc le sens de ce qui s'y déroule. Car le sens des dires et des actes des acteurs de la situation est construit par ces acteurs, à partir des éléments de la situation qui servent de référents^[275].

^[275] A. Mucchielli, *L'art d'influencer. Analyse des techniques de manipulation*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 164.

Cette manipulation est celle que nous pouvons découvrir dans le discours *économiquement correct* et dont l'euphémisme est l'un des procédés les plus efficaces permettant de la réaliser. En effet, ce procédé, à travers la neutralisation des référents négatifs, se fait souvent porteur de la volonté d'influencer le lecteur en altérant les informations lui permettant de discerner correctement la réalité. Quand, par exemple, nous entendons parler de *turbulences économiques* au lieu de crise, notre vision de la réalité est déformée, la gravité du problème réduite et l'urgence d'intervention reportée. Le SPE, dans ce cas, donne lieu « à une figuration par manipulation destinée à détourner l'esprit critique du public, à voiler l'existence même »^[276] de la crise. C'est ainsi que ce type de SPE permet « aux instances légitimes d'asseoir leur domination sur l'opinion publique par des nominations orientées, présentées comme évidentes et rassurantes. Ce genre d'euphémismes a été amplement couronné de succès [...] pourtant ils portent atteinte au territoire cognitif du public en le trompant »^[277].

Le pouvoir de manipulation exercé par un SPE peut s'expliquer par le fait que ce procédé existe et trouve sa justification dans la relation qu'il entretient avec la société. À ce propos, Bonhomme écrit :

Loin d'émaner d'un sujet isolé, l'euphémisme naît ordinairement dans l'énonciation collective d'une communauté langagière, d'un groupe ou des participants à une interaction : on euphémise sous la pression d'autrui et à l'intention d'autrui [...] Autant en effet, dans le discours de presse, le locuteur euphémisant est avant tout un écho d'une voix collective, comme on l'a vu, autant l'image de soi qu'il élabore tend à reproduire celle du groupe social auquel il s'identifie. Par exemple, quand le journaliste de VSD parle de "dommages collatéraux" au sujet des destructions civiles en Serbie, l'image mesurée qu'il donne de lui à travers cette expression dans sa relation de l'actualité traduit en fait l'ethos institutionnel, fait de retenue et de profil bas, des dirigeants et porte-parole de l'OTAN dont il adopte le point de vue^[278].

Le SPE est créé et employé uniquement pour répondre à certaines normes qui régissent la société (bienséance, pudeur) ou bien pour soutenir les intérêts d'une partie de celle-ci (SPE économique). Dans le premier cas, l'emploi des SPE trouve son origine dans la pression exercée par la communauté sur l'individu. Celui-ci, en se reconnaissant dans la société, se soumet à ses conventions et renonce à l'emploi de certains mots considérés irrespectueux en les substituant avec d'autres à valeur euphémique. C'est la société avec ses croyances, ses

^[276] M. Bonhomme, *op. cit.*, 2005, p. 252.

^[277] *Ibid.*, p. 254.

^[278] M. Bonhomme, *op. cit.*, 2005, pp. 240, 249.

valeurs et ses préjugés qui fait naître chez les individus le besoin de supprimer ou contourner certaines idées considérées interdites par l'ensemble de la communauté. Le SPE, dans ce cas, dépend de la valeur qu'une certaine société attache aux mots et de la sensibilité de celle-ci à l'égard des choses que ces mots désignent. C'est l'ensemble des sujets parlants qui considère certains mots susceptibles de blesser la sensibilité des autres et qui s'accorde de façon plus ou moins consciente à la suppression de ceux-ci. Ce type de *substituts potentiellement euphémiques*, dont le sens est généralement reconnu sans trop de difficulté par tous les locuteurs, n'entraîne pas à des conséquences importantes sur la façon de percevoir la réalité. Si on emploie, par exemple, l'expression *passer à meilleure vie* pour parler de la mort, presque tous les locuteurs sont en mesure de l'interpréter sans avoir une image déviée du réel. Dans le cas des SPE économiques, au contraire, l'individu ou bien un groupe restreint d'individus, emploie ce procédé afin d'exercer une pression sur la société. C'est ce groupe restreint qui essaie de créer et de propager des substituts qui remplacent les termes dont l'emploi pourrait compromettre leur position de pouvoir ou susciter des inquiétudes auprès des gens. Les SPE économiques naissent, souvent, de la peur de la classe dirigeante de provoquer le mécontentement et le désaccord au sein de la société. Le sens de ce type de *substituts potentiellement euphémiques* est parfois difficile à repérer par le reste de la société et son recours est dangereux car il peut entraîner à une véritable modification de l'image de la réalité, de la part des locuteurs dépourvus des compétences nécessaires pour interpréter les informations voilées à travers ce procédé.

Afin de donner une image plus claire du pouvoir de distorsion de la réalité dont le SPE est doté, nous étudierons quelques exemples issus de notre « corpus » et concernant les conséquences les plus graves engendrées par la crise économique : le licenciement et les alternatives proposées pour l'éviter ainsi que le chômage. Nous proposerons donc une analyse des SPE utilisés afin de ne pas recourir au terme *licenciement* et nous observerons quels sont les objectifs qui sous-tendent leur emploi et les effets de distorsion de la perception de la réalité qu'ils pourraient engendrer. Observons les exemples suivants :

[1] « Il vise à renforcer l'efficacité des réseaux commerciaux, **alléger le poids des fonctions administratives**, rationaliser les dépenses informatiques et optimiser le schéma immobilier de LCL en Ile de France. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)

Cette expression peut être analysée tout d’abord en considérant le syntagme verbal *alléger le poids* qui, dans l’acception qui lui est propre, signifie « rendre moins lourd en débarrassant d’une partie du poids, rendre moins pesant ». Ici, ce qui doit être allégé sont les fonctions administratives ; ce qui signifie se débarrasser d’un certain nombre de personnes qui travaillent au sein de ces fonctions. Les objectifs qui sous-tendent l’emploi de cette expression sont, d’après nous, d’une part, celui de ne pas prononcer le terme *licenciement* et, d’autre part, celui de faire passer ce dernier comme une démarche positive. En effet, le lecteur pourrait se convaincre qu’il est strictement nécessaire de se « débarrasser » du personnel « en surnombre » car il constitue une contrainte au bon fonctionnement de l’entreprise.

[2] « Pour parvenir à ce miracle, le ministère a **optimisé la gestion du personnel**, jusqu’ici trop dispendieuse. » (*Libération*, 16/04/2008)

En [2], le verbe *optimiser*, calque anglais d’*optimal*, vise à faire passer aux locuteurs une idée positive concernant la gestion des entreprises ou de l’État. Ce verbe acquiert une connotation positive et fait penser à une amélioration, à l’obtention d’un résultat idéal, parfait, et d’un rendement maximal. La réalité est cependant différente car *optimiser* signifie *licencier* le personnel tout en « utilisant » de façon outrancière les travailleurs qui restent (horaires flexibles, contrats de travail adaptés, changement de lieu de travail). *Optimiser* signifie donc « utiliser » les salariés pour répondre au mieux (de manière optimale) aux exigences des entreprises ou bien de l’État. C’est ainsi que, d’une part, cette expression dissimule des problématiques dramatiques pour les travailleurs, et d’autre part, donne une image presque déshumanisée de ces derniers. En effet, le verbe *optimiser* (« action de donner à une machine, une entreprise, une production, les meilleures conditions de fonctionnement ou de rendement »^[279]), employé en association au mot *travailleurs*, donne l’image d’un homme-machine, d’un outil : on « optimise les hommes » de la même façon qu’on optimise les machines.

[3] « Pour le ministre mis en demeure par Bercy de “**rationaliser**” ses effectifs, on peut travailler autrement et mieux avec moins – 11 200 postes au total disparaissent à la rentrée 2008. » (*Libération*, 16/02/2008)

En économie, le verbe *rationaliser* désigne la volonté d’utiliser les moyens disponibles (machines, bâtiments, matières premières, stocks, etc.) en fonction des objectifs que

^[279] Larousse, *op. cit.*

l'entreprise veut atteindre. Dans ce sens, la *rationalisation* apparaît comme la meilleure façon possible d'exploiter les ressources de l'entreprise. Dans le syntagme en question, cependant, le COD associé au verbe *rationaliser* désigne les travailleurs. Cela comporte, comme dans l'exemple précédent, une sorte de déshumanisation de l'être humain qui est transformé en une simple ressource dont l'utilisation est susceptible d'être rationalisée afin de mieux répondre aux nécessités des entreprises. Le recours au verbe *rationaliser* veut faire en sorte que le lecteur associe à ce verbe l'idée de *rationalité* ; cela dans le but de le convaincre que l'on agit de la façon la plus cohérente et logique possible. Cependant, parler de *rationalisation du personnel* signifie souvent parler de licenciement.

- [4] « Valeo a annoncé à son tour mercredi la suppression de 5.000 emplois dans le monde, dont 1.600 en France, face à un marché automobile en pleine déroute [...]. Le groupe a transmis au comité d'entreprise européen "**un plan d'adaptation des effectifs**". Le plan sera détaillé au comité d'entreprise européen, convoqué pour le 8 janvier, puis les comités d'établissement des différents sites seront informés » (*Libération*, 18/12/2008).

En [4], l'expression examinée désigne, dans l'acception qui lui est propre, un dispositif qui vise à éviter le licenciement économique à travers un effort de « reclassement du personnel ». Cette expression, qui est déjà normalement euphémique car elle sous-tend une propension de la part des entrepreneurs à soumettre les exigences des salariés à celles des entreprises, acquiert, dans ce cas, une valeur encore plus euphémique. Ici, en effet, elle n'est pas utilisée afin de dissimuler des problématiques telles que la flexibilité, la délocalisation, l'adaptation des contrats et des horaires aux besoins de l'entreprise, mais elle remplace le mot *licenciement*. De cette perspective, le syntagme acquiert une signification contraire à celle qu'il a originellement, et détourne un problème alarmant pour les travailleurs. Le recours à cette locution pour parler du licenciement s'avère efficace car lorsqu'on parle d'un *plan d'adaptation des effectifs*, on fait passer un message qui, somme toute, n'est pas si négatif. En effet, l'expression *plan d'adaptation des effectifs*, bien que révélatrice d'une situation difficile, laisse au lecteur/travailleur l'espoir que, malgré tout, il gardera son poste de travail.

- [5] « La compagnie d'assurances a annoncé un "**plan de compétitivité**" centré autour de deux décisions. D'une part, la fermeture en 2009 de 4 sites employant au total 200 personnes. [...] D'autre part, il a ajouté que "d'ici 2011, 2.000 collaborateurs vont faire l'objet d'efforts de formation pour passer d'un métier à un autre au sein du groupe". " Il n'y a pas de **PSE (plan social, ndlr)** à ce stade. Nous avons présenté devant le CE un plan d'adaptation, de compétitivité, pour les trois années qui viennent", a précisé François Thomazeau. » (*Libération*, 20/02/2008)

En [5], nous pouvons identifier deux SPE ; le premier, le syntagme *plan de compétitivité*, est utilisé en substitution de mots tels que *licenciements* ou bien *déplacements forcés* pour les salariés. Le but est d'apaiser l'état d'inquiétude du lecteur-travailleur qui voit son emploi menacé. Si nous prêtons attention au mot *compétitivité*, nous pouvons remarquer un changement de sa valeur car être compétitif signifiait, autrefois, investir dans de nouvelles technologies, embaucher des travailleurs qualifiés et permettre la création d'emplois. Actuellement, être compétitif semble signifier fermer des sites, « délocaliser », « reclasser le personnel » ou, pire encore, le licencier. Le deuxième SPE, *plan social*, joue sur l'apposition des lexèmes *plan* et *social* afin de donner une connotation positive au syntagme, en dissimulant un problème grave tel que le licenciement collectif. En effet, le mot *plan* indique la mise en place d'un projet destiné à atteindre un but. Ce but est explicité par l'adjectif *social* ; la vraie signification du syntagme devrait donc être celle de projet élaboré afin de favoriser la société. Ce qui en résulte est, en revanche, une signification tout à fait inverse. C'est ainsi qu'à travers un processus de distorsion sémantique, nous assistons au renversement du sens de ces deux termes et à la volonté d'occulter une mesure qui condamne les travailleurs.

[6] « Le syndicat indiquait la mise en place d'un **plan de sauvegarde de l'emploi** ayant pour conséquence le licenciement de 3000 salariés d'ici à la fin 2008. » (*Le Figaro*, 25/01/2008)

En [6], le *plan de sauvegarde de l'emploi*, également connu sous son ancien nom de *plan social* ou sous le sigle PSE, est un dispositif légal défini par l'article L. 321-4-1 du code du travail et visant à limiter les conséquences des licenciements collectifs. Cependant, la presse a emprunté cette expression et sa variante d'usage (PSE) et les a dépourvues de leur sens propre. En effet, le recours à la locution *plan de sauvegarde de l'emploi*, considérée dans le contexte examiné, paraît paradoxal car on parle d'un projet (plan) dont l'objectif est celui d'éviter le licenciement (sauvegarde de l'emploi) mais qui aura comme conséquence le licenciement de 3000 travailleurs. Les mots ici sont dépourvus de leur sens propre car, à travers l'expression *sauvegarde de l'emploi*, on désigne le licenciement même. Le recours à ce processus pourrait être lié à la volonté de persuader les salariés que, pour que certains d'entre eux puissent garder leur place de travail, il est indispensable que d'autres soient licenciés. On semble vouloir calmer les esprits en essayant de gagner la reconnaissance des uns (ceux qui gardent leur emploi) et la compréhension des autres (ceux qui perdent leur place de travail pour la bonne cause). Le recours à ce syntagme vise donc à mettre en relief le fait que des postes seront sauvés et non pas que des personnes seront licenciées.

- [7] « Le directeur financier, Fritz Henderson, a précisé que la **réduction** envisagée des **coûts de personnel** se ferait via des primes au départ et des plans de retraite anticipée. » (*Le Monde*, 15/07/2008)

Cette expression est intéressante car elle se présente comme doublement euphémique. En effet, le SPE *réduction du personnel* (licenciement) est renforcé par l'ajout du substantif *coûts* (cf. 5.3., [10]). En outre, parler de *coûts de personnel* signifie, similairement à [2] et [3], donner une image déshumanisée des travailleurs qui sont considérés comme une source quelconque de dépenses, susceptible d'être réduite comme n'importe quel autre frais (factures de téléphone ou d'électricité, location, etc.).

- [8] « Le constructeur automobile General Motors (GM) a annoncé, mardi 15 juillet, de nouvelles **restructurations**, qui doivent lui permettre de faire face à un effondrement du marché américain à 14 millions d'immatriculations par an. » (*Le Monde*, 15/07/2008)

Le terme *restructuration* est utilisé dans la presse comme synonyme de *licenciement* et il permet de masquer un grave problème social. Cela se produit car le mot *restructuration*, contrairement au terme *licenciement*, fait penser à un changement positif au sein de l'entreprise. Le préfixe *re-* semble indiquer la volonté d'apporter des améliorations à la structure de l'entreprise. Cependant, il faut remarquer que parler de structure signifie parler des hommes qui travaillent à l'intérieur de cette structure. *Restructurer* l'entreprise signifie donc supprimer des emplois afin de pouvoir répondre aux problèmes de gestion de celle-ci. La *restructuration* est généralement présentée comme la seule solution possible face à l'effondrement du marché, et donc indispensable pour permettre à l'entreprise de mieux fonctionner.

- [9] « Le vent mauvais est une nouvelle fois venu des États-Unis. Pour la première fois depuis plus de quatre ans, **l'économie américaine a supprimé des emplois**. » (*Le Figaro*, 08/09/2007)

En [9], nous pouvons remarquer le recours à une phraséologie euphémique permettant, d'une part, de ne pas souligner le drame humain lié au licenciement (la suppression des emplois), et d'autre part, d'insister sur le caractère autonome de l'économie qui, elle, a supprimé des emplois. La vision de la réalité économique que cet énoncé permet de diffuser est celle d'un modèle entrepreneurial, où la dimension humaine du travail est effacée, où l'homme, le travailleur acquiert de l'importance non pas en tant qu'individu, mais en tant que figure anonyme qui, comme tant d'autres, remplit une fonction dans un système économique où la valeur du travail a été remplacée par celle du profit.

[10] « Une prime forfaitaire payée par l'assurance-chômage est instaurée pour les moins de 25 ans **“involontairement privés d'emploi”**. » (*Le Monde*, 12/01/2008)

Cette expression semble viser à une sorte de déresponsabilisation du licenciement afin d'éviter toute réaction et contestation. Elle vise à mettre en relief l'impuissance des employeurs qui, suite à l'impact néfaste de la crise sur leur chiffre d'affaires, se trouvent dans l'obligation de licencier du personnel. Cette impuissance est exprimée par le recours à l'adverbe *involontairement* qui exclut toute possibilité de tenir quiconque pour responsable. Le licenciement devient alors un phénomène passif dont personne n'est coupable et qui n'est pas perçu comme une injustice à laquelle il faut réagir. Les travailleurs sont privés de moyens de se défendre et ils ne peuvent qu'accepter avec résignation le licenciement. En effet, la *privation involontaire des emplois* suscite un sentiment d'apitoiement chez les gens, sans cependant provoquer une réaction active car il n'y a pas de fautifs, mais uniquement des victimes d'une « conjoncture économique défavorable ».

Après avoir prêté attention aux SPE remplaçant le signe *licenciement*, nous observerons les effets de distorsion d'un autre type de *substituts potentiellement euphémiques*, c'est-à-dire ceux qui sont utilisés afin de proposer des solutions destinées à « améliorer » le marché du travail.

[11] « Ce constat, dressé il y a dix ans déjà par l'organisation, a poussé la plupart des pays membres à se lancer dans une politique de **dynamisation** et de flexibilisation de la force de travail. Une politique qui nécessite de recourir à la décentralisation du marché du travail. » (*Libération*, 23/05/2008)

Il n'est pas rare de repérer dans les pages économiques de la presse le syntagme *dynamisation de l'économie* lorsque l'on veut souligner la nécessité de mettre en place de nouveaux dispositifs destinés à soutenir les entreprises dans le contexte de la crise actuelle. Dans un tel contexte, le mot *dynamisation* acquiert une connotation positive car il renvoie à l'idée d'une action entreprise afin de donner une nouvelle vitalité, une nouvelle énergie à l'économie. Cette acception positive vise à être transférée dans le contexte étudié, où l'idée de la *dynamisation* est associée au personnel (la force de travail). La logique voudrait donc que par *dynamisation du personnel*, on entende une action entreprise afin de motiver les travailleurs. Dans ce but, on devrait donc prendre en compte des primes d'emploi, des hausses de salaire, des promotions, des chèques-cadeaux et toute sorte d'actions permettant au personnel d'exprimer son potentiel au mieux et dans les meilleures conditions possibles. Ici cependant,

on associe la *dynamisation de la force de travail* à l'idée d'une politique de décentralisation du marché du travail qui pourrait amener à la réduction des effectifs, à la dégradation des conditions de travail, à la diminution salariale et à la multiplication de contrats précaires.

- [12] « D'inspiration libérale, la loi de **la modernisation de l'économie (LME)**, dont le coup d'envoi a été donné hier matin par François Fillon, entend donc agir sur l'offre et la compétitivité des entreprises afin notamment de faire baisser les prix dans l'alimentaire. » (*Libération*, 21/03/08)
- [13] « Syndicats et patronat ont achevé, vendredi 11 janvier, la négociation sur la "**modernisation du marché du travail**" » (*Le monde*, 12/01/08).

Les syntagmes *modernisation de l'économie* et *modernisation du marché du travail* sont employés comme synonymes de déréglementation et de dérégulation, même si leur usage vise à susciter chez le lecteur une idée de progrès, d'amélioration et de renouvellement. Le message que les dirigeants veulent faire passer aux citoyens est que la *modernisation*, à travers la relance de la croissance et du pouvoir d'achat, est la seule solution possible pour sortir de la crise. L'acception positive du terme *modernisation*, cependant, masque une régression par la perte de certains droits du travail, l'augmentation de la précarité, l'atteinte à l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle et l'appauvrissement des ménages. Par *modernisation*, on désigne une série de mesures destinées à augmenter la liberté au sein de l'économie (loi de modernisation de l'économie) ainsi que dans le marché du travail (loi de modernisation du marché du travail). Dans le premier cas, les mesures les plus discutables sont la libre négociation des prix entre client et fournisseur (ce qui met les grandes chaînes de distribution en position de force par rapport aux fournisseurs et aux PME et PMI), le soutien de l'implantation du hard discount (plutôt que d'augmenter les salaires, on pousse les gens à acheter des produits de moins bonne qualité. Cela ne résout pas les causes structurelles du manque de pouvoir d'achat et condamne le petit commerce). Dans le deuxième cas, on assiste à une véritable déréglementation du travail (possibilité des entreprises de fixer les contingents d'heures supplémentaires ainsi que le mécanisme du repos, travail jusqu'à 235 jours par an pour les cadres soumis au « forfait jour » et abolition du plafond pour le rachat des jours de repos, contrats de travail « souples » et adaptés aux besoins des entreprises, horaires flexibles, etc.).

Nous terminerons cette analyse en prêtant attention aux SPE utilisés afin de présenter une vision altérée du chômage et ses conséquences. Observons les exemples :

[14] « Au totale, le taux de survie des entreprises créées par des **demandeurs d'emploi** (64%) n'est d'ailleurs pas tellement inférieur à celui des créateurs précédemment en activité (72%). »
(*Libération*, 23/05/2008)

Cette expression est employée pour désigner les chômeurs en les présentant de façon active, c'est-à-dire en tant qu'individus à la recherche d'un emploi. Ce SPE permet de présenter le chômage dans une perspective moins dramatique ; en effet, il y a une différence entre *chômage* et *recherche d'emploi*. Parler de *chômage* signifie mettre l'accent sur un problème réel et difficile à résoudre tandis que parler de *recherche d'emploi* permet de souligner le fait qu'il suffit de s'activer dans la recherche pour décrocher un emploi. À travers ce syntagme, la réalité est présentée de manière positive, et les conséquences sociales qui pourraient dériver de cette présentation altérée ne sont pas négligeables. En effet, cette terminologie pourrait amener à un renversement de la réalité : ceux qui autrefois étaient des victimes du système social sont aujourd'hui les seuls responsables de leur destin. De là, l'acceptation plutôt négative que le terme *chômeur* a acquis. On semble vouloir persuader les gens que si des personnes sont sans-emploi c'est, en quelque sorte, de leur faute. Les chômeurs semblent désormais être classés parmi les paresseux, ou bien considérés comme des personnes trop prétentieuses qui ne savent pas s'adapter au marché du travail. C'est la faute des chômeurs s'ils ne trouvent pas un travail car ils ne s'engagent pas activement dans la recherche, ils ne sont pas persévérants, ils n'acceptent pas les formes de « travail atypique »^[280] ou encore ils ne sont pas prêts à se déplacer à des centaines de kilomètres de chez eux.

[15] « **Les personnes “les plus éloignées de l'emploi”** pourront bénéficier d'une formation. »
(*Le Monde*, 12/01/08)

Cette locution est employée afin de définir la catégorie de chômeurs les plus démunis sur le marché du travail, ceux ayant le plus de difficulté à rentrer dans la vie active. Cette expression désigne donc les RMistes, les handicapés ou les chômeurs de longue durée. Son recours vise à détourner l'attention des lecteurs du problème du chômage, surtout le plus ancré et difficile à déraciner. La substitution du concept de chômage avec celui d'*éloignement de l'emploi* permet de présenter ce problème sous une perspective différente. En effet,

^[280] Autre SPE repéré dans notre corpus. Ce syntagme est utilisé afin d'éviter de parler de travail précaire. Il semble désigner une manière de travailler qui ne correspond pas aux normes habituelles du travail à temps plein et à durée indéterminée. On peut donc recenser parmi les emplois atypiques toutes sortes de situations : les contrats à durée déterminée (CDD), les intérimaires, le travail à temps partiel, les stages, etc. Cependant, cette expression masque une autre question; en effet parler de *travail atypique* ne signifie pas forcément parler d'un type de contrat ou d'un autre, d'un travail à plein-temps ou à mi-temps mais plutôt parler de travail à faible revenu, de travail occasionnel, d'horaires irréguliers, de facilité de licenciement, d'insécurité, de modification des rythmes de vie et d'atteinte à la vie privée des salariés.

affirmer qu'une personne est très éloignée de l'emploi signifie que cet emploi existe mais que le manque de compétences ou d'efforts ne permet pas de s'en « rapprocher ».

Suite à l'étude de notre « corpus », nous voulons illustrer ceux qui sont, à notre avis, les effets de la manipulation issue du recours au discours *économiquement correct* ou, plus précisément, aux SPE que nous avons ici analysés. Nous en avons identifié trois principaux :

- La propagation d'une vision entrepreneuriale du travail, bâtie sur une logique d'efficacité, de compétitivité et sur le profit, au détriment des conditions de travail et du bien-être des travailleurs.
- La résignation de la part des travailleurs à accepter des conditions de travail de plus en plus difficiles (atteinte à la vie privée, pression due à des rythmes de travail irréguliers, rémunérations insuffisantes par rapport aux efforts produits, insatisfaction, précarité, etc.). Il nous semble que ce type de SPE – surtout ceux qui jouent sur le sémantisme de verbe tels qu'*optimiser*, *rationaliser* ou *restructurer* – réduit considérablement la détermination des travailleurs à résister à cet état de choses car ce type de terminologie permet de présenter les solutions proposées comme les seules envisageables.
- Le conformisme vis-à-vis d'une logique qui soutient et rend naturelle la soumission des exigences des salariés à celles des entreprises. Dans cette optique, l'image du travailleur considéré comme outil productif ne semble plus vraiment déranger personne ou, du moins, elle paraît une condition *sine qua non*.

6.2.3. D'autres techniques de manipulation

À travers l'analyse de notre « corpus », nous avons repéré différentes techniques pouvant altérer la perception que le lecteur a de la réalité. Il s'agit de techniques de manipulation visant ou aboutissant à la désinformation^[281]. Nous pouvons les résumer comme suit :

- Argument d'évidence par lequel on vise à encadrer les interlocuteurs dans un système de réflexion préétabli. Ce qui est évident ne se discute pas ; l'objectif est celui d'éviter tout débat à travers la création d'une sorte de pensée unique. Le débat économique semble, en effet, proposer des variantes d'une même orthodoxie : celle libérale ou néolibérale. À ce propos, Mathias Roux, professeur de philosophie et membre d'Acrimed^[282], écrit :

Le concours qu'apportent les médias dominants à la domination ne tient pas seulement à leurs partis pris ; il dépend surtout de leur contribution à la délimitation implicite du périmètre du débat légitime [...]. Le problème n'est pas tant l'absence de neutralité que la neutralisation de la dimension conflictuelle de l'espace public de la discussion, des thèses et des arguments^[283].

Cette technique de manipulation s'appuie sur la répétition :

On martèle une idée, on la soutient de tout ce qui peut sembler lui convenir, sans faire d'analyses, sans discuter d'objections, sans donner de référence. Il n'y a ni savoir à établir, ni pensée à conquérir. Il y a seulement à déclarer une vérité déjà acquise, toute disponible^[284].

Cela suscite un sentiment d'évidence engendré tout simplement par le fait d'entendre et de réentendre une même information. En effet « ce qui nous paraît étrange et sans fondement la première fois – parce que non argumenté – finit par paraître acceptable, puis normal, au fil des répétitions. Cette technique crée l'impression que ce qui est dit

^[281] « Une action qui consiste à faire valider, par un récepteur que l'on veut intentionnellement tromper, une certaine description du réel favorable à l'émetteur, en la faisant passer pour une information sûre et vérifiée. Toute habileté technique de la désinformation tient justement dans le mécanisme qui permet de travestir une information fautive en une information « vraie » qui soit parfaitement crédible et qui oriente l'action de celui qui la reçoit dans un sens qui lui est défavorable. Il s'agit donc d'un jeu sur les apparences, qui nécessite une sûre compréhension de ce qu'est une information vraie, au moins aux yeux de l'auditoire », in P. Breton, *op.cit.*, p. 66.

^[282] ACRIMED (Action-Critique-Médias) est une association née en 1996 dans le but d'observer les médias et réunissant des journalistes, des chercheurs, des universitaires et des usagers des médias.

^[283] M. Roux, « Éric Le Boucher pense pour nous, en toute indépendance », in *Observatoire des médias ACRIMED*, 2007.

^[284] P. Breton, *op.cit.*, p. 86.

et répété a quelque part, très en amont, été argumenté. La répétition fonctionne sur l'oubli que l'on n'a jamais expliqué ce qu'on répète »^[285].

Afin de donner un aperçu de cette technique de manipulation, nous nous proposons d'analyser les exemples ci-dessous se caractérisant par une présence d'informations injustifiées ainsi que par l'expression de jugements sans fondements.

- [1] « La Banque centrale européenne a **bien évidemment** eu raison de ne pas augmenter ses taux d'intérêt, car le risque majeur porte aujourd'hui sur la croissance et non sur l'inflation. En revanche, sa communication laisse encore une fois à désirer : pourquoi dire qu'elle augmentera ses taux dès que les remous financiers se calmeront, alors que l'anticipation d'une telle hausse rendra plus difficile le retour au calme ? » (*Libération*, 17/09/2007)
- [2] « Il faut **évidemment** réduire au maximum le déficit budgétaire, poursuivre l'objectif de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, et être d'autant plus exigeant sur les autres économies à réaliser. La revue générale des politiques publiques (RGPP), vaste chantier de réforme de l'État lancée il y a près de deux ans, est méritoire mais **il faut aller plus loin**. La France vit avec un déficit chronique depuis 30 ans, et une dette qui ne cesse d'augmenter. Nous avons vécu largement au-dessus de nos moyens ! » (*Le Figaro*, 11/03/2009)
- [3] « Dalla crisi dei mutui americani il sistema bancario italiano è stato colpito poco, Saccomanni conferma: l'esposizione è pari all'1,5% appena del capitale regolamentare. A quel tipo di innovazioni le banche italiane, impegnate in una importante ristrutturazione, e tutte concentrate sull'attività al dettaglio, si sono dedicate poco. “Guardando al futuro – conclude – **non c'è dubbio** in Italia abbiamo bisogno di più banca e più finanza. Certo, in un momento di illiquidità avere una base forte di depositi aiuta”. » (*La Stampa*, 23/10/2007)

Dans ces exemples, l'adverbe *évidemment* permet de soutenir deux actions entreprises pour enrayer la crise économique en les présentant comme incontestablement logiques et inévitables. En [1], il s'agit de défendre le choix de la BCE de ne pas augmenter les taux d'intérêt, et en [2] d'appuyer les réformes visant à la réduction du déficit d'État. Ces deux « évidences », cependant, pourraient ne pas être si limpides qu'elles apparaissent. En effet, dans le premier exemple, nous pourrions observer la volonté de légitimer chaque action vouée à sauver les marchés et le système financier et, dans le deuxième, le désir de nourrir le « fantôme » du déficit étatique et de souscrire au nom de celui-ci des réformes visant à réduire l'influence du secteur public en faveur du secteur privé. En [2], il est intéressant de remarquer l'emphase avec laquelle on souligne qu'il est nécessaire d'aller plus loin

^[285] P. Breton, *op.cit.*, p. 94.

dans les réformes (« la revue générale des politiques publiques est méritoire mais il faut aller plus loin »). Cette idée du « pas assez » ou du « jamais assez », nous semble être le reflet d'une logique très répandue dans notre système économique-financier qui ne semble pas accepter des limites, des impositions et qui cache, derrière le besoin de réformes, un souci de déréglementation vouée à l'ouverture de nouvelles possibilités de profit. La logique du « pas assez » est également présente dans l'énoncé [3] et s'exprime par l'adverbe *più* (« in Italia, abbiamo bisogno di più banca e più finanza »^[286]). Dans cet exemple, le caractère incontestable de l'assertion est donnée par la locution *non c'è dubbio* (il n'y a aucun doute).

- « Argument d'autorité »^[287] qui s'appuie sur l'expertise économique. Afin de comprendre la défaillance implicite de ce type d'argument, il suffit de souligner que, dans la plupart des cas, les experts interviewés par les quotidiens sont liés aux banques et à la finance. Il s'agit, en général, de membres du Conseil d'Analyse Économique (CAE)^[288] et de la fondation Terra Nova^[289] ou bien d'enseignants-chercheurs issus des universités parisiennes, membres du CAE et administrateurs d'entreprise, ou encore d'experts^[290] dont les employeurs sont les banques.

De quelle liberté intellectuelle peut se prévaloir un journaliste qui a intégré tous les fondements de la doctrine économique dominante et du programme du parti au pouvoir en France au point de ne plus être en mesure de discuter avec quelqu'un qui ne les partage pas ? Quelle indépendance peut revendiquer le responsable éditorial d'un quotidien de référence qui, non seulement pense comme le pouvoir, mais participe activement au processus de décision du pouvoir au travers d'une commission nommée par le président de la République ?^[291]

De nombreux exemples, ont été repérés dans notre « corpus » ; nous nous proposons d'en analyser quelques-uns :

^[286] Traduc. : « En Italie, nous avons besoin de développer davantage le secteur bancaire et financier ».

^[287] « Celui-ci s'appuie sur la confiance légitime faite à une autorité, au nom du principe qu'on ne peut pas vérifier par soi-même tout ce qui nous est soumis. », in P. Breton, *op.cit.*, p. 89.

^[288] Créé auprès du Premier Ministre, le Conseil d'Analyse Économique a pour mission « d'éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du Gouvernement en matière économique », in décret n°97-766 du 22 juillet 1997 portant création du Conseil d'Analyse Économique.

^[289] Terra Nova est un think tank progressiste indépendant ayant pour but de produire et de diffuser des solutions politiques innovantes, en France et en Europe. Terra Nova est financé par des mécènes privés tels que Microsoft et par Areva.

^[290] Michel Aglietta, Daniel Cohen, Elie Cohen, Jean-Paul Fitoussi, Jacques Généreux, Anton Brender, Christian de Boissieu, Jean-Hervé Lorenzi, Jean-Christophe Caffet.

^[291] M. Roux, *op.cit.*

- [4] « À Francfort, le Dax a perdu 0,53 % à 7 807,55 points, la hausse de Siemens et de Bayer permettant de compenser en partie le recul des financières. **Morgan Stanley** a néanmoins réaffirmé sa confiance dans les marchés européens. “*Nous continuons à penser que la situation actuelle est une correction de milieu de cycle, pas une récession...La correction actuelle ne devrait pas excéder 10 %*”. » (*Le Figaro*, 06/11/2007)
- [5] « Ainsi pour **Christian Parisot**, chez Auren Leven, **l’impact** de la crise immobilière américaine sur les banques européennes “**sera très faible**”, leur exposition sur ce marché étant très faible. Pour lui le seul risque est d’ordre psychologique et cantonné aux États-Unis. » (*Le Figaro*, 15/03/2007)
- [6] « Au chapitre des nouvelles positives, la banque américaine **Lehman Brothers** a calculé que les “*bonnes surprises*” sur les résultats de sociétés au quatrième trimestre 2006 en Europe l’ont emporté sur les “*mauvaises*”. Par ailleurs, dans une note intitulée “*Actions, immobilier, ralentissement : il faut raison garder*”, **François Chevallier** de VP Finance estime que le marché a fait preuve la semaine dernière d’un “*pessimisme exagéré*”. Il **écarte** le risque de **krach immobilier, de récession ou de surévaluation des actions**. La crise du marché hypothécaire *subprime* “*ne devrait pas faire tâche d’huile*”, estiment aussi les stratégestes de Société Générale. » (*Le Figaro*, 20/03/2007)
- [7] « **Natixis** estime que “*les risques liés au subprime devraient être circonscrits au marché américain*” et juge **excessive la réaction en Europe**. Aurel Leven souligne de son côté que “*l’immobilier n’est pas tout*” et que la **dégradation du marché du crédit ne justifie en rien un krach**. » (*Le figaro*, 31/07/2007)
- [8] « “La crisi di questi giorni non avrà ripercussioni sui portafogli delle famiglie italiane e nemmeno sulla crescita economica del Paese”, dice **Padoan** che si dice anche convinto che questo scossone possa rientrare preso. » (*La Stampa*, 12/08/2007)
- [9] « Secondo **Morgan Stanley**, che ha analizzato gli effetti della nuova regolamentazione in un report del 27 gennaio scorso, “le banche aumenteranno i tassi e ridurranno ulteriormente il credito, che in Europa nel 2010 crescerà meno dell’1 per cento”. » (*La Repubblica*, 28/03/2010)
- [10] « Ricordato che sul sistema bancario italiano la bufera ha avuto un “impatto limitato”, **Saccomanni** ha invitato a “non demonizzare” gli strumenti finanziari più sofisticati, come derivati e prodotti strutturati. L’innovazione finanziaria, ha detto, “nulla ha a che fare con la situazione attuale, che invece si ricollega a un problema di valutazione del rischio”. Infine, citando le parole dell’ex presidente della Federal Reserve, Alan Greenspan, ha concluso affermando che l’innovazione in finanza porta inevitabilmente a una fase di “distruzione creativa”. I subprime, per esempio, sono già scomparsi dal mercato. » (*Il Corriere della Sera*, 23/10/2007)

Les exemples ci-dessus défendent, à travers les présomptions « avisées » de plusieurs spécialistes du domaine financier, l’argument d’après lequel la crise des *subprimes* n’amènera pas à un krach global. Ces spécialistes, tous rigoureusement banquiers, mettent en avant deux arguments pour justifier leur quasi-certitude : le premier est que l’exposition des banques européennes aux *subprimes* est très limitée et le deuxième est que « l’immobilier n’est pas tout ». Ce type d’information, dont l’objectif est,

vraisemblablement, celui de ne pas créer un état de panique chez les épargnants, est très récurrent pendant toute la période du début de la crise et comporte un décalage entre le temps de l'événement et l'acquisition de l'information. Ce décalage, intrinsèque à la diffusion de l'information, mais généralement très réduit par la capacité des moyens de communication de divulguer les informations presque en temps réel, semble être un facteur symptomatique dans l'information économique analysée. En effet, le décalage, dans ce cas, ne se réduit pas à quelques heures, mais peut parfois être de quelques mois : cela comporte une distorsion de la réalité et une réduction de la liberté de choix du lecteur qui a, par exemple, tous les droits de se rendre à la banque pour retirer son épargne, s'il le juge nécessaire.

- Accentuation de la complexité visant à éviter de fournir des explications au lecteur en jouant sur la difficulté de compréhension des arguments présentés. Le but pourrait être celui d'éveiller un sentiment de découragement et, par conséquent, une renonciation à la compréhension.

[11] « L'incertitude sur la valeur de revente est souvent liée à la **complexité** de ces titres financiers. L'innovation financière des vingt dernières années a été si débridée que le monde de la finance et les bilans des banques sont maintenant peuplés d'une véritable jungle de produits financiers aux noms aussi exotiques que leur structure est **complexe**. Si **complexe** qu'il est devenu parfois impossible d'évaluer les risques qui y sont attachés. » (*Libération*, 14/10/2008)

[12] « Anche in Italia c'è chi sta facendo i conti per capire esattamente – operazione non facile, vista la **complessità** di alcuni strumenti finanziari – quanto e come il rischio “subprime” possa essere diffuso nei propri investimenti o nei portafogli dei sottoscrittori di fondi. » (*La Stampa*, 12/07/2007)

Le substantif *complexité* et l'adjectif *complexe* en [11] ainsi que le substantif *complessità* en [12] permettent de contourner deux problèmes majeurs liés à ce type de produits financiers : leur danger et leur vice. En outre, « l'argument de complexité » joue le rôle de bouc émissaire car il permet de justifier l'impossibilité d'évaluer correctement leur degré de risque. Il n'y a donc pas ici de remise en cause d'un système financier privilégiant et soutenant la prise de risques très élevés destinés à l'acquisition de gains démesurés et circonscrits à quelques « heureux élus », mais simplement la difficulté de les évaluer, à cause d'une complexité plus de façade que réelle de certains produits financiers, tels que les CDO.

[13] « La crise du “subprime”. Impossible de passer à côté. Depuis quelques semaines, il est désigné comme responsable de la chute des marchés boursiers (-12% sur le Cac 40). Derrière cet anglicisme, se trouve une **notion complexe**, qui fait intervenir de nombreux acteurs économiques et qui a conduit les différentes banques centrales à une action concertée pour juguler la crise. » (*Le Figaro*, 24/10/2007)

En [13], le syntagme *notion complexe* permet d'échapper à des explications gênantes à propos des conditions d'octroi de ce type de crédits, des abus exercés envers une certaine catégorie de ménages, et de la répartition hasardeuse et malsaine du risque. L'évitement d'éclaircissements à propos de ces questions simplifie l'annonce de l'intervention des banques centrales afin de maîtriser la crise. Il est nettement plus facile de justifier le choix, de la part d'organismes étatiques, d'entreprendre des actions si vigoureuses destinées à sauver des organismes privés, lorsque les informations concernant les pratiques irresponsables de ces derniers et les conséquences de celles-ci ne sont pas clairement expliquées. La complexité par laquelle est présentée la crise permet de passer sous silence certaines informations nécessaires pour s'opposer à l'idée qui amène le lecteur à considérer l'intervention des banques centrales comme nécessaire, souhaitable et, surtout, naturelle.

- Emphase de la vitesse des changements et de la nécessité de proposer des réformes qui, comme nous l'avons déjà vu, sont souvent destinées à la déréglementation de la finance. Cette technique vise, d'une part, à fournir une preuve de l'urgence de mener des actions rapides et, d'autre part, à justifier la difficulté de prévoir des actions efficaces, en mesure de gérer la crise ou d'en réduire les effets. L'objectif pourrait être celui de convaincre les locuteurs que les choses vont trop vite pour qu'elles puissent être maîtrisées sans aucune marge d'erreur. Il faut donc accepter les réformes et espérer qu'elles marchent.

[14] « La crise actuelle est “*plus complexe et plus opaque*” que celle de 1998 pour Nuno Teixeira. Il faut des **solutions rapides** si l'on veut éviter que la croissance soit affectée. » (*Le Figaro*, 28/09/2007)

[15] « In un contesto del genere non c'è più spazio per “soluzioni gradualisti”, avverte Strauss-Kahn secondo cui “**sono necessarie misure urgenti e decise** per fronteggiare la crisi e strategie organiche per ristabilire la fiducia sui mercati”. » (*La Stampa*, 08/10/2008)

- [16] « La panique bancaire pousse à agir dans **l'urgence**, pas à réfléchir sur la façon dont il faudrait empêcher les crises systémiques. [...]. Dans l'affaire Northern Rock, le gouvernement a volé au secours de la banque, assurant que l'État britannique garantirait l'épargne des clients. Comme lors de la crise de 1998, où l'on avait volé au secours du fonds LTCM, qui avait englouti 110 milliards de dollars. Dans les deux cas, c'était **nécessaire**, même si cela ne résout pas le problème des centaines de milliers de familles qui vont être expulsées de leur maison, et même si cela ne garantit en rien la pérennité de la croissance de l'économie. » (*Libération*, 24/09/2007)

Dans les trois exemples proposés, la nécessité d'action rapide est mise en avant et, si en [14] et [15], le journaliste fait passer le message plutôt discrètement, il n'en est pas de même en [16], où, en rapportant les mots de Jacques Attali, il se fait porteur d'un message beaucoup plus radical qui soutient l'action au détriment de la réflexion. Cette vision de la réalité économique est bâtie sur la conviction que, en « cas de danger » du système bancaire et financier, la seule solution acceptable est celle de s'incliner aux requêtes de celui-ci. L'idée d'économie qui ressort de ce discours rapporté par le journaliste de *Libération* est effrayante car il y a ici une volonté d'afficher le pouvoir sans limite du système financier et la nécessité d'en garantir la pérennité, à tout prix et « même si cela ne résout pas le problème des centaines de milliers de familles qui vont être expulsées de leur maison, et même si cela ne garantit en rien la pérennité de la croissance de l'économie. »

- [17] « "C'est le volontarisme qui sera le meilleur antidote à la dangereuse tentation du protectionnisme, de l'anticapitalisme et du dirigisme bureaucratique", a prévenu Nicolas Sarkozy en promettant de ne ralentir à aucun prix le **train des réformes**. » (*Le Figaro*, 24/10/2008)
- [18] « Credo che gli effetti sul Pil saranno modestissimi, ma anche se fossero più forti, o se non ce ne fossero per niente, per l'Italia le cose non cambierebbero: la **priorità è sempre fare le riforme** e il problema vero resta l'eccesso di spesa pubblica, sono le pensioni, il contratto degli statali, tutte cose di cui si dovrà tornare a parlare in autunno e che renderanno necessaria una manovrina. » (*La Stampa*, 20/08/2007)

En [17], à travers un discours « avant-gardiste », le journaliste condamne les choix trop protectionnistes et peu attentifs aux besoins du marché et du profit. On remarquera la métaphore, usée d'ailleurs, du *train*, symbole du mouvement, de la vitesse, se prêtant donc aisément à cet éloge réformiste.

En [18], le journaliste débute son énoncé en se montrant pessimiste quant à l'avenir de l'Italie (« per l'Italia le cose non cambierebbero »^[292]) ; ce pessimisme lui permet de

^[292] Traduc. : « Pour l'Italie, les choses ne changeraient pas ».

mettre en avant l'argument des réformes. Dans cet exemple, la critique de l'apparat étatique est soutenue et le journal s'exprime contre les dépenses de l'État et contre les contrats des fonctionnaires.

- Recours aux argumentations reposant sur des préjugés ou des aprioris afin de jeter le discrédit sur les sujets susceptibles d'inquiéter le lecteur ou bien d'avoir des répercussions négatives sur ceux qui détiennent le pouvoir.

[19] « Qu'en est-il tout d'abord des taux d'intérêt ? Ils ont connu au cours des années récentes des fluctuations extraordinaires et qui n'avaient rien à voir avec les réalités fondamentales. Ainsi, de janvier 2001 à juin 2004, les autorités monétaires américaines, craignant **à tort** une déflation, ont fait varier leur objectif de taux pour les fonds fédéraux de 6,5 % à 1 % ! » (*Le Figaro*, 29/08/2007)

En [19], la locution adverbiale *à tort* doit être considérée dans un contexte plus ample qui vise à convaincre le lecteur que la cause de la crise a été la variation des taux, et donc la décision d'une autorité externe à la finance, mais ayant tout de même le droit de prendre des décisions nuisibles pour celle-ci et, par ricochet, pour l'économie en général. À ce propos, toujours dans le même article, nous pouvons lire :

« Au lieu d'interpréter la bulle financière comme un phénomène purement autonome qui éclate soudain par suite d'une "crise de confiance", il convient d'analyser la bulle comme le résultat d'une politique monétaire éminemment cyclique. Ce ne sont pas les marchés financiers qui sont instables et "court-termistes", ce sont les autorités monétaires qui introduisent l'instabilité sur les marchés financiers et qui prétendent ensuite les sauver par leurs interventions ! Mais, dira-t-on, si les acteurs des marchés financiers étaient véritablement rationnels, ils auraient dû se rendre compte de l'instabilité de la politique monétaire et être plus prudents. En fait, il serait plus correct de dire qu'ils ont agi rationnellement à partir d'informations incorrectes, d'autant plus incorrectes d'ailleurs, que les décisions des autorités monétaires sont particulièrement imprévisibles. Mais ils ont aussi été d'autant plus tentés de réaliser des placements trop risqués que les autorités monétaires ont suscité l'idée, au fil du temps, que leur rôle consistait précisément à évacuer largement les risques en partant à la rescousse des établissements menacés, si d'aventure leurs prises de risque excessives les conduisaient au bord de la faillite. Et c'est exactement en ce sens qu'il convient d'interpréter les interventions récentes des banques centrales. Celles-ci renforcent la conviction que les risques sont atténués, incitant à des comportements imprudents, en attendant la prochaine crise... Les hommes politiques sont tentés de penser qu'une meilleure coordination des interventions des banques centrales serait souhaitable. Mais tel n'est pas le problème essentiel. Ce qui serait nécessaire serait une profonde modification des systèmes monétaires mettant fin à la tentation des autorités monétaires de pratiquer des politiques monétaires discrétionnaires. » (*Le Figaro*, 29/08/2007)

Le message sous-jacent est que les banques centrales – représentant l'État – devraient s'abstenir de prendre ce type de décisions afin de ne pas compromettre la stabilité des marchés.

[20] « Toutes ces dérives, que le président de la République a dénoncées à juste titre, toutes ces crises, ces soubresauts boursiers et même simplement la perspective d'un ralentissement économique ont **naturellement** entraîné le retour de la **logorrhée anticapitaliste** et de la **rhétorique antilibérale. Facile. Logique. Prévisible** surtout. Si la Société Générale peut voir son profit annuel effacé en quelques heures, c'est **évidemment** parce que le système est vicié. Si 3 millions d'Américains sont victimes des subprimes et se retrouvent à la rue, c'est **forcément** à cause de cette “course au profit”. Et si les Français s'estiment en panne de pouvoir d'achat, c'est parce que la France a commencé à renouer avec le libéralisme. Ces poncifs visant à saper l'économie libérale de marché sont hélas sans surprise dans un pays comme la France où l'on attend toujours tout de l'État, où “la création de richesse” est une sorte de tabou national et où les relents marxistes ont la vie dure. » (*Le Figaro*, 29/01/2008)

[21] « Tuttavia è un errore pensare che l'innovazione finanziaria degli ultimi dieci anni sia tutta da gettare. Essa ha permesso alle banche di distribuire il rischio nel mercato e ciò ha ridotto i costi dei prestiti. Ha consentito a famiglie e imprese prima escluse di aver accesso al credito e così poter finanziare investimenti, abitazioni, anche l'istruzione dei figli. Vietare alle banche di vendere una parte dei loro prestiti significherebbe tornare a un mercato in cui i prestiti vengono concessi solo a chi possiede beni da offrire in garanzia. Le banche tradizionali non finanziano immigrati che vogliono acquistare una casa né giovani imprenditori con una buona idea. Senza la nuova finanza difficilmente si sarebbero sviluppate le tecnologie informatiche che hanno trasformato il mondo. Nel nostro Paese **questa crisi ha offerto ai critici del mercato un'occasione ghiotta**. Quale migliore esempio per mostrare che i mercati non funzionano, che **la finanza è un diavolo** dal quale le autorità dovrebbero difenderci, per chiedere che i governi proteggano le nostre grandi banche dal mercato che le spinge al profitto? Prima di cedere a queste **sirene suadenti** occorre porsi qualche domanda. » (*Il Corriere della Sera*, 26/11/2007)

En [20], le journaliste du *Figaro* s'exalte dans une sublime défense de l'économie néolibérale, mais son discours n'est qu'un concentré de rhétorique dissimulant le vide d'arguments. L'objectif est de dévaloriser la critique néolibérale en la présentant comme une historiette déjà dite et redite, comme une rumeur à laquelle personne ne devrait plus prêter attention car, comme toute rumeur, elle se propage sans aucun fondement. Le recours aux substantifs *logorrhée* et *rhétorique* est éloquent ainsi que les adjectifs *facile*, *logique*, *prévisible* et les adverbes *naturellement*, *évidemment* et *forcément* qui semblent vouloir souligner la monotonie d'une critique démodée qui ne fait que ressortir ses arguments poussiéreux, expression d'une vision archaïque de la réalité économique. Cette dévalorisation se retrouve également en [21] et s'exprime à travers une rhétorique permettant de faire valoir que la crise financière n'est qu'un prétexte auquel les

opposants à l'économie de marché recourent afin de discréditer la finance (« nel nostro Paese questa crisi ha offerto ai critici del mercato un'occasione ghiotta »^[293]) et de critiquer l'« intrusion » de l'État dans le domaine financier (« quale migliore esempio per mostrare che i mercati non funzionano, che la finanza è un diavolo dal quale le autorità dovrebbero difenderci, per chiedere che i governi proteggano le nostre grandi banche dal mercato che le spinge al profitto? »^[294]). La dévalorisation de la critique néolibérale est également marquée par la valorisation de la « nouvelle finance » qui a permis de distribuer le risque et de faire baisser le coût des crédits (« essa ha permesso alle banche di distribuire il rischio nel mercato e ciò ha ridotto i costi dei prestiti »^[295]) et sans laquelle les immigrés et les jeunes n'auraient pas pu se voir accorder des crédits (« le banche tradizionali non finanziano immigrati che vogliono acquistare una casa né giovani imprenditori con una buona idea »^[296]). L'énoncé se termine avec un avertissement invitant le lecteur à se poser des questions et à ne pas se laisser envoûter par les appels suaves des sirènes (« prima di cedere a queste sirene suadenti occorre porsi qualche domanda »^[297]).

- Recours au fatalisme par lequel on essaie de faire passer la crise comme un événement imprévisible et fortuit afin de faire accepter l'inacceptable.

[22] « Pour la Société Générale, c'est la **faute à la fatalité**. “La crise est la conséquence d'un mouvement de désintermédiation, qui a démarré il y a cinq ans”, explique Jean-Pierre Mustier. » (*Libération*, 03/10/2007)

En [22], le message sous-jacent est qu'il n'y a pas de coupables ou d'actions immorales, mais simplement un ensemble de hasards qui ont enclenché la crise.

[23] « Qu'un peu de confiance revienne, et les vannes du crédit s'ouvriront à nouveau à des conditions encore très favorables. Si toutefois le secteur du capital-investissement ne connaît pas à court terme **d'accident majeur**. » (*Le Figaro*, 30/07/2007)

^[293] Traduc. : « Dans notre pays, cette crise a offert à ceux qui critiquent le marché, une occasion appétissante ».

^[294] Traduc. : « Quel meilleur exemple de montrer que les marchés ne fonctionnent pas, que la finance est un diable dont les autorités devraient nous défendre, de demander que les gouvernements protègent nos grandes banques du marché qui les pousse à la recherche du profit ? »

^[295] Traduc. : « Elle a permis aux banques de distribuer le risque dans le marché et ceci a réduit les coûts des crédits ».

^[296] Traduc. : « Les banques traditionnelles ne financent ni les immigrés qui veulent acheter une maison, ni les jeunes entrepreneurs ayant une bonne idée ».

^[297] Traduc. : « Avant de céder à ces suaves sirènes il faut se poser quelques questions ».

- [24] « L'origine è negli Stati Uniti, il primo scossone si registra in Europa. A Parigi la Bnp è costretta a congelare i rimborsi su alcuni fondi d'investimento perché il loro patrimonio investito in mutui subprime americani si è volatilizzato. Un **incidente** di cui la Bce intuisce la pericolosità: anziché chiudere per ferie l'istituto di Francoforte passa il Ferragosto 2007 a inondare i mercati di liquidità. » (*La Repubblica*, 14/08/2009)
- [25] « Ce matin, elle et ses collègues vont reprendre le travail l'œil rivé sur les cours de la Bourse. L'optimisme est certes revenu en fin de semaine dernière permettant à Wall Street d'effacer ses pertes des jours précédents, mais désormais, on vit au jour le jour et personne ne se sent à l'abri d'une nouvelle **catastrophe**. » (*Le Figaro*, 22/09/2008)
- [26] « Unicredit non teme la **bufera** che scuote i mercati di mutui e derivati. E presenta alla comunità finanziaria il trimestre record della sua storia, chiuso a fine giugno con un utile netto di 1,82 miliardi di euro (+6,8%) dopo ricavi in crescita del 9,4% a 6,54 miliardi. » (*La Repubblica*, 04/08/2007)

Le syntagme *accident majeur* en [23] et le signe *incidente* en [24] peuvent être considérés comme des synonymes de *crise*, mais le fait de remplacer le mot *crise* par le mot *accident* permet d'une part, de ne pas nommer « l'innommable » et d'autre part, de décharger quiconque de toute responsabilité. En effet, un accident est un événement fortuit et imprévisible et, par conséquent, on ne peut imputer la responsabilité de celui-ci à personne. La même remarque peut être faite en [25] pour *catastrophe* et en [26] pour *bufera* (tempête), signes qui permettent de présenter la crise comme une calamité, comme un accident de grandes proportions.

- [27] « Le chef économiste du FMI s'inquiète enfin des conséquences financières de la crise. La forte hausse des endettements publics "débouche **inévitablement** sur une augmentation des impôts", dans la plupart des pays. » (*Le Figaro*, 19/08/2009)

En [27], l'adverbe *inévitablement* permet de souligner le manque de solutions alternatives à l'augmentation des impôts, suite à la hausse des endettements publics. Après donc avoir souligné l'impossibilité d'éviter les interventions des banques centrales, les nationalisations ou semi-nationalisations des banques privées en faillite, et après avoir échangé de l'argent contre des titres toxiques, le déficit d'État a « étrangement » augmenté. Il est donc nécessaire et surtout inévitable, deux ans après le début de la crise et l'introduction de mesures vigoureuses que les États ont mis en place pour l'enrayer, de combler les trous. Le but de cette technique de manipulation est celui d'éviter toute rébellion et d'éveiller un sentiment de résignation vis-à-vis d'une mesure présentée comme inévitable.

- Appel à la morale et à la vertu qui vise à engendrer un sentiment de résignation et d'acceptation et qui permet de contrôler les masses et leurs possibles réactions de mécontentement. Il s'agit d'une technique qui, au lieu de présenter les faits, les défaillances ou les erreurs qui ont amené au déclenchement de la crise, et de proposer de vraies solutions pour la combattre, emphatise la nécessité de l'affronter en se montrant compréhensifs, solidaires, courageux et responsables. Les solutions pour sortir de la crise sont présentées comme dépendantes de vertus telles que la patience, l'adaptabilité, la volonté et la persévérance.

[28] « Le président de la République a jugé “essentiel de garder notre **sang froid** et un **esprit de responsabilité**”. Selon lui, “les réformes doivent continuer (hôpital, lycée, université, recherche, formation professionnelle) parce qu'elles conditionnent **notre avenir et celui de nos enfants** (...) Au final, je vous propose le seul **chemin** qui vaille, celui **de l'effort**, celui de la **justice**, celui du **refus de la facilité**. Je vous propose de regarder vers l'**avenir**, pas vers le **passé**”. » (*Le Figaro*, 19/02/2009)

[29] « En Espagne, les jeux sont donc faits, la banque rafle la mise. Avec l'Irlande, l'Espagne a été la plus touchée par la crise financière. Entré bon dernier dans la tourmente, le pays sera le dernier aussi à en sortir. Néanmoins, son cas n'a strictement rien à voir avec celui de la Grèce. À Athènes, l'État n'existe pas, il est un puits sans fond : les Grecs ont fait de la fraude fiscale et de la corruption un sport national. **Les Espagnols, ces “Prussiens du Sud”, graves, opiniâtres, travailleurs, et aujourd'hui courageux dans l'adversité**, n'ont rien de commun avec les peuples des Balkans. » (*Le Figaro*, 24/02/2010)

En [28], le journaliste recourt à des pratiques discursives en mesure de stimuler chez le lecteur une certaine disposition morale à la présence d'esprit et à la maîtrise de soi lors des circonstances difficiles, ainsi qu'à l'effort, au sens de la justice, au refus de la facilité. Cette technique vise à faire accepter des réformes difficiles à proposer car contraignantes pour la société. Nous pouvons remarquer l'usage d'une rhétorique s'appuyant sur des valeurs socialement partagées, communes au groupe social. Il y a une recherche d'arguments reposant sur des motivations fortes (« notre avenir et surtout celui de nos enfants ») permettant d'éveiller chez le lecteur un *ethos*^[298] de groupe. On soulignera, également, l'opposition entre avenir et passé, comme si les réformes étaient l'expression d'une modernité souhaitable, s'opposant au conformisme de tous ceux qui les réfutent. Les mêmes arguments sont utilisés en [29], où le journaliste met en avant les qualités du peuple espagnol : un peuple de travailleurs

^[298] « Un ensemble objectivement systématique de dispositions à dimension éthique, de principes pratiques », in P. Bourdieu, op. cit., 2002, p. 133.

sérieux, tenaces et courageux. Le message : prenez exemple, gardez votre calme, n'agitez pas trop vos esprits et acceptez que « tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles »^[299].

[30] « “C'est une occasion unique en une génération d'agir avec **audace, de transformer l'adversité en opportunité** et de faire de cette crise un moyen de transformer notre économie pour l'adapter au XXI^e siècle”, estime Barack Obama, alors que le moral des Américains replonge. » (*Le Figaro*, 13/02/2009)

En [30], comme dans d'autres exemples identifiés dans notre « corpus », nous pouvons reconnaître l'idéologie sous-jacente au néolibéralisme, c'est-à-dire l'audace ; on a presque l'impression d'entendre Danton prononcer son discours^[300] pour motiver le peuple à prendre les armes contre l'armée austro-prussienne, qui marchait vers Paris en 1792. Nous pouvons également souligner l'appel à considérer la crise non comme un événement négatif, mais plutôt comme une opportunité de transformation et d'adaptation. Il reste à comprendre quels sont les besoins auxquels « notre » économie doit s'adapter.

[31] « Per noi c'è un problema in più: saremo il Paese con la più bassa crescita d'Europa. Un Pil fra lo 0,6 e lo 0,8% vale la metà di quello tedesco e un quarto di quello spagnolo. Continuiamo insomma a pagare ritardi strutturali: mancate liberalizzazioni, un mercato del lavoro flessibile solo per i giovani, pensioni ancora troppo generose per gli under 60. “La cosa davvero preoccupante è che il differenziale di crescita fra noi e gli altri grandi Paesi d'Europa è tornato a crescere”, ammetteva ieri una fonte del Tesoro. “Non ci sono soluzioni senza costi, ognuno deve pagare qualcosa”, sottolinea Montezemolo. “Non voglio parlare di lacrime e sangue” come avrebbe fatto Winston Churchill, “ma non si può pensare che ci siano soluzioni che non costino un prezzo e che il prezzo lo paghi qualcun altro”. È il momento di **assumersi** “ognuno le proprie responsabilità”. » (*La Stampa*, 29/02/2008)

Dans cet exemple – qui se présente comme une célébration du libéralisme – Luca Cordero di Montezemolo invite, ou pour mieux dire, incite les Italiens à être responsables et à accepter de payer le prix nécessaire afin de s'aligner sur le taux de croissance des autres pays européens. Ce prix à payer, comme l'affirme l'industriel, devra être une plus grande flexibilité pour tous les travailleurs et non pas seulement pour les jeunes – ce qui soutient la déréglementation du marché du travail avec toutes les contraintes que celle-ci comporte – et une baisse des retraites pour les moins de 60

^[299] F. Voltaire, *op. cit.*

^[300] « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace », Danton, discours à l'Assemblée législative, le 2 septembre, 1792.

ans – ce qui défend implicitement la réforme des retraites. Être responsables semble signifier ici accepter avec résignation – car c’est pour la bonne cause – qu’on nous impose des réformes limitant nos droits.

➤ Présentation des victimes comme responsables et vice-versa

[32] « “Nous sommes évidemment **coupables** d’avoir changé de voiture si souvent, mais nous n’avons jamais pensé que nous en arriverions là, explique Cindy. Pas un seul concessionnaire ne nous a jamais dit que c’était un problème. Personne n’a refusé de nous accorder un prêt”. Vu leurs modestes revenus, Cindy et son mari auraient pu choisir leurs voitures en fonction de leurs moyens. Mais le jeune couple a préféré s’endetter jusqu’au cou en acquérant trois SUV (Sport Utility Vehicle) hors de prix et gros consommateurs de carburant. » (*Le Figaro*, 31/01/2008)

En [32], le journaliste du *Figaro*, endossant son costume de moralisateur, critique l’attitude imprudente d’un couple aux revenus modestes ayant osé acheter un SUV. Son discours est rationnel et trouvera, sans doute, le consensus du lecteur ; cependant, il ne tient pas compte ni du contexte dans lequel cette imprudence, voire impudence a eu lieu, ni des prémisses qui ont pu la rendre possible. Il nous paraît donc important de rappeler que certaines conditions ont été mises en place afin de donner aux ménages, même aux plus modestes, l’impression de pouvoir se permettre des dépenses autrefois inimaginables. Il y a eu le développement d’un système économique bâti sur le recours au crédit « facile », surtout aux États-Unis, afin de faire face à la concurrence, d’augmenter les ventes, de voir la croissance tendre à la hausse. Il faudrait donc aussi prendre en considération les conséquences psychologiques et sociologiques de ce type de pratique, sans se limiter à présenter un discours hors contexte. Nous voulons, enfin, souligner la différence dans le traitement d’aptitudes analogues : en effet, si les risques sont pris par des agents financiers, l’audace est une vertu ; en revanche, s’il s’agit de « gens communs », celle-ci devient un vilain défaut.

[33] « Le decisioni della Bce hanno portato con sé un aumento della rata mensile del mutuo sulla casa – a tasso variabile – tra 50 e 200 euro. Risultato, molte famiglie non si possono più permettere di pagare, le rate insolute si accumulano e le famiglie diventano morose. A quel punto le banche pignorano la casa sulla quale insieme al mutuo è stata accesa un’ipoteca e l’immobile viene messo all’asta. È il mercato, bellezza, verrebbe da dire. D’altra parte quanto i tassi erano bassi – sembra un secolo fa – erano proprio i mutui a tasso variabile a sembrare più convenienti, con molte **famiglie che sceglievano questa opzione scommettendo sul permanere di un lungo periodo di tassi d’interesse moderati.** » (*La Stampa*, 24/08/2007)

Les mêmes remarques sont valables pour l'exemple [33], mais ici il nous paraît également intéressant de prêter attention au recours au verbe *scommettere* (parier) en se référant aux familles qui ont acheté leurs maisons avec un crédit à taux variable. Le verbe *scommettere* permet de mettre au même niveau, des ménages en quête d'une maison et de la sécurité que celle-ci peut garantir à une famille, et des agents financiers à la recherche de profits démesurés ; les familles sont donc aussi coupables que les agents.

- Recours à la comparaison avec d'autres modèles qui vise à fournir aux lecteurs une preuve de la légitimité des choix à faire ou qui ont été faits. Comparer le modèle français à d'autres permet, idéalement, de justifier les décisions prises puisqu'elles ont été empruntées à des modèles étrangers qui ont donné des résultats positifs.

[34] « **Les pays du Nord** restent une référence en matière de flexicurité, a-t-il expliqué. Ils ont ouvert la voie, **ils sont en avance**. » (*Le Monde*, 27/02/2008)

En [34], nous pouvons observer la volonté de faire accepter des mesures destinées à la déréglementation du travail sous prétexte que d'autres pays, et notamment les pays du nord de l'Europe, qui sont ceux qui résistent le mieux à la crise, y recourent. Il ne faut cependant pas oublier que les différences intrinsèques à des réalités nationales hétérogènes, rendraient difficile l'adaptation de ce modèle. En outre, il est important de rappeler que le journaliste se limite à célébrer la *flexicurité* des pays du Nord sans s'arrêter sur les carences qui lui sont propres.

- Proposition d'informations incertaines et hypothétiques permettant d'exhiber devant le lecteur une connaissance du futur.

[35] « Pour rétablir les comptes, Matignon veut à la fois mettre la pression sur les dépenses publiques en divisant par deux leur rythme de progression et accélérer les réformes porteuses de croissance. Bercy **estime d'ailleurs que celle votées depuis un an** – heures sup, modernisation de l'économie, etc. – **généreront 0,65 points de croissance en 2009**. » (*Le Figaro*, 15/07/2008)

[36] « Ces mesures, combinées à un accroissement des ressources du Fonds Monétaire International (FMI), **permettront une reprise de la croissance d'ici la fin de 2010**, espèrent les membres du G20 dans ce document. » (*Le Figaro*, 30/03/2009)

[37] « La paura attanaglia i consumatori, le società e i paesi di tutti i continenti e ormai non si parla più di recessione moderata nei paesi avanzati, ma di una grave depressione a livello mondiale. Si è insinuato un senso di scoraggiamento per contenere il quale niente si può fare. Che cosa sta succedendo? Erano forse sbagliate le misure adottate nelle scorse settimane per salvare il sistema finanziario? Per niente. **Fornire liquidità, ricapitalizzare le banche e uniformare le garanzie sui depositi bancari in tutti i paesi avanzati sono tutte misure corrette e necessarie.** Si tratta, tuttavia, soltanto di una prima “rata” delle misure che occorre prendere. » (*La Repubblica*, 11/11/2008)

Dans les énoncés [35], [36] et [37] – où les informations sont présentées comme avérées ; il suffit de souligner les deux temps verbaux utilisés : le futur et le présent – nous pouvons observer la volonté de persuader le lecteur que les décisions prises sont motivées ; en effet, dans les deux exemples, on prétend que les réformes votées généreront une augmentation de la croissance. Le but est celui de susciter un sentiment de tranquillité auprès des gens, afin d’obtenir leur consensus ou, du moins, d’éveiller chez eux un sentiment de confiance reposant sur l’idée que, malgré les contraintes dues aux réformes, celles-ci sont nécessaires et bénéfiques.

➤ Inversion des moyens et des fins qui vise à masquer, derrière un intérêt feint vis-à-vis des problèmes de société, les vraies motivations des actions entreprises.

[38] « Quoi qu’il en soit, **les suppressions de postes pour 2009 sont en nette hausse par rapport aux années précédentes.** [...] Gilles Carrez s’est montré plus enjoué : “**c’est une bonne nouvelle**, car c’est à cette condition que l’on parviendra à stabiliser la masse salariale de l’État”. » (*Le Figaro*, 10/07/2008)

[39] « Il governo torna ad annunciare un **grande piano di liberalizzazioni** per ridare slancio all’economia italiana. Il premier Silvio Berlusconi lo sta studiando con il ministro Giulio Tremonti. È **una buona notizia.** » (*Il Corriere della Sera*, 14/06/2010)

En [38], le licenciement est présenté comme un phénomène positif visant à « stabiliser la masse salariale de l’État », et exhibant l’engagement des dirigeants à résoudre les problèmes qui affectent la société. Dans ce discours, il y a une logique destinée à persuader le lecteur/contribuable qu’il est nécessaire d’« éliminer » les fonctionnaires en « surnombre » car ils coûtent trop cher à la collectivité qui doit payer leurs salaires à travers les impôts. En [39], c’est un « plan de libéralisation » qui est présenté de manière positive car il servira à relancer l’économie.

- Naturalisation du réel qui consiste à présenter des événements graves – déclenchés par la confiance démesurée des acteurs économiques et financiers envers le système en vigueur – comme des événements tout à fait naturels.

[40] « C'est oublier que la “crise”, si l'on veut la nommer ainsi, est à l'économie ce que la respiration est au coureur de fond. Certains parlent plutôt d'ajustement ou d'autorégulation. D'autres évoquent plus vertement le phénomène de “destruction créatrice” si bien mis en valeur par Schumpeter. Mais il est sain que dans une économie qui pousse la croissance aux limites du soutenable, il y ait régulièrement des périodes de rééquilibrage. Et il est normal que dans un système qui privilégie le risque à la rente, l'échec survienne, surtout lorsque les cycles s'inversent » (*Le Figaro*, 29/01/2008).

En [40], plusieurs éléments doivent être analysés ; tout d'abord, la mise en discussion de l'existence de la crise à travers le contenu de l'incise « si l'on veut la nommer ainsi ». Ensuite, l'analogie entre la crise, intrinsèque à l'économie et la respiration, naturelle pour le coureur de fond. Cette analogie permet de présenter la crise comme un événement tout à fait ordinaire. La terminologie employée laisse transparaître, une fois de plus, des idées propres au néolibéralisme ; en effet, le journaliste présente, à travers le recours à certaines alternatives au signe *crise* (*ajustement, autorégulation, destruction créatrice*), l'idée du laisser-faire^[301]. Il est, enfin, intéressant de prêter attention à la manière dont le journaliste soutient une idéologie d'après laquelle la crise est présentée en tant que condition naturelle et indispensable pour l'« assainissement » d'une « économie qui pousse la croissance aux limites du soutenable ». Il n'y a pas, en revanche, de mise en avant d'arguments permettant d'imaginer un modèle destiné à éviter que le dépassement de certaines limites puisse déclencher une crise d'une telle ampleur.

[41] « Peraltro, se dalla gestione quotidiana della crisi alziamo lo sguardo alle sue cause più profonde, è del tutto legittimo sperare che, se pure in forma violenta e disordinata, l'economia abbia avviato il **grande riequilibrio che era auspicato da decenni.** » (*La Stampa*, 09/12/2008)

^[301] « Expression due à Vincent de Gournay (1712-1759) caractérisant le libéralisme économique : “Laisser faire les hommes et laissez passer les marchandises”, in A. Silem (éd), *op. cit.*, p. 503.

[42] « Il capitalismo è invece un modo di produzione che procede alternando fasi di prosperità, in cui gli squilibri si formano e si aggravano, e fasi di crisi, in cui gli squilibri si attenuano e si correggono, preparando le condizioni per una nuova fase di prosperità. Vista da questa prospettiva, la **crisi non è semplicemente un male più o meno evitabile ma è il momento necessario e insostituibile** della “distruzione creatrice”, quella fase cioè in cui il sistema si autocorregge eliminando le inefficienze, tagliando i rami secchi, rinnovando le tecnologie, aprendosi a nuovi soggetti, ricchi di idee e voglia di metterle alla prova. Lo sottolineava a modo suo Montezemolo in un'intervista di qualche settimana fa, quando faceva notare che le fasi di prosperità del capitalismo sono anche fasi di “degenerazione”, mentre quelle di **crisi** sono di “**rigenerazione**”. Può sembrare paradossale, ma da questo punto di vista **la crisi è (anche) un bene**: non solo produce una riallocazione più efficiente delle risorse economiche, ma **riduce molti degli squilibri sociali** che abbiamo accumulato negli anni precedenti. » (*La Stampa*, 10/11/2008)

En [41] et [42], la terminologie change mais le résultat est le même ; en effet ici, au lieu de parler d'*ajustement* ou d'*autorégularisation*, les journalistes emploient les termes *rééquilibre* (riequilibrio) et *régénération* (rigenerazione). La crise est donc présentée ici comme une solution – « il grande riequilibrio che era auspicato da decenni »^[302] en [41] et « la crisi non è semplicemente un male più o meno evitabile ma è il momento necessario e insostituibile della “distruzione creatrice” »^[303] en [42] – aux déséquilibres accumulés, et non pas comme un problème.

^[302] Traduc. : « Le grand rééquilibre qui était souhaitable depuis des décennies ».

^[303] Traduc. : « La crise n'est pas tout simplement un mal plus ou moins inévitable, mais c'est le moment nécessaire et irremplaçable de la “destruction créatrice” ».

VII. ANALYSE DE LA PERCEPTION DU DISCOURS *ÉCONOMIQUEMENT CORRECT*

« C'est à travers les effets réellement produits que l'on voit si les discours visés s'avèrent effectivement manipulateurs » (P. Charaudeau)

Un travail de recherche portant sur l'analyse de discours se doit, à notre avis, d'évaluer l'effet perlocutoire du discours considéré ; en d'autres termes, il nous paraît important de vérifier de quelle manière un discours agit sur le récepteur, sur ses pensées, ses sentiments et sur sa perception de la réalité. Notre façon de considérer l'analyse de discours n'est donc pas simplement descriptive, mais également démonstrative. Si nous partons du principe qu'une thèse prévoit une hypothèse de recherche, il est alors, à notre avis, essentiel que cette hypothèse puisse être confirmée ou infirmée. Compte tenu de ces considérations, il nous a paru essentiel – d'une part, par un souci de cohérence et, d'autre part, par une forte curiosité – d'évaluer, non sans une pointe d'appréhension, la pertinence de notre hypothèse de recherche. Il existe sans doute différentes approches de recherche et différentes manières de vérifier la pertinence d'une hypothèse ; dans notre cas, nous ne pouvons que procéder par une enquête portant sur l'analyse de la perception du discours *économiquement correct*. Pour ce faire, nous avons essayé de donner une réponse aux questions suivantes : le discours *économiquement correct* est-il véritablement en mesure d'orienter le lecteur vers un système de pensée façonné à l'image de l'idéologie néolibérale? Le recours aux SPE dans la presse analysée comporte-t-il réellement une altération de la perception de la réalité économique via une neutralisation, voire une positivisation de certains problèmes majeurs ? Afin de répondre à ces questions, nous avons recueilli des informations authentiques en soumettant un questionnaire à un échantillon de 120 locuteurs francophones. Le choix de réaliser une enquête s'explique par la volonté d'inscrire notre recherche non seulement dans le cadre d'une analyse heuristique, mais également dans celui d'une analyse descriptive. Notre objectif étant celui de rendre compte d'un éventuel déclenchement de schémas interprétatifs analogues auprès d'un échantillon de lecteurs, nous avons privilégié le questionnaire. Cet outil permet, en effet, de

décrire de manière efficace « les schèmes de perception durablement incorporés, les dispositions »^[304].

Suite à ces considérations, dans ce chapitre, nous analyserons les données récoltées à travers la soumission de notre questionnaire d'enquête ; pour ce faire, au cours d'une première partie, nous exposerons notre méthodologie de recherche et au cours d'une deuxième partie, nous procéderons à l'étude des résultats de notre enquête et à la présentation de nos observations.

7.1. MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Cette partie sera consacrée à la description de notre méthodologie de recherche et plus précisément à la présentation de l'activité d'élaboration de notre questionnaire d'enquête. Dans un premier paragraphe, nous présenterons notre questionnaire en mettant en exergue la manière dont il a été conçu. Le deuxième paragraphe sera dédié à la description des modalités de sélection de l'échantillon. Enfin, dans le troisième paragraphe, nous exposerons la démarche adoptée dans l'analyse des données récoltées.

7.1.1. La présentation du questionnaire d'enquête

Notre questionnaire comprend deux parties : la première partie porte sur le repérage des déterminants sociaux – âge, sexe et niveau scolaire/position sociale – et la deuxième sur le véritable objet de recherche.

Le repérage des déterminants sociaux, composant la première partie de notre questionnaire, est une activité importante permettant d'avancer des hypothèses autour de l'influence des facteurs sociaux dans le comportement interprétatif des interrogés. Cependant, nous préférons le préciser, notre approche n'est pas celle de l'analyse explicative, mais descriptive et, par conséquent, l'usage de ces indicateurs sera uniquement descriptif.

La deuxième partie de notre questionnaire, portant sur le véritable objet de l'enquête, prévoit cinq questions dont les quatre premières visent à examiner la première problématique abordée dans cette section – à savoir que le discours *économiquement correct* oriente le lecteur vers un système de pensée façonné à l'image de l'idéologie néolibérale – et la cinquième à éclaircir notre deuxième problématique – à savoir que le recours aux SPE altère la perception de la réalité économique en déclenchant chez le lecteur un processus de neutralisation ou de positivisation de sujets « tabous ». Nous avons opté pour le choix de questions fermées car,

^[304] F. De Singly, *L'enquête et ses méthodes. Le questionnaire*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 17.

comme le dit pertinemment François de Singly, « si l'enquête a pour fonction de tester une hypothèse, il vaut mieux retenir une liste fermée où figurent en bonne place les qualités opposées »^[305]. Malgré ce choix, pour les questions 1 et 2, nous avons prévu une modalité « autres (préciser) » afin de laisser la possibilité aux interrogés d'exprimer leur opinion tout comme ils auraient pu le faire en répondant à une question ouverte. Les autres questions, en revanche, ne se prêtaient pas à ce type de construction de réponse.

Cette précision faite, il est important de justifier le choix des questions composant le questionnaire et de préciser le rôle que nous avons souhaité leur accorder dans le cadre de notre analyse.

Le rôle des deux premières questions est celui de nous permettre de vérifier si la tendance du lecteur est celle d'écartier la réponse la moins récurrente dans la presse considérée (la réponse b pour la question 1 et la réponse c pour la question 2).

La question 3 a été proposée dans l'objectif de déterminer le degré d'adhésion à la doctrine néolibérale, révélé par les interviewés, et la question 4 a été proposée afin de vérifier si ces derniers affichent la conviction de l'absence d'alternatives au néolibéralisme. Pour ces deux questions, nous avons prévu une option « sans opinion » ; cela afin de « lutter contre l'effet d'imposition d'une problématique [...], de respecter le principe des questions qui ont du sens pour les individus interrogés [en remettant en cause] le présupposé que les individus ont une opinion sur tout »^[306]. Enfin, pour les questions de 1 à 4, nous avons autorisé le choix de plusieurs réponses pour faire en sorte que « les personnes sentent moins la pression, imaginaire, de chercher la bonne solution : dès qu'une question a plusieurs solutions, elle ressemble moins à un problème scolaire »^[307].

La cinquième et dernière question composant notre questionnaire inclut quinze sous-questions, chacune présentant un SPE en contexte (la source n'étant pas signalée afin d'éviter d'influencer les interviewés). Le choix des quinze SPE correspondant aux quinze sous-questions a été effectué de manière subjective en prenant essentiellement en compte les problèmes à portée sociale tels que le licenciement, la précarisation du travail et la rigueur, mais nous avons également proposé un certain nombre de SPE liés à la problématique de la déréglementation. Le nombre de SPE a été limité à 15 par crainte qu'un nombre plus élevé d'éléments à juger n'entraîne une diminution de l'attention des personnes interviewées et ne compromette ainsi leurs réponses et la validité des résultats.

^[305] F. De Singly, *op.cit.*, p. 67.

^[306] *Ibid.*, pp. 68-69.

^[307] *Ibid.*, p. 71.

Observons ci-dessous notre questionnaire d'enquête :

Cette enquête est menée dans le cadre d'un travail universitaire et les informations acquises seront utilisées uniquement dans une visée documentaire. On vous rappelle que les données personnelles concernant l'âge et la profession seraient très utiles à notre étude afin de rédiger des statistiques, mais bien évidemment, vous pouvez choisir de ne pas les indiquer. Nous vous informons également que vous pouvez choisir plusieurs réponses à une même question.

Merci pour votre collaboration.

Âge : -25 entre 25 et 34 entre 35 et 44 entre 35 et 44 entre 45 et 55
+55

Profession :ou bien : étudiant/e : discipline.....année.....

retraité/e chercheur d'emploi

Sexe : femme homme

Niveau scolaire : -BAC BAC +BAC

Lecteur/lectrice de : Le Monde Le Figaro Libération

Lecteur/lectrice des pages économiques du quotidien indiqué ci-dessus : oui non

1) Quelle a été, à votre avis, la cause de la crise financière connue sous le nom de crise des « subprimes » ?

A. Politique monétaire des banques centrales (hausse des taux directeurs de la part de la Fed qui a entraîné la hausse des taux d'intérêts des emprunteurs subprimes)

B. Finance libéralisée

C. Agence de notation

E. Autres (préciser)

2) Quelle est, à votre avis, la solution la plus efficace pour que l'Europe puisse sortir de la crise actuelle ?

A. Finances publiques saines (équilibre budgétaire, réduction de la dette publique)

B. Favoriser les réformes libérales

C. Abandonner l'économie de marché

D. Autres (préciser)

3) Croyez-vous qu'un modèle économique remplaçant le modèle libéral serait souhaitable ?

OUI

NON

sans opinion

4) Croyez-vous qu'un modèle économique remplaçant le modèle libéral serait possible ?

OUI NON sans opinion

5) Indiquez de quelle manière vous ressentez les mots ou les expressions soulignées
 A si vous les ressentez comme positifs, B si vous les ressentez comme négatifs
ou C si vous les ressentez comme neutres.

1. « Le dégraissage de l'État par la réforme des politiques, atteste que l'hyperprésident n'a pas abandonné l'hypperréforme. »
 A positif B négatif C neutre
2. « Pour parvenir à ce miracle, le ministère a optimisé la gestion du personnel, jusqu'ici trop dispendieuse. »
 A positif B négatif C neutre
3. « Ce constat a poussé la plupart des pays membres à se lancer dans une politique de dynamisation de leur force de travail. »
 A positif B négatif C neutre
4. « Il est difficile de tirer un profit direct de la crise pour le moment, dès lors qu'on n'a pas de visibilité sur la date et l'ampleur d'un éventuel rebond. En revanche, le climat dépressif généralisé peut également favoriser des ajustements, notamment d'effectifs et autres restructurations, y compris dans des entreprises saines, voire profitables. »
 A positif B négatif C neutre
5. « Dans le cadre de la stratégie européenne, les États ont été encouragés à prendre des mesures améliorant l'emploi et la flexibilité. »
 A positif B négatif C neutre
6. « Une simplification qui devrait faciliter l'accès de la place de Paris aux investisseurs étrangers. Notre objectif est de "rendre vos activités aussi bienvenues ici à Paris qu'elles le sont à Londres et sur d'autres places", a déclaré la ministre aux investisseurs venus du Golfe. »
 A positif B négatif C neutre
7. « Il vise à renforcer l'efficacité des réseaux commerciaux, alléger le poids des fonctions administratives et optimiser le schéma immobilier de LCL en Ile de France. »
 A positif B négatif C neutre
8. « Il s'agit de scinder les fonds en deux nouveaux produits : l'un provenant des actifs toujours liquides et qui continue à fonctionner normalement, l'autre constitué d'actifs illiquides dont le portefeuille sera vendu au fur et à mesure des opportunités. »
 A positif B négatif C neutre

9. « Syndicats et patronat ont achevé la négociation sur la **modernisation du marché du travail**. »
 A positif B négatif C neutre
10. « Dans ces conditions, Bruxelles recommande à Paris de renforcer considérablement son rythme de **consolidation budgétaire** et de réduction de la dette “qui a ralenti en 2007” pour se ménager “une marge de sécurité suffisante afin d’éviter un dépassement du seuil de 3 % du déficit” le ratio fixé par Maastricht qui nous menace en cas de ralentissement brutal. »
 A positif B négatif C neutre
11. « Dans un pays où les salaires et retraites des fonctionnaires représentent 43% des dépenses de l’État, la réduction des effectifs demeure la pierre angulaire de la **maîtrise des dépenses publiques**. »
 A positif B négatif C neutre
12. « D'autres évoquent plus vertement le phénomène de “destruction créatrice” si bien mis en valeur par Schumpeter. Mais il est sain que dans une économie qui pousse la croissance aux limites du soutenable, il y ait régulièrement des périodes de **rééquilibrage**. »
 A positif B négatif C neutre
13. « “Nous devons nous interroger sur le rôle exact que doivent jouer ces agences dans la cartographie des risques”, a précisé le président français Nicolas Sarkozy. Dans la crise actuelle, leur position est plus fragile car elles ont aussi un rôle de conseil auprès des banques dans la création des **véhicules hybrides**. »
 A positif B négatif C neutre
14. « Le **pacte de stabilité et de croissance** doit être respecté “dans son intégralité”, a toutefois répondu le Premier ministre luxembourgeois et président de l'eurogroupe Jean-Claude Juncker, lors de la conférence de presse. »
 A positif B négatif C neutre
15. « Contrairement à une sicav monétaire classique, dont l'actif ne peut pas intégrer plus de 10% d'actifs risqués, les **fonds de trésorerie dynamique** appartiennent à la catégorie des fonds diversifiés. "A ce titre, ils peuvent comporter jusqu'à 100% d'actifs risqués", explique François Collet. »
 A positif B négatif C neutre

7.1.2. L'échantillon

Portant notre analyse sur les pages économiques de la presse générale, notre échantillon se composera d'individus choisis sur la base des quatre paramètres indiqués ci-dessous :

- Lecteurs francophones
- Lecteurs d'au moins un quotidien parmi *Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération*
- Lecteurs des pages économiques d'au moins un des quotidiens considérés
- Lecteurs diplômés (baccalauréat ou diplôme universitaire)

Afin de bâtir un échantillon représentatif et surtout exploitable en terme de nombre, et considérant la difficulté à cibler les interrogés répondant potentiellement aux quatre critères définis ci-dessous, nous avons décidé d'interroger uniquement les étudiants universitaires. Nous avons ainsi constitué, dans un premier temps, un échantillon large composé de 500 étudiants ; dans un deuxième temps, nous avons écarté ceux qui ne répondaient pas aux critères établis au préalable. Une fois cette sélection effectuée, l'échantillon à notre disposition était de 120 interrogés, 64 hommes et 56 femmes.

Il est important de souligner l'homogénéité de l'échantillon final ; celui-ci, en effet, se compose essentiellement d'étudiants en sciences économiques et en droit. Cette homogénéité, cependant, n'a pas été recherchée ; au contraire, nous avons soumis le questionnaire à un public différencié regroupant des étudiants ayant un parcours universitaire différent – à savoir lettres modernes, langues, philosophie, psychologie, sociologie, droit et économie. Nous avons également mené notre enquête dans quatre villes différentes (Aix-en Provence, Marseille, Avignon et Paris) afin de différencier ultérieurement notre échantillon. Malgré ces précautions, comme nous l'avions supposé avant l'enquête, la majorité du public interrogé écarte de sa lecture les pages économiques et n'a pas donc pu être pris en considération dans le cadre de notre analyse.

Cet aléa, cependant, ne doit pas, à notre avis, être considéré comme un obstacle à notre analyse ; au contraire, cette donnée confirme – même si c'est partiellement, car nous avons choisi un échantillon ciblé – l'« élitisation » du lectorat et le manque d'intérêt que le lecteur de presse porte à l'économie.

7.1.3. La méthode d'analyse

Afin d'élaborer une méthode d'analyse nous permettant d'exploiter au mieux les réponses des interrogés, nous avons assigné aux questions proposées dans notre questionnaire des indices, c'est-à-dire des « variables synthétiques »^[308]. Nous avons ainsi construit quatre indices : un indice de conformisme aux idées diffusées par la presse (pour les questions 1 et 2), un indice d'adhésion au modèle néolibéral (pour la question 3), un indice d'orientation vers un seul et unique modèle économique possible (pour la question 4) et, enfin, un indice d'efficacité du recours aux SPE (pour la question 5). Après avoir construit ces indices, nous avons présenté nos données à l'aide de trois modèles de tableaux – représentés ci-dessous – nous permettant d'avoir un aperçu synthétique et efficace des réponses données par les interrogés.

Indice 1 : Conformisme aux idées diffusées par la presse

Afin d'évaluer les réponses correspondant aux questions 1 et 2, nous avons, tout d'abord, écarté les sujets affichant un triple choix ; cela dans l'objectif de réduire l'ambiguïté issue de ce type de réponse. Nous avons, ensuite, élaboré le tableau suivant :

	FEMMES	HOMMES	TOTAL	%
	-25 ans	-25 ans		
	+ bac	+ bac		
1A				
1B				
1C				
1D				
	FEMMES	HOMMES		
	-25 ans	-25 ans		
	+ bac	+ bac		
2A				
2B				
2C				
2D				

^[308] F. De Singly, *op.cit*, p. 86.

Le tableau ci-dessus – juxtaposition de deux sous-tableaux autonomes correspondant aux deux questions complémentaires, mais distinctes, composant ce premier indice – présente trois variables indépendantes^[309] (sexe, niveau scolaire et âge) indiquées respectivement dans la 2^{ème} et la 3^{ème} colonne, ainsi que quatre variables dépendantes^[310] – se référant aux réponses proposées dans notre questionnaire – indiquées dans la 1^{ère} colonne à gauche et inscrites par les chiffres « 1 » (correspondant à la première question) et « 2 » (correspondant à la deuxième question) + la lettre correspondant à la réponse choisie (a, b, c ou d). La 4^{ème} et la 5^{ème} colonne indiquent respectivement le total des réponses données par les sujets interviewés et le pourcentage de celles-ci.

Indice 2 et 3 : Adhésion au modèle néolibéral et orientation vers un seul et unique modèle économique possible

Afin d'évaluer les réponses correspondant aux questions 3 et 4, nous avons élaboré le tableau suivant :

	FEMMES	HOMMES	TOTAL	%
	-25 ans	-25 ans		
	+ bac	+ bac		
Non				
Oui				
Sans opinion				

Le tableau ci-dessus présente trois variables indépendantes (sexe, niveau scolaire et âge) indiquées respectivement dans la 2^{ème} et la 3^{ème} colonne, ainsi que trois variables dépendantes – se référant aux réponses proposées dans notre questionnaire – indiquées dans la 1^{ère} colonne à gauche. La 4^{ème} et la 5^{ème} colonne indiquent respectivement le total des réponses données par les sujets interviewés et le pourcentage de celles-ci.

^[309] À savoir, les variables « qui [représentent], hypothétiquement, un facteur influent sur l'activité ou l'opinion considérée. », in F. De Singly, *op. cit.*, p. 92.

^[310] À savoir, les variables qui sont censées subir l'action des variables indépendantes.

Indice 4 : Efficacité des SPE

Afin de pouvoir traiter les données relatives à la 5^{ème} question, nous avons élaboré le tableau suivant :

		FEMMES			HOMMES			TOTAL			%		
		-25 ans			- 25 ans								
		+bac			+bac								
SPE		P	N	Nt	P	N	Nt	P	N	Nt	P	N	Nt
1	Dégraissage												
2	Optimisé la gestion du personnel												
3	Dynamisation de leur force de travail												
4	Ajustements												
5	Flexibilité												
6	Simplification												
7	Alléger le poids des fonctions administratives												
8	Actifs illiquides												
9	Modernisation du marché du travail												
10	Consolidation budgétaire												
11	Maîtrise des dépenses publiques												
12	Rééquilibrage												
13	Véhicules hybrides												
14	Pacte de stabilité et de croissance												
15	Fonds de trésorerie dynamique												

Le tableau ci-dessus présente la liste des SPE – numérotés de 1 à 15 suivant l’ordre proposé dans le questionnaire – indiquée dans la colonne de gauche. Les colonnes du milieu et de droite présentent, à leur tour, trois variables indépendantes (sexe, niveau scolaire et âge) indiquées horizontalement ainsi que trois variables dépendantes – correspondant aux réponses proposées pour chaque sous-question et inscrites par P (positif) N (négatif) et Nt (neutre) – indiquées verticalement. La 4^{ème} et la 5^{ème} colonne indiquent respectivement le total des réponses données par les sujets interviewés et le pourcentage de celles-ci.

7.2. ANALYSE DES DONNÉES RÉCOLTÉES

Après avoir exposé notre démarche méthodologique, nous présenterons ici les résultats de l’enquête sous forme de tableau et par indice (cf. 7.1.3.). Chaque indice sera traité de manière isolée.

Indice 1 : Conformisme aux idées propagées par la presse

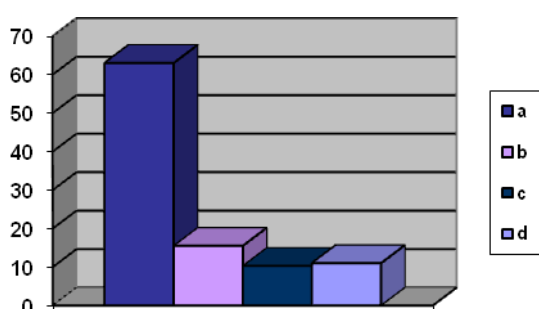
Tableau 1

	FEMMES	HOMMES	TOTAL	%
	-25 ans	-25 ans		
	+ bac	+ bac		
1A	43	37	80	63%
1B	7	13	20	15,7%
1C	6	7	13	10,3%
1D	3	11	14	11%
	FEMMES	HOMMES		
	-25 ans	-25 ans		
	+ bac	+ bac		
2A	41	31	72	58%
2B	12	17	29	23,4%
2C	3	6	9	7,3%
2D	2	12	14	11,3%

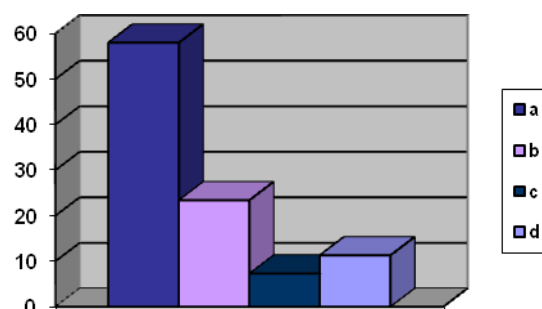
Les données répertoriées dans le tableau nous permettent de relever une tendance plutôt homogène ; en effet, pour les deux questions considérées, la majorité des interviewés a choisi les réponses 1.A (63%) et 2.C (58%), correspondant aux arguments les plus répandus dans la presse de la période considérée. Le choix d’avoir prévu une modalité « autre (préciser) » s’est avéré important car nous avons pu constater qu’un nombre relativement important d’interrogés – notamment hommes – y a fait recours. Le choix de privilégier cette réponse ne doit pas, d’après nous, être perçu comme un obstacle à notre analyse, mais plutôt comme un atout nous permettant d’avoir accès à des informations utiles. En effet, à travers les renseignements complémentaires à ce choix, nous avons relevé une prédisposition à fournir des réponses^[311] partageant les idées soutenues par la presse et marquées par une empreinte vraisemblablement néolibérale ; ce qui nous a offert une indication supplémentaire quant à l’influence de la presse et de *l’économiquement correct* dans la diffusion de cette idéologie. Cependant, le manque d’homogénéité caractérisant les réponses obtenues et leur carence en nombre, ne nous permet pas d’aller plus loin dans notre réflexion. En vue des informations récoltées, nous pouvons observer, pour le public considéré, un niveau élevé de conformisme aux idées propagées par la presse.

Afin de donner une image visuelle des résultats obtenus, nous pouvons observer les graphiques 1 – se référant à la première question – et 2 – se référant à la deuxième question – où nous avons indiqué le pourcentage des réponses fournies par les interviewés.

Graphique 1



Graphique 2



^[311] *Renseignements question 1 E* : « action conjointe de la politique gouvernementale et de la politique de la Banque Centrale sans garde-feu qui pour doper le nombre de propriétaires de maisons ont prêté de l’argent, trop, à des personnes fragiles financièrement parlant » ; « Politique gouvernementale + Banque Centrale sans sécurité → dopage d’emprunt immobilier → impossibilité de remboursement → crise ». *Renseignements question 2 D* : « Il faut annuler la dette » ; « Liberté bancaire » ; « Solution non nécessaire, le cycle économique du capitalisme impose des crises » ; « Encourager l’investissement, soutien de l’industrie, réorientation de la main d’œuvre sur les secteurs de croissance » ; « Relance de la demande, plus de flexibilité de la main d’œuvre » ; « Baisser le coût du travail ».

Indice 2 : Adhésion au modèle néolibéral

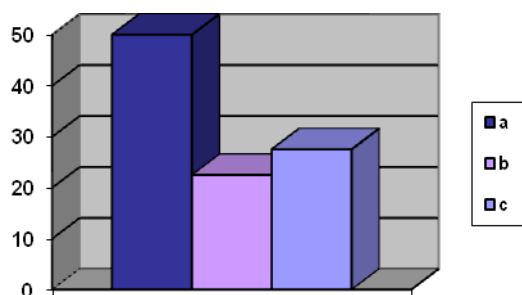
Tableau 2

	FEMMES	HOMMES	TOTAL	%
	-25 ans	-25 ans		
	+ bac	+ bac		
Non	26	34	60	50%
Oui	12 (5)	15 (6)	27	22.5 %
Sans opinion	18 (7)	15 (5)	33	27.5 %

Les données relatives au deuxième indice considéré nous permettent d'observer que la moitié des interrogés (50%) adhère au système néolibéral. Le nombre relativement important d'interviewés ayant choisi la modalité « sans opinion » n'est pas, à notre avis, dépourvu de signification ; au contraire, cette indication pourrait être interprétée comme un signe révélateur de l'influence exercée par le champ économique dans la circulation de l'idéologie néolibérale (cf. 2.2.1.). En effet, le choix de la réponse « sans opinion » a été exprimé, dans l'essentiel, par des étudiants de première année ; cela laisse présupposer que le soutien à l'idéologie néolibérale est lié au niveau, plus ou moins fort, d'intégration au champ économique et, par ricochet, que ce dernier privilégie le modèle économique néolibéral.

Afin de donner une image visuelle des résultats obtenus, observons le graphique ci-dessous :

Graphique 3



Indice 3 : Orientation vers un seul et unique modèle économique possible

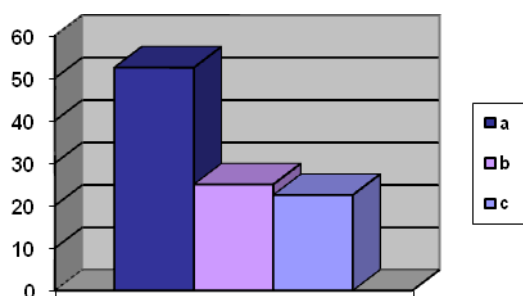
Tableau 3

	FEMMES	HOMMES	TOTAL	%
	-25 ans	-25 ans		
	+ bac	+ bac		
Non	30	33	63	52.5%
Oui	14	16	30	25%
Sans opinion	12	15	28	22.5%

À travers les données répertoriées dans le tableau ci-dessus, nous pouvons observer que 52,5% des interviewés ne voient pas d'alternatives au modèle néolibéral de l'économie. Hormis ce pourcentage, il nous semble que l'orientation vers un seul et unique modèle possible s'exprime également par le fait que parmi les interrogés n'adhérant pas au modèle néolibéral (22.5%, cf. *tableau 2*) ou n'exprimant pas leur opinion à propos de celui-ci (27.5%, cf. *tableau 2*), 38% ont tout de même choisi la modalité « non » à la question 4. Cela pourrait laisser supposer une attitude de résignation, engendrée par un manque d'alternatives au modèle en vigueur.

Observons les données concernant l'indice 3 à l'aide du graphique ci-dessous :

Graphique 4



Indice 4 : Efficacité des SPE

Tableau 4

		FEMMES			HOMMES			TOTAL			%		
		-25 ans			- 25 ans								
		+bac			+bac								
SPE		P	N	Nt	P	N	Nt	P	N	Nt	P	N	Nt
1	Dégraissage	12	28	16	16	23	25	28	51	41	23.3%	42.5%	34.2%
2	Optimisé la gestion du personnel	39	7	10	38	16	10	77	23	20	64.2%	19.2%	16.6%
3	Dynamisation de leur force de travail	46	4	6	43	9	12	89	13	18	74.2%	10.8%	15%
4	Ajustements	31	13	12	29	20	15	60	33	27	50%	27.5%	22.5%
5	Flexibilité	39	12	5	45	13	6	84	25	11	70%	20.8%	9.2%
6	Simplification	31	13	12	37	15	12	68	28	24	56.7%	23.3%	20%
7	Alléger le poids des fonctions administratives	26	14	16	30	19	15	56	33	31	46.7%	27.5%	25.8%
8	Actifs illiquides	12	18	26	13	23	28	25	41	54	20.8%	34.2%	45%
9	Modernisation du marché du travail	42	8	6	30	19	15	72	27	21	60%	22.5%	17.5%
10	Consolidation budgétaire	43	9	4	33	14	17	76	23	21	63.3%	19.2%	17.5%
11	Maîtrise des dépenses publiques	25	17	14	33	24	7	58	41	21	48.3%	34.2%	17.5%
12	Rééquilibrage	30	9	17	30	14	20	60	23	37	50%	19.2%	30.8%
13	Véhicules hybrides	27	11	18	34	9	21	61	20	39	50.8%	16.7%	32.5%
14	Pacte de stabilité et de croissance	36	7	13	34	14	16	70	21	29	58.3%	17.5%	24.2%
15	Fonds de trésorerie dynamique	29	13	14	16	26	22	45	39	36	37.5%	32.5%	30%

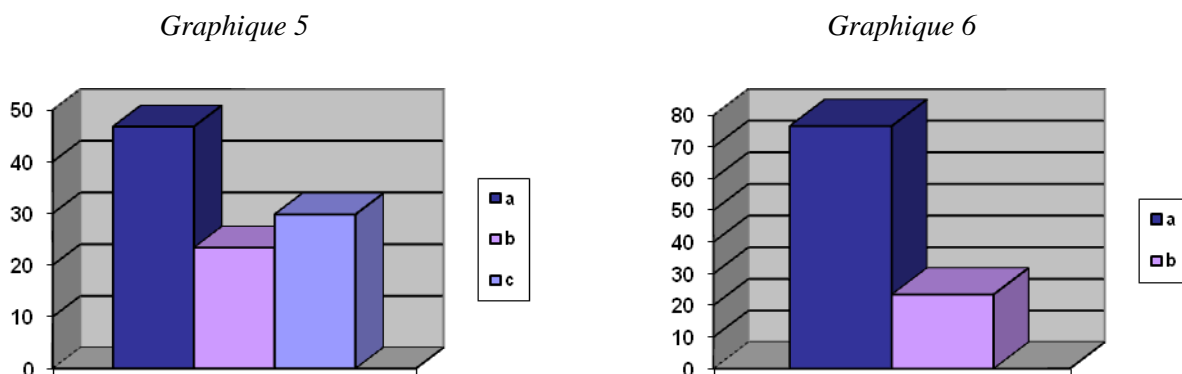
Les données présentées dans le tableau ci-dessus, nous permettent de remarquer que la plupart des SPE analysés sont perçus de manière positive par la majorité des interviewés. Nous avons, cependant, observé que le signe *dégraissage* s'écarte de cette tendance générale ; cela n'est pas, à notre avis, étonnant car la récurrence de ce SPE a largement limité son PE. Malgré cela, le nombre d'interviewés – surtout les hommes (39% de réponses « neutre » contre 36% de réponses « négatif ») – pour qui ce SPE n'acquiert pas de valeur négative n'est pas dérisoire ; nous pouvons, en effet, observer que 34,2% des sujets interrogés ont choisi la modalité « neutre ».

Exception faite pour le signe *dégraissage*, l'efficacité des SPE est plutôt évidente; les SPE *optimisé la gestion du personnel* (64,2%), *dynamisation de leur force de travail* (74,2%), *flexibilité* (70%), *simplification* (56,7%), *modernisation du marché du travail* (60%), *consolidation budgétaire* (63.7%), *pacte de stabilité et de croissance* (58.3%) peuvent être classés parmi ceux dont le PE se réalise plus fréquemment en discours. La force de ces SPE pourrait s'expliquer par le fait que chaque élément morpho-lexical qui les compose favorise le déclenchement d'une connotation positive.

Les SPE *ajustement* (50%), *alléger le poids des fonctions administratives* (46,7%), *maîtriser les dépenses publiques* (48,3%), *rééquilibrage* (50%), *véhicules hybrides* (50,8%) peuvent, également, être considérés efficaces, même si leur PE est plus faible par rapport aux précédents. Cela pourrait s'expliquer par le fait que ces SPE, contrairement aux autres, présentent des éléments morpho-lexicaux susceptibles de déclencher une connotation négative. En effet, le syntagme *alléger le poids* et les signes *ajuster* et *rééquilibrage* peuvent renvoyer à l'effort, à la difficulté d'atteindre un objectif; le signe *maîtrise* peut renvoyer au contrôle, à la subordination, à l'obligation ; le signe *hybrides* peut renvoyer au désordre, au manque de clarté, à la confusion.

Nous terminerons cette analyse en observant les deux derniers SPE considérés : *fonds de trésorerie dynamique* et *actifs illiquides*. Les résultats relatifs au premier syntagme sont singuliers car, nous observons une distinction remarquable entre la manière dont les interviewées femmes – 51,7% de réponses positives – et les interviewés hommes – 40,6% de réponse négatives – perçoivent ce SPE. En ce qui concerne, enfin, le syntagme *actifs illiquides*, nous pouvons observer une forte concentration de réponses « neutre », probablement sollicitées par l'association du SPE à un technicisme.

Observons le *graphique 5* donnant un aperçu de la totalité des réponses positives (a), négatives (b) et neutres (c) données par les interviewés et le *graphique 6* représentant la somme des réponses positives et neutres (a) et des réponses négatives (b).



7.3. OBSERVATIONS

À la suite de notre analyse, nous pouvons, à présent, essayer de donner une réponse – sans doute partielle au vu de la prise en compte d’un échantillon limité, mais néanmoins importante – à nos deux questions initiales.

La réponse à la première des deux questions considérées – le discours *économiquement correct* est-il véritablement en mesure d’orienter le lecteur vers un système de pensée façonné à l’image de l’idéologie néolibérale? – est, à notre avis, positive. Cette considération s’explique, d’une part, par le fait que seulement un nombre réduit d’interviewés considère la finance libéralisée comme une cause de la crise (cf. *tableau 1*, question 1, réponse b) et, d’autre part, par le nombre négligeable d’interrogés envisageant la possibilité d’abandonner l’économie de marché (cf. *tableau 1* question 2, réponse c). Une deuxième justification motivant notre réponse nous est fournie par le fait qu’un pourcentage élevé d’interviewés défend le système néolibéral (cf. *tableau 3*, question 4) et ne reconnaît aucune alternative à celui-ci (cf. *tableau 2*, question 5). La presse donc, limitant au maximum les arguments en faveur d’un modèle économique différent par rapport à celui néolibéral et se montrant extrêmement critique envers les opposants au modèle en vigueur – qui sont souvent accusés de proposer des idées chimériques, inconcevables, contraignantes et dépassées – nous semble édifier une logique économique bâtie sur la conviction que, quoi qu’il advienne, il n’est pas sage de remettre en discussion la finance libéralisée. Ces considérations faites, il convient tout de même de souligner que la majorité des interviewés, étant des étudiants en sciences économiques, appartient – même si c’est à un niveau limité – au champ économique et ils

sont donc vraisemblablement sensibles à des stimuli provenant non seulement de la presse, mais également du champ.

La réponse à la deuxième question – le recours aux SPE dans la presse analysée comporte-t-il réellement une altération de la perception de la réalité économique via une neutralisation, voire une positivisation de certains problèmes majeurs ? – est, à notre avis, également positive. Les données récoltées à travers la question 5 nous paraissent le confirmer (cf. *tableau 4*) ; en effet, le pourcentage des interrogés ayant réellement saisi le PE détenu par les SPE présentés est considérablement inférieur par rapport au pourcentage des interviewés ne l'ayant pas reconnu. Les résultats obtenus nous permettent également de souligner que dans la majorité des cas, les SPE analysés entraînent une positivisation plutôt qu'une neutralisation des problèmes liés à la crise ou à ses conséquences.

En résumé...

Cette analyse nous a permis d'observer de quelle façon l'information économique peut être manœuvrée par le biais de tournures euphémiques particulières qui peuvent induire le lecteur à l'égarment des concepts et à l'impuissance de retrouver le réel. Le SPE semble donc être un moyen de manipulation utilisé par ceux qui détiennent le pouvoir afin de présenter leur propre vision des choses ; c'est un instrument idéologique qui peut causer la propagation inconsciente d'idées fausses et imposer une certaine vision du monde qui est détournée et irréaliste. Le discours *économiquement correct*, qui dissimule les sujets les plus alarmants, qui les banalise et qui modifie l'image de la réalité, est dangereux car la société semble parfois être aveuglée ; elle semble tout accepter sans plus s'étonner de rien ou encore pire, elle apprend à parler en partageant ce discours qui lui est imposé au quotidien. Le recours à l'*économiquement correct* peut donc entraîner une modification dans la perception des problèmes les plus inquiétants de notre quotidien et peu importe si cela est le résultat de la bonne ou de la mauvaise foi de journalistes, politiques ou économistes ; ce qui compte est que le recours à ce discours peut engendrer une vision faussée de la réalité.

Nous voulons terminer cette analyse de la manipulation par la constatation que, malheureusement, la critique ne semble pas être efficace et en mesure d'éradiquer cette pratique. D'après nous, le problème n'est pas le manque d'ouvrages qui dénoncent cette manipulation, mais plutôt l'absence d'ouvrages qui enseignent à reconnaître les techniques de manipulation et à identifier la façon dont elles agissent sur les individus. La dénonciation n'est pas efficace car elle n'est jamais simultanée ; en revanche, l'apprentissage visant à la

reconnaissance peut véritablement l'être. À ce propos, le discours qu'un conseiller^[312] de George W. Bush adresse à Ron Suskind a retenu notre attention :

The aide said that guys like me were “in what we call the reality-based community”, which he defined as people who “believe that solutions emerge from your judicious study of discernible reality” I nodded and murmured something about enlightenment principles and empiricism. He cut me off. “That's not the way the world really works anymore”, he continued. “We're an empire now, and when we act, we create our own reality. And while you're studying that reality – judiciously, as you will – we'll act again, creating other new realities, which you can study too, and that's how things will sort out. We're history's actors [...] and you, all of you, will be left to just study what we do”^[313].

Ce discours nous paraît extrêmement réaliste et affligeant, et c'est pour cette raison qu'il ne faudrait pas se limiter à la dénonciation *a posteriori*, mais qu'il faudrait éduquer *a priori*. Il ne faudrait pas uniquement informer, mais entreprendre un vrai travail d'enseignement de cette dimension de la parole et de ses emplois. Ce n'est pas si étonnant que notre société soit si influençable, car il nous manque une « culture du convaincre »^[314], c'est-à-dire un savoir théorique qui pourrait déboucher sur la compréhension des pratiques de manipulation.

^[312] Probablement Karl Rove.

^[313] *The New York Times*, 17/10/2004.

^[314] Expression empruntée à P. Breton, *op.cit.*, p.166.

Quatrième section

« Un corpus est un prisme théorique à travers lequel le linguiste entend appréhender le réel » (J.-P. Dalbera)

Introduction

L'étude d'un « corpus » devrait, à notre avis, être menée dans le but de fournir des informations utiles ; il ne s'agit pas d'une simple description, mais de la proposition d'outils aidant le lecteur à avoir accès à l'information. C'est suite à ce constat que la quatrième partie de notre travail sera consacrée à une analyse approfondie de l'*économiquement correct* afin de créer un outil lexicographique bilingue répertoriant les différents SPE identifiés dans la presse analysée. Nous étant intéressée au discours *économiquement correct* en français et en italien, il nous paraît important de fournir deux outils bilingues se présentant sous forme de dictionnaires : le premier français-italien et le deuxième italien-français.

Dans cette partie, nous présenterons un recensement lexicographique des SPE issus de notre « corpus » de référence. Ce travail d'enregistrement se propose de répertorier les signes ou syntagmes qui, par le fait de ne pas être directement porteurs de sens, ne peuvent pas être répertoriés dans un dictionnaire. En d'autres termes, il s'agit de signes ou syntagmes qui « ont dans leur sémantisme quelque chose (un ou des traits) qui – sans être explicite – est potentiellement disponible, ce qui leur donne la capacité d'“accueillir” des sens non prévus »^[315]. Ces sens non prévus s'obtiennent par l'élaboration d'hypothèses interprétatives produites par « un calcul inférentiel de l'ordre du *plausible*^[316] » ; cela implique que celles-ci pourraient paraître incorrectes ou injustifiées à certains locuteurs. Si cela devait être le cas, nous voulons tout simplement rappeler que « la conceptualisation discursive (du discours) se fait dans un double mouvement de sémantisation entre une norme sociale et une spécificité individuelle de savoir, le savoir étant ici conçu comme ensemble de systèmes de connaissance et de croyance partagées »^[317].

Ici, nous nous sommes donc interrogée sur l'utilité d'un recensement lexicographique des SPE dans un contexte d'utilisation actualisé. Nous nous sommes demandée si la constitution d'un outil lexicographique répertoriant les SPE pourrait améliorer l'interprétation de l'information économique et diminuer le risque de propagation d'un discours de

^[315] P. Charaudeau, « Sémantique de la langue, sémantique du discours », in *Actes du colloque en hommage à Bernard Pottier*, 2005.

^[316] « Le signe de langue est catégorisable, répertoriable, et son sens est obtenu par un calcul de l'ordre du *probable*. Le signe de discours, lui, n'est pas catégorisable car il est toujours dépendant d'autre chose que lui-même, d'un quelque chose d'externe à l'énoncé, et son sens est obtenu par un calcul inférentiel de l'ordre du *plausible*. Le sens de discours n'est donc pas, comme on a voulu le dire à un moment donné, une transposition du sens de la phrase dans un au-delà de celle-ci. Car le sens de la phrase est de l'ordre de la *prédication*, alors que le sens du discours est de l'ordre de la *problématisation*. », in *ibid.*

^[317] P. Charaudeau, *ibid.*

doxa constitué par des «signes-symptômes»^[318] représentant les valeurs du néolibéralisme économique. L'hypothèse est que ce type d'enregistrement, à la différence d'un dictionnaire, permettrait d'identifier en quasi-simultanéité un SPE en permettant ainsi une interprétation correcte de l'information présentée. En effet, comme nous l'avons déjà souligné, le PE s'exprime à son niveau le plus élevé lorsque le SPE n'est pas intégré dans la langue, lorsqu'il n'est pas lexicalisé. C'est donc dans le laps de temps entre sa création et son éventuelle lexicalisation qu'un SPE peut contribuer à la présentation d'une vision altérée de la réalité ou à la création d'une réalité fictive. Or, lorsque le dictionnaire reconnaît la valeur euphémique d'un SPE, celui-ci est en général déjà en train d'être remplacé par un autre SPE. Il n'y a donc pas de support lexicographique permettant d'identifier les SPE (ni aucune autre unité lexicale, d'ailleurs) au moment même où ils apparaissent dans le discours. Cela s'explique par le fait que « les manifestations de la lexicalisation sont repérables grâce à un usage récurrent, à une observation minutieuse des fréquences d'emploi, qui motivera l'insertion dans les dictionnaires [...]. Se fonder sur l'usage pour décider de la lexicalisation d'une unité suppose que le recueil de données se fasse sur une période relativement longue pour être fiable »^[319]. C'est donc suite à l'absence d'une telle ressource que nous avons voulu tenter d'enregistrer les SPE repérés dans les pages économiques de la presse. On pourrait peut-être nous reprocher le caractère provisoire et non normatif de cet enregistrement (les SPE ne durent qu'un temps), mais la spécificité de l'euphémisme étant d'être un procédé transitoire, il nous paraît important de pouvoir l'observer et l'interpréter lorsqu'il agit concrètement sur l'acte langagier et sur la réception du message. Pouvoir l'identifier après n'a plus aucune importance d'un point de vue de son effet pragmatique sur le récepteur. Ce qui est important est donc de créer une ressource en mesure de décrire les unités discursives séance tenante. C'est seulement ainsi que les effets négatifs des SPE peuvent être neutralisés. Il nous paraît, en effet, peu important de retrouver dans un dictionnaire le signe *délocalisation* lorsque la presse a commencé à le remplacer par le signe *colocalisation*. Contrairement aux dictionnaires donc, notre objectif n'est pas d'enregistrer l'aboutissement du processus de lexicalisation par lequel un néologisme^[320], reconnu et accepté par les locuteurs, rentre dans le système linguistique. Il s'agit ici de fournir un outil qui puisse permettre au lecteur d'avoir un accès immédiat à un ensemble de sens implicites pouvant altérer la perception de la réalité économique et

^[318] P. Charaudeau, « Dis-moi quel est ton corpus, je te dirai quelle est ta problématique », in *revue Corpus* n°8, Nice, 2009.

^[319] F. Cusin-Berche, « La notion d'«unité lexicale» en linguistique et son usage en lexicologie », in *Linx*, 40|1999.

^[320] « Unité lexicale nouvelle créée, dans un état de langue donné, selon les différents processus de néologie », in M. Arrivé, F. Gadet, M. Galmiche, *op. cit.* p. 402.

impossibles à répertorier dans un quelconque dictionnaire de langue car leur sémantisme est potentiellement indéfini et non normatif.

Il convient de préciser que ce travail – pouvant être considéré comme un processus de déconstruction et reconstruction du sens des SPE – n’est que l’aboutissement d’une analyse interprétative du discours économique de la presse générale. C’est ainsi que, avant de présenter notre recensement, il nous paraît nécessaire de souligner le processus interprétatif qui en est à la base. Nous exposerons donc, dans la première partie de cette section, les pratiques interprétatives qui nous ont permis de repérer, recenser et interpréter le sens des SPE considérés. Une fois cette analyse terminée, nous présenterons, dans la deuxième partie de cette section, le recensement de SPE.

Cette section sera donc organisée en quatre chapitres ; dans le chapitre VIII, nous présenterons notre méthodologie de recherche, l’acheminement nous ayant amenée à la création d’une base de données issue du repérage des SPE récurrents dans le discours *économiquement correct* de la presse analysée. Dans le chapitre IX, nous étudierons cette base de données et, pour finir, dans le chapitre X, nous présenterons notre outil lexicographique.

VIII. LE CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

Ce chapitre présentera le cadre méthodologique caractérisant la deuxième phase de notre recherche. Nous exposerons, dans un premier paragraphe, les problématiques qui nous ont amenée à nous engager dans cette recherche. Dans un deuxième paragraphe, nous présenterons notre approche théorique et, enfin, dans un dernier paragraphe, nous présenterons la méthodologie sous-jacente à la constitution de notre « base de données », issue du filtrage des données récoltées dans le « sous-corpus ».

8.1. PROBLÉMATIQUES

Les problématiques que nous avons essayé d'éclaircir dans les sections précédentes, nous ont amenée à nous poser d'autres questions et à réfléchir à la manière la plus pratique et complète de les aborder afin de proposer des réponses pertinentes et surtout utiles. Notre questionnement secondaire peut donc s'exprimer ainsi : comment peut-on dévoiler le PE des SPE lorsqu'il est à son degré maximal ? Ou, en d'autres termes, comment peut-on reconnaître l'implicite caractérisant les SPE au moment où ils ne sont pas encore lexicalisés et présents dans un dictionnaire de langue ? C'est ainsi que nous avons choisi de constituer une « base de données » issue de notre « sous-corpus ». Le « sous-corpus » nous a permis de relever les particularités du discours *économiquement correct* et d'en identifier les procédés et les stratégies récurrents ; cependant, notre intérêt n'étant pas uniquement celui-ci, nous avons décidé de filtrer ultérieurement le « sous-corpus ».

8.2. APPROCHE THÉORIQUE

Notre analyse sera menée à partir de six thématiques récurrentes qui, à notre avis, représentent de manière emblématique le discours *économiquement correct* qui caractérise la période s'étendant de juillet 2007 à décembre 2010. Les thématiques distinguées sont celles de la crise et de la récession, de la titrisation, de la spéculation, de la croissance et de la rigueur. Chaque catégorie thématique a été conçue à la suite d'un travail d'interprétation nous ayant d'abord permis d'identifier les SPE et ensuite d'observer que leur recours était, dans la plupart des cas, lié à l'une de ces cinq thématiques.

Le travail d'interprétation des SPE, à son tour, résulte d'un processus de calcul de sens à partir de la prise en compte d'informations cotextuelles – relevant du contexte linguistique ou cotexte – et d'information contextuelles – relevant du contexte extralinguistique, c'est-à-dire

situationnel et interdiscursif. Nous poserons l'idée que le sens des SPE peut être inféré à partir d'une :

1. Rupture d'isotopie sémantique entre un signe et au moins un autre signe appartenant au même énoncé ou à un énoncé différent issu du même discours^[321]. Dans ce cas, on a une transgression entre le « sens de langue » et son environnement cotextuel.
2. Rupture d'isotopie présuppositionnelle^[322] se manifestant à cause de l'incompatibilité entre l'information véhiculée par un signe et les informations situationnelles et interdiscursives dont le lecteur dispose^[323]. Dans ce cas, on a une transgression entre le « sens de langue » et son environnement contextuel.

Nous émettrons donc des hypothèses interprétatives nous permettant, d'une part, de reconnaître – grâce à la transgression avec son environnement cotextuel et contextuel – un SPE en tant que tel et, d'autre part, d'en reconstruire le sens implicite (sens du discours).

Il s'agit donc, si l'on reprend les mots de Patrick Charaudeau, de reconnaître, d'une part, « le sens des mots qui résulte d'une catégorisation *sémantico-linguistique*, reconnaître les “instructions de sens” ou “molécules sémiques” les plus probables (il s'agit ici en effet d'un calcul de *probabilité*) qui s'attachent aux mots, et dont la *cohésion* contextuelle devra permettre de reconnaître les opérations d'*identification*, de *qualification*, etc. qui ont présidé à la construction du *sens de langue* du monde signifié par le *sujet communicant*. Ce processus d'ordre catégoriel qui aboutit à la reconnaissance du sens de langue peut s'appeler “compréhension” »^[324]. Et, d'autre part, de « reconnaître le sens qui résulte d'une catégorisation *sémantico-discursive*, c'est-à-dire (re)construire le sens indirect, implicite le plus vraisemblable (on est ici en effet dans un calcul de *plausibilité*) en fonction des mises en relation (intertextualité) qui peuvent être faites entre les séquences du texte porteuses de sens de langue et d'autres séquences se trouvant dans le cotexte. Ce sont ces opérations d'*ordre inférentiel* qui permettent de (re)construire la “problématisation” du sens de discours qui se

^[321] « La France a la grippe », par exemple.

^[322] « Rémanence des mêmes présupposés discursifs fournissant un cadre à l'univers de discours qu'ils circonscrivent », in C. Kerbrat-Orecchioni, « Problématique de l'isotopie », in *Linguistique et sémiologie : l'isotopie*, n°1-1976, p. 16-2.

^[323] « Le ralentissement américain » dans un contexte de récession économique, par exemple.

^[324] P. Charaudeau, « Les conditions de compréhension du sens de discours. », in *Langage en FLE Texte et compréhension*, Revue ICI et LÀ, Madrid, Soc. General Española de Librería, 1994.

trouve dans le monde signifié par le sujet communicant (à moins que le sujet interprétant aboutisse à une problématisation qui lui soit propre, ce qui stigmatise le “malentendu”). C’est au degré de *cohérence* du travail inférentiel que se mesure la *vraisemblance* du sens de discours »^[325].

Notre modèle interprétatif s’appuiera donc sur l’association entre une « sémantique de langue » qui « se trouve catégorisée et répertoriée dans les grammaires et les dictionnaires et une « sémantique du discours » qui « ne s’y trouve pas ».

8.3. LA MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Lorsqu’on prend en considération un « corpus » récoltant des surfaces textuelles importantes, un des plus grands problèmes qui se posent est le filtrage des données visant à la constitution d’une « base de données » qui soit, d’une part, pertinente – c’est-à-dire répondant aux besoins d’analyse – et, d’autre part, exploitable – c’est-à-dire permettant d’apporter des réponses valables aux questions sous-jacentes au travail de recherche. À partir de notre « sous-corpus », nous avons donc procédé à la réalisation d’une « base de données » collectant les SPE :

- Se référant à cinq thématiques récurrentes, identifiées à travers une analyse du « sous corpus » : celles de la crise et de la récession, de la titrisation, de la spéculation, de la croissance et de la rigueur (critère thématique) ;
- Se présentant sous forme de signe ou de syntagme (critère formel) ;
- Susceptibles de modifier la façon dont le lecteur perçoit la réalité (critère pragmatique)

Cela nous a permis de constituer une base de données répertoriant 46 SPE issus de la presse française et 40 SPE issus de la presse italienne. Nous les avons classés par ordre alphabétique dans les deux tableaux ci-dessous.

^[325] P. Charaudeau, *op. cit.*, 1994.

SPE presse française
Accident cardiaque
Accident systémique
Actif non liquide
Ajustement
Anémie de croissance
Atterrissage en douceur
Consolidation budgétaire
Correction immobilière
Créance douteuse
Crédit immobilier américain
Crédit structuré
Croissance anémique
Croissance douce
Croissance légèrement négative
Croissance molle
Croissance négative
Croissance nulle
Croissance zéro
Destruction créatrice
Essoufflement
Fonds de trésorerie dynamique
Fonds diversifié
Fonds monétaire dynamique
Grippe
Instrument financier complexe
Maîtrise des dépenses publiques
Maîtriser les dépenses
Mésaventure du <i>subprime</i>
Opération aventureuse
Pacte de stabilité et de croissance
Perturbation
Pneumonie
Prêt <i>subprimes</i>
Prêt hypothécaire risqué
Prêt laxiste
Problème des <i>subprimes</i>
Produit boursier ultracomplexe
Produit sophistiqué
Ralentissement
Rhume
SICAV monétaire dynamique
SIV (véhicule de titrisation)
Subprime loans
Subprime mortgages
Superfonds de défaisance
Turbulence
Véhicule d'investissement structuré
Véhicule hybride

SPE presse italiane
Aggiustamento
Asset involontario
Consolidamento delle finanze pubbliche
Correzione
Crescita anemica
Crescita molle
Crescita negativa
Crescita nulla
Crescita recessiva
Crescita zero
Derivato sintetico
Distruzione creatrice
Febbre
Fondo a rendimento assoluto
Fondo a ritorno assoluto
Fondo absolute return
Fondo sintetico
Incidente
Mutuo di serie B
Mutuo facile
Mutuo immobiliare americano
Mutuo ipotecario di qualità non primaria
Mutuo ipotecario non primario
Mutuo sofisticato
Mutuo <i>subprime</i>
Patto di stabilità e di crescita
Perturbazione
Politiche di risanamento del bilancio
Prestito indisciplinato
Prestito ipotecario a rischio
Problema dei <i>subprimes</i>
Prodotto di finanza creativa
Prodotto strutturato
Raffreddore americano
Rientro dagli squilibri dei conti pubblici
Risanamento
Strumento di credito strutturato
Strumento finanziario complesso
Strumento finanziario sofisticato
Strumento ibrido
Titolo ibrido
Turbolenza

L'analyse de ces SPE nous permettra de mettre en exergue notre méthode interprétative et de souligner quels sont les éléments qui seront pris en compte dans celle-ci. Cependant, cette « base de données » – importante afin de reconnaître et d'analyser les plus grands « tabous » présentés par la presse considérée – n'est pas exhaustive ; c'est ainsi que, lors de l'enregistrement lexicographique – dernière étape de ce travail – nous avons décidé de considérer aussi les SPE difficilement classables d'après le critère thématique. Hormis donc ce critère et dans le but de présenter un aperçu le plus complet possible des SPE repérés dans la presse, nous les présenterons sous forme de « dictionnaires » français-italien – comptant 95 entrées, et italien-français – comptant 65 entrées.

IX. ANALYSE DES *SUBSTITUTS POTENTIELLEMENT EUPHÉMIQUES*

« Le 'sens' d'une forme linguistique se définit
par la totalité de ses emplois, par leur distribution et par
les types de liaisons qui en résultent » (É. Benveniste)

Dans ce chapitre nous proposerons l'analyse des SPE répertoriés dans notre « base de données ». Étant donné que le travail lexicographique est, d'une part, l'objectif à atteindre et, d'autre part, la phase finale d'un travail bien plus ample – à savoir celui d'une analyse détaillée du discours analysé – nous présenterons, dans cette partie, le travail interprétatif sous-jacent à la création de notre outil lexicographique qui nous permettra d'inférer, à partir d'indices linguistiques et pragmatiques, le sens que les *substituts potentiellement euphémiques* peuvent acquérir dans un discours donné. À travers l'analyse de notre « sous-corpus », nous avons pu identifier un certain nombre de paradigmes désignationnels. Chacun d'entre eux se compose d'un certain nombre de reformulants d'un terme donné – en général noms, verbes, adjectifs ou syntagmes – pouvant coréférer en discours avec le terme qu'ils reformulent. L'identification et l'étude des paradigmes désignationnels – outre le fait de nous donner un aperçu de la richesse sémantique et de la créativité lexicale, issues du processus d'euphémisation – nous a permis de repérer des éléments importants pour l'interprétation du discours *économiquement correct*. En effet, le paradigme nous a permis, d'une part, de reconnaître les thématiques principales du discours étudié. D'autre part, le choix des reformulants dont le paradigme se compose – qui peuvent être considérés comme l'expression de la dimension appréciative du locuteur, comme sa marque idéologique, son système de valeurs ou, du moins, le système qu'il s'efforce de consolider – nous a permis, dans la mesure du possible, non seulement d'analyser le fonctionnement sémantique des désignations coréférentielles appartenant à un paradigme donné, mais « de les rapporter aux classes de locuteurs qui les mobilisent et aux significations pragmatiques, voire sociologiques, qu'elles traduisent »^[326]. La reformulation est donc un outil majeur en analyse de discours car d'une part, elle « permet d'inférer les représentations et les valeurs circulant à l'intérieur d'une communauté et vers ses extérieurs, et amène à s'interroger sur la nature des savoirs

^[326] J.-C. Beacco, S. Moirand, « Autour des discours de transmission des connaissances. », in *Langages*, 29^e année, n°117, 1995, p. 35.

transmis »^[327] et, d'autre part, elle permet « d'orienter le destinataire vers une conclusion interprétative, en l'occurrence appréciative, reposant sur ces mêmes valeurs »^[328].

Suite à ces considérations, nous décrirons au cours de ce chapitre, les différents paradigmes désignationnels identifiés dans notre « sous-corpus » et distingués par rapport au champ thématique que ceux-ci ont permis d'identifier. Au cours de notre analyse, nous avons observé que les SPE appartiennent essentiellement à cinq champs thématiques différents correspondant à certaines idées « taboues », à certains arguments potentiellement « menaçants » que le discours *économiquement correct*, ici analysé, semble s'efforcer de neutraliser. Il s'agit, comme nous l'avons déjà dit, de la thématique de la crise et de la récession, de celle de la spéculation, de la croissance et de la rigueur.

9.1. LE CHAMP THÉMATIQUE DE LA CRISE ET DE LA RÉCESSION

L'analyse de notre base de données nous a permis d'identifier un paradigme désignationnel se composant de SPE se présentant en tant que reformulants de l'invariant référentiel *crise* ou de l'invariant référentiel *récession*. Observons les tableaux suivants, le premier relatif à notre « corpus » français (CF) et le deuxième à notre « corpus » italien (CI) :

Paradigme désignationnel de la crise et de la récession (CF)					
SPE	Métaphore	Hyperonymie	Oxymore	Antonymie	Métonymie
Accident cardiaque	X				
Accident systémique		X			
Ajustement				X	
Correction immobilière					X
Destruction créatrice			X		
Essoufflement	X				
Grippe	X				
Mésaventure du <i>subprime</i>		X			
Perturbation	X				
Pneumonie	X				
Problème des <i>subprimes</i>		X			
Ralentissement		X			
Rhume	X				
Turbulence	X				

^[327] J.-C. Beacco, S. Moirand, *op. cit.*, p. 37.

^[328] *Ibid.*, p. 38.

Paradigme désignationnel de la crise et de la récession (CI)					
SPE	Métaphore	Hyperonymie	Oxymore	Antonymie	Métonymie
Aggiustamento				X	
Correzione					X
Distruzione creatrice			X		
Febbre	X				
Incidente		X			
Perturbazione	X				
Problema dei <i>subprimes</i>		X			
Raffreddore americano	X				
Turbolenza	X				

Malgré le fait de posséder un sème commun – à savoir le /dysfonctionnement/, la /rupture d'un équilibre/ – l'équivalence entre ces SPE est à rechercher dans le discours et relève, le plus souvent, d'éléments qui ne sont pas explicités par celui-ci et dont l'interprétation nécessite un processus inférentiel plus ou moins transparent. Ces éléments implicites se présentent, dans notre paradigme, sous forme de qualifications évaluatives – permettant au journaliste d'exprimer un point de vue sur la crise/récession résultant, dans la plupart des cas, de plusieurs points de vue différents – appartenant au registre technique ou standard et relevant de :

- La métaphore – issue du champ sémantique de la médecine (*grippe, rhume, pneumonie, essoufflement*) et de celui de la météorologie (*perturbation, tempête, turbulence*).
- L'hyperonymie (*problème, mésaventure, accident*).
- L'oxymore (*destruction créatrice*) et l'antonymie (*ajustement*).

Chacune de ces formes répond, à notre avis, à une «intentionnalité énonciative » de la part du journaliste.

Ces précisions faites, afin de donner un aperçu du travail sous-jacent à la composition de notre paradigme, nous proposerons d'observer les processus interprétatifs qui nous ont amenée à considérer les SPE indiqués en tant que coréférents de l'invariant référentiel *crise/récession*.

Ayant considéré le caractère divers sous lequel se présentent les SPE, nous les analyserons en les distinguant par rapport à la forme sous laquelle ils se présentent.

9.1.1. Les SPE métaphoriques

Les SPE métaphoriques répondent, d'une part, à la volonté de *vulgariser* l'information économique pour éclaircir des concepts et les rendre accessibles à un public de non-spécialistes et, d'autre part, à celle de rendre l'énonciation ludique et agréable au lecteur. Malgré leur apparente simplicité et même si le journaliste y recourt de manière « innocente », certains énoncés demeurent ambigus et il est donc indispensable de leur assigner un signifié plausible afin d'avoir accès à une information la plus précise possible. La difficulté donc, lorsque nous nous confrontons à ce type de SPE, n'est pas celle de les reconnaître, mais plutôt celle de leur assigner un référent approprié. Observons les énoncés ci-dessous :

- [1] « Il y a certes une crise, mais sur un marché précis qui n'est qu'un sous-segment du marché immobilier américain. L'environnement général reste marqué par une surabondance de ressources financières. En baissant les taux, on risque de provoquer un **accident cardiaque**, alors que l'on cherchait simplement à soigner une **grippe**. » (*Libération*, 16/08/2007)
- [2] « L'économiste en chef de l'institution, Ifzal Ali, considère cependant que l'Asie est bien armée pour supporter les effets d'un ralentissement économique américain. “Un **rhume** aux États-Unis ne manquera pas de provoquer une **grippe** dans notre partie du monde, mais il ne débouchera pas sur une **pneumonie**”, affirme-t-il. » (*Le Figaro*, 18/09/2007)
- [3] « Nel giro di settantadue ore, mentre in Francia la Bnp-Paribas sospende tre fondi d'investimento citando proprio problemi con i subprime, quello che era un **raffreddore americano** diventa una **febbre** mondiale. » (*La Stampa*, 06/08/2008)

En [1] l'analyse *sémantico-linguistique* nous permet d'identifier des signes appartenant au même champ sémantique : celui de la médecine. L'identification du champ sémantique, d'une part, nous permet, en opposant les différents signes en faisant partie – à savoir *grippe* et *accident cardiaque* – d'en évaluer le degré de gravité. C'est ainsi qu'en opposant le signe *grippe* au syntagme *accident cardiaque*, nous pouvons facilement affirmer que le premier se réfère à un problème moins grave par rapport au deuxième. D'autre part, celle-ci nous permet d'identifier une incohérence sémantique, issue d'une rupture isotopique entre ces deux unités lexicales et les autres éléments de l'énoncé et, par conséquent, d'inférer facilement que le signifié du signe *grippe* ne peut pas être une « inflammation des muqueuses », mais vraisemblablement une « crise économique ». En effet, le signe *grippe* peut être considéré

comme une reprise anaphorique du signe *crise* dans l'énoncé « il y a certes une crise, mais sur un marché précis qui n'est qu'un sous-segment du marché immobilier américain ». Cependant, cette inférence ne peut pas être seulement liée au contexte linguistique car celui-ci ne permet pas d'identifier aucune relation sémantique entre l'*anaphorisé* et l'*anaphorisant*. L'inférence peut, en revanche, être formulée à travers la prise en compte d'une dimension *sémantico-discursive*. L'analyse *sémantico-discursive* nous permettra en effet de proposer certaines hypothèses interprétatives – les « possibles interprétatifs »^[329] pour Charaudeau ou les « avenues de sens »^[330] pour Barthes – résultant de la découverte d'un jeu énonciatif entre ce qui est dit et ce qui est laissé entendre. C'est donc grâce à ce type d'analyse, et plus précisément, au contexte d'énonciation – les pages économiques du quotidien *Libération* – que nous pouvons interpréter le sens implicite du signe *grippe* ; en effet, une fois reconnu, suite à l'analyse *sémantico-linguistique*, qu'une grippe est un problème de santé moins grave par rapport à un *accident cardiaque*, il suffira de transposer ce niveau de gravité au domaine de l'économie pour pouvoir inférer que le signe *grippe* – problème de santé léger – se réfère à la crise ; que le syntagme *accident cardiaque* – problème de santé grave – est un SPE se référant à la récession. En [1], les hypothèses nous paraissent motivées, d'une part, par le contexte linguistique et, d'autre part, par le contexte d'énonciation.

Cependant, nous avons dû nous confronter à la production d'hypothèses plus aléatoires que celles-ci. En effet, la seule prise en compte de ces éléments d'analyse, dévient, parfois, insuffisante pour émettre des hypothèses interprétatives efficaces. Il suffit d'observer l'énoncé [2], où nous avons décidé, non sans quelque réserve, de donner encore une fois au signe *grippe* le signifié « discursif » de « crise économique ». Dans cet énoncé, en effet, le signe *rhume* aurait pu être considéré en tant que SPE de *crise*, le signe *grippe* en tant que SPE de *récession* et le signe *pneumonie* en tant que SPE de *dépression* ou *contraction*. Cependant, les informations dont nous disposons grâce à l'ensemble des discours déjà produits invalident cette première hypothèse car lors de l'énonciation, la crise venait à peine de se déclencher et la presse parlait d'une possible, mais non probable, récession aux États-Unis. En revanche, il n'y avait aucun élément laissant supposer une récession en Asie. Suite à cette considération, relevant d'une inférence interdiscursive^[331], nous avons mis de côté cette première hypothèse

^[329] Expression empruntée à P. Charaudeau, in *Langage et Discours - Éléments de sémiolinguistique*, Paris, Hachette-Université, 1983.

^[330] Expression empruntée à R. Barthes, *S/Z*, Le Seuil, Paris, 1970.

^[331] « Mise en relation de divers discours porteurs de savoirs sur le monde dont on suppose qu'ils sont inscrits dans une mémoire collective. », in P. Charaudeau, « La situation de communication comme lieu de conditionnement du surgissement interdiscursif », in *TRANEL n°44, Interdiscours et intertextualité dans les médias*, Institut de linguistique de l'Université de Neuchâtel, Neuchâtel, 2006.

et nous avons estimé plus plausible de considérer le signe *rhume* comme SPE de *krach de l'immobilier*, le signe *grippe* comme SPE de *crise* et le signe *pneumonie* comme SPE de *récession*.

En [3], le contexte discursif – à savoir, le domaine financier – et le cotexte – « *nel giro di settantadue ore* »^[332] – permettent, à notre avis, d'interpréter le syntagme *raffreddore americano* (*rhume américain*) comme reformulant métaphorique de *krach financier* et le syntagme *febbre mondiale* (*fièvre mondiale*) en tant que reformulant métaphorique de *crise financière*. Cette interprétation nous paraît la plus pertinente compte tenu du fait que le référent *récession* peut être exclu ; cela car une récession est une diminution du PIB – elle concerne donc l'économie et non la finance – constatée après trois mois consécutifs et impossible donc à évaluer après soixante-dix heures.

[4] « Cet indicateur est en effet très suivi par la Réserve fédérale et sa hausse réduit sa marge de manœuvre en matière d'assouplissement monétaire alors que plusieurs autres indicateurs (immobilier, ISM, emploi, etc.) semblent montrer un **essoufflement** outre-Atlantique. » (*Le Figaro*, 08/08/2007)

[5] « Quant à la crise financière, le “gros” est probablement passé, mais ses conséquences “se feront ressentir pendant encore longtemps” et “de nouvelles **perturbations** ne peuvent être exclues”. » (*Le Figaro*, 05/06/2008)

[6] « È in arrivo una **perturbazione** massiccia dall'Atlantico, avvertono i meteorologi e gli economisti in coro. Per una volta non si sbagliano, almeno i secondi. In queste ore l'onda sollevata dal terremoto finanziario sta infrangendosi sulle nostre vite”. » (*La Stampa*, 28/10/2008)

[7] « Les **turbulences** ont trouvé leur origine outre-Atlantique dans les difficultés affichées d'un organisme de refinancement des prêts hypothécaires (American Home Mortgage) et d'un troisième fonds de Bear Stern. » (*Le Figaro*, 06/08/2007)

[8] « Le **turbolenze** finanziarie degli ultimi mesi hanno messo alla prova tutti i nostri assetti istituzionali; tuttavia, le banche centrali in genere, e la Bce in particolare, hanno mantenuto la politica monetaria in linea con gli obiettivi loro assegnati, prendendo nel contempo tutte le misure necessarie a salvaguardare la stabilità finanziaria mondiale. Esse hanno dimostrato quanto sia importante conservare un'ancora salda per le aspettative di inflazione, in particolare nei momenti di grande turbolenza del mercato. » (*Il Corriere della Sera*, 23/11/2007)

Dans les énoncés ci-dessus, la procédure de calcul de sens est différente car l'on n'est pas face à une rupture d'isotopie sémantique entre les SPE – à savoir *essoufflement*, *perturbation/perturbazione* et *turbulence/turbolenze* – et les autres éléments de l'énoncé. Cela est dû à la lexicalisation d'un sens, directement ou indirectement, corrélé à l'économie. En

^[332] Traduc. : « En l'espace de soixante-douze heures ».

[4], la lexicalisation du sens figuré^[333] du signe *essoufflement* nous permet d'affirmer qu'une isotopie sémantique existe et que ce signe peut être considéré, en tant que coréférent du syntagme *manque de dynamisme*. La même considération est valable pour *perturbation* et *turbulence* dont les sens lexicalisés sont sémantiquement compatibles avec l'environnement cotextuel. Cependant, à notre avis, se manifeste ici une rupture d'isotopie présuppositionnelle ; en effet, le contexte situationnel – la date de publication, si nous analysons l'information *a posteriori*, ou bien les événements relatifs au passé très récent, si nous analysons l'information lors de sa parution – nous fournit les éléments nécessaires pour inférer qu'*essoufflement*, *perturbations* et *turbulences* sont des quasi-synonymes de *crise financière*.

Cette analyse permet, à notre avis, de souligner l'importance de s'interroger autour du sens de la métaphore, de ses fonctions, des effets qu'elle peut engendrer chez le récepteur et cela car ce procédé « nous projette brutalement dans les effets du décalage, effaçant en quelque sorte l'opération de comparer pour en laisser paraître que le résultat énigmatique »^[334]. Enigmatique car la métaphore n'est pas tout simplement un instrument utilisé dans le but de faciliter la compréhension de l'information ; en effet, sans une démarche attentive qui amène au décèlement d'informations implicites, celle-ci peut endormir les défenses critiques du lecteur.

9.1.2. Les SPE hyperonymiques

La deuxième catégorie regroupée dans notre champ concerne les SPE issus de l'hyperonymie

[1] « Rien ne dit, à ce stade, que l'Europe ne payera pas une note plus salée que les établissements financiers américains eux-mêmes de cette **mésaventure du subprime**. » (*Le Figaro*, 25/09/2007)

[2] « Le premier ministre estime que la France n'est pas “à l'abri d'**accidents systémiques**” et anticipe une panne de croissance pour 2009 et ses conséquences sur le taux de chômage et le déficit public. » (*Le Figaro*, 15/10/2008)

^[333] *Au fig.* [En parlant d'une chose abstr.] Manque d'animation, de dynamisme, CNRTL.

^[334] Y. Jeanneret, « Le choc des mots : pensée métaphorique et vulgarisation scientifique », in *Communication et langages*, N°93, 3^{ème} trimestre 1992, p. 103.

- [3] « Dopo i mutui subprime dove può scoppiare il prossimo “**incidente**”? “È vulnerabile l'intero settore dei finanziamenti al consumo, cominciando dalle carte di credito. Negli Stati Uniti spesso i consumatori possiedono più di una carta di credito e le utilizzano fino al massimo scoperto consentito. Alcune banche che emettono carte di credito cominciano a segnalare insolvenze dei clienti fino al 30%.” » (*La Repubblica*, 25/01/2008)
- [4] « L'annonce de BNP Paribas montre que “**le problème des subprimes** va prendre plus de temps qu'attendu avant de se dissiper. Il ne faudra pas quelques jours ou quelques semaines, mais des mois avant de connaître son impact total”, explique Owen Fitzpatrick, analyste de la Deutsche Bank. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)
- [5] « Le nostre istituzioni finanziarie sono state sfiorate marginalmente dal **problema dei subprime**, assai meno non solo delle banche americane ma anche di molte consorelle europee e quindi, da questo punto di vista rimangono pienamente affidabili. » (*La Repubblica*, 10/12/2007)

En [1], le syntagme *du subprime* – qui suit le N *mésaventure* – nous permet très facilement de remplacer le coréférent *mésaventure* par le signe *crise*, à travers un simple procédé de déconstruction du syntagme *crise du subprime*. L'interprétation de ce SPE est aisée, mais le PE du signe *mésaventure* est cependant important du point de vue de la valeur pragmatique que ce signe peut avoir. En effet, remplacer le signe *crise* par le signe *mésaventure* signifie prétendre que la situation financière n'est que le fruit de la malchance, d'une fatalité malheureuse déclenchée par une combinaison tout à fait improbable d'événements ordinaires. La même considération peut être faite pour le signe *accident/incidente* en [2] et en [3] et pour le signe *problème/problema* en [4] et en [5].

- [6] « Le **ralentissement** américain commence à faire sentir ses effets en Europe. Comme prévu, la croissance de la zone euro a fortement décéléré en fin d'année 2007. “L'Europe n'est pas immunisée contre un **sérieux ralentissement** aux États-Unis, lequel est plus sévère qu'escompté”, a prévenu cette semaine Guy Quaden, gouverneur de la Banque nationale de Belgique. » (*Le Figaro*, 15/02/2008)

En [6], dans la première occurrence, la définition même de *crise* – à savoir ralentissement de la croissance du PIB – nous permet de considérer le signe *ralentissement* en tant que coréférent du signe *crise*. Le PE du signe n'est pas ici très élevé car *crise* et *ralentissement* entretiennent une relation de synonymie facilement identifiable. En revanche, le PE demeure plutôt élevé – et peut plus facilement se réaliser en discours – dans la deuxième occurrence du signe, en raison du recours à l'adjectif *sérieux*. Dans ce cas, en effet, l'ambiguïté est élevée car il ne nous paraît pas aisé d'identifier précisément le référent auquel le signe – ou plus précisément le syntagme, car l'interprétation du signe *ralentissement* est liée à l'adjectif *sérieux* – renvoie. Un *sérieux ralentissement* serait donc une crise sérieuse, grave, mais à quoi

se réfère-t-on lorsqu'on parle d'une crise sérieuse ? Malgré l'ambiguïté du syntagme, nous savons qu'un *sérieux ralentissement* est un phénomène plus grave par rapport à un ralentissement et nous pouvons donc inférer qu'ici ce syntagme pourrait désigner une récession.

9.1.3. Les SPE issus de l'antonymie, de l'oxymore et de la métonymie

La troisième catégorie de SPE relève de l'antonymie, de l'oxymore et de la métonymie. Observons les exemples :

- [1] « Ce serait un coup fatal pour les “lâchés” – Grèce ou Espagne – mais aussi très dur pour les pays du “peloton” comme la France. “*Une hausse des taux d'intérêt aurait un double impact sur les pays en plein **ajustement** : renchérir le coût de leur endettement, et fragiliser leur reprise*”, craint M. Cailloux. » (*Le Monde*, 31/08/2010)
- [2] « Sans aller jusqu'à parler de récession, le gouvernement espagnol a été contraint vendredi de réduire ses prévisions de croissance pour 2008 à 2,3 % (contre 3,1 %), après 3,7 % l'an dernier. La fin du boum immobilier, qui a soutenu l'économie du pays ces dernières années à travers le secteur du BTP, menace directement l'emploi. Madrid a aussi revu en hausse ses prévisions de chômage vendredi, à 9,8%. “Ce sont des corrections très importantes... L'**ajustement** du secteur immobilier s'avère plus intense que ce que nous avons prévu”, a déclaré le ministre de l'Économie, Pedro Solbes. » (*Le Figaro*, 24/04/2008)
- [3] « “Nonostante gli interventi senza precedenti delle maggiori banche centrali – si legge ancora nel report –, i mercati finanziari continuano ad esser messi a dura prova, una situazione questa aggravata da un contesto macroeconomico più preoccupante e da istituzioni poco capitalizzate”. “Nell'immediato è essenziale che la politica reagisca per ridurre i rischi di un **aggiustamento** ancora più doloroso, preparando interventi e misure correttive volte ad attaccare le cause delle attuali turbolenze”, spiega il Fmi, sottolineando comunque che le autorità dovrebbero evitare una corsa alla regolamentazione che potrebbe solo esacerbare gli effetti dell' attuale crisi. » (*Il Corriere della Sera*, 08/04/2008)

Le terme *ajustement*, dans le domaine économique, pourrait être défini, de manière générale, comme une correction visant à équilibrer deux valeurs (prix et salaires, euro et dollar, offre et demande, etc.). Malgré la polysémie de ce terme – dont les acceptions sont nombreuses – nous n'avons pas rencontré, dans les dictionnaires économiques et généraux consultés, d'occurrence décrivant ce signe dans l'acception de *crise*. En revanche, comme nous pouvons l'observer dans les exemples proposés ci-dessus, cette acception a été rencontrée dans notre « corpus ». D'un point de vue sémantique, considérer le signe *crise* et le signe *ajustement* en tant que coréférents signifie ôter à *crise* un sème distinctif, celui du retournement, de la rupture de l'équilibre. Considérant cet aspect, les signes *crise* – contenant le sème « déséquilibre » – et *ajustement* – contenant le sème « équilibre » – paraissent liés par une

relation d'antonymie sur le plan linguistique et par une relation de synonymie sur le plan discursif. Du point de vue pragmatique, le recours à ce coréférent discursif permet – grâce à la connotation positive que, généralement, le signe *ajustement* reçoit – de présenter la crise de manière positive.

- [4] « Il est trop tôt cependant pour mesurer l'ampleur de la crise : “les interventions répétées des banques centrales visent à restaurer la confiance des marchés. Si elles réussissent dans cette entreprise, les marchés mondiaux s'en tireront avec un gros mal de tête, avec probablement des conséquences à tirer en termes de régulation et de méthodologie de notation des risques, comme à chaque correction boursière. C'est un processus sain de **destruction créatrice**”, estime Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. » (*Le Monde*, 28/08/2007)
- [5] « Inutile contrapporre un capitalismo industriale ritenuto saggio e una sfera finanziaria destinata alla follia. Lo stesso progresso industriale, che certo non somiglia a un fiume tranquillo, alterna continuamente creazione e distruzione, abbandono delle vecchie forze produttive ed esplosione di nuove fonti di ricchezza. La finanza incoraggia questo movimento di **distruzione creatrice**, che definisce secolo dopo secolo l'occidentalizzazione del mondo. » (*Il Corriere della Sera*, 30/09/2008)

Dans ces énoncés, le journaliste du *Monde* choisit de rapporter le point de vue d'un économiste qui désigne la crise comme « un processus sain de destruction créatrice ». Cette expression, relevant du procédé de l'oxymore, acquiert à notre avis la valeur de SPE dans le cas où le lecteur ne serait pas en mesure de l'identifier en tant qu'expression technique^[335], appartenant au domaine de l'économie. Dans ce cas, en effet, le lecteur pourra inférer que la crise est un nouveau départ, une occasion pour remplacer le vieux par le neuf, l'obsolète par l'innovation ; dans ce cas, le message sera donc un message d'espoir. Au contraire, lorsque le lecteur est en mesure de reconnaître le caractère notionnel et idéologique du syntagme *destruction créatrice*, l'inférence sera différente ; en effet, dans ce deuxième cas, il pourra percevoir le soutien à la vision capitaliste de l'économie, fondée sur la concurrence. On remarquera enfin, le choix de recourir à l'adjectif *sain* ; ce choix nous semble dicté par la volonté de souligner le fonctionnement normal du système économique-financier et l'absence de vices ou d'anomalies au sein de celui-ci.

^[335] « Expression forgée par Joseph Schumpeter (*Capitalisme, socialisme et démocratie*) pour désigner le processus d'évolution du capitalisme qui se caractérise par des firmes en concurrence qui recherchent une position monopoliste obtenue par des innovations technologiques. Le monopole est temporaire en raison de la diffusion de l'innovation par imitation, ce qui oblige à mettre en œuvre de nouvelles innovations qui détruisent les anciennes », in A. Silem (éd), *op. cit.*, p. 275.

En [6] et [7], la reformulation de l'invariant référentiel *récession* (en [6]) et *crise* (en [7]) s'effectue par superposition métonymique du signe *correction* (la conséquence engendrée par le déclenchement de la crise) aux signes *récession* et *crise* (la cause qui a rendu nécessaire un processus de correction).

[6] « La Maison Blanche a prévu un plan de relance de l'économie, présenté par George W. Bush le 28 janvier prochain, lors du discours sur l'état de l'Union. A ce sujet, Henry Paulson est resté vague, expliquant la prise de conscience de "l'importance cruciale de maintenir l'économie aussi forte que possible au fur et à mesure que nous absorberons la **correction immobilière**". Le secrétaire a mis en avant le fait de ne pas se précipiter et de mettre en place la politique la mieux adaptée. » (*Le Figaro*, 07/01/2008)

Dans l'énoncé [6], le coréférent métonymique est identifiable grâce aux indices fournis par l'environnement contextuel. Ici, en effet, l'environnement cotextuel ne nous permet pas d'identifier le transfert cotopique des deux termes. Ce transfert est, cependant, identifiable grâce à l'environnement contextuel qui nous permet d'assigner, par calcul inférentiel, la même valeur référentielle aux signes *correction* et *récession* dans l'exemple [6] et aux signes *correction* et *crise* dans l'exemple [7]. Pour ce faire, il faudra, premièrement, considérer qu'un *plan de relance de l'économie* est une mesure « destinée à donner une impulsion nouvelle à une activité économique dans une phase de ralentissement, de stagnation (récession) »^[336]. Deuxièmement, il faudra mettre l'accent sur le fait que l'énoncé « maintenir l'économie aussi forte que possible » est une reprise anaphorique – marqué par la locution *à ce sujet* – renvoyant au syntagme *plan de relance*. Enfin, il faudra considérer « l'absorption de la correction immobilière » comme la source du problème. Suite à ces trois considérations, nous pouvons inférer que pour absorber *la correction immobilière* il faudra *maintenir l'économie aussi forte que possible* via un *plan de relance*. Ce dernier étant une mesure imaginée dans un contexte de récession économique, nous pouvons déduire que *correction* et *récession* ont ici la même valeur référentielle et que ces deux coréférents sont liés par une relation cotopique de effet à cause. Le recours à la métonymie permet donc à Henry Paulson – via le discours rapporté du journaliste du Figaro – de présenter l'argument « tabou » à travers une « réindexation référentielle »^[337] rehaussante de la récession, déclenchée par le recours à un signe (*correction*) pouvant être affecté d'une connotation positive, issue d'un sémantisme qui renvoie à une modification destinée à une amélioration.

^[336] A. Silem (éd), *op. cit.*, p. 705.

^[337] [La référence] « fortement orientée du fait qu'elle réindexe l'objet du discours sur une polarité coréférentielle davantage adaptée aux exigences de la communication », in M. Bonhomme, *Le discours métonymique*, Berne, Peter Lang, 2006, p. 37.

[7] « “Ciò che sappiamo sulle nostre banche è per fortuna molto rassicurante. Sono esposte in maniera minima sui mutui subprime, tanto che i colleghi europei si sono congratulati oggi per questo dato di fatto, per i nostri istituti che paiono immuni dal tracollo”. Il governatore Draghi ha detto in settembre che l'universo del credito nostrano ha avuto la fortuna di essere poco aggressivo. Ma ciò non toglie che, anche da noi come in Europa, gli inciampi tipo Northern Rock siano stati poca cosa rispetto al potenziale. Il problema ha anche un volto congiunturale illuminato dall'insubordinazione statunitense. “È una **correzione** che da mesi sapevamo che stava per arrivare” ha commentato il presidente della Bce Jean-Claude Trichet. » (*La Stampa*, 23/01/2008)

En [7], en revanche, le signe *correction* (*correzione*) peut, à notre avis, être considéré en tant que coréférent du signe *crise*. Dans ce cas, l'interprétation de *correction* peut se faire uniquement à la suite de l'identification – issue d'une inférence relevant d'indices repérés dans le hors-discours^[338] – du sème *crise* dans certains segments discursifs – à savoir, *mutui subprime*^[339], *tracollo*^[340], *inciampi tipo Northern Rock*^[341] et *insubordinazione statunitense*^[342] – identifiés dans l'énoncé. Afin d'éclaircir cette idée, observons, à titre d'exemple, le rôle du syntagme *insubordination américaine*, l'analyse duquel relève de la mise en relation des éléments du discours – à travers lesquels on reconnaît l'existence d'un problème conjoncturel lié à la question des *subprimes* et provoqué par l'« insubordination américaine » – et des informations dont nous disposons grâce à l'interdiscours – qui nous permettent d'inférer que le syntagme *insubordination américaine* remplace *crise des subprimes*. À partir de ces inférences, nous pouvons assigner au signe *correction* – qui est une reprise anaphorique (dont l'antécédent peut, aussi bien, être le segment discursif immédiatement précédent que l'ensemble de l'énoncé qui la précède^[343]) – la même valeur référentielle du signe *crise*.

^[338] Cette inférence peut se faire uniquement à travers la mobilisation de connaissances extérieures au discours ; en effet, elle ne présente aucun élément permettant de reconnaître l'anaphore. Nous considérons cette reprise anaphorique au sens de Georges Kleiber, c'est-à-dire en tant qu'anaphore « mémorielle » qui « renonce au critère textuel et promeut le critère de saillance préalable [...]. Dans un tel cadre, où le mode de connaissance du référent qu'a l'interlocuteur est considéré comme déterminant, l'anaphore devient un processus qui indique une référence à un référent déjà connu par l'interlocuteur, c'est-à-dire un référent « présent » ou déjà manifeste dans la mémoire immédiate », in G. Kleiber, *Anaphores et pronoms*, Louvain-la-Neuve, Duculot, 1994, p. 22.

^[339] Traduc. : « Crédits *subprimes* ».

^[340] Traduc. : « Krach ».

^[341] Traduc. : « Inconvénients du type Northern Rock ».

^[342] Traduc. : « Insubordination américaine ».

^[343] L'impossibilité d'établir avec précision quel est l'anaphorisé du signe *correction* est due à l'absence d'un élément (connecteur, démonstratif, possessif, etc.) permettant de combler la rupture syntaxique engendrée par le recours à la citation où le signe apparaît.

L'analyse de ce paradigme nous a amenée à présenter celle qui nous paraît être la conceptualisation de la notion de *crise* dans le discours analysé ; la crise apparaît comme un événement fortuit et nécessaire au bon fonctionnement du système. Il s'agit donc d'un aléa, d'un problème temporaire qui impose des solutions temporaires, d'un mauvais moment à passer qui oblige « tout le monde » à faire des sacrifices. La portée pragmatique n'est pas sans valeur car cette idée de crise peut engendrer un sentiment de résignation, l'habitude de vivre avec cet « aléa », de trouver des solutions personnelles pour s'en sortir sans vraiment laisser la place à un questionnement plus profond, critique et commun.

9.2. LE CHAMP THÉMATIQUE DE LA TITRISATION

Le deuxième champ thématique que nous avons pu identifier est celui de l'activité de titrisation effectuée à partir des crédits *subprimes*. Cette thématique « taboue » est présentée dans la presse analysée à travers le recours à SPE permettant d'effacer la négativité des titres toxiques, dérivés des *subprimes*. De manière générale, l'emprunt anglais « subprimes » est un SPE utilisé pour désigner, dans une répartition^[344] en vigueur aux États-Unis, la catégorie d'emprunteurs les moins solvables. Suite à un glissement métonymique, ce signe finit par qualifier les crédits octroyés à ces emprunteurs, c'est-à-dire des types de crédits hypothécaires très risqués. Ces crédits sont, ensuite, transformés en titres financiers ; c'est ce que nous entendons par dérivés « subprimes ». À ce propos, nous avons identifié, dans notre « corpus », les paradigmes désignationnels suivants :

Paradigme désignationnel des titres « dérivés subprimes » (CF)
Actif non liquide
Créance douteuse
Instrument financier complexe
Produit boursier ultracomplexe
Produit sophistiqué
Véhicule hybride

^[344] Les *primes* : emprunteurs les plus solvables ; les *Alt-A* : catégorie intermédiaire de personnes *a priori* solvables, mais qui ont des difficultés à justifier des revenus réguliers (artisans par exemple) et les *subprimes* : emprunteurs les moins solvables.

Paradigme désignationnel des titres « dérivés subprimes » (CI)
Asset involontario
Derivato sintetico
Prodotto di finanza creativa
Prodotto strutturato
Strumento di credito strutturato
Strumento finanziario complesso
Strumento finanziario sofisticato
Strumento ibrido
Titolo ibrido

Les reformulants relatifs aux titres « dérivés subprimes » se présentent sous forme de syntagme dont l'un des éléments est un substantif (*produit, véhicule, etc.*) ou un SN (*instrument financier, produit boursier, etc.*) remplaçant *titres*, et l'autre est un adjectif qualificatif dénotant une caractéristique inhérente – la complexité, l'unicité, l'exotisme, etc. – du substantif ou du SN auquel il se rapporte. La fonction de l'adjectif est majeure car c'est dans celui-ci qui réside le *potentiel d'euphémisation* du syntagme. Afin de mieux comprendre, observons les exemples proposés ci-dessous :

- [1] « Sans citer nommément les fonds spéculatifs, échappant à toute régulation, le besoin de “transparence sur les actifs hors bilan et des **instruments financiers complexes**”, notamment les CDS (contrats d'assurance sur le non remboursement d'un emprunteur) est évoqué dans le communiqué. » (*Libération*, 16/11/2008)
- [2] « Ministri e governatori hanno comunque affidato al Comitato economico e finanziario – l'organismo che prepara le riunioni Ecofin – il compito di studiare “come aumentare la trasparenza degli **strumenti finanziari complessi** e delle istituzioni”, di come migliorare la valutazione dei processi e della gestione dei rischi, nonché di tenere d'occhio “il ruolo delle agenzie di rating”. » (*La Repubblica*, 15/09/2007)
- [3] « L'empressement des banques à transformer les emprunts hypothécaires américains en **produits boursiers ultracomplexes** a conduit à de tels imbroglios, que ces dernières sont incapables de prouver qu'elles possèdent les biens pour lesquels ces prêts ont été accordés. » (*Libération*, 22/11/2007)
- [4] « Ricordato che sul sistema bancario italiano la bufera ha avuto un “impatto limitato”, Saccomanni ha invitato a “non demonizzare” gli **strumenti finanziari più sofisticati**, come derivati e prodotti strutturati. L'innovazione finanziaria, ha detto, “nulla ha a che fare con la situazione attuale, che invece si ricollega a un problema di valutazione del rischio”. Infine, citando le parole dell'ex presidente della Federal Reserve Alan Greenspan, ha concluso affermando che l'innovazione in finanza porta inevitabilmente a una fase di “distruzione creativa”. I subprime, per esempio, sono già scomparsi dal mercato. » (*Il Corriere*, 23/10/2007)

- [5] « La tempête a commencé sur le marché des crédits immobiliers hypothécaires américains avant de se propager via des **produits sophistiqués** à pratiquement tous les établissements financiers. » (*Libération*, 14/11/2008)

Dans les exemples de [1] à [5], le PE dérive du recours aux adjectifs *complexes*, *ultracomplexes* et *sophistiqués*. En effet, le N (*produit*) ou le SN (*instrument financiers*, *produits boursiers* et *produits financiers*) sont des synonymes – attestés dans les sources lexicographiques utilisées – du terme *titres* ; par conséquent, leur interprétation peut se faire à travers l’usage d’un dictionnaire. Cependant, dans les exemples considérés, ces technicisms – existant en langue – ne sont pas employés comme tels ; ils sont suivis par un adjectif qui permet la formation de composés « figés en discours ». En d’autres termes, il y a une création lexicale – le technicisme + l’adjectif devient un faux-technicisme remplaçant le syntagme « tabou » *titre dérivé subprimes* – qui n’est identifiable qu’en discours. L’identification de la coréférence entre ces faux-technicisms et l’invariant référentiel est, dans la plupart des cas, simple à identifier ; il suffit, en effet, de prêter attention au contexte linguistique et extralinguistique dans lequel ils apparaissent. En [2], par exemple, l’environnement contextuel (*fonds spéculatif*, *régulation*, *transparence*, *actifs hors bilan* et *CDS*) nous permet d’inférer, sans trop de difficulté, que le syntagme *instruments financiers complexes* renvoie aux titres dérivés *subprimes*. L’enjeu n’est donc pas tant de reconnaître ces nouvelles unités discursives, mais plutôt d’identifier la portée pragmatique que leur recours comporte. Suite à ces considérations, nous distinguerons ces faux-technicisms en deux catégories issues de l’effet pragmatique qu’ils peuvent, à notre avis, générer chez le lecteur.

La première catégorie regroupe les SPE – les faux-technicisms sont des SPE – faisant recours à l’adjectif *complexe* ou à un dérivé de celui-ci (c’est le cas du signe *ultracomplexe*, créé par préfixation du morphème *ultra*). Ces SPE permettent de présenter les *titres dérivés subprimes* non pas comme des produits redoutables, mais plutôt comme des produits difficiles à administrer à cause de leur complexité. Deux effets perlocutoires sont, à notre avis, à prendre en considération ; le premier est qu’il suffira d’apprendre à connaître ces produits pour faire en sorte qu’ils ne nuisent plus. En d’autres termes, il ne faudrait pas remettre en question ces instruments, mais plutôt l’incompétence, la légèreté ou la cupidité de ceux qui les ont maniés. Le deuxième effet est une possible renonciation, de la part du lecteur, à la compréhension d’un modèle financier dont la complexité paraît être la caractéristique principale.

La deuxième catégorie regroupe les faux-technicismes faisant recours à l'adjectif *sophistiqué* ; dans ce cas, comme dans l'autre, les SPE remplacent le syntagme « tabou » dans le but de marquer la neutralisation de la négativité de ces produits. Cependant ici, outre la neutralisation, il y a également une positivisation des *titres dérivés subprimes* ; en effet, le recours à l'adjectif *sophistiqué* – contrairement à l'emploi de l'adjectif *complexe*, qui même permettant de justifier les « erreurs d'appréciation du risque », peut engendrer une connotation négative relevant du sémantisme du signe qui renvoie à l'erreur, aux difficultés, aux problèmes – peut engendrer une connotation positive issue du sémantisme du signe qui renvoie au perfectionnement, à la rareté, au progrès.

- [6] « Così, non bisogna più perdere tempo e attuare completamente le regole esistenti cominciando da quelle di Basilea 2, di cui si chiede il rafforzamento del “trattamento prudenziale”, con aumento dei requisiti patrimoniali, “per gli **strumenti di credito strutturato** e le attività detenute fuori bilancio”. Un aspetto “sorprendente” della turbolenza, nota infatti il documento, “è stata l'ampiezza delle carenze e dei fallimenti nella gestione del rischio presso imprese regolamentate e sofisticate”. » (*Il Corriere della Sera*, 12/04/2008)

En [6], le contexte sémantico-linguistique (l'isotopie) ainsi que le contexte extralinguistique (Basilea 2) nous permettent, comme dans les exemples déjà analysés, d'inférer que le syntagme *strumenti di credito strutturato* (*instruments de crédit structuré*) est utilisé en tant que coréférent de *titres risqués*. Dans ce cas, c'est l'adjectif *strutturato* (*structuré*) qui détient le *potentiel d'euphémisation* ; en effet, ce signe possède des traits sémantiques tels que cohérence, organisation, précision issue d'une structure, ordre, etc.

- [7] « La Commissione Ue apre il processo alle agenzie di rating. Sotto accusa è l'accuratezza delle valutazioni che Moody's, Standard&Poor's e le loro sorelle hanno attribuito ai **prodotti di finanza creativa** più sofisticati e rischiosi, contribuendo così alla tempesta finanziaria delle scorse settimane. » (*La Stampa*, 31/08/2007)

En [7], le technicisme *produit financier* est remplacé par *prodotti di finanza creativa* (*produits de finance créative*) – nous savons, grâce à l'environnement linguistique (adjectifs *sophistiqués* et *risqués*), que ce syntagme remplace *produits dérivés* – dont le PE est lié à la connotation positive que le lecteur peut assigner à l'adjectif *creativa* (*créative*). Dans cet exemple, malgré l'évocation de l'argument « menaçant » (le risque lié à ces produits), le journaliste met en relief l'argument positif de l'innovation.

[8] « Enfin, la banque suisse a décidé de créer une structure dédiée à la gestion de ses **actifs non liquides** et liés au secteur immobilier américain. » (*Le Figaro*, 03/04/2008)

En [8], le syntagme *actifs non liquides* a été créé à partir de l'expression technique *actifs liquides*, relevant du domaine de la finance et désignant des actifs ayant « la faculté d'être mobilisés ou réalisés à vue »^[345]. En d'autres termes, un *actif liquide* est représentatif de stocks ou de créances à court terme qui se caractérisent par la capacité d'être échangés rapidement en monnaie. Logiquement donc parler d'*actifs illiquides* ou *non-liquide* pourrait amener le lecteur à croire que ce « technicisme » se réfère aux actifs financiers dont le degré de *liquidité* n'est pas à court terme. Cependant, considérant que les actifs en question sont définis en économie *actifs immobilisés*, nous pouvons considérer ce syntagme comme un faux-technicisme, créé à partir d'une analogie sémantiquement immotivée^[346] avec le technicisme *actifs liquides*. Le PE du syntagme est donc dû à cette fausse analogie de sens entre l'adjectif *liquide* et l'adjectif *illiquide* – néologisme obtenu par analogie lexicale (cf. 5.1., [1]) – qui semble viser à persuader les lecteurs que l'inemploi de ces biens s'explique par la logique de les amortir dans le long terme. En réalité, cependant, l'environnement cotextuel (« liés au secteur immobilier américain ») et contextuel (impossibilité de vendre sur le marché les titres liés au secteur immobilier) nous permet d'inférer que les *actifs*, définis par SPE *illiquides* ou *non liquides*, sont des produits financiers difficilement négociables, voire non-négociables, issus de la *titrisation* des crédits *subprimes*. Le reformulant *actif illiquide/ non-liquide* permet donc, à notre avis, de ne pas parler de créances irrécouvrables/ invendables ou de titres toxiques.

[9] « Il problema per Citigroup è sostanzialmente uno: non si sa ancora quanto stia perdendo fra subprime e obbligazioni 'collateralizzate' di varia natura. “Esiste un grande margine di incertezza scrive la Merrill Lynch a partire da quanto siano gli **asset 'involontari'** ai quali la banca dovrà far fronte”. » (*La Repubblica*, 10/12/2007)

En [9], le terme technique *asset* (titre) est suivi de l'adjectif *involontaire* ; dans ce cas aussi, l'identification du SPE est aisée, mais l'effet perlocutoire demeure important. En effet, le signe *involontaire* peut engendrer un sentiment d'indulgence chez le lecteur.

^[345] A. Silem (éd), *op.cit.*, p. 509.

^[346] Nous entendons par analogie sémantique une correspondance partielle ou totale entre deux unités de sens.

- [10] « “Non ho nessun commento da fare” spiega Pellegrini a *La Stampa* tramite il suo portavoce. Mentre è Paulson a farsi sentire con una lettera agli investitori nella quale chiarisce che le operazioni sui **derivati sintetici** “sono state condotte in maniera appropriata e in buona fede”. » (*La Stampa*, 22/04/2010)

En [10], différemment des autres exemples, le signe *dérivés* (*derivati*) – nous rappelons que le syntagme *prodotto derivato* est lexicalisé est donc son PE est limité – est présent dans le syntagme coréférentiel *derivati sintetici* (*dérivés synthétiques*). Cependant, la déconstruction du technicisme, d’une part, et le recours à l’adjectif *sintetici* – dont le sémantisme renvoie à l’ingénierie financière, à la recherche de combinaison parfaite, à l’innovation – d’autre part, permet de préserver le PE du syntagme.

- [11] « Cette nouvelle journée noire pour la finance américaine montre à quel point l’angoisse persiste, malgré la promulgation la semaine dernière du plan du secrétaire américain au Trésor Henry Paulson pour racheter les **créances douteuses** des banques. » (*Libération*, 10/10/2008)

En [11], l’analyse sémantico-linguistique nous permet de reconnaître le syntagme *créance douteuse* en tant que technicisme attesté dans des sources lexicographiques diverses et désignant une « créance dont le recouvrement intégral n’est pas assuré ». Dans cette perspective, ce reformulant – qui dénote une continuité sémantique entre le syntagme et les autres éléments de l’énoncé – ne nous semble pas détenir un PE. Cependant, l’analyse contextuelle dénote une rupture d’isotopie présuppositionnelle entre l’information véhiculée par ce technicisme et les informations relatives au contexte situationnel dont nous disposons. Le contexte extralinguistique nous permet, en effet, de lever le doute relatif au recouvrement de ce type de créances ; celles-ci sont, à notre avis, invendables, irrécouvrables.

- [12] « “Nous devons nous interroger sur le rôle exact que doivent jouer ces agences dans la cartographie des risques”, a précisé le président français Nicolas Sarkozy. Dans la crise actuelle, leur position est plus fragile car elles ont aussi un rôle de conseil auprès des banques dans la création des **véhicules hybrides**. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)

- [13] « Difendono i rating ma con riserve e credit watch negativo Intesa Sanpaolo (AA-/A-1+) e Mediobanca (AA-/A-1+), la prima per l’alta correlazione all’economia italiana (in gran frenata), la seconda nell’ipotesi di una correzione del mercato. Mps è direttamente declassata ad A-/A-2, perché “il prossimo ricorso ai bond governativi da 1,9 miliardi non accrescerà il patrimonio come lo calcola S&p, e il capitale di Mps ha già molti **strumenti ibridi**”. » (*La Repubblica*, 02/10/2009)

- [14] « La Morgan Stanley chiama i titoli con cui è stato realizzato quest’atipico aumento di capitale hybrid equity, e aggiunge: “Altri **titoli ibridi** dovranno essere probabilmente emessi sul medio termine”. » (*La Repubblica*, 10/12/2007)

Dans ces exemples, l'adjectif met en exergue une qualité « neutre » (l'hybridité) de ces *véhicules* (en [12]), *strumenti* (en [13]) et *titoli* (en [14]). Dans les exemples [13] et [14], différemment qu'un [12] – *strumenti* (*instruments*) et *titoli* (titres) sont lexicalisés dans la langue de l'économie – la valeur synonymique entre le syntagme et l'invariant référentiel est attestée dans le discours et non pas dans la langue. Cela comporte, à notre avis, un niveau d'ambiguïté plus important par rapport à l'autre SPE. Ici, en effet, l'ambiguïté du syntagme est telle que nous nous limiterons à proposer deux possibles interprétations sans, pour autant, trancher sur l'une des deux car, à vrai dire, les contextes linguistique et extralinguistique ne nous permettent pas de le faire. En [12], le syntagme *véhicules hybrides* pourrait, d'une part, désigner un ensemble de produits financiers très risqués, du type des CDO. Dans ce cas, la création lexicale de ce SPE serait, d'après nous, à rechercher dans l'association d'un synonyme du terme technique *instrument* (*véhicules*) et de l'adjectif *hybrides*, remplaçant vraisemblablement *dérivés*, terme associé à *instrument* dans le syntagme technique *instruments dérivés*. D'autre part, *véhicules hybrides* pourrait également remplacer le terme technique *véhicules d'investissement structuré* (SIV) qui désigne les « fonds d'investissement, inventés en 1988 par la banque Citigroup, placés hors bilan pour échapper aux normes prudentielles »^[347]. Malgré notre difficulté d'interprétation – qui nous semble, d'ailleurs, accentuer l'idée que l'activité de *vulgarisation* est parfois faible et imprécise – il convient de prêter attention au fait que ce syntagme déguise, sous une feinte technicité, des notions qui pourraient déranger le lecteur et éveiller en lui un esprit critique qu'il vaut mieux, apparemment, essayer d'étouffer.

9.3. LE CHAMP THÉMATIQUE DE LA SPÉCULATION

Le troisième champ thématique identifié à partir de l'analyse des SPE est celui de la spéculation. L'ensemble des SPE qui nous ont permis de définir cette thématique est nombreux et hétérogène ; nous avons donc préféré distinguer deux groupes de SPE reliés à cette thématique. Nous avons ainsi identifié le paradigme désignationnel des prêts « usuraires » ou « vicieux » et celui des fonds spéculatifs.

^[347] A. Silem (éd), *op.cit.*, p. 838.

9.3.1. Les prêts « vicieux »

Le paradigme désignationnel des prêts « vicieux » (CF)
Crédit immobilier américain
Crédit structuré
Opération aventureuse
Prêt <i>subprimes</i>
Prêt hypothécaire risqué
Prêt laxiste
Subprime loans
Subprime mortgages

Le paradigme désignationnel des prêts « vicieux » (CI)
Mutuo di serie B
Mutuo facile
Mutuo immobiliare americano
Mutuo ipotecario di qualità non primaria
Mutuo ipotecario non primario
Mutuo sofisticato
Mutuo <i>subprime</i>
Prestito indisciplinato
Prestito ipotecario a rischio

- [1] « La crise n'en a pas fini avec les banques, loin de là. Le secrétaire Henry Paulson a expliqué que la crise immobilière actuelle était “inévitabile et nécessaire” et qu'il fallait s'attendre à ce que de nouvelles dépréciations soient annoncées. Le secrétaire a fait savoir que la hausse des prix sur les dernières années et les procédures de **prêts trop laxistes** avaient conduit à la crise actuelle, qu'il considère comme une correction [...]. » (*Le Figaro*, 07/01/2008)
- [2] « Le drame, c'est que les banques centrales, en jouant ce rôle de “prêteur en dernier ressort”, ont encouragé les banques commerciales à multiplier les **opérations aventureuses**. » (*Libération*, 24/09/2007)
- [3] « “A differenza di altri momenti di turbolenza dei mercati” risponde il segretario del Tesoro americano, Henry Paulson “le difficoltà attuali non sono state causate da problemi dell'economia reale, ma dall'eccesso di **prestiti indisciplinati**, che sono stati resi possibili proprio dalla grande liquidità e dalla forza dell'economia”. » (*La Stampa*, 17/09/2007)
- [4] « Nel caso venissero accertate responsabilità le società di rating rischiano inoltre di dover fare i conti con un'offensiva legale da parte degli investitori che hanno subito perdite con i **mutui facili** e con le attività finanziarie ad essi collegati. » (*La Stampa*, 01/09/2007)

En [1], [2], [3] et [4], le journaliste propose un reformulant qui décrit les prêts *subprimes* par le biais d'un adjectif (*laxistes* et *aventureuses*^[348], *indisciplinatis*^[349] et *facili*^[350]) se référant à un défaut, à un vice des opérateurs qui les ont octroyés. Cela comporte une remise en question du comportement excessivement tolérant ou imprudent des agents – ainsi que la nature du public auquel ces prêts ont été accordés – plutôt qu'une remise en question de la nature même de ce type de prêts.

- [5] « La nervosité monte sur les marchés financiers. Les Bourses de Paris et de Londres ont plongé ce vendredi de plus de 3%, comme elles l'avaient déjà fait la veille. Aux États-Unis, l'indice Dow Jones a chuté de 2,8%. A l'origine de ces décrochages, la contagion au système bancaire mondial de la crise du **crédit immobilier américain** (“subprime”). » (*Libération*, 10/08/2007)
- [6] « A spingere Jean-Claude Trichet e Ben Bernanke a questa repentina conversione a U, che suona come una sirena d'allarme a tutto volume, è l'allungarsi della lista delle vittime della crisi innescata dall'implosione dei **mutui immobiliari americani** che, ora, attraverso il labirinto della nuova finanza, rischia di allargarsi a macchia d'olio. » (*La Repubblica*, 10/08/2007)

En [5] et [6], le recours aux syntagmes *crédit immobilier américain* et *mutui immobiliari americani* permet de présenter ces crédits comme de simples crédits immobiliers et de faire abstraction de leur caractère préjudiciable. En ce qui concerne l'exemple [5], il nous paraît intéressant de souligner l'imprécision liée au contenu de la parenthèse (*subprime*) dans la définition de *crédit immobilier américain* ; *crédit immobilier américain* et *subprime* n'ont pas une relation de synonymie au niveau contextuel (mais d'hyponymie car le *subprime* n'est qu'une classe de crédit immobilier américain), mais ici le plan cotextuel – à travers la glose parenthétique – nous dirige vers ce type d'interprétation.

- [7] « La crise des subprimes a – déjà – trois ans. Début février 2007, la banque britannique HSBC était la première à prévenir que l'envolée des impayés sur les crédits immobiliers accordés aux ménages américains les plus modestes, les fameux **prêts subprime**, allait lui coûter cher. » (*Le Figaro*, 09/05/2010)
- [8] « La crisi di liquidità cominciata quest'estate è ancora in corso, le stime di profitto sono molto meno ricche e non è chiara la portata vera del pasticcio **mutui subprime** sui bilanci delle imprese e delle famiglie, la volatilità rende difficile la frequentazione dei listini azionari. Eppure l'economia cresce ancora in tutto il mondo e nei Paesi emergenti con tassi a due cifre. » (*Il Corriere della Sera*, 03/12/2007)

[348] Ici, le signe *opérations* remplace le signe *prêts*.

[349] Traduc. : « Crédits indisciplinés ».

[350] Traduc. : « Crédits faciles ».

- [9] « Dopo gli Stati Uniti, anche l'Europa è a rischio crisi per i mutui. L'allarme viene lanciato dalla Bce che mette in guardia dai “prestiti a elevata leva finanziaria”. Che mostrano “alcune analogie con il mercato statunitense dei **mutui ipotecari di qualità non primaria** (*subprime*) che potrebbero dar adito a timori per la stabilità finanziaria nel caso di una svolta avversa nel ciclo del credito”. » (*La Repubblica*, 09/08/2007)
- [10] « La crisi dei **mutui ipotecari non primari** (*subprime*) ha funzionato così e per quanto grave non ha veramente contagiato le famiglie americane. È stato sufficiente trasferire un po' di liquidità nel fondo Bear Stearns più colpito per calmare i mercati. » (*La Stampa*, 09/07/2007)
- [11] « Il crollo degli hedge Usa può segnalare una crisi profonda dell'immobiliare e dei bond? La crisi è circoscritta alle società dei mutui *subprime*, e non si è sentito l'effetto sui conti delle principali banche. La SE segue la vicenda dei **mutui di serie B** con molta attenzione e ha detto di ritenere che la crisi del mercato immobiliare, che prima pensava stesse toccando il suo fondo a metà del 2007, proseguirà ancora tutto l'anno e andrà avanti nel 2008, non si sa fino a quando. » (*La Stampa*, 02/07/2007)

En [7] et [8], à travers le syntagme *prêts subprime/mutui subprime*, la presse désigne des crédits *sub* « sous » et *primes* « excellents », des crédits « sous-excellents » (cf. 5.3., [5] et [6]) ; l'ambiguïté de ce lexème est forte car dire « sous-excellents » pourrait vouloir dire bons, moyens et même, pas bons du tout. C'est proprement ce dernier sens que l'on doit donner à ce mot qui n'est qu'un SPE utilisé afin de définir des crédits à très haut risque qui ont été accordés à une clientèle peu solvable (minorités ethniques, noires ou hispaniques, qui n'avaient aucune chance de pouvoir les rembourser, sauf à espérer que les prix de l'immobilier, qui avaient déjà augmentés aux États-Unis de 100 % entre 1996 et 2006, continuent d'augmenter) sur la base d'une majoration du taux d'intérêt censée compenser les risques pris par le prêteur. La même ambiguïté se relève en [9], [10] et [11] où l'emprunt *subprime* est traduit en italien par crédits *non primari/ di qualità non primaria/ di serie B*^[351]. L'analyse de ces SPE ne peut se faire qu'avec la mobilisation de connaissances externes au cotexte et relevant des conditions d'octroi de ce type de crédit immobilier, accordé par les banques non pas à des ménages modestes (comme cela est par exemple affirmé en [7]), mais à des personnes appelées NINJA (no incomes, no job, no assets).

- [12] « Le groupe New Century, qui a revendiqué 51,6 milliards de dollars de crédits à risque en 2006, est en quasi-faillite depuis que ses banques ont décidé de cesser de le financer. Les marchés s'alarment de la situation d'institutions financières privées qui ont investi dans le secteur des **prêts hypothécaires risqués** (*subprime mortgages*) accordés à des emprunteurs à faibles revenus. » (*Libération*, 13/03/2007)

^[351] Traduc. : « Non premiers /de qualité non première/de série B ».

- [13] « Dagli Usa arriva intanto una promozione del sistema bancario italiano. In un report la Morgan Stanley, la banca d'affari con sede a New York, giudica quello delle banche italiane un settore attraente, in cui “il rischio di cattive sorprese” è considerato “basso”, dato che non è in vigore il sistema dei **prestiti ipotecari a rischio**, i *subprime* appunto. » (*La Repubblica*, 21/08/2007)
- [14] « Mais M. Parisot estime aussi que “tant que le marché du travail reste tendu et que les revenus salariaux progressent à un rythme rapide, le risque hypothécaire global demeure faible”. A ses yeux, “la crise actuelle sur les ‘**subprime mortgage**’ représente un risque de turbulence sur les marchés financiers, notamment avec de mauvaises surprises sur les résultats de certaines banques américaines, mais pas encore un risque systémique. » (*Le Monde*, 15/03/2007)
- [15] « Les valeurs immobilières étaient en revanche chahutées des deux côtés de l'Atlantique. Aux États-Unis, deux importants hedge funds de Bear Stearns, embarqués dans la crise de secteur des prêts immobiliers à risque, ces fameux *subprime loans*, se trouvent menacés de débâcle. Une nouvelle qui fait craindre que la crise de l'immobilier outre-Atlantique ne se propage aux marchés financiers. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)

En [12] et [13], le reformulant permet d'apprendre que ce type de prêts est garanti par une hypothèque et s'adresse à un public « risqué », mais aucun élément cotextuel permet au lecteur d'avoir des informations concernant le niveau de variabilité des taux d'intérêts. La même remarque est valable pour l'énoncé [14] où en outre le journaliste recourt à l'emprunt anglais, réduisant ultérieurement l'accès à l'information. Enfin, en [15], le reformulant ne donne ni des informations concernant les taux ni, différemment des deux autres syntagmes, des informations concernant la particularité de ces crédits, c'est-à-dire le fait d'être garantis par une hypothèque. L'analyse de ces exemples, comme celle des exemples précédents, doit forcément passer par l'acquisition de connaissances appartenant au « hors-discours », à l'extra-discursif.

- [16] « “Un abbassamento dei tassi – ha detto – allevierebbe i rischi per chi ha contratto mutui ipotecari”, ha detto Bernanke. “È necessario adottare strategie per garantire che i cittadini americani non perdano le proprie abitazioni – ha aggiunto – sulla scia della crisi dei mutui esplosa negli Stati Uniti”. Anche perché la crisi è generalizzata: “I ritardi sui pagamenti stanno aumentando in tutti i segmenti di mercato – ha sottolineato il numero uno della Fed – e in particolare riguardano quei proprietari di case che hanno sottoscritto **mutui sofisticati** senza capire appieno le condizioni del contratto” ». (*Il Corriere della Sera*, 14/03/2008)

En [16], la valeur référentielle – correspondant à celle de crédits « toxiques » – du coréférent *mutui sofisticati* peut être identifiée grâce à l'interdiscours qui permet au lecteur de reconduire ce syntagme à un « ailleurs discursif ». Le cotexte, en revanche, ne permet pas, à notre avis, ce type d'inférence – il manque ici tout élément (anaphore, par exemple) permettant de repérer la relation synonymique entre les syntagmes *mutui ipotecari* et *mutui sofisticati* – et, par conséquent, le lecteur pourrait considérer le syntagme *crédits sophistiqués*

en tant qu'hyponyme du syntagme *crédits hypothécaires*, c'est-à-dire en tant que catégorie particulière de crédits hypothécaires. Concernant l'effet perlocutoire déclenché par une analyse pragmatique de cet exemple, nous voulons, d'une part, revenir aux considérations proposées autour du recours à l'adjectif *sofisticati* (cf. 9.2., [4] et [5]) et, d'autre part, à la portée de l'énoncé « proprietari di case che hanno sottoscritto *mutui sofisticati* senza capire appieno le condizioni del contratto »^[352] qui permet de mettre en avant l'incompétence des personnes souscrivant ces crédits, plutôt que les défauts structurels de ceux-ci.

- [17] « Jusqu'ici, les banquiers se pensaient, au moins en partie, “assurés” contre les pertes dues à la crise des crédits immobiliers américains à risque, dits “subprime”. Près de 800 milliards de dollars de **crédits structurés** contenant des subprime (en jargon technique : des CDO d'ABS) sont, en effet, garantis par des assureurs spécialisés, dits “monoline”. » (*Le Figaro*, 23/01/2008)

En [17], l'analyse du cotexte est suffisante – grâce à la relation entre l'anaphorisé « crédits immobiliers américains à risque, dits “subprime” » et l'anaphorisant « crédits structurés » – pour identifier le coréférent.

9.3.2. Les « fonds spéculatifs »

Le paradigme désignationnel des « fonds spéculatifs» (CF)
Fonds de trésorerie dynamique
Fonds diversifié
Fonds monétaire dynamique
SICAV monétaire dynamique
SIV véhicule de titrisation
Superfonds de défaillance
Véhicule d'investissement structuré

Le paradigme désignationnel des « fonds spéculatifs» (CI)
Fondo a rendimento assoluto
Fondo a ritorno assoluto
Fondo absolute return
Fondo sintetico

^[352] Traduc. : « Des propriétaires de maisons qui ont souscrit des crédits sophistiqués sans véritablement comprendre les conditions du contrat de souscription ».

- [18] « Contrairement à une sicav monétaire classique, dont l'actif ne peut pas intégrer plus de 10% d'actifs risqués, les **fonds de trésorerie dynamique** appartiennent à la catégorie des **fonds diversifiés**. «A ce titre, ils peuvent comporter jusqu'à 100% d'actifs risqués», explique François Collet. » (*Le Monde*, 10/08/2007)
- [19] « Sur les **sicav monétaires dynamiques** que nous gérons, nous n'avons enregistré aucune demande de rachat liée à la crise. On ne peut donc pas parler d'un mouvement de panique. De plus, l'intervention massive de la Banque centrale européenne (BCE) devrait rassurer les investisseurs. Elle montre que le risque de crise de liquidité rencontrera les interventions massives des banquiers centraux, bien décidés à ne pas laisser la situation se dégrader, et qu'on peut garder confiance. Elle a ainsi permis à certains établissements qui gèrent des **fonds monétaires dynamiques** en difficulté d'emprunter, et d'avoir les moyens de se mettre en face des demandes de sortie de leurs clients, en rachetant eux-mêmes leurs parts. En assurant ainsi eux-mêmes la liquidité des fonds, ils évitent d'avoir à les fermer et à les liquider. » (*Le Figaro*, 24/10/2007)

En [18], les syntagmes *fonds de trésorerie dynamique* et *fonds diversifiés* sont liés par une relation hyponymique. Cette relation sémantique – qui généralement permet un élargissement de sens (à travers l'hyperonyme) dans le but de rendre plus accessible le sens de l'hyponyme – doit être reconstruite à l'aide de l'environnement cotextuel de l'énoncé. Cette reconstruction est nécessaire car ici le PE de l'hyperonyme – obtenu par le recours à l'adjectif *diversifiés*, remplaçant le signe *spéculatifs*, ne permet pas d'identifier une catégorie conceptuelle « classe connue » et par conséquent, peut gêner le lecteur dans la construction d'une représentation précise du référent. Cependant, l'environnement cotextuel fournit l'information nécessaire à cette reconstruction ; en effet, le contenu rapporté par le journaliste (« à ce titre, ils peuvent comporter jusqu'à 100% d'actifs risqués »), permet au lecteur d'inférer facilement que les *fonds diversifiés* sont des fonds risqués et, par conséquent, que les *fonds de trésorerie dynamique* le sont aussi. Le PE de l'hyponyme – *fonds de trésorerie dynamique* – relève, en revanche, d'une prédisposition mentale due à l'association du signe *risque* et du signe *dynamique* et il est plus difficile à reconnaître. En d'autres termes, le PE est, dans ce cas, obtenu par le recours à l'adjectif *dynamique* qui, utilisé pour parler des fonds spéculatifs, donne une dimension positive à la notion de risque, obtenue par l'association du signe *risque* aux idées d'innovation, de progrès et d'évolution dont le signe *dynamique* est porteur. En [19], le degré du PE des syntagmes *fonds monétaires dynamiques* et *sicav monétaires dynamiques* – qui sont liés par une relation synonymique identifiable grâce à la reprise anaphorique – est supérieur par rapport à [18] car, dans ce cas, il n'y a aucune marque « potentiellement négative » (en [18], c'était le risque) identifiable dans l'environnement cotextuel de l'énoncé.

[20] « Citigroup, Bank of America et JP Morgan Chase ont annoncé il y a une semaine la création d'un **superfonds de défaisance** de plus de 75 milliards de dollars (52 milliards d'euros). Celui-ci, encouragé par le secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson, rachètera une partie des actifs qui alimentent aujourd'hui la crise. Ceux-ci, constitués en partie d'obligations gagées sur des crédits hypothécaires faits à des ménages peu solvables (subprime) ont été cédés à des **véhicules de titrisation** appelés "SIV". Mais les banques se sont engagées à les reprendre si les SIV rencontrent des problèmes de refinancement auprès des investisseurs institutionnels. » (*Le Figaro*, 24/10/25007)

En [20], le sens du syntagme *superfonds de défaisance* – reformulant *potentiellement euphémique* de « bad bank » ou « banque-poubelle » ou « banque-hôpital » – est, à notre avis, difficile à identifier de manière précise. Le contexte linguistique nous donne, sans doute, accès à un certain nombre d'informations – où, plus précisément, à une certaine terminologie car il y a un manque d'explications à propos des informations données – nous permettant de mettre en place un procédé de recherche du sens. Tout d'abord, nous savons que trois banques créeront un *superfonds* – le préfixe *super*, placé avant *fonds*, permet de souligner le caractère exceptionnel de ce fonds et, par conséquent, l'engagement très fort des banques – *de défaisance* qui rachètera une partie des actifs toxiques auparavant cédés à des SIV. En d'autres termes, les banques vont reprendre les *actifs dérivés des subprimes* qu'elles ont auparavant vendus aux SIV et elles vont les placer dans des *superfonds de défaisance*. Cela pourrait paraître quelque peu compliqué à comprendre, mais, en fin de compte, le lecteur finira par retenir que les banques s'engagent dans le but de trouver une solution à la crise. Cependant, les *superfonds* sont capitalisés par le gouvernement américain ; en d'autres termes, la banque, pour « assainir » son bilan et obtenir des liquidités, achète ses propres actifs toxiques avec l'argent du gouvernement et les déplace dans une autre structure – le *superfonds* – dans l'attente de les revendre et récupérer l'argent au prêteur. En récapitulant donc, la banque d'affaires, vend sa dette *subprime* à elle-même (à travers ses SIV), rachète ensuite sa dette (avec des pertes conséquentes dues à la dévalorisation des titres qui lui sont liés) pour ensuite la revendre à elle-même (à travers les structures de défaisance financées par le gouvernement).

[21] « Le azioni più scambiate sono, nell'ordine, Unicredit (236,24 miliardi di controvalore totale), Eni (195,73 miliardi), Fiat (178,55 miliardi), Intesa Sanpaolo (125,35 miliardi), Enel (95,58 miliardi). Tutti insieme, i titoli azionari hanno registrato 72 milioni di contratti (+27%) del valore di 1.572 miliardi di euro (+39%). La buona dinamica dei volumi ha interessato anche i **fondi sintetici** Etf, il comparto Idem dei derivati, il Sedex dei covered warrant e gli scambi serali, tutti artefici di nuovi record di contrattazione. » (*La Repubblica*, 29/12/2007)

En [21], la reconnaissance du syntagme *fondi sintetici* ETF^[353] en tant que coréférent de *fonds risqués* dépend de la mobilisation des connaissances encyclopédiques du lecteur. En effet, ce type de fonds – qui repose sur la souscription d’un contrat *swap* avec une banque d’affaires – peut engendrer deux risques majeurs : le premier est un risque de contrepartie lié à la possibilité que la banque avec laquelle le *swap* est souscrit fasse défaut. Le deuxième est un risque de solvabilité, occasionné par le fait que, souvent la société qui émet le titre et la banque d’affaires appartiennent au même groupe – c’est le cas de Lyxor, par exemple, filiale de la banque Société Générale qui souscrit les contrats *swap* directement avec celle-ci. Ces connaissances encyclopédiques manquantes, le lecteur pourra être amené à rechercher ce vide interprétatif dans le cotexte ; dans ce cas, l’ambiguïté de la terminologie pourrait être, pour lui, une source de confusion. En effet, le journaliste emploie le syntagme *fonds synthétiques* *ETF* alors qu’en général, la terminologie la plus récurrente est *ETF synthétiques*. Ce type de construction peut, à notre avis, marquer un brouillage référentiel dû à l’interprétation que le lecteur pourrait assigner à une construction syntaxique du type SN (*fonds synthétiques*) + N (*ETF*), où le N, propre à une catégorie de fonds, différemment de l’adjectif – dans une construction tel que N (*ETF*) + adj. (*synthétiques*) – ne fournit pas une qualité/spécificité du SN, mais désigne le SN qui le précède.

[22] « Dopo la crisi cosa cambia? I prodotti finanziari devono essere più semplici, più trasparenti e più facilmente comprensibili. E anche, se vuole, più “democratici”. È questo il nostro sforzo. Anche adesso l’ingegneria finanziaria non si è fermata, nascono continuamente nuovi strumenti. Noi, ad esempio, fra poco usciremo con una nuova generazione di **fondi absolute return** e con prodotti per investire sulle variazioni della volatilità. » (*La Repubblica*, 30/11/2009)

^[353] « Un ETF (Exchange Traded Fund), également appelé Tracker ou Delta One dans les salles de marchés est un fonds indiciel coté. Il s’agit d’un véhicule d’investissement construit comme un OPCVM et se négociant sur les marchés boursiers de la même manière qu’une action [...]. Un ETF réplique la performance d’un indice de référence : il a pour objectif de générer un rendement identique à celui de son indice. Même si les ETFs ont un même objectif (reproduire au plus près la performance d’un indice sous-jacent), tous ne sont pas gérés de la même façon. Deux approches se complètent : la réplication physique qui repose sur l’investissement dans des titres physiques et la réplication synthétique qui repose sur la souscription d’un contrat de swap. La principale approche employée dans la réplication d’un indice consiste à utiliser la réplication physique pour acheter sur les marchés les titres de l’indice sous-jacent [...]. Une approche différente consiste à faire reposer la construction du portefeuille sur des contrats de swaps. Lors de la technique de réplication synthétique, l’ETF investit dans un panier de titres largement diversifié et pouvant différer de l’indice à répliquer. L’ETF contracte en supplément une opération de swap (opération d’échange de performance) avec une contrepartie, le plus souvent une banque d’investissement. Par le biais du swap, l’ETF échange avec la contrepartie les rendements du panier de titres contenu dans le fonds contre les rendements de l’indice à répliquer. Ce faisant, l’ETF reporte le risque de réplication de l’indice sur la contrepartie du swap », in J.-F. Buy (éd), *ETF. Les fonds indiciels cotés dans une allocation*, Cahier Technique n° 5, Seeds finance investment consulting, 2009.

[23] « Piacciono decisamente i **fondi a rendimento assoluto**. In Europa, secondo i dati elaborati da Lipper, nei primi cinque mesi hanno già attratto sottoscrizioni nette per 9,7 miliardi di euro contro gli 11 miliardi dell'intero 2009. In un mercato stimato di oltre 132 miliardi, il nostro paese può vantare il maggior numero di prodotti, ben 143, le masse gestite più consistenti, 25 miliardi. » (*La Repubblica*, 05/07/2010)

[24] « Questa è l'ambiziosa promessa dei **fondi a ritorno assoluto** che propongono agli investitori un profilo di rischio ed un obiettivo, non sempre con l'impegno a priori su una precisa asset class. » (*Il Corriere della Sera*, 19/10/2009)

Dans l'exemple [22], comme c'était le cas pour l'exemple précédent, nous pouvons considérer le syntagme *fondi absolute return* (*fonds à performance absolue* ou *absolute return funds*) comme un synonyme de *fonds risqués* et dans ce cas comme dans l'autre, le contexte linguistique peut compliquer le processus interprétatif. Ici, en effet, l'analyse linguistico-sémantique permet d'inférer que les *fonds à performance absolue* sont des produits financiers « simples », « transparents », « facilement compréhensibles » et « démocratiques ». Cependant, le contexte extralinguistique – les connaissances encyclopédiques – oriente l'inférence vers une direction différente ; les *absolute return funds* utilisent, en effet, les mêmes couvertures d'arbitrages utilisées par les *hedge funds*. Il est intéressant, à ce propos, de faire attention à la définition même de *hedge funds* : « organisme de gestion collective alternative à la recherche de la performance absolue. »^[354]. Les mêmes considérations peuvent être faites pour les exemples [23] et [24], variantes terminologiques de *fondi absolute return*.

9.4. LE CHAMP THÉMATIQUE DE LA CROISSANCE

La quatrième thématique, dont la créativité terminologique est remarquable, est celle de la croissance. À ce propos, dans notre « corpus », nous avons identifié trois paradigmes désignationnels ; le premier regroupe ceux qui peuvent être considérés en tant que coréférents de l'invariant référentiel *décélération*, le deuxième regroupe les coréférents de l'invariant référentiel *stagnation* et le troisième regroupe les coréférents de l'invariant référentiel *décroissance*.

^[354] A. Silem (éd), *op. cit.*, p. 444.

9.4.1. La décélération

Paradigme désignationnel de la décélération (CF)
Anémie de croissance
Atterrissage en douceur
Croissance anémique
Croissance douce
Croissance molle

Paradigme désignationnel de la décélération (CI)
SPE
Crescita anemica
Crescita molle

Les coréférents que nous avons regroupés à l'intérieur de ces paradigmes présentent un degré d'euphémisation différent et sont, en général, facilement identifiables à travers un processus de calcul de sens qui relève de l'analyse sémantico-lexicale. Observons les exemples :

- [1] « Les Japonais, constatant que leurs retraites sont menacées de faillite et que de nouveaux impôts les attendent, préfèrent se serrer la ceinture. Pour eux, c'est une manière comme une autre de voter contre la politique économique du gouvernement. Vue **l'anémie de leur croissance**, il est possible qu'ils ne se rendent même pas compte de leur entrée dans la récession. » (*Le Figaro*, 05/09/2007)
- [2] « La question est posée : les remèdes à la crise budgétaire doivent-ils s'étendre au-delà des plans de secours européens et des programmes d'austérité nationaux ? La maladie se nourrit aussi du dysfonctionnement des marchés, du comportement grégaire des investisseurs et de la **croissance anémique** des pays soumis à la purge : “Qui peut croire que la Grèce pourra un jour rembourser ses dettes ? ”, s'interroge en privé un ministre européen. » (*Le Figaro*, 16/12/2010)
- [3] « Sono soprattutto una **crescita anemica** e un deficit pubblico che si è attestato al 19% del Pil, una sorta di record mondiale, ad aver portato l'Irlanda in questa situazione, dopo gli anni in cui una politica fiscale accorta aveva attirato gli investitori stranieri e fatto parlare della “tigre celtica” grazie soprattutto all'afflusso di capitali stranieri. » (*La Repubblica*, 15/04/2010)

Dans ces trois premiers énoncés, la valeur sémantique du substantif *anémie* en [1] et de l'adjectif *anémique* en [2] comporte une connotation axiologique négative ; cependant, le signe *croissance* – qui apparaît en tête de syntagme – permet de mitiger cette connotation ou, du moins, de modifier positivement la connotation négative de l'invariant référentiel

décélération – où le signe *croissance* n'apparaît pas – qui marque, de manière plus nette, une involution, une régression, une diminution.

- [4] « Dans un communiqué, Moody's se dit préoccupé “*par la **croissance molle***” du Portugal, liée à la faiblesse de la demande intérieure. Cette situation va être “*exacerbée par l'impact de l'austérité budgétaire*”, a-t-il noté. » (*Le Monde*, 21/12/2010)
- [5] « Era questa in sintesi l'agenda del presidente, confortata dal trionfale successo alle elezioni, ma frenata da circostanze sfavorevoli e forse sottovalutate (la **crescita molle**, il caro petrolio, l'euro alle stelle) e dalle condizioni strutturali del sistema Paese contro cui si sono inutilmente battuti i predecessori: giungla di privilegi e corporazioni, enorme potere d'interdizione di un sindacato minoritario, forte attaccamento dei francesi al servizio pubblico e al modello statalistico, traumatiche fratture fra generazioni, fra garantiti ed esclusi, fra pubblico e privato, fra burocrazia e imprese. » (*Il Corriere della Sera*, 21/11/2007)
- [6] « Alors qu'il prévoyait encore à la veille de l'été une croissance de 2,1 % pour 2007, l'Insee a finalement revu sa copie et rejoint l'avis de la plupart des experts : la progression du PIB français cette année n'atteindra pas 2 %. L'Institut national de la statistique et des études économiques annonce aujourd'hui une **croissance “douce”** de 1,8 %. » (*Le Figaro*, 22/10/2007)

La même remarque est valable pour les exemples [4], [5] et [6] où le recours au signe *croissance*, associé aux adjectifs *molle* et *douce*, permet d'orienter l'attention du lecteur sur le fait que, malgré tout, la croissance est là, alors que le recours au signe *décélération* mettrait l'accent sur le problème, c'est-à-dire sur le fait que la croissance ralentit.

- [7] « Un scénario de récession aux États-Unis “n'est pas le plus probable”, a estimé pour sa part Jean-Philippe Cotis, l'économiste en chef de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). “Pour l'instant on a quelque chose qui ressemble à un **atterrissage en douceur** de l'économie américaine, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura pas un jour un accident”, a-t-il déclaré. » (*Le Monde*, 15/03/2007)

En [7], différemment des autres exemples, le signe *croissance* n'apparaît pas, mais l'isotopie relevée dans l'énoncé nous permet d'inférer que le syntagme *atterrissage en douceur* est une reformulation *potentiellement euphémique* de *décélération*.

9.4.2. La stagnation

Paradigme désignationnel de la stagnation (CF)
Croissance nulle
Croissance zéro

Paradigme désignationnel de la stagnation (CI)
Crescita nulla
Crescita zero

- [8] « D'après une étude de la banque espagnole BBVA, l'économie de la péninsule a subi une brusque "détérioration" au deuxième trimestre et la **croissance** pourrait être **nulle** par rapport au trimestre précédent, qui affichait une hausse limitée à 0,3 %. » (*Le Figaro*, 10/07/2008)
- [9] « En particulier dans les pays "périphériques" de la zone euro, qui conjuguent leur colossal endettement avec une **croissance zéro** et d'énormes déficits de compétitivité. » (*Le Monde*, 11/05/2010)
- [10] « "Con la crisi alle porte e una **crescita zero**, o si aumentano le tasse e si va contro lo sviluppo, o si taglia la spesa. Questa manovra è entrata e uscirà dal Parlamento così come l'ha voluta il governo" assicurava Berlusconi a inizio agosto, e ora che la crisi morde e il Fmi prevede addirittura una recessione, la sua idea non è cambiata. » (*Il Corriere della Sera*, 07/11/2008)
- [11] « In questo momento di estrema incertezza, il Banco de España sceglie la via della prudenza. Secondo quanto assicura il direttore del servizio studi, José Luis Malo de Molina, nel corso dei prossimi mesi l'evoluzione del credito registrerà una "**crescita nulla** o negativa". » (*La Repubblica*, 06/04/2009)

Dans les quatre exemples proposés, le sémantisme de l'adjectif qualifiant le signe *croissance* permet d'inférer très facilement que les syntagmes *croissance nulle* et *croissance zéro* sont des coréférents à connotation axiologique positive de *stagnation*.

9.4.3. La décroissance

Paradigme désignationnel de la décroissance (CF)
Croissance légèrement négative
Croissance négative

Paradigme désignationnel de la décroissance (CI)
Crescita negativa
Crescita recessiva

- [12] « Que cela débouche **sur une croissance légèrement négative** ou qu'elle reste légèrement positive n'est pas le plus important. Les banques américaines ont découvert depuis l'automne qu'elles avaient considérablement sous-estimé les risques qu'elles avaient pris. » (*Le Figaro*, 07/03/2008)
- [13] « Prévisions alarmantes du Fonds monétaire international. Dominique Strauss-Kahn, son directeur général a averti ce mardi à Dar es-Salaam en Tanzanie que la **croissance** mondiale pourrait être **négative** en 2009. » (*Le Figaro*, 10/03/2009)

- [14] « A quando, il picco della crisi? “Nei prossimi mesi. Però, se sapremo gestirla bene, già nella seconda parte del 2009 potremo vedere qualche miglioramento. Non sarà ancora la fine del tunnel, la **crescita** resterà **negativa**”. » (*Il Corriere della Sera*, 24/12/2008)
- [15] « Un nuovo taglio che il presidente Bernanke sta valutando nel timore della **crescita recessiva**, se non vera e propria recessione, all'orizzonte nei prossimi sei mesi, che, unita ai problemi del comparto subprime e alla debolezza del settore immobiliare può diventare una miscela esplosiva per l'economia. » (*La Stampa*, 11/12/2007)

Dans ces exemples, comme dans ceux proposés plus haut, c'est le sémantisme des adjectifs – *négative* et *récessive* – qui permet d'établir la présence d'une relation de synonymie entre les syntagmes *croissance négative/croissance récessive* et *décroissance*. Le syntagme *croissance négative/récessive* est utilisé afin de désigner une croissance qui n'en est pas vraiment une et qu'on se garde bien d'appeler décroissance. Recourir au syntagme *croissance négative/récessive* signifie laisser supposer qu'on reste dans la normalité d'un système qui connaît quelques variations. Cette locution est issue du procédé rhétorique de l'oxymore car le substantif *croissance* et l'adjectif *négative/récessive* sont antithétiques (cf. 5.3., [7] et [8]).

9.5. LE CHAMP THÉMATIQUE DE LA RIGUEUR BUDGÉTAIRE

Le dernier champ thématique que nous avons identifié dans notre « corpus » est celui de la rigueur budgétaire.

Paradigme désignationnel de la rigueur budgétaire (CF)
Consolidation budgétaire sévère
Maîtrise des dépenses publiques
Maîtriser les dépenses
Pacte de stabilité et de croissance

Paradigme désignationnel de la rigueur budgétaire (CI)
Consolidamento delle finanze pubbliche
Patto di stabilità e crescita
Politiche di risanamento del bilancio
Rientro dagli squilibri dei conti pubblici
Risanamento

Les exemples proposés ci-dessous se présentent en tant que périphrases reformulant l'invariant référentiel *rigueur*. Le sémantisme des noms – *consolidation* en [1], *consolidamento* en [2], *maîtrise* en [4] et, enfin, *rientro* (recouvrement) et *risanamento* (assainissement) en [5] – et du verbe *maîtriser* (en [3]) est orienté vers une connotation axiologique positive car les signes contiennent le sème « amélioration », « perfectionnement ».

- [1] « Cette perspective est justifiée par les projets de réduction du déficit de la coalition au pouvoir, la maturité longue de la dette publique et la probabilité d'une poursuite de la croissance même dans l'hypothèse d'une “**consolidation budgétaire sévère**”. » (*Le Figaro*, 20/09/2010)
- [2] « La Ue – è questo il senso del vertice – è pronta a utilizzare tutta la gamma di mezzi disponibili per garantire la stabilità dell'euro; la priorità è il **consolidamento delle finanze pubbliche** e, a questo scopo, ciascuno Stato è pronto ad adottare le misure necessarie per velocizzare il consolidamento e garantire la sostenibilità delle finanze pubbliche. » (*La Repubblica*, 07/05/2010)
- [3] « Le ministre du Budget a aussi tenu à rappeler son attachement à continuer “à **maîtriser les déficits et les dépenses**” et à tenir, malgré la crise, les engagements de la France vis-à-vis de la Commission de Bruxelles. » (*Le Figaro*, 13/10/2008)
- [4] « È indispensabile un'accelerazione del **rientro dagli squilibri dei conti pubblici**”. Lo ha detto il Governatore della Banca d'Italia, Mario Draghi, nel suo intervento all'assemblea dell'Abi. “L'effetto sulla ripresa – ha aggiunto Draghi – sarà positivo se il **risanamento** contribuirà a ridurre gli spread sui titoli sovrani che spesso costituiscono il benchmark per la determinazione del costo del credito da parte delle banche. Ma se la nube di incertezza – ha aggiunto Draghi – che permane nei bilanci bancari non verrà rimossa, le difficoltà di provvista continueranno”. » (*La Repubblica*, 15/07/2010)

Dans les exemples de [1] à [4], l'interprétation des périphrases tient à la mobilisation de connaissances extérieures au texte – à savoir, les informations concernant les mesures proposées pour atteindre le but préfixé – et souvent détectables dans l'interdiscours.

- [5] « Comme prévu, le taux de non-remplacement continue d'augmenter ; il était de 33% en 2008 et de 44% en 2009. C'est d'ailleurs l'un des principaux combats des huit organisations syndicales qui, depuis plusieurs mois, multiplient les journées d'actions et de manifestations pour la défense du service public et de l'emploi public. Mais dans un pays où les salaires et retraites des fonctionnaires représentent 43% des dépenses de l'État, la réduction des effectifs demeure la pierre angulaire de la **maîtrise des dépenses publiques**. » (*Le Figaro*, 07/05/2009)

En [5], l'environnement cotextuel nous fournit un élément d'interprétation important ; en effet, l'énoncé « la réduction des effectifs demeure la pierre angulaire de la maîtrise des dépenses publiques » – qui définit le licenciement ou bien le non-remplacement des

fonctionnaires partant à la retraite (le choix entre l'une de ces deux interprétations nous paraît difficile à faire car aucun élément cotextuel et contextuel ne le permet) – nous permet un rapprochement entre la valeur référentielle du signe *maîtrise* – dont la mesure la plus importante permettant de l'atteindre est la « réduction des effectifs » – et celle du signe *rigueur*^[355].

- [6] « Le **pacte de stabilité et de croissance** doit être respecté “dans son intégralité”, a toutefois répondu le Premier ministre luxembourgeois et président de l'eurogroupe Jean-Claude Juncker, lors de la conférence de presse. “Je crois que cette rencontre est une contribution importante à la confiance à mettre dans le secteur financier”, a affirmé Mme Merkel en soulignant qu'il fallait “demander des comptes aux responsables et nous doter des règles et dispositifs qui empêcheront ces crises à l'avenir”. » (*Libération*, 04/10/2008)
- [7] « Ciò che è accaduto è invece che un certo numero di paesi non ha rispettato il **patto di stabilità e crescita**. Quei paesi ora si sono impegnati in **politiche di risanamento dei loro bilanci** che erano necessarie da tempo. Dovranno attuare con energia queste misure che sono decisive per preservare la stabilità finanziaria in Europa. » (*La Stampa*, 17/10/2010)

Les périphrases utilisées – « le pacte de stabilité et de croissance », en [6] et « il patto di stabilità e crescita », en [7] – reprennent la terminologie proposée pour désigner la loi promulguée dans le but d'atteindre l'équilibre budgétaire. Dans ces exemples, comme dans les exemples précédents, il nous paraît vraisemblable d'attribuer aux périphrases la même valeur référentielle que le signe *rigueur*. L'attribution du même référent dépend ici aussi de la mobilisation de connaissances extralinguistiques. Dans ces cas aussi le sémantisme renvoie à une connotation positive due aux signes *stabilité* et *croissance* ; le signe *pacte* permet, à son tour, de faire valoir qu'il s'agit d'une mesure approuvée d'un commun accord par tous les représentants des pays membres. En [7], à côté de la reformulation que nous venons de traiter, nous en retrouvons une deuxième – à savoir *politiche di risanamento dei loro bilanci*^[356] – où *risanamento* présente, comme dans d'autres exemples déjà considérés, le sème « amélioration ».

^[355] Politique économique restrictive qui s'efforce d'agir sur la réduction des dépenses publiques à travers la mise en place de certaines mesures destinées à limiter les coûts de l'apparat étatique.

^[356] Traduc. : « Plan d'assainissement budgétaire ».

X. LA CRÉATION D'UN OUTIL LEXICOGRAPHIQUE

« Les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic : on les avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelque temps l'effet toxique se fait sentir » (V. Klemperer)

Après avoir souligné, dans le chapitre précédent, la méthode interprétative – mise en exergue à travers la proposition de quelques exemples saillants – nous ayant permis de repérer et interpréter les SPE, nous nous proposons ici de les enregistrer et d'en donner une définition la plus pertinente et vraisemblable possible, compte tenu du contexte d'énonciation et des inférences contextuelles, interdiscursives et cognitives que nous avons déjà illustrés. Cet enregistrement prend en considération les SPE couvrant une période de quatre ans – de juillet 2007 à décembre 2010 – et présente donc des SPE qui entre-temps se sont lexicalisés. Afin de donner à ce recensement la valeur qu'on lui a attribuée – c'est-à-dire celle d'un outil permettant de repérer les SPE de manière instantanée – il faudrait le transposer dans une plateforme en ligne et prendre soin d'une mise à jour périodique.

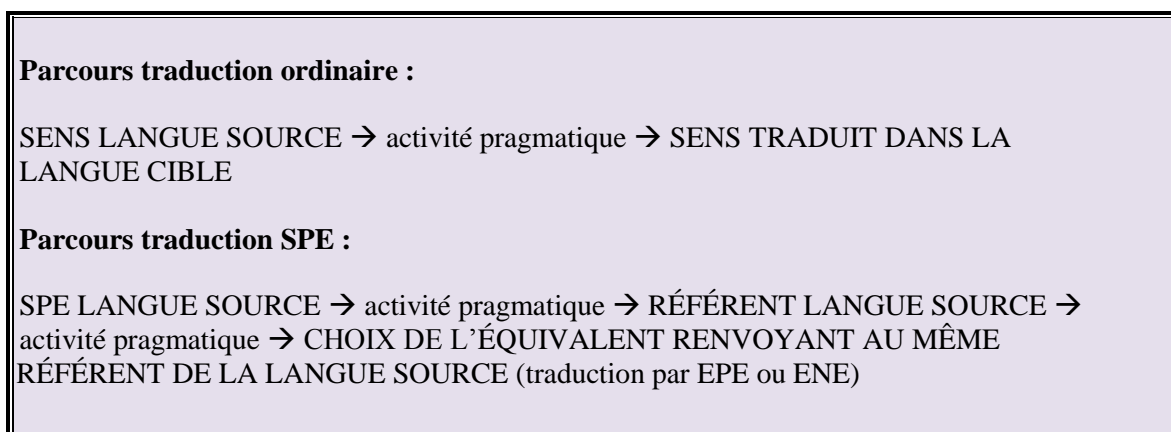
Ce chapitre sera organisé en trois paragraphes ; étant donné le caractère bilingue de notre recensement, dans le premier paragraphe, nous porterons une réflexion générale sur la traduction des SPE. Le deuxième et le troisième paragraphe seront consacrés aux enregistrements – français-italien dans le deuxième paragraphe et italien-français dans le troisième – des SPE. Les SPE seront présentés dans leurs différents contextes d'usage et une définition sera proposée – dans chaque contexte repéré – sous forme de périphrase synonymique ou de simple synonyme.

10.1. LA TRADUCTION DES SPE

Notre idée étant celle de créer deux outils bilingues, nous avons été amenée à nous interroger sur les pratiques traductives concernant la traduction des SPE. Nous présenterons donc ici le résultat de notre réflexion.

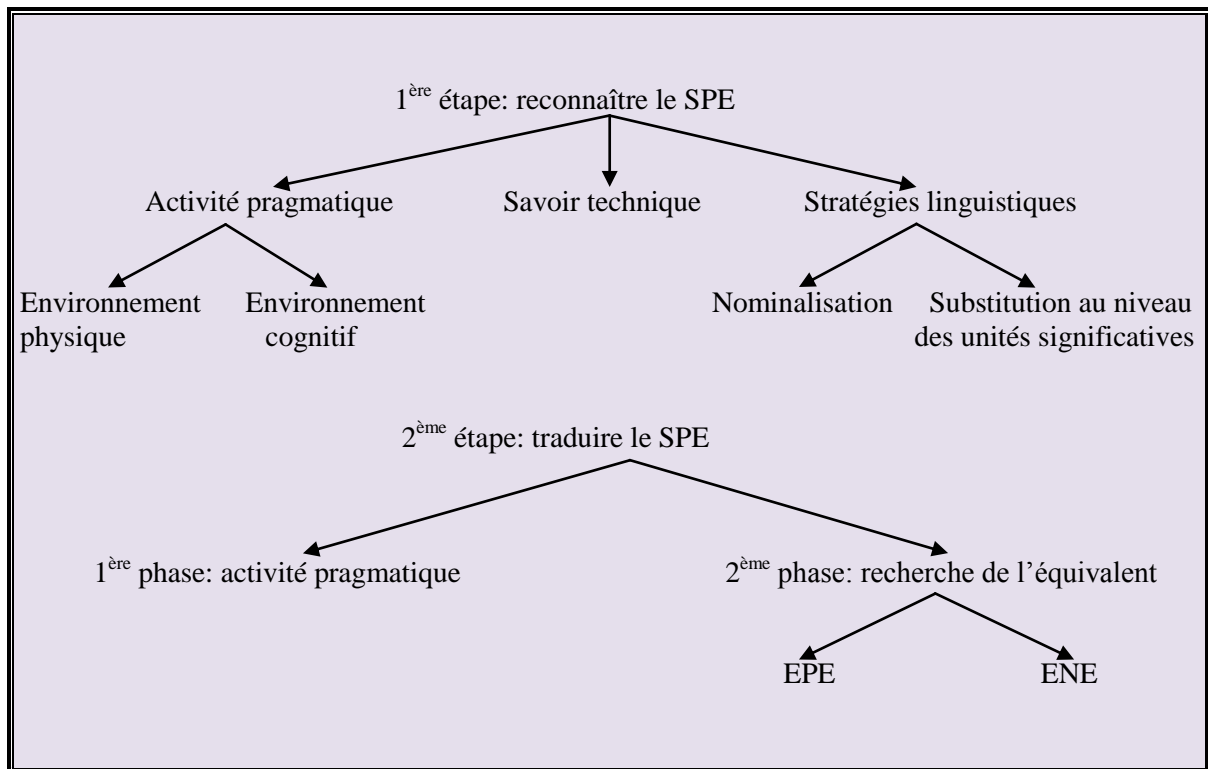
Plusieurs travaux ont été consacrés à la traduction des figures de style et quelques-uns à la traduction de l'euphémisme, mais on ne s'est pas encore véritablement intéressé à la traduction de ce procédé dans un contexte de diffusion des connaissances économiques. Dans ce contexte, le traducteur devra, tout d'abord, reconnaître – à travers une activité pragmatique, permettant de saisir, dans la langue source, le SPE – la réalité masquée par le SPE, l'implicite que ce procédé sous-entend. Il pourra ensuite traduire cette réalité dans la langue cible, en choisissant la stratégie adéquate. Ce qui implique une deuxième activité pragmatique, nécessaire afin d'établir s'il est convenable de traduire le SPE par un *équivalent potentiellement euphémique* (EPE) ou par un *équivalent non euphémique* (ENE). Le travail du traducteur ne se limite donc pas à une traduction au sens propre, consistant à renommer un référent linguistique d'une langue source vers une langue cible – en passant, bien évidemment, par une activité pragmatique – mais il est doublé, puisque ce dernier devra, d'abord, être capable de saisir le référent dans la langue source. Seulement à ce moment, il pourra choisir un EPE ou un ENE renvoyant, dans la langue cible, au même référent de la langue source. Afin de mieux comprendre cette idée, observons le schéma ci-dessous, montrant le parcours ordinaire de la traduction et celui que nous avons considéré comme le parcours de la traduction d'un SPE.

Schéma 7



Après avoir souligné la double traduction – intralinguale dans l’interprétation du SPE et interlinguale dans l’opération de transcodage – auquel le traducteur est amené lorsqu’il traduit un SPE, nous pouvons observer le schéma ci-dessous et analyser en détail les différentes étapes et stratégies de la traduction d’un SPE « économique ».

Schéma 8



Ainsi, la première phase, consistant à reconnaître un SPE, implique essentiellement une activité pragmatique permettant d’identifier un signe/ syntagme par rapport non seulement au contexte linguistique mais aussi au contexte extralinguistique, qui est indispensable. C’est donc grâce à l’interprétation du contexte extralinguistique, dépendant de l’environnement physique et de l’*environnement cognitif* du traducteur, que le SPE – ou plus précisément le PE du SPE – pourra être saisi. Les compétences cognitives et culturelles sont donc essentielles dans la détection des SPE ; mais le fait qu’il s’agisse de SPE, relevant du domaine de l’économie, entraîne également des problèmes propres à la traduction technique. Ce qui implique que le traducteur ait un savoir technique (terminologie et notions économiques). On a donc souligné l’importance des compétences cognitives et culturelles et d’un savoir économique afin de reconnaître les *SPE*, mais, à part cela, le traducteur pourra les identifier en prêtant attention à quelques stratégies lexicales et syntaxiques (cf. 5.1. et 5.2.) récurrentes

dans les processus d'euphémisation. Il s'agit, en général, de la nominalisation et de la substitution au niveau des unités significatives par métaphore (*dégraissage*^[357]), périphrase (*optimiser la gestion du personnel*^[358], *jeux d'écriture*^[359]), siglaison (*PSE*^[360] pour *plan de sauvegarde de l'emploi*), mot-valise (*colocalisation*^[361]), emprunt (*subprime* et *CDO*^[362]), antiphrase (*système de sécurisation*^[363]), oxymore (*croissance négative*^[364], *crise saine*^[365]), et hyperonymie (*mésaventure des subprimes*^[366]).

Une fois qu'il aura achevé cette première étape et qu'il aura reconnu le *substitut potentiellement euphémique*, le traducteur pourra passer à l'étape suivante et traduire ce *SPE* dans la langue cible, en choisissant la stratégie adéquate ; il pourra donc opter pour une traduction qui voile le référent, en gardant la spécificité du *SPE* ou choisir plutôt une traduction qui le dévoile, auquel cas son rôle ne sera plus uniquement celui de médiateur, mais celui de l'acteur engagé qui explique, critique ou dénonce. Le choix du traducteur portera sur la prise en compte de facteurs pragmatiques, censés éloigner ou rapprocher les

^[357] « Début 2008, un deuxième plan est ouvert sur cinq sites français avec un objectif de 1090 départs. Cette fois-ci, seul 411 salariés y adhèrent. Signe que l'enthousiasme au départ est retombé, ou que le dégraissage n'est pas extensible à merci. » (*Libération*, 21/11/2008)

^[358] « Pour parvenir à ce miracle, le ministère a optimisé la gestion du personnel, jusqu'ici trop dispendieuse. » (*Libération*, 16/04/2008)

^[359] « Afin de dissimuler une partie de ses pertes, l'établissement a transféré des actifs dépréciés (8,4 milliards de dollars) dans des hedge funds eux-mêmes déjà dépréciés. Commis par une banque d'investissement aussi réputée, ces jeux d'écriture, qui ne sont pas sans rappeler les pratiques qui ont conduit à la faillite frauduleuse du géant texan Enron en 2001, sèment la panique à Wall Street. » (*Libération*, 05/11/2007)

^[360] « Le fabricant de pneumatiques Continental a proposé à ses salariés de l'usine de Clairoux, dans l'Oise, licenciés dans le cadre d'un PSE, des postes au sein du groupe en Tunisie à 137 euros par mois afin de respecter le code du travail, provoquant l'indignation lundi de la CGT du site. » (*Le Figaro*, 29/03/2010)

^[361] « CASABLANCA, Maroc - Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a vanté mercredi au Maroc la "colocalisation" industrielle, partenariat "gagnant-gagnant" permettant de générer de l'emploi en France et à l'étranger. » (*Le Monde*, 12/12/2012)

^[362] « Les banques que l'on croyait épargnées par la crise du "subprime" ont, dans un premier temps, sous-estimé leur exposition. En effet, la dette des "subprime" était titrisée sur les marchés, par le biais de CDO (Collateral Debt Obligation). Or les institutionnels ont indirectement investi dans le "subprime" à travers les crédits titrisés sur les marchés, par le biais de CDO (Collateral Debt Obligation). Mais elles comptabilisaient leurs opérations de CDO, en opérations de portefeuille. » (*Le Monde*, 24/10/2007)

^[363] « L'empressement des banques à transformer les emprunts hypothécaires américains en produits boursiers ultracomplexes a conduit à de tels imbroglios, que ces dernières sont incapables de prouver qu'elles possèdent les biens pour lesquels ces prêts ont été accordés. "Sans ce système dit de sécurisation, les banques n'auraient jamais les moyens de prêter autant d'argent aux Américains, qui sont les gens les plus endettés au monde". » (*Libération*, 22/11/2007)

^[364] « Autant dire que les Banques centrales anticipent une situation économique très difficile pour 2009. La zone euro est en récession depuis le troisième trimestre (-0,2 % du PIB) et la BCE prévoit une croissance négative comprise entre -1 % et 0 % pour 2009, une légère reprise étant possible en 2010 (entre 0,5 et 1,5 %). » (*Libération*, 05/12/2008)

^[365] « Une crise "saine". "À ce jour, les informations disponibles laissent penser que les montants en cause sont suffisamment limités pour ne pas présenter de risque global sur la solidité des bilans et des portefeuilles des banques", note la Banque de France. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)

^[366] « Rien ne dit, à ce stade, que l'Europe ne payera pas une note plus salée que les établissements financiers américains eux-mêmes de cette mésaventure du subprime. » (*Le Figaro*, 25/09/2007)

locuteurs des deux langues. Afin de comprendre l'importance de cette deuxième activité pragmatique (1^{ère} phase de la 2^{ème} étape, cf. *schéma* 8), considérons la définition de Dumarsais :

Une figure^[367] par laquelle on déguise **des idées désagréables, odieuses ou tristes**, sous des noms qui ne sont point les noms propres de ces idées : ils leur servent comme de voile, et ils en expriment en apparence de plus agréables, de moins choquantes, ou de plus honnêtes, selon le besoin [...]. On peut encore rapporter à l'euphémisme ces périphrases ou circonlocutions dont un orateur délicat enveloppe habilement une idée, qui, toute simple, exciterait peut-être dans l'esprit de ceux à qui il parle, une image ou des sentiments peu favorables à son **dessein principal**^[368].

À partir de cette définition, on peut estimer qu'une idée apparaît « *désagréable, odieuse ou triste* » quand les normes régissant une certaine société encouragent à la considérer comme telle. Voilà pourquoi des collectivités différentes n'auront pas forcément le même sentiment sur le niveau de désagrément ou de tristesse de telle ou telle autre idée et, par conséquent, la connaissance du contexte socioculturel sera nécessaire pour traduire le SPE et également pour décider de ne pas le traduire. En deuxième lieu, « *le dessein principal* » auquel le SPE doit répondre peut ne pas être le même dans les différents pays. Dans ce cas, une profonde connaissance du contexte politique et économique sera indispensable. Il faudra essayer de comprendre, par exemple, si les Américains, les Italiens et les Français perçoivent la crise économique de la même manière, si les problèmes et les conséquences qui effrayent un pays sont les mêmes qui effrayent l'autre, si les gouvernements veulent expliciter ou masquer un aspect de la crise plutôt qu'un autre, etc. Ces données sont nécessaires afin de comprendre où et dans quels cas il est utile, pour le traducteur, de recourir à un *équivalent potentiellement euphémique (EPE)*.

Un autre élément important pour décider d'utiliser ou non un *EPE* est celui que nous avons appelé l'intervalle temporel. Par là, nous nous référons à l'espace de temps qui s'écoule entre le début de la crise économique aux États-Unis (juillet 2007) et le début de la crise en France et en Italie (environ sept mois plus tard). La prise en compte de cet espace temporel nous paraît importante car, si le traducteur, devant traduire un SPE employé par la presse d'une langue source et se référant à un problème qui n'a pas encore touché le pays de la langue cible, décide de le traduire par un *équivalent potentiellement euphémique*, il pourrait utiliser un *EPE* «superflu». En effet, le récepteur pourrait reconnaître cet *EPE* et, quand le problème

^[367] Pour nous, nous préférons le rappeler, l'euphémisme n'est pas une figure (cf. 1.2.3.).

^[368] M. Dumarsais, *op. cit.*, p. 129.

aura touché le pays cible, il aura perdu tout son *PE*. Afin d'éclaircir cette idée, observons le schéma ci-dessous :

Schéma 9

Anglais	Anglais	Français	Italien
Bubble	Froth	Bulle Mousse	Bolla Spuma

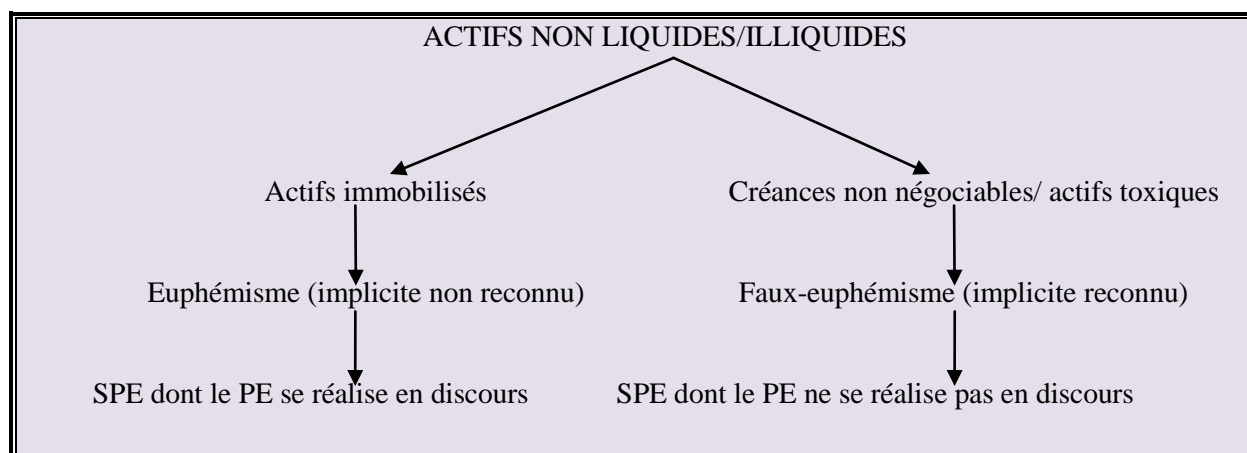
Imaginons un traducteur devant traduire un article du *New York Times* qui traite de l'éclatement de la bulle immobilière. Le journaliste américain utilise le *SPE froth* au lieu de *bubble* qui a désormais perdu son *PE*. Supposons que, au moment de la traduction, ce problème n'ait pas encore touché la France et l'Italie, mais que le traducteur décide, tout de même, d'employer un *équivalent potentiellement euphémique* (*mousse* ou *spuma*). Lorsque ce problème touchera, même indirectement, la France et l'Italie, il faudra trouver d'autres *EPE* car ces équivalents seront désormais privés de leur *PE*. Il est donc convenable, dans ce cas ou dans des cas similaires, de ne pas traduire le *SPE* par un *EPE* ayant un *potentiel d'euphémisation équivalent*. Dès lors, le traducteur devra concrètement rechercher l'*équivalent potentiellement euphémique* dans la langue cible (2^{ème} phase de la 2^{ème} étape, cf. schéma 8). Il pourra donc traduire le *SPE* par un *équivalent non euphémique*^[369] ou bien par un *équivalent potentiellement euphémique*. Dans le premier cas, il pourra choisir une paraphrase explicitant le *SPE* ou bien recourir à un *EPE* en l'écrivant entre guillemets de façon à alerter le lecteur qu'il s'agit bien d'un *EPE*, recourir aux parenthèses ou tirets par lesquels le traducteur apporte un savoir complémentaire et assure la bonne compréhension de l'*EPE*, employer l'*équivalent non euphémique* d'un signe dont le référent est considéré « tabou » uniquement dans la langue cible ou encore recourir à ce que A. Krieg-Planque appelle le « jugement d'euphémisation », c'est-à-dire le fait de désigner explicitement une formulation comme un « euphémisme » ou de la qualifier d'« euphémique » ou d'« euphémistique »^[370]. Dans le deuxième cas, c'est-à-dire si le traducteur décide de rendre le

[369] Il faut souligner que dans notre domaine, ne pas traduire un euphémisme ne signifie pas risquer d'ôter le texte de sa substance, comme pourrait être le cas dans un texte littéraire, mais signifie plutôt répondre au besoin d'un texte à vocation divulgatrice qui est celui de rendre accessible des informations à un vaste public.

[370] A. Krieg-Planque, « Souligner l'euphémisme : opération savante ou acte d'engagement ? Analyse du « jugement d'euphémisation » dans le discours politique », in *Semen*, 17/2004.

SPE par un *EPE*, il devra créer des conditions telles que le destinataire de la langue cible, tout comme celui de la langue source, ne soit pas en mesure de reconnaître l'implicite de l'*équivalent potentiellement euphémique*. De cette manière seulement, le traducteur pourra proposer un *EPE* efficace (dont le *potentiel d'euphémisation* sera le plus élevé possible). Observons le schéma ci-dessous :

Schéma 10



Le syntagme *actifs non liquides (actifs illiquides)* pourra acquérir une valeur euphémique uniquement si le récepteur l'interprète, dans un contexte donné^[371], comme l'équivalent du syntagme *actifs immobilisés*, en l'opposant à la notion technique de *liquidité*. Au contraire, lorsqu'il reconnaît l'implicite qui le caractérise, en l'occurrence *créances non négociables*, voire *actifs toxiques*, le syntagme *actifs illiquides* perd sa valeur euphémique. C'est là que réside, d'après nous, la particularité de la traduction de l'euphémisme. En effet, lorsque le traducteur traduit une figure, une métaphore, par exemple, son travail sera de créer toutes les conditions pour que l'implicite qui caractérise la métaphore soit reconnu. En revanche, pour rendre un *SPE* économique, il devra tout faire pour que l'implicite, voilant la réalité « taboue », ne soit pas reconnu. À ce propos, suite à l'analyse de notre « corpus », nous avons observé que pour réussir dans cette tâche, le traducteur tend à rechercher un *équivalent potentiellement euphémique*, qui, grâce au contenu contextuel du discours, acquiert une valeur très connotée, qui ne vise pas à expliciter la réalité, mais à la rendre implicite et différemment interprétable et qui ait une apparence technique. Cette traduction par *EPE* requiert un effort plus ou moins grand ; en effet – et dans ce cas l'effort sera moindre – le traducteur pourra

^[371] « Enfin, la banque suisse a décidé de créer une structure dédiée à la gestion de ses actifs non liquides et liés au secteur immobilier américain » (*Le Figaro*, 03/04/2008).

décider de recourir à une traduction littérale par calque ou emprunt, sans doute, peu contraignante ou bien – et dans ce cas l’effort sera plus grand – il pourra décider de créer des néologismes formels et sémantiques et faire preuve de créativité lexicale. Dans le premier cas, les problèmes auxquels le traducteur doit se confronter sont en général morphosyntaxiques et, dans le deuxième, morphosyntaxiques et sémantiques. Les problèmes morphosyntaxiques sont essentiellement liés à la collocation des éléments du syntagme, aux phraséologismes, au choix, à l’emploi ou à l’omission du déterminant, à la place de l’adjectif, au choix des affixes, etc. Observons le schéma suivant, qui montre quelques exemples de traduction littérale par calque ou emprunt.

Schéma 11

Anglais	Français	Italien
Streamlining	Simplification	Semplificazione
Illiquids assets	Actifs illiquides	Attivi non liquidi
Slimming	Dégraissage	Snellimento (suffixe du verbe en -ire)
Rightsizing	Redimensionner	Ridimensionamento (suffixe du verbe en -are)
Special vehicles/ hybrid	Véhicules spéciaux/ hybrides	Mutui subprime/ subprime loans

Les problèmes sémantiques, en revanche, sont essentiellement liés à la difficulté de choisir un *EPE* qui, similairement au *SPE* du texte source, permet d’affecter la fonction référentielle du langage. Le traducteur, désirant obtenir le même effet, obtenu dans le texte source, choisi donc un *EPE* ayant les mêmes caractéristiques du *SPE*, c’est-à-dire un *équivalent* capable de fausser la réception de l’énoncé. Afin d’accroître la probabilité de réaliser cette tâche, il recourt à des signes/syntagmes répondant à ce que nous avons défini comme *critère d’ambiguïté sémantique* (cf. 5.4.). À titre d’exemple, imaginons de devoir choisir un *EPE* pour rendre en français le *SPE improve efficiency*^[372], remplaçant le signe « tabou » *lay-off*, dans un contexte tel que :

^[372] Dans ce cas, le contexte linguistique – « Shell will cut jobs among its 2,000 head office staff in The Hague Some roles will transfer to operational businesses and others will be lost » – permet d’identifier l’expression *improve efficiency* en tant que *SPE* de *lay-off*.

« Shell sees «great scope to simplify the organization and improve efficiency» [...] Shell will cut jobs among its 2,000 head office staff in The Hague. Some roles will transfer to operational businesses and others will be lost. »^[373]

Pour ce faire, nous proposons de considérer les signes *optimiser* et *renvoyer* en tant que possibles *EPE* et d’observer le schéma ci-dessous, dans lequel nous considérerons ces *EPE* en relation au signe « tabou » *licencier*, correspondant français de *lay-off*.

Schéma 12

	Romp un contrat de travail	Accroître la rentabilité d'une entreprise	Rendre optimal	Améliorer la gestion de l'entreprise	Destituer d'une fonction	Avec une indemnité	Un salarié	Une machine	La production	Congédier
Renvoyer	+	+	-	+	+	+	+	-	-	+
Licencier	+	+	-	+	+	+	+	-	-	+
Optimiser	-	+	+	+	-	-	-	+	+	-

Comme nous pouvons le voir, les signes *licencier* et *renvoyer* peuvent coréférer en discours car ils sont caractérisés par des sèmes identiques (cf. 5.4.) ; par ce fait, le PE du signe *renvoyer* est nul. Le PE du signe *optimiser*, en revanche, est plutôt élevé – *optimiser* présente huit sèmes différents par rapport à *licencier* – et, par conséquent, cet *EPE* semble posséder les caractéristiques propres à satisfaire le besoin du traducteur.

En conclusion, si « la traduction pose des problèmes de communication, en partie cognitifs et culturels, mais d’abord des problèmes linguistiques, et la traduction technique, des problèmes de terminologie »^[374], la traduction d’un SPE issu du domaine de l’économie pose tous ces problèmes à la fois.

Après avoir prêté attention aux spécificités qui caractérisent la traduction des SPE économiques, nous présenterons ici les SPE en les enregistrant sous forme de « dictionnaires » français-italien et italien-français.

^[373] *Financial Times*, 28/5/2009.

^[374] P. Lerat, *op. cit.*, p. 94.

10.2. ENREGISTREMENT DES SPE (français-italien)

ACCIDENT, subst. masc.

Loc. PE

1. *Accident majeur* : effondrement

« Cadbury partage manifestement le sentiment de beaucoup, selon qui le syndrome actuel est une crise de liquidités et non une dépression structurelle. Qu'un peu de confiance revienne, et les vannes du crédit s'ouvriront à nouveau à des conditions encore très favorables. Si toutefois le secteur du capital-investissement ne connaît pas à court terme **d'accident majeur**. » (*Le Figaro*, 30/07/2007)

EPE : *incidente più grave*

2. *Accident systémique* : crise financière

« Le premier ministre estime que la France n'est pas "à l'abri d'**accidents systémiques**" et anticipe une panne de croissance pour 2009 et ses conséquences sur le taux de chômage et le déficit public. » (*Le Figaro*, 15/10/2008)

EPE : *incidente sistemico*

ACTIF, subst. masc.

Loc. PE

1. *Actif illiquide*: titre invendable

« Il s'agit ni plus ni moins de scinder les fonds en deux nouveaux produits : l'un provenant des actifs toujours liquides et qui continue à fonctionner normalement, l'autre constitué d'**actifs illiquides** dont le portefeuille sera vendu au fur et à mesure des opportunités. » (*Le Figaro*, 20/10/2008)

EPE : *attivo illiquido*

Syn.

Actif non liquide

« Enfin, la banque suisse a décidé de créer une structure dédiée à la gestion de ses **actifs non liquides** et liés au secteur immobilier américain ». (*Le Figaro*, 03/04/2008)

EPE : *attivo illiquido*

AJUSTEMENT, subst. masc., dér. de *ajuster* ; suff. *-ment*

Loc. PE

1. *Ajustement d'effectifs* : licenciement

« Il est difficile de tirer un profit direct de la crise pour le moment, dès lors qu'on n'a pas de visibilité sur la date et l'ampleur d'un éventuel rebond. En revanche, le climat dépressif généralisé peut également favoriser **des ajustements**, notamment **d'effectifs** et autres restructurations, y compris dans des entreprises saines, voire profitables. » (*Le Monde*, 04/03/2009)

EPE : *aggiustamento dell'organico*

2. *Ajustement de l'économie* : crise économique

« “Cette chute de l'activité économique est appelée à se prolonger cette année et l'an prochain”, ajoute-t-elle, et les conditions économiques et financières mondiales exceptionnellement difficiles ne font qu'empirer la sévérité de l'**ajustement de notre économie** ». (*Libération*, 03/04/2009)

EPE : *aggiustamento dell'economia*

Syn.

Période d'ajustement

« La Banque d'Angleterre vient de tirer la sonnette d'alarme, prévoyant officiellement une stagnation pour les trois prochains trimestres, avant une légère amélioration au deuxième trimestre de 2009. “L'économie britannique est entrée dans une **période d'ajustement** difficile et douloureuse, qui ne peut pas être évitée”, avertit Mervyn King, le gouverneur de la Banque d'Angleterre. » (*Le Figaro*, 18/08/2008)

EPE : *periodo di aggiustamento*

3. *Ajustement du marché* : crise du marché

« L'homme a également confié qu'il était essentiel de ne pas remettre en question la libre concurrence ainsi que la flexibilité des marchés, des “garde-fous” face aux défaillances et **ajustements du marché**. » (*Le Figaro*, 17/03/2008)

EPE : *aggiustamento del mercato*

4. *Ajustement fiscal* : augmentation des impôts

« Toutefois à long terme, Dominique Strauss-Kahn avertit que “des **ajustements fiscaux** importants pourraient être rendus nécessaires” pour supporter les coûts d'une telle mesure. » (*Le Figaro*, 23/09/2008)

EPE : *aggiustamento fiscale*

Syn.

Programme d'ajustement

« Depuis, M. Rehn se garde d'ajouter de l'huile sur le feu. Mercredi, après l'annonce du plan d'économie sur quatre ans, il a indiqué que ce plan constituait “*une base solide*” dans la négociation en cours du **programme d'ajustement** exigé par le FMI et l'UE en contrepartie de leur assistance. » (*Le Monde*, 26/11/2010)

EPE : *programma di aggiustamento*

5. *Ajustement structurel des finances publiques* : rigueur

« Afin de nous rapprocher le plus possible de l'équilibre budgétaire en 2012, nous nous engageons à mettre en œuvre un **ajustement structurel des finances publiques** de 0,5% de PIB par an, et ce dès 2008. » (*Le Figaro*, 20/10/2008)

EPE : *aggiustamento strutturale delle finanze pubbliche*

Syn.

Ajustement budgétaire

« “ Les investisseurs craignent que des problèmes sociaux empêchent de procéder à des **ajustement budgétaires** nécessaires”, a indiqué Dairusz Kowalszyk, de SJS Markets à Hong Kong. » (*Le Figaro*, 05/02/2010)

EPE : *aggiustamento budgetario*

ALLÉGER, verbe trans., dér. de léger ; préf. a- ; dés. -er

Loc. PE

1. *Alléger le poids des fonctions administratives* : licencier

« Il vise à renforcer l'efficacité des réseaux commerciaux, **alléger le poids des fonctions administratives**, rationaliser les dépenses informatiques et optimiser le schéma immobilier de LCL en Ile de France. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)

EPE : *alleggerimento delle funzioni amministrative*

2. *Réglementation «allégée»* : déréglementation

« Qu'enfin ils aient découvert que des opérateurs financiers soumis à des **réglementations** très disparates (et, parfois, clairement “**allégées**”) ne pouvaient pas offrir les mêmes produits sans que la concurrence ne se trouve immanquablement faussée. » (*Libération*, 07/11/2008)

EPE : *alleggerimento legislativo*

ASSAINISSEMENT, subst. masc., dér. de assainir ; suff. -issement (-ment)

Loc. PE *assainissement budgétaire* : rigueur

« “En ce qui concerne les objectifs budgétaires annoncés dans les programmes, les hypothèses de croissance sur lesquelles ils reposent sont dans plusieurs cas optimistes, notamment pour les dernières années de la période de programmation”, estime la Commission dans un communiqué. “Quant à la stratégie d'**assainissement budgétaire**, elle n'est souvent pas suffisamment étayée par des mesures concrètes à partir de 2011”, ajoute-t-elle. » (*Le Figaro*, 24/03/2010)

EPE : *risanamento budgetario*

ASSOUPLEIR, verbe trans., dér. de souple ; préf. a- ; dés. -ir

Loc. PE *assouplir les normes comptables* : déréglementer la législation comptable afin de permettre aux banques de se refinancer auprès de la BCE via des titres de mauvaise qualité (titres toxiques, dérivés des *subprimes*).

« Pour arrêter l'hécatombe des valeurs financières en Bourse et relancer le marché du crédit, paralysé depuis la faillite de Lehman Brothers, les Quinze n'ont négligé aucune piste. Ils se sont ainsi entendus avec Gordon Brown pour **assouplir les normes comptables** européennes qui “handicapent plus nos banques que celles des États-Unis”, en dépréciant plus fortement les actifs. Ces nouvelles règles comptables entreront en vigueur dès le troisième trimestre 2008. » (*Le Figaro*, 13/10/2008)

EPE : *alleggerire i principi contabili*

Dér. :

ASSOULISSEMENT, subst. masc. ; suff. *-(e)ment*

Loc. PE

1. *Assouplissement de la politique monétaire* : baisse des taux directeurs

« Pour la première fois depuis la crise de l'été dernier, la Fed a émis l'hypothèse d'un “nouvel **assouplissement** important **de la politique monétaire**”, dans le cas où les conditions de crédits viendraient à se durcir. » (*Le Figaro*, 02/01/2008)

EPE : *politica monetaria accomodante*

2. *Assouplissement sur le marché du travail* : précarisation du travail

« Derrière tout ça, “il y a les réformes structurelles menées par la France, que ce soit les **assouplissements sur le marché du travail** ou le crédit impôt recherche”, insiste l'entourage de Christine Lagarde. Aujourd'hui, 22 510 entreprises étrangères sont présentes en France, employant 2,8 millions de personnes. » (*Le Figaro*, 13/03/2009)

EPE : *flessibilizzazione del mercato del lavoro*

ASSUREUR, subst. masc., dér. de *assurer* ; suff. *-eur*

Loc. PE *assureur spécialisé sur le risque subprime* : v. *monoline*

« Elle n'a pourtant pas échappé à la crise liée au crédit immobilier américain à risque, dit subprime. La mauvaise santé des **assureurs spécialisés sur ce risque** (les rehausseurs de crédit) lui coûte 500 millions d'euros. Au final, la facture de la crise fin 2007 atteint 1,27 milliard d'euros, soit près de quatre fois plus que les montants affichés à fin septembre. » (*Le Figaro*, 31/01/2008)

EPE : *assicuratore monoline*

ATTERRISSAGE, subst. masc., dér. de *atterrir* ; suff. *-age*

Loc. PE *atterrissage en douceur* : crise

« Le marché du crédit immobilier poursuit son **atterrissage en douceur**, explique la banque dirigée par Daniel Bouton. L'encours de prêts à l'habitat par rapport au PIB est moins élevé qu'aux États-Unis et que dans d'autres pays d'Europe et les taux sont fixes pour 96 % des prêts immobiliers. » (*Le Figaro*, 08/11/2002)

EPE : *atterraggio dolce*

AUTORÉGULATION, subst. fém., dér. de *régulation* ; préf. *auto-*

SPE : *crise*

« C'est oublier que la “crise”, si l'on veut la nommer ainsi, est à l'économie ce que la respiration est au coureur de fond. Certains parlent plutôt d'ajustement ou d'**autorégulation**. D'autres évoquent plus vertement le phénomène de “destruction créatrice” si bien mis en valeur par Schumpeter. » (*Le Figaro*, 29/01/2008)

EPE : *autoregolazione*

AVENTUREUX, adj. masc., dér. de *aventure* ; suff. -eux

Loc. PE *opération aventureuse*: spéculation

« Le drame, c'est que les banques centrales, en jouant ce rôle de “ prêteur en dernier ressort”, ont encouragé les banques commerciales à multiplier les **opérations aventureuses**. » (*Libération*, 24/09/2007)

EPE : *operazione avventurosa*

Syn.

Pratique aventureuse

« En Europe, d'autres marchés de crédit que le marché immobilier sont également touchés par des **pratiques aventureuses** des banques et des investisseurs, et nous n'avions rien à envier aux Américains pour ce qui est de l'invention continuelle de nouveaux produits financiers de plus en plus exotiques. » (*Libération*, 12/11/2007)

EPE : *pratica avventurosa*

BULLE, subst. fém.

SPE : *période de forte spéculation*

« Qu'il faut plus de transparence et justement une meilleure gouvernance pour éviter de passer d'une **bulle** à l'autre. Si je ne crois pas au krach vu la bonne santé de la croissance, l'opacité actuelle explique aussi la défiance et la méfiance qui conduisent à la psychose. » (*Libération*, 11/08/2007)

EPE : *bolla*

Loc. PE *éclatement d'une bulle* : krach

« En mars, la plus grande banque européenne, HSBC, a annoncé une provision de 11 milliards de dollars pour couvrir les pertes liées à l'**éclatement de la bulle** immobilière américaine. » (*Le Monde*, 21/06/2007)

EPE : *scoppio di una bolla*

Syn.

a. *Dégonflement d'une bulle*: krach

« Ajustant leurs violons, les pouvoirs publics et les banques louent la “*solidité*” du secteur en France. Un secteur bancaire aux fonds propres élevés, et moins menacé qu'en Allemagne par exemple, par le **dégonflement de la bulle** immobilière américaine. » (*Libération*, 31/08/2007)

EPE : *sgonfiamento di una bolla*

b. *Explosion d'une bulle*

« Au sein de la zone euro, l'Irlande connaît le ralentissement le plus brutal, à la suite de l'**explosion de la bulle** immobilière : - 1,6 % en 2008 et - 0,9 % en 2009. » (*Libération*, 04/11/2008)

EPE : *esplosione di una bolla*

CDO, subst. masc.

[Sigle de *obligation adossée à des actifs*, empr. à l'anglais *Credit Debt Obligation*]

SPE : titre de nature spéculative représentatif de portefeuilles de créances bancaires à risque liées aux crédits *subprimes*.

« L'inquiétude grandit : ces banques ne parviennent toujours pas à évaluer l'ampleur de leurs pertes. Elles ont acquis ces dernières années d'énormes quantités d'"obligations adossées à des actifs" (CDO). » (*Libération*, 09/11/2007)

EPE : *CDO*

CDS, subst. masc.

[Sigle de *dérivés sur événement de crédit*, empr. à l'anglais *Credit Default Swaps*]

SPE: contrat de protection financière de nature spéculative qui permet de s'assurer contre le risque de défaillance d'un débiteur sans nécessairement être son créancier.

« Les CDS ["credit default swaps", dérivés de crédit grâce auxquels les banques s'assurent contre le risque de défaut de leurs débiteurs] à cinq ans sur la dette allemande est monté à un record de 80 points. Et c'est pire pour l'Espagne, la Grèce, l'Italie. » (*Libération*, 04/03/2009)

EPE : *CDS*

COLLATÉRAL, adj. masc., dér. de *dam-* suff. *-age*

Loc. PE *dommage collatéral sur les salariés* : licenciement

« Le club des 30 pays les plus prospères pourtant placé sous le signe de "l'équité", les leaders des confédérations internationales, européennes et américaines des syndicats ont dénoncé dans un quasi-désert médiatique la financiarisation de l'économie et ses **dommages collatéraux sur les salariés**. » (*Libération*, 16/05/2007)

EPE : *danno collaterale ai lavoratori*

CONDUIT, subst. masc.

Loc. PE *conduit de titrisation* : société financière de nature spéculative dont l'activité porte sur la transformation de créances à risque en titres financiers négociables sur le marché.

« En même temps, il fait observer que "les principaux vecteurs de turbulence (de la crise financière) ont été les **conduits (de titrisation)** et véhicules spéciaux, pas les hedge funds (fonds spéculatifs)" ». (*Le Figaro*, 12/09/2007)

EPE : *condotto di cartolarizzazione*

CONFIANCE, subst. fém.

Loc. PE

1. *Crise de confiance* : crise bancaire engendrant un blocage du crédit interbancaire, un resserrement et un renchérissement des crédits aux ménages et aux entreprises.

« La BCE comme la Fed, cependant, sont intervenues pour prêter massivement, ces dernières semaines, des liquidités aux banques afin de leur permettre de surmonter la **crise de confiance** sur le marché interbancaire. » (*Le Monde*, 28/08/2007)

EPE : *crisi di fiducia*

2. Rétablir la confiance : fin de la crise bancaire

« À propos de la crise financière, les quatre dirigeants européens ont affirmé qu'il fallait "**rétablir la confiance** et augmenter la transparence des marchés, des institutions et des instruments financiers. " » (*Le Figaro*, 30/01/2008)

EPE : *ripristinare la fiducia*

CONSOLIDATION, subst. fém., dér. de *consolider* ; suff. *-ation*

Loc. PE *consolidation budgétaire* : rigueur

« Dans ces conditions, Bruxelles recommande à Paris de renforcer considérablement son rythme de **consolidation budgétaire** et de réduction de la dette "qui a ralenti en 2007" pour se ménager "une marge de sécurité suffisante afin d'éviter un dépassement du seuil de 3 % du déficit" le ratio fixé par Maastricht qui nous menace en cas de ralentissement brutal. » (*Le Figaro*, 30/01/2008)

EPE : *consolidamento budgetario*

CORRECTION, subst. fém., dér. de *corriger* ; suff. *-ion*

SPE : *crise*

« Les interventions répétées des banques centrales visent à restaurer la confiance des marchés. Si elles réussissent dans cette entreprise, les marchés mondiaux s'en tireront avec un gros mal de tête, avec probablement des conséquences à tirer en termes de régulation et de méthodologie de notation des risques, comme à chaque **correction** boursière. "C'est un processus sain de destruction créatrice", estime Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. » (*Le Monde*, 28/08/2007)

EPE : *correzione*

COÛT, subst. masc., déverbal de *coûter*

Loc. PE *réduction des coûts de personnel* : licenciement

« Le directeur financier, Fritz Henderson, a précisé que la **réduction** envisagée **des coûts de personnel** se ferait via des primes au départ et des plans de retraite anticipée. » (*Le Monde*, 15/07/2008)

EPE : *riduzione dei costi del personale*

CRÉANCE, subst. fém., dér. de *croire* (*créant*) ; suff. *-ance*

Loc. PE

1. Créance douteuse : titre de mauvaise qualité (toxiques)

« Cette nouvelle journée noire pour la finance américaine montre à quel point l'angoisse persiste, malgré la promulgation la semaine dernière du plan du secrétaire américain au Trésor Henry Paulson pour racheter les **créances douteuses** des banques. » (*Libération*, 10/10/2008)

EPE : *credito dubbio*

2. *Créance titrisée* : titre de nature spéculative issu de la transformation de créances immobilières présentant un risque élevé d'insolvabilité.

« Grâce à l'action des banques centrales, la crise de liquidités va continuer à se résorber et le marché des **créances titrisées** va reprendre, à un prix inférieur. » (*Le Monde*, 28/08/2007)

EPE : *credito cartolarizzato*

CRÉDIT, subst. masc.

Loc. PE *crédit structuré* : titre à risque très élevé

« Jusqu'ici, les banquiers se pensaient, au moins en partie, "assurés" contre les pertes dues à la crise des crédits immobiliers américains à risque, dits «subprime». Près de 800 milliards de dollars de **crédits structurés** contenant des subprime (en jargon technique : des CDO d'ABS) sont, en effet, garantis par des assureurs spécialisés, dits "monoline". » (*Le Figaro*, 23/01/2008)

EPE : *credito strutturato*

CROISSANCE, subst. fém., dér. de *croître* ; suff. *-ance*

Loc. PE

1. «*Croissance douce*» : décélération

« L'Institut national de la statistique et des études économiques annonce aujourd'hui une **croissance "douce"** de 1,8 %. » (*Le Figaro*, 22/10/2007)

EPE : *crescita dolce*

Syn.

a. *Anémie de croissance*

« Les Japonais, constatant que leurs retraites sont menacées de faillite et que de nouveaux impôts les attendent, préfèrent se serrer la ceinture. Pour eux, c'est une manière comme une autre de voter contre la politique économique du gouvernement. Vue **l'anémie de leur croissance**, il est possible qu'ils ne se rendent même pas compte de leur entrée dans la récession. » (*Le Figaro*, 05/09/2007)

EPE : *crescita anemica*

b. *Croissance atone*

« Dans le doute, la plupart des experts prédisent une croissance molle en 2011...tout en soulignant qu'une moyenne ne signifie pas grand-chose tant les disparités sont fortes entre les pays : la zone euro offre un tableau plus contrasté que jamais, partagée entre la locomotive allemande, les pays du "peloton" tels la France et l'Italie, et ceux de la "périphérie" affichant une **croissance atone**. » (*Le Monde*, 30/10/2010)

EPE : *crescita atona*

c. *Croissance molle*

« Jusqu'ici champions de la croissance en Europe, la Grande-Bretagne, l'Irlande et l'Espagne font grise mine. Selon les économistes, confortés hier par une étude de l'agence de notation financière Standard and Poor's (SP), les “tigres européens” risquent d'être brutalement déclassés cette année. Ils pourraient rejoindre le clan des pays à **croissance molle** autour de 2 % où évoluent la France, l'Italie et l'Allemagne. » (*Le Figaro*, 31/01/2008)

EPE : *crescita molle*

d. Croissance ramollie

« Toutefois, les bouleversements récents “renforcent l'opinion selon laquelle la **croissance** américaine va sans doute être **ramollie** au deuxième semestre”, observait UBS. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)

EPE : *crescita ammorbidita*

2. Croissance négative : décroissance

« La zone euro est en récession depuis le troisième trimestre (-0,2 % du PIB) et la BCE prévoit une **croissance négative** comprise entre -1 % et 0 % pour 2009, une légère reprise étant possible en 2010 (entre 0,5 et 1,5 %). » (*Libération*, 05/12/2008)

EPE : *crescita negativa*

3. Croissance nulle : stagnation

« D'après une étude de la banque espagnole BBVA, l'économie de la péninsule a subi une “brusque détérioration” au deuxième trimestre et la **croissance** pourrait être **nulle** par rapport au trimestre précédent, qui affichait une hausse limitée à 0,3 %. » (*Le Figaro*, 10/07/2008)

EPE : *crescita nulla*

4. Croissance potentielle : retard économique

« Il faut regarder la “**croissance potentielle**”, la production que le pays est en mesure d'atteindre compte tenu de ses forces humaines et matérielles. Elle était de l'ordre de 1,7% l'an “avant Lehman” » (*Le Figaro*, 26/09/2010)

EPE : *crescita potenziale*

5. Croissance proche à zéro : quasi-stagnation

« Pour le porte-parole des dix grandes banques centrales mondiales, par ailleurs président de la BCE, la croissance mondiale devrait être proche de zéro en 2009, avec une “reprise” en 2010. » (*Libération*, 09/03/2009)

EPE : *crescita vicina allo zero*

DÉGRAISSER, verbe trans., dér de *graisser* ; préf. *dé-* ; dés. *-er*

SPE : *licencier*

« Certains groupes paraissent profiter du contexte de crise pour “**dégraisser**” leurs effectifs ou délocaliser. » (*Libération*, 27/12/2008)

EPE : *snellire*

Dér.

DÉGRAISSAGE, subst. masc. ; suff. *-age*

SPE : *licenciement*

« Début 2008, un deuxième plan est ouvert sur cinq sites français avec un objectif de 1090 départs. Cette fois-ci, seuls 411 salariés y adhèrent. Signe que l'enthousiasme au départ est retombé, ou que le **dégraissage** n'est pas extensible à merci. » (*Libération*, 21/11/2008)

EPE : *snellimento*

DÉLOCALISER, verbe trans., dér. de *localiser* ; préf. *dé* ; dés. *-er*

SPE : *licencier*

« Sombre début d'année pour l'économie irlandaise déjà mal en point. L'américain Dell, deuxième fabricant mondial d'ordinateur, a annoncé hier qu'il allait stopper sa production pour la **délocaliser** en Pologne. D'ici 2010, 1 900 emplois seront supprimés dans l'usine de Limerick (ouest du pays). » (*Libération*, 09/01/2009)

EPE : *delocalizzare*

DEMANDEUR, subst. masc., dér. de *demander* ; suff. *-eur*

SPE : *chômeur*

« Historique : 90 200 **demandeurs** en un mois » (*Libération*, 26/02/2009)

EPE : *soggetto in disponibilità*

DESTRUCTION, subst. fém., dér. de *détruire* ; suff. *-ion*

Loc. PE *destruction créatrice* : crise

« C'est un processus sain de "**destruction créatrice**", estime Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. » (*Le Monde*, 28/08/2007)

EPE : *distruzione creatrice*

DISCIPLINE, subst. fém.

Loc. PE *discipline budgétaire* : rigueur

« De manière plus consensuelle, les dirigeants de l'UE ont approuvé jeudi soir une réforme historique de leur **discipline budgétaire** commune pour éviter, là encore, que la crise de la dette en Grèce au printemps ne se reproduise. » (*Le Monde*, 29/10/2010)

EPE : *disciplina budgetaria*

DYNAMISER, verbe trans., dér. *dynamique* ; dés. -er

SPE : *déréglementer*

« Ensuite, il faut **dynamiser** les différents marchés, et en particulier le marché du travail, pour permettre aux entreprises innovantes de créer rapidement des emplois et aux travailleurs de rebondir facilement d'un emploi à un autre, et de se qualifier tout au long de leur vie. » (*Libération*, 02/12/2008)

EPE : *dinamizzare*

Dér.

DYNAMISATION, subst. fém. ; suff. *-ation*

SPE : *déréglementation*

« Autrement dit, il ne peut y avoir de réforme durable de notre appareil productif sans investir en même temps dans la confiance, en particulier dans l'émergence de syndicats de masse et dans la **dynamisation** du droit conventionnel. » (*Libération*, 02/12/2008)

EPE : *dinamizzazione*

Loc. PE *dynamisation de la force de travail* : précarisation

« Ce constat, dressé il y a dix ans déjà par l'organisation, a poussé la plupart des pays membres à se lancer dans une politique de **dynamisation** et de flexibilisation **de la force de travail**. Une politique qui nécessite de recourir à la décentralisation du marché du travail. » (*Libération*, 23/05/2008)

EPE : *dinamizzazione della forza lavoro*

ÉCHEC, subst. masc.

Loc. PE *échec collectif* : activité de spéculation

« Pour le FMI, la déroute des marchés de crédit est avant tout un "**échec collectif**" dans lequel "l'ensemble des intervenants" n'a pas su apprécier les risques pris à l'intérieur d'un système financier de plus en plus en complexe. » (*Le Figaro*, 09/04/2008)

EPE : *insuccesso collettivo*

EMPLOI, subst. masc., déverbal de *employer*

Loc. PE

1. *Demandeur d'emploi* : chômeur, chômage

« Le taux de **demandeurs d'emploi** a atteint 6,5% en octobre, et la Réserve fédérale estime désormais qu'il est possible qu'il monte jusqu'à 7,6% en 2009. » (*Libération*, 20/11/2008)

EPE : *soggetto in disponibilità*

2. *Emploi atypique* : emploi précaire

« En entrant un peu plus dans le détail, une sous-catégorie est à la remorque de la croissance : les **emplois atypiques** (temps partiels, CDD et autre intérim) que l'on retrouve dans les mouvements des caissières de supermarché. » (*Libération*, 28/02/2008)

EPE : *impiego atipico*

3. Involontairement privé d'emploi : licencié

« Une prime forfaitaire payée par l'assurance-chômage est instaurée pour les moins de 25 ans "**involontairement privés d'emploi**". » (*Le Monde*, 12/01/08)

EPE : *involontariamente privato dell'impiego*

4. Personne la plus éloignée de l'emploi : chômeur de longue durée

« **Les personnes "les plus éloignées de l'emploi"** pourront bénéficier d'une formation. » (*Le Monde*, 12/01/08)

EPE : *soggetto più distante dal mercato del lavoro*

5. Plan de sauvegarde de l'emploi : licenciement

« Le syndicat indiquait la mise en place d'un **plan de sauvegarde de l'emploi** ayant pour conséquence le licenciement de 3000 salariés d'ici à la fin 2008. » (*Le Figaro*, 25/01/2008) »

EPE : *piano per la salvaguardia del lavoro*

ERREUR, subst. fém.

Loc. PE *erreur collective* : activité de spéculation

« Cette **gigantesque erreur collective** tient en partie à leur confiance aveugle dans des systèmes de notation de risques de créances et de prêts titrisés qui se sont révélés inopérants. » (*Le Figaro*, 07/03/2007)

EPE : *errore collettivo*

ESSOUFFLEMENT, subst. masc., dér. essouffler ; suff. -(e)ment

SPE : *crise*

« Cet indicateur est en effet très suivi par la Réserve fédérale et sa hausse réduit sa marge de manœuvre en matière d'assouplissement monétaire alors que plusieurs autres indicateurs (immobilier, ISM, emploi, etc.) semblent montrer un **essoufflement** outre-Atlantique. » (*Le Figaro*, 08/08/2007)

EPE : *affaticamento*

FAIBLESSE, subst. fém., dér. de faible ; suff. -esse

Loc. PE *accès de faiblesse* : décélération

« Le produit intérieur brut (PIB) américain n'a progressé que de 1,3 % en rythme annuel durant les trois premiers mois de l'année, d'après l'estimation publiée vendredi 27 avril par le département du commerce, après une hausse de 2,5 % au quatrième trimestre 2006. C'est une mauvaise surprise pour nombre d'analystes qui tablaient sur une hausse de 1,8 % du PIB. La crise du marché immobilier explique en grande partie cet **accès de faiblesse**. » (*Le Monde*, 29/04/2007)

EPE : *eccesso di fatica*

FATALITÉ, subst. fém., dér. de *fatale* ; suff. -ité

SPE: *speculation*

« Pour la Société générale, c'est la faute à la **fatalité**. “La crise est la conséquence d'un mouvement de désintermédiation, qui a démarré il y a cinq ans”, explique Jean-Pierre Mustier. » (*Libération*, 03/10/2007)

EPE : *fatalità*

FÉBRILITÉ, subst. fém. dér. de *fébrile* ; suff. -ité

Loc. PE *fébrilité du marché immobilier* : crise

« Ponctuellement, l'enthousiasme des investisseurs a été conforté par des chiffres de commandes de biens durables meilleurs qu'attendus. La publication quasi simultanée de chiffres de ventes de logements neufs décevants, confirmant la **fébrilité du marché immobilier**, n'a pas, elle, entamé leur confiance. » (*Le Monde*, 27/04/2007)

EPE : *stato febbrile del mercato immobiliare*

FIÈVRE, subst. fém.

Loc. PE

1. *Brusque accès de fièvre* : krach du marché

Dans son style inimitable, Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la BCE (Banque centrale européenne), s'est félicité mardi d'un “*retour progressif à la normale*”, la crise ne relevant, à l'entendre, que d'un **brusque accès de fièvre**. » (*Libération*, 17/08/2007)

EPE : *brusco aumento della temperatura*

2. *Poussée de fièvre*: récession

« Quelles sont les raisons qui expliquent cette **poussée de fièvre**. L'endettement massif des pays. » (*Le Monde*, 17/11/2010)

EPE : *aumento della temperatura*

FLEXIBILITÉ, subst. fém., dér. de *flexible* ; suff. -ité

SPE : *déréglementation*

« Dans le cadre de la stratégie européenne, les États ont été encouragés à prendre des mesures améliorant l'emploi et la **flexibilité** » (*Le Monde*, 28/02/2008)

EPE : *flessibilità*

Dér.

FLEXIBILISATION, subst. fém. ; suff. -ation

Loc. PE *flexibilisation de la force de travail* : précarisation

« Ce constat, dressé il y a dix ans déjà par l'organisation, a poussé la plupart des pays membres à se lancer dans une politique de dynamisation et de **flexibilisation de leur force de travail**. » (*Le Figaro*, 28/04/2008)

EPE : *flessibilizzazione dell'organico*

FLEXISÉCURITÉ, subst. fém., comp. par tronc. de *flexibilité* et par *sécurité*

SPE : déréglementation

« Le projet d'accord pourrait instaurer une "**flexisécurité**" à la française. » (*Le Monde*, 12/01/2008)

EPE : *flessicurezza*

FLOTTEMENT, subst. masc., dérivé de *flotter* ; suff. *-ment*

SPE : signe avant-coureur d'une récession

« Robert Kimmitt, le secrétaire américain adjoint au Trésor, ne voit que des "**flottements**" sur le marché de l'immobilier qui mettraient "*quelques trimestres pour se dissiper*". Même topo du gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, qui ne décèle pas de "*risque global*" pour les banques européennes. » (*Libération*, 04/08/2007)

EPE : *tentennamento*

FONDS, subst. masc.

Loc. PE

1. *Fonds de trésorerie dynamique* : fonds à risque dont le portefeuille est composé par des titres issus du marché *subprimes*.

« Contrairement à une sicav monétaire classique, dont l'actif ne peut pas intégrer plus de 10% d'actifs risqués, les **fonds de trésorerie dynamique** appartiennent à la catégorie des fonds diversifiés. "*A ce titre, ils peuvent comporter jusqu'à 100% d'actifs risqués*", explique François Collet. » (*Le Monde*, 10/08/2007)

EPE : *fondo di tesoreria dinamica*

Syn.

Fonds d'investissement

« Ce sont les difficultés de deux **fonds d'investissements** de la banque d'affaires de Wall Street, Bear Stearns qui, à la mi-juin, ont commencé à faire prendre conscience aux investisseurs que les conséquences allaient dépasser le seul marché immobilier. » (*Libération*, 09/08/2007)

EPE: *fondo d'investimento*

2. *Hedge funds*: fonds spéculatif

« Les fonds colossaux des "**hedge funds**" déposés auprès de Lehman ont été gelés, et le sont encore aujourd'hui. » (*Le Monde*, 15/09/2010)

EPE : *hedge funds*

GRIPPE, subst. fém., déverbal de *gripper*

SPE : *crise*

« L'économiste en chef de l'institution, Ifzal Ali, considère cependant que l'Asie est bien armée pour supporter les effets d'un ralentissement économique américain. "Un rhume aux États-Unis ne manquera pas de provoquer une **grippe** dans notre partie du monde, mais il ne débouchera pas sur une pneumonie", affirme-t-il. » (*Le Figaro*, 18/09/2007)

EPE : *influenza*

INNOVATION, subst. masc., dér. *innover* ; suff. *-ation*

Loc. PE *innovation financière* : élaboration de produits financiers de plus en plus risqués

« Aux États-Unis, c'est la conjonction de la permissivité réglementaire et des **innovations financières** (la titrisation) qui ont incité les banques à prêter de manière aussi risquée. » (*Libération*, 12/11/2007)

EPE : *innovazione finanziaria*

INSTRUMENT, subst. masc.

Loc. PE *instrument financier complexe* : titre risqué émis en contrepartie de créances à haut risque d'insolvabilité.

« Sans citer nommément les fonds spéculatifs, échappant à toute régulation, le besoin de "transparence sur les actifs hors bilan et des **instruments financiers complexes**", notamment les CDS (contrats d'assurance sur le non remboursement d'un emprunteur) est évoqué dans le communiqué. » (*Libération*, 16/11/2008)

EPE : *strumento finanziario complesso*

JEU, subst. masc.

Loc. PE

1. *Jeu d'écriture* : fraude

« Afin de dissimuler une partie de ses pertes, l'établissement a transféré des actifs dépréciés (8,4 milliards de dollars) dans des *hedge funds* eux-mêmes déjà dépréciés. Commis par une banque d'investissement aussi réputée, ces **jeux d'écriture**, qui ne sont pas sans rappeler les pratiques qui ont conduit à la faillite frauduleuse du géant texan Enron en 2001, sèment la panique à Wall Street. » (*Libération*, 05/11/2007)

EPE : *gioco di scrittura*

2. *Jeu dangereux* : spéculation

N'a-t-on pas vu certaines banques fleurons de l'économie sociale jouer elles aussi à des **jeux dangereux** ? (*Libération*, 24/12/2008)

EPE : *gioco pericoloso*

LBO, subst. masc.

[Sigle de *rachat avec effet de levier* ; empr. à l'anglais *Leverage Buy Out*]

SPE : titre émis en contrepartie d'un portefeuille de créances industrielles à haut risque d'insolvabilité

« La direction du groupe (crédit agricole) a chiffré à 301 millions d'euros l'impact de la crise des “*subprimes*” sur ses comptes. L'impact net de la crise financière sur ses revenus a été limité à 186 millions d'euros et concerne pour l'essentiel des dépréciations de son portefeuille de **LBO** (rachats d'entreprise avec effet de levier). » (*Le Monde*, 21/12/2007)

EPE : *LBO*

MAÎTRISE, subst. fém., dér. de *maître* ; suff. -ise

Loc. PE *maîtrise des dépenses d'État* : rigueur

« La dette va par ailleurs grimper l'an prochain à 66% du PIB. Même si Bercy annonce **une maîtrise des dépenses de l'État** “sans précédent”. » (*Le Figaro*, 26/09/2008)

EPE : *controllo della spesa pubblica*

MARCHÉ, subst. masc.

Loc. PE *marché financier fiévreux* : marché financier en chute

« Avec un euro qui a franchi, hier, le seuil symbolique de 1,40 dollar, une Réserve fédérale américaine qui a ramené, mardi, son principal taux directeur de 5,25 % à 4,75 %, des **marchés financiers** toujours **fiévreux** à la suite de la crise des crédits immobiliers américains, une croissance européenne qui donne des signes de faiblesse et une inflation qui demeure largement sous contrôle, on voit mal comment le patron de la Banque centrale européenne (BCE) pourrait justifier une nouvelle hausse du loyer de l'argent. » (*Libération*, 21/09/2007)

EPE : *mercato finanziario febbricitante*

MÉSAVENTURE, subst. fém., dér. de *aventure* ; pref. *mé-*

SPE : crise

« Rien ne dit, à ce stade, que l'Europe ne payera pas une note plus salée que les établissements financiers américains eux-mêmes de cette **mésaventure** du subprime. » (*Le Figaro*, 25/09/2007)

EPE : *disavventura*

MESURE, subst. fém.

Loc. PE

1. *Mesure atypique* : concession accordée à la finance, déréglementation

« Trichet l'assure : la BCE n'excluait pas, “si nécessaire”, de “décider” des “**mesures atypiques**”. » (*Libération*, 06/03/2009)

EPE : *misura atipica*

2. *Mesure de relance budgétaire* : rachat d'actifs toxiques, nationalisation de facto d'établissements financiers, mobilisation de forts capitaux afin d'éviter la faillite du système bancaire.

« Il a demandé aux pays qui le peuvent de prendre des **mesures de relance budgétaires**. Un appel qui vise, entre autre, la Chine. “Les pays qui ont des difficultés budgétaires doivent continuer à améliorer leur situation, mais ceux qui ont une assez grande aisance budgétaire doivent voler au secours de la relance d'ensemble”, a expliqué Dominique Strauss-Kahn. » (*Le Figaro*, 28/02/2008)

EPE : *misura di rilancio budgetario*

3. *Mesure pour parvenir à l'équilibre budgétaire* : rigueur

« Le climat se tend au sein de l'eurogroupe, où de nombreux pays membres réclament de la France qu'elle prenne plus de **mesures pour parvenir à l'équilibre budgétaire** dès 2010. » (*Le Figaro*, 11/02/2008)

SPE : *misura per raggiungere il pareggio di bilancio*

4. *Mesure visant à réduire le poids des dépenses publiques* : réduction des effectif par non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, baisse salariale, réforme des retraites.

« Les Vingt-Sept ont surtout donné l'impression de vouloir s'extirper d'un débat stérile sur les dates, en se concentrant sur les réformes structurelles françaises. Celles-ci ont été saluées par le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, à commencer par les **mesures visant à réduire le poids des dépenses publiques**. » (*Le Figaro*, 13/02/2008)

EPE : *misura volta allo snellimento della spesa pubblica*

MINICRISE, subst. fém., dér. de crisi ; suff. mini-

SPE : *krach de l'immobilier*

« Les investisseurs ont été rassurés de voir qu'elle était derrière les banques et répondait à sa fonction d'assurer la stabilité du système financier. “Est-ce que les banques centrales peuvent gérer la situation et sortir les marchés de leur **minicrise** ? Les investisseurs semblent prêts à le croire”, estime René Desfossez. » (*Le Figaro*, 20/08/2007)

EPE : *minicrisi*

MODÉRATION, subst. fém., dér. de modérer ; suff. -ation

Loc. PE *modération dans la hausse du salaire minimum* : stagnation salariale

« Le France est donc appelée à poursuivre ses réformes structurelles pour “doper sa compétitivité et sa croissance”. Le FMI prône notamment “la poursuite de la **modération dans la hausse du salaire minimum**, la réforme de la formation professionnelle et le relèvement de l'âge légal de la retraite pour encourager l'emploi des seniors”. » (*Le Figaro*, 31/07/2009)

EPE : *moderazione dell'innalzamento del minimo salariale*

MODERNISATION, subst. fém., dér. de *moderniser* ; suff. -ation

Loc. PE *modernisation du marché du travail* : déréglementation du marché du travail

« J'attends beaucoup des négociations sociales qui sont engagées. Le fait que les partenaires sociaux soient vraiment engagés dans la négociation sur la **modernisation du marché du travail** et la sécurisation des parcours professionnels est déjà très encourageant. » (Le Monde, 21/08/2007)

EPE : *modernizzazione del mercato del lavoro*

MONOLINE, subst. masc.

SPE : assureur dont l'activité consiste à garantir des produits très risqués issus du marché *subprimes* en faisant ainsi bénéficier les titres assurés de sa propre notation (rating).

« La digue qui a lâché s'appelle ACA Financial Guaranty. C'est une sorte d'assureur, un "*monoline*" ou un "*rehausseur de crédit*" en jargon financier, qui apporte sa garantie contre le risque de défaillance de titres obligataires. » (Libération, 21/12/2007)

EPE : *monoline*

MYOPIE, subst. fém., dér. de *myope* ; suff. -ie

Loc. PE *myopie des financiers* : spéculation

« Très agacé par la **myopie des financiers**, Gérard Hauser, le président du groupe Nexans (câbles) rappelle que "les volumes ont commencé à baisser aux États-Unis en juillet 2006". » (Le Figaro, 28/02/2008)

EPE : *miopia degli agenti finanziari*

NORMALISATION, subst. fém., dér. de *normal* ; suff. -iser + -ation

Loc. PE *normalisation de l'appréciation des risques* : activité de spéculation exercée sur le marché immobilier.

« Les turbulences financières ne paraissent pas non plus perturber outre mesure la Banque centrale européenne (BCE). Son président, Jean-Claude Trichet, a déclaré jeudi que la récente volatilité "peut être interprétée comme une **normalisation de l'appréciation des risques**", dont certains étaient "sous-estimés". » (Le Monde, 05/08/2007)

EPE : *normalizzazione dell'apprezzamento del rischio*

PACTE, subst. masc.

Loc. *pacte de stabilité* : rigueur

« Dans un communiqué lu par le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, Paris est invité à "une application très stricte" du **pacte de stabilité**, à "renforcer sa consolidation budgétaire, réduire sa dette et faire en sorte d'atteindre l'objectif de l'équilibre budgétaire en 2010 si les conditions cycliques le permettent". » (Le Figaro, 12/02/2008)

EPE : *patto di stabilità*

PERMISSIVITÉ, subst. fém., dér. de *permissif* ; suff. -ité

Loc. PE *permissivité réglementaire* : déréglementation

« États-Unis, c'est la conjonction de la **permissivité réglementaire** et des innovations financières (la titrisation) qui ont incité les banques à prêter de manière aussi risquée. » (*Libération*, 12/11/2007)

EPE : *permissivismo normativo*

PERTURBATION, subst. masc., dér. de *perturber* ; suff. -ation

SPE : *crise*

« Quant à la crise financière, le “gros” est probablement passé, mais ses conséquences “se feront ressentir pendant encore longtemps” et “de nouvelles **perturbations** ne peuvent être exclues”. » (*Le Figaro*, 05/06/2008)

EPE : *perturbazione*

PLAN, subst. masc.

Loc. PE *plan d'adaptation des effectifs* : licenciement

« Le groupe a transmis au comité d'entreprise européen “*un plan d'adaptation de ses effectifs*”. Le plan sera détaillé au comité d'entreprise européen, convoqué pour le 8 janvier, puis les comités d'établissement des différents sites seront informés [...] L'annonce de Valeo s'inscrit dans une longue liste de suppressions d'emplois dans le secteur automobile depuis octobre. » (*Libération*, 18/12/2008)

EPE : *piano di adattamento del personale*

Syn.

a. *Plan de compétitivité*

« La compagnie d'assurances a annoncé un “*plan de compétitivité*” centré autour de deux décisions. D'une part, la fermeture en 2009 de 4 sites employant au total 200 personnes. » (*Libération*, 20/02/2008)

EPE : *piano di competitività*

b. *Plan de départs volontaires* : licenciement

« Avec des commandes en perte de vitesse, le groupe a annoncé hier un **plan de départs volontaires**. » (*Libération*, 25/11/2010)

EPE : *piano di dimissioni volontarie*

c. *Plan de restructuration* : licenciement

« Annoncé avant l'été, le **plan de restructuration** du numéro un mondial de la sécurité par carte à puce, marqué par la suppression de 12 % des effectifs en France, paraît avoir été un compromis laborieux entre ses actionnaires. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)

EPE : *piano di ristrutturazione*

d. Plan de sauvegarde de l'emploi

« Le syndicat indiquait la mise en place d'un **plan de sauvegarde de l'emploi** ayant pour conséquence le licenciement de 3000 salariés d'ici à la fin 2008. » (*Le Figaro*, 25/01/2008)

EPE : *piano di salvaguardia dell'impiego*

e. Plan social

« Un **plan social** de 110 suppressions d'emploi à la fonderie d'aluminium Bréalu de Vaux, près de Montluçon (Allier), doit être examiné aujourd'hui lors d'un comité d'entreprise (CE) extraordinaire, a-t-on appris lundi de source syndicale. « Un CE est convoqué aujourd'hui sur un **plan social** prévoyant le licenciement de 110 salariés sur 294 », a indiqué Fernando Da Costa, délégué syndical CGT et membre du CE. » (*Le Figaro*, 20/07/2009)

EPE : *piano sociale*

f. PSE

« Ce qui ne l'empêche pas de confirmer la finalisation d'un **PSE** portant sur l'ensemble de l'activité des pneus tourisme de l'usine Goodyear, près de 1 000 postes sur les 1 400 que compte le site. Seule resterait la fabrication de pneus agricoles, soit 400 salariés. » (*Libération*, 23/05/2009)

EPE : *PSI*

PNEUMONIE, subst. fém.

SPE pour *récession*

« L'économiste en chef de l'institution, Ifzal Ali, considère cependant que l'Asie est bien armée pour supporter les effets d'un ralentissement économique américain. « Un rhume aux États-Unis ne manquera pas de provoquer une grippe dans notre partie du monde, mais il ne débouchera pas sur une **pneumonie** », affirme-t-il. » (18/09/2007)

EPE : *polmonite*

POLITIQUE, subst. fém.

Loc. PE *politique budgétaire sélective* : rigueur

« La coordination des politiques économiques est donc la clé de tout. Elle doit favoriser un juste équilibre entre la stabilité et le désendettement d'un côté et la croissance de l'investissement et de la consommation de l'autre, en décidant de **politiques budgétaires** et fiscales extrêmement **sélectives**. » (*Le Monde*, 01/12/2019)

EPE : *politica budgetaria selettiva*

PRÊT, subst. masc., déverbal de prêter

Loc. PE *prêt laxiste* : cf. *subprime*

« Le secrétaire Henry Paulson a expliqué que la crise immobilière actuelle était « inévitable et nécessaire » et qu'il fallait s'attendre à ce que de nouvelles dépréciations soient annoncées. Le secrétaire a fait savoir que la hausse des prix sur les dernières années et les procédures de **prêts trop laxistes** avaient conduit à la crise actuelle, qu'il considère comme une correction. » (*Le Figaro*, 07/01/2008)

EPE : *prestito lassista*

PROBLÈME, subst. masc.

SPE : crise

« L'annonce de BNP Paribas montre que “le **problème** des subprime” va prendre plus de temps qu'attendu avant de se dissiper. “Il ne faudra pas quelques jours ou quelques semaines, mais des mois avant de connaître son impact total », a expliqué Owen Fitzpatrick, analyste de la Deutsche Bank. » (*Le figaro*, 10/08/2007)

EPE : *problema*

PRODUIT, subst. masc.

Loc. PE

1. *Produit de titrisation* : produit risqué ou très risqué adossé à des créances (v. *titrisation*)

« Ces taux très bas seront maintenus tant que les prix ne seront pas stabilisés. Elle [la Banque centrale du Japon] lance également la création d'un fonds de 5.000 milliards de yens (43 milliards d'euros) destiné à financer des achats d'actifs ou à collecter des actifs apportés en collatéral, comme des emprunts d'État, des billets de trésorerie ou des **produits de titrisation**. » (*Le Figaro*, 05/10/2008)

EPE : *prodotto di cartolarizzazione*

2. *Produit financier exotique* : produit financier risqué

« En Europe, d'autres marchés de crédit que le marché immobilier sont également touchés par des pratiques aventureuses des banques et des investisseurs, et nous n'avons rien à envier aux Américains pour ce qui est de l'invention continuelle de nouveaux **produits financiers** de plus en plus **exotiques**. » (*Libération*, 12/11/2007)

EPE : *prodotto finanziario esotico*

Syn.

a. *Produit boursier ultracomplexe*

« L'empressement des banques à transformer les emprunts hypothécaires américains en **produits boursiers ultracomplexes** a conduit à de tels imbroglios, que ces dernières sont incapables de prouver qu'elles possèdent les biens pour lesquels ces prêts ont été accordés. » (*Libération*, 22/11/2007)

EPE : *prodotto finanziario ultracomplexo*

b. *Produit dérivé*

« Après la BNP touchée dès les mois de septembre, c'est la Société générale – fleuron de la banque française parce qu'elle est le leader mondial des **produits dérivés** (ces instruments financiers très sophistiqués de partage du risque qui reposent sur des algorithmes produits par l'école mathématique française) –, qui enregistre la réplique sismique. » (*Libération*, 08/11/2007)

EPE : *prodotto derivato*

c. *Produit sophistiqué*

« La tempête a commencé sur le marché des crédits immobiliers hypothécaires américains avant de se propager via des **produits sophistiqués** à pratiquement tous les établissements financiers. » (*Libération*, 14/11/2008)

EPE : *prodotto sofisticato*

d. *Produit financier structuré*

« À moyen terme, le rapport préconise une normalisation des **produits financiers structurés** dont la complexité a à la fois accru le risque et rendu son appréhension difficile. » (*Le Figaro*, 09/04/2008)

EPE : *prodotto finanziario strutturato*

3. *Produit illiquide* : actif invendable

« L'essentiel de cette baisse s'explique par la sortie d'investisseurs. Pour faire face à des retraits aussi massifs, les gérants sont obligés de vendre les titres qui peuvent encore l'être. Ce qui augmente la proportion de titres invendables au sein des portefeuilles. "Les premiers à sortir s'en tirent à bon compte, mais ceux qui restent investis se retrouvent coincés avec des **produits** de plus en plus **illiquides**", explique François Collet, gérant obligataire à la Française des Placements. » (*Le Monde*, 10/08/2007)

EPE : *titolo poco liquido*

RALENTISSEMENT, subst. masc. dér. de *ralentir* ; suff. *-(e)ment*

Loc. PE *sérieux ralentissement* : récession

« Le ralentissement américain commence à faire sentir ses effets en Europe. Comme prévu, la croissance de la zone euro a fortement décéléré en fin d'année 2007. "L'Europe n'est pas immunisée contre un **sérieux ralentissement** aux États-Unis, lequel est plus sévère qu'escompté", a prévenu cette semaine Guy Quaden, gouverneur de la Banque nationale de Belgique. » (*Le Figaro*, 15/02/2008)

EPE : *serio rallentamento*

RATIONALISER, verbe trans. dér. de *rationnel* ; suff. *-iser*

Loc. PE *rationaliser les effectifs* : supprimer des postes de travail

« Pour le ministre mis en demeure par Bercy de "**rationaliser**" ses **effectifs**, on peut travailler autrement et mieux avec moins – 11 200 postes au total disparaissent à la rentrée 2008. » (*Libération*, 16/02/2008)

EPE : *razionalizzare l'organico*

RÉAJUSTEMENT, subst. masc., dér. de *ajuster* ; préf. *ré-* ; suff. *-ment*

Loc. PE *réajustement du taux d'emprunt* : augmentation du taux d'emprunt

« Les nouveaux bénéficiaires seraient les ménages qui ont pu honorer leurs échéances jusqu'à la date de **réajustement de leur taux d'emprunt**. » (*Le Figaro*, 03/09/2007)

EPE : *riaggiustamento del tasso di prestito*

RÉAPPRECIATION, subst. masc., dér. de apprécier ; préf. ré- ; suff. -ation

Loc. PE *épisode de réappréciation des risques* : crise financière

« Il y a six jours, Jean-Claude Trichet, le patron de la BCE, assurait que les marchés financiers connaissaient “*un épisode de réappréciation des risques*”, une sorte de “*normalisation*”. » (*Libération*, 10/08/2007)

EPE : *episodio di riapprezzamento dei rischi*

RÉDUIRE, verbe trans.

Loc. PE *réduire le nombre des sites* : licencier

« Au total, Sony veut **réduire le nombre de ses 57 sites** de fabrication dans le monde de 10 % et poursuivre la délocalisation de ses productions électroniques vers des régions moins chères. » (*Libération*, 10/12/2008)

EPE : *ridurre il numero dei siti*

RÉÉQUILIBRAGE, subst. masc., dér. de équilibrer ; préf. ré- ; suff. -age

Loc. PE *période de rééquilibrage* : crise

« D'autres évoquent plus vertement le phénomène de “*destruction créatrice*” si bien mis en valeur par Schumpeter. Mais il est sain que dans une économie qui pousse la croissance aux limites du soutenable, il y ait régulièrement des périodes de **rééquilibrage**. » (*Le Figaro*, 29/01/2008)

EPE : *periodo di riequilibrio*

REFROIDISSEMENT, subst. masc., dér. de refroidir ; suff. -(e)ment

SPE : *crise*

« La tourmente que traversent actuellement les marchés financiers va peser sur la croissance mondiale, a prévenu John Lipsky, directeur général adjoint du FMI, sans en préciser toutefois l'ampleur. “On ne sait pas encore si le **refroidissement** va être conséquent ou modéré, et s'il va être temporaire ou plus durable”, a-t-il déclaré au Financial Times. » (*Le Figaro*, 23/08/2007)

EPE : *raffreddamento*

REHAUSSEUR, subst. masc., dér. de hausser ; préf. ré- ; suff. -eur

Loc. PE *rehausseur de crédit* : v. *monoline*

« Les nuages s'amoncellent dans la sphère financière : la crise du subprime, ces crédits accordés à des ménages américains modestes, fait de nouvelles victimes via les “**rehausseurs de crédit**”, dont le métier consiste à assurer les émissions obligataires des emprunteurs. » (*Le Figaro*, 22/01/2008)

EPE : *assicuratore monoline*

RESSERREMENT, subst. masc., dér. de serrer ; préf. re- ; suff. -(e)ment

Loc. PE *resserrement budgétaire* : rigueur

« Au début de l'été, “*on espérait que le resserrement budgétaire serait atténué par la baisse de l'euro. Ce n'est plus le cas*”, souligne Gilles Moëc, économiste chez Deutsche Bank. » (*Le Monde*, 30/10/10)

EPE : *stretta budgetaria*

RESTRUCTURATION, subst. fém., dér. de *structure* ; préf. *re-* ; suff. *-ation*

SPE : *licenciement*

« Le 30 mars, la direction de Lejaby annonce aux salariés que trois des quatre sites de production français (tous situés en Rhône-Alpes) vont devoir fermer, **restructuration** qui coûtera près de 200 emplois sur les 650 que compte l'entreprise. Motif : “sauvegarder la compétitivité dans un contexte de concurrence exacerbée”. » (*Libération*, 22/09/2010)

EPE : *ristrutturazione*

RETOURNEMENT, subst. masc., dér. de *tourner* ; préf. *re-* ; suff. *-(e)ment*

Loc. PE *retournement majeur de l'économie* : récession

« La plupart des stratèges continuent en effet à penser que la correction des marchés ne présage pas un **retournement majeur de l'économie** et qu'une progression des indices d'ici à la fin de l'année est tout à fait envisageable. » (*Le Figaro*, 14/10/2007)

EPE : *decisa inversione di tendenza dell'economia*

RHUME, subst. masc.

SPE : *krach*

« L'économiste en chef de l'institution, Ifzal Ali, considère cependant que l'Asie est bien armée pour supporter les effets d'un ralentissement économique américain. “Un **rhume** aux États-Unis ne manquera pas de provoquer une grippe dans notre partie du monde, mais il ne débouchera pas sur une pneumonie”, affirme-t-il. » (*Le Figaro*, 18/09/2007)

EPE : *raffreddore*

RISQUE, subst. masc.

Loc. PE *risque systémique* : faillite du système financier

« Jusqu'à hier cependant, le secteur financier semblait à l'abri du “**risque systémique**”. En clair, le risque recelé pour l'ensemble du système par la chute d'une grande banque paraissait trop important pour que les autorités politiques et financières permettent une faillite. » (*Le Figaro*, 16/09/2008)

EPE : *rischio sistemico*

SÉCURISATION, subst. fém., dér. de *sécurité* ; suff. *-ation*

Loc. PE *système de sécurisation* : v. *titrisation*

« L'empressement des banques à transformer les emprunts hypothécaires américains en produits boursiers ultracomplexes a conduit à de tels imbroglios, que ces dernières sont incapables de prouver qu'elles possèdent les biens pour lesquels ces prêts ont été accordés. “Sans ce **système** dit **de sécurisation**, les banques n'auraient jamais les moyens de prêter autant d'argent aux Américains, qui sont les gens les plus endettés au monde”. » (*Libération*, 22/11/2007)

EPE : *sistema di securizzazione*

SICAV, subst. fém.

[Acronyme de *société anonyme à capital variable*]

Loc. PE *SICAV monétaire dynamique* : v. *fonds dynamique*

« Pour justifier le gel de ses fonds, BNP Paribas évoque d'ailleurs “*le respect de l'égalité des porteurs de parts*”. La banque se laisse un mois pour les rouvrir, faute de quoi “*une information sur les mesures envisagées sera communiquée aux porteurs*”. Elle n'a pas l'intention de les liquider, contrairement à la société Oddo, qui s'est résolue à cette option le 3 août pour trois **sicav monétaires dynamiques**. » (*Le Monde*, 10/08/2007)

EPE : *SICAV monetaria dinamica*

SIMPLIFICATION, subst. fém., dér. de *simplifier* ; suff. *-ation*

SPE : *déréglementation*

« Une **simplification** qui devrait faciliter l'accès de la place de Paris aux investisseurs étrangers. L'adaptation prochaine de la réglementation française à la finance islamique va également dans ce sens. Notre objectif est de “rendre vos activités aussi bienvenues ici à Paris qu'elles le sont à Londres et sur d'autres places”, a déclaré la ministre aux investisseurs venus du Golfe. » (*Le Figaro*, 03/07/2007)

EPE : *semplificazione*

SIV, subst. masc.

[Acronyme de *véhicule d'investissement structuré* ; empr. à l'anglais *Special Purpose Vehicle*]

SPE : fonds spéculatif – ayant une structure juridique – portant sur l'activité de titrisation, permettant aux banques de sortir de leur bilan des pans, même entiers, de leur portefeuille de créances.

«La Société générale n'a, à ce jour, “consolidé aucun de ses six conduits commerciaux ni son unique véhicule **SIV**”, contrairement à certaines banques américaines, contraintes, du fait de la crise financière, de réintégrer ces produits dans leur bilan. La Socgen estime qu'une consolidation “très hautement improbable” de ses conduits et SIV lui coûterait 0,4 point (40 points de base) de ratio Tier One. » (*Le Figaro*, 08/11/2007)

EPE : *SIV*

Syn.

a. *Véhicule d'investissement structuré*

« Selon Dow Jones, Citigroup (+0.50%) envisagerait d'injecter 3,3 milliards de dollars dans six des sept SIV (**véhicules d'investissement structuré**) que la banque a décidé de consolider dans son bilan en fin d'année dernière. Cet investissement permettra de renforcer leur profil crédit et de protéger les créanciers. » (*Le Figaro*, 13/02/2008)

EPE : *veicolo d'investimento strutturato*

b. *Véhicule de titrisation*

« La banque Citigroup (-4.29%) a annoncé mardi une diminution de la taille de ses **véhicules de titrisation** (SIV) de près de 15 milliards de dollars durant les deux derniers mois selon le Financial Times. Cette intervention a reconduit la taille des sept SIV à 66 milliards alors qu'ils atteignaient 80 milliards à la fin septembre. » (*Le Figaro*, 11/12/2007)

EPE : *veicolo di cartolarizzazione*

c. Véhicule financier

« Le stock d'actifs dans les SIV est estimé à 300 milliards de dollars. “On assiste à un mouvement de réintermédiation de l'économie, dû à l'absence de liquidités sur le marché”, explique Catherine Gerst de l'agence DBRS. Selon Mme Gerst, les dysfonctionnements actuels ne doivent pas faire oublier que ces **véhicules financiers** aujourd'hui en difficultés “ont permis de financer l'économie mondiale, ce que les banques n'auraient pu faire sur leurs seuls fonds propres”. »

EPE : *veicolo finanziario*

d. Véhicule spécial

« En même temps, il fait observer que “les principaux vecteurs de turbulence (de la crise financière) ont été les conduits (de titrisation) et **véhicules spéciaux**, pas les hedge funds (fonds spéculatifs)”. » (*Le Figaro*, 12/09/2007)

EPE : *veicolo speciale*

SOPHISTICATION, subst. fém., dér. de sophistiquer ; suff. -(a)tion

Loc. PE

1. *Sophistication des montages financiers*: déréglementation

« En outre, selon les experts, la **sophistication des montages financiers** rend caducs certains mécanismes de surveillance. “Une mise à jour est nécessaire”, explique le porte-parole du FSF. “Les grandes banques d'affaires ont les outils pour évaluer ces risques”. » (*Le Monde*, 22/05/2007)

EPE : *sofisticazione dei montaggi finanziari*

Syn.

Sophistication des techniques financières

« La **sophistication** formidable **des techniques financières** a diffusé les difficultés vers une multitude d'acteurs, ce qui généralise la défiance. Des grandes banques européennes, comme l'UBS, HSCB ou le Crédit agricole, ont été touchées par la crise du subprime. » (*Le Figaro*, 19/03/2008)

EPE : *sofisticazione delle tecniche finanziarie*

2. *Montage sophistiqué* : titre risqué ou très risqué

« Un nombre croissant de ménages ne peuvent plus rembourser leurs emprunts immobiliers. Or ceux-ci ont été recyclés dans le système financier via des **montages sophistiqués**. » (*Le Figaro*, 17/08/2007)

EPE : *montaggio sofisticato*

STIMULATION, subst. fém., dér. de *stimuler* ; suff. *-(a)tion*

Loc. PE *stimulation fiscale* : augmentation des impôts

« Larry Summers, ancien secrétaire au Trésor du président Clinton, prône “**une stimulation fiscale**” comme mesure préventive. Il est paradoxalement rejoint par Martin Feldstein, économiste de l'université de Harvard, très écouté des républicains. » (Le Figaro, 09/01/2008)

EPE : *stimolo fiscale*

STRUCTURATION, subst. fém., dér. de *structurer* ; suff. *-(a)tion*

Loc. PE *structuration du crédit* : v. *titrisation*

« En soi, la titrisation et la **structuration du crédit** étaient une bonne chose. C'était une formidable innovation financière, mais il y a eu des excès que les banques paient aujourd'hui au prix fort. La crise du subprime aux États-Unis fut le premier symptôme de l'éclatement de la bulle du crédit. Ici, nous avons eu notre détonateur local : Northern Rock. » (Le Figaro, 30/04/2008)

EPE : *strutturazione del credito*

SUBPRIME, subst. masc. ; préf. *sub-*

SPE : prêt immobilier hypothécaire octroyé à des emprunteurs à risque d'insolvabilité sur la base de garanties aléatoires et parfois inexistantes, et caractérisé par des taux d'intérêt atteignant le 18% du crédit.

« Selon le *Financial Times*, les banques ont d'abord mis en garde contre une crise éventuelle des “**subprimes**” l'année dernière mais les agences de notation comme Standard and Poor's et Moody's n'ont abaissé les notes sur les titres concernés que début 2007. » (Le Monde, 16/08/2007)

EPE : *subprime*

Syn.

a. *Subprime loans*

« Craintes de reprise de l'inflation, remontée des taux de rendement obligataires, retour de la crise des **subprime loans** aux États-Unis...les Bourses européennes n'ont pas résisté hier. » (Le Figaro, 22/06/2007)

EPE : *mutuo subprime*

b. *Subprime mortgages*

« Pour la catégorie des prêts à risque, aussi appelés **subprime mortgages**, accordés aux ménages les plus fragiles financièrement à des taux nettement supérieurs à la moyenne, les défauts de paiement se sont même inscrits à 13,33 %. » (Le Monde, 15/03/2007)

EPE : *mutuo ipotecario subprime*

SUPERFONDS, subst. masc., dérivé de fonds ; préf. super-

Loc. PE *superfonds de défaisance* : société financière créée dans l'objectif de loger et négocier sur le marché des dérivés les actifs toxiques dont les banques veulent se défaire.

« Controverses, et ont annoncé il y a une semaine la création d'un **superfonds de défaisance** de plus de 75 milliards de dollars (52 milliards d'euros). Celui-ci, encouragé par le secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson, rachètera une partie des actifs qui alimentent aujourd'hui la crise. » (*Le Figaro*, 24/10/2007)

EPE : *superSiv*

TENSION, subst. fém., dér. tendre ; suff. -ion

Loc. PE

1. *Tension locale* : crise sectorielle

« Il souhaite également améliorer "l'efficacité de nos systèmes d'alerte", pour "se mettre en mesure d'éviter une contagion injustifiée de **tensions locales** à l'économie réelle". Mais pas question pour autant d'"instaurer des mesures qui seraient de nature à rigidifier le financement de nos économies et à brider la croissance mondiale". » (*Le Figaro*, 16/08/2007)

EPE : *tensione locale*

2. *Tension passagère*: crise

« Pour la plupart, les performances de la zone euro devraient aussi rester bonnes. En conséquence, "un changement de cap des politiques monétaires paraît peu probable, car les banques centrales considèrent que l'on fait face à des **tensions passagères** et surtout pas à des problèmes de financement du secteur privé", prédisent les analystes de Natixis. » (*Le Monde*, 12/08/2007)

EPE : *tensione passeggera*

TITRISATION, subst. fém., dér. de titriser ; suff. -ation

SPE : activité spéculative consistant à transformer des crédits bancaires en titres financiers.

« La **titrisation** introduit beaucoup de souplesse dans les financements et la gestion des risques. Elle permet par exemple aux banques de mieux gérer ces risques et d'améliorer souvent leurs performances. » (*Le Monde*, 24/08/2007)

EPE : *cartolarizzazione*

TRANSFERT, subst. masc.

Loc. PE *projet de transfert* : licenciement

« La direction de la Redoute a présenté vendredi un **projet de transfert** de cinq centres d'appels situés à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes et Toulouse à la société Téléperformance. Pour le syndicat Sud-VPC, 185 salariés sont concernés. » (*Libération*, 6/10/2007)

EPE : *progetto di trasferimento*

TROU, subst. masc.

Loc. PE *trou d'air* : crise

« C'est désormais moins évident. Dilemme : faut-il les baisser afin d'éviter un gros **trou d'air**, voire pire, une récession? » (*Libération*, 16/08/2007)

EPE : *vuoto d'aria*

TURBULENCE, subst. fém., dér. de *turbulent* ; suff. -ence

SPE : *crise*

« **Les turbulences** ont trouvé leur origine outre-Atlantique dans les difficultés affichées d'un organisme de refinancement des prêts hypothécaires (American Home Mortgage) et d'un troisième fonds de Bear Stern. » (*Le Figaro*, 06/08/2007)

EPE : *turbolenza*

Loc. PE *vecteur de turbulence* : *cause de la crise*

« En même temps, il fait observer que “les principaux **vecteurs de turbulence** (de la crise financière) ont été les conduits (de titrisation) et véhicules spéciaux, pas les hedge funds” (fonds spéculatifs). » (*Le Figaro*, 12/09/2007)

EPE : *vettore di turbolenza*

VÉHICULE, subst. masc.

Loc. PE *véhicule hybride* : titre à risque

« “Nous devons nous interroger sur le rôle exact que doivent jouer ces agences dans la cartographie des risques”, a précisé le président français Nicolas Sarkozy. Dans la crise actuelle, leur position est plus fragile car elles ont aussi un rôle de conseil auprès des banques dans la création des **véhicules hybrides**. Les banques leur demandent quels types de crédits elles doivent mettre dans leurs fonds pour que ceux-ci aient la meilleure note. » (*Le Figaro*, 17/08/2007)

EPE : *veicolo ibrido*

VENT, subst. masc.

Loc. PE

1. *Vent contraire* : crise économique

« “De toute évidence, l'Europe commence à ressentir les effets des **vents contraires** au niveau mondial”, a déclaré le commissaire à l'Économie, Joaquín Almunia. » (*Le Figaro*, 22/02/2008)

EPE : *vento contrario*

2. *Vent de panique* : crise financière

« Cette injection massive de capitaux illustre la volonté nippone d'éviter, à tout prix, les dommages collatéraux du **vent de panique** venu d'Amérique. » (*Libération*, 14/08/2007)

EPE: *ondata di panico*

VISIBILITÉ, subst. fém., dér. de *visible* ; suff. *-ité*

Loc. PE *absence de visibilité* : manque de réglementation

« L'économie espagnole reste plombée par son marché immobilier et par l'**absence de visibilité** sur son système bancaire. Tant qu'on n'a pas d'éclaircissements sur ce plan, mieux vaut rester à l'écart. »
(*Le Monde*, 10/12/2010)

EPE: *assenza di visibilità*

10.3. ENREGISTREMENT DES SPE (italien-français)

ABS, s. m.

[Sigla di *asset backed securities*; prest. dall'ingl.]

SPE : titolo a rischio emesso a fronte di operazioni di cartolarizzazione di un portafoglio di crediti immobiliari a rischio di insolvenza.

« E davanti alle telecamere di Class-Cnbc, Profumo spiega anche che “il peggio della crisi finanziaria è passato”, escludendo che ci siano in programma altre svalutazioni sugli **Abs**, gli strumenti finanziari legati ai famigerati mutui subprime. » (*La Stampa*, 09/05/2008)

EPE: *ABS*

AGENZIA, s. f., der. di agente

Loc. PE

1. *Agenzia di rating*: società privata di natura speculativa il cui obiettivo è valutare il grado di solvibilità di un soggetto debitore.

« Anche le Borse europee hanno chiuso in positivo nonostante il declassamento del rating della Grecia da parte di Moody's. Già la Fitch e la Standard & Poor's, le altre due grandi **agenzie di rating**, cioè di valutazione della sicurezza degli investimenti, avevano ridotto drasticamente il punteggio sul debito pubblico greco per colpa dell'immenso deficit di bilancio (12,7% del Pil nel 2009). » (*La Repubblica*, 23/12/2009)

EPE: *agence de notation*

AGGIUSTAMENTO, s. m., der di aggiustare; suff. -ment(o)

Loc. PE

1. *Aggiustamento dei salari*: riduzione dei salari

« “Certo, la banca centrale non parla solo di questo. Sono necessarie anche “misure tese ad accrescere la flessibilità dei prezzi e la competitività non di prezzo” e “l'adeguata ristrutturazione del settore bancario”. Ma c'è una particolare insistenza sul fatto che “è indispensabile che nella contrattazione salariale vi siano istituzioni che consentano un opportuno **aggiustamento dei salari** sulla base delle perdite di competitività e delle condizioni di disoccupazione”. » (*La Repubblica*, 13/05/2010)

EPE: *ajustement des salaires*

2. *Aggiustamento del bilancio*: riduzione del debito pubblico attraverso misure di rigore

« Bollettino della Banca Centrale: la crescita resta moderata e discontinua. Pesano l'**aggiustamento dei bilanci** e le prospettive per il mercato del lavoro. Balzo del costo della vita: a luglio sale all'1,7% » (*La Repubblica*, 12/08/2010)

EPE: *ajustement budgétaire*

3. *Aggiustamento doloroso*: recessione

« “Nell'immediato è essenziale che la politica reagisca per ridurre i rischi di un **aggiustamento** ancora più **doloroso**, preparando interventi e misure correttive volte ad attaccare le cause delle attuali turbolenze”, spiega il Fmi, sottolineando comunque che le autorità dovrebbero evitare una corsa alla regolamentazione che potrebbe solo esacerbare gli effetti dell' attuale crisi. » (*Il Corriere della Sera*, 08/04/2008)

EPE: *ajustement douloureux*

4. *Aggiustamento fiscale* : aumento delle tasse

« La manovra è importante, ma piccola al cospetto degli altri paesi europei. Se da noi ci sono “lacrime e sangue”, chissà cosa dovrebbero dire i cittadini francesi e belgi, che subiscono un **aggiustamento fiscale** tre volte superiore al nostro. Per non parlare dei cittadini di paesi nell'epicentro della crisi con aggiustamenti da cinque (Portogallo) a dieci (Irlanda) volte maggiori del nostro. » (*La Repubblica*, 15/07/2010)

EPE: *ajustement fiscal*

ALLEGGERIMENTO, s. m., der di *alleggerire*; suff. *-ment(o)*

SPE: salvataggio delle banche attraverso operazioni non regolamentate.

« Il dilemma di Beranke sembra essere se comprare titoli di Stato, oppure ripetere gli acquisti dei cosiddetti “mortgage bond”, portando un ulteriore **alleggerimento** alle banche in cambio, però, di una politica meno rigida nei confronti di chi chiede un mutuo. » (*La Repubblica*, 08/08/2010)

EPE: *allégement*

Loc. PE *alleggerimento della pubblica amministrazione*: deregolamentazione

« “Progressiva liberalizzazione dell'economia in modo da mettere al centro i diritti dei consumatori” e “semplificazione e **alleggerimento della pubblica amministrazione**” sono, infatti, due punti del Piano per la crescita e lo sviluppo presentato ieri dal Professore nel vertice di maggioranza. » (*La Repubblica*, 11/01/2008)

EPE: *allégement de l'administration publique*

ALTERNATIVO, s. m., der. di *alternare* ; suff. *-iv(o)*

Loc. PE : fondo speculativo

« Gli **alternativi** chiudono al 3% » (*Il Corriere della Sera*, 20/07/2009)

EPE : *fonds alternatif*

ASSET, s. m.

Loc. PE *asset involontario* : titolo emesso a fronte di un portafoglio di crediti insoluti; titoli tossici.

« Il problema per Citigroup è sostanzialmente uno: non si sa ancora quanto stia perdendo fra subprime e obbligazioni “collateralizzate” di varia natura. “Esiste un grande margine di incertezza scrive la Merrill Lynch a partire da quanto siano gli **asset “involontari”** ai quali la banca dovrà far fronte”. » (*La Repubblica*, 10/12/2007)

EPE: *titre de dette involontaire*

ATTIVITÀ, s. f., der. di attivo ; suff. -ità

Loc. PE *attività di qualità non primaria*: titolo molto rischioso emesso a fronte della cartolarizzazione di crediti garantiti da altri crediti.

« Il virus che covava da mesi all'interno del mercato dei mutui non primari americani si è manifestato ieri anche in Europa coinvolgendo poi i mercati dei capitali di tutto il mondo. Era del tutto prevedibile, ma quando si innescano crisi di liquidità, le previsioni non possono far conto solo sulla razionalità. Nel portafoglio dei fondi ci sarebbero **attività di qualità non primaria** che è diventato impossibile vendere sul mercato da quando gli investitori globali, spaventati dai subprime americani, rifiutano attività rischiose. » (*La Stampa*, 10/08/2007)

EPE: *titre subprime*

BOLLA, s. f.

SPE *bolla* : attività di speculazione

« Secondo gli analisti del Credit Suisse il Pil di Dublino è passato da una crescita del 14% a fine 2006 (un tasso da Paese Emergente) all'attuale 4% e i prezzi delle case sono crollati del 35%. Si tratta, forse, della più grossa **bolla** immobiliare in Occidente +5%. » (*Il Corriere della Sera*, 15/11/2010)

EPE: *bulle*

CARTOLARIZZAZIONE, s. f., der. di cartolarizzare; suff. -zion(e)

SPE: attività di speculazione esercitata tramite la trasformazione di crediti a rischio di insolvenza in titoli di borsa.

« Il rapporto si concentra anche sul crollo di Fannie Mae e Freddie Mac, le due agenzie semigovernative statunitensi che svolgono un ruolo cruciale nella **cartolarizzazione** dei mutui e nella ripartizione del rischio sul mercato. “L’incertezza sulle future perdite e sui fabbisogni di capitale ha provocato un forte calo delle imprese sponsorizzate dal governo coinvolte nel mercato immobiliare. E la sfida politica – sottolineano gli economisti del Fondo – è quella di trovare una soluzione chiara e permanente continuando a sostenere la **cartolarizzazione** dei mutui statunitensi”. » (*Il Corriere della Sera*, 28/07/2008)

EPE: *titrisation*

CDO, s. m.

[Sigla di *Credit Debt Obligation*, prest. dall'ingl., it. *titolo obbligazionario garantito da crediti*]

SPE: titolo ad alto rischio, garantito da titoli emessi a fronte di un portafoglio di crediti a rischio di insolvenza (cf. ABS) legati ai subprime.

« Svendite di fine stagione anche in casa Merrill Lynch: il primo broker Usa cede 30,6 miliardi di dollari in **Cdo** (valore nominale), al fondo di Dallas Lone Star, che pagherà però 22 centesimi per ogni dollaro. Nei libri contabili di Merrill, il 30 giugno, le attività erano già iscritte a 11,1 miliardi, quindi già svalutate. Le perdite sui **Cdo** del resto ammontano a circa 27 dei complessivi 46 miliardi di svalutazioni operate dalla banca nell'ultimo anno. » (*La Stampa*, 15/08/2008)

EPE: *CDO*

Loc. PE *CDO sintetici*: titoli a rischio molto alto garantiti da CDO.

« I **cdo sintetici** sono un territorio fertile per le Autorità, a causa della tensione tra la parte long e short della negoziazione e a causa dei potenziali conflitti per la strutturazione della banca d'investimento. Se le Autorità controlleranno attentamente il settore, è probabile che possano scoprire prove di attività illegali, visti gli enormi volumi coinvolti. » (*La Stampa*, 20/04/2010)

EPE: *CDO synthétiques*

CDS, s. m.

[Sigla di *Credit Default Swaps*, prest. dall'ingl., it. *contratto derivato su credito*]

SPE: strumento di speculazione finanziaria che permette a una banca di vendere una polizza assicurativa a un investitore che intende acquisire una protezione contro il rischio di credito di obbligazioni di cui non è necessariamente il proprietario.

« Il primo effetto della decisione dell'agenzia di rating si è quindi materializzato sull'aumento del costo di assicurazione (**cds**) contro il rischio default sui paesi periferici dell'eurozona. I **cds** a 5 anni sui titoli irlandesi sono saliti di 20,39 punti base a 562,88, quelli italiani di 10,77 punti (219,66) e gli spagnoli di 16,96 punti, mentre quelli sull'Ungheria sono cresciuti di 15,64 punti a 370,74. » (*La Repubblica*, 06/12/2010)

EPE: *CDS*

COLLATERALE, s. m.

SPE: immobile ipotecato concesso a garanzia del pagamento di mutui a rischio di insolvenza

« Le banche mediatrici si trovano così in una situazione delicata durante una crisi: con il valore dei **collaterali** che cala devono pretenderne di più dalle banche che richiedono prestiti. Ma allo stesso tempo questo da loro la capacità di destabilizzare gruppi di cui sono concorrenti. » (*La Stampa*, 23/06/2009)

EPE: *collatéral*

COMPORAMENTO, s. m., der. di comportare, suff. -ment(o)

Loc. PE *comportamento non virtuoso*: attività di speculazione

« Quando si sentono gli scricchiolii di una crisi debitoria le banche centrali si muovono sul filo del rasoio, fra la necessità di evitare troppi fallimenti e quella di non largheggiare coi prestiti favorendo **comportamenti non virtuosi**. » (*La Stampa*, 20/08/2007)

EPE: *conduite non morale*

CONDUIT, s. m.

SPE: società finanziaria di natura speculativa dotata di struttura giuridica, la cui attività porta sulla conversione di prestiti a rischio di insolvenza in titoli di borsa negoziabili sul mercato (v. *cartolarizzazione*).

« I “**conduit**”, i veicoli delle cartolarizzazioni sponsorizzati in particolare da Hvb, anche nel caso venissero consolidati non avrebbero impatti negativi sul conto economico. » (*La Repubblica*, 15/11/2007)

EPE: *conduit*

CONSOLIDAMENTO, s. m., der. di *consolidare*; suff. -ment(o)

Loc. PE

1. *Consolidamento del processo di razionalizzazione della spesa pubblica*: incrementare le misure di rigore.

« La fattiva collaborazione di tutte le amministrazioni è elemento essenziale per il **consolidamento del processo di razionalizzazione della spesa pubblica**. » (*La Repubblica*, 30/12/2010)

EPE: *consolidation du procès de rationalisation des dépenses publiques*

2. *Consolidamento delle finanze pubbliche*: rigore

« A Francoforte ieri Eurotower ha presentato il rapporto annuale per il 2007, in cui, fra l'altro si deplora la battuta d'arresto del processo di **consolidamento delle finanze pubbliche** previsto a partire dal 2008 per alcuni Paesi fra i quali l' Italia e Francia e Portogallo. » (*Il Corriere della Sera*, 22/04/2008)

EPE: *consolidation budgétaire*

3. *Consolidamento fiscale*: aumento delle tasse

« “Il **consolidamento fiscale** per stabilizzare i conti pubblici è la priorità” a detta dell'organizzazione parigina secondo la quale “i deficit dovrebbero essere ridotti” attraverso “dettagliati e credibili piani di rientro pluriennali” e “altre misure dovrebbero essere adottate per ridurre l'indebitamento a un livello più prudente”. » (*Il Corriere della Sera*, 14/12/2010)

EPE: *consolidation fiscale*

4. *Sforzi di consolidamento*: misure di rigore

« L'ultima sottolineatura riguarda gli ulteriori “**sforzi di consolidamento**” previsti sino al 2012 e indicati in modo del tutto generale. » (*La Stampa*, 17/03/2010)

EPE: *efforts de consolidation*

CORREZIONE, s. f., der. di *correggere*; suff. -zion(e)

Loc. PE

1. *Correzione del mercato immobiliare*: crisi

« Sebbene le difficoltà dei mercati finanziari “si sono in qualche modo attenuate”, la Fed teme “un possibile rallentamento dovuto in parte all'intensificarsi della **correzione del mercato immobiliare**”. » (*La Stampa*, 01/11/2007)

EPE: *correction du marché de l'immobilier*

2. *Correzione difficile*: crisi che preannuncia una depressione economica

« È una **correzione difficile**, che richiederà anni, non mesi o trimestri; che in un primo tempo potrà anche dispiacere, non entusiasmare; che in larga misura si dovrà distendere indipendentemente dagli andamenti del ciclo economico. Richiede uno sforzo, uno sguardo lungo, una ambizione nazionale. »
(*La Repubblica*, 20/08/2007)

EPE: *correction difficile*

3. *Forte correzione*: crac

« Adesso, dopo la **forte correzione** di questi mesi, penso che almeno un terzo di un portafoglio a reddito fisso meriterebbe di essere investito in bond societari. » (*Il Corriere della Sera*, 12/05/2008)

EPE: *forte correction*

CREDITO, s. m.

Loc. PE

1. *Credito dubbio*: credito insoluto

« La settimana scorsa tre dei cinque big del settore hanno illustrato i loro conti, il più esposto è risultato il più piccolo, Bear Stearns che ha crediti insoluti visto crollare gli utili del 62% a 166 milioni. Appena meglio è andata a Morgan Stanley con un calo degli utili del 17% e 1,4 miliardi di dollari di svalutazioni per **crediti dubbi**. » (*La Repubblica*, 23/09/2007)

EPE: *crédit douteux*

2. *Credito facile*: attività di speculazione esercitata tramite la sottoscrizione di prestiti caratterizzati dall'assenza di adeguate credenziali creditizie.

« Le Borse mondiali stanno per vivere un nuovo 1929? Oppure la fase attuale, con l'economia statunitense in catalessi, la crisi del **credito "facile"**, i record di petrolio e oro, la debolezza cronica del dollaro, è solo transitoria. » (*Il Corriere della Sera*, 20/03/2008)

EPE: *crédit facile*

3. *Prodotto di credito strutturato*: titolo di debito a rischio elevato di insolvenza.

« Fatto è che, malgrado i correttivi apportanti dopo l'esplosione della crisi, secondo il Fmi "restano ampi problemi di metodologie e processi di valutazione dei **prodotti di credito strutturato**". » (*La Stampa*, 25/09/2007)

EPE: *crédit structuré*

CRESCITA, s. f.

Loc. PE

1. *Crescita anemica*: decelerazione

« Sono soprattutto una **crescita anemica** e un deficit pubblico che si è attestato al 19% del Pil, una sorta di record mondiale, ad aver portato l'Irlanda in questa situazione, dopo gli anni in cui una politica

fiscale accorta aveva attirato gli investitori stranieri e fatto parlare della “tigre celtica” grazie soprattutto all'afflusso di capitali stranieri. » (*La Repubblica*, 15/08/2010)

EPE: *croissance anémique*

2. *Crescita negativa* : decrescita

« È probabile che nella seconda metà dell'anno ci sia una **crescita** zero se non **negativa**. L'anno prossimo però dovrebbe iniziare un ciclo di espansione. » (*La Stampa*, 23/09/2008)

EPE: *croissance négative*

Sin.

Crescita recessiva

« Un nuovo taglio che il presidente Bernanke sta valutando nel timore della **crescita recessiva**, se non vera e propria recessione, all'orizzonte nei prossimi sei mesi, che, unita ai problemi del comparto subprime e alla debolezza del settore immobiliare può diventare una miscela esplosiva per l'economia. » (*La Stampa*, 11/12/2007)

EPE: *croissance récessive*

3. *Crescita potenziale*: ritardo economico

« Il commissario Ue per gli Affari economici Joaquin Almunia ha parlato di “conseguenze politiche molto serie» a causa di una possibile “riduzione permanente della **crescita potenziale**”. » (*Il corriere della Sera*, 07/07/2009)

EPE: *croissance potentielle*

4. *Crescita zero*: stagnazione

« Il Pil acquisito per il 2009, cioè quello che si realizzerebbe se negli ultimi due trimestri si registrasse una **crescita zero**, è pari a -5,1%. » (*Il Corriere della Sera*, 08/08/2009)

EPE: *croissance zéro*

Sin.

Crescita nulla

« Secondo quanto assicura il direttore del servizio studi, José Luis Malo de Molina, nel corso dei prossimi mesi l'evoluzione del credito registrerà una “**crescita nulla** o negativa”. » (*La Repubblica*, 06/04/2009)

EPE: *croissance nulle*

CRISI, s. f.

Loc. PE *crisi di fiducia*: crisi bancaria

« Indymac è la quinta banca Usa, vittima dei subprime, che chiude i battenti quest'anno. Si capisce bene la tensione che serpeggia a Wall Street e nel governo Bush sui possibili sviluppi sistemici della **crisi di fiducia** imperante che finora ha i contorni dell'Orso di Borsa. » (*La Stampa*, 13/07/2008)

EPE: *crise de confiance*

DEBITO, s. m.

Loc. PE *debito incagliato*: credito ad alto rischio

« E all'interno di questo coacervo, che comprende veicoli d'investimento specializzati anche nei **debiti incagliati**, nell'immobiliare e nelle infrastrutture, i fondi per il leveraged Buy-Out (l'acquisto a debito e la rapida vendita di società e partecipazioni), avevano in gestione attività per 1250 miliardi. » (*Il Corriere della Sera*, 19/08/2009)

EPE: *crédit irrécouvrable*

DERIVATO, s. m.; der di derivare ; des. -at(o)

SPE: titolo a rischio più o meno alto garantito da beni materiali (ABS et MBS) o da altri prodotti finanziari (CDO e CDO sintetici)

« Il presidente degli Stati Uniti chiederà agli operatori finanziari e ai repubblicani il sostegno per un pacchetto di provvedimenti che mira a correggere le anomalie dei mercati, a cominciare dal funzionamento poco trasparente dei **derivati**. » (*La Repubblica*, 22/04/2010)

EPE: *dérivé*

Loc. PE *derivato sintetico*: titolo a rischio molto alto garantito da altri titoli ad alto rischio.

« Le prime indiscrezioni trapelano in coincidenza della notizia di una spaccatura politica in seno all'authority di vigilanza: nella riunione di mercoledì scorso l'azione legale per frode sui **derivati sintetici** è stata decisa con una stretta maggioranza (3-2). » (*La Stampa*, 21/04/2010)

EPE: *dérivé synthétique*

DISTRUZIONE, s. f., der di distruggere ; suff. -zion(e)

Loc. PE *distruzione creatrice*: crisi

« Lo stesso progresso industriale, che certo non somiglia a un fiume tranquillo, alterna continuamente creazione e distruzione, abbandono delle vecchie forze produttive ed esplosione di nuove fonti di ricchezza. La finanza incoraggia questo movimento di **distruzione creatrice**, che definisce secolo dopo secolo l'occidentalizzazione del mondo. » (*Il Corriere della Sera*, 30/09/2008)

EPE: *destruction créatrice*

EMISSIONE, s. f., der. di emettere ; suff. -(s)ion(e)

Loc. PE *emissione ibrida*: titolo di natura speculativa emesso a fronte di un portafoglio costituito da una parte di capitale proprio e una parte di crediti a rischio di insolvenza (prodotti derivati).

« In generale, le **emissioni "ibride"** hanno battuto di molte lunghezze il rendimento dei mercati azionari europei, sostanzialmente immobili rispetto ai valori di gennaio. » (*Il Corriere della Sera*, 06/07/2009)

EPE: *titre hybride*

FEBBRE, s. f.

SPE: crisi

« Ma le preoccupazioni non riguardano solo l'Irlanda, bensì l'intera zona euro. Bisogna infatti evitare che la **febbre** irlandese contagi altri Paesi. » (*La Repubblica*, 16/11/2010)

EPE: *fièvre*

Loc. PE *febbre mondiale*: crisi globale

« Nel giro di settantadue ore, mentre in Francia la Bnp-Paribas sospende tre fondi d'investimento citando proprio problemi con i subprime, quello che era un raffreddore americano diventa una **febbre mondiale**. » (*La Stampa*, 06/08/2008)

EPE: *fièvre mondiale*

FLESSIBILE, s.f.

Loc. PE *rendere il contratto a tempo indeterminato più flessibile*: deregolamentazione del lavoro (orari e giorni di lavoro soggetti alle necessità del datore, cambi di sede o mansione, trasferte, etc.).

« Sul mercato del lavoro, in particolare, viene chiesto di “rafforzare il legame tra stipendi e produttività, permettere una differenziazione salariale in base alle regioni, **rendere i contratti a tempo indeterminato più flessibili**”. » (*Il Corriere della Sera*, 20/11/2008)

EPE: *flexibilisation du CDI*

Der.

FLESSIBILITÀ s. f. ; suff. *-ità*

SPE: deregolamentazione del lavoro

« Non lo escludo, può essere questa la soluzione – ha detto ieri la presidente della Confindustria Emma Marcegaglia – l'importante è raggiungere il livello di **flessibilità** adeguato per restare in gara nella competizione globale. Io credo che sia possibile innovare le regole anche restando dentro l'ambito di Confindustria». (*La Repubblica*, 10/12/2010)

EPE: *flexibilité*

Sin.

Loc. PE *flessibilità tutelata* anche *flexsecurity*

« Mi riferisco, ad esempio, al finanziamento selettivo degli atenei e delle scuole, con conseguente penalizzazione degli atenei inefficienti e dei docenti poco produttivi. O alla neutralizzazione dell'articolo 18 dello Statuto dei lavoratori per i nuovi assunti, con l'istituzionalizzazione di forme di “**flessibilità tutelata**” (**flexsecurity**). » (*La Stampa*, 24/09/2010)

EPE: *flexisécurité*

FLESSIBILIZZAZIONE, s. f., der. di flessibilizzare ; suff. -zion(e)

Loc. PE

1. *Flessibilizzazione delle relazioni di lavoro*: facilità di licenziamento

« Rafforzato il blocco delle assunzioni nel pubblico impiego, e non verrà rinnovato alcun contratto a tempo determinato. Prevista una certa **flessibilizzazione delle relazioni di lavoro**, con il ricorso all'arbitrato e l'estensione della diffusione dei contratti a part-time. Possibile un nuovo innalzamento dell'età pensionabile. » (*La Stampa*, 30/04/2010)

EPE: *flexibilisation des relations de travail*

2. *Processo di flessibilizzazione della domanda di lavoro*: misure di deregolamentazione del lavoro

« Il precariato nasce dall'incapacità (o dalla non opportunità) di adattarsi, con regole certe e conosciute, alle trasformazioni indotte dal **processo di flessibilizzazione della domanda di lavoro**. » (*La Repubblica*, 13/07/2007)

EPE: *processus de flexibilisation de l'offre professionnelle*

FONDO, s. m.

Loc. PE

1. *Fondo a ritorno assoluto* : fondo speculativo simile a un *hedge funds*, il cui accesso però non è limitato a investitori con disponibilità patrimoniale ampia.

« Un rendimento chiavi in mano, quale che sia la stagione dei mercati. Questa è l'ambiziosa promessa dei **fondi a ritorno assoluto** che propongono agli investitori un profilo di rischio ed un obiettivo, non sempre con l'impegno a priori su una precisa asset class. » (*Il Corriere della Sera*, 19/10/2009)

EPE: *fonds à rendement absolu*

Sin.

Fondo absolute return

« L'obiettivo dei **fondi absolute return** è differente. Innanzitutto, viene fissato un minimo livello di rischio (VaR calcolato tramite l'analisi Monte-Carlo) Dopodiché, il gestore del fondo affida a ciascun fund manager specializzato nella rispettiva asset class (titoli di Stato, obbligazioni societarie, bond high yield, obbligazioni convertibili, titoli dei mercati emergenti o valute locali e forex) un budget di rischio che può utilizzare per massimizzare i suoi rendimenti. » (*La Stampa*, 04/03/2008)

EPE: *fonds de retour absolu* anche *absolute return funds*

2. *Fondo alternativo* : fondo speculativo

« I **fondi alternativi** confermano la propria fama di maratoneti delle performance anche in un periodo di mercato cedente. » (*Il Corriere della Sera*, 14/07/2008)

EPE: *fonds alternatif*

3. *Fondo di fondi hedge*: fondo speculativo costituito da un portafoglio di quote di *hedge funds*.

« Aprile amichevole. Il quarto mese dell'anno dovrebbe contribuire con un ulteriore guadagno di quasi mezzo punto percentuale alla performance 2009 dei **fondi di fondi hedge** italiani. » (*Il Corriere della Sera*, 25/05/2009)

EPE: *fonds de hedge fonds*

4. *Fondo flessibile* anche *total return* : fondo speculativo simile ai *fondi absolute return* ma con un orizzonte d'investimento più lungo rispetto a questi.

« Quanto alle tipologie di prodotto, appaiono in calo i portafogli prevalentemente azionari e quelli diversificati e aumentano i portafogli “monofondo” investiti in **fondi flessibili**, una categoria, va detto, quanto mai eterogenea. » (*La Repubblica*, 29/11/2010)

EPE: *fonds flexible*

5. *Fondo high yield* : fondo d'investimento rischioso costituito da un portafoglio di titoli a rischio di insolvenza molto alto.

« I tassi di interesse a breve al lumicino hanno determinato un'autentica fuga dai prodotti di liquidità, – 17,6 miliardi, e dagli obbligazionari a breve termine, – 7,9 miliardi, a favore di prodotti dal maggior potenziale di rendimento, come i corporate euro e gli obbligazionari paesi emergenti, o, in misura minore, i **fondi high yield** internazionali. » (*La Repubblica*, 18/10/2010)

EPE: *fonds à haut rendement*

6. *Fondo monetario dinamico* : fondo a rischio avente in portafoglio prodotti derivati.

« La società internazionale che dà le “stelle” ai Fondi di tutto il mondo, classifica come “**Fondi monetari dinamici**” quei prodotti che investono “in strumenti con scadenza superiore a 90 giorni, ma inferiore a un anno, e cercano di realizzare extra rendimenti attraverso l'assunzione di rischio di credito e rischio di liquidità (come nel caso degli asset swaps)”. » (*La Repubblica*, 24/05/2010)

EPE: *fonds monétaire dynamique*

7. *Fondo sintetico* anche *Etf (exchange trade fund) sintetico*: fondo d'investimento rischioso costituito da un portafoglio di prodotti derivati (gli *swap*)

« La buona dinamica dei volumi ha interessato anche i **fondi sintetici** Etf, il comparto Idem dei derivati, il Sedex dei covered warrant e gli scambi serali, tutti artefici di nuovi record di contrattazione. » (*La Repubblica*, 29/12/2007)

EPE: *fonds synthétique*

YIELD, s. m.

[Prest. dall'ingl., it. *rendimento*]

Loc. PE *high yield* : obbligazione di natura speculativa caratterizzata da un rischio di insolvenza molto alto.

« Anche Telecom Italia è tornata con una serie di bond per complessivi due miliardi di dollari (quotati presso la Borsa del Lussemburgo) mentre Wind ha appena annunciato l'emissione di nuovi bond fino a 2,7 miliardi di euro (nel segmento **high yield**, alto rendimento. » (*Il Corriere della Sera*, 21/06/2009)

EPE: *high yield*

INCIDENTE, s.m.

SPE: crisi

« Dopo i mutui subprime dove può scoppiare il prossimo “**incidente**”? “È vulnerabile l'intero settore dei finanziamenti al consumo, cominciando dalle carte di credito. Negli Stati Uniti spesso i consumatori possiedono più di una carta di credito e le utilizzano fino al massimo scoperto consentito”. » (*La Repubblica*, 25/01/2008)

EPE: *accident*

INNOVAZIONE, s. f. der. di *innovare*; suff. -zion(e)

Loc. PE *innovazione finanziaria* : creazione di prodotti finanziari sempre più rischiosi e privi di una regolamentazione efficace.

« Proprio ieri il presidente della Fed, Ben Bernanke, ha detto che non è opportuno imporre restrizioni troppo pesanti, che ostacolino l'**innovazione finanziaria**, ma ha anche aggiunto che “quando la complessità è tale” da ridurre la trasparenza si provocano danni; ai tempi dei subprime, ad esempio, ci sono state prassi di mercato “potenzialmente inique e ingannevoli per i consumatori”: ora, la crisi creditizia causerà “danni durevoli”. » (*La Repubblica*, 18/04/2009)

EPE: *innovation financière*

MALESSERE, s. m.

SPE: crisi

« Questa estate a diffondere il **malessere** sono stati i prodotti finanziari strutturati come i Cdo (Collateralized debt obligation), in cui i mutui subprime sono stati impacchettati e trasformati in titoli, diventando una mina vagante nei portafogli degli investitori di tutto il mondo. » (*Il Corriere della Sera*, 26/09/2007)

EPE: *malaise*

MANOVRA, s. f.

Loc. PE *manovra di consolidamento dei conti*: misure di rigore

« Dalla riunione Ecofin del 16 dicembre i vincoli di bilancio europei potranno o meno uscire rafforzati, ma in ogni caso all'inizio del 2011 dovremo presumibilmente affrontare una nuova **manovra di consolidamento dei conti** e questa volta non potremo limitarci ad una manovra tabellare. Saranno necessari interventi incisivi che richiederanno coraggio e responsabilità politica», ha affermato in Aula al Senato il senatore Candido De Angelis, annunciando il voto favorevole di Fli alla Finanziaria. » (*La Repubblica*, 07/12/2010)

EPE: *plan de consolidation budgétaire*

MISURA, s. f.

Loc. PE *misure di contenimento della spesa pubblica*: rigore

« Il Parlamento aveva appena varato un Documento di programmazione economica e finanziaria (Dpef) molto ambizioso che prevedeva sulla carta importanti **misure di contenimento della spesa pubblica** (su enti locali, sanità, pubblico impiego e previdenza) e impegnava la manovra finanziaria per il 2007 a procedere a una correzione di 20 miliardi. » (*La Stampa*, 11/08/2007)

EPE: *mesures pour contenir les dépenses publiques*

Sin.

Misure di riequilibrio

« La sostenibilità dei bilanci di alcuni paesi dell'area euro desta ancora “viva preoccupazione” e pertanto è necessario che tutti gli stati “portino avanti piani di risanamento pluriennali credibili e attuino integralmente le **misure di riequilibrio** previste”. » (*La Repubblica*, 09/12/2010)

EPE: *mesures de rééquilibre*

MODERNIZZAZIONE, s. f. der. di *modernizzare*; suff. -zion(e)

Loc. PE *modernizzazione del mercato*: deregolamentazione del lavoro

« L'idea comune tra tutte le associazioni dei consumatori è che solo la concorrenza può essere in grado di ridurre i prezzi. Quindi vanno bene le aperture domenicali e va bene anche la liberalizzazione. Anzi, il lungo percorso verso una reale **modernizzazione del mercato** va incentivato. » (*La Repubblica*, 07/06/2008)

EPE: *modernisation du marché*

MONETARIO, agg., der. di *moneta* ; suff. -ari(o)

Loc. PE *politica monetaria accomodante* : riduzione del tasso direttore allo scopo di favorire la ripresa dei mercati finanziari.

« Così non è stato, tant'è vero che la Bce, da Francoforte, fa sapere che potrebbe nuovamente alzare i tassi già dalla prossima riunione del 6 settembre malgrado gli inviti che arrivano da varie direzioni ad adottare una **politica monetaria più accomodante**. » (*La Stampa*, 24/08/2007)

EPE: *assouplissement de la politique monétaire*

MONOLINE, s. f.

SPE: compagnia di assicurazione finanziaria che si occupa di assicurare titoli di debito legati ai subprime permettendo in tal modo agli stessi di ricevere lo stesso rating dell'assicuratore.

« Il rapporto del Fsf sostiene che le regole di Basilea 2 vanno attuate quanto prima, con qualche rafforzamento che il comitato apposito definirà entro l'anno. Una parte dei ritocchi elencati riguarda lacune che si sono manifestate negli Stati Uniti, sui prodotti complessi di credito strutturati (Cdo, Abs), le conduit fuori bilancio, le **assicurazioni monoline**. Insomma le banche devono adeguare i loro bilanci ai dati dei mercati. » (*La Stampa*, 12/04/2008)

EPE: *rehausseur de crédit, monoline*

MUTUO, s. m.

Loc. PE

1. *Mutuo cartolarizzato* : attività di natura speculativa che consiste nella conversione del mutuo in titoli (derivati) negoziabili sul mercato finanziario.

« La liquidità fa girare il mondo. Sei mesi fa tutti dicevano che c'era un'abbondanza globale di risparmi – fra l'altro per il trilione di dollari di riserve in mano alla Cina, e poi per i petrodollari – e che ciò carburava la crescita mondiale, tenendo inoltre bassi gli interessi americani a lungo termine grazie ai massicci acquisti di bond statunitensi e di **mutui cartolarizzati**. » (*La Stampa*, 17/09/2007)

EPE: *crédit titrisé*

2. *Mutuo di serie B* : mutuo ipotecario di natura speculativa concesso a debitori con alta probabilità di insolvenza

« L'accusa di Cuomo è che sono stati venduti come sicuri, mentre lo sconquasso dei **mutui di serie B** che ha inciso sulla solidità delle Banche ne ha dimostrato la illiquidità. » (*La Stampa*, 03/08/2008)

EPE: *crédit subprime*

Sin.

a. *Mutuo ipotecario di qualità non primaria*

« Eurotower, nel bollettino mensile diffuso ieri, ha indicato per il mercato europeo dei prestiti “alcune analogie con il mercato statunitense dei **mutui ipotecari di qualità non primaria** che potrebbero dar adito a timori per la stabilità finanziaria nel caso di una svolta avversa nel ciclo del credito”. » (*La Stampa*, 10/08/2007)

EPE: *crédit hypothécaire subprime*

b. *Mutuo non primario*

« Il virus che covava da mesi all'interno del mercato dei **mutui non primari** americani si è manifestato ieri anche in Europa coinvolgendo poi i mercati dei capitali di tutto il mondo. » (*La Stampa*, 10/08/2007)

EPE: *crédit subprime*

c. *Mutuo subprime*

« Se poi si anticipa l'inizio dell'analisi alla vigilia della crisi vera, scoppiata con i **mutui subprime** negli Usa all'inizio dell'estate 2007, allora la salita appare ancora più ripida. » (*Il Corriere della Sera*, 14/12/2009)

EPE: *crédit subprime*

3. *Mutui facili*: v. credito facile

« A partire dagli Usa, dopo anni di **mutui facili**, a tassi bassi ma indicizzati, senza prova di redditi sufficienti, per importi pari al 100% o oltre del valore della casa, peraltro con prezzi in caduta, sono diventate eclatanti le percentuali di incaglio e mancato pagamento delle rate. » (*Il Corriere della Sera*, 28/01/2008)

EPE : *crédit facile*

4. *Mutuo incagliato*: mutuo insoluto

« Ci sarà un problema di **mutui incagliati**? “A metà anno le sofferenze immobiliari erano a quota 5,6 miliardi, ma in via di peggioramento. Possiamo stimare che nel 2008 supereranno i 7 miliardi di euro, raggiungendo il 2,5% delle consistenze”. » (*Il Corriere della Sera*, 10/11/2008)

EPE: *crédit immobilisé*

5. *Mutuo non tradizionale* : prestito di natura speculativa non finalizzato all'acquisto di un bene e concesso a tassi d'interesse più elevati rispetto a quelli tradizionali.

« Nel pomeriggio è intervenuta la Fed, che in un rapporto ha poi rilevato che “una parte significativa” delle banche statunitensi ha rafforzato gli “standard” di erogazione dei **mutui** subprime e di quelli **non tradizionali**. » (*La Repubblica*, 13/08/2007)

EPE: *crédit atypique*

OBBLIGAZIONE, s. f., der. di obbligare; suff. -zion(e)

Loc. PE

1. *Obbligazione collateralizzata* : v. CDO

« La crisi finanziaria che stiamo ancora attraversando ha insegnato inoltre che i prodotti derivati complessi come le **obbligazioni collateralizzate** hanno fallito miseramente nel loro tentativo di generare il rendimento previsto dagli investitori. » (*La Stampa*, 07/05/2009)

EPE: *CDO*

2. *Obbligazione high yield*: v. high yield

« Nell'universo dei bond corporate rimangono più interessanti le obbligazioni high yield rispetto alle obbligazioni investment grade, in quanto oltre a consentire maggiore protezione grazie a uno spread più ampio hanno anche una duration più breve. » (*La Stampa*, 10/03/2010)

EPE: *obligation high yield*

3. *Obbligazione ibrida: v. emissione ibrida*

« Gli esperti dell'istituto tedesco, nel report del 24 aprile, affermano che per finanziare l'acquisto della sua quota in Abn Amro la banca belga emetterà nuove **obbligazioni ibride** e che è molto probabile che le autorità antitrust costringeranno Fortis a vendere alcuni dei suoi assets. » (*La Repubblica*, 05/05/2008)

EPE: *titre hybride*

4. *Obbligazione strutturata* : titolo finanziario di natura speculativa che abbina un'obbligazione ordinaria e obbligazioni emesse a fronte di un debito.

« Le **obbligazioni strutturate** che da qualche anno stanno affluendo nei portafogli degli investitori sono diventate uno dei più gettonati prodotti alternativi ai fondi. » (*La Repubblica*, 03/05/2010)

EPE: *produit structuré*

PATTO, s. m.

Loc. PE *patto di stabilità*: misure di rigore

« Mentre il ministro delle Finanze tedesco, Schauble, ha osservato che la conversione di parte del debito nazionale in eurobond implicherebbe una “revisione profonda” dei trattati, la Merkel ha fatto arrivare il suo “nein” spiegando che “gli eurobond non permetterebbero la concorrenza tra i tassi di interesse sui bond nazionali”, e che il differenziale dei tassi costituisce uno strumento essenziale per il conseguimento del **Patto di stabilità**. » (*La Repubblica*, 07/12/2010)

EPE: *pacte de stabilité*

PERTURBAZIONE, s.f., der. di perturbare; suff. -zion(e)

SPE: crisi

« Avvisi di tempesta, e proprio quando si parlava di “ripresa in vista”: dal suo estremo Nord, l'Islanda, al suo estremo Sud, la Grecia, l'Europa affronta una nuova **perturbazione** finanziaria, economica ed anche politica. » (*Il Corriere della Sera*, 07/01/2010)

EPE: *perturbation*

PIANO, s.m.

Loc. SPE

1. *Piano di riduzione del personale*: licenziamento

« Adecco Italia ha da poco condotto in porto un **piano di riduzione del personale**: 300 persone hanno accettato di lasciare la società accettando una buonuscita pari a 24 mensilità. » (*La Repubblica*, 04/05/2009)

EPE: *plan de réduction des effectifs*

Sin.

a. *Piano di competitività*

« Il confronto con il 2 per cento del 2006 è stridente, ma per Streiff era “né accettabile né normale”. Ha aggiunto un **piano di competitività** che deve abbattere i costi estendendo base industriale e acquisti nei paesi emergenti. E siccome è fondamentale “la riduzione del trenta per cento delle spese fisse” ci sarà anche “una consistente logica di effettivi decrescenti”, ovvero riduzioni del personale in Europa, 7000 o 8000 persone nel 2007, settanta per cento colletti bianchi. » (*La Stampa*, 05/09/2007)

EPE: *plan de compétitivité*

b. Piano di riduzione delle risorse attuali

« La settimana scorsa è stato inviato ai dipendenti della società un documento, l'*employee information package*, in cui erano elencati i lavoratori “selezionati per **partecipare al piano di riduzione delle risorse attuali**”. I tagli, in totale circa 2.850 persone, riguarderanno tutte le categorie, anche a livello dirigenziale. » (*Il Corriere della Sera*, 26/01/2009)

EPE: *plan de réduction des effectifs*

c. Piano di ristrutturazione

« La restituzione dei debiti è uno dei fattori a cui il governo della Gran Bretagna ha messo fra le priorità. A fine luglio la Northern Rock ha annunciato 1.300 licenziamenti come parte del suo **piano di ristrutturazione**. » (*La Stampa*, 06/08/2008)

EPE: *plan de restructuration*

2. Piano di risanamento finanziario: rigore

« Il governo irlandese (esattamente come aveva fatto il governo greco nella primavera scorsa) continua a dire di non aver bisogno per ora dell'aiuto dei partner europei e dell'Fmi, potendo contare su una riserva di fondi sufficiente fino a giugno 2011. Dublino ha annunciato il piano **di risanamento finanziario** che comporterà una riduzione del deficit di 15 miliardi di euro in quattro anni, di cui 6 miliardi solo nel 2011. » (*Il Corriere della Sera*, 17/11/2010)

EPE: *plan d'assainissement budgétaire*

Sin.

Piano di aggiustamento dei conti pubblici

« I paesi di Eurolandia in regola con i bilanci, suggerisce il documento, potrebbero usare misure “discrezionali di stimolo” all'economia. Ma in altri paesi, “tra cui Italia e Francia”, con debito elevato e “insufficienti **piani di aggiustamento dei conti pubblici**”, il pieno utilizzo degli stabilizzatori automatici “dovrebbe essere limitato”. » (*La Repubblica*, 20/03/2008)

EPE: *plan d'ajustement budgétaire*

POLITICA, s. f.

Loc. PE

1. *Politica di risanamento* : rigore

« Un peggioramento che potrebbe condurre a un taglio del rating nel giro di due anni. Dipenderà dalla crescita economica, che oggi in Spagna appare più debole del previsto e che manterrà elevato il deficit nel medio termine, in assenza di sforzi di consolidamento dei conti più aggressivi e di **politiche di risanamento** più incisive. » (*Il Corriere della Sera*, 10/12/2009)

EPE: *politique d'assainissement budgétaire*

PRESTITO, s. m. dev. di prestare

Loc. SPE

1. *Prestito indisciplinato* : v. *mutuo facile*

« “A differenza di altri momenti di turbolenza dei mercati” risponde il segretario del Tesoro americano, Henry Paulson “le difficoltà attuali non sono state causate da problemi dell'economia reale, ma dall'eccesso di **prestiti indisciplinati**, che sono stati resi possibili proprio dalla grande liquidità e dalla forza dell'economia”. » (*La Stampa*, 17/09/2007)

EPE: *prêt indiscipliné*

Sin.

Prestito facile

« Un annuncio che non ha precedenti. Il governo teme che, sull'onda del mega-stanziamiento pubblico per contrastare la crisi, le banche abbiano ecceduto nei **prestiti-facili**. » (*La Repubblica*, 25/11/2009)

EPE: *crédit facile*

2. *Prestito incagliato*: v. *credito incagliato*

« Intanto uno studio condotto dalla Banca d'Italia in Lombardia rivela che dal 2007 al 2008 i **prestiti incagliati** sono passati dallo 0,9 all' 1,8% raggiungendo così gli 8,3 miliardi di euro. » (*La Repubblica*, 24/06/2009)

EPE: *prêt immobilisé*

PROBLEMA, s. m.

SPE: *crisi*

« È vero che in Italia il **problema** dei subprime “non tocca praticamente nessuno”, ma è altrettanto vero che il “problema è indiretto: è una conseguenza della crisi di liquidità e della stretta creditizia”. » (*Il Corriere della Sera*, 22/06/2008)

EPE: *problème*

PRODOTTO, s. m.

Loc. PE

1. *Prodotto derivato*: titolo di natura speculativa emesso a fronte di un portafoglio di crediti ad alto rischio di insolvenza.

« Nelle attività finanziarie R&S-Mediobanca sottolinea invece la tendenza di quasi tutte le banche europee a ridurre il peso dei **prodotti derivati**, che valgono però ancora il 20% dei bilanci (rispetto al 29% di fine 2008). » (*Il Corriere della Sera*, 13/11/2009)

EPE: *produit dérivé*

2. *Prodotto di finanza creativa* : prodotto finanziario di natura speculativa.

« E in otto anni, malgrado un fiorire di correttivi legislativi, i bilanci di diverse amministrazioni si sono gonfiati di **prodotti di finanza creativa**. Molti “sani” – va detto – altri più rischiosi e dagli effetti contabili imprevedibili. » (*La Repubblica*, 29/04/2009)

EPE: *produit de finance créative*

3. *Prodotto sofisticato*: titolo di natura speculativa emesso a fronte di debiti ad alto rischio di insolvenza.

« Ora, alla luce della crisi finanziaria globale, sono in molti a chiedersi se i 529 enti esposti per più di 35 miliardi di euro su questi **prodotti sofisticati**, non siano seduti su una santabarbara pericolosissima. L'ennesimo allarme è arrivato ieri dal presidente della Consob, Lamberto Cardia, che in un'audizione alla Camera ha auspicato il visto e la registrazione della Corte dei conti sui derivati degli enti locali. » (*La Repubblica*, 30/10/2008)

EPE: *produit sophistiqué*

Sin.

a. *Prodotto alternativo*

« A livello di volatilità, inoltre, i **prodotti alternativi** vantano risultati decisamente attraenti rispetto a quelli dei listini: a fine settembre l'indice generale mostra una volatilità a 12 mesi del 3,2%, che sale al 7,7% per i prodotti single manager. » (*Il Corriere della Sera*, 08/11/2010)

EPE: *produit alternatif*

b. *Prodotto cartolarizzato*

« E dobbiamo stabilire se riusciremo o no, a seguito di alcune delle misure assunte dalla Fed e dal Tesoro, a ricreare il mercato per i **prodotti cartolarizzati**. Sono ottimista, penso che alla fine riusciremo a rimettere in moto questa parte del settore finanziario, ma potrebbe volerci del tempo per riconquistare fiducia e sicurezza. » (*La Repubblica*, 09/05/2009)

EPE: *produit titrisé*

c. *Prodotto finanziario complesso*

« Inoltre individuerà sei aree sulle quali intervenire con misure di riforma: il coordinamento internazionale degli organi di vigilanza; le garanzie rispetto al nuovo modello bancario di distribuzione dei rischi; il ruolo delle agenzie di rating; la trasparenza dei **prodotti finanziari complessi** ; l'efficacia degli strumenti di vigilanza; le procedure da seguire per fare fronte alle crisi. » (*La Stampa*, 09/02/2008)

EPE: *produit financier complexe*

d. Prodotto specializzato

« Passando ai **prodotti specializzati**, il risultato migliore è stato messo a segno dall'Mh FdF Indice Equity: in crescita dello 0,79%. Hedge Invest Sector Specialist Classe I occupa il gradino più alto del podio trimestrale con un avanzamento del 2,75%. » (*Il Corriere della Sera*, 25/05/2009)

EPE: *produit spécialisé*

4. Prodotto strutturato: v. obbligazione strutturata

« Nell'incontro di ieri con le maggiori banche, il governatore della Banca d'Italia in particolare ha spiegato verso quali criteri ci si sta orientando, nelle sedi internazionali, per rendere più trasparenti i bilanci quanto ai “**prodotti strutturati**”. » (*La Stampa*, 15/02/2008)

EPE: *produit structuré*

5. Prodotto total return : v. fondo a ritorno assoluto

« La componente gestita registra un interesse crescente verso private insurance, **prodotti total return** e gestioni patrimoniali personalizzate, per rispondere a esigenze di protezione del capitale/successioni, decorrelazione dall'andamento di mercato e diversificazione per mandato gestionale. In prospettiva, il graduale ritorno di fiducia sui mercati e i rendimenti reali free-risk, ormai prossimi allo zero, spingeranno a un progressivo aumento della propensione al rischio. » (*La Stampa*, 07/05/2009)

EPE: *fonds à rendement absolu*

RAFFREDDORE, s. m., der. di raffreddare ; suff. -or(e)

SPE: crisi

« Il **raffreddore** americano, che potrebbe essere sintomo di una malattia più grave, ha preso la forma della “bolla immobiliare”, erede diretto, ma ancora più serio, di quelle gigantesche “bolle” speculative che esplosero nel 2001, con il collasso delle “punto.com”, dell'universo surriscaldato della nuova economia Internet. » (*La Repubblica*, 13/08/2007)

EPE: *rhume*

RAZIONALIZZAZIONE, s. f., der. di razionalizzare; suff. -zion(e)

Loc. PE *razionalizzazione della struttura*: licenziamento

« Compresa le “organizzative” perché il pachiderma affacciato sull'Adriatico, non affondi. La prima soluzione che i manager tirano fuori dal cilindro riguarda la “**razionalizzazione della struttura**” insieme con le “modalità di intervento” per evitare il peggio. Una soluzione che passa dal taglio di “circa 40 unità” tra prepensionamenti e incentivazione all'esodo. » (*La Repubblica*, 23/12/2010)

EPE: *rationalisation de l'établissement*

RICOLLOCAZIONE, s. f., der. di collocare; pref. ri-; suff. -zion(e)

SPE: licenziamento

« Indesit, **ricollocazione** per oltre 300 persone su un totale di 510 occupati dei due stabilimenti di cui è prevista la chiusura. » (*Il Corriere della Sera*, 02/12/2010)

EPE: *replacement*

RIPREZZAMENTO, s. m., der. apprezzare; pref. ri-; suff. -ment(o)

Loc. PE *riprezzamento del rischio*: attività di speculazione sul mercato immobiliare.

« George W. Bush annuncia una serie di misure a sostegno delle famiglie che detengono mutui e sono a rischio insolvenze e rassicura: la crisi è “modesta” rispetto all'economia Usa, che è “in salute” e “forte abbastanza per superare le turbolenze del mercato”. Turbolenze che, aggiunge, sono dovute a “un riassetamento e a un **riprezzamento del rischio**”. » (*La Repubblica*, 31/08/2007)

EPE: *réappréciation du risque*

RISTRUTTURAZIONE, s. f., der. di ristrutturare; suff. -zion(e)

Loc. PE *ristrutturazione aziendale*: licenziamento

« Sarebbe in corso, infatti, una **ristrutturazione aziendale** con tanto di tagli del personale e che, entro qualche anno, potrebbe culminare nella vendita del marchio inventato nel 1954 da André Essele Max Théret, antesignani della vendita a prezzi bassi secondo un modello cooperativo. La polemica è divampata subito. » (*La Repubblica*, 11/04/2008)

EPE: *restructuration de l'entreprise*

SEMPLIFICAZIONE, s. f., der. di semplificare; suff. -zion(e)

Loc. PE *semplificazione della legislazione del lavoro*: deregolamentazione del lavoro

« Le misure che potrebbero produrre effetti più rapidamente, e con minori costi, sono la riduzione degli ostacoli burocratici, la **semplificazione** drastica della legislazione del lavoro, che non significa affatto riduzione del livello delle protezioni [...]. » (*La Repubblica*, 17/12/2010)

EPE: *simplification de la législation du travail*

SIV, s. m.

[Acronimo di *Special Investment Vehicle*, prest. dall'ingl., it. *veicolo d'investimento strutturato*]

SPE: fondo speculativo specializzato in attività d'investimento di titoli a rischio molto alto.

« Rispetto all'inizio di questa fase, vi è stata una notevole riduzione dell'esposizione debitoria, anche nelle componenti più vulnerabili come i “conduit” o i **veicoli d'investimento fuori bilancio (SIV)**. Ciò fino ad ora ha contribuito alle tensioni sui mercati e a difficili condizioni di liquidità, però ha ridotto un potenziale fattore di amplificazione dei ribassi. » (*Il Corriere della Sera*, 10/02/2008)

EPE: *SIV*

Der:

SUPERSIV, s. m. ; pref. *super-*

SPE : società finanziaria creata con lo scopo di accogliere e negoziare i titoli tossici legati ai mutui *subprime*.

« Le indicazioni fin qui disponibili sembrerebbero riproporre una nuova formulazione dell'idea originaria della creazione di un **superSIV**, nella veste di tanti fondi dedicati e riferiti a portafogli di singole banche. » (*La Repubblica*, 12/08/2008)

EPE: *superSiv*

SOFISTICAZIONE, s. f., der. di *s sofisticare*; suff. *-zione*

Loc. PE *s sofisticazione finanziaria*: deregolamentazione

« Seicentomila domande inevase per una casa popolare in Italia, mentre il crollo dei mutui subprime ha innescato la peggiore crisi finanziaria dagli anni '30 negli Stati Uniti? Guido Martinotti, docente di sociologia urbana all'università degli Studi di Milano Bicocca, non è sorpreso. “La **s sofisticazione finanziaria** non è altro che la risposta a un bisogno reale: la forte domanda di alloggi”, dice. » (*Il Corriere della Sera*, 28/09/2008)

EPE : *s ophistication financière*

SQUILIBRIO, s. m., der. di *equilibrio* ; pref. *s-*

Loc. PE *processo di rientro dagli squilibri dei conti pubblici* : misure di rigore

« Raffronto che rafforza la critica di lentezza del **processo di rientro dagli squilibri di bilancio** e che in pratica evidenzia l'occasione perduta dal governo di fare di più per risanare l'economia sfruttando il boom delle entrate. » (*Il Corriere della Sera*, 12/10/2007)

EPE: *procès de rétablissement des équilibres budgétaires*

STABILIZZAZIONE, s. f., der. di *stabilizzare*; suff. *-zion(e)*

Loc. PE *piano di stabilizzazione finanziaria* : rigore

« Cento giorni in cui, sottolinea Caldoro, “abbiamo segnato una netta inversione di tendenza rispetto agli ultimi dieci anni puntando sulla programmazione e non sulla gestione a cominciare dal **piano di stabilizzazione finanziaria** sostenuto dalla necessità di fronteggiare e annullare tante di quelle cambiali in bianco che la vecchia giunta regionale aveva sottoscritto”. » (*La Repubblica*, 11/11/2010)

EPE: *plan de stabilisation financière*

STRUMENTO, s.m.

Loc. PE

1. *Strumento di credito strutturato* : v. *obbligazione strutturata*

« Così, non bisogna più perdere tempo e attuare completamente le regole esistenti cominciando da quelle di Basilea 2, di cui si chiede il rafforzamento del “trattamento prudenziale”, con aumento dei requisiti patrimoniali, “per gli **strumenti di credito strutturato** e le attività detenute fuori bilancio”. » (*Il Corriere della Sera*, 12/04/2008)

EPE: *instrument de crédit structuré*

2. Strumento di investimento alternativo : v. prodotto alternativo

« La novità è contenuta nella proposta di direttiva presentata dal responsabile per i mercati finanziari, Charlie McCreevy. Il testo introduce una stretta vigilanza sugli **strumenti di investimento alternativi** che il commissario irlandese ritiene “non i diretti responsabili della crisi finanziaria, anche perché chi ha perso era un investitore professionale che sapeva cosa stava facendo”. » (*La stampa*, 30 aprile 2009)

EPE: *instrument d'investissement structuré*

3. Strumento finanziario collaterale: v. obbligazione collateralizzata

« Si tratta degli **strumenti finanziari collaterali** finiti nelle mani di investitori che non erano in grado di valutarne il rischio e non saprebbero oggi come reagire alle perdite dovute al rialzo dei tassi d'interesse. » (*La Stampa*, 09/07/2007)

EPE: *collatéral*

4. Strumento finanziario complesso : v. prodotto finanziario complesso

« Coltivando a livello globale la cultura del credito/debito, nel volgere di una trentina d'anni le istituzioni finanziarie – in pratica le maggiori banche americane ed europee – hanno creato una stupefacente varietà e quantità di **strumenti finanziari complessi**, dell'ordine di centinaia di trilioni di dollari. » (*La Repubblica*, 05/07/2009)

EPE: *instrument financier complexe*

5. Strumento ibrido: v. emissione ibrida

« La governance di Vei è in sostanza affidata a Palladio Finanziaria, gruppo che ha un asset value di 600 milioni e mezzi a disposizione per circa 2-2,5 miliardi fra “veicoli” gestiti in modo diretto, come Venice (private equity), e in modo indiretto come Est capital sgr (fondi immobiliari), Alcedo sgr (private equity con fondo Cardine impresa ed Eptasviluppo), Ver Capital sgr (mezzanine, cioè operazioni di finanza subordinata con strumenti ibridi), Star fund e Star bridge (private equity). » (*Il Corriere*, 08/09/2010)

EPE: *instrument hybride*

6. Strumento sofisticato : v. prodotto sofisticato

« Per la Consob tali **strumenti sofisticati** “richiedono competenze matematiche e finanziarie presenti solo tra gli intermediari”, tanto che gli enti locali non sarebbero in grado di “valutare la correttezza del pricing delle clausole aggiuntive più complesse”. » (*La Repubblica*, 31/10/2007)

EPE: *instrument financier sophistiqué*

STRUTTURAZIONE, s. f., der. di strutturare; suff. -zion(e)

Loc. PE *attività di strutturazione*: creazione di titoli finanziari di natura speculativa tramite la conversione di un portafoglio di debiti.

« In particolare, seguendo il trend degli altri grandi istituti, quelli maggiormente colpiti dalla crisi come le cartolarizzazioni e le **attività di strutturazione** di finanziamenti e real estate. » (*La Stampa*, 20/04/2008)

EPE: *activité de structuration*

SUBPRIME, s. m.

SPE: mutuo di natura speculativa erogato a soggetti ad alto rischio di insolvenza.

« L'estate scorsa, quando la tempesta finanziaria innescata dai **subprime** cominciava ad abbattersi su Wall Street, l'economia americana era già in piena contrazione. La conferma è arrivata ieri dal Dipartimento del Commercio: fra luglio e settembre il prodotto interno lordo s'è assottigliato dello 0,5% su base annua, la flessione più ampia dal 2001, dopo un trimestre in crescita del 2,8% grazie esclusivamente alla “droga” degli stimoli fiscali messi in campo dall'amministrazione Bush. » (*Il Corriere della Sera*, 24/12/2008)

EPE: *subprime*

TITOLO, s. m.

Loc. PE

1. *Titolo derivato* : v. *derivato*

« I **titoli derivati** dovranno essere scambiati su mercati trasparenti e regolati. Limiti saranno imposti ai derivati sulle materie prime, che possono provocare oscillazioni eccessive nei prezzi dell'energia o dei beni alimentari. » (*La Repubblica*, 10/05/2010)

EPE: *titre dérivé*

2. *Titolo esotico*: titolo ad alto rischio

« Tamponato, anche grazie agli interventi finanziari della Fed, il problema delle obbligazioni legate ai mutui “subprime”, ora a tenere gli operatori col fiato sospeso sono i rischi legati ad altri **titoli «esotici»** come i cosiddetti “credit default swaps”: un mercato totalmente deregolamentato che ha ormai raggiunto lo stratosferico valore di 45 mila miliardi di dollari. » (*Il Corriere della Sera*, 10/06/2008)

EPE: *titre exotique*

Sin.

Titolo speciale

« Intanto la Fed ha annunciato un finanziamento diretto con **titoli speciali** alle banche in difficoltà per 60 miliardi di dollari, dopo i 40 già concessi in dicembre con un'asta dove la richiesta era stata tre volte superiore all'offerta. » (*La Repubblica*, 05/01/2008)

EPE: *titre spécial*

3. *Titolo ibrido* : v. *emissione ibrida*

« La Francia è scattata immediatamente: sottoscriverà **titoli ibridi** emessi dai sei istituti principali, remunerati nella media all'8%. » (*Il Corriere della Sera*, 09/12/2008)

EPE: *titre hybride*

4. *Titolo illiquido* : titolo di qualità molto bassa (tossico) che non trova acquirenti sul mercato finanziario.

« Basti pensare che proprio la banca di Botin poteva presentare di recente fra le big europee il rapporto più basso, pari al 3,3% contro il 650% di Dexia, fra i cosiddetti **titoli illiquidi** (dal valore incerto) e il capitale netto tangibile. » (*Il Corriere della Sera*, 28/09/2009)

EPE: *titre illiquide*

Sin.

Titolo salsiccia

« **Titoli “salsiccia”** dunque perché nessuno sa bene alla fine cosa comprenda il “tritato” di finanza contenuto nel basket, e quindi nessuno sa dire se sono corretti i prezzi di mercato. Di conseguenza questo stock, a sua volta difficile da quantificare, è attualmente congelato perché nessuno accetta di comprare simili categorie di titoli: per le banche ciò significa un blocco della liquidità, improvvisamente “evaporata”, perciò si rivolgono al prestatore di ultima istanza, cioè alla banca centrale. » (*Il Corriere della Sera*, 11/08/2007)

EPE: *titre salade*

TRANSIZIONE, s. f. der. di *transitare*; suff. -zion(e)

Loc. PE *fase di transizione*: crisi finanziaria

« I mercati, prosegue, sono “in una **fase di transizione**” e “ci vorrà tempo prima che la crisi venga assorbita”. » (*La Repubblica*, 31/08/2007)

EPE: *phase de transition*

TRAPPOLA, s. f.

Loc. PE *trappola dei mutui ad alto rischio* : crisi provocata dall'attività speculativa sul mercato immobiliare.

« A cadere nella **trappola dei mutui ad alto rischio** è anche American Home Mortgage Investment, l'ennesima finanziaria americana a ricorrere all'amministrazione controllata, dopo la crisi di liquidità, l'ondata di licenziamenti e la sospensione delle richieste di credito dei giorni scorsi, che hanno fatto crollare il titolo del 90%. » (*La stampa*, 07/08/2007)

EPE: *piège des prêts à haut risque*

TURBOLENZA, s. f., der. di *turbolento*; suff. -(e)nz(a)

SPE: crisi

« Oggi siamo a 27 miliardi e Profumo ha detto che intende tornare a essere un prestatore netto: è più sicuro, specie in caso di **turbolenza** finanziaria, come si è ben visto un anno fa. » (*La Repubblica*, 12/11/2009)

EPE: *turbulence*

Loc. PE *grande turbolenza del mercato* : crac

« Le turbolenze finanziarie degli ultimi mesi hanno messo alla prova tutti i nostri assetti istituzionali; tuttavia, le banche centrali in genere, e la Bce in particolare, hanno mantenuto la politica monetaria in linea con gli obiettivi loro assegnati, prendendo nel contempo tutte le misure necessarie a salvaguardare la stabilità finanziaria mondiale. Esse hanno dimostrato quanto sia importante conservare un'ancora salda per le aspettative di inflazione, in particolare nei momenti di **grande turbolenza del mercato**. » (*La Repubblica*, 23/11/2007)

EPE: *forte turbulence du marché*

VEICOLO, s. m.

Loc. SPE

1. Società veicolo: v. conduit

« Come dimostrano le sollecitazioni a rivelare al mercato le dimensioni delle **società veicolo** o comunque fuori bilancio fatte soprattutto alle banche dalla commissione presieduta da Lamberto Cardia in previsione della presentazione dei dati di bilancio. » (*Il Corriere della Sera*, 25/03/2008)

EPE: *conduit*

2. Veicolo d'investimento: società finanziaria di natura speculativa

« Le forti turbolenze sui mercati finanziari dei mesi estivi sono state originate in primo luogo dalla crisi del settore immobiliare Usa su cui si è innestato il tema della crisi di liquidità a causa delle difficoltà finanziarie in cui si sono trovati alcuni **veicoli finanziari** (c.d. conduit, SIV ecc.). » (*La Repubblica*, 22/10/2007)

EPE: *véhicule d'investissement*

3. Veicolo speciale: v. SIV

« “Il dibattito è per capire se le valutazioni fair value e mark to market possano aver aggravato le crisi”, ha detto ancora il commissario, riconoscendo che “ci sono anomalie da esaminare come il consolidamento dei **veicoli speciali** o la misurazione e l'informazione sulle esposizioni di rischio”. Più in generale McCreevy ritiene che la situazione sui mercati finanziari si sia “deteriorata” e la pressione sia aumentata: “La piena informazione sulle perdite di banche e istituzioni finanziarie è assolutamente essenziale”. » (*Il Corriere*, 02/04/2008)

EPE: *véhicule spécial*

Sin.

a. Veicolo d'investimento nel credito strutturato

« Resta ancora da vedere, però, con quale reazione le borse accoglieranno questa settimana il “SuperSiv”, cioè il maxi-fondo escogitato dalle maggiori banche statunitensi per il salvataggio dei **veicoli d'investimento nel credito strutturato**. » (*La Stampa*, 10/12/2007)

EPE: *véhicule d'investissement structuré*

b. *Veicolo fuori bilancio*

« La Consob, alla luce della crisi dei mercati, sta chiedendo ai principali operatori bancari di far emergere a bilancio le posizioni eventualmente detenute in “special purpose entities” (spe), i cosiddetti **veicoli fuori bilancio**. La richiesta, scrive Radiocor, è stata per il momento avanzata a Unicredit e a Intesa Sanpaolo, che ha precisato di averle già inserite nella bozza di bilancio 2007. »
(*La Stampa*, 29/03/2008)

EPE: *véhicule hors bilan*

Considérations conclusives

« Une réponse, c'est forcément le chemin qu'on a déjà parcouru. Seules les questions peuvent montrer le chemin qu'il reste à faire » (J. Gaarder)

Notre étude visait, d'une part, à rendre compte de la diffusion – mise à l'œuvre par les trois quotidiens nationaux majeurs français et italiens d'information générale – d'un discours uniforme, orienté à l'orthodoxie néolibérale. D'autre part, à vérifier l'effet que ce type de discours, que nous avons appelé *économiquement correct*, est en mesure de produire chez le lecteur. Nous nous sommes appuyée sur l'analyse d'un « corpus » d'articles issus de la presse analysée ainsi que sur une activité d'enquête effectuée auprès d'un échantillon de 120 locuteurs francophones.

La première problématique a été développée à partir de l'analyse des traits linguistiques et extralinguistiques récurrents dans le discours de *vulgarisation* de la crise des *subprimes* et de ses conséquences dans l'objectif de dessiner les contours généraux du discours *économiquement correct*. Suite à cette étude, nous avons pu distinguer les spécificités de ce type de discours :

- Utilisation de certains traits typographiques – notamment l'italique, les guillemets et les parenthèses – non pas dans l'objectif de fournir des explications supplémentaires au lecteur, mais plutôt dans une optique de légitimation des idées présentées, de déresponsabilisation vis-à-vis du contenu du message transmis ou encore dans le but d'afficher une feinte objectivité (c'est surtout le cas des parenthèses qui se prêtent aisément au remplacement d'un marqueur de point de vue).
- Lexique technique *vulgarisé* de manière approximative, et scientification de l'information ; ce qui peut entraîner un brouillage référentiel empêchant le lecteur non-spécialiste d'accéder à l'information.

- Rhétorique qui, d'une part, souligne les bienfaits du système néolibéral et qui, d'autre part, dissimule la négativité de celui-ci. Cette rhétorique s'exprime à travers différents procédés et l'un de ses outils privilégié est le *substitut potentiellement euphémique*, c'est-à-dire tout signe qui en remplace un autre, désignant une réalité « tabou » et qui acquiert la valeur d'euphémisme uniquement si son *potentiel d'euphémisation* – à savoir, la possibilité intrinsèque à chaque signe de devenir euphémisme – se réalise en discours, suite à l'incapacité du récepteur de reconnaître la relation allusive entre un signe-« tabou » et un SPE.

En vue du rôle majeur que le SPE revêt au sein du discours *économiquement correct*, nous avons également procédé à l'étude des procédés linguistiques qui sont à l'origine de sa création. Nous avons ainsi identifié un certain nombre de procédés morpho-lexicaux, dont les plus récurrents sont :

- La préfixation, se caractérisant par l'ajout d'un préfixe comportant un changement du sens de la base à laquelle il est lié.
- La nominalisation qui, d'une part, rend ambigu l'énoncé et, d'autre part, peut engendrer une généralisation du problème « tabou » suite à l'impossibilité d'identifier un agent (X) bien spécifique qui accomplit une action, en la faisant subir à un patient (Y), également spécifique.
- Composition lexicale par siglaison ou acronyme qui nuit à la clarté du discours.

Nous avons également identifié différents procédés syntaxiques couvrant le rôle de SPE et dont les principaux sont :

- La modalité, permettant de faire valoir une logique de l'engagement – surtout par le recours au verbe *vouloir* – et de l'effort commun – à travers les formes impersonnelles *il est nécessaire*, *il est indispensable* et le verbe *devoir*.
- Les verbes d'apparence qui favorisent la transmission d'informations aléatoires.

- La forme passive désagentivisée qui permet de porter l'attention sur l'action et non pas sur l'actant.
- Les inverseurs d'orientation qui détournent l'attention de l'argument « tabou ».
- Le recours à l'embrayeur *nous* qui exerce un rôle de déresponsabilisation.
- Les déterminants indéfinis (*certains* et *plusieurs*) et les adverbes *légèrement*, *moins*, *presque*, *probablement*, *peut-être* qui permettent de minimiser la négativité de l'information donnée.

Notre analyse nous a permis, en outre, de relever plusieurs procédés rhétoriques et sémantiques susceptibles de pourvoir un signe, un syntagme ou une phrase d'une valeur euphémique ; parmi les premiers, nous avons distingué :

- La métaphore, capable de voiler la négativité d'un sujet « tabou » ou bien le degré de négativité de celui-ci.
- La métonymie qui est en mesure de masquer le degré de négativité d'un argument « délicat ».
- L'antiphrase qui permet de renverser la négativité d'un problème.
- La périphrase dont le *potentiel euphémique* réside dans sa prédisposition à l'évitement, au contournement d'un argument « contraignant ».

Parmi les deuxièmes, dont l'effet est celui de rendre l'information donnée ambiguë, les plus répandus sont:

- L'hyponymie.
- L'homonymie.
- La polysémie.

Nous avons enfin reconnu de nombreux procédés pragmatiques issus majoritairement de :

- La politesse positive qui permet d'accentuer le caractère positif de la réalité présentée.
- La politesse négative, capable de banaliser, neutraliser ou positiver la négativité de l'information présentée.
- L'auto-politesse qui fait en sorte que le journaliste ou le tiers dont il rapporte les propos puissent « préserver leur face ».
- L'auto-impolitesse consistant dans la production d'un acte linguistique susceptible de « faire perdre la face » à qui le produit et dont le but est de voiler, par un acte auto-accusatoire, les vices du système néolibéral.
- L'impolitesse négative s'exprimant par la diffusion d'une langue technique non efficacement *vulgarisée* et qui est en mesure de contraindre l'accès à l'information.
- L'impolitesse positive qui prend la forme d'une monopolisation de la parole – en terme de nombre d'interventions rapportées par le journaliste – de la part des partisans du modèle en vigueur ; ce qui comporte, d'une part, l'absence quasi-totale d'arguments pouvant justifier une remise en cause de celui-ci et, d'autre part, la difficulté de proposer une critique constructive portant sur la comparaison de modèles économiques différents.

La deuxième problématique portait sur une réflexion autour de la possibilité de considérer l'*économiquement correct* comme une nouvelle forme de manipulation ; à ce propos, notre analyse nous a permis, d'une part, d'identifier les procédés linguistiques susceptibles de créer un effet manipulateur et, d'autre part, de vérifier – à travers une enquête par questionnaire – que ce discours est en mesure d'emprisonner le lecteur dans une dynamique d'adhésion au néolibéralisme ou, du moins, dans un état d'acceptation résignée de celui-ci. Cet effet manipulateur est notamment déclenché par l'utilisation des SPE – qui peuvent produire un effet de distorsion de la réalité économique en contribuant à la positiver ou à en neutraliser la négativité. Hormis le recours aux SPE, nous avons identifié d'autres techniques de manipulation dont les plus récurrentes sont :

- La présentation d'arguments d'évidence, s'appuyant sur la répétition et visant à l'encadrement du lecteur dans un système de pensée préétabli.
- Le déploiement d'arguments d'autorité qui, à travers la voix de l'« expert », pourvoit l'information présentée d'exactitude et d'objectivité.
- La présentation d'informations hypothétiques visant à rassurer le lecteur en faisant preuve d'une connaissance réelle des événements futurs.
- L'accentuation de la complexité du domaine économique-financier permettant d'éluder les explications contraignantes.
- L'intensification de la vitesse du changement justifiant l'introduction de réformes douteuses.
- Le recours à une rhétorique fataliste, soulignant, d'un côté, l'imprévisibilité de la crise et déguisant, de l'autre, les imperfections du système financier.
- La propension envers une rhétorique axiologique, qui s'appuyant sur les appels à la morale, est susceptible d'éveiller un sentiment de résignation et, par conséquent, une attitude passive face aux « requêtes » de la finance.
- La naturalisation du réel visant à présenter la crise et ses conséquences comme des événements, d'une part, naturels et, d'autre part, souhaitables.

La troisième problématique portait enfin sur une réflexion autour de la manière la plus pertinente et efficace d'utiliser les informations dont nous disposons. Le but étant celui de fournir un outil *in praesentia* – à savoir, capable de déceler le *potentiel d'euphémisation* des SPE lorsque ceux-ci ne sont pas encore répertoriés dans un dictionnaire de langue –, nous avons donc opté pour l'élaboration d'un enregistrement lexicographique recueillant les SPE majoritairement récurrents dans notre « corpus ». Ce choix s'explique par le fait que c'est proprement dans le laps de temps qui précède la lexicalisation que les SPE sont réellement susceptibles d'exercer un effet manipulateur sur le lecteur ; une fois lexicalisés, leur *potentiel d'euphémisation* s'estompe.

Ce travail nous a donc permis de justifier notre hypothèse générale à travers l'identification d'éléments linguistiques et extralinguistiques communs au discours analysé et dont la récurrence et l'homogénéité légitiment, à notre avis, l'idée d'un modèle de discours standardisé et susceptible d'orienter le lecteur vers la construction d'une réalité économique façonnée à l'image du néolibéralisme. Ce discours privilégie les procédés d'euphémisation, mais, comme nous avons pu l'observer grâce à l'analyse de notre « corpus », l'*économiquement correct* s'appuie également sur des techniques d'exagération telle que l'hyperbole ; il serait donc intéressant d'élargir notre recherche à ces procédés. Il serait également intéressant d'étudier – à travers une analyse comparative de deux ou plusieurs périodes de crise – « la durée de vie » des SPE ainsi qu'un éventuel réemploi de certains SPE disparus pendant une certaine période et réapparus à nouveau par la suite. Il serait, enfin, souhaitable et important d'enrichir notre enregistrement lexicographique – qui à ce jour ne compte qu'un nombre limité d'occurrences – en ajoutant les nouveaux SPE, ceux apparus après l'année 2010. En songeant au développement de ces trois futures perspectives de recherche, nous clôturons ce travail avec l'espoir d'avoir transmis une clé de lecture différente de la crise car si, comme dit Boileau, « chaque passion parle un langage différent », la nôtre ne parle pas l'*économiquement correct*.

Bibliographie

ALLOUCHE V., *Approche interprétative des discours de presse*, Paris, L'Harmattan, 2012.

ANSALONE M.-R., JULLION M.-C., MARAZZA C., *Français pour l'économie, le droit et les sciences politique. Textes, documents et structures*, Milano, Vita e Pensiero, 1999.

AROUE LE JEUNE, *De la nouvelle langue française*, Lille, MUYCHKINE, 2007.

ARRIVÉ M., F. GADET, M. GALMICHE, *La grammaire d'aujourd'hui. Guide alphabétique de linguistique française*, Paris, Flammarion, 2010.

ASKENAZY P., COUTROT T., ORLÉAN A., STERDYNIK H., *Manifeste d'économistes atterrés : crise et dettes en Europe : 10 fausses évidences, 22 mesures en débat pour sortir de l'impasse*, Paris LLL les liens qui libèrent, 2010.

ARTUS P., BETBÈZE J.-P., BOISSIEU C., CAPELLE-BLANCARD G., *La crise des subprimes*, La Documentation française, Paris, 2008.

AUTHIER-REVUZ J., « Défaut du dire, dire du défaut : les mots du silence », in NORMAND C., SITRI F. (éd.), « Du dire et du Discours. Hommage à Denise Maldidier », in *LINX*, numéro spécial, Paris X, 1996.

AUTHIER-REVUZ J., « Hétérogénéité(s) énonciative(s) », in *Langages*, 19^e année, n°73, 1984.

AUTHIER-REVUZ J., « Le Fait autonymique : Langage, Langue, Discours – Quelques repères », in *Actes du colloque : Le fait autonymique dans les langues et les discours*, SYLED, Université de la Sorbonne Nouvelle, Paris 3, 5-7 octobre 2000.

AUTHIER-REVUZ J., *Ces mots qui ne vont pas de soi : Boucles réflexives et non-coïncidence du dire*, Paris, Larousse, 1995.

BACQUELAINE F., « L'euphémisme, un obstacle à la traduction », *Revista da Faculdade de Letras - Línguas e Literaturas, II Série*, Vol. XXIII, Porto, Universidade do Porto, 2006.

BACRY P., *Les figures de style et autres procédés stylistiques*, Paris, Belin, 1992.

BARBERA M., CORINO E., ONESTI C., *Corpora linguistica in rete*, Perugia, Guerra Edizioni, 2007.

BARTHES R., « Éléments de sémiologie », in *Communications*, 4|1964.

BARTHES R., *La retorica antica*, Milano, Bompiani, 1972.

BARTHES R., *S/Z*, Le Seuil, Paris, 1970.

- BAUDELAIRE C., *Les Fleurs du Mal*, Paris, Gallimard, 1996.
- BAUTIER R., *De la rhétorique à la communication*, Grenoble, Pug, 1994.
- BEACCO J.-C., MOIRAND S., « Autour des discours de transmission de connaissances », in *Langages*, 29^e année, n°117, 1995.
- BEAUVAIS R., *L'Hexagonal tel qu'on le parle*, Paris, Hachette, 1970.
- BEAUZÉE N., MARMONTEL J-F., *Encyclopédie méthodique. Grammaire et littérature*, Paris, Panckoucke, 1782-1784-1786.
- BECCARIA G., *Per difesa e per amore. La lingua italiana oggi*, Milano, Garzanti, 2008.
- BEHR I., HENTSCHEL D., KAUFFMANN M., KERN A. (éd.), *Langue, économie, entreprise. Le travail des mots*, Paris, Presse Sorbonne Nouvelle, 2007.
- BENVENISTE É. (1949), *Problèmes de linguistique générale*, Paris, Gallimard, 1966.
- BONHOMME M., DE LA TORRE M., HORAK A., *Études pragmatique-discursives sur l'euphémisme. Estudios pragmático-discursivos sobre el eufemismo*, Berne, Peter Lang, 2012.
- BONHOMME M., HORAK A., « Stratégies rhétorico-pragmatiques de l'euphémisme dans le discours publicitaire », in *Synergies Italie*, n° spécial|2009.
- BONHOMME M., *Le discours métonymique*, Berne, Peter Lang, 2006.
- BONHOMME M., *Les figures clés du discours*, Paris, Seuil, 1998.
- BONHOMME M., *Linguistique de la métonymie*, Berne, Peter Lang, 1987.
- BONHOMME M., *Pragmatique des figures du discours*, Paris, Champion, 2005.
- BOURDIEU P., « Journalisme et éthique », in *Actes du colloque fondateur du centre de recherche de l'École Supérieure de Journalisme*, Lille, Les cahiers du journalisme, 1|1996.
- BOURDIEU P. *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 2002.
- BOURDIEU P., « Le champ économique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 119, 1997.
- BOURDIEU P., BOLTANSKI L., CHAMBOREDON, J.-C., « La banque et sa clientèle », in *Rapport du Centre de Sociologie Européenne*, 1963.
- BOURDIEU P., *Ce que parler veut dire. L'Économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.
- BOURDIEU P., *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001.

BOURDIEU P., *Sur la télévision suivie de L'emprise du journalisme*, Paris, Raisons D'agir, 2008.

BRACOPS M., *Introduction à la pragmatique: les théories fondatrices : actes de langage, pragmatique cognitive, pragmatique intégrée*, Bruxelles, De Boeck Duculot, 2005.

BRETON F., *La parole manipulée*, Paris, Éditions La Découverte & Syros, 2000.

BROWN P., LEVINSON S., *Politeness: some universals in language usage*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

BRUNET S., *Les mots de la fin du siècle*, Paris, Belin, 1996.

BUY J.-F. (éd.), *ETF. Les fonds indiciels cotés dans une allocation*, Cahier Technique n° 5, Seeds finance investment consulting, 2009.

CARL C. (éd.), *La crise des subprimes*, Paris, La librairie française, 2008.

CHARAUDEAU P., « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », in *Semen* 22|2006.

CHARAUDEAU P., « Dis-moi quel est ton corpus, je te dirai quelle est ta problématique », in *revue Corpus* n°8, Nice, 2009.

CHARAUDEAU P., « Il n'y a pas de société sans discours propagandiste », in OLIVIER-YANIV C., RINN M. (éd.), *Communication de l'État et gouvernement du social*, Grenoble, PUG, 2005.

CHARAUDEAU P., « L'analyse linguistique des discours des médias : apports, limites et enjeux », in *Revue Communication Éditions Nota Bene*, Québec, 2008.

CHARAUDEAU P., « L'argumentation dans une problématique de l'influence », in *Revue Argumentation et Analyse du Discours, (AAD)*, 1|2008.

CHARAUDEAU P., « La justification d'une approche interdisciplinaire de l'étude des médias », in *Revue Communication, L'analyse linguistique des discours des médias : apports, limites et enjeux*, Québec, Éditions Nota Bene, 2008.

CHARAUDEAU P., « La situation de communication comme lieu de conditionnement du surgissement interdiscursif », in *TRANEL* n°44, *Interdiscours et intertextualité dans les médias*, Institut de linguistique de l'Université de Neuchâtel, Neuchâtel, 2006.

CHARAUDEAU P., « Les conditions de compréhension du sens de discours. », in *Langage en FLE Texte et compréhension, Revue ICI et LÀ*, Madrid, Soc. General Española de Librería, 1994.

CHARAUDEAU P., « Tiers où es-tu ? », in *La voix cachée du Tiers. Des non-dits du discours*, L'Harmattan, Paris, 2004.

CHARAUDEAU P., « Une éthique du discours médiatique est-elle possible ? », in *Revue Communication*, Vol. 27, Québec, Éditions Nota Bene, 2|2009.

CHARAUDEAU P., *Langage et Discours - Eléments de sémiolinguistique*, Paris, Hachette-Université, 1983.

CHARAUDEAU P., « Sémantique de la langue, sémantique du discours », in *Actes du colloque en hommage à Bernard Pottier*, 2005.

CHOSSON M., *Parlez-vous la langue de bois ? Petit traité de manipulation à l'usage des innocents*, Paris, Seuil, 2007.

CHUPIN I., HUBÉ N., KACIAF N., *Histoire politique et économique des médias en France*, Paris, La Découverte, 2009.

COPÉ J.-F., *Promis j'arrête la langue de bois*, Hachette Littérature, 2006.

CRISAFULLI E., *Igiene verbale. Il politicamente corretto e la libertà linguistica*, Firenze, Vallecchi, 2004.

CUSIN-BERCHE F., (éd.) « Rencontres discursives entre sciences et politiques dans les médias », in *Les carnets du CEDISCOR*, Paris Presse de la Sorbonne Nouvelle, 6|2000.

CUSIN-BERCHE F., « La notion d' "unité lexicale" en linguistique et son usage en lexicologie », in *Linx*, 40|1999.

CUSIN-BERCHE F., *Les mots et leurs contextes*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2003.

DARDANO M., « Il linguaggio economico e finanziario », in DOMENIGHETTI I. (éd.), *Con felice esattezza. Economia e diritto fra lingua e letteratura*, Bellinzona, Casagrande, 1998.

DE MARTINO F., SOMMERSTEIN A.H., *Studi sull'eufemismo*, Bari, Levante, 1999.

DE SAUSSURE F., *Cours de linguistique générale*, Paris, Grande Bibliothèque Payot, 1995.

DE SINGLY F., *L'enquête et ses méthodes. Le questionnaire*, Paris, Armand Colin, 2012.

DELEDALLE G., « Traduire Charles S. Peirce. Le signe : le concept et son usage », in *TTR : traduction, terminologie, rédaction*, Vol. 3, 1|1990.

DELPORTE C., *Une histoire de la langue de bois*, Paris, Flammarion, 2009.

DIOP S., « La crise du crédit à risque américain : une interprétation par l'Hypothèse d'Instabilité Financière de Minsky », in *Revue de la régulation. Capitalisme, institution, pouvoir*, 5|2009.

DOUAY-SOUBLIN F., SERMAIN J.P. (éd.), *Pierre “ Émile ” Fontanier. La Rhétorique ou les figures de la Révolution à la Restauration*, Laval, Pul, 2007.

DOUAY-SOUBLIN F. (éd.), *Dumarsais, Des tropes ou des différents sens*, Paris, Flammarion, 1988.

DOUAY-SOUBLIN F., « Les figures de rhétorique : actualité, reconstruction, emploi », in *Langue française*, 101|1994.

DOURY M., « “Sans faire allégeance” : l’euphémisme dans l’expression des accords et désaccords dans un débat politique », in *Synergies Italie* n° spécial|2009.

DUCROT O., *Les mots du discours*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980.

DU MARSAIS C., BEAUZÉE N., MARMONTEL J.-F., VOLTAIRE F., *Grammaire et littérature t II*, Slatkine, Genève, 2002.

DU MARSAIS C., *Des Tropes ou des différents sens*, Paris, Imprimerie de Prud’homme 1811.

DUBOIS J., EDELINE F., KLINKENBERG J.-M., MINGUET P., PIRE F., TRINON H., *Rhétorique générale*, Paris, Larousse, 1970.

DUMESNIL P., « Économie de la langue et langage de l’économie », in *La revue internationale de systématique*, Vol. 9, 5|1996.

DUMESNIL P., « Fragments d’un discours économique », in *Communication & langages* 162|2009.

DURAND P., *Les nouveaux mots du pouvoir, Abécédaire critique*, Bruxelles, Aden 2007.

DURIEUX C., « Pseudo-synonymes en langue de spécialité », in *Cahiers du C.I.E.L.*, 1996-1997.

DUVAL J., *Critique de la raison journalistique. Les transformations de la presse économique en France*, Paris, Le Seuil, 2004.

ECO U., *Trattato di Semiotica generale*, Milano, Studi Bompiani, 2008.

EGGS, E. (2000), « Logos, ethos, pathos. L’actualité de le rhétorique des passions chez Aristote », in PLANTIN C. (éd), *Les émotions dans les interactions*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.

EISENHART C., JOHNSTONE B., « L’analyse du discours et les études rhétoriques », in *Argumentation et Analyse du Discours*, 9|2012.

FARCHY J., FROISSART P., « Le paradoxe de l’économie et de la communication », in *Hermès* 44|2006.

FLOUZAT OSMONT D'AMILLY D., PELÉ M., « La langue de l'économie », ANTOINE G., CERQUIGLINI B. (éd.), *Histoire de la langue française* (1945-2000), Paris CNRS, 2000.

FONTANIER P. É., *Les Figures du discours*, Paris, Flammarion, 2009.

FORESTI F., CORTELLAZZO M.A., LESO E., PACCAGNELLA I., *Credere, obbedire, combattere*, Bologna, Edizioni Pendragon, 2003.

FROMILHAGUE C., *Les figures de style*, Nathan, Paris, 1995.

GALLI DE' PARATESI N., « Eufemismo e disfemismo nel linguaggio politico e nell'italiano di oggi », in *Synergies Italie*, n° spécial|2009.

GALLI DE' PARATESI N., *Le brutte parole. Semantica dell'eufemismo*, Milano, Mondadori, 1973.

GARDES TAMINE J., « Phonologie, morphologie, lexicologie », in *La grammaire, Tome 1*, Paris, Armand Colin, 2010.

GARDES TAMINE J., *La Rhétorique*, Paris, Armand Colin, 1996.

GARDES TAMINE J., *Pour une nouvelle théorie des figures*, PUF 2011.

GODIN H., « L'euphémisme littéraire : fonctions et limites », in *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, Vol. 3, 3-5|1953.

GREIMAS A.-J., *Sémantique structurale*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.

GUERRIEN B., VERGARA F., « La dette publique, fardeau des générations futures ? », in *Alternatives Economiques* n° 153 - novembre 1997.

GUILLERON G., *Langue de bois : décryptage irrévérencieux du politiquement correct et des dessous de la langue*, Paris, Éditions First, 2010.

HALIMI S., « La pensée de marché », in *Observatoire des médias ACRIMED*, 2001.

HALIMI S., *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Raisons d'agir, 2005.

HAZAN É., *LQR. La propagande du quotidien*, Paris, Raison d'Agir, 2006.

HORAK A., *L'Euphémisme entre tradition rhétorique et perspectives nouvelles*, Muenchen, Lincom Europa, 2010.

HUYGHE F.-B., *La Langue de coton*, Paris, Robert Laffont, 1991.

IONESCO E., *Journal en miettes*, Paris, Gallimard, 1973.

- IONESCO E., *Présent passé, passé présent*, Paris, Gallimard, 1976.
- IONESCO E., *Rhinocéros*, Paris, Gallimard, 2008.
- JACOBI D., « Sémiotique du discours de vulgarisation scientifique. », in *Semen*, 2|1985.
- JACOBI D., *La communication scientifique. Discours, figures, modèles*, Grenoble, PUG, 1999.
- JAMET D., JOBERT M. (éd), *Empreintes de l'euphémisme : Tours et détours*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- JAUBERT A., « Dire et plus ou moins dire. Analyse pragmatique de l'euphémisme et de la litote », in *Langue française*, 2008/4 n° 160.
- JEANDILLOU J.-F., *L'analyse textuelle*, Paris, Armand Colin, 2011.
- JEANNERET Y., « Le choc des mots : pensée métaphorique et vulgarisation scientifique », in *Communication et langages*, N°93, 3^{ème} trimestre 1992.
- KERBRAT-ORECCHIONI C., « L'impolitesse en interaction : aperçus théoriques et étude de cas », in *Lexis Special*, 2|2010.
- KERBRAT-ORECCHIONI C., « La construction de la relation interpersonnelle : quelques remarques sur cette dimension du dialogue », in *Cahiers de Linguistique Française*, 16|1996.
- KERBRAT-ORECCHIONI C., « Problématique de l'isotopie », in *Linguistique et sémiologie : l'isotopie*, n°1- 1976.
- KERBRAT-ORECCHIONI C., « Rhétorique et pragmatique : les figures revisitées », in *Langue française*, 101|1994.
- KERBRAT-ORECCHIONI C., *L'implicite*, Paris, Armand Colin, 1998.
- KERBRAT-ORECCHIONI C., *Le discours en interaction*, Paris, Armand Colin, 2005.
- KERBRAT-ORECCHIONI C., *Les interactions verbales t. II*, Paris, A. Colin, 1992.
- KLEIBER G., *Anaphores et pronoms*, Louvain-la-Neuve, Duculot, 1994.
- KLEMPERER V., *LTI, la langue du III^e Reich*, Paris, Éditions Albin Michel, 1996, Paris, Pocket, 2010.
- KOMUR G., « Que se cache-t-il sous les guillemets dans la presse écrite française ? », in *Synergies Pologne*, n°6|2009.
- KORKUT E., « La Pragmatique et l'Implicite », in *Synergie Turquie*, 1|2008.

KRIEG-PLANQUE A., « Souligner l'euphémisme : opération savante ou acte d'engagement? Analyse du "jugement d'euphémisation" dans le discours politique », in *Semen*, 17|2004.

LANDAIS N., *Grammaire générale des grammaires françaises présentant la solution analytique, raisonnée et logique de toutes les questions grammaticales anciennes et nouvelles*, Paris, Didier Libraire-éditeur, 1856.

LANDRY J., MORLIN I., *La littérature française du XVII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1993.

LEBARON F., « La sociologie de Pierre Bourdieu face aux sciences économiques », in *Socio/Logos*, Éditions de l'Institut de Sociologie Expérimentale, 2003.

LEBARON F., « La construction de l'opinion économique par les médias », in *Observatoire des médias ACRIMED*, 2001.

LEJEUNE P., *Discours d'experts en économie*, Limoges, Éditions Lambert-Lucas, 2005.

LERAT P., *Les langues spécialisées*, Paris, Puf, 1995.

LORDON F., *D'un retournement à l'autre. Comédie sérieuse sur la crise financière. En quatre actes, et en alexandrins*, Paris, Seuil, 2011.

LORDON F., *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Paris, Raisons D'agir, 2008.

LORDON F., « Sur le toboggan de la crise européenne », in *Le Monde diplomatique*, décembre 2011.

LOUVEL L., RANNOUX C., « La réticence », in *Actes du colloque de Saint-Martin de Ré de mars 2003*, n°68, P.U.R., Rennes, 2004.

LUPORINI A., « Metaphor and Culture in the Business Press: Crisis as weather and natural force in The Financial Times and Il Sole 24 Ore », in Bruti, S. (éd), *Investigating the language/culture interface. English vis-à-vis Italian*, *Rassegna Italiana di Linguistica Applicata* XLV (2), 2013.

MAINGUENEAU D., *Analyser les textes de communication*, Paris, Armand Colin, 2012.

MARIS B., *Petits principes de langue de bois économique*, Bréal, Éditions Bréal, 2008.

MARLETTI C.A., *La repubblica dei media. L'Italia dal politichese alla politica iperreale*, Bologna, Il Mulino, 2010.

MATTIODA M.M., « Euphémismes et atténuation du dire dans la presse économique spécialisée : l'exemple du domaine de l'emploi », in *Synergies Italie*, n° spécial|2009.

MERCURY T., *Petit lexique de la langue de bois. De quelques concepts et faux repères*, Paris, L'Harmattan, 2001.

- MILLET D., TOUSSAINT É., *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Paris, Éditions du Seuil, 2012.
- MILOSZ C., *La pensée captive*, Paris, Gallimard, 2007.
- MINC A., GAUCHET M., « Les élites, le peuple, l'opinion » Alain Minc : entretien avec Marcel Gauchet, in *Le Débat*, 1995/3 n° 85.
- MODIANO R., *La presse pourrie aux ordres du Capital*, Paris, Librairie populaire, 1935.
- MORTARA GARAVELLI B., *Manuale di retorica*, Milano, Bompiani, 2003.
- MORTUREUX M.-F., « Paradigmes désignationnels », in *Semen*, 8|1993.
- MORTUREUX M.-F., « Paraphrase et métalangage dans le dialogue de vulgarisation. », in *Langue française*, N°53, 1982.
- MORTUREUX M.-F., *La lexicologie entre langue et discours*, Paris, Armand Colin, 2004.
- MOSES S., « Émile Benveniste et la linguistique du dialogue », *Revue de métaphysique et de morale*, 4|2001.
- MOUILLAUD M., TÉTU J.-F., *Le journal quotidien*, Lyon, Presse Universitaire de Lyon, 1989.
- MUCCHIELLI A., *L'art d'influencer. Analyse des techniques de manipulation*, Paris, Armand Colin, 2005.
- MUNTEANO B.-M., « Les Implications esthétiques de l'euphémisme en France au XVIII^e siècle », in *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, Vol. 3, 3|1953.
- NOWICKI J., OUSTINOFF M., CHARTIER A.-M., (éd), « Les langues de bois », in *Hermès* n°58, Paris, CNRS Éditions, 2010.
- ORR J., « Le rôle destructeur de l'euphémie », in *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, Vol. 3, 3-5|1953.
- ORWELL G., *1984*, Paris, Gallimard, 2009.
- ORWELL G., *Tels, tels, étaient nos plaisirs et autres essais*, Paris, Éditions Ivrea, 2005.
- ORY P. (éd), *La censure en France à l'ère démocratique*, Bruxelles, Éditions complexe, 1999.
- PAISSA, P., « Euphémismes et stratégies d'atténuation du dire », in *Synergies Italie*, n° spécial|2009.
- PAPAS C., « La traduction des métaphores au regard de la psychologie cognitive », in *Politis M., Traductologie : une science cognitive*, Vol. 52, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1|2007.

PATRASCU M., BRUSQ J., CANIVENC S., LE GAL D., *Corpus et méthodes. Épistémologies critiques et appropriations multidisciplinaires*, Paris, L'Harmattan, 2011.

PERELMAN C., OLBRECHTS-TYTECA L., *Trattato dell'argomentazione. La nuova retorica*, Torino, Piccola Biblioteca Einaudi, 1989.

PETIOT G., « Langue de bois et fait autonymique », in *Actes colloque autonymie*, Paris, Université de la Sorbonne Nouvelle, 5-7|2000.

PINTO E. (éd.), *Pour une analyse critique des médias*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2007.

PIRAZZINI D., « Dare due nomi alla stessa cosa. L'eufemismo da parte del parlante nell'italiano di oggi », in Cresti E. (éd.), *Prospettive nello studio del lessico italiano*, Atti SILFI, Firenze FUP, Vol. I, 2006.

PRANDI M., « Una figura testuale del silenzio: la reticenza », in CONTE M.E., GIACALONE RAMAT P. (éd.), *Dimensioni della linguistica*, Milano, Franco Angeli, 1990.

PRANDI M., RASCHINI E., « La similitudine tra le forme di attenuazione dell'interazione concettuale », in *Synergies Italie*, n° spécial – 2009.

PREITE C., « Enregistrement lexicographique des euphémismes en français et en italien : le Petit Robert et le De Mauro-Paravia », in *Synergies Italie*, n° spécial|2009.

QUARTA E., « Zones sensibles ou ghettos ? L'euphémisme dans la représentation des banlieues françaises dans les quotidiens français et italiens », in *Synergies Italie*, n° spécial|2009.

RAFFALOVICH A., *L'abominable vénalité de la presse...d'après les documents des archives russes (1897-1917)*, Paris, Librairie du travail, 1931.

RASTIER F., *Sémantique pour l'analyse. De la linguistique à l'informatique*, Paris, Masson, 1994.

REBOUL-TOURÉ S., « Écrire la vulgarisation scientifique aujourd'hui », in *Actes du colloque Sciences, Médias et Société ENS-LSH*, Lyon, 15-17|2004.

RENAUD J., *La littérature française du XVIII^e siècle*, Paris, Arman Colin, 1994.

RESCHE C., « L'implicite dans le discours des grandes entreprises sur leur responsabilité sociale », in *ILCEA*, 9|2007.

RESCHE C., « The Economist : discours de spécialité économique ou discours sur l'économie ? », in *ILCEA*, 11|2009.

REY A., *Le lexique, images et modèles : du dictionnaire à la lexicologie*, A. Colin, Paris, 1977.

RIEFFEL R., *Sociologie des médias*, Paris, Ellipses Éditions, 2010.

RIEGEL M., PELLAT J.-C., RIOUL R., *Grammaire méthodique du français*, Paris, Puf, 2009.

RIUTORT P., « Le journalisme au service de l'économie. Les conditions d'émergence de l'information économique en France à partir des années 50 », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol. 131, n° 131-132, 2000

ROBIN A., *La fausse parole*, Bazas, Le temps qu'il fait, 1979.

ROBRIEUX J.-J., *Éléments de rhétorique et d'argumentation*, Paris, Dunod, 1993.

ROCARD M., *Parler vrai. Textes politiques précédés d'un entretien avec Jacques Julliard*, Paris, Éditions du Seuil, 1979.

ROUDIÈRE G., *Traquer le non-dit : une sémantique au quotidien*, E.S.F. Éditeur, Issy-les-Moulineaux, 2002.

ROUX M., « Éric Le Boucher pense pour nous, en toute indépendance », in *Observatoire des médias ACRIMED*, 2007.

SALMON C., *Storytelling : La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte/Poche, 2010.

SBISA M., « Il ruolo dell'uptake nell'illocuzione », in VENIER F. (éd), *Tra pragmatica e linguistica testuale. Ricordando Maria-Elisabeth Conte*, Alessandria, Edizioni Dell'Orso, 2009.

SCARPA F., *La traduzione specializzata*, Milano, Hoepli, 2005.

SCHEPENS P., « Médias et responsabilité : pour un point de vue bakhtinien », in *Semen* 22|2006.

SEYMOUR M., *L'institution du langage*, Montréal, PUM, 2005.

SIMONIN J., « De la nécessité de distinguer énonciateur et locuteur dans une théorie énonciative », in *DRLAV*, n° 30, 1984.

SKIDELSKY R., « La dette importe-t-elle ? », in *Les échos*, 20/01/2012.

SPERBER D., WILSON D., *La Pertinence : communication et cognition*, Paris, Les Éditions de Minuit, 2011.

TAILLEUR J.-P., « Journalistes et entreprises : promiscuité et passivité », *Observatoire des médias ACRIMED*, 2001.

TÉTU J-F., « L'émotion dans les médias : dispositifs, formes et figures », in *Mots. Les langages du politique*, 75|2004.

TOURNIER M., « Critique de la critique : langue de bois et parler vrai », in *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, Vol. 13, 1|1986.

VALKOFF V., *Manuel du politiquement correct*, Monaco, Éditions du Rocher, 2001.

VERLINDE S., « Le vocabulaire des fluctuations dans le discours économique : synonymie et combinatoire », in *Meta : journal des traducteurs / Meta: Translators' Journal*, Vol. 42, 1|1997.

VIBERT A., « Fontanier : autour et au-delà la rhétorique dans le premier tiers du XIX^e siècle », in *Revue d'histoire littéraire de la France*, Vol. 105, 2|2005.

VILLAR C., « Pour une théorie du discours diplomatique », in AFRI, Vol. VI, Bruxelles, Éditions Bruylant, 2005.

VITTOZ M.-B., « La phraséologie au secours de la langue de l'économie : l'amour et la guerre », in BELLATI G., BENELLI G., PAISSA P., PREITE C. (éd.), *Un paysage choisi*, Torino, L'Harmattan Italia, 2007.

VITTOZ M.-B., *Les locutions en discours. Vers un inventaire de formes idiomatiques dans la langue des affaires Français-Italien*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 2005.

VOLTAIRE F., *Candide*, Genova, Cideb, 1993.

WAUTHION M., SIMON A.-C. (éd), *Politesse et idéologie : rencontres de pragmatique et de rhétorique conversationnelles*, Louvain, Peeters, 2000.

WOLTON D., *Il faut sauver la communication*, Paris, Flammarion, 2005.

WOLTON D., *War game. L'information et la guerre*, Paris, Flammarion, 1991.

ZAREMBA C., « Le diable a une langue de bois. À propos des travaux récents en Pologne », in *Mots. Les langages du politique*, 21|1989.

ZOAKOS CRITON M., « Eye-Popping Greek Corruption and the collusion between Athens officials and EU interests », in *The International Economy*, 2010.

ZUMTHOR P., « Euphémisme et rhétorique au Moyen Âge », in *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, 3|1953.

Dictionnaires de référence

BINON J., VERLINDE S., VAN DICK J., BERTELS A., *Dictionnaire d'Apprentissage du Français des Affaires*, DAFA, Paris, Didier, 2000.

CHANTREAU P.-N., *Dictionnaire National Et Anecdotique*, Politicopolis, Les Marchands de Nouveautés, 1790.

CHARAUDEAU P., MAINGUENEAU D., *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 2002.

CNRTL *Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales*, version informatisée.

GARNIER Y., VINCIGUERRA M., *Le Petit Larousse illustré 2007*, Paris, Larousse, 2006.

LAROUSSE, *Dictionnaire français-italien*, version informatisée.

LAROUSSE, *Dictionnaire italien-français*, version informatisée.

LAROUSSE, *Encyclopédie Larousse*, version informatisée.

Le Dictionnaire de l'Académie française, huitième édition, version informatisée.

Le Dictionnaire de l'Académie française, neuvième édition, version informatisée.

LITTRÉ É., *Petit Littré, Abrégé du Dictionnaire de la langue française*, BEAUJEAN A. (ed.), Paris, Gallimard et Hachette, 1959.

LUNEL B. (éd), *Dictionnaire universel des connaissances humaines*, Tome 5, Lacroix-Comon, Paris, 1857.

MOLINIÉ G., *Dictionnaire de rhétorique*, Livre de Poche, Paris, 1992.

MORIER H., *Dictionnaire de poétique et de rhétorique*, Paris, Puf, 1989.

POUGEOISE M., *Dictionnaire de rhétorique*, Paris, Armand Colin, 2001.

REY A., REY-DEBOVE J., *Le Nouveau Petit Robert de la langue française 2008, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2007.

SABATINI F. COLETTI V, *Dizionario della Lingua Italiana*, Firenze, Sansoni, 2008.

SABATINI F. COLETTI V, *Dizionario della Lingua Italiana*, version informatisée.

SILEM A. (éd), *Lexique d'économie*, Paris, Éditions Dalloz, 2012.

TLFi, *Le Trésor de la langue Française Informatisé*.

TRECCANI, *L'enciclopedia italiana*, version informatisée.

VALENTE M., *Dictionnaire économie-finance banque-comptabilité, (français-anglais-italien)*, Paris, Dalloz, 1993.

Sites Internet

<http://ec.europa.eu/eurostat>.
L'office statistique de l'Union européenne

www.economie.gouv.fr.
Le Portail de l'économie et des finances

<http://stats.oecd.org>.
Données et des métadonnées relatives aux pays de l'OCDE

<http://www.transparency-france.org/>.
Transparency International France

www.grip.org.
Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité

Index des noms propres

A

Allouche, 59-60
Aristote, 17
Arouet le Jeune, 26
Attali, 108-109, 205
Authier-Revuz, 71, 74-75

B

Bacry, 40
Balzac, 19-20
Barbera, 62- 63
Baudelaire, 19-20
Beacco, 69, 246-247
Beauvais, 25-26, 67
Beauzée, 39-40
Bellon 111
Benveniste, 17, 147, 246
Bernanke 77, 89, 102, 109-110, 149, 266,268, 277,
325, 330
Blanchot 20
Boissonnat, 49
Bonhomme, 40, 85, 152, 159, 166, 173, 189, 256
Bouchet, 18
Bourdieu, 44-45, 54, 128-129, 175, 210
Breton, 182-183, 199-201, 235
Brown, 61, 161, 166, 171, 291
Bush, 77, 93, 143, 170-171, 235, 256, 325, 339,
342
Buton, 111

C

Calsamiglia, 68
Cameron, 135
Cayne, 99
Chantreau, 24
Charaudeau, 61-63, 176, 217, 237-238, 241-242,
250
Cicéron, 17
Cullinar, 112

D

Danton, 211
Démétrius, 39
Démosthène, 17
Ducrot, 146
Dumarsais, 30, 39-41, 284
Duval, 47-51, 184-186

F

Fillon, 187, 196
Fitoussi, 108, 201

Fontanier, 39- 41
France, 20
Furetière, 18

G

Galli dè Paratesi, 159-160
Gautier, 19
Greenspan, 109-110, 202, 259

H

Halimi, 53, 181-182, 185, 357
Hazan, 26
Hugo, 20
Huyghe, 26-27

I

Ionesco, 16, 23, 138
Izraelewicz, 53

K

Kaufmann, 60
Kerbrat-Orecchioni, 61, 161-163, 170, 173-174,
241
Klemperer, 21-22, 280

L

Laclos, 19
Lebaron, 51
Lerat, 67-68, 288
Leven, 110, 202
Levinson, 61, 161
Lewis, 106
Lordon, 102, 105, 107, 110, 114, 116

M

Marcegaglia, 133, 134, 327
Marivaux, 19
Marot, 18
Maupassant, 19-20
Miłosz, 23
Minc, 183
Miron, 101
Molière, 18
Molinet, 18
Montaigne, 18
Montezemolo, 211, 216
Morin, 23
Mouillaud, 72
Mucchielli, 188

	N	
Nerval, 19		Scudéry, 18
		Singly, 218-219, 224-225
		Somaize, 18
	O	Sperber, 61, 159-160
Obama, 171, 211		Suskind, 235
Ogden, 35		
Orwell, 21, 24, 179		T
	P	Tailleur, 52
Paulson, 91, 102, 112, 145-146, 165, 256, 263, 265, 271, 295 308, 316, 336		Tétu, 72
		Thain, 103
		Tremonti, 125, 133, 135, 167, 214
	Q	
Quintilien, 17		V
		Valkoff, 25
	R	Volokhine, 110
Rabelais, 18		Voltaire, 19, 40, 67, 211
Richards, 35		
Riutort, 49- 52		W
Robin, 22-23		Wolton, 179
Roux, 199, 201		Wilson, 61, 159-160
	S	Z
Sarkozy, 108, 113-115, 130, 141, 155, 171-172, 205, 22, 263, 317		Zumthor, 39
Schepens, 180-181		

Index des principales notions

A

Acronyme, 141, 313, 347
Acte illocutoire, 146
Acte perlocutoire, 146, 174
Allocutoire 162, 165, 173, 184
Ambiguïté, 58, 62, 66-67, 84, 86-90, 140, 144, 152-153, 155-156, 224, 253, 264, 267, 272, 287
Antiphrase, 39, 42, 152-153, 283, 348
Antonymie, 274-248
- antonyme, 139
Autonymie simple, 71

B

Base de données, 63, 239-240, 242, 245-247

C

Champ journalistique, 4, 15, 44-47
Champ sémantique, 158, 248-249
Communication, 25, 48, 61, 63, 67-70, 83, 141, 157, 158-161, 163, 165, 170, 179, 186, 188, 200, 203, 250, 256, 288
Composition lexicale, 141, 347
Connecteur, 78-79, 145, 147, 257
Connotation, 24, 71, 73-74, 79, 106, 120, 133, 138, 146, 156, 158, 167, 191, 193, 195, 232, 255-256, 261, 274, 276, 278-279
Contexte, 15, 17, 28-30, 41, 44, 47, 58, 65, 69, 73-75, 80-81, 92, 126, 134, 142, 148-149, 157-160, 163, 174-175, 193, 195, 206, 212, 219, 237, 240-241, 250-252, 256, 260-261, 263-264, 271, 273, 280-282, 284, 286-287, 297, 312
Coréférent, 82, 248, 252-257, 268-269, 272-274, 276
Corpus, 58-59, 61-66, 70, 86, 92, 95, 104, 107, 113, 129-130, 132, 158, 161, 163, 166, 168, 179, 186, 190, 197-199, 202, 211, 236-238, 240, 242, 247, 254, 258, 273, 277, 286, 346, 350-351
Cotexte, 81, 240-241, 251, 267-269, 272
Cotopie, 152
Crise de la dette publique, 70, 115-116
Crise des subprimes, 65-66, 70, 79, 83, 98, 101, 111, 114-117, 126, 130, 150, 172, 202, 257, 266, 346
Crise économique, 42, 65, 90, 95, 149, 158, 175, 190, 200, 249-250, 284, 290, 317
Crise financière, 76, 83-84, 86, 90, 93, 109, 113-114, 116, 119, 122, 129, 131, 144, 149, 166-167, 207, 210, 220, 251-252, 289, 294-295, 304, 307, 311, 313-314, 317

D

Dénotation, 84, 157
Destinataire, 31-32, 34, 60, 158-159, 163, 174, 176, 247, 286
Destinateur, 28, 32, 34, 142-143, 147-148, 160
Discours 28-29, 36, 41, 75, 82, 157-158, 160, 232, 246, 253, 260, 286, 288, 347
- analyse du discours, 44-45, 47, 61-62, 64, 69, 217, 246
- discours économique, 44, 57, 60, 63, 67, 170, 180, 182, 184, 188, 239
discours économiquement correct, 10-12, 54, 57, 66-67, 70, 138, 156, 174, 176, 178, 189, 198, 217-218, 233-234, 237, 239-240, 246-247, 346-347
- discours euphémique, 16, 158
- discours politique, 17, 150, 187, 285, 358

E

Économiquement correct, 57-58, 65, 138, 178, 180, 228, 234, 237, 349, 351
Effet perlocutoire, 146, 217, 260, 262, 269
Embrayeur, 147, 348
Émetteur, 29, 101, 159, 161, 165, 199
Emprunt, 139, 228, 258, 267-268, 283, 287, 310
Énonciateur, 29-30, 32, 34, 61, 74, 97, 144, 147-148, 157-158, 160-161, 176, 185, 362
Énonciation, 28, 30, 37, 61, 71-72, 74-75, 148-150, 156, 176, 184, 189, 249-250, 280
Équivalent potentiellement euphémique (EPE), 281-282, 284-345
Équivalent non euphémique (ENE), 281-282, 285
Euphémisme, 11, 15-22, 24-32, 34-40, 42-44, 54, 85, 138-139, 150-151, 156-161, 173, 188-189, 238, 281, 284-286, 347
- faux-euphémisme, 27-28, 32, 37, 41-42 139, 151, 157-159, 160, 285

F

Face, 161, 165, 349
- face négative, 161
- face positive, 161
- FFA, 162, 168-169
- FTA, 162, 167-168, 170, 172-173
Figure, 22, 27, 30, 37-42, 51, 83, 85, 124, 151-152, 194, 281, 284, 286, 352-353, 355-358, 362
- figuralité, 39, 41

H

Hexagonal, 25-26
Homonymie, 155, 348
Hyperonymie, 84, 155, 248, 252, 266, 283, 348
- hyperonyme, 84, 155, 270
Hyponymie, 84, 92
- hyponyme, 84, 92-93, 269, 270

I

Implicite, 37, 73, 83, 92, 96, 108-109, 146, 153, 168, 176, 199, 201, 240-241, 250, 281, 286
Impolitesse, 162-163, 165, 170, 172-173
- auto-impolitesse, 161-162, 165, 172, 349
- impolitesse négative, 162, 173, 349
- impolitesse positive, 162, 165, 170, 172-173, 349
Inférence, 61, 80, 82, 92, 140, 151, 250, 255, 257, 268, 273, 280
- processus inférenciel, 248
Interlocuteur, 30-32, 34, 161, 173-174, 199, 257
Interprétation, 26, 32, 41, 43, 59-60, 73, 75, 80-82, 92, 104, 141, 151, 155, 159-160, 174, 178, 188, 233, 240, 246, 248, 251, 253, 257, 260, 264, 266, 272, 278-279, 282, 354
- hypothèse interprétative, 38, 41, 43, 237, 241, 250
Isotopie 151-152, 241, 251, 261, 263, 275

J

Journalisme économique, 11, 15, 44, 47-53, 67, 184

L

Langue de bois, 16, 21-24, 186
Langue de Coton (LDC), 26
Lexicalisation, 27-28, 238, 251, 350
Lingua Quintae Republicae (LQR), 26
Locuteur, 12, 28-29, 32, 34, 37-38, 61, 69, 74, 82-83, 142, 144, 146, 148, 151-153, 158-160, 162-163, 165, 167, 173-174, 184, 189-191, 204, 217, 237-238, 246, 284, 346
Lingua Tertii Imperii (LTI), 21-22

M

Métalinguistique, 68, 70-71, 78, 88-86
Métaphore, 21, 34, 40, 42, 83, 85, 150-152, 205, 248, 252, 283, 286, 348
Métonymie, 40, 42, 89, 152, 254, 256, 348
Modalisation, 73-74, 77, 145, 164
Mots-valise, 141, 283

N

Néolibéralisme, 53, 86, 101, 211, 215, 219, 238, 349, 351
Néologie, 29, 139, 238
Néologisme, 21, 180, 238, 262, 287
Nominalisation, 140-141, 173, 282-283, 347
Nouvelle Langue Française, 26
Novlangue, 21, 117

O

Oxymore, 42, 153, 247-248, 254-255, 277, 283

P

Paradigme désignationnel, 246-248, 258-259, 273-277
Paraphrase, 68, 140-141, 285
Périphrase, 18, 30, 39-40, 42, 153-154, 278-280, 283-284, 348
Politesse, 30, 60, 161-162, 165-168, 170, 173-174, 349
- auto-politesse, 161-163, 165, 349
- politesse négative, 161-162, 165-168, 170, 173, 349
- politesse positive, 161-162, 165, 168, 170, 349
Politiquement correct (p.c.), 20, 24-25, 187
Polysémie, 36, 155-156, 254, 348
Potentiel d'euphémisation (PE), 28-29, 34, 41, 42, 93, 139, 141, 151-154, 156-161, 232, 234, 238, 240, 253, 260-263, 270, 282, 285-286, 288-289, 291-296, 298-328, 330-334, 336-343, 347, 350
Pragmatique, 29, 54, 61, 66, 68, 72, 79, 102, 116, 138, 146, 158, 238, 242, 253, 255, 258, 260, 269, 281-282, 284
Préfixation, 139, 260, 347

R

Récepteur, 29, 32, 34-36, 38, 41, 43, 46, 69, 138, 14, 145, 156-160, 165, 175, 184, 199, 217, 238, 252, 284, 286, 347
Référence, 30, 61, 64, 70, 95, 107, 113, 117, 142, 145, 148, 156, 161, 199, 201, 213, 237, 256-257, 272
- référent, 30-36, 38, 84-85, 148-150, 156-157, 166, 188-189, 249, 251, 253, 257, 270, 279, 281, 283, 285
- invariant référentiel, 247-248, 256, 260, 264, 273-274, 278
- valeur référentielle, 149, 154, 256-257, 268, 279
Reformulant, 80, 84, 92, 246-247, 251, 259, 262-263, 266, 268, 271, 278
- reformulation, 76, 78-80, 84-85, 246, 256, 275, 279
Rhétorique, 18, 20, 38-39, 58, 83, 97, 104-105, 107, 118, 122, 127, 130, 133, 136, 158, 167, 207, 210, 277, 347, 350

S

Sémantique, 29, 37, 78, 84, 86, 92, 138-140, 146, 151, 155, 158, 170, 193, 237, 242, 246, 249, 251, 254, 262-263, 270, 273-274
Sigle, 86, 88, 90-92, 94, 125, 141, 193
Substitut potentiellement euphémique (SPE), 6-8, 11-13, 28-29, 31-32, 34-36, 38, 41-43, 54, 57, 85, 93, 112, 138-139, 141-142, 150, 152-162, 167, 169-170, 173-175, 188-190, 193-195, 197-198, 217-219, 224, 226-227, 231-232, 234, 237, 239-255, 258, 260-262, 264, 267, 274, 280-289, 292-295, 297-309, 311-313, 315-317, 319-322, 326-327, 330, 332, 334, 336, 338-340, 342-344, 347, 349-351
Synonymie, 36, 157, 253, 255, 266, 277
- synonyme, 32, 92-93, 141, 156, 194, 196, 209, 252, 260, 264, 273, 280
Syntaxe, 140, 146

T

Tabou, 25-32, 34, 35-38, 42-43, 112, 145, 150, 152-154, 157, 160, 207, 218, 245, 256, 258, 260-261, 285-288, 347, 348
Tiers, 71, 104, 128, 142-143, 145, 147, 163, 165, 170-171, 172, 349
Titrisation, 7, 10, 13, 86, 88, 90, 93, 104-105, 165, 175, 240, 242-243, 258, 262, 269, 271, 294, 303, 307, 309, 312-317, 321
Trope, 39-42

V

Vulgarisation, 57, 65, 67-72, 75-76, 78-79, 82-86, 89-90, 95, 102, 104, 107, 115-116, 124, 126-127, 132, 137-138, 252, 264, 346